

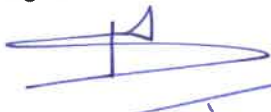





Conseil du mardi 6 décembre 2022

à 9h30

Montpellier Méditerranée Métropole

- **Procès-verbal de la séance du Conseil du 4 octobre 2022**

<p>Le Président <u>M. Michaël DELAFOSSE</u></p> <p>Date <i>Le 6 décembre 2022</i></p> <p>Signature </p> 	<p>Le(a) Secrétaire de séance <u>Mme Clara GIMENEZ</u></p> <p>Date <i>06/12/2022</i></p> <p>Signature </p> 
--	--



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 4 octobre 2022**

PROCES-VERBAL

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 4 octobre 2022

Adoption du procès-verbaux des Conseils de Métropole du 31 mai 2022 et du 26 juillet 2022

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Hors commission - Plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine métropolitain - Approbation
2. Hors commission - Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Avenant n° 1 - Adaptation des conditions financières du contrat en raison de l'augmentation du coût de l'électricité - Autorisation de signature
3. Cycles de l'eau - GEMAPI - Mise en place d'une gouvernance littorale à l'échelle du golfe d'Aigues Mortes (GAM) - Création d'une entente entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention cadre - Autorisation de signature
4. Cycles de l'eau - GEMAPI - Mise en place d'une gouvernance littorale à l'échelle du golfe d'Aigues Mortes (GAM) - Création d'une entente entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention subséquente - Autorisation de signature
5. Cycles de l'eau - Protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac - Autorisation d'un système d'endiguement en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Déclaration de projet - Approbation
6. Cycles de l'eau - Convention de participation financière aux investissements nécessaires à l'aménagement du gué du Lez entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
7. Solidarités - Rapport annuel politique de la ville 2021 - Approbation
8. Environnement - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Suez pour le projet d'écologie industrielle et territoriale "Hub de l'Économie Circulaire et Solidaire" - Autorisation de signature
9. Attractivité - Convention financière entre l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) et Montpellier Méditerranée Métropole - Remboursement des sommes reçues de Ryanair - Autorisation de signature
10. Attractivité - Contrat de destination marque internationale "Montpellier" entre Montpellier Méditerranée Métropole, Atout France, le Comité Régional de Tourisme et de Loisirs Occitanie, l'Agence Départementale de Développement Touristique de l'Hérault et l'Aéroport Montpellier Méditerranée - Autorisation de signature
11. Animation du territoire - Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie - Opéra Comédie - Convention d'occupation et d'utilisation du domaine public - Autorisation de signature
12. Animation du territoire - École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD), État et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens - Approbation - Autorisation de signature
13. Animation du territoire - Maison Louis Juvet et Théâtre du Hangar - Conventions d'occupation du domaine public avec l'association École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) - Subventions en nature - Autorisation de signature
14. Animation du territoire - Salle Victoire 2 - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre l'association Stand'Art et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
15. Animation du territoire - Ancien Evêché - Fixation du montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public - Approbation
16. Animation du territoire - Réseau des piscines - Opération Téléthon 2022 - Convention entre

Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies (AFM) - Autorisation de signature

17. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2022 - Conventions d'attribution - Approbation - Autorisation de signature
18. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions d'attribution - Exercice 2022 - Autorisation de signature
19. Cycles de l'eau - Travaux de desserte et d'extension du réseau d'assainissement - Convention de participation pour la réalisation d'équipements publics exceptionnels entre l'entreprise Microphyt et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
20. Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Sussargues - Convention technique et financière d'achat d'eau potable en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des eaux et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) - Avenant n°1 - Autorisation de signature
21. Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Saint-Brès - Convention d'achat d'eau potable en gros et de participation financière aux travaux d'adduction entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) - Avenant n°1 - Autorisation de signature
22. Cycles de l'eau - Projet de solidarité internationale - Projet "clés en main : les territoires face aux enjeux de la gestion durable de l'eau" - Convention de partenariat multipartite avec Occitanie Coopération - Convention d'attribution de subvention - Autorisation de signature
23. Solidarités - Fonds métropolitain d'aide aux jeunes - Aides collectives - Attribution de subventions 2022
24. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation de TotalEnergies pour l'année 2022 - Convention - Autorisation de signature
25. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation de Mint Energie pour 2022 - Convention - Autorisation de signature
26. Solidarités - Construction de 70 logements sociaux dans les Communes de Baillargues, Lattes, Montpellier et Saint-Brès - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature
27. Solidarités - Intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la rénovation de l'habitat privé - Règlement attributif - Modification de la délibération n°14553 du 29 mars 2017 - Approbation
28. Environnement - Appel à projets France-Sénégal 2022 - Coopération Décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de Rufisque, la Ville de Montpellier, le CIRAD, le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, la SOMIMON (MIN Mercadis) et l'ASH - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature
29. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique et emploi" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
30. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation
31. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Transition Énergétique et Écologique - Exercice 2022 - Approbation
32. Aménagement durable - Conventions de fonds de concours 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Prades-Le- Lez, Beaulieu, Vendargues, Saint Génès des Mourgues et Baillargues - Autorisation de signature
33. Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Concertation préalable au titre du Code de l'environnement sur le projet et les impacts du lycée et des aménagements associés - Bilan de

concertation préalable - Approbation

34. Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Concertation préalable au titre du Code de l'urbanisme - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité de plan local d'urbanisme pour la réalisation des accès multimodaux au futur lycée et à la halle des sports - Bilan de la Concertation - Approbation
35. Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Déclaration de projet portant sur l'intérêt général de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe - Approbation - Autorisation signature
36. Hors commission - Commune de Fabrègues - Site Hélios - Industries culturelles et créatives - Protocole d'accord - Approbation - Autorisation de signature
37. Aménagement durable - Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Juvignac - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation
38. Aménagement durable - Commune de Lattes - Ode à la Mer - Procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme - Bilan de la concertation - Approbation
39. Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Secteur du Grand Mail - Ville de Montpellier - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire - Approbation
40. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Parc 2000 2eme extension - Garantie d'emprunt à la SA3M - Autorisation de signature
41. Aménagement durable - Commune de Prades-le-Lez - Renonciation à acquérir - Droit de délaissement - Emplacement réservé n°28b du Plan Local d'Urbanisme grevant la parcelle cadastrée AO 48 propriété de la Ville de Prades-Le-Lez - Autorisation de signature
42. Aménagement durable - Commune de Saint Georges d'Orques - Instauration du droit de préemption urbain (DPU) et du droit de préemption urbain renforcé sur la zone du Mijoulan - Approbation
43. Aménagement durable - Projet de Parc d'Activités Économiques (PAE) Jules Rimet - Commune de Sussargues - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU - Concertation au titre du code de l'urbanisme - Bilan de la concertation - Approbation
44. Aménagement durable - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Villeneuve-lès-Maguelone - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation
45. Aménagement durable - Convention de financement de la gare nouvelle de Nîmes Pont du Gard - Avenant n°1 - Autorisation de signature
46. Aménagement durable - Réseau Express Métropolitain (REM) de Montpellier - Étude d'exploitation - Convention financière - Autorisation de signature
47. Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) de Transport Urbain - Convention pour le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle au Subdélégué - Retrait de la délibération n°M2022-230 - Approbation - Autorisation de signature
48. Attractivité - Cité intelligente - Convention d'obtention de subvention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Banque des Territoires pour l'appui à la mise en oeuvre de solutions en faveur de l'inclusion numérique des Très Petites Entreprises (TPE) en Quartier Politique de la Ville (QPV) - Autorisation de signature
49. Attractivité - Cité intelligente - Projet HUT - Observatoire de l'Habitat Urbain en Transition - Convention de partenariat - Autorisation de signature
50. Attractivité - Convention de financement entre la Métropole et Occitanie Place Financière - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature
51. Attractivité - Convention de partenariat avec la French Tech Méditerranée - Avenant n°1 à la convention de partenariat - Mise à disposition de nouveaux locaux et actualisation du concours financier global - Approbation - Autorisation de signature
52. Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de

signature

53. Ressources - Règlement du temps de travail au sein de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
54. Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modifications des conventions de services communs - Autorisation de signature
55. Ressources - Projet d'animation sociale et culturelle - Convention de collaboration volontaire - Approbation - Autorisation de signature
56. Ressources - Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
57. Ressources - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
58. Ressources - Extension des astreintes d'exploitation dans le cadre de la mutualisation de la Direction des Relations institutionnelles et de l'Événementiel - Approbation
59. Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Conventions - Approbation - Autorisation de signature
60. Ressources - Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) - Répartition 2022 - Approbation
61. Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale TaM - Cession de titres de participation au bénéfice de la Ville de Pérols - Approbation - Modification d'un représentant
62. Ressources - Apurement des régies 2022 - Approbation
63. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation
64. Cycles de l'eau - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'eau potable et de l'eau brute - Exercice 2021
65. Cycles de l'eau - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement - Exercice 2021
66. Aménagement durable - Mandat SA3M pour la réalisation de la première tranche du cimetière métropolitain - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation
67. Aménagement durable - Communes de Castelnau-le-Lez et de Montpellier - Concession Eurêka - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°19 - Approbation - Autorisation de signature
68. Aménagement durable - Concession d'aménagement Le Frigoulet - Commune de Cournonsec - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation
69. Aménagement durable - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Communes de Lattes et de Pérols - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature
70. Aménagement durable - Concession d'aménagement Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Descartes - Commune de Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC)- Exercice 2021 - Approbation
71. Aménagement durable - Commune de Montferrier-sur-Lez - Concession d'aménagement Hameau de Baillarguet - - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation
72. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Concession Cambacérès - SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°9 - Approbation - Autorisation de signature
73. Aménagement durable - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Quartier des Cévennes - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 à la concession - Approbation - Autorisation de signature
74. Aménagement durable - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Quartier de la Mosson - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 -

Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

75. Aménagement durable - Concession d'aménagement de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation
76. Aménagement durable - Concession d'aménagement du parc d'activités économiques Marcel Dassault et première extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°14 - Approbation - Autorisation de signature
77. Aménagement durable - Commune de Sussargues - Concession d'aménagement Jules Rimet - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature
78. Aménagement durable - Concession d'aménagement du Parc d'activités économique Charles Martel - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation
79. Aménagement durable - Zone d'Aménagement Concerté Cannabe - Commune de Cournonterral - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation
80. Aménagement durable - Commune de Grabels - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation
81. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne - Porte de la Méditerranée - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation
82. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Garosud et Extension - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2021 (CRAC) - Avenant n°6 - Approbation - Autorisation de signature
83. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nina Simone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature
84. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2021 - Approbation
85. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Odysseum Est - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2021 - Approbation
86. Aménagement durable - Commune de Saint Jean de Védas - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Marcel Dassault 2ème extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°11 - Approbation - Autorisation de signature
87. Aménagement durable - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation
88. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zones d'activités Parc 2000 et Parc 2000 Extension - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation
89. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zones d'activités Parc 2000 2ème extension - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 5 - Approbation - Autorisation de signature

Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022 à 9h30

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50 Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales:

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es)/excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Max LEVITA, Bernard TRAVIER.

Secrétaire de séance :

Clara GIMENEZ.

Monsieur le Président

Bonjour à toutes et à tous, chers collègues. Merci pour votre présence pour ce Conseil de Métropole. Je donne la parole à Madame Clara GIMENEZ, qui va procéder à l'appel pour vérifier que nous avons bien le quorum et que nous pouvons délibérer. Madame GIMENEZ, en vous remerciant.

Clara GIMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Président

L'appel est clos. Nous avons le quorum. Nous pouvons délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Je donne la parole tout de suite à Monsieur PENSO pour vous présenter les documents qui ont été disposés sur table et qui s'inscrivent dans la droite ligne des Journées Européennes du Patrimoine – qui ont rencontré un franc succès – pour vous les présenter.

Éric PENSO

Merci, Monsieur le Président. Bonjour à toutes et à tous. En effet, nous avons souhaité vous mettre à disposition trois documents qui ont été diffusés lors des Journées Européennes du Patrimoine les 17 et 18 septembre derniers, avec vous l'avez remarqué une attention particulière portée à la jeunesse, avec une édition qui s'appelle « *Explorateurs Montpellier, fête à Bonnier de la Mosson* », qui est une découverte ludique, à hauteur d'enfant, de l'histoire et l'architecture de notre domaine, propriété de la Métropole. Les planches illustrées projettent le visiteur au XVIII^e siècle. Il y a un focus sur Castelnau-le-Lez et un focus sur Juvignac, car ces journées du patrimoine à l'échelle de la Métropole ont été un très grand succès, avec un nombre important de plus de 80 000 visiteurs sur le week-end. Je voulais aussi faire un petit clin d'œil amical aux collègues des communes, puisque, au-delà de la Commune de Montpellier, nous avons signé deux conventions avec Castelnau-le-Lez et Juvignac, lors de ces mêmes journées, qui ont réuni aussi beaucoup de monde. Une signature de convention est prévue avec la Commune du Crès le 9 novembre prochain. J'ai pensé intéressant que vous puissiez disposer de ces documents aujourd'hui, qui montrent le travail qui est porté sur le patrimoine de la Métropole. Je remercie ici Madame HIRSCHY et Madame FRINAULT de leur travail à ce sujet. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur PENSO.

Quelques informations, très rapides. La première, qui est d'importance : à la suite de notre délibération en Conseil, nous avons obtenu la déclaration d'utilité publique (DUP) pour l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Sud de France. Les travaux devraient commencer tout début novembre. Ils auront un caractère assez spectaculaire puisqu'un nouveau franchissement de l'A709 sera réalisé pour permettre le passage du tramway, avec un objectif de mise en service dans le meilleur des cas fin 2024, début 2025, les équipes étant très mobilisées pour réaliser cela.

Deuxième point d'information : remercier Stéphane CHAMPAY pour son invitation. La Commune du Crès, qui s'est séparée il y a 150 ans de celle de Castelnau-le-Lez, a fêté son anniversaire. C'était un moment très sympathique ce vendredi dernier.

Autre point : nous avons fait un déplacement avec les représentants de la Région et du Département, à Bruxelles, pour défendre le dossier de Capitale Européenne de la Culture. La sélection des quatre villes interviendra au premier trimestre 2023, la ville lauréate à la fin de l'année 2023. Il y a dix villes candidates. Nous défendons le dossier et j'en remercie ici tous les acteurs, qui sont pleinement mobilisés. L'appel à projets commence à s'exprimer dans des communes de la Métropole, mais bien sûr au-delà du grand territoire.

Indiquer également que nous avons – je me tourne vers Cyril MEUNIER – d'excellents résultats sur l'attractivité touristique sur la saison estivale. Nous avons 500 000 nuitées de plus par rapport à l'année 2019, ce qui est un des chiffres les plus importants en termes de fréquentation de l'hôtellerie sur le territoire de la

Métropole. C'est une très bonne chose, qui traduit la dynamique pour l'emploi, la restauration, l'hôtellerie, même si évidemment entre midi et deux, avec les épisodes caniculaires, ça a été un peu difficile, mais c'est très bon signe, et ce malgré que certains pays dans le monde aient encore leurs frontières fermées post-Covid. Evidemment, une excellente fréquentation qui s'explique par l'excellente fréquentation du Corum en termes de congrès, sur lequel il y avait une communication dans *Midi Libre* il y a quelques mois. On a un Corum qui est pleinement rempli, au-delà de ce qu'il est capable d'accueillir, c'est aussi de très bon augure pour l'année qui vient, pour nous c'est très important. Voilà quelques infos de début de séance.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 4 OCTOBRE 2022

Monsieur le Président

Je vous propose de passer à l'approbation de l'ordre du jour, avec une modification sur l'affaire 63 sur les représentations du Conseil de Métropole. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur l'ordre du jour modifié ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 85 voix

ADOPTION DU PROCES-VERBAUX DES CONSEILS DE METROPOLE DU 31 MAI 2022 ET DU 26 JUILLET 2022

Monsieur le Président

Nous avons deux procès-verbaux sur lesquels il nous faut délibérer. Celui du 31 mai 2022 : y a-t-il des remarques ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Procès-verbal du 26 juillet 2022 : y a-t-il des questions ? Des remarques ? Je mets en voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Les procès-verbaux des séances du 31 mai et du 26 juillet 2022 sont adoptés à l'unanimité.

Pour : 85 voix

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Synthèse des décisions. C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 1 : HORS COMMISSION - PLAN DE SOBRIETE ET ACCELERATION DE LA TRANSITION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE METROPOLITAIN - APPROBATION

Mme Florence BRAU et M. Y. PELLET entrent en séance.

Monsieur R. CAIZERGUES entre en séance avec la procuration de Mme R. ILLAIRE.

Monsieur le Président

Affaire n° 1. C'est le sujet qui préoccupe aujourd'hui tous les maires des 36 000 communes de notre pays et les responsables d'intercommunalités : la question du prix de l'énergie dans nos collectivités. Il faut bien que tout le monde comprenne cela – ici tous les élus l'ont saisi – il existe en France un bouclier tarifaire qui concerne les ménages. Ce bouclier tarifaire préserve donc des prix de l'énergie des particuliers. À l'inverse, pour les collectivités territoriales, ce bouclier tarifaire n'existe pas : le prix de l'énergie est dépendant du marché européen de vente de l'énergie.

Dans un certain silence à l'époque, il y a quelques mois, nous avons pointé les difficultés qui commençaient à se poser en ayant un point d'information en Conseil de Métropole et pour ma part au Conseil municipal de la Ville de Montpellier, en montrant que nous étions sur un effet d'augmentation très fort de l'énergie. À partir

du mois de septembre, beaucoup de collectivités se sont fait connaître en prenant des décisions de fermeture d'un certain nombre de leurs services publics pour essayer de faire face aux prix de l'énergie et à la crise énergétique.

Dans les associations d'élus, l'AMF (Association des maires de France), France Urbaine, l'Association des petites villes, l'ARF (Association des Régions de France), l'ADCF (Association des Départements de France), plusieurs communiqués d'alerte se sont fait jour sur le prix de l'énergie pour les collectivités. Ça impacte fortement les dépenses de fonctionnement, ça peut altérer notre capacité d'investissement, et donc notre capacité à soutenir l'emploi et mettre en œuvre la transition écologique et solidaire sur les territoires. De nombreuses prises de position se sont fait jour. L'ensemble de ces associations d'élus demande au Gouvernement, dans le cadre de la nouvelle loi de finances, de pouvoir permettre aux collectivités territoriales, elles aussi, de bénéficier d'un bouclier tarifaire.

À ce jour, le Gouvernement répond : « *nous augmentons de 210 millions d'euros les dotations de fonctionnement* ». Très bien, mais tous nous savons que ce ne sera pas suffisant. Je prendrai prochainement la plume pour écrire aux parlementaires qui appuieront cette demande, pour leur donner une illustration très concrète des conséquences sur le territoire. Par avance, je les remercie de se faire relais de cela.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à ce choc énergétique, qui est le second nuage gris, voire sombre, qui apparaît depuis le début du mandat – le premier, tout le monde en convient, c'était la Covid-19. Vous l'avez ici, les courbes sont éloquentes, entre juin 2020 et le 1^{er} septembre 2022 – moment où a été fait ce graphique. On voit que l'impact est extrêmement important, de manière très transparente, ça a été partagé déjà au Conseil. Aujourd'hui, au 5 septembre, l'électricité c'est fois 2,75 sur la facture, l'éclairage public c'est fois 1,75 sur la facture, le gaz, très clairement de par la géopolitique européenne et l'impérialisme de Vladimir POUTINE, c'est fois 3,5 sur facture, et le bois granulé fois 1,66 sur facture. On estime que, pour le budget 2023, nous avons un surcoût potentiel à 10,6 millions pour la Métropole.

Pourquoi est-il si important ? Il est plus important que dans d'autres intercommunalités – j'essaye là de bien le poser. Parce que Montpellier Méditerranée Métropole est l'un des EPCI les plus intégrés de France. Par exemple à Strasbourg ou à Lille, les équipements culturels sont de compétences communales. Nous, depuis l'Agglomération, ils sont de compétences intercommunales. L'ensemble des piscines, dans beaucoup d'intercommunalités, à Grenoble, à Lille, elles sont gérées par la commune. Nous, elles sont de compétences intercommunales. L'éclairage public, quand il a été choisi de faire la Métropole, c'est devenu intercommunal. Parce qu'on – nous, nos prédécesseurs – a fait le choix de la solidarité territoriale, c'est évidemment sur l'EPCI que le prix de l'énergie pèse le plus. En outre, évidemment, nous avons fait des choix très vertueux autour du tramway, qui fonctionne à l'électricité, et le prix de l'énergie se ressent aussi sur notre délégataire, la TaM. On estime qu'au total, notre délégataire plus la Métropole, nous serons à environ 18 millions d'euros de coût du choc énergétique. Voilà la donne telle qu'elle est posée.

Continuons pour bien expliquer les chiffres. Nous sommes propriétaires d'un bâtimentaire très important : piscine, médiathèque, qui est une compétence culture, grands équipements sportifs. Ce bâtimentaire, d'une facture qui était de 2,55 millions d'euros, on passe à 7,1 millions d'euros, soit une hausse de 175 %. L'éclairage public, d'ores et déjà des efforts ont été accomplis : on a déjà délibéré sur l'extinction de certains grands axes, des maires travaillent dans leur commune, ce qui n'est pas sans complexité parce qu'il faut accompagner réglementairement ces dossiers. Mais l'éclairage public, c'est + 75 %. Le gaz utilisé dans un certain nombre de nos bâtiments, + 250 %. Nous négocions des contrats, et, cher Joël, qui nous représente à Hérault Énergie, nous achetons par groupement de commandes. Nous unissons nos forces pour être des négociateurs sur l'achat, pour essayer que ça nous coûte le moins cher possible. Je peux vous dire que j'ai croisé certains collègues maires ou présidents de métropole aux Journées Nationales de France Urbaine à Reims qui ont acheté à des prix encore plus élevés – notamment Rennes et Strasbourg qui sont dans des situations très préoccupantes. Nous, on achète par groupement de commandes. On a essayé d'avoir les prix les moins élevés, mais ils augmentent et on le fait avec Hérault énergie.

Nous avons d'une certaine manière déjà engagé des choses. Elles ont été présentées dans la Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI). Nous avons prévu de rénover de très nombreux bâtiments, nous avons mis des lignes d'investissement sur le verdissement de nos flottes, sur un rapport différent aux usages. D'une certaine manière, il faut accélérer la transition énergétique que nous avons déjà engagée, et initier des actions de court terme qui nous permettront de réduire notre facture d'énergie, même si l'ensemble des mesures de sobriété que nous allons prendre ne compensera pas la hausse des tarifs de l'énergie.

Il ne faut pas se dire que nos efforts permettront de compenser la hausse. A moins que nous ne prenions la décision – qui ne me semble pas être une bonne décision, en tout cas c’est pour ça qu’on ne la propose pas – de fermer nos piscines ou de restreindre le périmètre du service public pour nos médiathèques. Fermer nos piscines reviendrait à priver les enfants de l’apprentissage de la natation : on l’a déjà payé cash – il faut se dire les choses – avec l’épisode de la Covid-19 et malgré tout le travail qui a été engagé pour rattraper. Fermer nos piscines même deux jours par semaine, c’est priver nos aînés d’un certain nombre d’activités sportives que les maîtres-nageurs et les équipes proposent. Il faut qu’on arrive à tenir sur le périmètre du service public tout en dégagant des marges d’économie.

Evidemment notre but c’est de réduire nos consommations d’énergie de 10 % à l’horizon 2024, pour essayer d’être beaucoup plus sobres dans nos usages, la meilleure énergie étant celle qu’on ne consomme pas. On propose dans la délibération qui a été adressée un plan de mesures immédiates pour arriver à cette sobriété et une mobilisation générale sur des écogestes, dont on sait qu’on peut là aussi dégager des marges de manœuvre.

D’autre part, accélérer notre transition énergétique avec les objectifs sur lesquels, chère Isabelle TOUZARD, nous avons délibéré, les objectifs du PCAET. Nous reviendrons vers vous sur une délibération de production de l’énergie par le territoire, même si nous en dévoilons déjà des attendus, mais qui vise à mobiliser les équipes pour pouvoir accélérer la production d’énergie, à l’image de la chaufferie bois qui est en cours de construction à la Cité créative et qui vaut actuellement des travaux notamment sur l’avenue de Toulouse. Rénovation thermique, éclairage plus sobre, plan fraîcheur, développement du photovoltaïque.

Je l’ai dit : éviter au maximum d’éroder le service public. Nous ne fermerons pas aux usagers les piscines, comme certains peuvent le faire. Nous serons très attentifs sur les consignes de température de tous les bâtiments de la Métropole : 19°C l’hiver, 27°C l’été. Nous allons réduire les périodes de chauffage et de climatisation de 10-15 jours. Réduction de 1°C de la température des bassins sportifs des piscines métropolitaines – là assurément c’est un gain de sobriété énergétique. Poursuivre et accélérer le plan LED qui est en œuvre. On estime que d’ores et déjà, en 2023, l’ensemble de ces mesures représenteront une économie de 700 000 euros. Adoption aussi d’un plan aux écogestes : ça vaut pour nous tous, les agents et les élus. Dans chaque pôle, des référents sobriété vont être dédiés, comme par bâtiment. Concernant nos usages d’une électricité facile : vous savez, cette boutade en disant que « *c’est un peu Versailles ici* » ou « *c’est le 14 juillet* », enfin on connaît cette expression un peu populaire qui circule et qui n’est plus aujourd’hui d’actualité comme trait d’humour. Il faut très clairement éteindre les lumières des locaux inoccupés, fermer les portes des bureaux : on va sensibiliser. Tous les appareils : on a fait un déploiement de 3 000 postes pour le télétravail et qui permettent à chaque agent de savoir éteindre, mettre en veille. Former nos agents à l’écoconduite, ne pas utiliser de convecteurs électriques. Ça c’est un plan sobriété par l’ensemble des agents et de manière claire nous pensons pouvoir atteindre les 10 % là-dessus.

Autre point très important : on a l’Agence Locale de l’Energie et du Climat (ALEC), présidée par Isabelle TOUZARD, qui est formidablement ressource, qui est débordée d’activités parce que tout le monde s’y tourne et que nous continuons à soutenir. On va être accompagnés par elle sur la vigilance sur la consommation électricité. Y compris, vous le savez, il faut que notre pays soit très attentif sur 18 h-20 h, parce que s’il y a le pic on peut se retrouver avec des coupures, ce que nous ne souhaitons pas.

Autre point très important : c’est la rénovation des bâtiments les plus consommateurs en énergie – on en a. On a un patrimoine qui, à certains égards, est récent, d’autres, qui est vieillissant. Dans le budget 2023, Monsieur le Vice-Président en charge des finances, nous allons augmenter ces enveloppes de crédits pour accélérer la rénovation de ces bâtiments, pour aller conquérir de la sobriété énergétique. Autre aspect : nous avons de vieux équipements de plus de quinze ans, là aussi, il faut accélérer leur remplacement. Tout ça étant très bon pour les entreprises du territoire qui possèdent des savoir-faire, et que nous allons mobiliser.

Sur l’éclairage public : accélérer la rénovation des installations. Clairement, il faut que nous déployons le LED, qui est beaucoup plus sobre. Poursuivre le déploiement d’une commande centralisée photoélectrique à l’échelle de la Métropole pour affiner l’éclairage en fonction des conditions météo. Vous savez, la Métropole s’allume le soir, elle s’éteint le matin. Mais parfois, le ciel est plus clair et donc on peut gagner quelques minutes. C’est un pilotage important pour réduire notre facture. On va poursuivre l’expérimentation que nous avons conduite sur les grands axes – la RD65, l’avenue de la Liberté – en étant très attentif aux réglementations, parce qu’il y a des questions de responsabilité, des maires, de la Métropole et des services. Ça ne se fait pas du jour au lendemain, mais nous allons poursuivre l’expérimentation que nous avons lancée

et pour laquelle nous avons été pionniers sur les grands axes de la Métropole. Poursuivre la politique d'extinction proposée et initiée dans un certain nombre de communes. On va travailler sur un plan de charge pour pouvoir accompagner les maires qui, dans certains secteurs de leur commune, ou dans toute la commune, souhaitent l'engager. Poursuivre l'expérimentation des mâts photovoltaïques : ça va participer de notre souveraineté.

Ça, c'est une autre délibération qui arrivera, mais je veux bien qu'on n'oppose pas sobriété et capacité à produire de l'énergie sur le territoire. C'est notre cadastre solaire et c'est l'installation de photovoltaïques en autoconsommation. Qu'est-ce que c'est ? C'est d'identifier tous les endroits où nous pouvons en installer. Nous donnerons par une délibération une trajectoire très précise, amplifiée autant que possible, sur le photovoltaïque. Tout comme nous aurons à développer notre réseau de chaleur, parce qu'il nous permet de produire notre énergie sur le territoire. Il met à l'abri tous ceux et celles, les particuliers, qui en bénéficient, des variations du prix de l'électricité. On peut supposer que le bouclier tarifaire pour les ménages ne sera pas éternel, et nous-mêmes, nos bâtiments qui y sont raccordés, ça nous permet de limiter l'impact d'énergie. Vous avez ici l'illustration de la chaufferie bois.

Je voudrais indiquer que ce que nous proposons c'est sur notre bâtiminaire à l'échelle de la Métropole, sur nos leviers. Je veux vraiment remercier Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président à la voirie, le Vice-Président au sport, Christian ASSAF, Isabelle TOUZARD dans le cadre du PCAET, Bruno PATERNOT sur tous les enjeux de sobriété dans l'éclairage public, qui sont une *taskforce* de combat. Je nomme ces élus parce que je sais que la presse est très attentive à ces mesures et ils sont disposés à répondre aux questions du Conseil mais aussi auprès du grand public sur ces sujets, pour que nous puissions très clairement infléchir la facture.

Nous avons aussi, sous l'autorité de notre collègue ici présent, Michel CALVO, adopté un plan au sein d'ACM Habitat, le bailleur social, pour passer l'hiver. Nous allons changer en urgence ce qu'on pourrait surnommer les « *grille-pains* », les radiateurs électriques qui ont été posés il y a une quinzaine d'années et qui consomment énormément d'électricité. Ce sont donc près de 2 130 radiateurs – je crois, Michel [CALVO] ? – qui vont être changés en urgence à l'approche de l'hiver. Les derniers poêles, eux aussi vont disparaître. Il y a tout un plan d'accompagnement de la sobriété énergétique qui est à l'œuvre et on va accélérer l'ensemble des rénovations – on présentera cela en Conseil de Métropole. L'idée étant qu'il n'y ait plus aucun bâtiment du parc social d'ACM qui soit classé F, G et E, qu'on arrive à sortir à l'horizon des deux prochaines années de ces classes énergétiques. Aujourd'hui, avec ALTEMED, nous pouvons aussi accélérer ce mouvement-là. Nous ne sommes plutôt pas mal positionnés comme les bailleurs sociaux. Dans chaque commune je sais que les collègues sont très mobilisés pour aussi aller vers des plans de sobriété.

Voilà la délibération que nous souhaitons acter, qui sera une feuille de route pour l'administration, de mise en œuvre, et avec des mesures régulières de *reporting*, de suivi de nos dispositifs, dont les effets vont se sentir un petit peu à court terme, mais l'objectif c'est qu'ils soient perceptibles à moyen et long termes, parce qu'évidemment la rénovation des bâtiments, ça prend un peu plus de temps. Mais il faut d'ores et déjà accélérer sur tous les écogestes.

J'ouvre la discussion. On y va. Madame GIMENEZ, Madame DOULAIN, Madame VASSAS-MEJRI, Monsieur REVOL, Madame JANNIN, Monsieur AUDRIN – il y a les hommes de l'art – Monsieur PATERNOT – hommes et femmes de l'art – Monsieur MEUNIER, Madame TOUZARD et Monsieur LAFFORGUE, qui pourront peut-être répondre selon les interventions. Allez-y. Madame GIMENEZ, vous avez la parole.

Clara GIMENEZ

Merci de me donner la parole. Au nom des élus communistes de cette Assemblée, on voudrait tout d'abord remercier les agents et l'administration en général qui a travaillé à cette délibération et qui a rapidement su trouver un certain nombre de leviers à notre disposition pour trouver des solutions rapidement. De plus, on salue évidemment la volonté qui est la nôtre de ne pas réduire l'offre de service public, et c'est indispensable dans la période de préserver le service public.

En revanche, on ne peut pas forcément se satisfaire d'un manque peut-être d'ambition, eu égard à la situation. En tout cas la situation est plus large que les seules économies qu'il nous faut évidemment faire. Le but n'est pas de le remettre en question, mais on va faire un certain nombre d'économies, parfois de bouts de chandelles, alors que le fond du problème est plus large que ça.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a aiguisé un peu cette crise énergétique, mais ce n'est pas la seule cause. La preuve : les prix avaient déjà augmenté en 2021. Depuis des années, la libéralisation totale de l'énergie en Europe et en France a été décidée et mise en œuvre par les pouvoirs successifs, et ça a eu des conséquences. C'est celles-ci qu'on paye aujourd'hui. La construction des prix non plus sur la base des coûts de production mais sur la base de mécanismes spéculatifs avec le marché européen de l'énergie, l'affaiblissement de nos capacités de production d'énergie, la fermeture de centrales thermiques, la fermeture de Fessenheim, le manque d'investissement dans le renouvelable, l'hydroélectrique et la recherche et le développement de ces solutions, l'affaiblissement de notre production nucléaire parce qu'on n'a pas fait un certain nombre d'investissements nécessaires ces dix dernières années. Aujourd'hui on paye ces vingt ans de libéralisation de marché de l'énergie.

Aujourd'hui, en plus de ça, on a des entreprises qui annoncent une réduction d'activité, du chômage partiel, et les citoyens se demandent clairement comment ils vont payer les factures cet hiver, s'ils vont devoir choisir entre se déplacer et se chauffer, se nourrir et aller travailler, etc. C'est un vrai sujet pour nous. On va passer tout à l'heure, un peu plus tard dans le Conseil, une délibération de participation volontaire de fournisseurs d'énergie au fonds de solidarité logement (FSL). C'est évidemment une bonne nouvelle, mais encore heureux, j'ai envie de dire, que ceux qui profitent de l'ouverture au marché de l'énergie puissent contribuer à la solidarité qui s'impose vis-à-vis de nos concitoyens ! N'empêche que la question de la hausse des prix de l'énergie, couplée à l'inflation sur un certain nombre de questions et à la crainte du lendemain, ça va bien plus loin que cette seule question du FSL – auquel tout le monde n'a pas droit en plus.

On a besoin, il me semble, de plus de service public et de mieux de service public pour répondre aux besoins de la population ; mais ce n'est pas ici que je vais vous l'apprendre. On sait bien que les collectivités, au-delà de la hausse du coût de l'énergie et de l'inflation en règle générale, sont contraintes par un certain nombre de sujets : le dégel du point d'indice – qui était indispensable et qui est beaucoup trop faible eu égard à ce que les agents auraient pu souhaiter, mais qui impacte complètement le budget de nos collectivités – couplé aux contrats de Cahors – qui vont devenir un nébuleux pacte de confiance, dont les contours ne sont pas encore très clairs, mais on sent bien que de toute façon l'objectif du Gouvernement c'est qu'on baisse nos dépenses de fonctionnement. Qu'est-ce qu'on va faire une fois que nos dépenses de fonctionnement vont baisser ? Ça va nous contraindre à un certain nombre de choix et ces choix ils sont politiques.

Quand on fait le choix du service public, on fait un choix politique et c'est ce qu'on fait ici. On réalise un certain nombre d'investissements ambitieux sur la Métropole et dans les communes qui la composent. Mais on sait aussi que les dépenses de fonctionnement, elles sont indispensables. Ces dépenses, elles nous permettent de financer le service public, qui est quand même le patrimoine de ceux qui n'en ont pas, et ceux qui n'ont pas de patrimoine, ils sont de plus en plus nombreux. On a besoin de répondre à leur besoin. Ce service public, il ne peut fonctionner qu'avec des moyens suffisants et qu'avec des agents correctement rémunérés et reconnus pour leur travail.

Alors comment jouer notre rôle auprès des populations et des entreprises dans ce contexte-là ? C'est un vrai sujet. Bien sûr, on votera ce plan de sobriété. Bien sûr qu'il faut un plan de sobriété, un bouclier tarifaire, de la rénovation thermique de logements, de bâtiments, etc. Mais plus largement on appelle, nous, à faire grandir la mobilisation, avec les salariés, avec les élus, les collectivités et la population, pour une maîtrise publique de l'énergie, des formations et des embauches massives. Il faut sortir le gaz et l'électricité du marché européen, revenir à des tarifs régulés de l'énergie, revenir à des tarifs qui sont fixés en fonction de la réalité des coûts de production par EDF et Engie. On appelle à ce qu'ils redeviennent des établissements publics sous maîtrise sociale et collective, puisqu'il est nécessaire pour les collectivités, pour les entreprises, pour la population que nous ayons enfin les moyens d'agir sur les prix de l'énergie. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame GIMENEZ. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Bonjour, Monsieur le Président. Bonjour, mes chers collègues. J'avoue avoir été un petit peu amusée par le ton qui était en fil rouge de cette délibération, où on alternait entre « *nous avons été géniaux* » très vite par complété par un « *mais en même temps on ne l'avait pas vu venir, il faut quand même agir* ».

Malheureusement la situation, elle est grave, et mon amusement a été de courte durée devant ce qu'on peut quand même appeler des « *mesurette de rattrapage* » à court terme qui nous sont ici présentées. La situation,

elle est grave parce que nos communes sont livrées à la loi de la jungle du marché de l'énergie – ça a été répété par Madame GIMENEZ. La situation est grave parce que ça pèse sur le budget des communes et ça grève nos capacités d'investissement. La situation est grave parce qu'il y a quand même un risque réel de baisse du service public. On nous dit qu'on a fait le maximum pour l'empêcher, et je le souligne. Néanmoins, on parle quand même de la fermeture des bassins de la piscine Neptune et Caron sur les bassins extérieurs cet hiver.

Donc les mesurette d'urgence pour 2023 ici présentées, elles sont certes nécessaires – et je salue aussi le travail des agents qui ont dû les trouver en très peu de temps – mais elles sont sans réel objectif de planification. Vous osez sur le troisième volet de cette délibération parler de « *plan structurel* », sans une once de prévision, sans objectifs clairs sur l'évolution de nos consommations d'énergie et sans graphique sur nos évolutions en termes de production d'énergie renouvelable. Je vous cite : « *les enveloppes de la programmation d'investissement pluriannuel (la PPI) dédiées à l'ensemble de ces plans seront ajustées au fur et à mesure de leur programmation opérationnelle des travaux afin d'assurer leur plein déploiement d'ici l'échéance du mandat* ». Je traduis en langage courant pour celles et ceux qui nous écouteront, en gros : « *on ne change rien ou à la marge* ».

Pourtant, ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est un plan sur dix ans pour devenir « *collectivité patrimoine à énergie positive* », c'est-à-dire être responsable face aux entreprises et aux citoyens. Il nous faut être exemplaires et il nous faut du coup produire autant que ce que l'on consomme. Sans planification, on ne donne pas de cap entraînant, on enchaîne les mesures brouillonnes et on finit comme le Gouvernement à donner des conseils vestimentaires aux Français pour faire diversion.

Pour la, je ne sais pas, troisième, quatrième ou cinquième fois, je mets sur la table la nécessité d'un plan solaire sur la Métropole, un plan « *on n'a pas de pétrole mais on a du soleil* », un plan « *capitale solaire* » – vous l'appellez comme vous voulez. Nous sommes aujourd'hui une des villes les plus ensoleillées de France, on a une surface bâtiminaire de 150 000 m² et très peu de solaire. Autoconsommer aujourd'hui est le levier pour faire baisser nos factures, reprendre la maîtrise de nos factures d'énergie et en même temps agir pour les objectifs climatiques sur l'effort de guerre nécessaire concernant le développement des renouvelables.

Vous nous dites que vous allez passer dans la PPI de 300 000 euros par an à 1 million d'euros par an sur le solaire. C'est bien mais on parle ici seulement d'une petite dizaine de projets d'ici 2026 ; c'est complètement insuffisant. Si on veut équiper admettons 30 % de cette surface bâtiminaire – je prends une fourchette basse – en termes de techniquement équipable, c'est environ 7,5 mégawatts-crête à installer sur nos toitures. Ça veut dire environ 10 millions d'euros si on prend les études et les investissements. Si on s'imagine que ça permet de couvrir 20 à 30 % des bâtiments qui seront équipés, 20 à 30 % de nos consommations, imaginez les économies. Ce sont les investissements qui sont rentables, sécurisés, et qui permettent aussi de faire vivre notre économie locale. Vous le savez, beaucoup de TPE-PME localement travaillent sur le solaire. Ici, je n'ai parlé que du solaire sur le bâti, mais il pourrait y avoir aussi un plan de développement de solaire, d'appui à nos communes qui développent des projets, centrales solaires au sol sur les territoires anthropisés de notre Métropole.

Je le rappelle souvent, mais ce qu'on paye pour nos factures d'énergie, c'est vraiment de l'argent qui sort de notre territoire, parce qu'en fait ce sont des dépenses qui ne servent pas notre territoire. Les + 18 millions d'euros dont on parle cette année – ça c'est même sans prendre en compte l'ensemble de nos délégataires – ça s'échappe complètement, à part un peu de taxe qui indirectement nous revient. Ce qu'il faut savoir c'est que ça va dans les poches de fournisseurs qui ne génèrent pas d'activités sur votre territoire et qui nourrissent des marchés lointains – pour ne pas parler de surprofits. La réalité, c'est qu'il nous faudrait aujourd'hui une réelle feuille de route.

Et je parle là pour l'instant que sur notre patrimoine bâti ! Je n'ai pas parlé de ce qu'il faudrait faire pour les ménages en urgence, pour les entreprises qui, comme ça a été rappelé, menacent aujourd'hui de fermer. Là-dessus aujourd'hui on ne peut pas parler de feuille de route et il nous faut pour ça investir dans l'ingénierie humaine, parce qu'il va falloir mener à bien l'ensemble de ces projets pour réduire. Pour ça il faut – via l'ALEC, via Énergies du Sud, via d'autres opérateurs territoriaux, via nos services en propre – investir dans les moyens humains, et c'est aussi là un des gros points faibles, je trouve, de cette délibération.

D'ailleurs un rapport de la Caisse des impôts cet été rappelait que pour 1 euro mis dans des moyens humains d'ingénierie, ce sont 117 euros d'investissements publics qui sont réalisés. Il nous faut à un moment des gens

pour porter ces projets, et c'est le lien entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement. Théoriquement, on aurait dû avoir sur la table – si on parlait d'un vrai plan cohérent – une délibération présentant des dépenses d'investissement, de fonctionnement, avec des ressources en face, les économies réalisées – ça a été un peu listé – mais aussi les financements complémentaires qui vont être envisagés, et puis les moyens humains pour y arriver.

Ceci dit, et parce qu'il faut le dire lorsque cela va dans le bon sens, je voudrais appuyer votre quatrième partie dans cette délibération, qui en gros liste les dossiers que l'on va porter au niveau national. C'est vrai qu'on accueille beaucoup de ministres macronistes ici, et parfois ça manque un petit peu, Monsieur le Président, de monter au créneau sur des sujets qui préoccupent les collectivités.

Dans le point 4, vous mentionnez notamment cet aspect : « *La Métropole soutiendra également les initiatives visant la réduction de l'éclairage des stades et des gymnases lors des compétitions sportives* ». En effet, vous le savez, même les supporters du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) ont pointé que lors des matches en août et début septembre qui ont eu lieu à 13 h, il y avait le même éclairage en début d'après-midi qu'en soirée. Évidemment, cela relève des fédérations nationales – que ce soit pour le foot ou pour le rugby – qui fixent malheureusement les règles d'éclairage, et qui du coup imposent le fait qu'on ait le même éclairage en début d'après-midi et le soir. Mais on peut appuyer des propositions sur le sujet. Je dis parce que pour l'instant les propositions qui ont été exprimées par les ministères ne sont pas forcément très fameuses. Elles consistent essentiellement à dire qu'il faudrait, en gros, interdire les événements sportifs le soir et ça me semble être une aberration, parce que ça consiste, grosso modo, à tuer la ligue 1. On le sait aujourd'hui, les droits TV fonctionnent en fonction du nombre de personnes qui regardent les matches : des matches à 13 h à 15 h sont beaucoup moins visionnés par les supporters. On le sait, des clubs indépendants comme les nôtres sont dépendants de ces droits TV. Ça c'est un dossier que je vous propose de porter, en disant que plutôt que de fermer les compétitions le soir, voir comment on peut adapter le règlement d'éclairage, ou comme ça va être fait en Italie de proposer de l'allumer seulement 60 minutes avant et pas 90 minutes comme c'est le cas aujourd'hui...

Monsieur le Président

C'est 4 heures.

Alenka DOULAIN

... On peut aussi bosser avec le PSG pour s'assurer que leurs joueurs puissent venir en train jusqu'à Montpellier.

Pour revenir au global de cette première affaire, ce plan n'est pas pour nous au niveau de la crise énergétique que nous traversons, il n'est pas à la hauteur de la situation de vulnérabilité dans laquelle nous nous trouvons. Nous nous abstiendrons donc sur cette affaire.

Joël RAYMOND

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Oui, oui...

Joël RAYMOND

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je rappelle que, dans notre règlement, c'est même 3 minutes, Monsieur RAYMOND. On laisse les arguments se déployer. Je pense que tout à l'heure, les interventions seront plus concises. Madame VASSAS-MEJRI.

Claudine VASSAS-MEJRI

Je vous remercie pour toutes ces mesures qui sont indispensables. Moi justement je dirai que nous prenons des mesures. Nous avons des montées en puissance de certaines politiques qui n'apparaissent pas dans ce plan et qui pourraient être valorisées, notamment pour le grand public. Je pense à tout ce qui est résorption de l'habitat dégradé, avec des moyens financiers qui augmentent d'année en année. Sur cette année passée, nous avons eu 6,3 millions d'euros des crédits de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH). La Métropole a ajouté

plus de 4 millions d'euros. Une grande partie de ces crédits sont destinés à la résorption de l'habitat dégradé, avec en moyenne 41 % de gain énergétique. Toutes ces politiques vont monter en puissance à travers le Programme d'Intérêt Général (PIG), à travers l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), à travers le Plan Initiative Copropriétés (PIC). Ce serait bien que ce soit porté peut-être un peu plus à la connaissance des populations, pour qu'elles s'en saisissent et puissent faire rénover au mieux leur logement. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame VASSAS-MEJRI. Monsieur REVOL.

René REVOL

Je me félicite de cette discussion, puisque vous le savez, on l'avait initiée au début de l'été avec quelques collègues dans cette Assemblée.

Je voudrais d'abord faire une petite remarque : méfiez-vous du discours sur la sobriété. La sobriété, il y en a qui la vivent aujourd'hui et depuis longtemps. Quand on est dans une ville comme Montpellier où il y a 1 habitant sur 4, dans une Métropole où il y en a 1 sur 6, dans une ville comme la mienne où il y en a 1 sur 5 qui sont en-dessous du seuil de pauvreté – c'est-à-dire en-dessous de 1 000 euros – la sobriété dans tous les domaines et dans l'énergétique, elle existe depuis longtemps. Méfions-nous des discours des ministres avec des cols roulés qui jouent leur Marie-Antoinette en disant aux gens qu'il faut qu'ils chauffent moins, parce qu'il y a longtemps qu'ils chauffent moins. Je voudrais saluer l'intervention de Madame GIMENEZ, parce que je partage totalement ce point de vue. On est confronté à une population aujourd'hui qui se demande à nouveau comme au Moyen Âge : « *est-ce qu'on va passer l'hiver ?* », donc il faut faire attention.

Nous allons appliquer la sobriété écologique et solidaire et il faut la présenter comme telle. Pendant cet hiver, il faut se battre là où nous sommes, partout, dans tous les collectifs auxquels on participe, pour qu'il n'y ait personne qui puisse se retrouver sans chauffage, qui doive arbitrer entre manger et se chauffer. Manger, oui : la hausse des prix alimentaires dans les supermarchés est de 10,6 % en un an – et non pas de 6 %, parce que l'indice de prix, il intègre des choses que les gens ne consomment pas, en tout cas les milieux populaires. Le bouclier tarifaire, il est lui-même au-dessus du prix que l'on payait, l'électricité, il y a deux ans. Et il va augmenter en janvier de 15 % : pour les petits revenus, c'est beaucoup, cette augmentation. Aujourd'hui, il n'y a pas de bouclier alimentaire, très peu, et ils le subissent de plein fouet. Je le dis parce que, depuis le 1^{er} septembre, on voit arriver dans nos permanences au CCAS des gens qui se demandent comment ils vont joindre les deux bouts. Le discours sur l'hiver qui vient et les difficultés fait qu'il y a une angoisse qui monte. Essayons d'avoir un discours sur la sobriété nécessaire en lui donnant son contenu, à la fois écologique et solidaire.

À partir de là, les mesures qui sont proposées, naturellement, il faut les voter. Quelques éléments – ça a été déjà dit, mais je voudrais insister – tout ça nous vient d'une organisation du marché qui est d'ailleurs très peu marchande : c'est une organisation du marché qui s'aligne sur le coût le plus élevé. La centrale hydroélectrique qui est le long du Rhône produit une électricité dont le coût moyen est de 25 euros le mégawattheure. Le nucléaire, le photovoltaïque, tout ça c'est autour de 50-52-55-60 euros le mégawattheure. D'accord ? Et à combien se négocie le mégawattheure sur le marché ? Au minimum à 300 euros : c'est bien supérieur au coût. Et ils sont obligés. En même temps d'ailleurs, l'opérateur historique est obligé de vendre à 42 euros l'électricité à des revendeurs, qui eux le revendent sur le marché dix fois plus cher pour s'en mettre plein les poches ; alors qu'ils ne produisent pas un seul mégawatt, ils ne font que le négocier. Donc la libéralisation du marché, elle peut être remise en cause. Quand après l'invasion scandaleuse de l'Ukraine par Poutine et les conséquences que ça a eu, tout le monde a compris que c'était le gaz qui allait fixer le coût, et tous les prix sont alignés maintenant sur celui du gaz qui lui ne cesse de monter : c'est l'organisation actuelle du marché qui fait ça. D'accord ?

Donc les Espagnols et les Portugais ont tapé du point sur la table et ont dit qu'il faut déconnecter le prix de l'électricité du prix du gaz. A l'échelon national, MACRON en tête, on dit « *non, non, non, ça se discute* », et puis ils ont fini par céder. Résultat : en Espagne et au Portugal, comme c'était connecté, le prix de l'électricité est plus faible ; il continue à monter, mais pas dans les mêmes proportions. Aujourd'hui il faut taper du poing sur la table. Je me félicite que les associations d'élus aient enfin des demandes en ce sens, parce que la discussion a commencé en juillet, pour qu'ils tombent d'accord sur une position, c'est arrivé aujourd'hui. Elles ont fait une adresse au gouvernement en disant qu'il faut installer un bouclier tarifaire pour les collectivités. Donc là c'est une action.

Autre chose aussi, faisons attention à ne pas renoncer aux investissements, comme on en a discuté l'autre jour en Conférence des Maires. Parce que les investissements, on peut choisir de les centrer sur la transition écologique. Il faut que notre rythme d'investissement reste absolument le même, ce qui va être difficile à partir du moment où il y aura une pression sur notre budget de fonctionnement et donc sur notre capacité à emprunter. De ce point de vue, par rapport à la responsabilité qui est la mienne, il est vital aujourd'hui que nous investissions, parce qu'on parle d'électricité, mais l'eau – on l'a vu cet été – elle peut devenir rare. On va en parler cette semaine avec Monsieur le Président en visitant les travaux de l'usine Valédeau. En faisant diminuer les fuites sur les réseaux, ce qui fait que nous allons bientôt atteindre les 85 %, cet investissement est absolument nécessaire et on doit le piloter. De la même manière que nous allons lancer l'investissement sur Maera. Aujourd'hui on fait un chèque de 1,5 million pour faire fonctionner Maera. Notre objectif, c'est qu'en 2026 Maera vende de l'électricité, qu'elle soit à énergie positive. Cet investissement aboutit à cela. Il ne faut pas renoncer au chemin d'investissement qui nous permet de rentrer dans la transition écologique.

À partir de là, je voudrais juste rendre compte – puisque mon Conseil municipal m'a demandé d'intervenir dessus – la Commune de Gabels prend aussi des mesures de sobriété énergétique et on va faire la chasse aux gaspis, bien sûr, parce qu'à la sortie c'est la capacité du service public qui est en cause. Mais nous avons décidé d'intégrer cela dans ce qu'on appelle un « *plan climat communal* » – parce que le PCAET métropolitain est très bien mais maintenant il faut le décliner de manière très concrète au niveau de chaque commune, avec des mesures très précises. Pourquoi ? Pour que nos citoyens puissent s'en saisir. L'objectif ce n'est pas simplement, nous, de changer de comportement, c'est de changer le comportement de tout le monde. Il faut bien voir que ceux qui étaient sceptiques sur le changement climatique et qui disaient « *il ne faut rien faire* » sont aujourd'hui sidérés par le changement climatique et disent « *on ne peut rien faire* » : c'est la même inaction. Il faut aujourd'hui impliquer nos citoyens dans la transition écologique, et pour ça il faut trouver sur le terrain les moyens qu'ils se mobilisent sur des mesures qu'on partage avec eux, pour faire que ça soit une mobilisation citoyenne qui nous permette de franchir cette étape. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur REVOL. La parole est à Madame Stéphanie JANNIN.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues. Je saisis l'occasion de cette affaire dont les actions visent à réduire les consommations, et donc *in fine* à améliorer la qualité de l'air – ce qui est un objectif que vous dites vouloir poursuivre – pour porter au Conseil de Métropole la situation des quatre boulevards Berthelot, Vieussens, Rabelais et d'Orient, qui sont devenus malgré eux le périphérique de Montpellier. A la suite des décisions que vous avez prises ces derniers mois en termes de mobilité, qui embolissent la Ville depuis des semaines, parallèlement à une détérioration constatée du réseau de transport en public, les habitants de ces quatre boulevards se retrouvent à vivre désormais avec un flot continu de voitures qui avancent pas à pas sous leur fenêtre, du matin au soir – et on peut quasiment dire du soir au matin. Ces quatre boulevards sont des voies au caractère urbain qui sont bordées d'habitations en continu, avec des profils de voirie qui ne permettent pas physiquement d'installer à la fois une voie en double sens, des circulations mode doux sécurisé, etc. Ils n'ont en aucun cas la physionomie de supporter un trafic équivalent à celui des grandes voies de circulation primaire. Aujourd'hui, nul ne peut nier qu'il y a un gros souci, et je crois d'ailleurs que vous ne le niez pas.

Pour le boulevard Rabelais par exemple, le trafic est passé de 5 800 véhicules jour en 2019 à 16 000 véhicules jour sur la période juillet-août-septembre 2022, alors même qu'on est sur une période avec des vacances d'été, donc moins de trafic. Moi je ne souhaite pas polémiquer ni commenter les décisions techniques...

Interventions hors micro.

Stéphanie JANNIN

...que vous avez prises : elles vous incombent, vous en êtes responsable et c'est votre rôle de faire ces choix en tant que chef de l'exécutif. Mais c'est précisément votre méthode que je dénonce aujourd'hui. Force est de constater que vous avez désigné ces boulevards pour supporter une part considérable du trafic de report qui s'y opère tout naturellement, ceci sans aucune concertation ni proposition de rectification une fois le problème soulevé.

Nous ne sommes pas dans une question politique mais vraiment dans une question de santé publique, il est absolument inadmissible que les plans d'action qui sont menés se fassent de façon si inégalitaire, au détriment

d'une partie des habitants de Montpellier qui voient tout simplement leur qualité de vie complètement détruite, et ceci sans qu'on ne leur apporte aucune solution dans le dialogue. C'est une vraie injustice écologique, elle est intolérable et il est maintenant urgent que vous apportiez une solution commune à la situation de ces quatre boulevards – et je ne doute pas que vous le ferez – parce qu'ils se sentent à juste titre complètement abandonnés et l'objet d'un acharnement qui est absolument incompréhensible. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Pour revenir au sujet, Monsieur AUDRIN.

Jean-François AUDRIN

Je suis moi de mon côté en charge des bâtiments et du parc auto, et je tiens à remercier les services, notamment Madame LETESSIER et Madame ALBERTI-JULLIEN pour le travail qui a été mené, le travail qui a été fait. Elles ont été réactives, les services ont été réactifs, on a eu des échanges riches, productifs, notamment une réunion dans votre bureau aussi à la Mairie, tout en respectant le cadre de vie des habitants de la Métropole. Arriver à trouver des solutions dans l'urgence aussi efficaces : je tiens à les remercier et à leur dire un grand bravo.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur AUDRIN. Monsieur PATERNOT.

Bruno PATERNOT

Mes chers collègues, pour une fois je vais vous parler de l'éclairage ! Ce n'est pas comme si je vous en parlais depuis deux ans, ce n'est pas comme si les écologistes avaient prévu, ce n'est pas comme si depuis deux ans les services travaillaient d'arrache-pied pour faire un 180° dans la politique publique de l'éclairage. Pas d'écologie sans écologistes, et je vous rassure je vous en reparlerai encore – pour faire plaisir à Madame DOULAIN – d'ici peu de temps je serai à la tribune pour vous présenter un plan lumière, qui est une planification sur dix ans de plus de 100 pages, qui explique très clairement le projet, et surtout comment est-ce qu'on pense l'éclairage, ce qui amène des économies, et donc comment est-ce qu'on augmente la qualité de vie, avec en plus une diminution financière.

Contrairement à beaucoup d'autres métropoles, nous ne sommes pas des canards sans tête parce que nous avons prévu une partie des solutions, notamment celle de la « *sobriété joyeuse* ». Le plan lumière, c'est des économies, mais plus de services publics. Avec moins, on fait mieux, parce qu'on s'adapte en fait aux usages. Quelques exemples : quand il n'y a personne, on éteint. Quand on allumait deux fois, on éteint une des deux lampes. Quand il y a du monde, on passe en LED et on diminue le coût de l'énergie. Quand il y a des habitations on baisse l'intensité et on met des coupes flux. Quand il y a des lucioles ou des chauves-souris, on réduit les températures de couleur.

Tout cela, comme je l'ai dit souvent en tant qu'obsessionnel de l'esthétique lumineuse, c'est bon pour le portemonnaie, c'est bon pour la santé du vivant en général et de l'humain en particulier, ça n'a aucune incidence sur la sécurité et ça augmente la qualité de vie. Éteindre des rues de bureaux entre 2 h et 4 h du matin ne réduit pas la qualité de vie. Lutter contre les lumières intrusives fait gagner en qualité de vie. C'est des économies d'énergie, des économies financières et c'est plus de services publics, parce qu'ils s'adaptent aux usages du XXI^e siècle. Nous ne renions pas sur le service public. Nous faisons le choix de ne pas fermer les musées. Nous avons fait le choix d'aider nos équipements pour qu'ils ne ferment pas, comme on en parlera dans l'affaire n° 2. Nous avons fait le choix de la sobriété et de la préservation du service public.

Mais – et je vous rejoins là-dessus Monsieur REVOL – pour que la sobriété soit heureuse, il faut qu'elle soit réfléchie et choisie. On n'est pas très heureux quand on a froid aux os parce qu'on ne peut pas payer les factures. Je le dis à nos ministres qui ne l'ont certainement jamais vécu, eux : quand on habite dans une passoire thermique et qu'on est au RSA, un deuxième pull ne suffit pas. En fait il faut pratiquer ce qu'on appelle « *la stratégie de l'oignon* », c'est-à-dire qu'il vaut mieux mettre trois ou quatre T-shirts, parce que du coup l'air chaud circule à l'intérieur et permet de garder la chaleur, notamment ici, et puis c'est là, ici, qu'on a froid et c'est par là qu'on attrape froid. Je parle d'expérience.

Depuis cinq ans, le Gouvernement MACRON est censé faire un grand plan d'isolation qui donnerait du travail à nos artisans et de la chaleur à nos concitoyens et nos concitoyennes : c'est McKinsey qui a pris l'argent. Depuis cinq ans, nous n'avons pas eu de plan d'envergure sur le solaire, sur la géothermie, sur l'éolien *offshore* par exemple : c'est Total qui a pris l'argent et qui n'a pas été super taxé pour ses supers profits.

Aller vers l'autonomie énergétique pour ne plus dépendre de POUTINE, c'est une nécessité. Nous en prenons notre part. Isabelle TOUZARD et les services traquent les économies et agissent. Il nous reste de bons gestes à faire pour améliorer nos pratiques, mais le chemin est tracé, en tout cas de notre côté. La lumière est au bout du tunnel et je vous le promets, celle-là, je ne vais pas l'éteindre.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PATERNOT. La parole est à Madame TOUZARD, pour peut-être apporter des éléments de réponse à des inquiétudes.

Isabelle TOUZARD

Bonjour à toutes et à tous. Monsieur le Président. En fait là, ce que vous nous avez présenté, ce n'est qu'une brique de l'immense dispositif qui va être mis en place, celui du plan d'action de la Métropole au niveau de son propre patrimoine (bâtiments, véhicules, éclairage public). Mais bien entendu le chantier sur le territoire est immense et il faut s'en référer au plan climat qui annonce bien évidemment tous les objectifs qui sont visés, plan climat dont vous avez adopté le projet et qui sera adopté dans sa version définitive début 2023.

Pour reprendre rien que la question de la production photovoltaïque d'énergie renouvelable, qui a été longuement évoquée ici, elle est en cours d'élaboration. Pour le faire il fallait déjà avoir un cadastre solaire – c'est ce que vous avez expliqué – qui va nous donner un premier aperçu aux institutions, aux particuliers de ce potentiel de production. Mais c'est un travail beaucoup plus complexe que nous engageons, puisque ce potentiel il est aussi à révéler dans le cadre de la réflexion qu'on mène dans le PLUi pour pouvoir développer et permettre de déverrouiller certains freins et que le photovoltaïque – je ne rentre pas dans les détails – puisse se développer, notamment dans les secteurs sauvegardés. On a un gros travail qu'on est en train de mener pour expérimenter l'autoconsommation collective, puisqu'elle sera intéressante, dès lors qu'elle nous permettra d'utiliser, d'exploiter la production solaire d'électricité tout au long de la journée. On est sur des sujets qui sont en très rapide évolution, et réglementaire et sur le territoire – je me tiens à disposition si besoin. On a également aussi, à votre initiative, lancé tout ce travail avec la SERM et la SA3M qui aujourd'hui travaillent aux côtés des communes – premier projet je crois à Castelnau-le-Lez – pour développer tous ces projets photovoltaïques, qu'il s'agisse de projets au sol ou sur le bâtimentaire. Alors bien entendu, le travail déjà mené par l'ALEC et qui ne cesse de se développer : on est en croissance exponentielle au niveau justement des ressources humaines pour faire tout cet appui, à la fois aux communes dans le cadre du CEP, mais aussi aux particuliers. On s'y attelle.

L'objectif, je le rappelle, dans le cadre du plan climat sur l'énergie renouvelable : aujourd'hui, on en est à 12,8 % de la consommation énergétique du territoire, tout acteur confondu, qui est de l'énergie d'origine renouvelable. 3,3 % de cette énergie est produite sur notre territoire aujourd'hui. L'objectif dans le cadre du plan climat est de doubler cette production d'énergie dans le mandat, et d'arriver à 44 % à l'horizon 2050. Vous savez que le plan climat a toujours cet horizon de neutralité carbone en 2050.

Juste aussi pour revenir sur d'autres petits sujets : tout le gros volet de l'appui à nos concitoyens pour la rénovation énergétique de leur logement, et là on voit bien comment la transition écologique rejoint la question de la solidarité. C'est tout le développement de ce programme qui vise 12 000 logements rénovés à hauteur de 40 % d'ici la fin du mandat. Là aussi, un gros recrutement de ressources humaines pour faire face à cette attente et aussi un gros travail partenarial avec l'ensemble de l'écosystème, y compris les acteurs de l'immobilier, pour arriver à atteindre ces objectifs, notamment le cadre des copropriétés. Là en ce moment je signe beaucoup, beaucoup, beaucoup d'aides, Monsieur le Président, à 1 300 euros. Vous savez, cette fameuse aide instaurée pour appuyer les particuliers et les copropriétés : ça démarre fort. Une petite parenthèse quand même : on a du mal à recruter. Comme dans beaucoup de secteurs de l'économie, les employés sont très volatiles, mais on s'y attelle.

On vous présentera toute cette stratégie de développement photovoltaïque. On vous a déjà présenté celle de la rénovation des logements. La stratégie de développement du photovoltaïque sur le territoire, prochainement, à l'occasion de la sortie du cadastre solaire – ça va arriver aussi. Je pense que cette question énergétique va revenir très fréquemment au cours de tous les Conseils de Métropole à venir, puisque bien entendu c'est un sujet très, très complexe.

Juste aussi une information pour les maires des communes. On a un partenariat avec Écowatt – dont vous avez parlé, Monsieur le Président – pour appuyer, accompagner nos concitoyens pour faire face à l'hiver qui

arrive. On va vous envoyer un courrier pour vous demander de relayer auprès des habitants de votre commune cette initiative, les inciter à s'inscrire pour qu'ils puissent être informés, en temps réel et avec deux ou trois jours d'avance, pour pouvoir aussi s'adapter à leur niveau, et être accompagnés sur tous les écogestes.

Un dernier élément d'information que je voulais apporter, Monsieur le Président. Certains le savent déjà : au niveau de la Métropole mais aussi de la Ville je crois, 100 % de l'électricité que nous achetons est garantie d'origine renouvelable.

Monsieur le Président

Merci de cette précision, Madame TOUZARD. L'énergie que nous achetons est d'origine renouvelable. Tous les écoliers à Montpellier, et dans d'autres communes aussi, c'est de l'énergie renouvelable, c'est le contrat qu'on a signé. On a fait allusion à Madame ALBERTI-JULLIEN qui a suivi ça. Les petits Montpelliérains et Montpelliéraines et dans d'autres communes grandissent en utilisant une électricité d'origine renouvelable.

Monsieur MEUNIER, pardonnez-moi, je vous avais interverti.

Cyril MEUNIER

Passer derrière [Bruno] PATERNOT était inquiétant et derrière ma copine Isabelle [TOUZARD] était encore plus inquiétant parce que la compétence est la sienne. Je rajoute juste à ce que vient de dire Isabelle [TOUZARD] qu'il faut que, dans le PLU, on rediscute avec l'État sur les priorités. On a quand même pas mal de zones sur le territoire sur lesquelles des champs photovoltaïques pourraient être faits, y compris dans le land art et qu'aujourd'hui l'accumulation des textes environnementaux interdisent. Moi je suis très écologue, mais il faut à tout prix qu'on mette des priorités à nos politiques écologiques.

On a valeur d'exemple au niveau des élus, et valeur pédagogique. Aujourd'hui, veillez à bien préciser à vos citoyens – et il faut qu'on le fasse dans nos communes et à la Métropole – qu'il y a un changement crucial sur les opérateurs privés en matière de tarification à partir de janvier. Je ne suis pas sûr que tous ceux qui se sont faits avoir par le mirage de la libéralisation du marché s'en sont rendus compte. Avant qu'ils voient multipliée par cinq leur facture aux mois de janvier-février, il est bon que nous, force publique, on leur réexplique qu'ils sont capables de quitter leurs opérateurs privés – ils peuvent le faire aujourd'hui – pour revenir auprès du tarif bleu qui est garanti par l'État et sur lequel le bouclier fiscal fonctionne. Regardez, si certains d'entre vous ça avait été votre tendance, vous verrez que la facture de février 2023 est particulièrement élevée par rapport à ce que vous payiez précédemment chez ces opérateurs privés.

Je viens de parler d'exemplarité, je l'ai déjà fait à la Conférence des Maires, je vais me faire encore un petit plaisir : est-ce qu'on pourrait relever ces grands rideaux, passer à la lumière du jour et arrêter d'avoir toutes nos lumières allumées ? Parce que c'est bien de faire des longs discours, mais là en ce moment on est en train de claquer l'électricité, alors que si on lève les rideaux, vu l'exposition de notre salle, on n'aura pas le soleil en face et on pourra vivre à la lumière du jour. C'est ce qu'on fait à Lattes depuis quelques temps. Si vous ne voulez pas le faire, vous ne le faites pas. Mais ça ne serait pas très exemplaire.

Monsieur le Président

Vous avez parfaitement raison, Monsieur MEUNIER. On peut même éteindre les écrans qui sont devant Monsieur CALVAT, moi-même et Madame GIMENEZ. Monsieur LAFFORGUE.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, chers collègues. Avant mon propos, je voudrais remercier les services du Pôle proximité espaces publics (PEPS), sous la houlette d'Olivier MERLIAUD, mais aussi le service juridique de Benjamin DI GRAZIA.

La note de l'éclairage public, vous l'avez annoncé, + 75%. Une des principales économies réalisées est engendrée par la rénovation. Cette rénovation passe par les LED. Quelques chiffres pour être pragmatique. Sur une utilisation de 4 150 heures d'éclairage public, l'économie en passant au LED est de 380 kilowatts-heure et l'effet sur l'extinction des lumières sur ce parc rénové est de 19 kilowatts-heure. La Métropole a investi – et je rejoins le propos de René REVOL sur la part importante d'investissement : il faut continuer à investir – sur un budget spécifique, depuis 2020, 3 millions d'euros sur la rénovation de ce parc d'éclairage public. Il est prévu sur 2023 1 à 3 millions d'euros complémentaires. Je vais interpellier mes collègues : à travers les attributions de compensation, nous avons des budgets spécifiques d'éclairage public, et là aussi il faut continuer à investir sur cette rénovation. Ça c'était le premier paramètre, de façon très pragmatique.

Le second : il y a une alerte aussi sur les responsabilités liées à l'éclairage public, et c'est une responsabilité qui est à la fois administrative et pénale, qui concerne à la fois le Président de la Métropole mais aussi les maires – je voulais aussi interpellier sur ce sujet. La responsabilité pour faute pourra être reconnue, à la fois sur l'insuffisance de signalement, à la fois horizontale et verticale. Il faut avancer avec discernement sur ce dossier, il y a peut-être un travail législatif à faire. Je pense que les élus ont le souhait d'être vertueux, mais à un moment donné on se retrouve aussi avec des limites juridiques. Je tiens à remercier aussi les services, parce que le travail qu'ils ont réalisé avec des notes juridiques nous permet aussi de connaître ces limites d'avancement sur les dossiers, et j'allais dire que c'est aussi le meilleur « *gilet pare-balles* » pour les élus. Je crois qu'il faut qu'on avance sur un volet législatif, ou si les élus ont la volonté de l'extinction de l'éclairage public la nuit, on a aussi des limites juridiques. Je voulais vous interpellier aussi sur ce sujet.

Sur les sujets d'investissement, Isabelle [TOUZARD] en a parlé tout à l'heure. A Castelnau-le-Lez, on avance sur les panneaux photovoltaïques, liés à un travail sur le parking du palais des sports, avec la SA3M, un travail aussi avec un budget participatif de la part des Castelnaudviens. Il existe déjà sur le parking du lycée Pompidou un parking P+tram, où on a des panneaux photovoltaïques. Tout le travail qui est fait avec la SERM sur la géothermie. Sur les nouveaux quartiers d'Eurêka, là aussi on est exemplaires. Merci, chers collègues.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur LAFFORGUE. Monsieur ASSAF.

Christian ASSAF

Merci, Monsieur le Président. Madame DOULAIN, de quoi parle-t-on ? On est habitués à votre sempiternel « *y a qu'à, faut qu'on* » systématique dans toutes vos interventions. Mais commencer votre propos par qualifier ce rapport de « *mesurettes* » est quelque peu étonnant, eu égard au positionnement politique que vous revendiquez. Vous auriez pu commencer par pointer l'attitude, la responsabilité, la culpabilité du Gouvernement qui, se refusant à instaurer un bouclier tarifaire pour les collectivités, invite à dégrader, à supprimer, à diminuer un service public que ma collègue Clara GIMENEZ a rappelé nécessaire, utile et particulièrement dans la période que nous traversons. « *Mesurettes* » : des mesures qui nous ont permis dès le mois de septembre, alors que dans des collectivités toute proches plus lointaines, les piscines sont fermées une à une, un jour par semaine, deux jours par semaine, fermetures des piscines *sine die*, etc. Et vous qualifiez ces mesures prises en urgence de « *mesurettes* » ?

J'aurais apprécié que vous nuanciez votre propos. Pointer de ci de là ce avec quoi vous n'êtes pas complètement d'accord, mais d'abord saluer le fait qu'ici la volonté politique, que nous allons évidemment retrouver à travers le vote de cette délibération, la volonté politique a été de maintenir un service public coûte que coûte. Derrière ce service public, je le rappelle, il y a des scolaires, qui ont dans leur cycle l'apprentissage de la natation, il y a des dizaines et des dizaines d'écoles de natation sur l'ensemble de la Métropole, il y a une pratique sportive nécessaire à la santé de nombre de nos concitoyens, et nous sommes là pour le rappeler. Je veux ici saluer l'objectif qui m'a été fixé, l'objectif politique, qui est de dire : « *bien sûr, trouvons des sources d'économie, mais maintenons coûte que coûte le service public ouvert et de qualité* ». Bien sûr, des réunions de concertation ont eu lieu et les usagers d'ailleurs réagissent relativement bien. En effet, ce n'est pas simple d'accepter la baisse d'1°C de la température de l'eau, pour qui pratique la natation. Mais les usagers ont tout le temps exprimé le souhait de « *on est prêt à faire ces efforts-là dès lors que vous nous garantisiez le maintien du service public* ». Alors, si vous me permettez ce conseil, Madame DOULAIN, votre stratégie qui vise à vous opposer tout le temps sur tous les sujets pour exister va finir par se voir. Faites preuve de nuance.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur ASSAF. Monsieur CALVAT.

Renaud CALVAT

Merci, Monsieur le Président. Je serai très bref. Juste pour vous dire que cette délibération est une étape. Je veux vraiment ici remercier toutes celles et tous ceux avec qui nous avons travaillé ces derniers mois. Vous l'avez fort bien dit, Monsieur ASSAF, l'objectif premier pour nous toutes et tous ici c'est de conserver nos marges de manœuvre financières pour pouvoir réaliser le projet que nous avons présenté à nos concitoyens lors des dernières élections. C'est la base de tout lorsqu'on se présente devant les femmes et les hommes de ce territoire, avec des engagements forts : c'est de les tenir.

Pour cela, il faut aussi maintenir une pression fiscale acceptable pour nos habitants et nos entreprises. Nous ne pouvons pas gérer ce territoire en disant à chaque fois « *plus, plus, plus, plus* ». Cela nous impose aussi de réfléchir différemment à la façon dont nous consommons. Cela ne veut pas forcément dire d'aller vers la sobriété – je vous rejoins, Monsieur REVOL – c'est juste de savoir ce que nous devons faire dans l'intérêt de nos concitoyens.

Un exemple. Madame DOULAIN, vous avez parlé tout à l'heure dans votre intervention uniquement de produire plus, toujours plus d'énergie – produire de l'énergie peut-être différemment, mais toujours produire plus d'énergie. Nous devons quand même à un moment donné nous poser la question : pour quoi faire ? Nous ne devons jamais changer nos comportements ? Je pense qu'ici nous serons tous d'accord pour dire qu'il est absurde de climatiser un stade de foot au Qatar, quelle qu'en soit l'origine de l'électricité. Même si l'électricité était solaire, c'est absurde, parce que la priorité de l'énergie aujourd'hui, elle doit aller aux femmes et hommes de cette Terre qui en ont besoin, quelle qu'en soit l'origine de production. Si on décorrèle complètement l'origine de production de l'usage que l'on en fait, ça veut dire qu'on n'a rien compris à la crise planétaire que nous sommes en train de vivre. Je suis étonné de votre discours, Madame. Ce n'est pas uniquement la guerre en Ukraine, qui est la crise planétaire dans laquelle nous sommes en train de vivre, si on ne parle que de production sans jamais parler d'usage. Je le dis souvent : « *avant d'aller à l'accessoire, il faut d'abord garantir l'essentiel* ». Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur CALVAT. Plusieurs éléments.

D'abord sur un point qui n'était pas tout à fait dans l'ordre du jour, sur lequel notre collègue Stéphanie JANNIN nous a interpellés. Il y avait des gens à l'extérieur manifestant au sujet de l'axe des quatre boulevards. Nous avons aujourd'hui fait des choix, celui de faire la ligne 5 de tramway et d'engager le plan cyclable. Quand nous faisons la ligne 5, le plan cyclable ou l'extension de la ligne 1 ou demain avec les parkings relais, nous mettons aussi à l'abri une partie des habitants de la Métropole sur le coût de leur facture d'essence, qui elle aussi est protégée par un bouclier tarifaire – la mesure est beaucoup plus discutable – du rabais de 30 centimes. En plus je mesure toute l'impatience des gens, et pour beaucoup de cyclistes : les discontinuités cyclables sont très problématiques et une tragédie s'est produite la semaine dernière – très éprouvante – et je veux le dire ici et avoir une pensée pour la famille. On a engagé des choix. Ces choix-là, à certains égards, on aurait aimé qu'ils soient amorcés plus tôt. Bon, ils se font et ce n'est pas sans conséquence. Je le mesure bien pour cette liaison inter-quartier, parce que l'objectif est de sortir le trafic de transit de notre territoire qui, pour des raisons historiques, n'est pas doté de rocade. Les choses avancent avec la réalisation du Contournement Ouest de Montpellier (COM), qui est nécessaire, comme l'ont toutes les grandes métropoles européennes. On a reçu ce collectif avec toute la transparence sur les comptages de bruit de véhicules, bientôt de pollution, puisque Atmo va y positionner des capteurs comme sur tous les endroits de la Ville – parce que la question de la qualité de l'air est aussi un enjeu. Ils nous ont fait une proposition de fermer, ce qui nous est apparu extrêmement compliqué. Les services ont travaillé : cela aurait des conséquences, parce que ça renverrait sur beaucoup de rues aux alentours. Le plan est à disposition, je vous le ferai parvenir, comme il est à disposition de la presse. Nous travaillons sur une perspective autour du problème – ancien aussi – du rond-point de Prés d'Arènes, avec le sujet complexe des remontées de fils : nous sommes sur ce sujet. Vous avez très légitimement le droit de nous interpellier ; je ne nie pas et vous l'avez fait avec mesure. Mais bon, les situations héritées sur ces sujets ne sont pas des situations simples. On assume, on prend nos responsabilités, on continuera à dialoguer. J'ai moi-même reçu le collectif la semaine dernière. On s'est engagés à les revoir fin novembre sur ces sujets. Je veux saluer le courage de tous les maires sur la Zone à Faibles Émissions (ZFE). Ce n'est pas une décision simple, mais qui vise aussi à améliorer la qualité de l'air. Si on va sur une solution de fermeture, très clairement, ça deviendra très difficile – à disposition pour partager cette complexité. C'est vrai que parfois il est plus simple d'aller à la manifestation que de formuler des propositions – ce n'est pas ce que vous avez fait.

Deuxième aspect. C'est un débat important que nous avons eu, à trois échelles.

Une échelle mondiale avec l'enjeu de notre rapport à l'énergie et la rareté des ressources – c'est en cela, cher René REVOL, qu'il faut être sobre et je vois bien dans votre intervention qu'il faut bien nommer les choses pour agir juste. Pour prendre l'antithèse de CAMUS, « *mal nommer les choses c'est ajouter aux malheurs du monde* ». Sobriété sur nos ressources, parce que nous les savons maintenant limitées, et c'est notre responsabilité. Cette sobriété, elle s'inscrit ici.

L'échelle de la Métropole : notre rôle de protection des plus fragiles, il est résolu et c'est pour ça que j'ai tenu dans mon propos introductif à faire allusion à l'action engagée par le bailleur social pour protéger les habitants les plus vulnérables de la Métropole, comme Isabelle [TOUZARD] a rappelé que la prime de 1 300 euros sur la rénovation pour les propriétaires, aujourd'hui, elle est très demandée et ça profitera aux locataires. En tout cas, à l'échelle de la Métropole sur ces sujets, nous prenons nos responsabilités. Je nous invite à nous comparer sur cela. Combien de logements sociaux sont des passoires thermiques par rapport à d'autres ? Quelle est notre trajectoire ? Il n'y a aucun problème et je crois que Montpellier Méditerranée Métropole n'aura pas à rougir, comme le formidable travail qui est engagé par l'ALEC sur ces sujets. Tout comme nous cherchons la sobriété sur le rapport aux énergies fossiles, et en particulier à l'essence qui pollue, émet du CO₂ et coûte très cher, d'où le choix très volontariste qui est le nôtre sur la gratuité des transports.

Ensuite, des fois nous aussi on est sobres, dans notre communication. Mais, bravo, quand moi j'écoute l'intervention du Vice-Président à la régie des eaux, qui pilote le dossier Maera : quand nous aurons fait Maera, 1,5 million d'euros d'économie sur l'énergie, on ne va pas en faire tout un tintouin. On a délibéré là-dessus, ça a été inscrit. On va présenter jeudi ce projet. Nous produisons 3,3 % d'énergie sur notre territoire ; l'objectif en 2026, c'est de doubler sur la décennie. En 2050, 44 % : on le pose. Quand on vous dévoile en Conseil de Métropole, en incise d'une intervention, que dans les négociations d'achat de l'énergie, nous choisissons l'énergie verte renouvelable pour justement ne pas aller acheter de l'électricité produite par – quelle catastrophe – la réouverture des centrales à charbon dans toute l'Europe, qui va nous fragiliser sur les objectifs climatiques. Alors oui, tout ça n'est pas dans la délibération. Ce sont les politiques publiques qui se mènent avec toute l'exigence de l'exécutif. Quand nous, on nous dit « *où sont les moyens, où sont les moyens ?* », les moyens, ils sont mobilisés à travers l'ALEC, ils sont mobilisés par cette délibération. On n'en a pas fait des caisses, de la transformation de notre société Énergie du Sud en Société Publique Locale (SPL) pour pouvoir gagner plus d'agilité. On ne va pas faire une conférence de presse à chaque recrutement mais nous nous donnons les moyens de notre stratégie.

Quant au terme de planification, bien sûr, nous on a fait le choix d'employer le terme de « *transition* », mais c'est planifié. On s'est livrés collectivement à un exercice inédit de présenter la programmation pluriannuelle de nos investissements, où précisément nous avons une enveloppe sur tout notre bâtiminaire pour aller vers la sobriété. Ce que nous disons avec Monsieur CALVAT, c'est que nous allons essayer d'accélérer la consommation de ces crédits dès 2023 avec les équipes de la Métropole. Il faut le dire : nous avons un autre nuage, qui est la difficulté parfois à recruter, parce que la crise des recrutements, elle concerne toutes les strates de la société, y compris la Collectivité. Notre collègue François VASQUEZ dit « *c'est difficile* », parce qu'on le vit aussi à cet endroit. Nous avons une stratégie de planification, et très clairement d'être plus sobre, d'utiliser les crédits pour avoir une trajectoire qui nous réduit notre facture, plus sobre dans la consommation d'énergie et qui préserve nos finances.

Enfin, après, évidemment, l'opposition c'est l'opposition – mais c'est l'écume des choses, ces paroles-là. Mais vous savez ce qui se passe à Strasbourg en ce moment ? Ils ferment les musées, les lieux de culture. Ils n'ont pas le choix. Je ne les mets pas au pilori. Ils n'ont plus le choix, parce qu'ils n'ont plus de marge d'autofinancement – comme l'a très bien rappelé René REVOL, il faut préserver notre autofinancement. Christian ASSAF a parlé des piscines, parce qu'il est responsable des sports. Mais dans plein de collectivités, ces questions-là, il n'y a même pas de débat : les décisions sont prises de manière unilatérale. Nous faisons un choix politique très fort. Il peut vous apparaître normal, ça a toujours existé. Mais là nous faisons le choix de préserver le service public. Je vais le dire, avec une certaine constance, et c'est l'honneur de tous les maires dans cette Assemblée, comme pendant la crise de la Covid-19 : nous avons tout fait pour préserver le périmètre du service public. Nous faisons tout à l'aune de la crise énergétique pour préserver le périmètre du service public. Alors oui, Madame DOULAIN, vous avez peut-être raison sur un point : c'est vrai que les bassins de plein air en hiver, en coût de chaufferie, là, en accord avec les élus – et encore on va regarder parce qu'on a un sujet des sportifs de haut niveau – on va y être attentifs, là on dit « *attention* ». Mais les enfants de la Métropole vont continuer à apprendre à nager. Nos personnes âgées vont pouvoir continuer à pratiquer du sport, et tous ceux qui en ont besoin. Nous ne toucherons pas aux horaires du musée Fabre ou des médiathèques, à l'aune de la crise énergétique. C'est un vrai choix, et c'est vrai que c'est ça qu'on doit relever.

Après, nous dégageons un plan de sobriété, et prochainement nous présenterons un plan de production pour aller conquérir plus, pour contribuer à la souveraineté énergétique. Je rejoins tout ce qui a été dit sur le marché : toutes ces interventions étaient justes. Mais on se heurte – le Maire de Lattes a parfaitement raison – à des contraintes réglementaires. Vous pensez, cher Cyril MEUNIER, au Thôt, où depuis des années nos équipes rêvent d'installer des panneaux photovoltaïques sur ces espaces qui sont usés. Aujourd'hui la France

des procédures dévore la France des projets, alors qu'on pourrait produire. On espère là aussi qu'on aura droit à un choc de simplification, comme nous demandons à pouvoir gérer dans l'acte de décentralisation si nécessaire la compétence logement, pour que les propos qu'a appuyés Madame VASSAS-MEJRI tout à l'heure, ils soient amplifiés.

On peut toujours aller chercher des procès d'intention. Nous allons, à la pause, ouvrir les rideaux : je l'annonce. C'est dommage pour les interventions filmées, parce que souvent elles se retrouvent sur les réseaux sociaux, elles seront de moins bonne qualité. Mais on choisit la sobriété énergétique. Le public peut venir aussi assister à la séance – je donne les conséquences de ce choix – et donc la proposition de Monsieur MEUNIER est retenue.

C'est le sens de cette délibération et nous en faisons un choix de vote, parce que ça aurait pu aussi être des choix unilatéraux que nous aurions portés. Mais ça relève aussi de notre responsabilité. Quant à l'intervention qui commence par « *toujours pas à la hauteur* », celle-là, pour certains, elle va rythmer, nous, nous essayons d'agir. Merci à toutes les équipes, parce qu'il y a une *taskforce* maintenant qui existe auprès de la Direction Générale, avec une *taskforce* politique qui suit ces sujets. Evidemment vous aurez tous et toutes des indicateurs de pilotage, comme l'exécution budgétaire, la consommation d'énergie, parce que cette affaire-là, la première des responsabilisations, c'est le partage de l'information.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient, pour ne pas trop se mouiller ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 2 : HORS COMMISSION - PATINOIRE VEGAPOLIS - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - AVENANT N° 1 - ADAPTATION DES CONDITIONS FINANCIERES DU CONTRAT EN RAISON DE L'AUGMENTATION DU COUT DE L'ELECTRICITE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. JF AUDRIN quitte la séance et laisse une procuration à M. Y. PELLET.

Mmes C. GIMENEZ, C. HART (avec le pouvoir de M. S. MANSOURIA), J. FRECHE A. RIMBERT (avec le pouvoir de M. F. RIO), C. VASSAS-MEJRI (avec le pouvoir de Mme E. LLORET) ainsi que MM. B. MODOT et JP. RICO, sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 2, qui est liée à justement la patinoire Végapolis, qui est une Délégation de Service Public (DSP). Je donne la parole à Monsieur ASSAF pour présenter les tenants et les aboutissants du dossier pour maintenir l'ouverture de la patinoire.

Christian ASSAF

Cette délibération, Monsieur le Président, pour illustrer finalement dans un cas concret l'attitude qui a été la nôtre et la vôtre depuis le début de cette crise énergétique. Dès le début du mois de septembre, la société délégataire de la patinoire – Vert Marine – était impactée par le coût de l'augmentation de l'énergie – fois 9,5 – qui entraînait *de facto* une fermeture de la patinoire *sine die* à compter du 1^{er} novembre. Là encore, au risque d'être redondant avec mon collègue Frédéric LAFFORGUE, je veux saluer l'ingénierie des services des sports, juridique, Monsieur le Directeur Général, qui ont permis à la fois de vérifier qu'il était possible de rattacher le contrat énergétique de la patinoire à celui de la Métropole. Autrement dit, la Métropole, avec son contrat énergétique, règle les factures énergétiques, elle refacture ensuite au coût réel à Vert Marine. Cela aura bien sûr une incidence financière de l'ordre de 2 à 2,5 fois le tarif actuel, mais bien moindre que les 9,5 qui étaient promis à Vert Marine, et qui auraient entraîné *de facto* la fermeture d'un équipement, qui je rappelle est utilisé par 300 000 usagers annuels.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur cette

affaire ? Madame DOULAIN, sur l'affaire.

Alenka DOULAIN

Justement, très rapidement, sur la question des équipements sportifs, Monsieur le Vice-Président, Monsieur ASSAF, je vous ai posé tout à l'heure une question sur la question de l'éclairage des stades, une question de bon sens, pour que je puisse avoir des éléments sur votre stratégie et ce que vous allez proposer au ministère et à la Fédération Française de Football (FFF) par exemple sur ce sujet. Merci.

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, je vais vous répondre.

Nous on accueille des ministres, c'est vrai, s'ils veulent venir à Montpellier, ils viennent. En général, ils viennent avec quelques bonnes nouvelles, 260 millions d'euros pour l'hôpital public, 50 policiers supplémentaires pour la zone police. J'évoquais avec Monsieur le ministre de l'Intérieur la zone gendarmerie, qui a aussi besoin d'être dotée. Monsieur le ministre de l'Education nationale est venu confirmer la mise en place d'un lycée public international, qui permettra aussi d'accompagner des élèves du territoire. C'est important qu'on ait ces relations-là, sans en partager les opinions. En ce moment, si je rencontre un ministre, je dirais tout ce que je pense sur le bouclier tarifaire, le marché de l'énergie ou pire, la scandaleuse réforme de l'assurance-chômage.

Les règlements nationaux des ligues professionnelles sont très précis, et par exemple pour les matchs de foot, qui sont importants – et nous souhaitons rester en Ligue 1, parce que comme vous le savez il y a quatre clubs qui vont sortir – on nous demande d'éclairer 4 heures avant le match pour les droits TV. On va écrire aux instances dirigeantes du football : il faut qu'ils participent très clairement à l'effort. Ce sera en copie à Madame la ministre des Sports. Monsieur ASSAF, au sein de la commission sport de France Urbaine, fait remonter ça pour qu'évidemment on réduise l'amplitude de l'éclairage dans la période. Mais c'est vraiment une disposition nationale qui est liée aux droits TV qui financent le football. On a des interventions là-dessus.

On a le même sujet aussi sur les musées, puisqu'on doit, pour la conservation des œuvres – tout est très réglementé. On interroge actuellement le ministère de la Culture: est-ce que on est obligé, est-ce qu'on ne peut pas aller gagner 1 ou 2°C ? Mais ce sont des réglementations nationales.

Il y a un travail des associations d'élus, il y a une prise de position de notre part. On tiendra à disposition du Conseil les courriers qui sont adressés sur ces sujets. Il faut que tout le monde participe à l'effort. Et *a fortiori*, nous, aujourd'hui les clubs sportifs sont très engagés sur les stratégies de réduction des déchets. Au début on les a tout de suite interrogés : ils ont dit « *ce n'est pas nous, c'est la Ligne* ». Donc on est dessus.

D'autres interventions ? Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Oui, Président. Je crois que le débat sur les structures sportives durant les événements sportifs est très important. Vous avez dit qu'il fallait saisir la Fédération Française de Football : on est à peu près certain que la FFF a les moyens de pouvoir aider les collectivités locales – vu que ce n'est un sport mais un vrai business maintenant.

Le problème, c'est que les autres fédérations – le basket, le handball, le volley-ball... – ne les ont pas et ne nous aideront pas. Par contre, elles nous mettent des contraintes de folie ! En 20 ans de conduite du club de basket, ça fait trois fois que la Commune de Lattes change l'éclairage du palais des sports parce que les normes de la Fédération française de basket évoluent au gré des desiderata des dirigeants de ces fédérations. Aujourd'hui les consommations sont à peu près les mêmes. Au même titre, le rugby, pour tous ceux qui vont voir le rugby – j'en suis et on peut se féliciter d'être champions de France – en plein milieu de l'après-midi quand il commence à faire un peu sombre on allume les éclairages, ce qui est une honte en matière d'économie d'énergie.

J'en appelle à mon ami Christian [ASSAF] : à France Urbaine, il faut aussi et très rapidement qu'on aborde l'éclairage et les niveaux de chaleur aussi. Je ne sais pas si vous le savez, mais s'il fait trop chaud par rapport aux normes des ligues, les clubs payent des amendes. Je crois qu'à un moment donné, quand on est dans la situation dans laquelle on est – qu'ont très bien décrit les différents intervenants tout à l'heure – il faut que les ligues de sport reviennent à la raison et arrêtent d'être des censeurs, et plutôt des soutiens de nos clubs.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEUNIER. Je vous propose de passer aux voix. Oui ? Pardon Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Très rapidement. Merci de me donner la parole. Il s'agit effectivement des fédérations et des ligues, et je suis d'accord avec Monsieur MEUNIER. Les fédérations nous imposent des normes très fluctuantes, qui sont un peu pénibles. J'espère qu'un des bénéfices finalement de la situation actuelle c'est que ça incitera à un peu plus de sagesse sur ce type de normes. Sur les éclairages pour le sport professionnel sur les grands stades, ce n'est pas simplement les fédérations et les ligues : c'est aussi les chaînes de télévision et là on s'attaque à un autre temple du pognon ! D'où l'importance d'établir tout simplement des rapports de force, parce que c'est comme ça que ça marche avec les associations d'élus diverses et variées.

Juste un petit mot quand même pour remercier Christian ASSAF et les équipes qui ont travaillé avec lui, pour arriver à maintenir la patinoire de Montpellier ouverte – ce n'était pas une mince affaire. C'était absolument nécessaire, parce qu'on sait le nombre de scolaires qui, gratuitement, depuis très longtemps, peuvent aller faire des cycles de patinage sur la patinoire, ce qui n'est pas rien dans une ville du sud de la France. Monsieur ASSAF a rappelé la fréquentation de cette patinoire : c'est une des plus fréquentées de France. Il y avait donc aussi un enjeu symbolique sur la capacité que nous avons dans les collectivités territoriales à maintenir ouverts des équipements sportifs et des services publics. Nous avons su envoyer ce signe important et c'est tout à fait notable. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MARTIN. 300 000 visiteurs à la patinoire, dont une immense majorité de scolaires. Je mets en voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 3 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE LITTORALE A L'ECHELLE DU GOLFE D'AIGUES MORTES (GAM) - CREATION D'UNE ENTENTE ENTRE PAYS DE L'OR AGGLOMERATION, LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRE DE CAMARGUE, SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION CADRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes C. GIMENEZ, C. HART (avec le pouvoir de M. S. MANSOURIA), A. RIMBERT (avec le pouvoir de M. F. RIO), C. VASSAS-MEJRI (avec le pouvoir de Mme E. LLORET), ainsi que MM. B. MODOT et J-P. RICO entrent en séance ;

Mmes J. GALABRUN-BOULBES (avec le pouvoir de M. G. LAURET), C. PINTARD (avec le pouvoir de M. S. CHAMPAY) ainsi que MM. C. ASSAF, C. MEUNIER, L. NISON, M. REYNAUD et JL SAVY sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire très importante. Je me tourne vers à la fois Véronique NEGRET, Madame la Vice-Présidente, et Serge DESSEIGNE. Ça va vous être présenté, mais je voudrais insister sur un point. Cette délibération est pour nous très importante et elle s'inscrit dans la stratégie globale de la Métropole depuis notre élection – même si des choses étaient engagées sur l'eau – de coopération avec les autres EPCI, avec des stratégies pour travailler ensemble. Souvent notre Métropole a vécu dans une forme de splendide ignorance – ça nous a été reproché dans le rapport de la Chambre Régionale des Comptes qui vous a été présenté il y a un an. Aujourd'hui, sur beaucoup de sujets, nous arrivons à travailler ensemble. On a signé le premier contrat de réciprocité avec Jean-François SOTO et la Communauté de communes Vallée de l'Hérault. Nous sommes ensemble, toutes les EPCI, autour de la candidature de Capitale Européenne de la Culture. Nous avons travaillé ensemble sur les enjeux d'urbanisme avec Lunel et Frontignan. Nous sommes dans une volonté très forte de coopération interterritoriale.

Ce que Madame NEGRET va présenter, c'est cet esprit-là, sur un sujet absolument stratégique. C'est pour ça que c'est à la fois Madame la Vice-Présidente, Maire de Villeneuve-lès-Maguelone, et Serge DESSEIGNE

qui est missionné sur ce sujet, sur une gouvernance partagée autour des enjeux du littoral, qui est un défi majeur : tourisme, vulnérabilité, protection, valorisation. Nous continuons notre travail en bonne entente avec l'ensemble de nos territoires voisins, dans le cadre d'une gouvernance apaisée que nous avons appelée de nos vœux et qui porte ses fruits.

Madame la Vice-Présidente, chère Véronique NEGRET.

Véronique NEGRET

Merci beaucoup. Nous changeons complètement de sujet. Ce n'est pas une mince affaire pour nous maintenant de vous attirer du côté de la mer pour prendre un bol d'air après ces discussions animées sur des sujets extrêmement préoccupants. Nous sommes sur le Golfe d'Aigues-Mortes qui va à l'ouest de Frontignan jusqu'au Grau-du-Roi. Si vous êtes avec moi sur la carte, c'est ce petit croissant que nous avons à l'écran. Ce Golfe d'Aigues-Mortes constitue ce qu'on appelle une « *cellule sédimentaire* », c'est-à-dire que c'est à l'échelle de ce Golfe que se font les échanges de sédiments. Evidemment, ça crée une communauté d'enjeux pour tout ce territoire-là et pour les communes et les EPCI qui sont sur ce territoire-là. C'est pour cette raison qu'il a paru nécessaire à l'État, à l'Agence de l'eau et à la Région de constituer une gouvernance pour ce Golfe d'Aigues-Mortes, en fait une entente pour pouvoir gérer les problématiques à la bonne échelle.

Maintenant je vais passer la parole à Serge DESSEIGNE, puisqu'il est missionné sur ce sujet, qu'il m'a plus qu'épaulé dans le suivi de ce dossier. On y est depuis le début de la mandature, mais en fait c'est un dossier qui a démarré bien avant. Je lui passe maintenant la parole.

Serge DESSEIGNE

Merci. Chers collègues, vous excuserez ma voix mais j'étais à un match de rugby occitan dimanche soir.

Rires.

Serge DESSEIGNE

Le travail a démarré en 2018 à la demande de l'État, de la Région Occitanie, de l'Agence de l'eau Rhône-Corse-Méditerranée. Vous vous rappelez, lors d'une de mes interventions j'ai parlé de l'impensé littoral de la Métropole – mais avant la Métropole, de l'Agglomération et de la Ville de Montpellier. La Ville de Montpellier était tournée vers la mer dans un cadre d'expansion urbaine : on s'étale vers la mer. Je voudrais remercier aujourd'hui le travail qui a été réalisé et qui nous a été présenté par Popsu, la semaine dernière...

Montre le livre « Métropole et risques littoraux » de Sylvain BARONE et Laura MICHEL.

Serge DESSEIGNE

...et qui parle de cette question de « *l'impensé* » – c'est écrit dans le texte, donc ce n'est pas de moi – métropolitain par rapport à la mer et au littoral. Aujourd'hui la question qui nous était posée c'est : comment gérer et gouverner ensemble cette cellule sédimentaire, dont je rappelle qu'elle a été aussi positionnée dans le plan littoral 2021 de la Région, et ce en accord avec les Départements de l'Hérault et du Gard, qui s'y intéresse.

Ça nous a amené entre 2018 et 2020 à mettre en place les éléments de l'étude et, depuis juin 2020 – c'est-à-dire au moment où nous on est rentrés en fonction – nous avons mis en place 10 ateliers participatifs avec 50 acteurs, avec un comité technique, avec des partenaires qui nous ont aidés – Cépralmar, Lisode, À Propos et Seaneo – avec l'ensemble des techniciens des quatre EPCI – Terre de Camargue, Pays de l'Or, Sète Agglopôle et la Métropole. Sans eux et sans ces techniciens, je crois que nous n'aurions pas pu avancer aussi vite dans un travail de lien avec l'ensemble des partenaires. Quand on dit l'ensemble des partenaires, c'est à la fois la Région, le Département – je l'ai dit – mais aussi les pêcheurs, les plaisanciers, l'Office français de la biodiversité, la question des lagunes, la question de l'urbanisme.

Aujourd'hui ce qui est proposé *in fine*, et mon propos va être rapide, parce que je veux traiter les deux délibérations que nous allons avoir, c'est-à-dire à la fois le cadre générique de l'entente, et ensuite la convention subséquente. Quand je dis entente, soyons précis : on n'est pas en train de construire un nouveau millefeuille administratif. C'est bien quatre EPCI qui vont travailler ensemble, et qui vont travailler avec les communes, et ça c'est important – délibération à l'unanimité des EPCI sur le travail avec les communes. On n'est pas en train de créer une nouvelle machine à faire du vin.

Trois thèmes vont être abordés dans l'entente : les risques littoraux, les enjeux liés à la biodiversité et la qualité

du milieu marin et les usages liés à la mer. Je vous laisse découvrir la technicité de ces trois enjeux. On est là pour apporter des expertises communes, agir sur la biodiversité au travers de l'animation des sites Natura 2000 en mer – ce qui n'était pas fait aujourd'hui, puisque l'OFB a des moyens mais n'a pas la technicité et demande à ce que les EPCI travaillent – monter des projets opérationnels, sensibiliser, coordonner les actions avec des associations environnementales et contribuer à l'organisation des usages en mer. C'est très important : il s'agit à la fois de la sensibilisation des publics, mais aussi l'appui à la coordination des actions de police.

Je vous donne un exemple. Notre Métropole à 9 kilomètres de plage et une commune a la police de la plage. La gestion de la plage se fait par la Métropole, mais la police, c'est une police communale. Comment travaille-t-on ensemble pour préserver les milieux marins sur les aspects de *beachage* ? Le « *beachage* » c'est se poser avec un bateau sur une plage : la nôtre, sur la Métropole, mais aussi sur Pays de l'Or Agglomération, une partie de la plage entre le petit travers de la Grande-Motte et aussi sur l'Espiguette, ce sont des plages naturelles. Comment fait-on respecter les milieux naturels, et aussi les cordons lagunaires ? Tout ça, ça doit se travailler avec les pêcheurs, les usagers, les touristes, etc.

On a décidé d'être dans un travail d'entente, par conventionnement, qui a une durée limitée de six ans. On a voulu avoir un modèle souple, avec les quatre EPCI à fiscalité propre. La gouvernance du Golfe d'Aigues-Mortes a donc ces trois missions dont je vous ai parlé. Les décisions se font à l'unanimité, les modalités seront cadrées par les comités de pilotage avec Natura 2000. Les modalités libres, des communautés thématiques et multi-acteurs, où on rejoindra l'ensemble des acteurs, vacanciers, usagers, économistes de la plage. Il y aura une possibilité d'embaucher trois personnes dès 2023 sur les aspects liés à ces trois axes. Nous proposons que cette entente, dans le cadre de la convention générale, soit portée au niveau technique par, avec les affectations sur les missions et les services généraux mutualisés. C'est un accord que nous avons eu. Vous la voyez : les décisions fonctionnelles, c'est les EPCI, les mairies, la conférence et l'entente intercommunale avec une représentation d'un élu par EPCI et d'un suppléant, les décisions se font à l'unanimité, une équipe technique et ensuite des instances multi-acteurs.

Ensuite il y aura les conventions subséquentes, qui vont régler les questions de financement. Nous avons dans la convention-cadre établi que, pour le financement, nous serions sur une participation 30 % pour la Métropole de Montpellier, 30 % pour Pays de l'Or Agglomération, 20 % pour Sète Agglopol Méditerranée et 20 % pour Terre de Camargue. Pourquoi cette répartition ? C'est parce qu'on n'est pas au kilomètre linéaire, mais bien sur les usages globaux. C'est un travail qui a été fait. On sait que les deux EPCI que sont Sète Agglopol et Terre de Camargue, sont obligés aussi de travailler sur d'autres cellules sédimentaires, une qui est en PACA et l'autre qui est tournée vers Agde ; donc la participation financière sera faite sur la base de ces bases-là. Il y aura, pour 2023, 165 000 euros de budget et 49 500 euros de contribution de la Métropole. Merci.

Et on désignera les élus nous représentant à la fin de la séance.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Oui, vas-y Véronique NEGRET]

Véronique NEGRET

Je me permets juste une petite conclusion. Si vous n'avez que deux choses à retenir, je vous dirai que la mise en place de cette gouvernance ouvre une ère nouvelle pour la Métropole. D'abord parce qu'à travers cette entente, la Métropole va devenir une véritable Métropole littorale, qui va donner à entendre la voix du littoral, la voix de la mer. Ensuite, deuxième point, ça a déjà été dit : il y a d'autres dispositifs qui vont dans ce sens, mais quand même ; à travers cette entente, on pose une coopération avec trois autres EPCI, qui sont nos voisins, et là vraiment on change aussi de braquet par rapport au passé de notre Métropole. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente, merci beaucoup, Serge [DESSEIGNE], pour votre implication. C'est à deux voix aussi parce que Villeneuve-lès-Maguelone est la commune littorale de la Métropole. Merci de votre implication majeure sur ce dossier. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole, d'éclaircissements, de questions ? Monsieur SAUREL, bien sûr.

Philippe SAUREL

Monsieur le Président, d'abord je pense que cette affaire – comme l'a dit Madame la Maire de Villeneuve-lès-Maguelone – est fondamentale pour l'ensemble des intercommunalités, pour l'État, pour la Région, pour

le Département de l'Hérault.

Je voulais simplement attirer l'attention des commissions qui vont travailler sur ce sujet, parce qu'on a l'habitude, lorsqu'on parle de la mer, de parler de l'ensablement progressif de l'ensemble des côtes, qui porte sur l'ensemble du Golfe d'Aigues-Mortes et sur tout le littoral de la côte méditerranéenne. Je voulais rajouter à cette attention particulière le rôle fondamental des cordons lagunaires. Ça a été dit, mais il faut porter sur les lagunes, sur les étangs, une attention très particulière, pour deux raisons essentielles. Parce que ce sont des vases naturels d'expansion des crues : ils arrivent à réguler les crues. Quand on connaît les aléas prévus et actuellement en cours du réchauffement climatique, on ne peut qu'abonder dans ce sens-là. Mais aussi parce que ce sont des extraordinaires réservoirs de biodiversité. D'ailleurs, lorsque la Métropole a été créée en décembre 2014, dans le décret en Conseil d'État, nous avons collectivement un droit de regard et de protection sur l'étang de l'Or, qui a été l'un des étangs les plus en difficulté car le plus pollué.

Donc très beau travail. Merci à nos collègues et à l'ensemble des collègues de la Métropole.

Monsieur le Président

Merci. Peut-être Monsieur DESSEIGNE pour relever le point de vigilance bien légitime ?

Serge DESSEIGNE

Oui, je crois que Philippe SAUREL a eu raison de poser cette question des lagunes, parce qu'effectivement là on est sur aussi des syndicats de bassin versant. On aura obligatoirement un travail avec les syndicats de bassin versant – qui dit lagune, dit aussi l'amont. Les questions d'urbanisme et de SCoT – et c'est écrit dans le Plan littoral 2021 – se poseront pour nous, mais aussi pour les communautés de communes et les EPCI qui sont en amont de notre Métropole, mais aussi des autres EPCI.

On est là dans, effectivement, un changement de paradigme. On va travailler de façon apaisée avec l'ensemble des intercommunalités, au-delà de nos positionnements politiques. Qui me connaît sait que travailler avec d'autres personnes pourrait paraître difficile : on travaille, on était encore à la conférence de l'Association Nationale des Elus du Littoral (ANEL) dans la semaine, on travaille avec Monsieur [Stéphane] ROSSIGNOL, on travaille à Monsieur [Christian] JEANJEAN, on travaille avec la Mairie de Sète, et Monsieur [Robert] CRAUSTE.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je propose de mettre aux voix la délibération n° 3. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Est-ce qu'il y a des refus de prendre part au vote ? Est-ce qu'il y a des abstentions ? Merci beaucoup de cette unanimité, qui est précieuse.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 4 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE LITTORALE A L'ECHELLE DU GOLFE D'AIGUES MORTES (GAM) - CREATION D'UNE ENTENTE ENTRE PAYS DE L'OR AGGLOMERATION, LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRE DE CAMARGUE, SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION SUBSEQUENTE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 4 : même vote ? Même vote. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 5 : CYCLES DE L'EAU - PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA MOSSON A JUVIGNAC - AUTORISATION D'UN SYSTEME D'ENDIGUEMENT EN APPLICATION DES ARTICLES L. 214-3 ET R. 214-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT - DECLARATION DE PROJET - APPROBATION

M. L. NISON entre en séance.

Mmes I. MARSALA, A. SAURAT ainsi que MM. R-Y. CHARTIER (avec le pouvoir de H. EMAD) et H. MARTIN sortent de séance.

Monsieur le Président

Véronique [NEGRET], sur l'affaire n° 5 : protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac. Très attendue.

Véronique NEGRET

Depuis 2014 en fait, puisqu'on a à peu près 75 habitations qui avaient été inondées. Le service GEMAPI de notre Métropole – service exemplaire en termes d'expertise, j'insiste là-dessus, toujours – a travaillé donc depuis 2014 pour mettre en protection le quartier dont il s'agit. On avance, c'est toujours très long parce qu'effectivement nous sommes dans une « *France des procédures* » et qu'il faut travailler dans le respect des procédures réglementaires. L'enquête publique a eu lieu ; elle s'est terminée le 22 juillet. L'enquête publique, c'est toujours, vous le savez, un préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) par le Préfet, et à la déclaration d'intérêt général. Ce que nous avons à faire, à travers cette délibération, c'est déclarer d'intérêt général ce projet d'aménagement de Juvignac pour la protection contre les crues de la Mosson.

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions ? En tout cas je pense que pour Madame PARPILLON, Monsieur SAVY et pour les élus du canton, Madame WEBER, Monsieur MEUNIER, c'est une bonne nouvelle. Le quartier de la Plaine, c'est la DUP. Maintenant on va pouvoir passer à la phase des travaux. Merci, Madame NEGRET, d'avoir rendu hommage à nos équipes remarquables sur la prévention du risque inondation. D'ailleurs leur action s'est illustrée : trois épisodes cévenols – on les sait de plus en plus intenses – et on n'a pas eu à déplorer d'incident majeur, si ce n'est quelques-uns dont la librairie Le Grain des Mots, mais là on a pu trouver une solution rapide là-dessus.

Est-ce qu'il y a des questions sur ce sujet ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 6 : CYCLES DE L'EAU - CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AUX INVESTISSEMENTS NECESSAIRES A L'AMENAGEMENT DU GUE DU LEZ ENTRE LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes I. MARSALA et M.R-Y. CHARTIER (avec le pouvoir de Mme H EMAD) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 6.

Véronique NEGRET

Ce sont des travaux qui sont faits par le Département sur un passage sur le Lez, le gué du Lez, qui se situe dans le Domaine de Restinclières. C'est un site qui accueille beaucoup de monde et qui en même temps est le point de reproduction du fameux chabot du Lez, poisson endémique. Le Département souhaite faire des travaux pour à la fois accueillir davantage en sécurité et améliorer l'accessibilité du site pour les promoteurs... Promeneurs, pardon !

Monsieur le Président

Ils ne toucheront jamais au Domaine de Restinclières !

Véronique NEGRET

Promeneurs, bien sûr ! A pied, cyclistes, etc. et en même temps préserver le site. Le Département demande à la Métropole, au titre de la compétence GEMAPI – parce que dans GEMAPI, il y a PI, protection contre les inondations, mais il y a aussi GEMA, gestion des milieux aquatiques, leur préservation, leur protection. Ils nous demandent de participer à hauteur de 10 %, ce qui fait une participation de 49 000 euros TTC pour la Métropole. Les travaux ont commencé le 8 septembre et vont se terminer au bout de 10 mois.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame NEGRET. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Yvan NOSBE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 7 : SOLIDARITES - RAPPORT ANNUEL POLITIQUE DE LA VILLE 2021 - APPROBATION

Mmes J. FRECHE, J. GALABRUN-BOULBES (avec le pouvoir de M. G. LAURET), C. PINTARD (avec le pouvoir de S CHAMPAY), A. SAURAT ainsi que MM C ASSAF, H. MARTIN, C. MEUNIER M. REYNAUD, J-L. SAVY entrent en séance.

Mmes F. BRAU et B. DEVOISSELLE sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 7 : rapport sur la politique de la ville, qui est une compétence métropolitaine, mais notre spécificité, c'est que tous les Quartiers Politique de la Ville (QPV) sont sur la ville-centre, la Ville de Montpellier. Je donne la parole à Madame GIMENEZ pour une présentation.

Clara GIMENEZ

Je vous remercie, Monsieur le Président. D'abord en préambule remercier le travail des équipes, de la toute petite équipe de la politique de la ville à la Métropole, qui a pris le temps de rédiger ce rapport, qui est une obligation légale. On sait par les services de l'État qu'on est une des rares collectivités à tenir cet engagement, non seulement à rédiger ce rapport politique de la ville, mais aussi à consulter les conseils citoyens – qui de même sont des instances qui s'engagent au sein de la politique de la ville. On a sollicité donc ces conseils citoyens pour qu'ils nous donnent un avis sur le rapport. On ne leur a pas eu juste envoyé ce rapport de 110-115 pages – que je suis sûre tout le monde a lu ici – mais en plus on a fait une réunion, un temps de travail, on a pris un temps d'échange avec les conseils citoyens pour travailler sur ce rapport, leur expliquer les enjeux. Nous avons reçu de mémoire 5 retours sur les 13 conseils citoyens, quelques-uns émanant d'individus isolés et non pas du conseil dans son ensemble, mais certains émanant du conseil dans son ensemble. Je vais m'efforcer dans la présentation d'essayer de répondre aux retours qu'ils ont pu nous faire. Je ne vais pas les énumérer spécifiquement, mais je pourrais le faire si vous le souhaitez.

La politique de la ville, elle a pour but de restaurer l'égalité républicaine entre tous les quartiers de la ville. On pourrait même rajouter entre tous les quartiers de la Métropole, parce que c'est une compétence métropolitaine, mais comme l'a rappelé Monsieur le Président, effectivement, l'ensemble des quartiers politiques de la ville sont sur la Ville de Montpellier. Pour rappel, ces quartiers, ils sont définis par l'État. Ce sont des quartiers d'au moins 1 000 habitants et où on concentre les difficultés. La population de ces quartiers-là a des revenus inférieurs à 60 % du revenu médian. On se rend bien compte à quel point c'est faible. C'est pour ça qu'effectivement l'ensemble des quartiers sont situés sur la ville-centre, puisqu'aujourd'hui dans les communes périphériques de la Métropole on n'atteint pas ce seuil de 1 000 habitants. Il faudra qu'on ait une discussion dans le cadre du renouvellement de la politique de la ville sur comment on travaille sur ces poches de précarité qui peuvent se développer dans la commune.

Pour rappel, rapidement, la politique de la ville, c'est une politique de cohésion urbaine et de solidarité envers les quartiers les plus défavorisés. Elle concentre plus de 53 000 habitants de la Métropole, soit quand même 10 % des habitants, et bien plus que le nombre d'habitants d'un certain nombre de communes. C'est donc un

sujet majeur pour notre territoire. Elle mobilise l'ensemble des institutions. La Métropole n'est pas la seule à travailler sur ces territoires. Elle travaille évidemment avec la Ville de Montpellier, mais également avec les services de l'État, la Région, le Département, etc.

Ce rapport politique de la ville, il a pour objectif de rendre compte de l'action publique qui a été menée et qui est de nature à améliorer la situation. Ce rapport annuel permet d'évaluer ce que nous avons pu faire en matière de politique de la ville. Mais ce rapport, ce n'est pas le seul moment où on se pose des questions sur la politique de la ville et c'est tant mieux, puisqu'on hérite d'un contrat de ville qui a été signé en 2015. On sait combien la situation a pu évoluer sur ces territoires-là depuis 2015. Il y a eu une évaluation à mi-parcours du contrat de ville – ça a été fait par la mandature précédente – et nous sommes actuellement dans une phase d'évaluation finale et prospective – en fait, c'est plus une évaluation prospective que le finale – dans le cadre la préparation du prochain contrat de ville : fin 2023 il arrive à échéance et on aura besoin de se poser la question des enjeux majeurs et de sur quoi nous devons travailler.

Ce rapport annuel 2021, il arrive un peu tard je vous l'accorde. Il est découpé en trois parties : une partie thématique avec les trois piliers du contrat de ville – je rappelle : contrat de ville qui a été signé en 2015, donc on sait que les enjeux ont évolué ; il n'empêche qu'on hérite de ce contrat. Les trois piliers du contrat de ville, qui sont la rénovation urbaine et le cadre de vie, le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle, et plus largement les questions de cohésion sociale. À cela s'ajoutent un certain nombre de thématiques transversales : la jeunesse, l'égalité femme-homme et la lutte contre les discriminations notamment. On a ajouté à cela un bilan territorial, puisqu'on sait qu'en fait aucun de ces quartiers n'est complètement comparable et ne traverse les mêmes situations. On a fait des focus sur ces territoires, sur les actions qui ont été faites.

Je le dis d'emblée : quelques manques sur cette partie-là ont été soulignés par les conseils citoyens, notamment un manque de données. Il faut savoir qu'on a fait une évaluation, ce qu'on appelle des « *portraits de territoire* », avec le cabinet Compas et qui nous a donné un certain nombre d'informations sur l'évolution de ces territoires – on a eu l'occasion déjà d'en parler ici, donc je ne reviens pas sur le sujet, mais les membres du conseil citoyen trouvent qu'il manque un certain nombre de choses. Dans ce bilan territorial, il est vrai qu'on se concentre beaucoup sur l'activité des associations et qu'on ne peut évidemment pas parler de toutes les associations, vous verrez après les chiffres du nombre de structures qui interviennent sur ces quartiers, on ne peut pas parler de tout ce qui se fait – ce qui est plutôt une bonne nouvelle, sinon le rapport ferait 500 pages et pour le coup vraiment personne ne l'aurait lu. On aura à cœur, dans le renouvellement de la politique de la ville, de travailler un peu plus par territoire pour cibler nos actions. Il y a des territoires qui rencontrent des problématiques d'emploi, d'autres un peu moins mais qui par contre traversent des questions sur le vieillissement par exemple ou la jeunesse.

Ce rapport, c'est aussi un bilan financier de l'appel à projets du contrat de ville qui nous permet de financer un certain nombre de structures associatives, de la dotation politique de la ville qui nous est attribuée par l'État. On a aussi une convention d'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties avec les bailleurs sociaux du territoire, sur lequel on a un certain nombre d'actions renforcées en direction de ces territoires et qu'il nous faudra aussi réévaluer dans la perspective de la future contractualisation. Enfin on a le Fonds européen de développement régional (FEDER) et les Approches Territoriales Intégrées (ATI).

Je ne vais pas vous donner les 364 projets associatifs qui ont été réalisés sur l'ensemble des thématiques du contrat de ville. Je salue au passage le travail de toutes ces associations. On a une chance inouïe sur Montpellier, sachez que ce n'est pas le cas de tous les territoires en politique de la ville, mais on a vraiment une chance d'avoir un tissu associatif hyper dense et très varié dans les thématiques. Mais la politique de la ville, c'est aussi des politiques publiques au service des territoires, et alors là vous allez voir des choses qui ne concernent pas uniquement ces quartiers politiques de la ville, mais les habitants nous ont fait remonter une problématique de voir les associations trop mises en valeur et les actions de la Collectivité pas assez mises en évidence dans ce rapport. Donc j'en profite pour faire un petit focus sur des actions dont on ne parle pas forcément assez quand on parle de politique de la ville, et pourtant on devrait.

Je pense à la gratuité des transports, à la ligne 5 de tram, aux bus à haut niveau de service, aux pistes cyclables, à la stratégie mobilité en général, mais aussi aux questions de soutien scolaire, de rénovation urbaine, évidemment, avec la rénovation urbaine des quartiers Mosson et Cévennes, mais aussi aux questions de logement et au travail que Claudine [VASSAS-MEJRI] mène, notamment sur la lutte contre les marchands de sommeil, le permis de louer, l'encadrement des loyers. Tout ça va avoir un impact dans ces quartiers

populaires en premier lieu. Je pense aussi aux politiques de santé et au contrat local de santé, à l'ouverture de centres de santé qui vont nous permettre d'avoir une action plus accentuée sur ces territoires, mais on pourrait en citer plein d'autres. Je pense aux actions des éducateurs sportifs de la Ville de Montpellier en direction de ces territoires. Je pense aux questions de sécurité. Je pense aux questions de zéro déchet, etc. L'enjeu de la politique de la ville, c'est bien de mobiliser le droit commun en direction de ces territoires et d'avoir une action plus précise.

Je ne développe pas sur les chiffres : je vous les laisse à l'écran.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. Est-ce qu'il y a des questions sur ce sujet ?

Clara GIMENEZ

C'est dur d'être synthétique.

Monsieur le Président

Surtout quand vous êtes passionnée et investie – c'est tout à votre honneur. Est-ce qu'il y a des questions sur ce sujet ? Madame DOULAIN, Monsieur REVOL et Madame TOUZARD. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Intervention hors micro ...la qualité de ce rapport, votre exposé, l'exhaustivité, sa pédagogie : ça a été pointé et je crois que c'est ressorti aussi de la part des conseils citoyens. En revanche, il est aussi ressorti qu'il y a eu un flou sur le caractère consultatif de ces mêmes conseils. Vous l'avez dit : il y a une réunion qui a été organisée et vous avez répondu sur certains des points qui sont ressortis lors de cette réunion, lors de ce Conseil. Mais je ne suis pas sûre que beaucoup des membres du conseil citoyen vont se faire les 6 heures de vidéo de ce Conseil. Je pense en tout cas qu'à l'avenir il serait bien d'anticiper largement leur retour et de les faire apparaître, même si ces retours parfois ne vont pas dans notre sens, juste de faire apparaître cette parole habitante, parce qu'elle est importante, parce qu'elle nous apporte d'autres visions que celle parfois des services sur les enjeux de ces quartiers, qui comme vous l'avez dit représentent 10 % des Montpelliérains et Montpelliéraines, donc c'est un enjeu considérable. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN. Monsieur REVOL. Je voulais parler de vous en conclusion.

René REVOL

Je ne sais pas sur Montpellier, mais je remercie pour ce rapport très intéressant – j'avais commencé un peu à le lire. Effectivement, la politique de la ville, elle est très encadrée, et l'effort qui est fait sur Montpellier est considérable, je tiens à le souligner. Ceci dit les choses évoluent, et Madame GIMENEZ, vous avez fait allusion au fait qu'il y aura une reformulation de la politique de la ville dans les mois, voire les années, qui viennent : on va voir à quel rythme va le Gouvernement, mais il va falloir y travailler, parce que, y compris notre politique de mixité sociale pousse. La pauvreté s'est concentrée effectivement historiquement dans les quartiers, mais elle tend à se diffuser. Il y a des quartiers qui ne sont pas des quartiers de politique de la ville, mais dans lesquels on a des problématiques qui sont les mêmes, et comme on le dit, la mixité sociale, notamment urbaine, que nous développons contribue à cet étalement, donc il faut travailler.

C'est dans cet esprit d'ailleurs que je salue le fait que la Ville de Montpellier est la Ville de Grabels, avec le soutien de l'ingénierie de la Métropole, aient déposé un dossier pour devenir territoire zéro chômeur sur les deux quartiers qui vont de La Valsière et des Hauts de Massane. Il faut faire connaître cette initiative et la développer. Ça nous permet de dépasser les cadres formels des quartiers politiques de la ville, et nous on est enchanté que le quartier de Grabels puisse travailler avec les Hauts de Massane.

Je vous signale qu'à l'échelle nationale il y a eu 10 expériences en 2017 qui ont toutes très, très bien marché. Aujourd'hui on nous propose avec la nouvelle loi 50 expérimentations : ce n'est pas assez. Beaucoup de députés de différents bords demandent que ça passe à 80 expérimentations, puisqu'il y a 300 dossiers déposés pour les territoires zéro chômeur. Je souhaiterais qu'on fasse connaître notre travail, Monsieur le Président, d'une manière ou d'une autre, pour pouvoir défendre ce dossier à l'échelle nationale ; être éligible et lancer cette expérimentation qui nous permet d'aborder l'évolution des périmètres de la politique de la ville pour l'avenir. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Isabelle TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Je rejoins les remerciements et les félicitations, parce que vraiment, je l'ai regardé – certes rapidement – mais je l'ai regardé. Vraiment merci beaucoup à toi Clara [GIMENEZ] et puis aux services. Merci de ce dernier tableau, où tu affiches les politiques publiques telles qu'elles ont été demandées. J'en rajouterai deux : la politique alimentaire, qui est menée par la Métropole mais en étroite collaboration avec la Ville. Par exemple tout le travail qui est mené sur la démocratie alimentaire, les familles à alimentation positive, avec Marie MASSART – je ne veux pas parler pour toi – mais tout ce que vous faites par exemple sur l'accès à la restauration scolaire, la tarification sociale : tout ça, c'est des choses qui vraiment vont en faveur de ces populations et qui sont des marqueurs forts des politiques publiques. Et puis l'autre volet lié, c'est l'énergie, le logement, la lutte contre la précarité énergétique : là on investit aussi beaucoup. Vraiment, je pense que c'est des sujets. J'irai un peu plus loin, notamment sur le volet alimentaire : l'alimentation est un élément de solidarité bien entendu, croissant, mais c'est aussi un angle d'entrée qui permet de renforcer le pouvoir d'agir des habitants eux-mêmes. L'alimentation fédère beaucoup et est aussi un bel objet de cohésion sociale.

Monsieur le Président

Merci. Je vais reprendre quelques éléments, si tu me permets, chères Clara [GIMENEZ]. Plusieurs points.

D'abord il faut effectivement saluer le travail des équipes sur ces sujets. Il y a sans doute à faire apparaître plus de transversalité encore dans ce rapport, mais à certains égards on ne cherche pas à tout valoriser. Mais tout le travail qui est engagé, notamment autour de l'Esperluette à Celleneuve, sur la question alimentaire, sur la question de cette idée d'une « *sécurité sociale alimentaire* » pour les plus fragiles, est extrêmement intéressant et ça rentre dans la stratégie agricole de la Métropole.

Je voudrais saluer aussi Jean-Luc SAVY, Maire de Juvignac, et le Maire de Grabels : nous faisons aussi Métropole parce que le gros quartier politique de la ville, qui est le quartier de la Mosson, les effets frontières s'effacent. Donc les équipes ont travaillé entre elles, et donc on a une approche plus globale. Le Conseil départemental, en réalisant le futur collège de Juvignac, va travailler sur les stratégies scolaires, et c'est de ce point de vue extrêmement prometteur. Là encore le fait de bien travailler ensemble nous permet d'être efficace.

Ce qu'a indiqué René REVOL sur le dispositif territoire zéro chômeur, c'est emblématique. C'est un dispositif qui marche et j'espère que nous serons retenus. Alors faut-il se faire médiatiser pour l'obtenir ou médiatiser quand nous l'obtenons pour le faire connaître ? Nous en reparlerons. En tout cas il faut qu'on prenne appui sur ce dispositif.

Je vais aller voir Olivier KLEIN, le nouveau ministre de la Ville avec Madame GIMENEZ pour qu'on repense ces dispositifs, où j'aurais trois maîtres mots. Le premier, c'est qu'il faut simplifier la politique de la ville. Aujourd'hui il y a trop d'acteurs, de pesanteur, par rapport à l'action, et donc il faut aller vers une démarche de simplification pour gagner en efficacité. Le deuxième point, c'est un objectif de moyen, et la question va être clairement posée au Gouvernement de pouvoir doter davantage ceux qui ont moins. Le but n'étant pas d'être en permanence dans du curatif, il faut de l'accompagnement social, mais éviter des ruptures qui ensuite fragilisent. Le troisième point, c'est la cartographie, qui parfois a été la logique de la loi LAMY sur ce qu'on a appelé « *le carroyage* », et donc qui pose des questions. Ce qui a été évoqué sur la participation des conseils citoyens, il y a des endroits où c'est très dynamique, et parfois, je prends un exemple de quartier politique de la ville, qui est juste la zone Vert-Bois, où là peu de projets émerge, etc., et donc on a du mal à intervenir à cet endroit-là. Et ça, il y a un sujet de cartographie.

Enfin, je voudrais bien confirmer des choses. Nous allons bientôt accueillir Madame Anne-Claire MIALOT, la Directrice de l'ANRU, qui va confirmer la signature de l'avenant ANRU : + 74 millions d'euros, cette fois-ci spécifiquement sur le quartier de la Mosson. Les 72 familles qui étaient dans la tour d'Assas, il n'en reste plus que 3, donc c'est une question de semaines pour qu'elle soit définitivement vide. La tour d'Assas qui, rappelons-le, est la tour la plus haute d'Occitanie, dont son urbanisme – c'est ainsi – a été extrêmement daté. Elle sera bien détruite, le chantier commencera en 2023. On « *n'appuiera pas sur un bouton* », parce que sinon on mettrait en situation de vulnérabilité les habitants autour, donc elle va être grignotée. Mais d'ici à l'intervention des entreprises, ce sera aussi un lieu de mobilisation des habitants par l'urbanisme transitoire dans le cadre des permis d'imaginer, pour justement impliquer dans la transformation du quartier.

Je veux préciser aussi que la destruction de la tour – et ça me permet d’aller vers une transition sur la délibération n° 8 – l’ensemble des matériaux ont vocation à rentrer dans un schéma d’économie circulaire, et vont faire l’objet soit de granulés pour un certain nombre d’investissements menés par le Conseil départemental, soit d’être présenté aux constructeurs sur tout ce qui pourra être récupéré – on présentera ça prochainement. Mais je veux ici confirmer le calendrier de 2024, parce que la politique de la ville rejoint la politique d’urbanisme, d’aménagement. Je veux vraiment dire que les effets frontières des communes, le travail avec les maires nous permet d’avancer.

Jean-Luc [SAVY], tu veux dire un tout petit mot ?

Jean-Luc SAVY

Très rapide, Monsieur le Président. C’était juste pour reprendre l’expression il ne s’agit pas « *d’effacer les frontières* » entre Juvignac et Montpellier : il s’agit de repenser les frontières entre Juvignac et Montpellier. Elles existent bien, ce fil d’eau qui nous « *sépare* », mais il faut organiser ces liaisons, ces frontières qui historiquement existent, entre l’ouest montpelliérain et puis le jardin qu’est Juvignac pour les Montpelliérains, et qui est tout à fait naturel. Aujourd’hui, bien sûr, les frontières ne sont pas effacées – je dis ça parce que les interprétations sont faciles et nombreuses.

Monsieur le Président

Les populistes s’emparent de toute expression qui pourrait être mal pensée : il y a bien une limite communale entre Juvignac et Montpellier, il y a bien un fleuve qui s’appelle la Mosson – dont on a parlé du risque inondation – et il y a surtout un projet de grand parc dans le cadre de la rénovation de la Mosson. Ce parc doit devenir le grand parc ouest de la Métropole et des habitants. C’est bien dans cet esprit que nous travaillons, et nous laisserons les populistes aux portes de cette Assemblée. Cher Jean-Luc [SAVY], en tout cas merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 8 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET SUEZ POUR LE PROJET D'ECOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE "HUB DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE ET SOLIDAIRE" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-F. AUDRIN entre en séance (annule la procuration donnée à M. Y. PELLET).

Mme C. GIMENEZ et M. H. MARTIN sortent de séance.

Mme J. FRECHE quitte définitivement la séance et laisse une procuration à M. L. NISON.

Monsieur le Président

Allez, François [VASQUEZ].

François VASQUEZ

Merci Président. Chers collègues. Je n’ai pas participé à l’échange sur la crise énergétique, donc je vais prendre un tout petit peu de temps sur cette crise énergétique, qui potentialise la crise des déchets – j’irai vite sur la délibération qui suit.

Cette crise énergétique qui s’annonce va potentialiser donc cette espèce de Léviathan, de monstre qui est la crise des déchets qui arrive. Je pense qu’on n’en prend pas franchement la mesure. Collégialement, tous et toutes, politiquement mais aussi même dans la presse, nous voyons se repenser une forme de déni sur la crise des déchets qui nous arrive. Je m’explique. Nous avons une crise énergétique – que je ne nie pas et qui nécessite toutes les mesures précitées – qui est à hauteur de 10 millions d’euros. Je rappelle que la crise des déchets va nous occasionner 20 millions d’euros en plus chaque année avant la fin du mandat : le déni fait que nous n’en parlons pas. Le déni fait que cette crise énergétique, on n’en mesure pas les conséquences sur la crise des déchets, et je ne jouerais pas mon rôle de Vice-Président de la Métropole en charge des déchets si je ne vous alertais pas là-dessus. J’ai depuis le début du mandat beaucoup rappelé et usé de métaphores maritimes et marines, à base de « *tsunami* » et de « *syndrome du Titanic* », pour alerter sur ces 20 millions d’euros qui arrivaient.

Mais il y a en fait pire que cela, il y a tout ce qui va se mettre en place si notre politique échoue, et qui va être encore plus funeste pour l'avenir, à moyen terme et à long terme de la Métropole. Parmi les éléments qui me font prendre la parole aujourd'hui devant vous avec cette détermination, il y a la crise énergétique et la crise des déchets – dont je viens de parler – mais le rapport de la Cour des comptes et le colloque « *Le Monde Nouveau* », qui je ne vous cache pas m'a laissé relativement encore une fois mélancolique. Prôner le monde nouveau, sauver la Méditerranée avec des « *mesurettes* » et avec une grosse volonté de vouloir changer les choses : j'ai noté beaucoup de bonnes intentions partout, de la détermination nulle part. Dans la presse, de l'anecdotique souvent, de l'essentiel rarement. J'ai fait une intervention à l'ouverture du colloque sur « *sauvons la Méditerranée* », et j'ai décrit le fléau qui nous attendait – c'est-à-dire la constitution d'une filière spécifique d'incinération des plastiques qui s'annonce pour nous et pour toutes les métropoles de France. J'ai alerté sur ce problème. Qu'a-t-il été traduit dans la presse ? Qu'il y avait des repair-café, des fresques du climat qui ont été mises en œuvre, quelques œuvres de bénévolat, bien utiles pour protéger la Méditerranée, que le ramassage sur les plages et la sensibilisation des enfants sauveront sans doute la Méditerranée.

Je pense qu'il arrive un moment où il faut finir par ouvrir les yeux, tous et toutes. Nous – services de la Métropole, les élus, collègues, maires présents – sommes impliqués. Je parle même de la presse pour la sensibilisation auprès d'un très large public. Nous avons cette mobilisation à faire, parce que je vous rappelle que 10 millions d'euros, par exemple, sont prévus l'année prochaine sur la crise énergétique ; mais je vous l'ai déjà dit, Mesdames et Messieurs : nous avons un tonnage de verre dans le bac gris qui nous occasionne tous les ans 6 millions d'euros. Va-t-on aller chercher cette gabegie ? Va-t-on mettre toutes les mesures sur la crise énergétique, baisser les tensions lumineuses, éteindre la ville la nuit et laisser 6 millions d'euros de gabegie sur le verre exclusivement ? Je ne parle pas sur les biodéchets, parce que la note est encore plus salée. Le vrai problème c'est que nous manquons toujours de ressources humaines, d'énergie.

Je sais qu'il y a eu des priorités pour respecter les engagements d'un mandat sur les mobilités, et c'est pour ça que je prends la parole aujourd'hui. Maintenant on a l'impression que les priorités vont éclipser la politique des déchets parce qu'il y a la crise énergétique. Encore une fois, personne ne prend la mesure de la crise des déchets et des 20 millions d'euros qui vont nous arriver. Je vous le signale, sans bouclier tarifaire, ni aide du Gouvernement, il n'y aura pas Total qui baisse de 20 centimes les prix sur l'essence, il n'y aura pas de mesures ni de « *mesurettes* » qui vont sauver la mise. Quand on parle de sortir les zones d'activités économiques de la collecte, c'est une œuvre et un courage collectif à mettre en œuvre, et c'est en cela qu'il faut que nous agissions ensemble et que nous ayons le courage politique de mettre ces éléments en place.

La lenteur de la mise en place de la stratégie zéro déchet va nous amener à la création d'une filière d'incinération spécifique des plastiques – je l'ai déjà annoncé lors de ma présentation et je vous remercie pour le vote unanime au mois de mars de la stratégie zéro déchet – mais je pense qu'on n'a toujours pas pris la mesure de ce problème. Si notre politique après deux ans et demi prend encore du temps à se mettre en place, nous allons être dans l'obligation – sous la pression d'ailleurs de certains lobbies industriels – de créer une filière de combustion des plastiques. Je vous rappelle que la crise énergétique étant tellement patente qu'on trouvera tout à fait légitime et pertinent de produire de l'énergie avec des plastiques brûlés.

Je tiens à vous alerter parce que c'est mon rôle après avoir travaillé 20 ans sur cette problématique, que si on peut faire de l'énergie avec du fioul, avec du bois, brûler des plastiques, ça n'est pas neutre. Le plastique n'a pas une composition stable, il y a des chlores, il y a des constitutions qui changent en permanence, qui font que quand on le brûle, il donne de grandes difficultés. Le problème de la combustion des plastiques a fait que la filière des cimentiers l'a abandonnée depuis des dizaines d'années. J'entends et je vois – et croyez-moi que je suis bien placé pour le savoir – se préparer des projets de fabrication de Combustibles Solides de Récupération (CSR). Préparons des CSR, brûlons des CSR et récupérons de l'énergie : la belle affaire. Si nous faisons ça, et je vous le dis – et au moins la captation publique pourra ne pas m'en exonérer – nous allons plonger Montpellier Méditerranée Métropole, après l'absurdité du traitement mécano-biologique (TMB) méthanisation, dans l'absurdité du TMB-CSR. C'est-à-dire que nous allons nous rendre compte qu'il va falloir perfuser d'argent public cette filière qui ne sera jamais rentable et qu'il faudra financer en permanence parce que personne ne voudra de ce combustible, parce qu'il polluera et parce qu'il ne produira pas d'énergie, il ne rendra pas le *reco*.

Mais par contre il y a un autre problème – et je l'ai dit à « *Sauvons la Méditerranée* » – vous voulez éviter les plastiques en Méditerranée ? Comment ? Si on met une filière d'élimination par l'incinération des plastiques, on va encourager et créer un appel d'air à la production à la source. Je vous affirme que cet appel d'air sera tellement conséquent qu'il va annuler les politiques intermédiaires, y compris la stratégie zéro déchet.

Autrement dit, il y a urgence à mettre en place notre stratégie zéro déchet, sinon nous n'éviterons pas cette incinération des CSR – ce n'est pour moi qui le voterai, vous en êtes tous bien conscients mais elle va venir inmanquablement. Il est temps d'appuyer sur *start* sur notre politique des déchets. Nous avons 20 millions à aller chercher. Il est temps de prendre les responsabilités collectivement. Quand j'entends René REVOL parler très justement aussi de « *changement de comportement* » et donc de communication très forte à avoir, et Renaud [CALVAT] qui dit que pour « *conserver nos marges de manœuvre financières et éviter une pression fiscale qui est inacceptable* » – et tu as raison Renaud [CALVAT] – eh bien il faut agir puissamment sur cette politique.

Et encore je n'évoque même pas tout ce qu'on va y gagner au niveau de la politique de l'économie circulaire !

J'ai voulu vous dire ça : le déni, ça n'est plus tenable, ni pour les finances ni pour l'environnement de notre Métropole. J'ai pris du temps pour ça mais c'était mon devoir.

Maintenant je vais vous parler rapidement de la délibération – qui elle me met en joie, par contre, je vais être donc bref. C'est une convention entre la Métropole et Suez afin de créer un hub de l'économie circulaire, sur la plateforme de Salaison à Vendargues. Suez ayant bien compris nos préoccupations – les échanges sont fréquents avec les multinationales des déchets, et nous travaillons aussi avec eux mais en étant maître de la commande, si vous voyez ce que je veux dire, pas en signant des parapheurs – ils nous ont mis à disposition une zone foncière sur la zone pour que nous puissions créer ce hub de l'économie circulaire. Ça va servir à quoi, rapidement ? À créer une économie industrielle, qui va permettre des emplois d'insertion, donc il y aura un effet de solidarité, de sensibiliser toute la zone de Vendargues au décret cinq flux pour les professionnels – on dit qu'il faut aider les professionnels à muter, eh bien là on va les aider. On va mettre en place des opérations pour collecter et valoriser des micros flux. Un exemple, les mégots : actuellement quand on les collecte, il faudrait les envoyer à Bordeaux ; nous on va les traiter pour les valoriser à Vendargues. On va agir en proximité et on va utiliser les ressources et les compétences de la Métropole conjointement avec celles de Suez et de ce groupe pour créer un comité de suivi et voir quels sont les projets vertueux éligibles à notre politique, pour être en phase avec nos demandes. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur VASQUEZ. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Rapidement, Véronique [NEGRET] et puis Madame TOUZARD.

Véronique NEGRET

Juste un petit mot pour donner raison à François VASQUEZ. Effectivement, j'ai bien conscience aussi que la question des déchets est une problématique particulièrement difficile. Quand on parle de déchets, en général on parle de collecte et de traitement, et on oublie de regarder en amont, c'est-à-dire la production des déchets. La production des déchets, chacun en est responsable. Mais la société de consommation et le manque d'intervention de l'État sur cette question-là aussi ! Effectivement il y a tout un travail à faire sur la réduction des déchets et la politique zéro déchet, pour moi, c'est la bonne politique. Merci.

Monsieur le Président

Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Simplement pour remercier François [VASQUEZ] et le soutenir à 100 %. Quand on sait que si on ne fait rien, avec les flux actuels, en 2035 le volume de plastiques est supérieur au volume de poissons : ça pose vraiment une grosse question. Je le rejoins entièrement, comme pour la méthanisation : attention au mirage des CSR. Renaud [CALVAT] parlait de cette échelle planétaire qu'on doit avoir au niveau énergétique. On ne va quand même pas rentrer dans une ère où on va brûler de l'énergie et du pétrole pour produire du plastique, pour emballer des biens de consommation qu'on reviendrait rebrûler à nouveau sur le territoire ! Ça n'aurait aucun sens, donc je le rejoins à 100 %.

J'ouvre la parenthèse de la méthanisation. J'ai appris par ma compétence agricole et alimentaire qu'il y a quelque chose qui émeut beaucoup dans le monde agricole. On en arrive à cultiver de la pomme de terre pour alimenter certains méthaniseurs, qui n'arrivent pas à fonctionner, parce que le lisier ne suffit pas, en termes de pouvoir de méthanisation, et il faut « *donner à manger* » à ces énormes digesteurs pour qu'ils fonctionnent. À l'heure où on a des concitoyens – excusez-moi je suis émue – qui n'arrivent pas à finir leurs fins de mois

et à manger correctement, en arriver à des dispositifs comme ceux-ci, je pense que tous les acteurs y compris les plus institutionnels, ADEME, etc., doivent vraiment re-regarder la politique nationale et locale en la matière. Il faut qu'on arrête de subventionner ces mirages.

Monsieur le Président

Plusieurs points. D'abord, cette délibération, elle est importante parce qu'elle va accompagner la logique d'économie circulaire. Deuxième aspect : il y a un rapport très dur sur la France et la gestion des déchets, qui a été produit par la Cour des comptes, qui est d'une sévérité absolue si on se compare à d'autres pays d'Europe. Troisièmement, le problème ici est connu : Castries a été fermé, nous n'avons plus de lieu aujourd'hui et ça a un impact sur les finances de la Métropole, parce que la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), l'export des déchets.

Nous avons adopté de manière très volontaire – et pour ça doté en postes – une stratégie zéro déchet. Le chiffre qu'a donné Monsieur le Vice-Président, il est éloquent. Je ne sais pas si on doit dire ce que la presse doit écrire, ça c'est son rôle, mais c'est vrai que n'arrivent dans les bacs à verre que 50 % du verre qui est consommé. Ça a un impact de 6 millions d'euros. Les actes de responsabilisation, ça compte, ça aide.

D'autre part, je veux prendre parfois les bonnes nouvelles. C'est quand les entreprises ici se déclarent « *territoires à mission* » et disent « *on va bannir le plastique à usage unique* », on embarque les acteurs – c'était la semaine dernière au printemps des réseaux. Par ailleurs, c'est une annonce : vous êtes tous conviés à l'ouverture de la foire expo. Le stand de la Métropole sera consacré à la stratégie zéro déchet. C'est un moment très fréquenté de sensibilisation. Vous allez voir apparaître dans les campagnes de communication, et ça a été très bien, on l'a vu, le MHB, etc., nos grands sportifs vont avoir valeur d'exemple, puisqu'ils vont s'impliquer personnellement. Enfin, je voudrais dire aussi qu'on a beaucoup évoqué la délinquance environnementale. Les déchets qu'on retrouve sur la voie publique parce que les gens pensent que l'espace public c'est chez eux – eh bien non. Nous avons mis en place la vidéo-verbalisation et nous commençons à vidéo-verbaliser là-dessus. La Métropole finance une vingtaine de déchetteries avec des agents qui permettent de trier : c'est aussi un enjeu.

On a là un énorme travail qui est encore devant nous. Les dispositifs d'économie circulaire y aident et je veux le préciser : il y aura un schéma d'ensemble pour accompagner le développement des ressourceries, de tous ces lieux qui permettent de quitter le modèle de l'économie linéaire et de faits sur, pas l'obsolescence programmée, mais l'usage unique, pour essayer de travailler sur toutes les logiques de réemploi.

Je propose de mettre aux voix cette affaire n° 8. Oui ? Rapidement.

Bernard MODOT

Une simple remarque, Monsieur le Président. Je pense quand même que, si on regarde un peu en arrière, les 20 dernières années, on peut dire quand même que le citoyen lambda de base a appris quand même à trier. On est parti de très loin. Quand on regarde Nicollin ramasser les poubelles, on se rend compte de plus en plus quand même que la poubelle grise contient de moins en moins et que la poubelle jaune contient de plus en plus. Ce n'est pas suffisant, ça n'enlève pas les problématiques que nous avons, mais le citoyen de base a fait quand même du chemin.

Monsieur le Président

Monsieur MODOT, je partage : il y a beaucoup d'efforts qui sont faits et c'est tant mieux. Mais la réalité c'est qu'aujourd'hui on a encore de la capacité – l'exemple du verre – et vous le voyez dans la multiplication des points d'apport volontaire sur le jaune, on a encore des marges de progression. Bien sûr qu'il y a un mouvement, et c'est pour ça que le moment venu on délibérera sur une fiscalité incitative, parce qu'il faut valoriser ceux qui trient, ceux qui agissent en responsabilité : eux ils doivent moins payer et ceux qui ne trient pas, ils doivent payer. C'est cet acte de responsabilisation. On s'arrête là.

François VASQUEZ

Un mot seulement, Président...

Monsieur le Président

Non François [VASQUEZ]. On s'arrête, parce que sinon...

François VASQUEZ

...sur la Cour des comptes. Je voulais dire : reprenez la délibération des 100 mesures, prenez le rapport de la Cour des comptes, vous verrez qu'elle valide à 100 % notre délibération du mois de mars. Voilà ce que je voulais dire.

Monsieur le Président

En tout cas j'invite tout le monde à lire ce rapport, parce qu'il est très illustratif. L'idée c'est d'aller donc vers cette fiscalité incitative. On met à l'amende d'ores et déjà ceux qui laissent leurs déchets sur la voie publique, alors qu'on a des déchetteries. C'est un minimum de savoir-vivre quand même qu'on peut avoir les uns les autres.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 9 : ATTRACTIVITE - CONVENTION FINANCIERE ENTRE L'ASSOCIATION DE PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ECONOMIQUES (APFTE) ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - REMBOURSEMENT DES SOMMES REÇUES DE RYANAIR - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes B. DEVOISELLE, C. GIMENEZ et M. H MARTIN entrent en séance.

Mme C. HART (avec le pouvoir de M S MANSOURIA) sort de séance.

M. M. REYNAUD sort de séance et laisse une procuration à Mme M MASSART.

M. J-N. FOURCADE quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire n° 9. Je donne la parole à Monsieur CALVAT – on va aller plus vite, sauf évidemment s'il y a des interventions, je rappelle : 3 minutes par orateur. C'est les flux touristiques, on récupère de l'argent.

Renaud CALVAT

Chers collègues, c'est une délibération importante. Comme vous le savez, dans les précédents mandats, l'Intercommunalité soutenait une association qui s'appelait l'AFPTE (Association de promotion des flux touristiques) qui permettait entre autres à Ryanair de pouvoir s'installer à Montpellier et de desservir Montpellier. Il y a eu un recours au niveau de la Commission européenne et Ryanair a été condamnée à rembourser aux différentes collectivités les sommes qu'elle avait reçues. Je vous représente au sein de l'AFPTE pour cela, et nous avons demandé le remboursement de ces sommes. Cela correspond à plus de 2,5 millions d'euros, donc ça n'est pas négligeable, qui vont revenir dans les caisses de la Métropole, Monsieur le Président.

J'attire votre attention sur une chose, c'est prévu dans le protocole d'accord que j'ai négocié en votre nom avec l'AFPTE : cette somme sera inscrite au budget, parce que Ryanair a fait appel de la décision de la Commission européenne. Si d'ici un an ou deux Ryanair gagne sur cet appel, nous devons bien évidemment rembourser cette somme-là. En revanche c'est un jeu d'écriture comptable que vous maîtrisez très bien : cet argent va pouvoir être investi dans les politiques de développement économique, d'attractivité pour le territoire, et donc nous signerons dans quelques jours la convention avec l'AFPTE pour pouvoir récupérer cet argent. Ryanair l'a déjà redonné, à AFPTE, et je remercie la Chambre de Commerce et d'Industrie avec laquelle nous avons travaillé sur ce dossier-là.

Monsieur le Président

Y a-t-il des questions ? Des demandes de prise de parole ? Monsieur PATERNOT, je vous demande d'être concis – on va essayer d'accélérer.

Bruno PATERNOT

Pour vous faire plaisir, je vais cumuler mes interventions sur la 9 et la 10 en même temps et comme je suis un petit rigolo, je vais commencer par la 10.

Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement. Quand on va à Orléans et qu'on cherche à aller au théâtre, il est écrit « *le théâtre* ». Quand on va chercher les lieux de danse à Montpellier, jusqu'à il y a très peu de temps,

c'était écrit « *ICI-CCNM-LRMP* » (Institut Chorégraphique International – Centre Chorégraphique National de Montpellier – Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées). L'auteur et l'écrivain que je suis est attentif au langage et au fait que les collectivités territoriales doivent simplifier les choses et dire les choses franchement et sincèrement. Dans la délibération n° 10, que je vous appelle à voter puisque le virage du tourisme durable commence petit à petit à arriver. On ne dit pas « *passer un bon moment* », mais on dit « *proposer de nouveaux moments d'expériences disruptifs à l'offre City break habituelle grâce au tourisme urbain* ». Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement.

De la même façon, sur cette affaire 9, ce qui se conçoit bien, aider les *low-costs* en leur donnant des subventions publiques s'énonce clairement et nous en payons aujourd'hui les frais d'avoir cherché à détourner les choses. Les élus écologistes n'avaient cessé de le dire depuis de nombreuses années et dans toutes les assemblées. Sous couvert de subventions accordées à cette association et par le truchement d'achats d'espaces publicitaires, c'est en réalité la filière du *low-cost* et Ryanair en particulier qui bénéficiait – j'espère que c'est au passé – chaque année d'une aide détournée accordée par différentes collectivités territoriales d'Occitanie sur les deniers publics. Cette pratique régulièrement dénoncée par de nombreuses associations dont Anticor, à qui il faut rendre hommage ici, avait fait l'objet de plusieurs avis très critiques rendus par la chambre nationale des comptes. La Commission européenne s'étant enfin saisie de cette question en 2019, nous soutenons bien évidemment cette délibération qui acte que les subventions accordées à l'APFTE étaient des aides déguisées à Ryanair – compagnie championne des pratiques scandaleuses, du *dumping* social, de l'évasion fiscale et je ne vous parle pas des conditions de travail. Nous appelons de nos vœux que cet argent qu'elle va rembourser à la Métropole puisse servir à soutenir des mobilités décarbonées, après avoir pendant plusieurs années subventionné un secteur très polluant. Faisons des partenariats avec la SNCF, nous avons d'ailleurs déjà commencé.

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT pour répondre.

Renaud CALVAT

Un petit rappel historique, Monsieur PATERNOT. Nous étions plusieurs élus ici, de tous bords – parce que vous pouvez ramener si vous le voulez à votre engagement personnel qui est plus que respectable – Monsieur MARTIN était à mes côtés et vous n'y étiez pas lorsque nous nous étions opposés à ces versements de subventions, je ne les avais pas votées – vous n'y étiez pas parce que vous n'étiez pas élu tout simplement, mais je suis persuadé qu'en tant que citoyen vous nous auriez soutenus à ce moment-là. Bien évidemment je suis très heureux de pouvoir vous présenter ce rapport, et je sais que Monsieur MARTIN ferait la même chose au sein du Conseil municipal de la Ville de Montpellier puisqu'il représente le Conseil municipal de Montpellier au sein de l'AFPTE. Bien évidemment, il n'y a pas d'autres subventions déguisées pour les compagnies *low-cost* depuis l'arrivée du Président DELAFOSSE. Mais j'attends aussi votre soutien et vos remerciements aux élus que nous étions à l'époque où nous étions opposés à ces versements déguisés. Je suis tout à fait d'accord avec vous, mais je suis toujours dans l'attente de vos remerciements et de votre soutien sur ce dossier-là que nous avons porté pendant des années avant que vous soyez assis à cette place, Monsieur PATERNOT.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur CALVAT. La Métropole va récupérer 2 777 572,94 euros qu'elle avait auparavant versés, malgré l'opposition relevée de certains élus dans cette Assemblée. Je veux moi avoir des mots appuyés à votre endroit, Monsieur CALVAT, parce que le nombre de coups de téléphones que nous passés sur ce dossier pour veiller à ce que précisément nous nous fassions rembourser ne fut pas négligeable. Nous y sommes. Alors la grande frustration pour vous et Monsieur MARTIN, c'est que comme vous êtes membre de l'Association et que vous êtes allés chercher l'argent, vous n'avez pas le droit de voter pour, vous ne devez pas prendre part au vote, ainsi que Madame GIMENEZ et Monsieur ASSAF. Voilà. Non mais, Hervé [MARTIN], je crois qu'il s'est fait ton porte-parole.

Hervé MARTIN

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Oui, mais je crois que tu as pu le constater. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Espérons que nous gagnerons en appel ce contentieux.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 10 : ATTRACTIVITE - CONTRAT DE DESTINATION MARQUE INTERNATIONALE "MONTPELLIER" ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, ATOUT FRANCE, LE COMITE REGIONAL DE TOURISME ET DE LOISIRS OCCITANIE, L'AGENCE DEPARTEMENTALE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE L'HERAULT ET L'AEROPORT MONTPELLIER MEDITERRANEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. NEGRET sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 10. C'est la participation de la Métropole sur ce qu'on appelle le contrat de destination, travailler en commun sur la visibilité du territoire – Monsieur PATERNOT l'a évoqué. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, Mme Eliane LLORET, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 9 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

AFFAIRE N° 11 : ANIMATION DU TERRITOIRE - OPERA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OCCITANIE - OPERA COMEDIE - CONVENTION D'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes F. BRAU et C. HART (avec le pouvoir de S. MANSOURIA) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 11. Je vais aller plus vite. C'est l'orchestre, la convention d'occupation temporaire de l'opéra Comédie. Y a-t-il des questions ? Abstentions ? Oppositions ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 12 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ÉCOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE (ENSAD), ÉTAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 12 : l'ENSAD. C'est pareil, la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pour les 4 années à venir, en lien avec l'État. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 13 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MAISON LOUIS JOUVET ET THEATRE DU HANGAR - CONVENTIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AVEC L'ASSOCIATION ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ART DRAMATIQUE (ENSAD) - SUBVENTIONS EN NATURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 13. Maison Louis-Jouvet et théâtre du Hangar ; convention d'occupation avec l'ENSAD. Y a-t-il des questions ? Des remarques ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 14 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SALLE VICTOIRE 2 - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ENTRE L'ASSOCIATION STAND'ART ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

[M. Y. NOSBE sort de séance.](#)

Monsieur le Président

Affaire 14. Salle Victoire 2 ; convention d'occupation temporaire du domaine public entre l'association Stand'Art et la Métropole. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Abstention ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Isabelle MARSALA.

AFFAIRE N° 15 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ANCIEN EVECHE - FIXATION DU MONTANT DE LA REDEVANCE POUR L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 15. Ancien évêché ; fixation du montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public : 30 euros le mètre carré pour 12 mois. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Des refus de prendre part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 16 : ANIMATION DU TERRITOIRE - RESEAU DES PISCINES - OPERATION TELETHON 2022 - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION FRANÇAISE CONTRE LES MYOPATHIES (AFM) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 16. Monsieur ASSAF : réseau des piscines, Téléthon 2022, convention entre la Métropole et l'AFM pour cette grande manifestation de soutien aux familles, aux patients, à la recherche. Y a-t-il des questions ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 17 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE SPORTS - EXERCICE 2022 - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 17. Attribution de subventions 2022. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 18 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE SPORTS - TROPHÉE TAURIN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - EXERCICE 2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. NEGRET et M Y. NOSBE entrent en séance.

Mme S. JANNIN quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir (annule la procuration de Mme P. MIRALLES).

Monsieur le Président

Affaire 18. Attribution de subventions dans le cadre du Trophée taurin. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame SERRANO, Jean-Luc [MEISSONNIER] et Monsieur MOYNIER. Allez-y, Madame SERRANO, et après on met au vote.

Célia SERRANO

Bonjour. Dès la deuxième phrase de cette délibération, nous parlons d'un sport « *attractif, spectaculaire et accessible* ». Ce qui est spectaculaire ici c'est la façon dont sont traités les taureaux, car il se passe encore en 2022 des pratiques cruelles dans bon nombre de manades d'élevage.

Je vais débiter pas quelques définitions, car nous soumettrons à cette Assemblée des propositions concrètes. La *ferrade* : c'est un marquage au fer rouge d'un veau pour qu'il puisse être identifié grâce aux cicatrices laissées sur sa peau. Il est nécessaire de le brûler en profondeur afin que l'épiderme soit atteint jusqu'à la racine des poils et ainsi éviter leur repousse. L'*escoussure* : c'est une méthode qui consiste à entailler à vif les oreilles des animaux avec des couteaux ou des ciseaux, afin de ciseler les formes qui permettront de distinguer les élevages dont ils proviennent. Le trident : composé de trois pointes de fer au bout d'un long bâton, il est employé pour trier les animaux et ainsi faire avancer le troupeau par la douleur qu'il engendre. Le *bistournage* : c'est la stérilisation de l'animal, également sans anesthésie. L'objectif est d'atténuer sa vivacité naturelle pour qu'il soit moins dangereux lors des courses et dans les champs. L'ablation des testicules – et je terminerai par ça, il y en a d'autres – de plus en plus de manades castrant les animaux en pratiquant une ablation des testicules, l'animal étant également conscient.

Les souffrances de ces animaux ne s'arrêtent pas aux manades. Les sévices se poursuivent au cours des différentes saisons de courses camarguaises, d'*abrivados* et de *bandidos*. Également, la course camarguaise, l'*abrivado* ou le *bandido* sont bien plus mortifères que la corrida pour les humains qui la pratiquent : chaque année ou presque les journaux nous apprennent la mort de participants lors de ces activités. Cet été, sur notre territoire, des bêtes ont eu leurs sabots brûlés par le goudron qui fondait.

Monsieur le Président, vous n'étiez peut-être pas au courant de ces pratiques. C'est pourquoi nous vous proposons quelques évolutions. Interdire la *ferrade* et l'*escoussure*, qui n'ont plus lieu d'être de nos jours car il existe actuellement d'autres méthodes indolores d'identification des animaux. Il serait possible d'identifier les animaux au travers d'une étiquette, dite « médaille », accrochée à l'oreille, et certains manadiers l'utilisent déjà. Rendre obligatoire l'anesthésie des animaux lors de la stérilisation. Supprimer les crochets lors des courses camarguaises : il serait possible de créer un nouvel outil sans lame et sans risque de blessure. Imposer l'installation de revêtements rembourrés et suffisamment épais sur l'ensemble des barrières et ouvrages sur lesquels les taureaux pourraient se blesser, leur attacher des guêtres de protection. Interdire l'utilisation des tridents pour trier les animaux : certaines manades ne le conservent déjà plus que pour le folklore.

Si le poids de cette culture est si fort, si cette tradition est aussi importante pour certains élus ici, pourquoi ne pas la faire évoluer ? Nous respectons toute culture commune, mais nous demandons la réforme des traditions qui engendrent des sévices envers les animaux et blessent même mortellement certains de nos concitoyens. Nous proposons que l'attribution de ces subventions soient conditionnée à la mise en place de pratiques plus respectueuses telles que je viens de les énoncer. Nous sommes prêts et prêtes à engager un travail pour faire évoluer ces pratiques en lien avec les acteurs concernés. Certains de ces acteurs reconnaissent ces pratiques et sont prêts à construire ce travail loin de tout dogmatisme. En attendant, les écologistes votent contre.

Je rappelle un dernier chiffre. Selon une étude réalisée en 2021, 80 % des Français se disent sensibles à la souffrance animale – 8 Français sur 10. Écoutons-les, écoutons-nous. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame SERRANO. Monsieur MEISSONNIER, Monsieur MOYNIER. Monsieur ASSAF apportera des éléments de réponse.

Jean-Luc MEISSONNIER

Écoutez, je suis principalement concerné, parce que je suis éleveur de taureaux camarguais et aussi de brebis – j'en parlerai plus tard. Vous parlez de pratiques effectivement qui se faisaient à l'époque par manque de moyens et de suivis vétérinaires. Il est évident qu'il y a une grande évolution qui s'est faite, puisque maintenant nous n'*escoussons* plus les taureaux, il n'y a plus de marquage au niveau de l'oreille. Quand vous parlez de médailles, elles sont obligatoires : un taureau qui n'est pas médaillé, le manadier, donc l'éleveur peut être poursuivi pour défaut sanitaire – donc là-dessus, je vous rassure, tous les taureaux sont médaillés. D'ailleurs quand vous amenez à l'abattoir – même si cela peut vous déranger – une bête où il n'y a qu'une médaille à l'oreille, il vous est refusé. Il faut qu'il y ait deux médailles, à chacune des oreilles, c'est un petit détail technique qui ne vous échappera pas.

Vous parlez des manades, je vais vous expliquer au-delà de la souffrance animale ce que représentent quand même nos manades. La Camargue, c'est 117 élevages qui représentent à peu près 2 000 cavaliers, 800 courses par an – je vous parlerai des retombées économiques après. Le taureau camarguais, en moyenne sur une année, va sortir au maximum une heure et demie, puisque vous savez qu'un taureau dans une arène a une prestation d'un quart d'heure. Le taureau camarguais – contrairement à ce que vous aviez soulevé la dernière fois par l'intervention de Madame RIBOT – ce n'est pas un animal de cirque : il ne fait pas une prestation et il n'est pas en captivité, puisque le soir il retrouve son milieu naturel.

Ces 800 courses dans l'année représentent un chiffre d'affaires de 60 millions d'euros qui sont repartis d'une manière où il y a un investissement de 6 millions d'euros pour arriver à ces 60 millions d'euros. Ces 6 millions d'euros, c'est 2 millions d'euros qui viennent de participation des collectivités comme la Métropole aujourd'hui, 2 millions d'euros des clubs taurins et 2 millions d'euros de la billetterie. Je vous laisse faire le rapport : 6 millions d'euros d'investissement, 60 millions d'euros de retombées économiques.

Mais c'est surtout ce lien social, qui est vraiment indispensable. Vous parlez des taureaux, certes, sur le goudron, des *abrivados*, des *bandidos*, des *encierros*, tout ce qui fait la joie et l'animation de nos communes, même les communes qui n'ont pas d'arène. C'est un moment festif, un moment de lien social, un moment

d'échange qu'attendent tous nos concitoyens.

Je suis un des premiers à être contre la souffrance animale, effectivement, mais il faut se rapporter au point qui concernait tout à l'heure nos amis de Villeneuve-lès-Maguelone : c'est tout un écosystème. Le jour où il n'y aura plus de taureaux camarguais, de taureaux espagnols élevés aussi en Camargue, plus de chevaux camarguais non plus, c'est tout un paysage qui va se bouleverser. Des pays qui ne sont pas d'une agriculture intensive vont passer en élevage intensif. Il va y avoir aussi des pays qui ne pourront pas être cultivés et nous allons nous retrouver vers des pays qui vont se refermer. Les lieux de nidification des oiseaux ne pourront plus être préservés. Ces paysages vont se transformer et on va aussi avoir un problème de salinisation. J'associerai aussi mes amis chasseurs : les chasseurs sont les premières sentinelles de tous ces paysages de Camargue où il faut une gestion des eaux douces pour éviter cette salinisation qui perturbe complètement l'écologie avec toutes ces zones de fortes submersions, le Rhône et le Petit Rhône, où on n'arrive plus à endiguer le sel quand il y a des coups de sud, de sud-est, avec les épisodes cévenols – et Dieu sait si c'est un gros problème.

Je dirai que je suis pour la préservation de toutes ces traditions. On dit « *traditions* », mais c'est culturel parce que c'est hyper important d'être vigilant. Il faut accompagner, ces traditions, cette culture. Moi je suis éleveur de brebis, donc j'ai des agneaux chaque année. J'ai plaisir à les voir gambader dans mes oliviers, mais j'ai autant de plaisir de les voir pendus dans ma chambre froide, parce que c'est de beaux gigots. Je suis épicurien, j'aime bien manger, et alors si vous n'aimez pas la viande, et bien moi je l'aime, et surtout quand je sais d'où elle vient je la savoure avec d'autant plus de plaisir. Je dirai que là-dessus je suis aussi solidaire de toutes ces traditions culturelles et de nos frères musulmans, parce qu'au moment de l'Aïd el-Kebir, s'il n'y avait pas ces traditions, ce lien social, ce moment de partage, on n'aurait pas ces fêtes-là. Il faut préserver ces traditions, que ce soit pour la culture de la tauromachie, la culture des chevaux. Vous savez, les chevaux de trait, c'est pareil : pourquoi ces races existent encore ? Parce qu'il y a de la boucherie chevaline. Le jour où il n'y aura plus de boucherie chevaline, il n'y aura plus d'élevage de chevaux de trait. Des races vont s'éteindre. Les taureaux *raço di Biou*, la race des taureaux braves vont s'éteindre si on n'y prend pas garde.

Je suis d'accord avec vous : il faut les accompagner. Il y a des retombées économiques qui sont évidentes. Par les temps qui courent, il est important de préserver ces retombées économiques, mais aussi de préserver tout ce qui fait le lien social de nos fêtes. Tout l'été, il y a des fêtes dans toutes les communes, les jeunes sont là, ils partagent, ils échangent. Le lien social, par les temps qui courent, c'est quelque chose de très important. Je le dis, je le répète : je suis pour la chasse, pour la pêche, pour l'élevage des taureaux espagnols, pour l'élevage des taureaux camarguais et aussi pour les fêtes de l'Aïd el-Kebir avec nos frères musulmans. Je vous remercie.

Applaudissements.

Monsieur le Président

Si on peut éviter. Je ne sais pas d'où c'est venu, mais si nous pouvons éviter, parce qu'on se respecte. Cette Assemblée ne s'est pas toujours honorée quand elle a eu ce type d'attitude de par le passé. Monsieur MOYNIER.

Arnaud MOYNIER

Merci, Monsieur le Président. Très rapidement, pour ajouter aux propos de Jean-Luc MEISSONNIER. J'aurais aimé que quelques collègues maires – mais je sais qu'ils afficheront leur soutien autrement – puissent marquer leur soutien à ces traditions plusieurs fois séculaires. Le marquis Falco DE BARONCELLI, en relançant la nation gardiane il y a plus d'un siècle, n'aurait pas imaginé un tel débat dans cette Assemblée dans la Ville de Montpellier. Tout l'est montpelliérain est fortement marqué de cette culture fortement teintée de Camargue et de Provence – c'est une réalité. Ça l'est un peu moins à l'ouest et encore, quoi que : je ne veux pas outrager mes camarades. C'est une culture séculaire que tout Languedocien apprécie.

Moi, personnellement, je n'ai jamais vu un manadier maltraiter ses taureaux. Alors, je suis bien moins *afficionado* que Jean-Luc [MEISSONNIER], mais j'ai un profond respect pour cette culture et j'aimerais qu'il en soit de même ici dans cette Assemblée, de la part des élus. Dernièrement, pour faire très court, c'est d'abord une culture paysanne que vous êtes en train d'insulter. Cette culture paysanne qui est en train de disparaître de notre Métropole. Aujourd'hui j'aimerais afficher mon soutien. Ce sont d'abord des éleveurs de taureaux, les mêmes que vous avez dans le centre de la France qui élèvent les vaches. Ils font un travail quotidien, tous les jours ils sont sur leur tracteur ou leur cheval – je ne sais pas – avec peut-être leur trident pour pousser un peu aux fesses le taureau qui ne veut pas avancer, mais bon je ne pense pas que ça le fera mourir. J'ai envie

de vous dire une seule chose, Madame : laissez-nous vivre. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur ASSAF, pour quelques éléments de réponse, puis je clôturerai le débat.

Christian ASSAF

Qu'est-ce que je pourrais rajouter à ce que mes collègues ont dit ? Sur le fond, Madame SERRANO, vous savez bien qu'il y a un désaccord, mais je veux ici regarder le verre à moitié plein. Si je compare les deux interventions, celle qu'il y a eu l'année dernière émanant de votre groupe et celle d'aujourd'hui, je constate une évolution. S'il s'agit de discuter ensemble des améliorations – d'ailleurs qui bien souvent sont déjà apportées. Je vous avais l'année dernière invitée à venir visiter une manade avec nous, je vous invite à venir dans les arènes de Baillargues, où vous pourrez vous rendre compte que les barrières sont déjà adaptées pour éviter que les raseteurs et que les taureaux puissent se blesser – mais le Maire de Baillargues et mon ami Jean-Luc MEISSONNIER pourrait préciser cela, je parle sous son contrôle.

S'il s'agit non pas d'une opposition frontale, Monsieur le Président, à une culture à laquelle beaucoup ici sont attachés, mais d'envisager ensemble les évolutions qui pourraient être apportées, moi je vous le redis – je l'ai dit l'année dernière à Madame RIBOT, je vous le dis Madame SERRANO aujourd'hui – nous sommes à votre disposition pour organiser des rencontres, des visites, avec l'ensemble des manades qui participent au Trophée taurin, avec l'ensemble des clubs taurins qui participent à ces opérations, avec les Maires qui organisent ces spectacles taurins pour qu'on voit ensemble le chemin pour en sorte de nous rapprocher.

Si par contre c'est une façon masquée de nous faire renoncer aux cultures taurines auxquelles nous sommes attachés, nous, élus, Maires, mais pas seulement, le dialogue sera impossible. Je ne peux que vous redire et vous relancer l'invitation que j'avais faite l'année dernière. S'il s'agit de discuter ensemble, peut-être de lever des incompréhensions voire apporter des améliorations – j'entends une partie des remarques qui sont les vôtres et sur lesquelles nous pouvons réfléchir – si on est dans cet état d'esprit-là, alors je ne doute pas que l'année prochaine, qui sait, vous voterez cette délibération.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur ASSAF. Monsieur PELLET, un tout petit mot. Je sais que c'est un débat qui vous tient à cœur.

Yvon PELLET

Un seul petit mot, simplement pour remercier Jean-Luc MEISSONNIER de son intervention très technique et très claire, et mes collègues Arnaud [MOYNIER] et Christian [ASSAF], et apporter toute la solidarité des Maires de l'est de la Métropole. Et même de l'ouest, parce qu'à côté j'ai mon ami Jean-François AUDRIN qui a de belles arènes et de belles traditions à Saint Georges d'Orques. Ces traditions-là, elles sont de chez nous, elles sont ancrées chez nous. Cette évolution, on l'a faite – Jean-Luc [MEISSONNIER] en a parlé longuement – alors arrêtons d'avoir des idées préconçues. Venez voir sur le territoire, venez partager avec nous ces bons moments et voir comment les bêtes sont bien bichonnées, et après vous discuterez. Ça suffit.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PELLET. Je voudrais dire quelques mots. Il se trouve que dans mes fonctions de Président de la Métropole j'ai été invité à assister à une course camarguaise ou dans une manade. Je tiens à remercier nos manadiers qui prennent soin de nos grands paysages, et qui les préservent – c'est le premier point.

Le deuxième point, je crois que la proposition de Monsieur ASSAF, elle est juste, et on voit des professionnels qui font évoluer leurs pratiques dans un monde qui change, et c'est nécessaire. Ce travail, il peut se faire et il faut le saisir au bond. Parfois même on voit que les gens vont bien plus loin que ce qu'on pouvait imaginer.

Enfin, je crois que ce trophée taurin, c'est effectivement une partie de l'identité, des traditions qui existent sur le territoire et qui jouent un rôle important. C'est pour ça que Monsieur ASSAF présente cette affaire-là, que j'invite à voter favorablement pour les soutenir. Il nous faut un travail d'échange sur cette question, qui est une question éthique qui arrive dans nos sociétés du bien-être animal. J'observe que dans les manades ce sujet, il est bien plus pris en compte que les représentations que l'on peut en voir.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Catherine RIBOT
Intervention hors micro.

Monsieur le Président
Non, mais Madame RIBOT, s'il vous plaît...

Catherine RIBOT
Intervention hors micro.

Monsieur le Président
Alors dites en une phrase s'il vous plaît.

Catherine RIBOT
Oui, en une phrase. Il ne fallait pas me nommer dans ce cas-là : j'ai été nommée deux fois. Je voudrais juste simplement vous dire, puisque ces Messieurs sont intervenus et m'on nommée, donc au moins je peux avoir un droit de réponse. Simplement dire...

Monsieur le Président
Rapidement.

Catherine RIBOT
Rapidement, oui rapidement. Rendez-vous, rendez-vous à nous tous, là, quand nos petits-enfants nous demanderont des comptes sur le vote que nous allons faire maintenant. Rendez-vous dans 10 ans ou dans 20 ans, d'accord ?

Intervention hors micro.

Catherine RIBOT
Attendez, Monsieur ASSAF, qui soutenez Monsieur le Maire de Baillargues, vous m'avez invitée effectivement au mois de mars. Évidemment je ne suis pas venue. Vous me réinvitez encore aujourd'hui, d'accord ? Vous venez de le dire. Alors moi, il est normal que je vous donne rendez-vous dans 10 ans ou dans 20 ans, quand nous aurons des comptes à rendre aux nouvelles générations.

Christian ASSAF
Intervention hors micro.

Catherine RIBOT
Ce n'est pas certain.

Monsieur le Président
Merci Madame. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 10 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

AFFAIRE N° 19 : CYCLES DE L'EAU - TRAVAUX DE DESSERTE ET D'EXTENSION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT - CONVENTION DE PARTICIPATION POUR LA REALISATION D'EQUIPEMENTS PUBLICS EXCEPTIONNELS ENTRE L'ENTREPRISE MICROPHYT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président
Affaire n° 19. Travaux de desserte et d'extension du réseau d'assainissement. Est-ce qu'il y a des points en particulier, Monsieur le Vice-Président, sur cette affaire ? Allez-y

René REVOL

Ça concerne Baillargues. Effectivement il y a une entreprise qui veut se raccorder au réseau : tout a été vérifié, c'est possible. Ce raccordement est financé par l'entreprise, donc faisons-le.

Monsieur le Président

Alors votons-le de manière unanime. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 20 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - SERVICE DE SUSSARGUES - CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIERE D'ACHAT D'EAU POTABLE EN GROS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA REGIE DES EAUX ET LE SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE (SMGC) - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes V. BRUNET, C. GIMENEZ, et M. M. ASLANIAN (avec le pouvoir de M. S. COTE) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 20. Eau potable ; service de Sussargues ; convention technique et financière d'achat d'eau potable, en gros entre la Métropole et la Régie des eaux.

René REVOL

C'est relativement simple. Les deux délibérations concernent Sussargues et Saint-Brès, qui sont à l'intérieur du périmètre du Syndicat Mixte Garrigues Campagne, mais qui appartiennent à la Régie. Pour reconstituer les ressources, notamment à Sussargues, et puis pour améliorer la desserte de Saint-Brès, nous sommes entrés en discussion, naturellement, avec Garrigues Campagne qui fournit l'eau pour ces régions. Il y a eu un investissement dans une nouvelle usine d'eau, et nous partageons la charge avec eux. La négociation a abouti à ce que nous payions 13 centimes de plus, mais je précise que pour les abonnés il n'y aura aucune augmentation : ça fait partie de notre politique de sécurisation d'accès à l'eau potable pour ces communes comme pour les autres.

Monsieur le Président

Ok. Y a-t-il des questions ?

Je voudrais en profiter, Monsieur le Vice-Président, Monsieur le Président de la Régie, pour avoir des mots à l'endroit des équipes de la Régie. Cet été, il y a plein de départements qui ont procédé à des restrictions d'eau. Le Var, en ce moment ce sont les Côtes-d'Armor – c'est absolument improbable. La question de la ressource en eau devient un enjeu stratégique. Les équipes de la Régie sont très volontaristes pour lutter – vous l'avez dit tout à l'heure – pour éviter les pertes que nous avons sur le réseau. On pourrait les différer. Des fois sur les réseaux sociaux, on arrose, il pleut et les gens disent « *ce n'est pas sérieux* » et ils ont raison, et on essaye de corriger cela. Mais la pire des fuites c'est celle qu'on ne voit pas. Ce sont les réseaux d'eau souterrains qui sont parfois des tuyaux percés. Beaucoup de gens disent qu'il y a beaucoup de chantiers dans la ville-centre mais aussi dans d'autres endroits, et chaque fois qu'il y a ça, il y a le courage des équipes de la Régie d'aller changer les réseaux pour les sécuriser. C'est ce qui est fait au nord à l'occasion des travaux du tramway, c'est ce qui va commencer au sud à l'occasion des travaux du tramway, c'est ce qui se fait sur la rue Saint-Louis en ce moment, c'est ce qui va commencer lundi prochain sur la rue du Professeur-Forgue où là nous perdons 4 000 m³ d'eau parce que le tuyau est complètement percé. Après travaux, ce sera rouvert. Je veux vraiment saluer l'engagement des équipes. C'est très ingrat pour nous tous, les maires, sur ces dossiers-là, mais si nous différons les travaux, nous prenons le risque à la fois de consommer davantage la ressource du Rhône, sur laquelle nous sommes obligés parfois de faire appel d'une part, et d'autre part nous risquons d'avoir des restrictions d'eau. L'eau coule, il n'y a pas de problème ; mais si elle coule, c'est parce que précisément les équipes de la Régie suggèrent de manière très volontaire la réalisation de travaux – je tenais à vous le dire. Au moment où on fera l'adoption du tarif d'écoresponsabilité de l'eau, on fera un bilan sur tous les travaux qui ont été engagés, pour indiquer l'économie de la ressource que nous avons accomplie par ces chantiers qui parfois apparaissent durs et souvent très ingrats, mais ô combien stratégiques. Oui ?

René REVOL

Juste un mot pour appuyer complètement. Vous pouvez savoir qu'on est à vos côtés à ce sujet.

Monsieur le Président

Tous les maires.

René REVOL

Il faut voir que nous nous sommes fixés comme objectif en 2026 d'atteindre un rendement du réseau de 85 %, alors qu'on était à 79 il y a quelques années. Aujourd'hui le bilan sur 2021 nous amène à 84,7. Nous risquons d'atteindre cet objectif avant la fin du mandat et on continuera à améliorer. C'est lié au fait d'avoir investi systématiquement dans le renouvellement des réseaux dès que ceux-ci étaient en difficulté. Naturellement, les travaux du tram ont pu apparaître gênants, mais nous ont permis d'améliorer encore ce résultat, alors que le prix de l'eau depuis 2016 n'a pas bougé et qu'en prix constant, il a baissé. Cet effort, il faut le poursuivre. Naturellement, on en parlera au moment de la nouvelle tarification.

Monsieur le Président

Merci beaucoup C'est un chiffre très important que vous venez de donner : 85 %. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 21 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - SERVICE DE SAINT-BRES - CONVENTION D'ACHAT D'EAU POTABLE EN GROS ET DE PARTICIPATION FINANCIERE AUX TRAVAUX D'ADDUCTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA REGIE DES EAUX ET LE SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE (SMGC) - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 21. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 22 : CYCLES DE L'EAU - PROJET DE SOLIDARITE INTERNATIONALE - PROJET "CLES EN MAIN : LES TERRITOIRES FACE AUX ENJEUX DE LA GESTION DURABLE DE L'EAU" - CONVENTION DE PARTENARIAT MULTIPARTITE AVEC OCCITANIE COOPERATION - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 22. Projet de solidarité internationale, clé en main : les territoires face aux enjeux de la gestion de l'eau. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur REVOL ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 23 : SOLIDARITES - FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES - AIDES COLLECTIVES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS 2022

Monsieur le Président

Affaire 23. Fonds métropolitain d'aide aux jeunes, aides collectives et attribution de subventions. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Hind EMAD, M. Joël RAYMOND, M. François RIO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 24 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - PARTICIPATION DE TOTAL ENERGIES POUR L'ANNEE 2022 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 24. C'est le FSL qu'évoquait Madame GIMENEZ. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 25 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - PARTICIPATION DE MINT ENERGIE POUR 2022 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 25. Madame GIMENEZ, FSL. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 26 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 70 LOGEMENTS SOCIAUX DANS LES COMMUNES DE BAILLARGUES, LATTES, MONTPELLIER ET SAINT-BRES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. F. LAFFORGUE quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. J-L. MEISSONNIER.

Monsieur le Président

Affaire 26. Construction de 70 logements sociaux à Baillargues, Lattes, Montpellier, Saint-Brès, et attribution à la SA HLM FDI Habitat. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 27 : SOLIDARITES - INTERVENTION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE EN FAVEUR DE LA RENOVATION DE L'HABITAT PRIVE - REGLEMENT ATTRIBUTIF - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°14553 DU 29 MARS 2017 - APPROBATION

M. M. REYNAUD entre en séance (annule le pouvoir donné à Mme M. MASSART).

Monsieur le Président

Affaire n° 27. Intervention de la Métropole en faveur de la rénovation de l'habitat privé ; modification de la

délibération n°14553 du 29 mars 2017. Y a-t-il des questions auprès de Madame VASSAS-MEJRI ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 28 : ENVIRONNEMENT - APPEL A PROJETS FRANCE-SENEGAL 2022 - COOPERATION DECENTRALISEE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE RUFISQUE, LA VILLE DE MONTPELLIER, LE CIRAD, LE GRDR MIGRATION-CITOYENNETE-DEVELOPPEMENT, LA SOMIMON (MIN MERCADIS) ET L'ASH - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. VASSAS-MEJRI sort de séance (avec le pouvoir de Mme E LLORET).

Monsieur le Président

Affaire n° 28. Appel à projets France-Sénégal 2022 ; coopération décentralisée entre la Métropole, le Département, le Conseil départemental de Rufisque, la Ville de Montpellier, le CIRAD, le GRDR migration-citoyenneté-développement, la SOMIMON et l'ASH. On en a beaucoup parlé. D'ailleurs, le MIN qui fête ses soixante ans demain, auquel vous êtes tous conviés. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 29 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 29. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « développement économique et emploi ». Y a-t-il des questions auprès du rapporteur ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 30 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE (P2A)" - EXERCICE 2022 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 30. Attributions de subventions dans le cadre de la politique, de la P2A. Y a-t-il des questions auprès de Madame TOUZARD ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 31 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE TRANSITION ÉNERGETIQUE ET ÉCOLOGIQUE - EXERCICE 2022 - APPROBATION

Mme C. VASSAS-MEJRI entre en séance (avec le pouvoir de Mme E. LLORET).

Monsieur le Président

Affaire 31. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « *transition énergétique et écologique* », exercice 22. Y a-t-il des questions ? Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Ce n'est pas des questions, juste un petit complément d'information. Pour la première fois cette année va être organisé sur Montpellier salon AdNatura, qui est un salon professionnel d'envergure nationale, sur la question de l'ingénierie écologique et la Métropole soutient fortement ce projet et aura un stand à ce salon, qui est organisé par l'Université de Montpellier et les étudiants.

Monsieur le Président

D'où la subvention à l'Université. Merci beaucoup. Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Roger CAIZERGUES, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Régine ILLAIRE, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 32 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS 2022 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES COMMUNES DE PRADES-LE- LEZ, BEAULIEU, VENDARGUES, SAINT GENIES DES MOURGUES ET BAILLARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 32. Aménagement durable. Il s'agit des fonds de concours 2022 entre la Métropole et les communes. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 33 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - CONCERTATION PREALABLE AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE PROJET ET LES IMPACTS DU LYCEE ET DES AMENAGEMENTS ASSOCIES - BILAN DE CONCERTATION PREALABLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 33. Commune de Cournonterral ; concertation préalable au titre du Code de l'environnement sur le projet et les impacts du lycée qui ouvrira en septembre 2025. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

**AFFAIRE N° 34 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE COURNONTERRAL -
CONCERTATION PREALABLE AU TITRE DU CODE DE L'URBANISME - DECLARATION
D'UTILITE PUBLIQUE EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DE PLAN LOCAL
D'URBANISME POUR LA REALISATION DES ACCES MULTIMODAUX AU FUTUR LYCEE ET
A LA HALLE DES SPORTS - BILAN DE LA CONCERTATION - APPROBATION**

Monsieur le Président

C'est peut-être sur cette affaire 34. Commune de Cournonterral ; concertation préalable au titre du Code de l'urbanisme, sur la DUP emportant mise en compatibilité du PLU. Pour le lycée de Cournonterral, ouverture 2025. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 10 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Isabelle TOUZARD.

**AFFAIRE N° 35 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE COURNONTERRAL -
DECLARATION DE PROJET PORTANT SUR L'INTERET GENERAL DE LA ZONE
D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) CANNABE - APPROBATION - AUTORISATION
SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire 35. Commune de Cournonterral ; déclaration de projet portant sur l'intérêt général de la ZAC Cannabe. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

**AFFAIRE N° 36 : HORS COMMISSION - COMMUNE DE FABREGUES - SITE HELIOS -
INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES - PROTOCOLE D'ACCORD - APPROBATION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire 36. Commune de Fabrègues ; site Hélios pour les industries culturelles et créatives (ICC). C'est un lieu, cher Jacques [MARTINIER], qui a été acquis par la Métropole pour pouvoir implanter des activités autour des ICC. Je profite pour saluer Monsieur le Maire : le domaine de Mirabeau sur lequel nous sommes engagés aux côtés de la Commune, a été retenu pour le loto du patrimoine, c'était un moyen d'obtenir des subsides supplémentaires après le jardin des plantes. Y a-t-il des questions sur ce dossier ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 37 : AMENAGEMENT DURABLE - MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE JUVIGNAC - DISPENSE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 37. Modification du PLU de la Commune de Juvignac, modification n° 2. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 38 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE LATTES - ODE A LA MER - PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME - BILAN DE LA CONCERTATION - APPROBATION

M. M. SEBLIN quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme V. BRUNET.

Mmes V. BRUNET (avec le pouvoir de M. M. SEBLIN), C. GIMENEZ, et M. M. ASLANIAN (avec le pouvoir de M. S. COTE) entrent en séance.

Monsieur le Président

Commune de Lattes ; Ode à la mer ; procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU, à la suite de la concertation. Y a-t-il des questions ou intervention ? Madame OLLIER, allez-y.

Clothilde OLLIER

J'étais un peu surprise qu'on puisse classer ça dans « *aménagement durable* ». C'est vrai qu'à la Mairie de Montpellier on plante des piscines en béton, alors finalement il n'y a plus rien qui va me surprendre.

Le projet Ode à la mer a été et reste aujourd'hui controversé. Mais pas une controverse de posture, politicienne, non. Il s'agit plutôt d'une vraie divergence politique, de fond. Il s'agit de répondre à cette question : « *comment voulons-nous aménager l'espace urbain ?* » C'est dans la réponse à cette question que nous avons une opposition. Votre vision est celle du monde d'avant, un monde écocide, un monde dont personne ne veut, un monde du *business as usual*. Alors dans votre monde, on continue les surfaces commerciales, 100 000 m² dans la version que vous proposez. On bétonne beaucoup, on renature un petit peu ailleurs. On organise une concertation le 22 juillet, en plein été, et cela semble vous satisfaire. Pour nous, réinvestir l'espace urbain part d'une bonne intention, mais pas en reprenant les principes et méthodes qui ont précipité notre Métropole dans la congestion et la bétonisation que nous connaissons aujourd'hui.

À ce titre, l'exemple parfait de ce qu'il ne faut pas faire se situe un tout petit peu plus loin, à Pérols. Dans ce projet Ode à la mer vient se greffer une autre problématique : le nouveau stade. Il semble que l'on n'en a pas souvent parlé, dans cette Assemblée, à mon grand regret. Je voudrais rappeler notre opposition et vous poser solennellement une question. L'évidence, c'est que construire un nouveau stade alors qu'on pourrait rénover est une aberration. À l'heure de l'urgence climatique, ce genre de montage et de montagne de béton est déjà obsolète, avant même d'être bâti. C'est une bêtise également de déraciner un stade dans son quartier historique, d'en installer un nouveau dans une zone déjà congestionnée.

Je voudrais aujourd'hui des éclaircissements, parce que les informations qui nous parviennent par la presse notamment sont assez préoccupantes. Il a été confirmé que la Caisse des dépôts et consignations va participer au financement de ce nouveau stade. Je rappelle que la Caisse des dépôts, c'est une institution publique chargée entre autres d'accompagner les collectivités sur des projets d'intérêt général et de transition écologique. Mais surtout, c'est une institution chargée d'investir l'épargne des Français à travers leur livret A ou leur livret d'épargne populaire. À ce titre d'ailleurs, on pouvait lire dans la presse que Éric LOMBARD en juillet – le Directeur général de la Caisse des dépôts – appelait à « *interdire les investissements néfastes pour l'environnement* ». Un investissement non conforme à cet objectif doit être absolument annulé, supprimé.

Si je résume la situation, l'épargne des Français va contribuer à financer à Pérols un stade parfaitement inutile, écocide et extrêmement coûteux. Monsieur le Président, depuis plus de 2 ans, vous nous avez vendu l'idée d'un stade financé à 100 % par le privé, mais c'est faux. L'argent des habitants de la Métropole – nous le disons depuis le début – va évidemment être mobilisé pour construire les routes autour du stade, raccorder

tous les réseaux, électricité, eau, etc. C'est déjà un scandale en soi. Mais on voit ici que désormais c'est aussi l'argent des Français qui va être mobilisé à travers leur épargne.

Chers collègues, je sais que certains d'entre vous partagent cette interrogation. Alors je vous le demande aussi à vous, ainsi qu'au Président : où est l'intérêt général dans cette manœuvre ? Est-ce qu'on ne devrait pas prendre le temps d'en débattre tous ensemble ? Monsieur le Président, j'ai donc une question simple et claire : est-ce que vous confirmez que le futur stade de Pérols ne sera pas financé à 100 % par le privé ? Comment justifiez-vous ce changement total de nature du projet au regard de l'intérêt général ?

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER et Monsieur RICO, qui sont des Maires et qui vont nous faire part, eux, de leur impatience sur ce dossier.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, je vais vous laisser répondre sur le stade, puisque vous savez que j'ai aucun goût à répondre sur le stade, parce que je ne pense pas que ce soit le meilleur emplacement pour le mettre, et beaucoup m'ont déjà entendu sur la question.

Ceci étant, permettez-moi de remercier Madame OLLIER, tout simplement parce que, grâce à elle, on va enfin parler d'Ode à la mer. Non pas par voie de presse ou par déclaratif politique de défense d'intérêts divers et variés. Ode à la mer, c'est un programme qui est né en 2006 et qui a remporté tous les suffrages en matière d'écocité, y compris a été retenu au grand emprunt qu'avait décidé et piloté le Gouvernement, avec à sa tête Michel ROCARD et Monsieur JUPPÉ.

Ode à la mer, c'est quoi ? Je suis particulièrement énervé d'en entendre parler par des gens qui ne savent pas de quoi on parle. Ode à la mer, c'est tout simplement la requalification des zones commerciales qui sont le long de l'avenue de la Mer, pour plusieurs raisons. Premièrement, parce que quand on l'a imaginé en 2006, qu'est-ce qu'on dit ? Je sais bien que tout ce qu'on a fait dans le passé n'est pas terrible, qu'on était nul et qu'on est la génération qu'il faut mettre au pilori. Quand on écrit le SCoT en 2006, on dit que ça suffit, il faut arrêter les lotissements. Tous les maires de la première ceinture tout du moins les ont arrêtés, pour passer à quelque chose qui était unimaginable par nos populations : la création de zones un peu plus urbanisées. Puis on dit qu'il faut arrêter d'utiliser les zones naturelles et les zones agricoles, il faut les laisser à leur vocation initiale, d'abord parce qu'on va avoir besoin de zones agricoles pour accueillir nos agriculteurs et nourrir nos populations et puis parce que nos zones naturelles c'est la richesse de notre territoire. Quand on parle de Pérols et de Lattes, on a aussi la problématique hydraulique.

Alors on invente Ode à la mer, on regarde ces zones des années 70 qui sont des zones moches, qui sont à modifier, qui sont à retravailler en matière d'urbanité. Comme le disait Bernard REICHEN avec lequel on a, lui et moi, inventé Ode à la mer – c'est l'urbaniste, Bernard REICHEN, pour ceux qui ne le connaissent pas, un des plus grands urbanistes européens – dans les années 50 les commerces ont quitté le dessous des villes pour aller à 3 km, avec des voies rapides et des parkings à perte de vue, imperméabilisés et puis maintenant, notre challenge à l'aube du XXI^e siècle, c'est de ramener la ville sur les commerces. Cette ville des 15 minutes dont vous me rabâchez les oreilles régulièrement, nous l'avions déjà imaginée en 2006, et c'est ça Ode à la mer.

Ode à la mer avait plusieurs éléments. Le premier élément, sur Pérols, la grande partie de la zone commerciale de Fenouillet est faite sur un bassin de rétention. Eh bien nous avons comme premier objectif de raser tous les commerces qui sont sur cette zone pour faire un énorme parc et refaire un bassin de rétention. En plus, à l'époque, sur la partie lattoise qui est à l'ouest de Fenouillet, il y avait une zone d'urbanisation. J'ai rendu plusieurs dizaines d'hectares afin que de ce bassin de rétention, ce futur parc du Fenouillet sur la Commune de mon ami Jean-Pierre RICO, on puisse aller par une coulée verte sur la montagne de Bellevue, aller rejoindre les étangs du Méjean. Ça, c'est l'essentiel.

Après, il est question de quoi ? Il est question tout simplement, petit à petit, au fur et à mesure que le commerce rencontre des difficultés de rentabilité en particulier pour les propriétaires fonciers, de raser ces boîtes de conserve dans lesquelles on va tous faire nos achats, divers et variés, et puis à la place de construire des bâtiments dans lesquels on va mettre de la mixité sociale, de la mixité d'utilisation. On va remettre à certains endroits en pied d'immeubles des commerces avec une logique que maintenant tout le monde connaît.

Mais je vous rappelle que c'était en 2006. On a inventé ça, nous, avec 15 ans d'avance. On était largement en avance sur tout et puis les affres de la politique locale ont fait qu'on a perdu beaucoup de temps et que la SA3M qu'on avait créée en grande partie pour ça, avec Georges FRÊCHE, n'a pas joué son rôle dans la mise en œuvre de ce dossier. Maintenant on est en train d'essayer de rattraper le retard pris. En particulier on travaille dans des méthodes et des concepts, des process qui n'existaient nullement et qu'on a inventés et qui font école au niveau national et européen.

Excusez-moi, je suis un peu long, mais je suis tellement agacé sur le sujet. L'élection municipale montpelliéraine a retiré un des objets d'Ode à la mer, mais qui n'est pas Ode à la mer : c'est *Shopping promenade*. Alors pourquoi ? Tout simplement parce que quand on a inventé en 2006 Ode à la mer, on s'est dit, puisqu'il va falloir qu'on déplace les commerces pour pouvoir construire à la place où ils sont aujourd'hui, avec une volonté également de désimperméabilisation forte – puisque c'est à peu près 93 % du territoire de ces centres commerciaux qui est en imperméabilisation à cause des parkings – eh bien il faut qu'on ait un centre commercial qui reçoive l'ensemble de ces commerces, un *retail* comme on dit – tout à l'heure on a parlé de « *business as usual* », donc on y va, parlons anglais. Ce *retail*, on l'avait décidé avec Antoine FREY autour des nouvelles conceptions de *showroom*, etc.

L'élection montpelliéraine, comme souvent, a des impacts qu'on néglige trop souvent sur les communes avoisinantes. Petit silence. Et vice versa sûrement. Mais la mère des batailles, c'est Montpellier, comme on le disait à l'époque. Donc l'élection montpelliéraine a fait que tous les candidats à l'élection montpelliéraine ont décidé d'annuler *Shopping promenade*. Dont acte. C'est moins grave que prévu. Pourquoi ? Parce que, malheureusement ou heureusement, le commerce tel qu'on le connaissait dans les années 90 est en train de périlcliter en raison de l'arrivée d'internet et des nouveaux modes de consommation. Certes on mettra sûrement 10 ans de plus. J'avais prédit la fin d'Ode à la mer en 2035 – en 2006 j'avais prédit qu'on finirait en 2035. On finira sûrement un peu après, mais on va y arriver.

Et on va arriver à quoi, Madame OLLIER ? Merci de nous avoir reposé la question et à tous ceux qui avaient une forte envie de la poser mais qui ont été précédés par Madame OLLIER – comme je vois certains qui me font la moue de remercier Madame OLLIER, moi je remercie tout le monde ici, c'est le débat démocratique. On fait quoi ? Eh bien on désimperméabilise, on retire ces grandes surfaces, on crée de la mixité à la place et on refait la Ville sur un territoire qui a été condamné par l'arrivée du commerce.

Permettez-moi quand même de faire une petite parenthèse, et puis après je me tais, promis, pour 5 conseils de Métropole. N'oubliez quand même pas les personnes qui sont plus jeunes que nous, que l'arrivée des grands ensembles ont permis à certains d'entre nous de vivre dans des conditions décentes, ce qui n'était pas le cas avant. Moi quand je suis arrivé dans mon HLM à 6 ans, mon père et moi et ma mère on a été étonnés d'avoir une salle de bain et des toilettes dans l'appartement. Je ne fais pas Cosette, derrière on dit « *arrêtez, des mouchoirs* ». Mais non, c'est la réalité des choses. De la même manière, les grandes surfaces et ces grandes zones commerciales, qui ont à être revues aujourd'hui, ont permis la démocratisation de la consommation et beaucoup de la population française a pu aborder sereinement l'acquisition de biens de consommation, y compris alimentaires. Alors ne balayons pas tout du passé. Des choses ont été faites, des choses ont été mal faites, mais c'était quand même une évolution importante de notre société. Maintenant il faut refaire notre monde et on va refaire notre monde, en construisant sur ces zones commerciales.

Je termine par la déclaration de projet (DP) qu'on vote à l'heure actuelle. La DP ne concerne pas du tout, elle ne concerne pas du tout le stade et l'ensemble d'Ode. Ça concerne le périmètre qui est autour de la station de tramway que vous connaissez comme étant la station de tramway qui vous emmène à Carrefour, le grand magasin. Ça va nous permettre de mettre en œuvre Ode à la mer sur cette partie nord, donc sur la Commune de Lattes, et en particulier de créer l'îlot des platanes. Nous allons mettre le pôle autonomie santé. Vous l'avez tous vu, il a fait la une de 20 h 30 sur les enquêtes de santé sur la 5, qui prouve qu'on est en avance et de loin en matière de prise en charge de l'autonomie. Ça nous permet de mettre 272 logements, de créer un parc à l'intérieur et de passer d'une imperméabilisation à l'heure actuelle de 87 % du terrain et d'une imperméabilisation à une urbanisation posée de 48 %.

Alors si ça ce n'est pas écologique, si ça ce n'est pas le monde de demain, si ça ce n'est pas la maîtrise de notre territoire, alors je n'y connais plus rien. Je pense avoir un peu d'expérience pour vous dire que c'est quand même un programme positif. Sur le stade...

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

... je maintiens que s'il est totalement financé à titre privé, je me retiendrai, sinon j'interviendrai.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEUNIER. Monsieur RICO, Maire de Pérols.

Jean-Pierre RICO

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Je vais revenir sur les invitations liées à la course camarguaise, et puisque l'on parle de Pérols, j'invite, lorsqu'on a des propos sur l'organisation de Pérols, sur l'évolution de cette Ville, j'invite de la même façon, soit à venir voir les courses camarguaises à Pérols – et d'ailleurs mon taureau de 6 m 50, si j'avais su je l'aurais fait de 2 m de plus, mais bon – j'invite également à venir voir ce qu'il en est.

Tout à l'heure Cyril [MEUNIER] évoquait le démarrage d'Ode : 2006. Moi je suis élu en 2014, c'est-à-dire que je débarque 8 ans après. Depuis 2014 que je suis élu, sur la Commune de Pérols, il n'y a pas un seul mètre carré qui a été ouvert à l'urbanisation. Avec la désartificialisation du Fenouillet qu'évoquait tout à l'heure Cyril [MEUNIER], je serai la première et même la seule commune où l'urbanisation, l'artificialisation va reculer. Je suis élu en 2014 ; en 2015, je suis la 46^e commune de France à obtenir le label « *terre saine* », c'est-à-dire que depuis 2015 nous n'utilisons ni produits sanitaires ni pesticides pour entretenir le patrimoine communal. Je vous invite à venir voir le village où vous avez des jardinières participatives, vous avez la sortie des véhicules. En toute honnêteté, je n'ai aucune leçon à recevoir en la matière. Quand on évoque Pérols, ça me chagrine un petit peu dans la mesure où on ne vient pas voir ce qui s'y passe.

Tout à l'heure, Cyril [MEUNIER] l'a évoqué : le Fenouillet, et cette frontière commerciale qui est à cheval sur Lattes et Pérols, c'est 200 000 m² de commerces. C'est la plus grande zone commerciale de l'ex-Languedoc Roussillon. C'est 300 millions d'euros de chiffres d'affaires. C'est à peu près 4 500 emplois. Elle est en perdition, puisqu'aujourd'hui on est plutôt dans une friche commerciale, et il était grand temps de pouvoir y retravailler, dans un concept de ville nouvelle effectivement, avec cette restitution que j'évoquais de la zone rouge : c'est 7 hectares qui vont être restitués à l'environnement. Ce ne sera pas un parc urbain. Aujourd'hui c'est une rupture écologique, une rupture d'urbanisation entre la ville qui avance vers la mer et la mer. Ce corridor écologique aura volonté de pouvoir effectivement faire la démonstration que de la réparation est possible : la réparation environnementale, mais également la réparation hydraulique. Aujourd'hui c'est dans ces zones où nous avons beaucoup de difficultés, et ce bassin, ce lieu, ce corridor écologique permettra également d'accueillir entre 50 000 et 60 000 m³ d'eau qui permettra de résoudre un certain nombre de difficultés. Je rappelle que sur ce territoire qui passe derrière le futur stade – auquel je souscris – passe le Néga Cat, qui est le fleuve pérolien, qui est également un petit ruisseau qui est un égout géant, dans lequel flottent des matelas, des machines à laver, des sèche-linges, des pneumatiques, des palettes, des bonbonnes de gaz et j'en passe et des meilleurs. Aujourd'hui, grâce aux services de la Métropole et au titre de la GEMAPI, la prise en charge du Néga Cat est en cours, sur six tronçons, un tronçon est en cours de dépollution, en cours de réaménagement. La ripisylve va être restituée, et je salue le travail qui est accompli.

Donc oui, il y aura un stade à Pérols, en tout cas j'y souscris. Mais dans le même temps, la Commune de Pérols va désartificialiser son territoire. Ce stade ne viendra pas contribuer à l'artificialisation. Les projets commerciaux ont pour but de sauver l'économie de notre territoire. Je rappelle que nos acteurs économiques versent de la taxe à la Métropole qui nous permet de maintenir les services publics que l'on a évoqués tout à l'heure. Ces commerces également entretiennent de l'emploi. Cette reconversion va permettre également d'y positionner du logement à proximité du tramway, qui va permettre de répondre aux besoins des populations qui viennent s'installer, mais également de nos populations actuelles, que nous avons des difficultés à loger. C'est un ensemble cohérent.

Moi je vous invite, comme tout à l'heure certains parlaient de la course camarguaise, lorsque vous parlez de Pérols, venez me voir. Je vous ferai une petite visite, je me ferai un plaisir de vous recevoir, et vous verrez que Pérols n'a de leçons à recevoir de personne.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Très rapidement, trois points.

Le premier point : je n'ose penser que dans cette Assemblée quelqu'un veut faire classer comme monument historique les galettes commerciales de la zone du Soriech ou du Fenouillet, et exprimer une forme de nostalgie. Ça peut être pour la presse dans 30 ans sur des cartes postales d'avant, mais ce n'est pas ce que la France a fait de plus glorieux en termes d'aménagement commercial. À l'heure où notre nation a pris un engagement sur la réduction de l'artificialisation des sols – qui est un engagement très difficile à tenir – il nous faut investir des territoires de réinvestissement urbain. Cyril MEUNIER faisait référence à une date, 2006 : eh bien justement, sur ces galettes commerciales, il y a du réinvestissement urbain, à la fois pour transformer le commerce existant et permettre le développement de projets de logement sur des zones qui sont déjà artificialisées pour répondre aux besoins de la population en termes de logement à l'échelle de la Métropole. Si nous ne le faisons pas, que n'entendrions nous pas de l'autre côté sur le thème « *il y a untel qui est en difficulté, que faites-vous ?* ». Ici on assume l'exercice de la responsabilité. Nous le faisons de manière la plus novatrice possible, puisqu'avec le projet Ode à la mer, il y a un enjeu de renaturation d'un certain nombre d'espaces et donc de désimperméabilisation des sols, de traitement des vulnérabilités hydrauliques, très nombreuses sur notre territoire – je vais y revenir – et aussi des enjeux de biodiversité et des enjeux de respiration. Mais s'il y a ici des nostalgiques de la zone du Soriech ou du Fenouillet telles qu'elles existaient, ça vous appartient : nous mènerons ce projet. Messieurs les Maires de Lattes et de Pérols, je vous sais très attachés à des temporalités de mise en œuvre et des accompagnements des communes respectives en termes d'équipements publics au vu des évolutions, et je veux ici en préciser les engagements.

Deuxième aspect. Comme Monsieur SAVY tout à l'heure, ne laissons pas dire ce qui n'est pas – il y a toujours des mauvais esprits pour chercher des polémiques. Il n'y a pas de nouveaux mètres carrés commerciaux. C'est pour ça, Monsieur le Maire de Lattes, la décision d'ajourner le projet *Shopping promenade* car nous savons que dans les centralités commerciales de toutes nos communes et celles du cœur de la Métropole, les concurrences sont rudes. Nous avons estimé qu'à l'aune de celle d'internet il n'était pas nécessaire d'étendre des surfaces commerciales en périphérie qui auraient déstabilisé l'armature commerciale. Nous en avons beaucoup parlé. C'est pour cela que nous avons proposé le projet d'implantation du nouveau stade. On donnera évidemment ces documents, on n'a rien à cacher, et je le dis de manière très sereine. On vient de voter la protection des inondations de la plaine à Juvignac. On a un sujet des cartographies qui nous viennent après toutes les études hydrauliques des équipes de la Métropole et des services de l'État, qui font état d'une vulnérabilité du stade et de son inondabilité. Ce ne fut pas une expérience agréable en 2014 – et je me tourne ici vers mon prédécesseur – quand le stade a été complètement inondé. Là le risque inondation il est tel, je fais partie des gens qui prennent acte, et donc qui engagent les décisions. Il nous faudra désimperméabiliser le stade actuel, soit on décide de mettre 200 millions d'euros d'argent public pour le mettre hors d'eau – qui est pour ? personne.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Non, non, non, 200 millions d'euros pour le mettre hors d'eau. C'est ce qu'ont fait les élus à Strasbourg à hauteur de 150 millions d'euros. Soit on accompagne l'émergence d'un nouvel équipement sportif. Parce que nous n'étions pas favorables au projet *Shopping promenade*, dans une logique d'aménagement nous avons décidé d'implanter à cet endroit ce nouveau projet de stade. Vous savez que Monsieur le Maire de Lattes a des réserves et je les respecte, il les a fait valoir, Monsieur le Maire de Pérols l'a appuyé. De ce point de vue, dans la PPI présentée par Monsieur CALVAT, il n'y a pas financement du stade par la Métropole. L'engagement qui est le nôtre, c'est de financer le projet de musée Louis-Nicollin, qui est une chance extraordinaire pour notre territoire : là nous serons au rendez-vous.

Madame OLLIER, vous dites qu'il ne faudrait pas raccorder les réseaux ? Mais le pouvoir de l'arbitraire ne vous a pas appartenu quand vous étiez Maire de Murles, vous ne l'avez jamais exercé. A un moment on raccorde. Enfin, ce n'est pas parce qu'on n'aime pas quelqu'un ou qu'on n'est pas d'accord avec un projet qu'on ne le connecte pas. Le projet de stade se fera, et je vais même vous dire, Madame OLLIER, c'est la première fois que j'expose publiquement cette conviction. Cet été il y a eu beaucoup d'articles sur qui est propriétaire des clubs sportifs. Qu'on aime ou qu'on n'aime pas le football, il y a plein d'habitants de la Métropole qui aiment ce club, le MHSC, qui aiment son centre de formation, qui a un capitaine issu de la Cité Gély, Téji SAVANIER. C'est une histoire familiale, l'entreprise Nicollin, la famille NICOLLIN. Ailleurs, c'est des fonds de pension qui rachètent les équipes de foot. Ici chaque fois qu'on a besoin d'eux sur une politique publique, ils répondent présents sur un sujet. On va pouvoir compter, excusez-moi pour les autres maires, mais sur Téji SAVANIER pour porter des projets de cohésion sociale dans le quartier politique de la

ville. Il se trouve que le modèle de Montpellier, moi je souhaite qu'il tienne. Je vous le dis. Il n'y aura demain plus que 16 équipes en ligue 1. Si on veut pouvoir maintenir notre niveau, le Président NICOLLIN le dit souvent, on a aussi besoin d'un nouvel équipement sportif pour faire, comme ça existe dans d'autres villes, des lieux de vitalité, de convivialité, qui permettent aussi d'accompagner le financement du club. Parce que nous ne pourrons pas, nous, répondre à des subventions que nous allons accroître dans le financement du sport de haut niveau. Il y a bien besoin de cet outil.

Et alors, pour terminer, la Caisse des dépôts et consignations.

Christian ASSAF

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Attendez. Monsieur ASSAF, du calme. Si on arrive à avoir un partenaire financier public qu'est la Caisse des dépôts pour nous accompagner dans ce projet, mais très bonne nouvelle, parce que c'est la crédibilité même du projet. Cette structure, qui est sur plein d'enjeux pour accompagner l'emploi dans notre pays, est présente : la transition écologique, c'est très bien. C'est pour ça que Monsieur CALVAT, dans la PPI, il n'y a pas une délibération qui arrive pour financer comme on le fait l'équipement sportif ; il y aura une délibération sur le musée Louis-Nicollin.

Renaud CALVAT

En revanche, on aurait les recettes de la taxe d'aménagement.

Monsieur le Président

Oui, grand argentier. Il y aura aussi des recettes pour la commune. Voilà comment on conçoit les choses. Au lieu d'avoir *Shopping promenade*, il y aura le stade. On doit désimperméabiliser sur la Mosson. Si nous imaginons de surélever le stade, je regarde Monsieur SAUREL, qui s'était beaucoup penché sur ce dossier en son temps, ce n'est pas possible, donc voilà la logique du projet.

Alors après il y aura des gens qui sont contre, et c'est votre droit le plus absolu. Mais je crois que pour la grande ville sportive que nous sommes, pour ce que le football a pu apporter et apporte dans la ville, c'est-à-dire une équipe professionnelle qui fait jouer plein d'enfants dans nos communes, dans nos quartiers, je crois que l'enjeu en vaut la chandelle. Ça s'insère dans un projet urbain à la fois de réinvestissement et de désimperméabilisation. Ode à la mer : voilà l'esprit. Alors la déclaration de projet ne porte pas sur le stade, mais je profite de cette tribune pour apporter quelques éclaircissements. Tous les partenaires, tous les acteurs qui voudront accompagner ce projet, ils sont les bienvenus. Si la Caisse des dépôts dit « *ce projet est intéressant* », c'est un gage aussi de solidité, et c'est une bonne chose. Il vaut mieux que la Caisse soit là plutôt qu'ailleurs. Quand elle est là, c'est bon signe. C'est aussi notre grand partenaire du logement social, c'est notre partenaire sur le financement de beaucoup d'investissements que nous faisons.

Allez, je mets aux voix. Qui est contre ? Est-ce que vous êtes pour le classement monument historique des galettes commerciales ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA.

Monsieur le Président

Affaire 39... Alors, je pose la question : est-ce qu'il y a des demandes de prises de parole sur les autres affaires ? Madame DOULAIN, vous avez des points que vous voudriez ?

Alenka DOULAIN

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Sur celle qui vient et sur d'autres ou pas ?

Alenka DOULAIN

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

D'accord. Donc on va faire une pause. Il n'y a aucun souci. On fait une pause et on reprend les débats à 14 h.

La séance est suspendue à 13h30.

MM B. PARTERNOT (avec le pouvoir de Mme M. BORNE), M. REYNAUD et Mme C. SERRANO sortent de séance.

M. Y. BARRAL quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. C. ASSAF.

M. C. BOURDIN quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme T. AKBARALY.

Mme Z. DIRHOUSI quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M R. REVOL.

MME F. DOMBRE COSTE quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M Y. NOSBE.

Mme M. FAYE quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M B. BELLANGER.

M. H. MARTIN quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme C. GIMENEZ.

Mme P. WEBER quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme M-D. PARPILLON.

M. A. EL KANDOSSI quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

La séance reprend à 14h05.

AFFAIRE N° 39 : AMENAGEMENT DURABLE - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - SECTEUR DU GRAND MAIL - VILLE DE MONTPELLIER - DOSSIERS D'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE (DUP) ET PARCELLAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Allez, on reprend nos travaux. Affaire n° 39, secteur du Grand Mail. Madame DOULAIN, vous souhaitez intervenir, allez-y.

Alenka DOULAIN

Merci. Le plan de rénovation urbaine de la Paillade, il est très attendu. Tellement attendu que le travers pourrait être parfois tout simplement de voter les affaires qui s'y réfèrent sans lire entre les lignes, sans être attentif aux détails et sans voir la réalité parfois peu reluisante derrière les beaux plans. Voter cette DUP en l'état, c'est voter pour passer en force, pour balayer d'une main les demandes d'habitants d'être traités dignement. Pour rappel, ce que vous appelez le « *traitement des copropriétés Pic Saint-Loup ou Espérou* », ou encore leur « *recyclage* », c'est leur démolition, alors que leur requalification était initialement prévue. C'est-à-dire la démolition de 198 logements, des copropriétés que nous avons laissé se dégrader, car je le rappelle, les villes et les métropoles ont accès à un arsenal juridique pour intervenir, même sur le parc privé – arrêté insalubrité, permis de louer, etc. – qui n'ont pas été jugés nécessaires de mobiliser sur la Paillade jusqu'à présent. Soit. Sauf qu'une démolition, elle n'est jamais indolore. Les familles qui y vivent sont souvent obligées de quitter les lieux, leur lieu d'habitation, là où elles ont vu leurs enfants grandir et là où elles se voyaient bien vieillir. Notre devoir est donc de le faire dans la concertation et dans la dignité pour les habitants.

Pourtant, sur place, les témoignages font froid dans le dos sur les expulsions qui ont lieu aujourd'hui sur ces deux copropriétés. Je cite ici cette dame dans la copropriété Espérou : « *je me suis endettée 25 ans pour acheter cet appartement, ils vont me racheter le logement une bouchée de pain et je ne peux racheter nulle part ailleurs dans notre Métropole. Je ne vous parle même pas de la méthode : aucune réunion publique pour nous expliquer ; j'ai reçu une lettre du jour au lendemain avec cette offre qui n'en est pas une* ». Ailleurs, ce

père de famille témoigne également : « *acheté 90 000 euros ce T3 en 2006 avec garage, on me propose de me le racheter 60 000 euros. Entre temps, évidemment, tout a été fait pour dégrader l'immeuble de sorte que les prix semblent corrects alors qu'ils sont indécents. Récemment, pas d'eau chaude pendant trois mois, détritus dans les caves, ménage qui laisse à désirer, alors que l'on paye des charges importantes* ». 60 000 euros pour un T3, c'est indécent. Je ne sais pas qui dans cette Assemblée se verrait d'acheter sur notre Métropole un logement pour un budget de 60 000 euros ? On parle de Montpelliérains et Montpelliéraines qui sont par ailleurs souvent des travailleurs précaires, qui enchaînent les CDD et l'intérim, et emprunter davantage leur est impossible.

Alors certes vous proposez aux familles propriétaires de basculer sur le parc social, si elles acceptent de vous brader leurs biens. Mais certaines personnes se sont serrées la ceinture pour devenir propriétaires, avec par exemple de minuscules retraites. Même les loyers sociaux qui leur sont proposés vont représenter une perte sèche de leur pouvoir d'achat. Beaucoup refusent aujourd'hui de vous vendre leur logement pour les montants qui sont proposés, et vous le savez, ces rachats au rabais sont légion dans les programmes ANRU au niveau national. Quand on préfère démolir plutôt que rénover, en général c'est pour des questions d'argent, et c'est souvent pour ces mêmes raisons et sûrement parce qu'on se dit que ces gens ne diront rien que l'on tolère ce type de pratique.

Je partage l'objectif de restructurer le Grand Mail, et beaucoup des intentions de l'ANRU, mais on s'abstiendra sur cette DUP, car je sais le mépris et les méthodes qu'elles induiront pour les habitants de la Paillade concernés par ces copropriétés. Après la ghettoïsation, le clientélisme, les rénovations de façade, ces habitants méritent aujourd'hui d'être traités dignement...

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, à qui s'adresse l'accusation de « *clientélisme* », s'il vous plaît ?

Alenka DOULAIN

Vous voulez dire qu'il n'y a pas eu un phénomène sur la Paillade où les personnes dans les logements sociaux ont été placées ?

Monsieur le Président

Qui, Madame DOULAIN, visez-vous ?

Alenka DOULAIN

Mais répondez à la question.

Monsieur le Président

Non, non, c'est moi qui vous interroge. Vous avez utilisé un mot, vous parlez de « *clientélisme* ». Qui visez-vous ?

Alenka DOULAIN

Je retrace l'histoire du quartier de la Paillade, qui a été celle de décisions politiques, en partie de personnes qui siègent encore aujourd'hui dans cette hémicycle...

Monsieur le Président

Allez-y, nommez.

Alenka DOULAIN

Non, mais, qui ont consisté à ghettoïser ces personnes. Il y a eu des pratiques clientélistes. Ce que je dis juste aujourd'hui, c'est que dans le cadre de cette rénovation, il nous faut être exemplaires. Là ce n'est pas le cas avec les pratiques que vous faites.

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, vous portez une accusation.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Voilà, vous parlez de « *clientélisme* », donc vous jetez l'opprobre. Vous êtes une élue, dans les conditions

qu'on connaît, vos positions qui sont les vôtres : dites qui vous visez, parce que pour le coup...

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Oui, et la nature. Nous, effectivement, quand il y a des gens qui ne se sont pas bien comportés chez le bailleur, ils ont fait l'objet de révocation, et ils ont beau venir nous intimider devant les agences pour dire ré-employez-nous, nous avons dit non. Je vous demande de préciser qui vous visez. Vous dites certains qui siègent dans cette salle, certains. Certains ? C'est qui, certains ?

Joël RAYMOND

René [REVOL] !

Zohra DIRHOUSI

C'est René [REVOL] !

Monsieur le Président

Non ce n'est pas René [REVOL].

Renaud CALVAT

Ah bah peut-être !

Rires.

Monsieur le Président

Non, René [REVOL] il accompagne le projet ANRU et je le sais.

René REVOL

Mais pas le stade !

Monsieur le Président

Je connais ta position, depuis toujours. Non, on ne peut pas comme ça lancer à la vindicte.

Alenka DOULAIN

Vous êtes en train de me dire...

Monsieur le Président

Cette Assemblée, ce n'est pas Twitter.

Alenka DOULAIN

Vu vos propos sur Twitter, effectivement...

Monsieur le Président

Eh oui, Madame. Si vous estimez qu'il y a une pratique clientéliste portée par un des membres de cette Assemblée qui n'agirait pas dans le respect du droit, mais un, vous devez faire un article 40 du Code de procédure pénale, deux, vous l'assumez dans le débat démocratique. Dites !

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, je vais vous inviter à raison garder.

Monsieur le Président

Oh !

Alenka DOULAIN

Si vous voulez, je peux faire de la conjugaison plus précise. Dans le passé, il y a eu un phénomène de ghettoïsation du quartier de la Paillade, des pratiques clientélistes, et je vous invite, si vous n'assumez pas ça, à assumer devant les habitants de la Paillade qu'il n'y a jamais eu de pratiques clientélistes dans cette Métropole sur l'attribution des logements sociaux : je trouve que ça serait vraiment très courageux. Allez aux réunions publiques à la Paillade pour le dire. Et ensuite...

Monsieur le Président

Dites qui vous visez ! Dites qui nommément vous visez ! Vous ne pouvez pas jeter comme ça un anathème. Qu'il y ait des gens qui manquent aux règles, ils doivent être sanctionnés pour cela. Si vous visez des élus, vous avez dit « *qu'ils siègent dans cette Assemblée* », nommez-les. Allez au bout. Qu'il y ait un processus de paupérisation de ce quartier, ça n'a échappé à personne. Que nous soyons confrontés à d'énormes difficultés, ça n'a échappé à personne. Mais si vous dites qu'il y a des gens dans cette Assemblée qui ont procédé au clientélisme, dites-nous qui.

Alenka DOULAIN

Je ne visais personne dans cette Assemblée.

Monsieur le Président

Ah, déjà !

Interventions hors micro.

Alenka DOULAIN

Je trouve le procédé vraiment limite, Monsieur le Président. Je vous pose une question très concrète sur les habitants dont on achète leur logement pour une bouchée de pain et vous répondez sur ce terrain.

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, permettez-moi de vous répondre maintenant sur le fond, après que vous ayez de manière élégante – et je vous en remercie – dit que vous ne visiez personne dans cette Assemblée. Nous menons un projet de rénovation de la Paillade, où effectivement au total 869 logements vont être détruits. C'est vrai. Ces opérations de rénovation urbaine, elles ont été conduites par exemple dans le quartier du Petit Bard, une autre est engagée dans le quartier des Cévennes. Elle est aussi très attendue, elle prend beaucoup de temps. Nous détruisons un certain nombre de logements, nous en reconstituons aussi pour pouvoir accompagner.

Vous auriez pu commencer votre propos – je ne voudrais pas paraphraser Christian ASSAF – par exemple pour vous réjouir de la position qui est la nôtre d'être devenu propriétaire de Font del Rey, et d'avoir baissé des loyers pour protéger ces locataires qui étaient victimes des marchands de sommeil, pour lesquels chère Madame – parce que justement il y a des pratiques qui doivent être contestées devant les tribunaux – nous nous constituons partie civile aux côtés de la Fondation Abbé Pierre. Font del Rey, nous allons accompagner le relogement de ces populations-là pour détruire et ouvrir le Grand Mail pour travailler sur ce projet.

Ensuite, la question de la concertation. Il y a eu des réunions. Peut-être que les gens n'y étaient pas, mais nous avons... Ah oui, avant, quand les habitants du quartier de la Mosson ont vécu un incendie – où est Madame BRUNET, cette fois ? – et que ça a été très difficile pour les habitants – excusez-moi pour les collègues qui ne sont pas de la Commune de Montpellier – nous nous sommes mobilisés pour les reloger, nous avons remobilisé du parc social, et on l'a fait pour essayer d'agir dans le droit. Vous savez, ce que nous dit la loi, c'est quatre jours dans un hôtel et après débrouillez-vous. Nous sommes allés loin dans les dispositifs, et d'ailleurs les habitants en sont extrêmement reconnaissants, malgré les difficultés, parce que déstabilisés.

Ensuite, dans le projet urbain, l'espace de la Paillade il a vocation à changer, dans sa forme. Il a besoin de ce grand parc à l'ouest. Cette tour d'Assas, où en bas il y a des difficultés, où malgré beaucoup d'efforts du point de vue de l'autorité publique c'est difficile, donc on restructure. C'est un projet en plus qui a été choisi précédemment par l'architecte Humbert DAVID, qui porte ce projet d'aménagement, où nous sommes très alignés avec le partenaire État ou ANRU – l'ANRU, ce n'est pas toujours formidable, mais enfin c'est quand même un outil qui nous permet de nous occuper des quartiers difficiles. On a des projets qui visent à détruire du bâti, parce qu'à un moment donné il ne donne pas de qualité d'espace public, il met en tension les espaces – à moins que vous vouliez tout garder, c'est votre choix.

Comment procède-t-on ? D'abord il y a une maison du projet qui s'appelle Gisèle-Halimi, qui est ouverte, où toute personne, sur sa situation, est reçue et a un rendez-vous au plus tard dans la semaine. Il y a même des jours dédiés sur ces problématiques de relogement. Vous pouvez venir : centre Gisèle-Halimi. Je dis : merci à tous les collègues de la Métropole, parce que c'est des moyens que nous y mettons.

Sur le relogement, on a le relogement des commerces, c'est un sujet, et puis on a le relogement des habitants.

Le relogement des habitants, on fait des propositions, il y a un dialogue. Quand des gens vivent dans un endroit et qu'on leur demande de partir, ce n'est pas simple. C'est sûr que pour la tour d'Assas, que la tour du Petit Bard, les gens de Phobos, ce n'est pas simple. Mais il faut mener ces projets-là. Soit on conserve la forme du bâti et on considère qu'il ne faut rien changer dans ces quartiers – ce n'est pas notre choix, c'est visiblement votre sensibilité, dont acte. Ensuite on travaille avec eux et dans le respect du droit, parce que les propriétaires, ils ont des droits. Il y a les estimations des domaines, on essaye d'accompagner, on propose de voir si les gens acceptent d'être relogés dans le quartier, ou ils souhaitent pouvoir bouger : ils sont accompagnés. Alors au début c'est sûr que ce n'est pas simple quand on annonce cette nouvelle-là, Madame DOULAIN, c'est vrai. Mais si on veut pouvoir mener à bien le projet de rénovation urbaine du quartier de la Mosson, il faut le mener sur ces copropriétés. Il y a peut-être des gens qui n'ont pas l'information, donnez-nous les coordonnées, on va recevoir les personnes pour leur présenter, parce que c'est tout à fait possible.

Je crois que le Grand Mail, si on ne l'ouvre pas, si le plan que propose Humbert DAVID nous ne le conduisons pas, ce sera difficile. Parce que ce quartier, la question c'est est-ce qu'on endigue sa paupérisation ou est-ce qu'on essaye de réinverser sa spirale ? C'est ce qu'on essaie de faire. D'ailleurs ça nous a permis d'obtenir des crédits supplémentaires de la part de l'État. De la même manière, on parlait en droit, que ce soit l'obtention du logement social, que ce soit les règles de respect dans le logement social par rapport au voisinage. C'est pour ça qu'on a une des positions avec Michel CALVO très fermes sur ceux qui avaient des logements sociaux et qui en faisaient des lieux de deal : ceux-là nous leur demandons de partir, nous estons en justice, parce qu'ils pourrissent la vie des habitants.

Dans toutes ces opérations de renouvellement urbain, il doit y avoir dialogue, il y a la maison du projet. S'il y a des gens qui n'ont pas eu l'information, on les recevra. Mais je crois qu'il est indispensable qu'on change la forme de ce bâti. C'est indispensable qu'on crée de l'espace public, qu'on désimperméabilise à des endroits, qu'on essaie de créer des îlots de fraîcheur. Le bas de la Mosson, où il y a une ambiance extrêmement routière, enfin qui n'est pas une entrée de quartier, qu'on puisse aussi la restructurer.

Ensuite ayez un petit peu d'honnêteté ou de mesure dans votre propos. Ce qu'on a fait sur Font del Rey et heureusement qu'on va détruire Font del Rey. On en est devenu propriétaire, on accompagne chacun des locataires, on les aide. Ensuite, la réalité de la Paillade, c'est quoi Madame DOULAIN ? C'est vrai qu'il y a des gens qui ont acheté de biens qui se sont dépréciés, mais à force de ne rien faire, ou en tout cas la durée des process – je ne jette la pierre à personne. C'est ça qu'il nous faut aussi endiguer. Ensuite on accompagne le relogement. Ce n'est pas des moments simples quand on discute du relogement, ça je vous l'accorde, mais il y a un accompagnement, il est personnalisé. On prendra vos exemples.

Alenka DOULAIN

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Non, mais attendez Madame...

Alenka DOULAIN

Si vous ne voyez pas de problème de méthode, je ne peux pas vous obliger...

Monsieur le Président

Avec vous, il y a « *problème de méthode* », il y a une suspicion sur les uns et les autres, sur nos comportements en permanence. Alors que vous nous diriez « *Monsieur le Président ou Monsieur DELAFOSSE, on a eu quelques familles qui n'ont pas eu l'info* », et on les reçoit, on fait un point, il n'y a pas de problème. Mais n'allez pas à l'anathème. Vous nous auriez dit « *ce que vous faites sur Font del Rey, c'est quand même assez courageux et ça fait du bien qu'une Métropole se porte partie civile face à des marchands de sommeil, c'est un message sur celle-là et sur les autres* », peut-être que ça donnerait un peu de force à votre propos. Mais Monsieur PRUNIÈRES est à votre disposition pour toutes les personnes qui sont dans cette situation : elles vont être reçues.

Il y a une mission territorialisée à la Mosson. Si vous ne votez pas cette déclaration de projet, c'est votre droit le plus absolu. Nous on a la conviction qu'à la Mosson les gens attendent que le projet urbain se fasse. Je vais vous raconter cette anecdote – je l'ai racontée plein de fois – quand je suis allé après la fusillade qui a eu lieu au pied de la tour d'Assas, quand le lendemain on a dialogué avec les habitants où ils voulaient tous partir du quartier – et comment ne pas les comprendre – je leur ai dit « *on va tomber la tour d'Assas* ». Ils ont dit « *mais*

*on nous l'a promis en 2020, on nous l'a promis en 2015, on nous l'a promis en 2010 ». Eh bien là en 2024 elle va tomber. On a eu 70 familles à reloger. C'est vrai qu'il y a eu des moments pas simples de tension, de discussion, et on a essayé d'accompagner. Il y a toujours trois propositions *a minima* de relogement. Toujours. Et dialogue. Après c'est vrai, sur certains commerces ça n'a pas été simple, mais il faut dire qu'entre le déclaratif de la comptabilité et la réalité des comptes, ça n'a pas toujours été le plus facile non plus. Il y en a plein d'autres où tout s'est très bien passé.*

Y a-t-il d'autres interventions ? Je mets aux voix. Qui est contre la déclaration d'utilité publique sur le secteur Mosson Grand Mail ? Qui s'abstient ? C'est adopté à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 40 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ PARC 2000 2EME EXTENSION - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA3M - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Parc 2000 deuxième extension, garantie d'emprunt. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSÉ, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

AFFAIRE N° 41 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - RENONCIATION A ACQUERIR - DROIT DE DELAISSEMENT - EMPLACEMENT RESERVE N°28B DU PLAN LOCAL D'URBANISME GREVANT LA PARCELLE CADASTREE AO 48 PROPRIETE DE LA VILLE DE PRADES-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Commune de Prades-le-Lez. Renonciation à acquérir un droit de délaissement sur un emplacement réservé. Pas de problème pour Madame le Maire. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 42 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN (DPU) ET DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE SUR LA ZONE DU MIJOULAN - APPROBATION

M. S. GUISEPPIN quitte définitivement la séance (annule le pouvoir de M. M. ALTRAD) et laisse un pouvoir à M. J. RAYMOND.

Monsieur le Président

Saint Georges d'Orques ; instauration d'un droit de préemption urbain renforcé sur la zone du Mijoulan. Monsieur le Maire, allez-y, Jean-François AUDRIN.

Jean-François AUDRIN

Monsieur le Président, je tiens à vous remercier d'avoir mis cette délibération à l'ordre du jour. Pour nous, pour nous, la résidence L'Orée de Montpellier est un énorme caillou dans la chaussure et ça ressemble tout à fait à ce que vous décriviez pour la Mosson tout à l'heure – bien sûr à moindre mesure. Ce sont 370 logements dans lesquels des personnes vivent de manière précaire et il est urgent que nous puissions agir. Vous m'avez assuré de votre soutien et je tiens à vous en remercier.

Monsieur le Président

Monsieur AUDRIN, on sera à vos côtés. Quand même je crois que c'est important : vous héritez de cette situation. Ce n'est pas ce qu'il y a de plus glorieux qui a été fait sur le territoire. Nous nous retrouvons là confrontés à une situation difficile. La Métropole est au côté de la Commune pour accompagner. On le sera aussi sur leur logement si besoin, on va essayer. C'est ça la solidarité à l'échelle de la Métropole pour essayer de reprendre la main sur cet espace. Je sais que vous avez des projets de *coworking*, de tiers lieux, avec l'effet A75 qui est présent, activé. On va essayer de suivre ça, parce que je le dis tout net : on n'a pas envie de rajouter un QPV à la liste de Madame GIMENEZ, donc on essaye de travailler, on avance. Merci à vous.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 44 : AMENAGEMENT DURABLE - MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - DISPENSE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE - APPROBATION

Monsieur le Président

PLU ; modification n° 1 à Villeneuve-lès-Maguelone. Madame le Maire. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Affaire 44.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 43 : AMENAGEMENT DURABLE - PROJET DE PARC D'ACTIVITES ÉCONOMIQUES (PAE) JULES RIMET - COMMUNE DE SUSSARGUES - DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU - CONCERTATION AU TITRE DU CODE DE L'URBANISME - BILAN DE LA CONCERTATION - APPROBATION

Monsieur le Président

45. Convention de financement, avenant n° 1 sur les correspondances TER entre... Ah, je n'ai pas voté la 43. Excusez-moi. Sussargues, pardon. Déclaration de mise en compatibilité du PLU. Excusez-moi, je suis allé un peu vite. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Affaire 44 : nous l'avons votée.

AFFAIRE N° 45 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA GARE NOUVELLE DE NIMES PONT DU GARD - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. SERRANO et M. B. PARTERNOT (avec la procuration de Mme M. BORNE) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 45. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 46 : AMENAGEMENT DURABLE - RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN (REM) DE MONTPELLIER - ÉTUDE D'EXPLOITATION - CONVENTION FINANCIERE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R-Y. CHARTIER sort de séance (avec le pouvoir de Mme H. EMAD).

Monsieur le Président

Affaire 46. Convention financière sur le réseau express métropolitain. Y a-t-il des questions ? Monsieur MIRO, Madame DOULAIN.

Julien MIRO

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les élus. Cette délibération, elle concerne donc le financement de l'étude autour de la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP), cette ligne qui doit permettre finalement de faciliter les déplacements du quotidien et de mieux quadriller le territoire. On peut s'en réjouir et je crois qu'on doit s'en réjouir. C'est aussi notre responsabilité d'élus de porter des grands projets d'infrastructures et de ne pas se laisser parfois happer par une forme de conservatisme ou d'immobilisme. Monsieur le Président, je voulais vous remercier de soumettre cette délibération, et je voterai cette étude.

Mais, Monsieur le Président, je compte sur vous pour que cette étude soit vraiment une étude d'opportunité d'abord – notamment sur la question de l'implantation de la gare à Sablassou à Castelnau-le-Lez – et non pas un chèque en blanc à l'artificialisation de cette zone. Je connais votre attachement à préserver notre biodiversité, nos terres agricoles, notre écosystème et je sais que vous serez vigilant sur cette question. Avec les associations mobilisées, avec les habitants de Castelnau-le-Lez, je veux vous dire que nous serons aussi vigilants à vos côtés. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MIRO. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, nous avons des points de désaccord mais nous avons aussi des sujets sur lesquels nous sommes d'accord et je crois que les trains du quotidien en font partie. Cette délibération est évidemment la bienvenue. On souligne évidemment le lancement des études sur Sablassou et le renforcement sur Villeneuve-lès-Maguelone. Ça me semble être des projets de bon sens et très attendus par l'ensemble des métropolitains.

Ceci dit, il y a eu un rapport qui était sorti de la SNCF au moment du plan de relance sur les fameux services express métropolitains (SER), ou les RER métropolitains – on les appelle un peu comme on veut. Notre Métropole avait été classée un peu dans un deuxième pool, n'était pas censé être une métropole prioritaire sur le développement de ce réseau ferré du quotidien, qui est pourtant la seule issue au tout voiture. Là on parle de la Métropole, mais il faut bien penser que notre bassin d'emploi, il va bien au-delà des frontières de notre Métropole. Quand on parle des transports du quotidien, on parle de ceux de Gignac, de Clermont-l'Hérault, de Lodève, de Sommières, etc. Ce rapport, il disait finalement ce n'est plutôt pas prioritaire, en tout cas on fait partie d'un traitement « à moyen terme » sur un RER métropolitain montpelliérain.

On sait que c'est un vrai défi pour notre territoire, et je suis étonnée qu'on ne profite pas de cette délibération pour lancer des études de préfiguration d'opportunités sur la relance d'autres lignes qui ont été fermées. Quand on regarde l'ancienne carte des trains du Département de l'Hérault, je suis étonné de voir à quel point on ne souhaite pas relancer cette ligne. C'est d'autant plus étonnant que, pour le coup, côté gare, et c'est une bonne nouvelle, la Région a soutenu la réouverture des lignes, etc. Je ne comprends pas pourquoi l'Hérault est en quelque sorte un peu oublié sur la relance de ces petites lignes, qui pourtant pourraient changer le quotidien des habitants de notre Département. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN. Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues. Effectivement, je serai très attentif à ces études sur Sablassou, notamment pour la multiplication des TER, car il ne faudrait pas que ce qui permettrait peut-être l'usage de Sablassou TER pour aller à Montpellier, éloigne la fréquentation en matière de cadencement entre Baillargues et gare Saint-Roch. Effectivement, actuellement, si la gare de Baillargues, le pôle d'échanges multimodal, a autant de succès, c'est qu'il y a un laps de temps qui est incitatif : 8 minutes pour aller jusqu'à la gare Saint-Roch. S'il y a un cadencement qui est stoppé par un arrêt à Sablassou – et Dieu sait si je suis d'accord pour l'utilisation des TER et ces modes de transports publics pour le plus grand nombre et pour ceux de Castelnau-le-Lez aussi – il est évident qu'il ne faudra dissuader les utilisateurs qui actuellement stationnent à Baillargues de rester sur l'autoroute ou de prendre les voitures car l'offre ne sera plus attractive. Là-dessus il faudrait être très vigilant et regarder ce qu'on perd d'un côté pour essayer de gagner un peu de l'autre. Là-dessus je serai très attentif aux investissements des uns et des autres, qui ont été faits par la Métropole, anciennement Agglomération, sur le pôle d'échanges multimodal de Baillargues, avec la participation bien sûr de la Région, de RFF, de SNCF et de la Ville de Baillargues, par rapport à l'utilisation des usagers. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEISSONNIER et Monsieur MIRO sur ces points d'alerte que vous soulevez. Sur ce que, Madame DOULAIN, vous avez indiqué, j'aurais dû, dans les informations de début de Conseil, préciser qu'on avait aussi franchi un pas important sur la réalisation de la LGV Montpellier-Béziers. Maintenant sa société de financement, présidée par Carole DELGA, Présidente de Région, dont nous sommes membres, puisque nous avons pris l'engagement... Moi, ça me désespère. Tous, d'ailleurs. À partir de 2029, les travaux commenceront et nous allons financer la réalisation, d'abord Montpellier-Béziers, puis ensuite Béziers-Perpignan. Nous finançons surtout parce que demain c'est le cadencement du TER sur l'axe Sète-Montpellier Agde-Montpellier. Pour nous c'est absolument stratégique qu'on ait une forme de pendant à ce qui existe entre Lunel et Montpellier, et dans la Métropole à Baillargues, et que ça puisse améliorer la desserte de Villeneuve-lès-Maguelone, qui est une opportunité extraordinaire.

Je m'en suis ému déjà à cette tribune – vous partagez – qu'on mette entre une décision politique qu'on a enfin arrêtée en 2022, que les travaux commencent en 2029 et une livraison en 2034, pour faire 40 km de voies de chemin de fer, enfin franchement, ce n'est pas aider la France ! C'est un vrai sujet, quand on parle de l'urgence écologique, quand on parle de sujets comme ça, parce que là on peut très clairement décarboner les mobilités en améliorant le cadencement sur la partie ouest. Ce dossier avance, pas aussi vite qu'on le souhaiterait. Je me souviens de la publicité qui un jour avait été faite, en 2010, « *la connexion LGV Montpellier-l'Espagne arrive* » ; bon, il n'y avait rien qui avait avancé. Là, ça y est on y va.

Le deuxième point que vous avez soulevé, c'est les anciennes lignes de chemin de fer, ou plutôt, si vous me permettez, c'est que nous, on n'est quand même pas très bien lotis. J'ai bien aimé Hérault deuxième catégorie. On n'est pas très bien lotis, parce que nous on n'a pas d'étoile ferroviaire comme Lyon, comme Rouen, comme Toulouse, Lille, Strasbourg, comme un certain nombre de grandes métropoles. On a beaucoup connu la croissance démographique ces cinquante dernières années, mais on ne nous a pas beaucoup accompagnés sur ces sujets, on ne nous a pas beaucoup accompagnés. D'ailleurs il a fallu, là, batailler sur la partie LGV. Sur le reste, pour l'instant il n'y a rien ou pas grand-chose.

Alors moi, j'ai une position politique : il faut soutenir la position du Président de la SNCF qui est de dire il faut 100 milliards d'euros pour les investissements, pour l'entreprise du rail. Jean-Pierre FARANDOU s'est exprimé fin août, mais c'est indispensable. C'est les travaux de sécurité et de performance du réseau, c'est l'investissement dans les projets de développement du réseau. Ensuite, quel type de réseau ? Nous on a besoin

de défendre une étoile ferroviaire. C'est-à-dire qu'on est capable d'offrir au-delà du périmètre de la Métropole une offre cadencée de transport. La question est : est-ce que c'est en TER ? On voit bien sur la partie vers Sète avec la LGV, et sur le nord. Alors c'est vrai qu'il existe d'anciennes lignes, avec maintenant beaucoup de discontinuités. Si on veut pouvoir aller vite, c'est le cadencement des bus à haut niveau de service, et donc d'avoir des voies dédiées pour ces bus. En termes d'exploitation, ce sont des coûts qui sont davantage supportables, que ce soit pour la SNCF et dans la relation avec la Région. Il faut qu'on puisse développer ça.

C'est ce qu'on a abordé comme travail avec Gignac dans le cadre du contrat de réciprocité : quand bien même on voudrait faire une ligne de chemin de fer, on ne pourrait pas, ou ce serait des investissements très conséquents. Qu'on entraîne la SNCF et la Région dans ce partenariat pour se doter d'une étoile ferroviaire, parce qu'on voit bien que c'est la limite de notre intercommunalité, et que là l'effet frontière fonctionne à plein, alors que les mobilités, elles, se pensent à l'échelle de l'aire urbaine et des 130 communes.

Cette étude, elle lance un premier travail sur l'étoile ferroviaire nous l'avons ouvert en signant la convention – on est la première Métropole à l'avoir fait – SNCF-Métropole pour essayer d'être très agile sur tous les sujets. Dans le cadre des contrats de réciprocité que nous signons, on cherche à définir des lignes express, où les faisons-nous arriver, parce qu'elles ne peuvent pas arriver à la gare Saint-Roch, donc est-ce qu'elles peuvent arriver jusqu'au CHU, pôle d'échanges multimodal : c'est là-dessus que nous travaillons.

Je partage cette idée qu'on a un retard et qu'on doit faire valoir aussi nos intérêts en termes de priorités d'investissement et d'équilibre territorial. C'est comme pour le lodévois – si ma mémoire est bonne – c'est le bus liO 102 : on est quasiment à 1 h 10. Si on arrive à cadencer ce bus et à faire des gains, évidemment on va contribuer à la revitalisation de ce qu'on appelle « l'arrière-pays », « les hauts-cantons », et qui aujourd'hui hélas est en perte démographique. Il faut qu'on arrive à revitaliser. C'est un travail qu'on conduit, long et vous avez raison.

Là où je partage, c'est qu'on doit être situé dans les départements à priorité d'investissement, sinon il va y avoir une iniquité territoriale de traitement. Il faut dire ce qui est : le feu Languedoc n'a pas toujours été très bien traité sur le rail ; on est allé plus vite pour amener la LGV à Bordeaux que pour l'amener à Perpignan. C'est un dossier qui a été quand même décidé à Montpellier en 1988, entre François MITTERRAND et Felipe GONZALEZ, et *a priori* entre 1988 et 2040, eh bien on aura mis quasiment trois générations pour réaliser l'infrastructure LGV. Nous, on a besoin de la LGV, mais on a surtout besoin des TER cadencés pour faire ce RER du littoral. Après vous avez la logique d'étoile.

Sur Sablassou, je note. On va suivre ça. Vous avez raison sur la performance réseau.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 47 : AMENAGEMENT DURABLE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) DE TRANSPORT URBAIN - CONVENTION POUR LE VERSEMENT D'UNE INDEMNITE D'IMPREVISION EXCEPTIONNELLE AU SUBDELEGATAIRE - RETRAIT DE LA DELIBERATION N°M2022-230 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 47. DSP transport urbain ; convention pour le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle au subdélégué ; retrait de la délibération. C'était lié aux pertes Covid-19. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 48 : ATTRACTIVITE - CITE INTELLIGENTE - CONVENTION D'OBTENTION DE SUBVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA BANQUE DES TERRITOIRES POUR L'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE SOLUTIONS EN FAVEUR DE L'INCLUSION NUMERIQUE DES TRES PETITES ENTREPRISES (TPE) EN QUARTIER POLITIQUE DE LA VILLE (QPV) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention d'obtention de subvention pour la Métropole et la Banque des territoires pour la mise en œuvre de solutions en faveur de l'inclusion numérique des TPE dans les QPV. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 49 : ATTRACTIVITE - CITE INTELLIGENTE - PROJET HUT - OBSERVATOIRE DE L'HABITAT URBAIN EN TRANSITION - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Cité intelligente. Ça c'est un projet de recherche qui a été initié en 2017 avec l'Université Paul-Valéry, sur l'habitat. Cité intelligente. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Mathilde BORNE, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

AFFAIRE N° 50 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LA METROPOLE ET OCCITANIE PLACE FINANCIERE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention de financement entre la Métropole et Occitanie place financière ; attribution de subvention. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 51 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA FRENCH TECH MEDITERRANEE - AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT - MISE A DISPOSITION DE NOUVEAUX LOCAUX ET ACTUALISATION DU CONCOURS FINANCIER GLOBAL - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention de partenariat entre la French Tech. C'est un avenant. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 52 : ATTRACTIVITE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE

SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Soutien aux manifestations ; attribution de subventions. Vas-y Cyril [MEUNIER].

Cyril MEUNIER

Je ne vais pas prendre beaucoup de temps. Juste pour vous dire que notre politique de soutien aux manifestations – aujourd’hui on vote pour trois manifestations – donne son plein, puisque comme l’a dit le Président tout à l’heure, le Corum est plein, archi plein. On est incapables de rentrer quoi que ce soit dans les six mois. Ça permet d’avoir sur toutes les thématiques des colloques internationaux qui font venir du monde et qui font connaître notre territoire métropolitain. Je vous invite à voter les subventions. Vous le voyez : ça touche un peu à tout, du cacao à la recherche médicale, en passant par les enjeux du jeu. Évidemment, on remercie l’ensemble des partenaires universitaires et chercheurs qui amènent ces colloques à Montpellier, qui font connaître notre territoire et le font briller, en particulier sur la Med Vallée.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur MEUNIER. Qui est contre ? Qui s’abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 53 : RESSOURCES - REGLEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL AU SEIN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 53. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur RAYMOND ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 54 : RESSOURCES - RELATIONS INSTITUTIONNELLES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - MODIFICATIONS DES CONVENTIONS DE SERVICES COMMUNS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 54. Relations entre la Métropole et la Ville de Montpellier. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur RAYMOND ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 55 : RESSOURCES - PROJET D'ANIMATION SOCIALE ET CULTURELLE - CONVENTION DE COLLABORATION VOLONTAIRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 55. Projet d'animation sociale et culturelle ; convention de collaboration volontaire. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur RAYMOND ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 56 : RESSOURCES - MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

M. J. MIRO quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. J-P. RICO.

Monsieur le Président

Tableau des effectifs. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 57 : RESSOURCES - RECOURS AU DISPOSITIF D'APPRENTISSAGE - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 57. Recours au dispositif d'apprentissage. On est déjà à 25 contrats et donc on propose d'en rajouter 5. Qui a des questions auprès de Monsieur RAYMOND ?

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Il est excellent, Monsieur RAYMOND. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 58 : RESSOURCES - EXTENSION DES ASTREINTES D'EXPLOITATION DANS LE CADRE DE LA MUTUALISATION DE LA DIRECTION DES RELATIONS INSTITUTIONNELLES ET DE L'EVENEMENTIEL - APPROBATION

Mme M. MASSART sort de séance.

Monsieur le Président

Extension des astreintes d'exploitation dans le cadre de la mutualisation de la Direction des relations institutionnelles et de l'événementiel. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 59 : RESSOURCES - ATTRIBUTION DE FONDS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES - CONVENTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 59. Attribution de fonds d'équipement aux communes. Y a-t-il des questions ? C'est dans le cadre du fonds de concours. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 60 : RESSOURCES - FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) - REPARTITION 2022 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 60. Fonds national de péréquation des ressources intercommunales ; répartition 2022. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Pas de questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 61 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE TAM - CESSIION DE TITRES DE PARTICIPATION AU BENEFICE DE LA VILLE DE PEROLS - APPROBATION - MODIFICATION D'UN REPRESENTANT

Monsieur le Président

Affaire 61. Organismes extérieurs ; SPL TaM ; cession de titres de participation au bénéfice de la Ville de Pérols, qui a souhaité entrer dans la SPL. Il faut désigner un représentant et on propose la candidature de Monsieur SAVY. Y a-t-il d'autres candidatures ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Jean-Luc SAVY. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président propose à l'Assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Coralie MANTION, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 62 : RESSOURCES - APUREMENT DES REGIES 2022 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 62. Apurement des régies. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 63 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION

M. R-Y. CHARTIER entre en séance (avec le pouvoir de Mme H. EMAD).

Monsieur le Président

Affaire 63. Il s'agit de représentations. Nous avons délibéré tout à l'heure sur la conférence de l'entente du golfe d'Aigues-Mortes et nous avons eu un duo pour la présentation, qui est un duo de conviction, avec Serge DESSEIGNE et Véronique NEGRET – je pense que leur candidature s'impose de soi. Au CA de la TaM, Madame FRÊCHE, qui y était auparavant, va se retirer, sinon ça pose des problèmes de compatibilité avec sa vice-présidence, et je vous propose de la remplacer par Monsieur COTE. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
<i>Conférence de l'entente du golfe d'Aigues Mortes</i>	<i>Serge DESSEIGNE (titulaire) Véronique NEGRET (suppléante)</i>
<i>Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM)</i>	<i>Jean-Luc SAVY (AG) Sébastien COTE (CA) En remplacement de Julie FRÊCHE (CA et AG)</i>

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Sébastien COTE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Véronique NEGRET, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 64 : CYCLES DE L'EAU - SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE (RPQS) DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE - EXERCICE 2021

Monsieur le Président

Service public de l'eau et de l'assainissement ; rapport sur le prix et la qualité du service. Je crois qu'on en a fait l'éloge tout à l'heure, cher René [REVOL]. En tout cas on en a relevé tout l'engagement. Qui est contre ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 65 : CYCLES DE L'EAU - SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE (RPQS) DE L'ASSAINISSEMENT - EXERCICE 2021

Monsieur le Président

Affaire 65. Service public de l'eau et de l'assainissement ; rapport sur le prix et la qualité de service de l'assainissement ; exercice 2021. Approbation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 66 : AMENAGEMENT DURABLE - MANDAT SA3M POUR LA REALISATION DE LA PREMIERE TRANCHE DU CIMETIERE METROPOLITAIN - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - APPROBATION

M. P. SAUREL quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir (annule le pouvoir de Mme J. URBANI).

Monsieur le Président

Affaire 66. Mandat de la SA3M pour la réalisation de la première tranche du cimetière métropolitain. Maintenant ce sont les CRAC. Y a-t-il des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 67 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNES DE CASTELNAU-LE-LEZ ET DE MONTPELLIER - CONCESSION EUREKA - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - AVENANT N°19 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 67. Concession Eurêka ; CRAC. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Mathilde BORNE.

AFFAIRE N° 68 : AMENAGEMENT DURABLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT LE FRIGOULET - COMMUNE DE COURNONSEC - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 68. Concession d'aménagement le Frigoulet ; Commune de Cournonsec ; c'est le CRAC. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 69 : AMENAGEMENT DURABLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT ODE A LA MER - COMMUNES DE LATTES ET DE PEROLS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - AVENANT N°8 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Concession d'aménagement Ode à la mer, dont nous avons parlée. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui d'autre ne prend pas part au vote ? Qui est contre ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric

LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Mathilde BORNE

AFFAIRE N° 70 : AMENAGEMENT DURABLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) DESCARTES - COMMUNE DE LAVERUNE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC)- EXERCICE 2021 - APPROBATION

Mme M. MASSART entre en séance.

Monsieur le Président

Concession d'aménagement ZAC ; Commune de Lavérune. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 71 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ - CONCESSION D'AMENAGEMENT HAMEAU DE BAILLARGUET - - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 71. Concession d'aménagement sur le Baillarguet. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 72 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - CONCESSION CAMBACERES - SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - AVENANT N°9 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 72. CRAC Cambacérès. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 73 : AMENAGEMENT DURABLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SA3M - QUARTIER DES CEVENNES - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - AVENANT N°2 A LA CONCESSION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur AUDRIN, CRAC dans le quartier des Cévennes, donc l'opération de rénovation urbaine pour laquelle existe aussi une maison du projet. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

AFFAIRE N° 74 : AMENAGEMENT DURABLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SA3M - QUARTIER DE LA MOSSON - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - AVENANT N°2 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Concession d'aménagement dans le quartier de la Mosson. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

AFFAIRE N° 75 : AMENAGEMENT DURABLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA LAUZE EST - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Concession d'aménagement de la Lauze Est. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 76 : AMENAGEMENT DURABLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT DU PARC D'ACTIVITES ECONOMIQUES MARCEL DASSAULT ET PREMIERE EXTENSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - AVENANT N°14 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme R. TIKOUK sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 76. Concession d'aménagement du parc d'activités Dassault. Y a-t-il des refus de prendre part au vote ? Demandes de prise de parole ? Abstentions ? Oppositions ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

AFFAIRE N° 77 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE SUSSARGUES - CONCESSION D'AMENAGEMENT JULES RIMET - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - AVENANT N°2 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Commune de Sussargues ; concession d'aménagement Jules-Rimet. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Y a-t-il des personnes qui ne prennent pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

AFFAIRE N° 78 : AMENAGEMENT DURABLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT DU PARC D'ACTIVITES ECONOMIQUE CHARLES MARTEL - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 78. Parc d'activités Charles-Martel à Villeneuve-lès-Maguelone. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 79 : AMENAGEMENT DURABLE - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ CANNABE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 79. ZAC Cannabe ; Commune de Cournonterral. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 80 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE GRABELS - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) EUROMEDECINE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 80. Grabels ; ZAC Euromédecine. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 81 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ PORT MARIANNE - PORTE DE LA MEDITERRANEE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 81. Port Marianne. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 82 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ GAROSUD ET EXTENSION - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2021 (CRAC) - AVENANT N°6 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 82. Zone d'aménagement concerté Garosud et extension. Des refus de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

AFFAIRE N° 83 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) NINA SIMONE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - AVENANT N°2 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. REYNAUD sort de séance.

Monsieur le Président

ZAC Nina-Simone. Qui s'abstient ? Qui vote contre ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 84 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) HIPPOCRATE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 84. ZAC Hippocrate. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 85 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ ODYSSEUM EST - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

85. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 86 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) MARCEL DASSAULT 2EME EXTENSION - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - AVENANT N°11 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

86. Saint Jean de Védas ; deuxième extension Dassault. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui d'autre ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Jacques MARTINIER, Mme

Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

AFFAIRE N° 87 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) CHARLES MARTEL EXTENSION - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

87. Villeneuve-lès-Maguelone ; Charles-Martel ; autre CRAC. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 88 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZONES D'ACTIVITES PARC 2000 ET PARC 2000 EXTENSION - CONCESSION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

88. Parc 2000 extension. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 89 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZONES D'ACTIVITES PARC 2000 2EME EXTENSION - CONCESSION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2021 - AVENANT N° 5 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. REYNAUD entre en séance.

Monsieur le Président

Et extension n° 2. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui d'autre ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Monsieur le Président

Nous avons épuisé l'ordre du jour. Mes chers collègues, merci beaucoup de votre présence. La séance est levée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 14h45.



Conseil du 4 octobre 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°MD2022-120 - 06/07/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°5167EA18 de prestation de géodétection sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la conclusion d'un avenant n°1 au marché n°5167EA18 de prestation de géodétection sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec le groupement d'entreprises VRD'TECT / GALILE / CB DETECTION / GENIMAP. L'avenant permet d'ajouter des références au Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Il est sans incidence financière.

N°MD2022-190 - 16/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 17 logements en location-accession - Résidence 'Atrium' - ZAC Les Horts de Vernis à Saussan - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 2 457 191 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI HABITAT auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer la réalisation de 17 logements en location-accession, résidence « Atrium », ZAC Les Horts de Vernis à Saussan.

N°MD2022-191 - 16/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 10 logements en location-accession - Résidence 'Summertime' - ZAC du Castelet - Lot II à Clapiers - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 2 300 000 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI HABITAT auprès de la CAISSE D'ÉPARGNE DU LANGUEDOC ROUSSILLON pour financer la réalisation de 10 logements en location accession neufs, résidence « Summertime », ZAC du Castelet - Lot II à Clapiers.

N°MD2022-192 - 16/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 8 logements sociaux - Résidence 'Modern'Art' - Rue Proudhon à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 921 542 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM FDI HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 8 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Modern'Art », 42 rue Proudhon à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-196 - 06/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM "La Cité Jardins" pour la construction de 88 logements sociaux - Résidence 'Séni'Or Pignan' - Rue des Tennis à Pignan - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant de 8 440 281 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM LA CITE JARDINS auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 88 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Séni'Or Pignan », rue des Tennis à Pignan. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-199 - 16/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne pour la construction de 61 logements sociaux - Résidence 'Amassa' - Avenue de l'Europe à Juvignac - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 4 743 529 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM PATRIMOINE SA LANGUEDOCIENNE auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 61 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Amassa », Avenue de l'Europe à Juvignac. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-244 - 13/07/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché 2021M1D0088DM d'achat de boxs de stationnement sécurisé pour vélos - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché permettant d'ajouter un prix au BPU afin de pouvoir équiper les boxes d'un équipement permettant de se passer d'un raccord électrique. Le montant HT de l'avenant est de 28 175 € HT.

N°MD2022-299 - 16/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 14 logements sociaux - Résidence 'La Roselière' - Rue du Coustouliès à Baillargues - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 514 158 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM FDI HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 14 logements locatifs sociaux neufs, résidence « La Roselière », 6 rue du Coustouliès à Baillargues. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-334 - 28/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la convention de mise à disposition n° 34 22 0009 01 avec la SAFER Occitanie d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Lattes et Montpellier

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition de la SAFER OCCITANIE d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Lattes et Montpellier pour une contenance totale de 78 ha 57 a 51 ca, pour une campagne d'une année jusqu'au 31/10/2022. La convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une redevance annuelle de 11 510 €.

N°MD2022-418 - 16/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Erilia pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence 'Villa Rubis', située 2B rue des Perrières à Castelnau-le-Lez - convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant de 913 155 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM ERILIA auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 6 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Villa Rubis », 2B rue des Perrières à Castelnau-le-Lez. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-436 - 06/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acceptation du transfert des voies rétablies dans le cadre des travaux de déplacement de l'autoroute A9 - Commune de Saint-Jean-de-Védas

Objet : A la suite de la finalisation des travaux de déplacement de l'A9 et de la fixation du domaine public autoroutier concédé, il convient de réaliser le transfert de propriété des parcelles supportant les rétablissements de voiries rendues nécessaires sur la commune de Saint Jean de Védas. Toutes ces voies ont fait l'objet d'une remise en gestion auprès des services métropolitains compétents lors de leur mise en service.

N°MD2022-466 - 16/06/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°M0B0027EA Étude de diagnostics déchets et amiante avant démolition Avenant n°1

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° M0B0027EA "Étude de diagnostics déchets et amiante avant démolition" afin d'introduire au marché des prix nouveaux. L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public

N°MD2022-512 - 04/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la Société Foncière d'Habitat et Humanisme pour l'acquisition d'un logement social - 3 Rue des Catalpas, Cité Saint-Martin à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir le remboursement de la somme de 98 019 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SCA FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, pour l'acquisition d'un logement locatif social, 3 rue des Catalpas, Cité Saint Martin, Bâtiment 51, Porte 191 à Montpellier.

N°MD2022-516 - 07/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 10 logements sociaux - Résidence "La Closerie du Lez", 625 route de la Pompignane à Castelnau-le-Lez - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir le remboursement de la somme de 934 917,75 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, résidence « La Closerie du Lez », 625 route de la Pompignane à Castelnau-le-Lez.

N°MD2022-517 - 08/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 8 logements sociaux - Résidence 'In'Side ', 172 Rue de la Fontainette à Prades-le-Lez - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir le remboursement de la somme globale de 659 646 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « In'Side », 172 Rue de la Fontainette à Prades-le-Lez.

N°MD2022-518 - 11/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 17 logements sociaux - Résidence 'L'Echappée Belle', Chemin de Courpouyran à Juvignac - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir le remboursement de la somme de 1 109 069,25 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 17 logements locatifs sociaux, résidence « L'Echappée Belle », Chemin de Courpouyran à Juvignac. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-519 - 20/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction d'un logement social - Résidence ' Promesse ', 5 Rue de Nazareth à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir le remboursement de la somme de 92 299,50 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Promesse », 5 Rue de Nazareth à Montpellier.

N°MD2022-520 - 20/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 20 logements sociaux - ' Résidence du Parc ', 29 Impasse de la Pierre Bleue à Castries - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est la signature d'une convention afin de garantir le remboursement de la somme de 1 963 752,75 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 20 logements locatifs sociaux, résidence « Résidence du Parc », 29 Impasse de la Pierre Bleue à Castries. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-521 - 13/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Le Valjoly ', 85 Rue Buffon à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme globale de 320 162,25 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Le Valjoly », 85 Rue Buffon à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-532 - 28/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à un échange foncier avec soulte entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenue Jean Mermoz, avenue Henri II de Montmorency, rue de Valençay, boulevard d'Antigone - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'un échange foncier entre l'Etat et la Métropole, avec soulte d'un montant de 1 035€ au bénéfice de l'Etat de clôturer le périmètre des bureaux de l'INSEE et à la collectivité d'être propriétaire d'emprises dont la gestion relève de sa compétence.

N°MD2022-572 - 21/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec la Mairie de Castelnau-le-Lez dans le cadre de la programmation hors les murs du Kiasma - Autorisation de signature

Objet : Une convention de partenariat est signée avec la Ville de Castelnau-le-Lez – KIASMA ; pour le spectacle Les instantanés de LA COMPAGNIE « LE CRI DEVOT » qui fera l'objet d'une programmation à la médiathèque Aimé Césaire dans le cadre de sa programmation culturelle le jeudi 12/05/2022 à 19h. Le contrat prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et prend fin à l'issue du spectacle. La programmation de ce spectacle est consentie à titre gracieux.

N°MD2022-574 - 29/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles à vocation publique - ZAC de la Draye - Tranche 2 - Commune de Jacou

Objet : GGL GROUPE a aménagé la ZAC de la Draye à Jacou. Il a été convenu que les voiries et équipements publics seraient rétrocédés à la Métropole en fin d'opération. la Métropole a déjà récupéré les voiries de la tranche 1 ; il est proposé de régulariser la propriété des voiries dans la tranche 2

N°MD2022-583 - 28/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles BX 578 et BX 579 - ZAC de Courpouyran - commune de Juvignac

Objet : Dans le cadre de la ZAC de Courpouyran à Juvignac, il est prévu que la Métropole récupère dans son domaine public, les emprises et voiries à vocation publique. Il est proposé d'acquérir les 2 parcelles BX 578 et BX 579 pour les classer dans le domaine public métropolitain. L'acquisition est à l'euro symbolique.

N°MD2022-598 - 05/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire consentie sur les parcelles cadastrées section RB n° 11 - 12 et 13p - commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de l'Association « LA BERGERIE LANGUEDOCIENNE MONTPELLIER », une convention d'occupation temporaire sur les parcelles cadastrées section RB n° 11, 12 et 13p d'une contenance totale d'environ 12 305 m², situées lieudit « Le Grand Grès » sur la commune de Montpellier, afin de permettre le déroulement de la fête de l'Aïd Al-Adha qui se déroulera durant trois jours, du 9/07/2022 au 11/07/2022. Le site pourra être utilisé à compter du 21/06/2022 au 15/07/2022 afin de permettre le montage des installations et la remise en état. La convention est consentie et acceptée moyennant la somme forfaitaire de 35 €.

N°MD2022-602 - 28/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la convention de mise à disposition à la SAFER Occitanie - Domaine de Viviers - Communes de Clapiers et Jacou

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de la SAFER OCCITANIE, des parcelles situées sur les communes de Clapiers et Jacou pour une surface totale de 36 ha 52 a 87 ca. La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'une campagne jusqu'au 30/08/2022 pour une redevance annuelle de 6 600 €.

N°MD2022-618 - 28/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle ZB 528 - Chemin des Crouzettes - Commune de Montaud

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Félix et Madame Vanhaesebroucke ou toute personne s'y substituant, la parcelle ZB 528, d'une superficie de 40 m² en vue de l'aménager et de l'intégrer dans son domaine public. La transaction est consentie au prix de 12 €/m² soit un montant total de 480 €. Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-636 - 28/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de parcelles en vue d'aménagements de voirie sur la Commune de Cournonsec et la Commune de Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du DEPARTEMENT DE L'HERAULT, les parcelles acquises avant transfert des routes départementales, en bordure de la RD 5 sur la commune de Cournonsec, en vue de l'aménagement de la voie et la réalisation d'une piste cyclable. ainsi que la parcelle CA 14 d'une superficie de 2233 m² située lieudit « Mante » sur la commune de Fabrègues. La transaction est consentie au prix de 93 541,16 € pour les parcelles concernant le projet d'aménagement de la RD 5 et 22 000 € pour la parcelle CA 14, soit un montant total de 115 541,16 €.

N°MD2022-641 - 28/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle CB 317 - Chemin des Mûriers - Commune de Castelnau-le-Lez

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Spaeth, la parcelle CB 317, d'une superficie de 98 m² en vue de l'intégrer dans son domaine public. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir un trottoir et des abords de voirie.

N°MD2022-642 - 28/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre, l'Office de tourisme et de congrès de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : La convention de partenariat a pour objectif de définir l'organisation, les droits et obligations des parties contractantes, concernant notamment le dispositif « city card », pendant la période de collaboration entre le musée Fabre et l'Office de tourisme et de congrès de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-653 - 15/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre n°8.134 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant de transfert n°1 au marché de maîtrise d'œuvre n°8.134 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway. Il s'agit du de l'apport partiel d'actifs de SYSTRA à SYSTRA FRANCE. Il n'a aucune incidence financière sur le projet.

N°MD2022-656 - 20/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession de la parcelle BB 184 aux consorts CLARET - Commune de Vendargues

Objet : Par décision en date du 10/11/2016, Montpellier Méditerranée Métropole avait décidé de préempter la parcelle BB 184 sur la commune de Vendargues. Les acquéreurs évincés ont contesté cette décision de préemption annulée par la Cour Administrative d'Appel de Marseille qui a contraint la Métropole à céder aux consorts Claret la parcelle pré-citée au prix de 15 000 €.

N°MD2022-657 - 26/07/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché n°M1D0089VD - Conditionnement de cartons issus de collecte sélective - Attribution

Objet : Le marché de conditionnement de cartons issus de collecte sélective est attribué à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS sise à Montpellier, pour un montant maximum annuel de commandes de 130 000 € HT. Le marché est d'un an à compter de sa notification et peut être reconduit trois fois un an.

N°MD2022-659 - 06/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au marché N°M2B0010HP - Curage et pompage des réseaux d'assainissement des sites métropolitains

Objet : Le marché M2B0010HP est attribué à l'entreprise SARP MEDITERRANEE sise à Montpellier. Il est conclu pour un montant maximum de 82 000 € HT et pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

N°MD2022-664 - 28/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles A 1836 et A 1837 - Lieudit La Capelane - Commune de Saint-Brès

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la commune de Saint-Brès les parcelles A 1836 et A 1837 d'une superficie respective de 65 m² et 201 m², situées lieudit « La Capelane », afin de régulariser la situation juridique de ces deux emprises. La transaction est consentie au prix de 1.50 €. Cette décision annule et remplace la décision n° MD 2022-555 du 28/04/2022. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-675 - 15/06/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant N°6 prorogeant l'occupation de locaux par la société TZIC au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°6, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, conclue avec la société TZIC en date du 28/05/2017, pour une période de six mois soit du 1/06/2022 jusqu'au 30/11/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par ladite société pour la surface de 241,70 m² occupée dans la pépinière d'entreprises Cap Alpha s'élève à 2 789,15 €.

N°MD2022-676 - 15/06/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public par l'association DIGITAL113 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA - Autorisation de signature

Objet : Afin de permettre la continuité de l'animation de la maison du Numérique située dans la pépinière d'entreprises CAP OMEGA par le GRAND CLUSTER DU NUMERIQUE D'OCCITANIE DIGITAL113, une convention d'occupation du domaine public prévoyant l'hébergement de ce cluster est proposée pour une durée de 12 mois. La redevance qui devrait être payée (1 987, 64 € HT/HC par mois) sera valorisée en complément d'une subvention apportée par la Métropole approuvée par la délibération n°M2022-51 en date du 25/01/2022.

N°MD2022-677 - 06/07/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un renouvellement d'une adhésion à l'association Centre Européen de prévention de Risque d'Inondation (CEPRI)

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à renouveler, pour l'année 2022, son adhésion à l'association Centre Européen de Prévention et de gestion du Risque Inondation (CEPRI). Le montant de la cotisation s'élève à 2 000 €.

N°MD2022-678 - 06/07/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au renouvellement d'adhésion à l'association nationale des gestionnaires de digues - France Dignes

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à renouveler son adhésion à l'association nationale des gestionnaires de digues - FRANCE DIGUES. Les frais s'élèvent à 1 812 €.

N°MD2022-681 - 27/06/22 - Service Politique de la Ville

Décision relative au marché n°M2B0032PV Évaluation finale du contrat de ville 2015 - 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole Préparation de la nouvelle contractualisation - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché à la SA SEMAPHORES EXPERTISE sise à Paris. Ce marché est conclu pour un montant global de 49 465 € HT réparti comme suit : 24 755 € HT pour la tranche ferme, et 24 710 € HT pour la tranche conditionnelle. Sa durée globale est de 12 mois maximum, dont 6 mois maxi pour la tranche ferme et 6 mois maxi pour la tranche conditionnelle. Il prend effet à compter de la date de notification au prestataire.

N°MD2022-682 - 06/07/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à un accord cadre à marchés subséquents pour des marchés de travaux - Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Aire de Fabrègues - Autorisation de signature du Marché Subséquents n°6 - Lot 1 'Terrassement, voirie, pluvial '

Objet : Le marché subséquent n°6 relatif à la réalisation d'un terrassement en pleine masse et des parcelles sur l'aire d'accueil des gens du voyage de Fabrègues - lot 1 « Terrassement, voirie, pluvial », est attribué à l'entreprise JOULIE, sise à Cournonsec, pour un montant de 82 470 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service et pour une durée d'un mois.

N°MD2022-683 - 06/07/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à un accord cadre à marchés subséquents pour des marchés de travaux - réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Aire de Castries -Autorisation de signature du Marché Subséquents n°7 - Lot 1 'Terrassement, voirie, pluvial '

Objet : Le marché subséquent n°7 relatif à la réalisation d'un accès conforme à la destination de l'aire d'accueil des gens du voyage de Castries - Lot 1 « Terrassement, voirie, pluvial », est attribué à l'entreprise JOULIE, sise à Cournonsec, pour un montant de 51 217,50 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service et pour une durée d'un mois.

N°MD2022-687 - 15/06/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société TIPSI au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation du domaine public, conclue avec la société TIPSI, pour une surface locative au sein de la pépinière CAP OMEGA et pour une période de 10 mois à compter du 1/06/2022 et jusqu'au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 30,71 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 406,60 €.

N°MD2022-689 - 17/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété société DECATHLON - Terrain nu - Parcelle CA 7, 9 et 11 - Lieudit Figuière - Commune de Lattes

Objet : Décision de préemption à l'occasion de la vente par la société DECATHLON, d'un terrain nu de 5.415 m², situé lieudit la Figuière à Lattes, cadastré section CA 7, 11 et 9, au prix révisé de 162.450 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire en vue de réaliser un bassin d'écroulement en aval du Nègue Cats dans le cadre du projet Cambacères .

N°MD2022-691 - 06/07/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n° M0D0038EA - Travaux de protection contre les inondations du CHU de Montpellier secteurs 2 et 3 - Avenant n°1

Objet : L'avenant n°1 au marché n°M0D0038EA Travaux de protection contre les inondations du CHU de Montpellier secteurs 2 et 3 est signé pour ajouter un bordereau de prix supplémentaires permettant d'inclure des prix nouveaux au marché. L'avenant est d'un montant de 488 662; 02 € HT.

N°MD2022-694 - 17/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la vente à l'Office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole des lots de copropriété n°442 et n°111 de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier - parcelle cadastrée LR 38

Objet : Par arrêté préfectoral du 25/02/2021, la constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Tour d'Assas a été déclarée d'utilité publique. Dans cet immeuble, Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire des lots de copropriété n° 442 et n° 111 consistant en un local commercial d'une superficie de 66 m² et son garage en sous-sol. Il convient de céder ces biens au prix de 84 087,93 € à ACM HABITAT, bailleur social, qui se charge de la démolition de la Tour d'Assas, après s'être rendu propriétaire de l'ensemble des lots de copropriété.

N°MD2022-695 - 06/07/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole pour le projet LIFE REWA - Approbation - Autorisation de solliciter un financement

Objet : Il s'agit d'approuver la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projet LIFE REWA et d'autoriser la demande d'un financement auprès de la Région Occitanie pour un montant maximal de 459 389 €.

N°MD2022-696 - 15/06/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société BARNEY dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société BARNEY est agréée en vue de la location du lot B10A de 199,03 m² dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire jusqu'à démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2024. Son activité est la programmétrie (modélisation 3D). La société prévoit un effectif de 10 personnes à 3 ans.

N°MD2022-698 - 15/06/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de l'association FRENCH TECH MEDITERRANEE MONTPELLIER NIMES dans l'Hôtel French Tech à Montpellier

Objet : La candidature de l'association FRENCH TECH MEDITERRANEE MONTPELLIER NIMES est agréée en vue de la location du lot 3.2 de 57,12 m² dans l'Hôtel French Tech pour une période de 7 mois et 11 jours. L'association prévoit un effectif de 6 personnes à 3 ans.

N°MD2022-700 - 13/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réalisation de travaux énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de subvention travaux avec la copropriété La Fontaine (40 logements) ainsi que l'attribution de subventions pour les travaux copropriétés pour un montant total de 52 000 €.

N°MD2022-702 - 23/06/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à la prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des projets de coopération décentralisée solidaires de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'autoriser la prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des projets de coopération décentralisée solidaires de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est proposé l'accueil d'une délégation venant du Maroc pour un montant estimé à 10 000 €.

N°MD2022-703 - 21/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M1D0073DC ' Acquisition des DVD, CD et disques vinyles pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole ' - Lots 1, 2 et 3 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0073DC relatif à l'acquisition des DVD, CD et disques vinyles pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1, 2 et 3 comme suit :

- Lot 1 : DVD fictions adultes et jeunesse à l'entreprise COLACO, sise à Dardilly (69), pour un seuil annuel minimum de 90 000 € HT et pour un seuil annuel maximum de 180 000 € HT. ;

- Lot 2 : DVD documentaire adultes et jeunesse à l'entreprise ADAV, sise à Paris (75), pour un seuil annuel minimum de 16 000 € HT. et un seuil annuel maximum de 35 000 € HT. ;

- Lot 3 : CD et vinyles adultes et jeunesse à l'entreprise GAM, sise à Montpellier, pour un seuil annuel minimum de 10 000 € HT. et un seuil annuel maximum de 55 000 € HT.

La durée du marché est d'un an renouvelable trois fois un an pour l'ensemble des trois lots.

N°MD2022-704 - 18/07/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Rue des Frères ' avec la société ' SCCV Rue des Frères ' sur la Commune de Pignan - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de PUP conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et SCCV RUE DES FRERES relative à une opération de construction de 100 logements sur la commune de Pignan.

N°MD2022-705 - 15/06/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite 'Domaine de Montpeyre' avec la société 'Aliaga Foncier Concept' sur la commune de Saint-Georges-d'Orques

Objet : Il s'agit d'une décision en vue d'autoriser la signature de la convention de PUP conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « ALIAGA FONCIER CONCEPT » relative à une opération de construction de 170 logements sur la commune de Saint Georges d'Orques.

N°MD2022-708 - 26/06/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projets "Atlas de la Biodiversité Communale" (ABC) de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) - Approbation et autorisation de signature

Objet : L'appel à projets "Atlas de la Biodiversité Communale" (ABC), porté par L'OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE (OFB), poursuit l'objectif d'améliorer les connaissances sur le patrimoine naturel (faune, flore) afin de mieux le préserver et le valoriser. La candidature est portée par la Métropole et a fait l'objet d'échanges préalables avec ses communes membres. Le montant prévisionnel de cette action est estimé à 265 300 € sur 36 mois. La demande de subvention porte sur 150 710 €, soit 70% du montant des dépenses éligibles.

N°MD2022-712 - 22/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative aux conditions de mise à disposition de l'auditorium du musée Fabre pour les personnels enseignants des premiers et seconds degrés et les groupes scolaires de l'Académie de Montpellier, en annexe 1 de la Convention générale Education artistique et culturelle

Objet : Afin de préciser les conditions de mise à disposition de l'auditorium du musée Fabre pour les personnels enseignants des premiers et second degrés et les groupes scolaires de l'Académie de Montpellier, une annexe 1 de la convention générale Education Artistique et Culturelle est signée avec la Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt.

N°MD2022-713 - 21/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement et autres frais annexes dans le cadre de la délégation de Montpellier à Palerme du 2 au 4 juin 2022

Objet : Il s'agit d'autoriser la prise en charge des frais de la délégation de Montpellier à Palerme du 2/06 au 4/06, pour un montant estimé à 6 000 € pour le transport et l'hébergement.

N°MD2022-715 - 16/06/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°G0D0052MG - Achat et livraison de papier - Lot 3 : Papier d'imprimerie - Résiliation du marché

Objet : Il est donc nécessaire de résilier le lot 3 « Achat et livraison de papier d'imprimerie » du marché n°G0D0052MG « Achat et livraison de papier » avec la société INAPA FRANCE. Cette résiliation prendra effet au 01/07/2022 . Cette résiliation n'entraîne aucune indemnité.

N°MD2022-716 - 22/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement du partenariat entre le musée Fabre et la Direction régionale de l'Alimentation, l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)

Objet : Il s'agit de renouveler et préciser les conditions du partenariat entre le musée Fabre et la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) dans l'attente de son insertion dans la future convention en faveur de la généralisation de l'Education artistique et culturelle au moment de son renouvellement.

N°MD2022-722 - 20/06/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2202586-1 - Association ARFA PARC MONTCALM"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB et ASSOCIES à la suite au dépôt la requête n° 2202586-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 19/05/2022 par l'Association ARFA PARC MONTCALM contre la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 22/03/2022 portant modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier.

N°MD2022-725 - 24/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 399m² du bien immobilier sis La Fermaude à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré BW40, ainsi que de 143m² sis La Fermaude à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré BW55, appartenant à Mme MANOTTE et M. JIMENEZ, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 399 m² du bien immobilier sis La Fermaude à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 40 et une emprise de 143 m² du bien immobilier sis la Fermaude à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 55, appartenant à Madame Manotte et Monsieur Jimenez, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 10 682 €.

N°MD2022-728 - 15/06/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°G1D0076RI Accord cadre de travaux en groupement de commande - Phase 2 d'extension du réseau très haut débit et maintenance associée - Attributions des lots 1 et 2

Objet : Le marché n°G1D0076RI de travaux et de maintenance pour la phase 2 d'extension du réseau très haut débit métropolitain en groupement de commande avec la Ville de Montpellier est attribué :

- Le lot 1 "Phase 2 d'extension du réseau fibre optique de la Métropole et raccordement de caméras de vidéo protection" : entreprise SOGETREL sise à Pérols pour un montant maximum annuel de 2 000 000 € HT (1 450 000 € HT pour la Métropole et 550 000 € HT pour la Ville de Montpellier). Le marché est de 1 an reconductible 3 fois 1 an.

- Le lot 2 "Maintenance du réseau fibre optique de la Métropole" est attribué à SOGETREL sise à Pérols pour un montant forfaitaire annuel de 12 400 € HT et un maximum annuel de 150 000 € H.T pour les prestations faisant l'objet de bons de commandes. Le marché est de 1 an reconductible 3 fois 1 an.

N°MD2022-730 - 16/06/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au lot 12 "Signalétique du bâtiment" du marché n°5016MG18 - Travaux neufs, de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole et la société ADZIF/VISUAL FACTORY signent un avenant n°1 au Lot n°12 « Signalétique du bâtiment » du marché 5016 MG18 Travaux neufs, de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole afin de rajouter 8 lignes au BPU pour la signalétique chantier avec des prix nouveaux qu'il est nécessaire d'intégrer au marché. L'avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

N°MD2022-731 - 21/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition du local "Welcomedia" à la société Darver dans le cadre des travaux de réaménagement de la place de la Comédie - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la Métropole à signer, avec la société DARVER, une convention de mise à disposition de l'ancien restaurant "Welcomedia" afin d'y installer la base vie du chantier de réaménagement de la place de la Comédie. La convention est conclue à titre gratuit et pour la durée du chantier.

N°MD2022-733 - 28/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 91 logements privés et une copropriété dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé d'attribuer des subventions pour la réhabilitation de 91 logements occupés par leurs propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, et d'une copropriété, pour un montant total de 375 936 €, dont 39 000 € accordés au titre de la « prime PCAET » à la rénovation thermique des logements de 1 300 €. Ces logements sont situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Castries, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, le Crès, Montaud, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone. En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à résider dans leur logement pendant 6 ans au moins.

N°MD2022-734 - 28/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession d'une emprise de 3 m² située Quai Louis Le Vau - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite céder au RECTORAT l'emprise d'une superficie de 3 m² de la parcelle cadastrée LM 886, déclassée du domaine public, située rue Quai Louis Le Vau sur la commune de Montpellier. Cette cession sera réalisée à l'euro symbolique conformément à l'estimation établie par FRANCE DOMAINE. Cette décision abroge et remplace la décision n°MD2021-084 du 16/06/2021.

N°MD2022-735 - 29/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer une subvention à Mme BOURILLON demeurant à Montpellier sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant global de 1300 €

N°MD2022-736 - 18/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : Saint Dominique (13 logements), le Surinam (10 logements), Collines d'Estanove bât A et D1 (178 logements), ainsi que l'attribution de subventions pour les audits de copropriétés pour un montant total de 18 090 €.

N°MD2022-737 - 23/06/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI JACKY dans la Zac Eurêka à Montpellier

Objet : La candidature de la SCI JACKY est agréée en vue de l'acquisition du lot B16/B17, volume 1, de 1 460 m² dans la ZAC Eurêka. L'utilisateur final sera la SARL VIP PLUS pour une activité de serrurerie, métallerie, menuiserie, automatisme et associés. La société prévoit un effectif de 43 personnes à 3 ans.

N°MD2022-738 - 23/06/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI MAMA dans la Zac Eurêka à Montpellier

Objet : La candidature de la SCI MAMA est agréée en vue de l'acquisition du lot B16/B17, volume 2, de 6 224 m² pour la réalisation d'un programme de bureaux et d'entrepôts de 1 556 m² de surface de plancher dans la ZAC Eurêka. L'utilisateur final sera la SAS MILANDRE, holding qui regroupe 5 sociétés du secteur cafés, hôtels, restaurants. La société prévoit un effectif de 15 personnes à 3 ans.

N°MD2022-740 - 21/07/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société FLAVI au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société FLAVI pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA et pour une période de 9 mois à compter du 1/07/2022 et jusqu'au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 24 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 309,12 €.

N°MD2022-741 - 06/07/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le Département de l'Hérault pour la réalisation d'une voie verte sur les communes de Pérols et de Mauguio-Carnon - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault, d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une voie verte sur les communes de Pérols et de Mauguio-Carnon afin d'assurer une meilleure coordination des travaux et des procédures.

N°MD2022-742 - 17/06/22 - Direction des Sports

Décision relative à l'adhésion à l'association Territoires d'Événements Sportifs (TES) pour l'année 2022

Objet : Il s'agit d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ASSOCIATION TERRITOIRES D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS (TES), dont la cotisation pour 2022 est fixée à 5 000 €.

N°MD2022-743 - 17/06/22 - Direction des Sports

Décision relative à l'adhésion à l'Association des Personnels d'Entretien des Terrains de Golf (AGREF) pour l'année 2022

Objet : La présente décision a pour objet d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ASSOCIATION DES PERSONNELS D'ENTRETIEN DES TERRAINS DE GOLF (AGREF), dont la cotisation pour 2022 est fixée à 75 €.

N°MD2022-744 - 15/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché n°8.82K "Diagnostics plomb et amiante avant démolition" dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Il est proposé d'attribuer le marché 8.82K portant sur les diagnostics plomb et amiante avant démolition dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway à l'entreprise INKA EXPERTISES sise à Lattes (34), s'agissant d'un accord cadre à bons de commande d'un montant maximum de 80 000 € HT.

N°MD2022-746 - 22/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Commune de Lattes - Zone d'Aménagement Concerté de Soriech - Acquisition d'un local commercial en copropriété - Lot 2 - Propriété de la société 4 MURS.

Objet : Il s'agit de préempter un bien à usage de commerce situé dans le projet Ode à la mer dans le cadre du renouvellement urbain et de la mutation du tissu commercial de la zone, au prix de la Déclaration d'Intention d'Aliéner soit 582 609€ + la commission d'agence. Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la S.A. 4 MURS, le lot n°2 de la copropriété faisant partie d'un ensemble immobilier à usage commercial, loué avec un bail commercial, situé ZAC de Soriech, cadastré section CK 36.

N°MD2022-747 - 16/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'association UNAPEI 34 pour la construction d'une unité de vie de 8 logements locatif sociaux - Extension du Foyer de Vie "Le Parc" - Rue du Mas de Villaret à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir à hauteur de 20 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 384 084 € sollicité par l'association UNAPEI 34 auprès du CREDIT COOPERATIF pour financer la réalisation d'une unité de vie de 8 logements locatifs sociaux neufs, extension du Foyer de Vie « Le Parc » situé 227 rue du Mas de Villaret à Montpellier.

N°MD2022-748 - 24/06/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la clôture du mandat d'études confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Secteur Pagézy - Commune de Montpellier

Objet : clôturer le mandat d'études confié à la SA3M préalable à la création de la ZAC Bofill.

N°MD2022-749 - 21/07/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de cat A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier

Objet : Il s'agit de renouveler la mise à disposition de Cécile Moragny auprès de la Ville à compter du 01/12/2021 pour un an.

N°MD2022-750 - 21/07/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de cat A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de La Ville de Montpellier

Objet : Il s'agit de renouvellement de la mise à disposition de Sandrine Locci auprès de la Ville du 01/01/2022 au 31/12/2022.

N°MD2022-751 - 06/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 72 logements locatifs sociaux - EHPAD 'Les Garrigues' - Chemin de la Bergerie à Cournonterral - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant de 11 290 265 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 72 logements locatifs sociaux neufs, EHPAD « Les Garrigues », 1 Chemin de la Bergerie à Cournonterral.

N°MD2022-752 - 21/07/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier

Objet : Il s'agit de renouveler la mise à disposition de Tourne Chantal auprès de la Ville du 01/07/2022 au 30/06/2023.

N°MD2022-753 - 21/07/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier

Objet : Il est proposé de renouveler mise à disposition de Mr Navarro auprès de la Ville du 15/04/2022 au 31/12/2022

N°MD2022-754 - 21/07/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition de 3 agents de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier

Objet : Il est proposé le renouvellement de la mise à disposition de 3 agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du service énergie de la Ville du 01/07/2022 au 30/06/2023

N°MD2022-755 - 21/07/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie A de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit de renouveler mise à disposition de Mme Domergue auprès de la Métropole du 01/06/2022 au 31/05/2023.

N°MD2022-756 - 29/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles à vocation publique - ZAC des Constellations - Commune de Juvignac

Objet : Il est proposé d'acquérir les emprises à vocation publique situées dans la ZAC des Constellations sur la commune de Juvignac, auprès de GGL GROUPE, aménageur. Il s'agit essentiellement des voiries et des places à intégrer au domaine public. La transaction est consentie à l'euro symbolique.

N°MD2022-757 - 13/07/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché M1D0070EP de travaux préparatoires sur la Voie Ferrée d'Intérêt Local Dépose des rails et des traverses relatifs à la création d'une voie partagée "modes actifs" de Saint-Jean-de-Védas à Fabrègues Attribution du marché

Objet : Dans le cadre du marché de travaux préparatoires sur la Voie Ferrée d'Intérêt Local n°M1D0070EP, l'entreprise RENOFR, sise à Montauban de Bretagne (35) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse avec un montant estimatif négatif de -9 160,40€ HT. Ce marché de dépose des rails et des traverses durera 3 mois (période de préparation d'un mois comprise).

N°MD2022-758 - 21/07/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société AI-STROKE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société AI-STROKE pour une surface locative au sein de la pépinière CAP OMEGA et pour une période de neuf mois, du 01/07/2022 au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle à payer par la société pour la surface de 14,07 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 186,29 € HT et HC.

N°MD2022-759 - 20/06/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°G9D0138MG - Maintenance et réparation des véhicules techniques - Lot 1 - Autorisation de signature

Objet : Un avenant n°1 au marché n°G9D0138MG de maintenance et de réparation des véhicules techniques - Lot 1 "Accord-cadre pour la maintenance et la réparation des balayeuses multimarques" est signé avec le titulaire EUROPE SERVICE. Il a pour objet le rajout de deux lignes au BPU concernant la maintenance de la climatisation des balayeuses. Il n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

N°MD2022-761 - 06/07/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent de travaux n°M9D0119AT - Aménagement de la voirie de la rue de la Ducque à Prades le Lez - Autorisation de signature du protocole transactionnel

Objet : Un protocole transactionnel au marché subséquent de travaux n°M9D0119AT - Aménagement de la voirie de la rue de la Ducque à Prades le Lez, est passé car plusieurs prestations, non-prévues dans le marché, se sont avérées nécessaires à la progression du chantier jusqu'à la livraison de l'aménagement complet. Le montant du protocole est de 28 718,10 € HT (+8,21 %).

N°MD2022-762 - 21/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt d'éléments muséographiques de reconstitution relatifs à l'exposition itinérante "Ötzi, la momie des glaces" appartenant à la collection du musée départemental des Merveilles situé à Tende dans le cadre de l'exposition : "Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique" organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023

Objet : Cette convention concerne le prêt d'éléments muséographiques relatifs à l'exposition itinérante « Ötzi, la momie des glaces » appartenant au MUSEE DEPARTEMENTAL DES MERVEILLES situé à Tende dans le cadre de l'exposition : « Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique » organisée par le Site archéologique Lattara – musée Henri Prades du 7/10/2022 au 6/03/2023.

N°MD2022-764 - 05/07/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative à la cession de 3 véhicules de la régie de collecte - Deux Chargeuses à pneus LIEBHERR L514 et un véhicule Télescopique MERLO

Objet : Le lot 3 du marché M1D0011VD pour l'exploitation de la plate-forme de réception/broyage de déchets verts de Grammont (zone Est) met à la charge du titulaire la fourniture des moyens nécessaires à l'exécution des prestations, notamment les véhicules techniques. Compte tenu de la vétusté et l'état d'usure des 3 véhicules de la Régie de collecte affectés jusqu'à ce jour à la plateforme de Grammont, il a été décidé de les céder en l'état. A savoir : • 1 Chargeuse à pneus LIEBHERR L514, pour un montant de 12 000 € • 1 Chargeuse à pneus LIEBHERR L514, pour un montant de 8 000 € • 1 véhicule Télescopique MERLO 2179548 pour un montant de 5 000 €

N°MD2022-766 - 21/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M0D0068DC - Travaux d'installation du nouveau système anti-incendie et des installations de sûreté - sécurité au musée Fabre

Objet : Le marché des travaux d'installation du nouveau système anti-incendie et des installations de sûreté – sécurité au musée Fabre est attribué au groupement d'entreprise INEO MPLR, INEO INFRACOM sis à Lattes, pour un montant de 624 126,97 € H.T. pour la partie forfaitaire et un maximum de 120 000 € H.T. pour la partie à prix unitaire. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée globale est de 6 mois et 1 semaine (travaux et période de préparation compris).

N°MD2022-767 - 15/06/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M1D0083EP - RD17E11 - Création d'une piste mixte - Ouvrage de franchissement du Lez à Montferrier sur Lez - Attribution

Objet : Le marché n°M1D0083EP - RD17E11 - Création d'une piste mixte - Ouvrage de franchissement du Lez à Montferrier-sur-Lez est attribué au groupement BUESA-STRAS, sis à Béziers, pour son offre variante, d'un montant de 922 729,14 € HT et pour une durée de 8 mois, dont la période de préparation de 2 mois.

N°MD2022-769 - 18/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision modificative relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Décision MD2022-568 du 2 juin 2022 - Autorisation de signature

Objet : A la suite d'une erreur matérielle, il convient de rectifier le nombre de logements composant les copropriétés éligibles à l'aide pour la réalisation d'audits énergétiques, et d'ajouter une nouvelle copropriété (la Treille, 48 logements à Montpellier) pour un montant totale de 45 540 €.

N°MD2022-770 - 17/06/22 - Direction des parcours professionnels et des compétences

Décision relative à l'accord-cadre n°G2B0033RH - Formations Permis de Conduire - Lots 1 et 2 - Attributions

Objet : L'accord-cadre n°G2B0033RH - Formations Permis de Conduire - Lots 1 et 2 est attribué comme suit :

- le lot 1 (Permis BE / Permis C) à l'entreprise CESR 66 – CITY, sise à Rivesaltes, sans minimum et avec un maximum de 41 500 € HT par année d'exécution du marché;
- le lot 2 (Conduite d'un 125) à l'entreprise AUTO ECOLE DE LA COMEDIE, sise à Montpellier, sans minimum et avec un maximum de 3 000 € HT par année d'exécution du marché. Les marchés prennent effet à compter de juillet 2022 pour une durée d'un an reconductible une fois pour une durée d'un an.

N°MD2022-771 - 16/06/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative aux frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du Développement Économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation

Objet : Dans la cadre du projet DYSIAAL 2 coordonné par AGROPOLIS INTERNATIONAL concernant le développement de capacités et de transfert de savoir-faire vers les équipes du pôle de compétitivité Agrinova de Fès Meknès, il est proposé d'autoriser le déplacement au Maroc des agents et/ou des élus concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite de 1 000 € maximum.

N°MD2022-773 - 07/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 11 logements privés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé d'attribuer des subventions pour la rénovation thermique et l'adaptation à l'autonomie de 11 logements occupés par leurs propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 19 797 €. Ces logements sont situés dans les communes de Castries, Castelnau-le-lez, Cournonterral, Montpellier et Restinclières. En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à résider dans leurs logements pendant au moins 6 ans.

N°MD2022-774 - 05/07/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative à l'octroi de la protection fonctionnelle

Objet : Il s'agit de l'octroi de la protection fonctionnelle à M. Assaf victime de faits présumés de prise illégale ou conflits d'intérêts dans le cadre de ses fonctions.

N°MD2022-775 - 29/06/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer une subvention à deux ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant global de 2600 € :

N°MD2022-776 - 21/07/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société à mission RACINES DE FRANCE pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Il s'agit d'un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole extension à compter du 1/07/2022 puis d'une deuxième extension à compter du 1/09/2022. Au 1/07, la surface passe de 29,20 à 43,90 m² pour un loyer HT et HC de 621,18 € puis au 1/09 la surface sera de 62,20 m² pour un loyer HT et HC de 880,13 € .

N°MD2022-777 - 06/07/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché n°M2B0002EP - Maintenance des escaliers mécaniques du Triangle à Montpellier - Attribution

Objet : Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande pour la maintenance des escaliers mécaniques du Triangle à Montpellier. Le marché a été attribué à l'entreprise KONE sise à Saint Jean de Védas pour un montant maximum de 89 990 € HT et pour une durée de 2 ans.

N°MD2022-778 - 22/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Commune de Lattes - Zone d'Aménagement Concerté de Soriech Acquisition d'un local commercial en copropriété - Lot 1 - Propriété de la société 4 MURS.

Objet : Il s'agit de préempter un bien à usage de commerce situé dans le projet Ode à la mer dans le cadre du renouvellement urbain et de la mutation du tissu commercial sur la commune de Lattes - Lot 1 - Propriété de la société 4 MURS. Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la S.A. 4 MURS, le lot n°1 de la copropriété faisant partie d'un ensemble immobilier à usage commercial, loué avec un bail commercial, situé ZAC de Soriech, cadastré section CK 36.

N°MD2022-779 - 30/06/22 - Direction des Sports

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0C0044DS - Livraison d'eau brute en gros pour la desserte du Parc Gérard-Bruyère à Baillargues - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M0C0044DS relatif à la livraison d'eau brute en gros pour la desserte du Parc Gérard-Bruyère à Baillargues. Il a pour objet de rectifier une erreur matérielle figurant à l'article 5.2 du cahier des clauses administratives particulières relatif aux modalités de variation des prix.

N°MD2022-780 - 06/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition du château Bonnier de la Mosson à l'Office du tourisme et des congrès Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention avec L'OFFICE DU TOURISME, dans le cadre de l'organisation de visites au château Bonnier de la Mosson.

N°MD2022-781 - 23/06/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société GAME SOURCE STUDIO dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société GAME SOURCE STUDIO est agréée en vue de la location du lot B02D de 61 m² dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est la création et le développement de jeux vidéo. La société prévoit un effectif de 60 personnes à 3 ans.

N°MD2022-782 - 23/08/22 - Direction des Sports

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Dénomination du stade d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public immatériel relatif à la dénomination du stade d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir avec la société GGL GROUPE, dénommé « GGL STADIUM » dans le cadre de cette convention, pour une durée allant de sa notification jusqu'au 30/06/2025, pour un montant annuel de redevance de 410 000 € HT.

N°MD2022-783 - 17/06/22 - Mission Mosson Cévennes

Décision relative à l'agrément de candidature de la société CITE JARDIN (Groupe Action Logement) sur le lot H3 du projet de renouvellement urbain du quartier MOSSON à Montpellier

Objet : La SA3M demande l'agrément de la société CITE JARDIN sur le lot H3 du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson, pour réaliser un projet de 72 logements collectifs sociaux à destination des seniors et jeunes actifs avec commerces en rez-de-chaussée, pour environ 3 192 m² de surface de plancher. Ce projet rentre dans le cadre des contreparties foncières pour le GROUPE ACTION LOGEMENT.

N°MD2022-784 - 22/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au dépôt d'une demande de subventions auprès de la DRAC Occitanie pour le FRAAB (Fonds régional de restauration et d'acquisition pour les bibliothèques) - 2022

Objet : Il s'agit du dépôt d'une demande de subventions auprès de la DRAC Occitanie pour le Fonds régional de restauration et d'acquisition pour les bibliothèques pour l'année 2022.

N°MD2022-786 - 20/06/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision modificative de la décision n°2022-397 du 7 avril 2022 relative à la prise à bail par Montpellier Méditerranée Métropole d'un appartement situé au 84 rue de Galata, résidence l'Amiral à Montpellier

Objet : La décision du MD2022-397 du 7/04/2022 concernant la location de l'appartement du 84 rue de Galata à Montpellier comporte une erreur matérielle concernant le montant du dépôt de garantie. La présente décision modifie l'article 5 de la décision n°MD2022-397 de la manière suivante : « Le montant du dépôt de garantie s'élève à 1 220 € ».

N°MD2022-788 - 29/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCIC Tropisme (Halle Tropisme) pour des actions en partenariat avec le Réseau des médiathèques pour la période de 2022 à 2025 dans le cadre de sa programmation culturelle

Objet : Une convention de partenariat 2022 à 2025 est conclue entre le Réseau des Médiathèques et la SCIC TROPISME pour l'année 2022, pour promouvoir les arts et la culture notamment numériques. Cette convention pourra être renouvelée trois fois par tacite reconduction.

N°MD2022-789 - 20/06/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un prêt à usage d'une maison d'habitation entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Habitat et Humanisme - Maison d'habitation 4 rue du Pergassan à Juvignac

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de prêt à usage avec l'association HABITAT ET HUMANISME, dans le cadre du relogement d'une famille de réfugiés Ukrainiens. Le contrat de prêt à usage porte sur une maison d'habitation sise à Juvignac (34 990). Le contrat de prêt à usage est consenti à titre gracieux à compter de sa signature pour une durée de 1 an renouvelable une fois pour la même durée.

N°MD2022-790 - 20/06/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un prêt à usage d'une maison d'habitation entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Habitat et Humanisme - Maison d'habitation 2 rue du Pergassan à Juvignac

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de prêt à usage avec l'association Habitat et Humanisme, sise 64 avenue de Castelnaud, 34090 à Montpellier dans le cadre du relogement d'une famille de réfugiés Ukrainiens. : Le contrat de prêt à usage porte sur une maison d'habitation située 2 rue du Pergassan – Lieudit Labournas à Juvignac (34 990) sur les parcelles BT0011 cadastrée à Juvignac. Le contrat de prêt à usage est consenti à titre gracieux à compter de sa signature pour une durée de 1 an renouvelable une fois pour la même durée.

N°MD2022-791 - 21/07/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M2D0068RI ' Licence et support ULA ORACLE dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' Autorisation de signature

Objet : Il s'agit du renouvellement des licences et du support ULA ORACLE pour l'année 2022 en passant par la convention UGAP 2022-2025. Le montant annuel s'élève à 101 991, 53 € HT soit 122 389, 84 € TTC.

N°MD2022-793 - 20/06/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2202792-8 TA - Lucas PRUD'HOMME"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP, Avocat , suite au dépôt de la requête n°2202792-8 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Lucas Prud'Homme tendant à la désignation d'un expert pour déterminer les causes et origines des désordres affectant sa propriété située rue de la Calade à Saint Jean de Védas.

N°MD2022-794 - 20/06/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Tribunal Judiciaire de Montpellier - Stéphanie PIOCH"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP consécutivement à l'assignation en référé déposée devant le Tribunal Judiciaire à la requête de Madame Pioch tendant à la désignation d'un expert pour déterminer les causes et origines des infiltrations d'eau affectant sa propriété située rue de la Chapelle et rue Dressière à Cournonterral.

N°MD2022-795 - 27/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché 8.311 - Matériel Roulant - dans le cadre du projet de la ligne 5 de tramway et du renouvellement du parc existant

Objet : Le marché 8.311 portant sur l'acquisition du matériel roulant est attribué groupement CAF ESPAGNE / CAF FRANCE sis à Paris, pour un montant de 223 583 807.33 € HT résultant de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, définie comme suit :

- Fourniture de 60 rames en tranche ferme pour un montant de 177 796 963 € HT, soit un prix unitaire de 2 963 282,72 € HT hors PSE 3 correspondant à la fourniture d'un système d'analyse automatique du profil de voie ;
- Tranche Optionnelle 1 : Fourniture de 17 rames pour un montant de 45 373 965,33 € HT ;
- Fourniture d'un système d'analyse automatique du profil de voie correspondant à la PSE 3 pour un montant de 412 879 € HT.

Montant à compléter des deux tranches optionnelles :

- Tranche Optionnelle 2 : Fourniture d'une prestation de démantèlement pour un montant de 1 € HT ;
- Tranche Optionnelle 3 : Fourniture d'une prestation de vente en occasion pour un montant de 90 000 € HT.

N°MD2022-796 - 22/06/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.42C.036 "Travaux Feeders Lot 4", dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Il est proposé de prendre acte de la conclusion d'un avenant n°1 ayant pour objet la régularisation de prix nouveaux notifiés en cours de travaux et prenant acte de l'évolution à la baisse du détail estimatif au vu des quantités réellement réalisées au cours de l'exécution des travaux.

N°MD2022-797 - 29/06/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°4983MG18 - Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°2 au lot 1 : Bâtiment administratifs et bâtiments annexes - Autorisation de signature

Objet : Un avenant n°2 au lot 1 « Bâtiments administratifs et bâtiments annexes » du marché 4983MG18 est conclu avec la Société ARC EN CIEL SUD-EST afin de prolonger le marché d'un mois. L'avenant a une incidence financière sur le montant de la partie forfaitaire du marché en introduisant un écart de 2,1%. Le montant global pour la partie forfaitaire de l'avenant du lot n°1 est de 20 662, 29 € HT.

N°MD2022-798 - 29/06/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n° 1 au lot 2 "Pôles territoriaux et centres techniques" Marché n°4983MG18 - Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un avenant n°1 au lot 2 « Pôles territoriaux et centres techniques » au marché n° 4983MG18 est conclu avec la Société HYGIE SPHERE afin de retirer 3 sites qui ne sont plus exploités de la décomposition du prix global et forfaitaire concernant les besoins de nettoyage. L'avenant n°1 a une incidence financière sur le montant de la partie forfaitaire du marché en introduisant un écart de -7,17%. Le montant pour la partie forfaitaire du lot n°2 de l'avenant est – 8 770, 39 € HT.

N°MD2022-799 - 28/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre l'école du Louvre et le musée Fabre

Objet : L'ECOLE DU LOUVRE est un établissement d'enseignement supérieur dispensant des cours en histoire des arts et civilisations. Dans le cadre de ses missions, cette école organise des cours dans les principales régions de France, en partenariat avec les musées locaux et leurs collectivités de rattachement. Depuis 2004, des cours sont organisés en partenariat avec le musée FABRE. Il est proposé de reconduire le dispositif pour 2023 avec deux cycles de cinq séances.

N°MD2022-800 - 21/07/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI passée avec la société ANTIKYTERA - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ANTIKYTERA pour permettre à celle-ci de bénéficier d'une domiciliation avec installation de son siège social au MIBI. Elle est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable deux fois sur avis du BIC de la Métropole. Le montant de la domiciliation au MIBI s'élève à 36,00 € HT par mois.

N°MD2022-801 - 28/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BO 66 - Propriété de l'indivision ESTEBAN - Route métropolitaine n°5 de Pignan à Lavérune - Commune de Pignan

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, en collaboration avec la Mairie de Pignan, créer un giratoire afin d'améliorer la sécurité de l'ensemble des usagers. Il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée BO 66, sur la commune de Pignan, auprès des indivisaires Esteban. Le prix de la transaction s'élève à un montant total de 3 315 €.

N°MD2022-802 - 28/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché M2B0051DC - Réalisation de 6 sujets photographiques, 6 podcasts et un fanzine sur le territoire de la candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2B0051DC à l'entreprise TENDANCE FLOUE, sise à Montreuil. Il concerne la réalisation de 6 sujets photographiques, 6 podcasts et un fanzine sur le territoire de la candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028. Il est conclu pour un montant de 58 929 € HT et pour une durée de 5 mois à compter de sa signature.

N°MD2022-803 - 29/06/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M8D0027EP - Fournitures de matériel et de pièces détachées d'éclairage public - Lot 2 : composants électroniques - Avenant de transfert - Autorisation de signature

Objet : A la suite de l'acquisition de la société CGED par la société SONEPAR FRANCE DISTRIBUTION par voie de fusion, il est nécessaire de conclure un avenant de transfert pour le lot 2 au marché M8D0027EP dont la société CGED est titulaire.

N°MD2022-804 - 06/07/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M2B0017DS - Régulation de populations animales pour les sites de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Le marché n°M2B0017DS est attribué au candidat SEM, sise à Mauguio. Il concerne la régulation de populations animales pour les sites de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un montant maximum de 75 000 € HT. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée allant jusqu'au 6/01/2024 inclus.

N°MD2022-805 - 08/07/22 - Direction du Pilotage et de la Modernisation RH

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Montaud auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition d'un agent de la Ville de Montaud auprès de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du dispositif métropolitain du "Guichet Unique de Proximité" jusqu'au 31/12/2023

N°MD2022-807 - 08/07/22 - Direction du Pilotage et de la Modernisation RH

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Restinclières auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition d'un agent de la Ville de Restinclières auprès de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du dispositif métropolitain du "Guichet Unique de Proximité" jusqu'au 31/12/2023

N°MD2022-808 - 21/07/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°7 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°7 à la convention d'occupation du domaine public conclue le 01/07/2013 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI. Il a pour objet de proroger la dite convention pour la 3ème fois et pour une période de 9 mois. A compter de sa date de signature, la redevance mensuelle à payer par la société FRUITION SCIENCES pour la surface totale de 78,10 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à 1 105,11 € HT et HC soit 14,15 €/m.

N°MD2022-809 - 06/07/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant de transfert à l'accord-cadre n°M9D0007EA - Mission d'AMO à l'organisation des modes de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'un avenant de transfert du groupement NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES/J.P MENEAU sise 69003 LYON modifiant la composition du groupement en substituant la SELARL ACOCE au cabinet JPh MENEAU. Le nouveau groupement est désormais : NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES- et SELARL ACOCE. L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

N°MD2022-810 - 07/07/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°M8D0035EA - Inspections télévisées - Essais d'étanchéité - sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes de Montpellier Méditerranée Métropole - Programme 2019/2023

Objet : Il s'agit de signer l'avenant de transfert du marché n°M8D0035EA - Inspections télévisées - Essais d'étanchéité - sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes de Montpellier Méditerranée Métropole - Programme 2019/2023 à la Régie des Eaux au 1/01/2023.

N°MD2022-811 - 22/07/22 - Direction des Sports

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public, à titre payant, concernant l'usage de créneaux piscines - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de conventions d'occupation du domaine public, précaire et révocable, avec des associations, des clubs sportifs aquatiques, des structures scolaires et autres organismes de formations professionnelles. Elles sont signées à titre payant, conformément à la tarification en vigueur, pour une durée couvrant la saison sportive 2022-2023, soit du 1/07/2022 au 30/07/2023.

N°MD2022-812 - 21/07/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société GREENPHAGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société GREENPHAGE pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA et pour une période de neuf mois à compter du 1/07/2022 et jusqu'au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 135 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 635,84 €.

N°MD2022-813 - 08/07/22 - Direction des Sports

Décision relative à des conventions d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public à titre gratuit, par des associations et clubs sportifs pour l'usage des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit de permettre par la signature de conventions avec des associations et clubs sportifs, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole, de développer leurs activités à finalité solidaire et sociale et / ou de promouvoir leurs disciplines sportives, dans le cadre d'organisations de manifestations sportives dont le niveau sportif, la finalité et l'audience participent à valoriser l'image et la notoriété de la Métropole

N°MD2022-814 - 08/07/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°2 au Lot 11 "Désamiantage et Déconstruction" du marché n°5016MG18 - Travaux rénovation et réhabilitation des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un avenant n°2 au lot 11 « Déconstruction Désamiantage » au marché n° 5016MG18 est signé avec la société AVENIR DECONSTRUCTION afin de rajouter un prix au Bordereau des Prix Unitaires pour un poste qui comprend l'amené des matériaux de démolition au concasseur. L'avenant n'a aucune incidence financière.

N°MD2022-815 - 07/07/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°M0B0092EA - Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour le comblement des captages d'eau potable

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec la société IDEES EAUX afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la régie de l'eau potable et de l'assainissement. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-816 - 28/06/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de 4 parcelles - Délaissés de voirie - Avenue Justin Bec - Commune de Saint Georges d'Orques

Objet : Il est proposé d'acquérir 4 parcelles en nature de délaissés de voirie pour une superficie totale de 2394 m², avenue Justin Bec sur la commune des Saint Georges d'Orques, pour aménager un cheminement piéton le long de la voie et un abri bus aux normes PMR.

N°MD2022-817 - 05/07/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M2B0023VD - Location et l'entretien des vêtements de travail de la régie de collecte de déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec la Société MAJ SANELIS PROVENCE sise à Nîmes, du marché n°M2B0023VD relatif à la location et l'entretien des vêtements de travail de la régie de collecte de déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole. L'accord-cadre est conclu sans minimum avec un maximum de 89 900 € HT pour une durée de 15 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-818 - 18/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : La Closerie du Château (87 logements), Rive droite (91 logements), Val Fleuri (28 logements, ainsi que l'attribution de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 18 540 €.

N°MD2022-819 - 13/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'association ADAGES pour la construction d'une unité de vie de 12 logements locatifs sociaux - Extension du Foyer de Vie ' L'Archipel de Massane' - Rue de Saint-Priest à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 20 % le remboursement du prêt d'un montant de 1 624 614 € sollicité par l'association ADAGES auprès du CREDIT COOPERATIF pour financer la réalisation d'une unité de vie de 12 logements locatifs sociaux neufs, extension du Foyer de Vie « L'Archipel de Massane », 1855 rue de Saint-Priest à Montpellier.

N°MD2022-820 - 25/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPIC le Domaine d'Ô pour des actions en partenariat avec le Réseau des médiathèques pour la période de 2022 à 2026 dans le cadre de sa programmation culturelle

Objet : Il est proposé un partenariat de 2022 à 2026 entre le réseau des médiathèques et le Domaine d'O en vue d'actions culturelles communes ainsi qu'une communication partagée sur différents événements.

N°MD2022-821 - 28/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation d'occupation du domaine public à l'association de quartier "Nouveau Sainte-Anne"

Objet : Il s'agit d'approuver la mise à disposition à titre gratuit d'une salle de l'hôtel d'Aurès à l'association NOUVEAU SAINTE-ANNE, dans le cadre de l'organisation des Nuits de Sainte-Anne.

N°MD2022-822 - 19/07/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M2D0036RI ' Mise en œuvre d'un jumeau numérique dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature

Objet : Il est nécessaire de poursuivre la mise en œuvre du Jumeau Numérique pour le SIG par l'intermédiaire de l'UGAP. Un nouveau devis d'un montant de 45 361, 93 € HT est signé.

N°MD2022-824 - 20/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à un échange foncier sans soulte entre la Holding Imbert et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Castries

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la HOLDING IMBERT les parcelles BA 96 et BA 99, situées chemin du Mas de Rou sur la commune de Castries, d'une superficie totale de 409 m². Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain. Montpellier Méditerranée Métropole vend à la HOLDING IMBERT, la parcelle BA 100 d'une superficie de 332 m², préalablement désaffectée et déclassée. L'échange foncier est réalisé sans soulte. Le transfert de propriété sera confié à l'étude notariale désignée par la HOLDING IMBERT.

N°MD2022-825 - 06/07/22 - Direction du Pilotage et de la Modernisation RH

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Saint Brès auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition d'un agent de la Ville de Saint Brès auprès de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du dispositif métropolitain du "Guichet Unique de Proximité" jusqu'au 31/12/2023

N°MD2022-826 - 06/07/22 - Direction du Pilotage et de la Modernisation RH

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Saint Génies des Mourgues auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition d'un agent de la Ville de Saint Génies des Mourgues auprès de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du dispositif métropolitain du "Guichet Unique de Proximité" jusqu'au 31/12/2023.

N°MD2022-827 - 08/07/22 - Direction du Pilotage et de la Modernisation RH

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Saint Georges d'Orques auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition d'un agent de la Ville de Saint Georges d'Orques auprès de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du dispositif métropolitain du "Guichet Unique de Proximité" jusqu'au 31/12/2023.

N°MD2022-828 - 08/07/22 - Direction du Pilotage et de la Modernisation RH

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Sussargues auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition d'un agent de la Ville de Sussargues auprès de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du dispositif métropolitain du "Guichet Unique de Proximité" jusqu'au 31/12/2023.

N°MD2022-829 - 08/07/22 - Direction du Pilotage et de la Modernisation RH

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Vendargues auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition d'un agent de la Ville de Vendargues auprès de Montpellier Méditerranée Métropole pour une durée de 2 ans à compter du 1/01/2022.

N°MD2022-833 - 04/07/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'autorisation de déposer des demandes de subventions dans le cadre du projet d'expérimentation "Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien en ingénierie aux Communes de Montpellier et Grabels dans le cadre d'un projet d'expérimentation "Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée". Elle se charge de solliciter toutes subventions à laquelle l'opération est éligible.

N°MD2022-834 - 12/07/22 - Direction du Pilotage et de la Modernisation RH

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de la commune de Pignan auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition d'un agent de la Ville de Pignan auprès de Montpellier Méditerranée Métropole pour une durée illimitée à compter de la signature de la convention

N°MD2022-835 - 21/07/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°9 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société INCITIUS SOFTWARE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°9 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société INCITIUS SOFTWARE en date du 01/08/2013. Il a pour objet de proroger la durée de la convention pour une nouvelle période de 8 mois. A compter de sa date de signature, la redevance mensuelle à payer par la société INCITIUS SOFTWARE pour la surface totale de 119,60 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à 1 692,34 € HT et HC, soit 14,15 €/m².

N°MD2022-836 - 06/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un avenant de transfert du marché 4715DC17 - Lot 12 : peinture et revêtement de sols

Objet : Le lot 12 du marché 4715DC17 fait l'objet d'un transfert à la suite de la cession du fonds de commerce de la société SARL CORNIL au profil de la société CORNIL PATRIMOINE. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-837 - 07/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution du marché n°M1D0023DC "Fournitures d'étiquettes RFID pour le Réseau des médiathèques et la Cité des Arts, et de cartes RFID pour le Réseau des piscines de Montpellier méditerranée Métropole" (lot 1)

Objet : Le marché n°M1D0023DC relatif à l'acquisition d'étiquettes et de fournitures RFID pour le réseau des médiathèques ainsi que pour la Cité des Arts est attribué à l'entreprise BIBLIOTHECA SAS France sise à Nanterre, pour un montant annuel maximal de 40 000 € HT. Le marché prend effet à compter de la date de notification pour un an renouvelable 3 fois.

N°MD2022-838 - 01/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au classement dans le domaine public de plusieurs chemins ruraux commune de Castries

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le classement dans le domaine public des chemins ruraux ci-dessous : CR 6bis, CR 36, CR 37, CR 42 et CR 44. Les chemins ruraux ainsi désignés perdent leurs caractéristiques de chemin rural, et sont intégrés au domaine public de la Métropole. Les services du cadastre seront sollicités pour modifier la domanialité de ces chemins.

N°MD2022-839 - 01/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement de deux emprises issues du Domaine Public - Rue des Hort de Vernis - Commune de Saussan

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de deux emprises de 19 m² et 4 m² situées rue des Horts de Vernis sur la commune de Saussan et prononce le déclassement du domaine public de deux emprises pour les intégrer dans son domaine privé. Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale des emprises désaffectées et déclassées.

N°MD2022-840 - 08/07/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'autorisation de cotisation à l'Ordre des Architectes

Objet : L'inscription au tableau de L'ORDRE DES ARCHITECTES s'accompagne du versement d'une cotisation annuelle. Il est nécessaire d'autoriser le paiement de cette cotisation d'un montant de 700 € pour l'année 2022 pour Mme Pedoux-Salvi Nadège.

N°MD2022-841 - 11/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de l'Association des Amis du musée Fabre de deux œuvres de Jenny LEGRAND (active vers 1800-1835), La marchande de poisson, 1814 et Intérieur de cuisine, 1814

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de l'Association des AMIS DU MUSEE FABRE de deux œuvres de Jenny Legrand (active vers 1800-1835), *La marchande de poisson*, 1814 et *Intérieur de cuisine*, 1814.

N°MD2022-842 - 22/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de Monsieur Jean-Pierre BLANCHE de dix de ses œuvres - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Jean-Pierre Blanche de dix de ses œuvres.

N°MD2022-843 - 06/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession de la parcelle AM 343 - Rue Haute de la Colline - Commune de Castries

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur et Madame Gravelle la parcelle AM 343 d'une superficie de 36 m², située rue Haute de la Colline sur la Commune de Castries. Cette cession aura lieu au prix de 57,50 € le mètre carré, soit un montant total de 2070 €. La recette correspondant à cette transaction sera affectée au budget de la Métropole. L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur par Maître GUILHAUME-SCOTT, Notaire à Castries.

N°MD2022-844 - 28/06/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un dépôt de demande de subvention auprès de la DRAC (Conservateur Régional des Monuments Historiques) dans le cadre à l'opération de Restauration des façades de l'Opéra Comédie

Objet : Une opération de restauration des façades de L'OPERA COMEDIE est prévue. Montpellier Méditerranée Métropole sollicite la DRAC OCCITANIE pour un accompagnement technique, juridique et une aide financière pour mener à bien cette opération, l'Opéra Comédie étant un bâtiment emblématique de Montpellier, inscrit monument historique.

N°MD2022-845 - 20/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle RB n°35 sise commune de Montpellier - Constitution de réserves foncières sur le secteur Sud Zénith

Objet : Il s'agit de l'acquisition auprès du Domaine de la Plauchude d'une parcelle de vigne nécessaire à la réalisation du Centre d'Exploitation et de Maintenance de Grammont, d'une superficie de 11 318 m² moyennant un prix de 339 540 € majoré d'une indemnité de 25 436 € correspondant au capital végétal présent sur la parcelle et à la perte de marge brute.

N°MD2022-846 - 21/07/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la clôture de mandat d'études confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Comédie Lez - Commune de Montpellier - Abroge et remplace la décision MD2022-748

Objet : L'ensemble des études pré opérationnelles nécessaires à l'opération de la ZAC Bofill ayant été réalisées, il s'agit de clôturer le mandat confié à la SA3M pour leur réalisation. Cette décision abroge et remplace la décision MD2022-748 à la suite d'une erreur matérielle.

N°MD2022-847 - 20/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 10 logements privés et une copropriété dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé d'attribuer des subventions pour la réhabilitation d'un logement occupé par son propriétaire disposant de ressources modestes, de 9 logements locatifs et d'une copropriété, pour un montant total de 209 799 €, dont 9 100 € accordés au titre de la « prime PCAET » à la rénovation thermique des logements. Ces logements sont situés dans les communes de Baillargues, Castries, Lattes et Montpellier. En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à résider dans leur logement pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans.

N°MD2022-848 - 29/06/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision modificative relative à la décision n°MD2022-559 du 30 mai 2022 concernant une convention d'usage d'un poste de relevage d'eaux usées - Moulin de Salicate à Montpellier

Objet : La présente décision modifie la décision MD2022-559 du 30/05/2022 dans son premier considérant qu'il faudra lire « qu'un poste de relevage d'eaux usées est installé sur une parcelle cadastrée CL 184 à Montpellier, ladite parcelle étant en situation d'indivision ».

N°MD2022-849 - 07/07/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant de transfert de l'accord-cadre n°M1D0056EA - Travaux de renouvellement et de maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie du territoire de Montpellier

Objet : Il est proposé la conclusion d'un avenant avec le groupement SADE VEOLIA sis à Vendargues afin d'acter le transfert des contrats de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-850 - 12/07/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2203119-4 TA - Société SADE CGTH"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au Cabinet d'Avocats "ACOCE" suite au dépôt de la requête n°2203119-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la Société SADE CGTH tendant à faire établir le décompte général et définitif du marché public de travaux n°3362bis GD13, lot n°2 étanchéité d'un bassin de stockage de déchets non dangereux à Castries, en y intégrant Les intérêts et frais de recouvrement consécutif au retard de paiement des acomptes mensuels.

N°MD2022-851 - 06/07/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°M1D0002MG - Maintenance multi-technique des équipements du Siège et des bâtiments administratifs annexes de Montpellier Méditerranée Métropole accompagnée de travaux et des prestations associés à la maintenance - Attribution

Objet : Le marché de maintenance multi-technique des équipements du siège de la Métropole et de ses bâtiments administratifs annexes accompagnée de travaux et des prestations associés à la maintenance est attribué à la société EUROGEM SAS sise Paris. La durée du marché est de 1 an renouvelable 3 fois à compter de sa notification. Le marché est conclu pour un prix global forfaitaire de 14 585 € HT pour les 3 mois de mise en exploitation pour la première année ; Un prix global forfaitaire annuel d'exploitation courante de l'ensemble des bâtiments administratifs de 89 942,95 € HT ; Un montant estimatif de 36 245 € HT pour les prestations ponctuelles avec un maximum annuel de 280 000 € HT.

N°MD2022-853 - 12/07/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2203200-4 TA - Société SADE CGTH"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'avocats ACOCE à la suite au dépôt de la requête n°2203200-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la Société SADE CGTH tendant à la condamnation de Montpellier Méditerranée Métropole à lui verser une provision au titre des intérêts et frais de recouvrement suite au règlement d'acomptes mensuels présentés par la requérante dans le cadre du marché public de travaux n°3362bis GD13, lot n°2, étanchéité d'un bassin de stockage de déchets non dangereux à Castries.

N°MD2022-855 - 29/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M8D5227DC de nettoyage des bâtiments du musée Fabre - Autorisation de signature

Objet : L'avenant 1 au marché M8D5227DC de nettoyage des bâtiments du musée FABRE DE MONTPELLIER a pour objet de constater les sommes dues par le titulaire SUD SERVICE sise Montpellier Méditerranée Métropole durant les périodes de fermeture du musée, soit du 15/03 au 31/05/2020 et du 1/02 au 30/01/2021 (cause crise sanitaire). La moins-value de 44 498,06 € HT correspondant aux prestations de gardiennage non réalisées durant les périodes susmentionnées.

N°MD2022-856 - 21/07/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°2 prorogeant l'occupation de locaux par l'accélérateur de croissance SPRINT LRMP au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°2 prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec l'accélérateur de croissance SPRINT LRMP pour une période complémentaire à compter du 15/07/2022 et jusqu'au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par SPRINT LRMP pour la surface de 45,17 m² qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises Cap Oméga s'élève à 687,94 €.

N°MD2022-857 - 21/07/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°2 prorogeant l'occupation de locaux par la société NAUTICSPOT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°2, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société NAUTICSPOT pour une période de huit mois à compter du 1/08/2022 et jusqu'au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 30,21 m² qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises Cap Oméga s'élève à 428,08 €.

N°MD2022-858 - 07/07/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession pour cause de vétusté d'un petit train routier de marque DOTTO composé d'une locomotive et de trois wagons

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un petit train routier vétuste, de marque Dotto composé d'une locomotive et de trois wagons, à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-859 - 07/07/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une épaveuse vétuste de marque Rousseau n° M5LBK020114

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une épaveuse de marque Rousseau n° M5LBK020114 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la mise aux enchères.

N°MD2022-860 - 26/07/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à des demandes de subventions dans le cadre des compétences de GEMAPI auprès de différents organismes financeurs de l'État

Objet : Il est proposé d'autoriser la demande de financement auprès de différents organismes financeurs de projets dans le cadre des compétences de GEMAPI pour les années 2022 à 2027.

N°MD2022-861 - 07/07/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession pour cause de vétusté d'un véhicule balayeuse identifié BAL 15 de marque Schmidt Swingo, numéro de série 2720023

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté le véhicule balayeuse de marque Schmidt Swingo à l'Hôtel des Ventes de Montpellier.

N°MD2022-862 - 07/07/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une saleuse tractée vétuste identifiée SAL26 de marque Epoke n°16100212

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une saleuse tractée, de marque Epoke à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères

N°MD2022-863 - 06/07/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Haut et Court TV - Locaux site Hélios à Fabrègues - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location de locaux avec la société HAUT ET COURT TV sise à Paris pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel. La location concerne des locaux situés Les 4 chemins RN 113 à Fabrègues, site Hélios dans les Hangars identifiés I et L, pour des surfaces de 150 m² de bureaux et 600 m² d'espace de stockage. Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 15/10/2022 et pour un montant total de loyer de 12 042,73 TTC CC.

N°MD2022-864 - 07/07/22 - Direction des Finances

Décision modificative de la décision n°MD2022-666 relative à un avenant n°5 au contrat de Partenariat pour la gestion énergétique, la construction avec financement, la maintenance et renouvellement des ouvrages d'éclairage public, vidéosurveillance, génie civil pour réseau de communication haut débit et signalisation lumineuse tricolore sur le territoire de la ville de Juvignac

Objet : Une erreur matérielle sur le numéro de l'avenant s'est introduite dans la précédente décision. Il ne s'agit pas de l'avenant n°5 mais n°6.

N°MD2022-865 - 12/07/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention de groupement de commandes pour la maintenance des ascenseurs - Montpellier Méditerranée Métropole coordonnateur du groupement - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention de groupement de commandes pour un marché de « Maintenance d'ascenseurs » avec le CCAS de Montpellier et la Ville de Clapiers, la Ville du Crès, la Ville de Pérols et la Ville de Pignan. Conformément aux termes de la convention, la Métropole est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

N°MD2022-866 - 26/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AB 123 - Impasse des Frères - Commune de Pignan

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SOCIETE CIVILE DE CONSTRUCTION VENTE (SCCV) rue des Frères la parcelle cadastrée AB 123 (181 m²), emprise de l'impasse de Frères, préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par les Domaines, à savoir environ 130€/m² soit un montant total de 23 500€.

N°MD2022-867 - 26/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries et équipements publics du lotissement Les Jardins du Château - Propriétés de Terres du Soleil - Situées rue Lucien Vidal - Commune de Pignan

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'aménageur TERRES DU SOLEIL acquiert les parcelles cadastrées AH 184, AH 185 et AH 188, d'une superficie respective de 3 022 m², 2 468 m² et 150 m², situées rue Lucien Vidal à Pignan, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain. La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

N°MD2022-868 - 12/07/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°M2C0034MG pour le repérage d'amiante avant travaux auprès de l'UGAP - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à passer des commandes auprès l'Union des Groupements d'Achats Publics au marché n°M2C0034MG pour réaliser des diagnostics d'amiante. Le montant estimé des commandes 120 000 € HT pour la totalité du marché pour une durée de trois ans.

N°MD2022-870 - 26/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AM 299 - Propriété de Monsieur AZRIA - Située rue des Levades - Commune de Pérols

Objet : Il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AM 299, située rue des Levades sur la commune de Pérols à titre de régularisation foncière compte-tenu que cette dernière est déjà aménagée en voirie. Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Azria, qui a accepté de céder la parcelle cadastrée AM 299, d'une superficie de 38 m², située rue des Levades à Pérols, en vue de son intégration au domaine public métropolitain. La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

N°MD2022-871 - 21/07/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Londres du 15 au 18 juillet 2022 - Participation au salon "food & drinks" organisé par le National Geographic -Financement de la mission - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver l'organisation d'une mission d'affaires filière viticole au festival "food & drinks", organisé par le NATIONAL GEOGRAPHIC à Londres du 15/07 au 18/07/2022, et la participation de deux domaines viticoles, d'un(e) élu(e) et de deux techniciens(nes), ainsi que la prise en charge financière sur la base des frais réels, estimée à 25 000 €.

N°MD2022-872 - 21/07/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société APDMG dans la ZAC Parc 2000 2ème extension à Montpellier

Objet : La candidature de la société APDMG est agréée en vue de l'acquisition du lot 04 de 1 666 m² dans la ZAC Parc 2000 2ème extension. L'utilisateur final sera un centre hospitalier vétérinaire qui prévoit 107 emplois à 3 ans.

N°MD2022-873 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section RA n° 1, au profit du cirque Mondial 100% Humain - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine privé au bénéfice de la société SAS ART AGENCY, représentée par son Président Monsieur Maxime KERBOUA, pour l'occupation de la parcelle cadastrée RA n° 1 à Montpellier, d'une contenance de 9 888 m², pour la période du 27/09 au 12/10/2022. La convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'un loyer de 40 €/jour soit pour 15 jours un loyer de 600 €.

N°MD2022-874 - 08/07/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 804 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove sise au 2 rue de l'Escoutadou et 2223 boulevard Paul Valéry à Montpellier, appartenant à Mme LAUVERGNE Anne dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 804 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de Madame Lauvergne, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 4 200€.

N°MD2022-875 - 08/07/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 67m² de bien immobilier sise 38 route de Lavérune à Montpellier, appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence Le Rodin dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 67 m² du bien immobilier sis 38 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV n° 159, appartenant au SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE LE RODIN, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 4 355 €.

N°MD2022-876 - 08/07/22 - Direction des Mobilités

Décision modificative relative à l'acquisition de 39m² et 13m² des biens immobiliers situés au 2482 route de Mende à Montpellier, appartenant à la Congrégation Bouddhiste KAGYU RINTCHEN TCHEU LING(KRTL), dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 39 m² et 13 m² des biens immobiliers situés 2 482, route de Mende à Montpellier, cadastrés respectivement section AM n° 34 et AM 35, appartenant à la CONGREGATION BOUDDHISTE KAGYU RINTCHEN TCHEU LING, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant de 4368,00 €. Cette décision modificative abroge la décision MD2021-360 du fait du changement de dénomination du vendeur du bien.

N°MD2022-877 - 08/07/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 28m² du bien immobilier sis 1 avenue Emile Bertin-Sans à MONTPELLIER, appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence "Le Clos du Mail", dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 28 m² du bien immobilier sis 1, avenue Emile Bertin Sans à MONTPELLIER, cadastrée section AW n°348, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence « Le Clos du Mail », dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 1 008 €.

N°MD2022-879 - 08/07/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 84m² de bien immobilier sis 40 route de Lavérune à Montpellier, appartenant à l'indivision DUFRESNE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 84 m² du bien immobilier sis 40 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV n° 162, appartenant à l'indivision DUFRESNE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 93 032 €.

N°MD2022-880 - 08/07/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 15m² du bien immobilier sis 2377 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, appartenant à M. et Mme BRIZINI, M. et Mme HEREDIA, M. SAINT-JEAN et Mme ELIEZ dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 15 m² du bien immobilier sis 2377 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 419, appartenant à Monsieur et Madame BRIZINI, Monsieur et Madame HEREDIA, Monsieur SAINT-JEAN et Madame ELIEZ dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 252 €.

N°MD2022-881 - 29/07/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché n°8.632 "Ligne Aérienne de Contact (LAC) Nord", dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Le marché « Ligne Aérienne de Contact Nord » est attribué à l'entreprise INEO SCLE FERROVIAIRE sise à Toulouse (31), dans le cadre de la 5ème ligne de tramway. Le marché est conclu pour un montant estimatif de 3 886 848,90 € HT, et pour une durée de 40 mois à compter de la notification du marché.

N°MD2022-882 - 06/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur l'Hôtel d'Aurès, sis 14 rue Eugène Lisbonne à Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt de permis de construire sur l'Hôtel d'Aurès en vue de son changement de catégorie Etablissement Recevant du Public (ERP).

N°MD2022-883 - 12/07/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°M1B0113DS "Fourniture de la Centrale de Traitement d'air pour la Halle Bassin Piscine La Motte Rouge"

Objet : Le marché de fourniture de la Centrale de Traitement d'air pour la Halle Bassin piscine « le Motte Rouge » est attribué à la société FLÄKT GROUP FRANCE SAS sise à Roncq pour un montant de 83 305 € HT. Le marché est conclu pour un an à compter de sa notification.

N°MD2022-884 - 26/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Erilia pour la construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Villa Terraza ', 171 Allée de l'Europe à Juvignac - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir le remboursement de la somme de 352 281,75 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM ERILIA auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION pour la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Villa Terraza », 171 Allée de l'Europe à Juvignac. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE.

N°MD2022-886 - 04/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Erilia pour la réalisation de 2 logements sociaux supplémentaires - Résidence 'Villa Terraza', 171 Allée de l'Europe à Juvignac - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir le remboursement de la somme de 131 996,25 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM ERILIA auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 2 logements locatifs sociaux supplémentaires, résidence « Villa Terraza », 171 Allée de l'Europe à Juvignac. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE.

N°MD2022-887 - 26/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 672 - Avenue de la Méditerranée - Commune de Saint Drézéry

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame Chanson, la parcelle AI 672 d'une superficie de 84 m², située sur la commune de Saint Drézéry, en vue de l'aménager et de l'intégrer dans son domaine public. La transaction est consentie au prix de 10 €/m² soit un montant total de 840 € pour 84 m². Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-888 - 26/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 678 - Avenue de la Méditerranée - Commune de Saint Drézéry

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des consorts Verdeille, la parcelle AI 678 d'une superficie de 95 m², située sur la commune de Saint-Drézéry, en vue de l'aménager et de l'intégrer dans son domaine public. La transaction est consentie au prix de 10 €/m² soit un montant total de 950 € pour 95 m². Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE.

N°MD2022-889 - 26/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 676 - Avenue de la Méditerranée - Commune de Saint Drézéry

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Galtier, la parcelle AI 676 d'une superficie de 85 m², située sur la commune de Saint-Drézéry, en vue de l'aménager et de l'intégrer dans son domaine public. La transaction est consentie au prix de 10 €/m² soit un montant total de 850 € pour 85 m². Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE .

N°MD2022-891 - 19/07/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MONTPELLIER LIFE SCIENCES dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société MONTPELLIER LIFE SCIENCES est agréée en vue de la location des lots BO7 et B09/B10 représentant 187,41 m² dans le VEAS Parc 2000 pour une période de 36 mois. Son activité est la recherche, le développement, l'achat, la production, la commercialisation de formations conseils, méthodes thérapeutiques, soins médicaux, cellules, cellules souches et médicaments dans le domaine de la médecine et les analogues. La société prévoit un effectif de 20 personnes à 3 ans.

N°MD2022-892 - 04/08/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative au marché n°M1D0084EP d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les projets d'aménagement dans l'espace public métropolitain - Autorisation de signature

Objet : L'accord cadre multi-attributaires à bons de commande n°M1D0084EP d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les projets d'aménagement dans l'espace public métropolitain a été attribué aux groupements d'entreprises suivants :

> pour le lot 1 "AMO pour projets d'infrastructures"

-classé 1er :Groupement GAXIEU/STUDIO/EMTIS/ESKIS/ODM/CAPSE sis à Le Crès ;

- classé 2ème :Groupement SCE/SAGE/ECOMED/GEOFIT sis à Montpellier ;

- classé 3ème :Groupement MEDIAE/MCE/CIA/ENFORA/EGSA sis à Lunel ;

pour un montant maximum annuel de 2 000 000 € HT ;

>pour le lot 2 "AMO pour projets d'ouvrage d'art"

- classé 1er : Groupement SCE/SAGE sis à Montpellier ;

- classé 2ème :Groupement SEDOA/CEREG/XD sis à Juvignac

pour un montant maximum annuel de 300 000 € HT.

Cet accord cadre est conclu pour une durée d'un an renouvelable 3 fois.

N°MD2022-894 - 20/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat pour l'acquisition de 7 logements sociaux - 8 Rue Boyer à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir le remboursement de la somme de 599 177 € représentant 100 % du prêt souscrit par ACM HABITAT, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour l'acquisition de 7 logements locatifs sociaux, 8 Rue Boyer à Montpellier.

N°MD2022-895 - 20/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat pour l'acquisition de 4 logements sociaux, 571 route de Mende à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir le remboursement de la somme de 467 735 € représentant 100 % du prêt souscrit par ACM HABITAT, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour l'acquisition de 4 logements locatifs sociaux, résidence « Route de Mende », 571 route de Mende à Montpellier.

N°MD2022-896 - 04/08/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à l'accord-cadre à marchés subséquents n°M1D0064AT - Travaux de route, de voirie et d'ouvrages d'art sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : L'accord-cadre à marchés subséquents, multi-attributaires, n°M1D0064AT « travaux de route, de voirie et d'ouvrages d'art sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » est attribué pour :

- **Lot 1** "voirie 3M Ouest", montant maximum annuel de 20 000 000 € HT :
 - EIFFAGE ROUTE GRAND SUD sise Saint Jean de Védas ;
 - EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON sise Route de Lodève à Juvignac ;
 - RAZEL BEC sise à Saint Georges d'Orques
 - SPIE BATIGNOLLES MALET sise à Mauguio ;
 - GROUPEMENT GUINTOLI / EHTP / SIORAT sis RD172 La Mogère à Mauguio ;
 - COLAS FRANCE sise à Saint Jean de Védas ;
 - GROUPEMENT BRAULT MTP / BRAULT TP sis à Vendargues ;
 - GROUPEMENT TPSO / LAUTIER MOUSSAC / FAURIE sis à Lézignan la Cèbe
- **Lot 2** "voirie 3M Montpellier", montant maximum annuel de 20 000 000 € HT :
 - EIFFAGE ROUTE GRAND SUD sise à Saint Jean de Védas ;
 - RAZEL BEC sise à Saint Georges d'Orques ;
 - EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON sise à Juvignac ;
 - SPIE BATIGNOLLES MALET sis à Mauguio ;
 - COLAS FRANCE SIS à Saint Jean de Védas ;
 - GROUPEMENT GUINTOLI / EHTP / SIORAT sis à Mauguio ;
 - GROUPEMENT BRAULT MTP / BRAULT TP sis à Vendargues ;
 - GROUPEMENT LAUTIER MOUSSAC / TPSO / FAURIE sis à Moussac
- **Lot 3** "voirie 3M Est", montant maximum annuel de 20 000 000 € HT.
 - EIFFAGE ROUTE GRAND SUD sis à Saint Jean de Védas ;
 - RAZEL BEC sis à Saint Georges d'Orques ;
 - SPIE BATIGNOLLES MALET sis à Mauguio ;
 - COLAS FRANCE sis à Vendargues ;
 - GROUPEMENT GUINTOLI / EHTP / SIORAT sis à Mauguio ;
 - GROUPEMENT BRAULT MTP / BRAULT TP sis à Vendargues ;
 - EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON sis à Baillargues ;
 - GROUPEMENT LAUTIER MOUSSAC / TPSO / FAURIE sis à Moussac

Les marchés prennent effet à compter de leur notification pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

N°MD2022-897 - 20/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'acquisition de 10 logements locatifs sociaux - Résidence "Rue des Deux Ponts" - 3 rue des Deux Ponts à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant de 1 001 346 € sollicités par ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition sans travaux de 10 logements locatifs sociaux anciens, résidence "Rue des Deux Ponts" située 3 rue des Deux Ponts à Montpellier.

N°MD2022-898 - 12/07/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2203318-8 TA - Monsieur Patrick CALVAS"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP, AVOCAT, consécutivement au dépôt de la requête n°2203318-8 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 27/06/2022 par Monsieur Patrick Calvas tendant à la désignation d'un expert pour déterminer l'origine des désordres affectant sa propriété située sur la Commune de Montferrier-sur-Lez apparus à la suite de travaux de réfection de voirie.

N°MD2022-899 - 05/08/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative au marché n°M1D0066EP Accord-cadre de maîtrise d'œuvre pour les projets d'aménagement de l'espace public métropolitain - Autorisation de signature

Objet : L'accord-cadre multi-attributaires à bons de commande n°M1D0066EP de maîtrise d'œuvre pour les projets d'aménagement de l'espace public métropolitain est divisé en 9 lots géographiques et techniques. Il passé pour une durée d'un an renouvelable 3 fois avec un montant total maximum de 50 800 000 € HT. Lot 1 "Pôle Plaine Ouest" : Entreprises MEDIAE sise à Lunel et Groupement PRESENTS/INFRASUD sise à Montpellier, montant maximum annuel de 2 000 000 € HT ;

Lot 2 "Pôle Piémonts Garrigues" : Entreprises MEDIAE sise à Lunel et SEIRI sise Montpellier, montant maximum annuel de 2 000 000 € HT ;

Lot 3 "Pôle Littoral" : Entreprise EGIS sise à Montpellier et INGEROP sise à Pérols , montant maximum annuel de 2 000 000 € HT ;

Lot 4 "Pôle Territorial de Montpellier" : Entreprises EGIS sise à Montpellier et INGEROP sise à Pérols , montant maximum annuel de 2 000 000 € HT.

Lot 5 "Pôle Vallée du Lez" : Groupements GAXIEU/ODM/ESKIS sis à Le Crès et PRIMA GROUPE/PRESENTS sis à Pérols, montant maximum annuel de 2 000 000 € HT.

Lot 6 "Pôle Cadoule et Bérange" : Groupements GAXIEU/ODM/ESKIS sis à Le Crès et PRESENTS/INFRASUD sis à Montpellier, montant maximum annuel de 2 000 000 € HT.

Lot 7 "Réseaux secs 3M hors Montpellier" : Groupement ODM/AUDETTEL/GAXIEU sis à Baillargues, montant maximum annuel de 200 000 € HT.

Lot 8 "Réseaux secs 3M Montpellier", Groupement ODM/AUDETTEL/GAXIEU sis à Baillargues, montant maximum annuel de 200 000 € HT.

Lot 9 "Ouvrages d'art et infrastructures adjacentes des ouvrages 3M" : Entreprises LSI sise à Carcassonne et OTEIL sise à Montpellier, montant maximum annuel de 300 000 € HT.

Les marchés prennent effet à compter de leur notification pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

N°MD2022-901 - 26/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession des parcelles DI 25, 90 et 150 - Commune de Mauguio

Objet : Lors de la réalisation des réserves foncières sur le secteur de Cambacerès à Montpellier, la Métropole a acquis auprès de la Ville de Montpellier l'entière propriété sur ce secteur. La Métropole s'est donc rendue propriétaire des parcelles DI 25, 90 et 150, d'une superficie totale de 9 909 m², sises Commune de Mauguio. M. Suttel, propriétaire mitoyen de ces parcelles, a sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole la cession de ces terrains moyennant le prix de 49 545 €. Ce prix est conforme à l'évaluation de France Domaine.

N°MD2022-902 - 21/07/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M2B0060RI "PII AMOE TMA Portail bureau unifié Métropole dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le passage par l'UGAP pour réaliser le portail du bureau virtuel unifié Métropole. Le montant annuel s'élève à 52 216, 25 € HT.

N°MD2022-903 - 27/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les cinémas du territoire dans le cadre de l'opération Cinéma sous les étoiles

Objet : Une convention de partenariat est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et les cinémas du territoire pour l'opération Cinéma sous les étoiles. Les entrées à 4€ distribuées aux spectateurs lors des séances de cinéma en plein air du 1/08 au 15/08 et utilisées dans les différentes salles feront l'objet d'une compensation de 1€ reversée par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-904 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section RA n° 1, au profit de la Compagnie CirkVOST - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine privé au bénéfice de la Compagnie CIRKVOST, pour un spectacle Hunt me Tender, du 7/11/2022 au 15/01/2023 sur la parcelle cadastrée section RA n°1, d'une contenance de 9 888 m², située lieu-dit Rastouble à Montpellier. La convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'un loyer de 40 €/jour soit pour 68 jours un loyer de 2720 €.

N°MD2022-905 - 29/07/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché n°M9D0023AT-3 d'entretien des espaces verts et de nettoyage de l'espace public par des entreprises adaptées - Lots 1,2,3,4 et 5 - Avenants au CCAP - Autorisation de signature

Objet : En raison d'une incohérence dans le CCAP du marché n°M9D0023AT-3 d'entretien des espaces verts et de nettoyage de l'espace public par des entreprises adaptées - Lots 1, 2, 3, 4 et 5, il convient d'autoriser la signature des avenants avec les entreprises suivantes :

- EA LES ATELIERS DE MAGUELONE – Lot 1 « Plaine Ouest » ;
- ESAT LA CROIX VERTE – Lot 2 « Piémonts Garrigues » ;
- ESAT L'ENVOL/EA ETANG DE L'OR – Lot 3 « Vallée du Lez » ;
- ESAT VIA DOMITIA – Lot 4 « Cadoule et Bérange » ;
- EA LES ATELIERS DE SAPORTA - Lot 5 « Littoral ».

Les avenants ont pour objet de modifier l'article "4.2 – Prix" du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché afin de préciser que le mois "n" retenu pour chaque révision des prix sera le mois du dernier indice connu. Les avenants sont sans incidence financière.

N°MD2022-906 - 29/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'emprises en bordure de voie - Lotissement Le Clos des Pins - Commune de Castries

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL AMENAGEMENT les parcelles AC 221 (18 m²), AC 225 (3 m²), AC 226 (15 m²), AC 228 (24 m²) et AC 234 (31 m²) constituant des délaissés de voirie, situés dans le lotissement Le Clos des Pins sur la commune de Castries. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement, compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des parcelles destinées à recevoir des équipements publics. Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-908 - 23/08/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M2D0048DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du rugby - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2D0048DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets et d'abonnements pour le développement du rugby » au candidat SASP MONTPELLIER RUGBY CLUB. Le marché est conclu pour un montant forfaitaire de 442 000 € HT, et pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum fixé à 680 000 € HT. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

N°MD2022-909 - 26/07/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M2D0049DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du handball - Attribution

Objet : Le marché n° M2D0049DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du handball » est attribué à la SAS MONTPELLIER HANDBALL, pour un montant forfaitaire de 600 784,00 € H.T, et pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum fixé à 320 000,00 € H.T. Le marché prend effet à compter de la date de notification du contrat.

N°MD2022-910 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à un échange foncier sans soulte entre Monsieur et Madame MANCUSO et Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : La Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame Mancuso les parcelles AI 687 (10 m²), et AI 688 (20 m²) sur la commune de Saint-Drézéry, pour régulariser des emprises à usage public, au prix de 1 euro symbolique. Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain. En échange, la Métropole vend à Monsieur et Madame Mancusola parcelle AI 679 d'une superficie de 41 m², sur la commune de Saint-Drézéry, emprise préalablement désaffectée et déclassée, au prix de 1 euro symbolique.

N°MD2022-911 - 18/08/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'organisation d'une mission d'affaire à Heidelberg et l'accueil d'une mission d'entreprises de Heidelberg sur le territoire métropolitain - Financement - Approbation

Objet : Il est proposé l'organisation d'une mission d'affaire de Montpellier vers Heidelberg, du 11 au 17/09/2022, pour un montant prévisionnel de 8 000 € TTC. Jusqu'à 10 entreprises participeront, accompagnées par un(e) élu(e) et trois techniciens(nes). Dans le cadre de la mission retour de Heidelberg vers Montpellier, des entreprises et une délégation de Heidelberg seront accueillies sur le territoire métropolitain, du 17 au 27/10/2022. Le coût prévisionnel est de 2 000 €.

N°MD2022-912 - 18/07/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative aux relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions de mise à disposition des services de la Métropole auprès de la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de mettre à disposition de la Ville une partie des services de la Métropole tels que :

- le service Eclairage public pour assurer la coordination et la gestion des illuminations de Noël de la Ville de Montpellier;
- le service Publicité et mobilier pour assurer les missions relevant du pouvoir de police du Maire ;
- le service Programmation et développement de l'habitat et plus spécifiquement de l'unité changement d'usage au sein du Pôle développement Urbain de la Métropole ;
- le service Gestion sociale du logement et plus spécifiquement de l'unité Gestion des attributions locatives au sein du Pôle Développement Urbain de la Métropole ;

Ces mises à dispositions de services font l'objet d'une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier. Les modalités sont définies par convention.

N°MD2022-914 - 18/08/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°1 de transfert d'activité pour la société BIGGER INSIDE de la pépinière d'entreprises Cap Omega vers la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il est proposé une convention d'occupation, du 1/08/2022 au jusqu'au 31/10/2022, avec la société BIGGER INSIDE, concernant des locaux de 48,23 m² au sein de Cap Alpha. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges s'élève à 507,38 €. La société occupait précédemment des locaux au sein de Cap Oméga.

N°MD2022-915 - 18/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à la société EUROGEAL de la parcelle cadastrée AD 9, sise Commune de Saint-Clément-de-Rivière - mise en valeur des bords du Lez

Objet : Il s'agit d'acquérir la parcelle cadastrée AD 9 d'une superficie d'environ 8140 m² située sur la Commune de Saint-Clément-de-Rivière, propriété de la société EUROGEAL, au prix de 6512 € dans le cadre de la mise en valeur des bords du Lez.

N°MD2022-917 - 26/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété société KLEMURS - immeuble commercial - Parcelle CH 116 - avenue Marcel Pagnol Commune de Lattes

Objet : Il s'agit de préempter à l'occasion de la vente par la société KLEMURS, d'un immeuble commercial occupé avec places de stationnement, à usage de restaurant, situé avenue Marcel Pagnol à Lattes, cadastrée section CH 116, au prix révisé de 1 680 000 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire dans le cadre de l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer ». La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement

N°MD2022-922 - 20/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au réaménagement de prêts contractés par ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole pour la création de 386 logements locatifs sociaux - Maintien de la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 100 % le remboursement de deux prêts à taux fixes très compétitifs d'un montant total de 20 000 000 € contractés par ACM HABITAT auprès de ARKEA BANQUE dans le cadre du réaménagement de prêts initialement mobilisés par ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS. Ces prêts avaient été contractés initialement pour financer dix résidences situées dans les communes de Montpellier, Castelnau-le-Lez, Castries, Juvignac, Lattes et Saint-Brès, totalisant 386 logements sociaux.

N°MD2022-924 - 26/07/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BV 282 - Propriété d'Un Toit pour Tous - Commune de Lavérune

Objet : Il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle cadastrée BV 282 en nature de voirie du lotissement Villa Verdé, située sur la commune de Lavérune. Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès d'UN TOIT POUR TOUS, qui a accepté de rétrocéder la parcelle cadastrée BV 282 (34 m²) en nature de voirie du lotissement Villa Verdé, située sur la commune de Lavérune. La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

N°MD2022-926 - 20/07/22 - Direction des Finances

Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Société Générale affectés au budget annexe Assainissement suite à la Création d'une Régie Unique Eau et Assainissement

Objet : Dans le cadre de la création de la Régie unique de l'eau et de l'assainissement, les contrats d'emprunts affectés au budget de l'assainissement doivent être transférés. Une décision doit être produite par établissement bancaire, celle-ci relevant de la SOCIETE GENERALE pour un contrat affecté totalement et deux contrats affectés partiellement.

N°MD2022-928 - 28/07/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché n°8.42I Travaux de réseaux anticipés - Secteur Ouest dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Le marché 8.42I portant sur les travaux de réseaux anticipés Ouest dans le cadre de la 5ème ligne de tramway est attribué au groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE / SADE / RAZEL BEC sis à Montpellier, pour un montant de 4 674 501 € HT. Le marché s'étend sur une durée globale de 15 mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification au titulaire.

N°MD2022-929 - 11/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution des marchés Mission de contrôle technique des Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) et Centre de d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Les lots du marché n°8.14I / 8.14J relatifs aux missions de contrôle technique des dépôts dans le cadre de la ligne 5 de tramway sont attribués à :

- Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) : à l'entreprise BUREAU VERITAS CONSTRUCTION sise à Montpellier, pour un montant global et forfaitaire de 33 000 € HT ;
- Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) : à l'entreprise SOCOTEC sise à Montpellier, pour un montant global et forfaitaire de 88 520 € HT.

La durée du marché est de 7 ans à compter de sa notification.

N°MD2022-930 - 11/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°8.14H Coordinateur Environnement dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : L'avenant au marché n°8.14H relatif à la mission de « Coordonnateur environnement dans le cadre de la ligne 5 de tramway », est signé avec l'attributaire EGIS STRUCTURE ET ENVIRONNEMENT. Il a pour objet d'augmenter le montant maximum de commandes des prestations complémentaires. Ce montant est porté à un maximum de 75 000 € HT (contre 60 000 € HT initialement).

N°MD2022-931 - 28/07/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché n°8.11F Reconnaissances géotechniques dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Le marché 8.11F « reconnaissances géotechniques dans le cadre de la 5ème ligne de tramway » est signé avec l'entreprise GINGER CEBTP sise à Jacou, pour un montant de 828 605 € HT. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, qui s'étend sur une durée globale de 5 ans à compter de sa notification.

N°MD2022-932 - 18/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au transfert des propriétés communales de la Ville de Grabels dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole - Projet de recalibrage du Rieumassel - PAPI 2

Objet : La Ville de Grabels propriétaire de diverses parcelles sur son territoire transfère des propriétés à la Métropole nécessaire à la réalisation du projet de recalibrage du Rieumassel dans le cadre de la mise en œuvre du 2ème volet du programme d'actions de prévention des inondation (PAPI 2).

N°MD2022-934 - 01/08/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à un marché de géomètre pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie Esplanade à Montpellier - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord cadre relatif à une mission de géomètre pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie Esplanade à Montpellier à la société DGEMA, sise à Montpellier. Il est conclu pour un montant maximum de 150 000 € HT et pour une durée de 4 ans non reconductible.

N°MD2022-938 - 01/08/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à un marché de géomètre pour l'opération de requalification de l'espace urbain Foch Peyrou Arceaux à Montpellier - Attribution

Objet : L'accord cadre relatif à une mission de géomètre pour l'opération de requalification de l'espace urbain Comédie Esplanade à Montpellier est conclu avec la société SIRAGUSA, sise à Montpellier, pour un montant maximum de 200 000 € HT. La durée du marché est de 4 ans non reconductible.

N°MD2022-935 - 22/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 57 m² de bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas appartenant à Monsieur et Madame TADJER dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 57 m² du bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 42, appartenant à Monsieur et Madame Tadjer, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 3 146 €.

N°MD2022-936 - 22/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 46m² de bien immobilier sis 2 rue des Capriers à Montpellier appartenant à Monsieur RIBOT dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 46 m² du bien immobilier sise 2 rue des capriers à Montpellier, cadastrée section IV n° 186, appartenant à Monsieur Ribot, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 20 480 €.

N°MD2022-937 - 18/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au transfert des propriétés communales de la Ville de Juvignac dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un système d'endiguement de protection contre les crues de la Mosson - PAPI 2

Objet : Il est proposé de procéder au transfert des propriétés communales de la Ville de Juvignac nécessaires pour la création du système d'endiguement de protection contre les crues de la Mosson réalisé dans le cadre du 2ème volet du programme d'actions de prévention des inondations.

N°MD2022-940 - 27/07/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec l'école de musique associative Mélimusic de Montpellier

Objet : L'association MELIMUSIC et Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique dont l'objectif est de permettre à leurs élèves d'élargir le cadre de leurs pratiques collectives. Ainsi les élèves de la Cité des Arts auront la possibilité de se produire dans le cadre des manifestations publiques proposées tout au long de l'année par l'école MELIMUSIC et les élèves de MELIMUSIC pourront intégrer, dans la limite des places disponibles, les pratiques collectives d'ensemble proposées par la Cité des Arts.

N°MD2022-941 - 18/08/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n°2 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CNRS de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Le CNRS souhaite interconnecter de nouveaux sites et bénéficier d'une redevance de location fibre de 3 ans plus avantageuse (paiement en une seule fois pour une durée de 3 ans). Il est nécessaire de conclure un avenant n°2 pour des raisons comptables. Le montant de la redevance de location est de 25 388 € HT pour cette nouvelle liaison venant en complément des autres redevances de location.

N°MD2022-942 - 26/07/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat pour la construction de 58 logements sociaux - Résidence ' Nouveau Saint Roch ', ZAC St Roch à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention afin de garantir le remboursement de la somme globale de 8 221 587 € représentant 100 % du prêt souscrit par ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la construction de 58 logements locatifs sociaux, résidence « Nouveau St Roch », ZAC St Roch à Montpellier.

N°MD2022-946 - 18/08/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC Garosud entre la Ville de Montpellier /les Transports de l'Agglomération de Montpellier/SERM pour la parcelle OH 55 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver le montant de participation aux équipements publics d'un montant de 20 960 € pour un projet de bureau de 260 m² dans la ZAC Garosud.

N°MD2022-947 - 11/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Student Factory ', Avenue des Près d'Arènes à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de signer une convention afin de garantir le remboursement de la somme de 219 235 € représentant 100 % du prêt souscrit par ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Student Factory », Avenue des Près d'Arènes à Montpellier.

N°MD2022-949 - 11/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, pour la construction de 26 logements sociaux - Résidence ' Universe ', rue des Tulipes à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la signature d'une convention de garantir le remboursement de la somme globale de 3 307 698 € représentant 100 % du prêt souscrit par ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la construction de 26 logements locatifs sociaux, résidence « Universe », rue des Tulipes à Montpellier.

N°MD2022-951 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision complémentaire à la décision n°MD2021-686 du 1er juillet 2021 relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AR 256 - Propriété de Monsieur ESTEVE - Commune de Pignan

Objet : Dans le cadre du projet de giratoire sur la RM5, Monsieur Estève propriétaire de la parcelle cadastrée AR 256, a signé le 18/02/2021 une promesse de vente avec prise de possession anticipée au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. Cependant, Monsieur Estève, agriculteur, a sollicité l'autorisation de cultiver cette parcelle, pendant une période transitoire tant que les travaux du giratoire ne démarrent pas. Il est proposé de consentir à titre gratuit à cette occupation.

N°MD2022-952 - 25/07/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société 'Cogedim Languedoc Roussillon' pour une opération sise 4186 boulevard Paul Valéry sur la Commune de Montpellier

Objet : Il est proposé de mettre en place un Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON pour un projet immobilier situé Boulevard Paul Valéry qui nécessite des travaux de réseaux et de réaménagement de l'espace public. Le montant de la participation exigible auprès de COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON s'élève à 1 355 640 € H.T.

N°MD2022-955 - 25/07/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société 'Alcym Promotion' pour une opération sise 75 rue du Fesquet sur la Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'approuver la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial, pour l'aménagement d'une partie de la rue du Fesquet nécessaire à la réalisation d'une opération de 14 logements avec la société ALCYUM PROMOTION pour un montant de 111 023 € HT.

N°MD2022-956 - 25/07/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec le constructeur Pitch promotion pour une opération sise Quai Flora Tristan sur la Commune de Montpellier (parcelles cadastrées PE 02 et PE 03)

Objet : Il est proposé de mettre en place un Projet Urbain Partenarial (PUP) entre la société PITCH PROMOTION et la Métropole pour la réalisation d'un projet immobilier située Quai Flora Tristan qui nécessite des travaux de réaménagement d'espace public pour un montant de 534 600 € HT.

N°MD2022-958 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AC 484 - Propriété de Madame ESTOURNET - Située Route de Lattes - Commune de Pérols

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Estournet la parcelle cadastrée AC 484, d'une superficie de 206 m², située Route de Lattes à Pérols, en vue de son intégration au domaine public métropolitain. La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

N°MD2022-964 - 22/08/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics "Comédie-Esplanade-Triangle" - Attribution

Objet : Un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle est attribué au groupement TER / TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON, correspondant à des prestations d'études, pour un montant de 2 140 815,42 € HT. Ce marché prendra effet à la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 52 mois.

N°MD2022-966 - 04/08/22 - Direction des Finances

Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de l'Agence de l'Eau et affectés au budget annexe Assainissement suite à la Création d'une Régie Unique Eau et Assainissement

Objet : Dans le cadre de la création de la Régie unique de l'eau et de l'assainissement, les contrats d'emprunts affectés au budget de l'assainissement doivent être transférés. Une décision doit être produite par établissement bancaire, celle-ci relevant de l'AGENCE DE L'EAU pour un contrat affecté totalement.

N°MD2022-968 - 18/08/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DO IT NOW pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DO IT NOW pour une extension à compter du 1/08/2022. A compter de cette date, la surface passe de 50,30 m² à 88,70 m² pour un loyer HT et HC de 1 255,10 €.

N°MD2022-969 - 04/08/22 - Direction des Finances

Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et affectés au budget annexe Assainissement suite à la Création d'une Régie Unique Eau et Assainissement

Objet : Dans le cadre de la création de la Régie unique de l'eau et de l'assainissement, les contrats d'emprunts affectés au budget de l'assainissement doivent être transférés. Une décision doit être produite par établissement bancaire, celle-ci relevant de la CAISSE D'EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON pour 1 contrat affecté totalement et un contrat affecté partiellement.

N°MD2022-970 - 28/07/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché n°8.42F Travaux d'Infrastructures - Infra 2 - secteur Nord dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Le marché 8.42F portant sur les travaux d'infrastructures VRD – Infra 2 du secteur Nord dans le cadre de la 5ème ligne de tramway est signé avec le groupement SPIE BATIGNOLLES MALET / GUINTOLI / MIGMA / EHTP sis à Mauguio, pour un montant de 12 505 800,90 € HT. Le marché s'étend sur une durée globale D de 40 mois à compter de sa notification au titulaire.

N°MD2022-976 - 22/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de de 74 m² de bien immobilier sis La Fermaude à Saint Jean de Vedas appartenant à l'association syndicale "Le Parc des Amandiers" dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 74 m² du bien immobilier sis La Fermaude à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 264, appartenant à l'association syndicale "Le parc des Amandiers", dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 1 110 €.

N°MD2022-981 - 18/08/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location de locaux entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DEMD Production - Site Hélios à Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location de locaux avec la société DEMD PRODUCTION, sise à Paris, concernant un espace de 400 m² dans le site Hélios, pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel. Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 4/10/2022. Le loyer total s'élève à 3 101 € TTC.

N°MD2022-989 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 674 - Avenue de la Méditerranée - Commune de Saint-Drézéry

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame Chambon la parcelle AI 674 d'une superficie de 161 m², située à Saint-Drézéry, en vue de l'aménager et de l'intégrer au domaine public. La transaction est consentie au prix de 10 €/m² soit un montant total de 1610 €.

N°MD2022-990 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AL 311 - Chemin de la Moulinière - Commune de Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Payrière la parcelle AL 311 d'une superficie de 206 m², située chemin de la Moulinière à Fabrègues, pour permettre l'élargissement de la voie. La transaction est consentie au prix de 10 €/m² soit un montant total de 2 060 €.

N°MD2022-991 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession des parcelles BA 341 et BA 342 - Rue de la Calade - Commune de Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SCI OLLYTEAM, les parcelles BA 341 et BA 342 d'une superficie respective de 57 m² et 65 m², situées rue de la Calade sur la commune de Vendargues. Cette cession aura lieu au prix de total de 4 730 € pour 122 m². La recette correspondante sera affectée au budget de la Métropole. L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur par la SCP DRAIRE-CHAMPETIER, Notaire à Sommières.

N°MD2022-992 - 18/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété CALAFELL - Lot 846 Le Triangle - Parcelle HM 487 - 66 rue du Jeu de Ballon - Commune de Montpellier

Objet : Décision de préemption à l'occasion de la vente par Messieurs Calafell, d'un local commercial, constituant le lot 846 de la copropriété « Le Triangle », cadastrée section HM 487, au prix de 280.000 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement prévu par la ZAC Ricardo Bofill.

N°MD2022-993 - 23/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une autorisation d'ester en justice dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Il est proposé d'autoriser la Métropole à saisir le juge de l'expropriation, dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne de tramway, aux fins de la fixation judiciaire des indemnités revenant aux expropriés et de la prise de possession des emprises nécessaires à la réalisation des ouvrages. La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats CGCB & ASSOCIES.

N°MD2022-994 - 18/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété Société FINANCIOR - Lot 828 Le Triangle - Parcelle HM 487 - 66 rue du Jeu de Ballon - Commune de Montpellier

Objet : Décision de préemption à l'occasion de la vente par la société FINANCIOR, d'un local commercial, occupé au titre d'un bail commercial, constituant le lot 828 de la copropriété « Le Triangle », cadastrée section HM 487, au prix révisé de 180 000 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement prévu par la ZAC Ricardo Bofill.

N°MD2022-996 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession de la parcelle BN 352 - Impasse des Libellules - Commune de Castelnau-le-Lez

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur Marconnet la parcelle BN 352 d'une superficie de 163 m², située Impasse des Libellules sur la commune de Castelnau-le-Lez. Cette cession aura lieu au prix de total de 16 300 € soit 100 € le m². La recette correspondante sera affectée au budget de la Métropole. L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

N°MD2022-997 - 11/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il est proposé d'attribuer le marché M1D0081DM « mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des lignes de Bustram » :

- lot 1 : groupement INGEROP / SERI sis à Pérols pour un montant forfaitaire de 4 821 568 € et sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 1 000 000 € HT

- lot 2 : groupement EGIS VILLE ET TRANSPORTS / LABA ARCHITECTURE / PRESENTS sis à Montpellier pour un montant forfaitaire de 4 992 890 € et sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 1 000 000 € HT.

Le marché démarre à sa notification pour une durée de 8 ans à compter de sa notification.

N°MD2022-998 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle MY 875, chemin de Casseyrols Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition, à l'euro symbolique par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société NOVALIM, de la parcelle MY 875 chemin de Casseyrols, permettant son aménagement et son intégration au domaine public métropolitain, en application de la réserve C9 du PLU.

N°MD2022-999 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle MY 925, chemin de Casseyrols à Mme LIABEUF-BELLEGARDE Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition, à l'euro symbolique par Montpellier Méditerranée Métropole, à Madame Liabeuf-Bellegarde de la parcelle MY 925 chemin de Casseyrols, permettant son aménagement et son intégration au domaine public métropolitain, en application de la réserve C9 du PLU.

N°MD2022-1001 - 18/08/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MV SERVICES dans la Zac Cannabe à Cournonterral

Objet : La candidature de la société MV SERVICES est agréée en vue de l'acquisition du lot 04 de 1 375 m² dans la ZAC Cannabe pour la réalisation d'un bâtiment de 698 m². Elle a pour activité les travaux de nettoyage de sites industriels, commerciaux, de locaux professionnels, publics ou privés et services annexes. La société prévoit un effectif de 200 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1002 - 11/08/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société KILOUTOU IMMOBILIER dans la Zac Garosud extension à Montpellier

Objet : La candidature de la société KILOUTOU IMMOBILIER est agréée en vue de l'acquisition du lot 13A de 7 341 m² dans la ZAC Garosud extension pour la réalisation d'un bâtiment de 2 100 m². L'utilisateur final sera la société KILOUTOU, location de matériel professionnel. La société prévoit un effectif de 35 emplois à 3 ans.

N°MD2022-1005 - 18/08/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société JH INVEST dans la Zac Cantausse à Saint-Brès

Objet : La candidature de la société JH INVEST est agréée en vue de l'acquisition du lot A1 de 4 253 m² dans la ZAC Cantausse. L'utilisateur final sera la société ELECTRIC MOTION pour son activité de fabrication et commercialisation de motos 100% électriques. La société prévoit 50 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1007 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle KX 456, avenue de Lodève aux époux FERRIER - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition, à l'euro symbolique par Montpellier Méditerranée Métropole, aux époux Ferrier, de la parcelle KX 456, angle avenue de Lodève – allée Pierre Carabasse, à Montpellier, en régularisation de l'existant, la parcelle étant déjà intégrée au domaine public viaire métropolitain.

N°MD2022-1010 - 22/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 10m² de bien immobilier sis 31 place Albert Louvel à MONTPELLIER appartenant à Madame Simone DATH dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 10 m² du bien immobilier sise 31 place Albert Louvel à Montpellier, cadastrée section IL n° 240 appartenant à Madame Dath, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 4 620 €.

N°MD2022-1011 - 22/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 393m² et 27m² de bien immobilier sis rue Ulysse Vergnes à MONTPELLIER appartenant à l'Association Syndicale du groupe d'habitation "Les Villas du Puech" dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 393 m² du bien immobilier sise rue Ulysse Vergnes à Montpellier, cadastrés section PD n° 142 et une emprise de 27 m² du même bien cadastrés section PD n° 143 , appartenant à L'ASSOCIATION SYNDICALE DU GROUPE D'HABITATION « LES VILLAS DU PUECH », dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 7 012 €.

N°MD2022-1012 - 22/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot privatif n°139 au sein de la copropriété "Le domaine de la Coustaude" situé au 1 chemin de la Coustaude à SAINT JEAN DE VEDAS appartenant à Monsieur ARNOULD et Madame HIERNAUX dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°139 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur Arnould et Madame Hiernaux, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant de 7 150 €.

N°MD2022-1015 - 18/08/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société NATTAGHE dans la Zac Cannabe à Cournonterral

Objet : La candidature de la société NATTAGHE est agréée en vue de l'acquisition du lot 02 de 1 337 m² dans la ZAC Cannabe. L'utilisateur final sera la société DROMSPORT qui a pour activité la confection et l'impression textile. La société prévoit un effectif de 25 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1019 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Restaurant Asiatique Chez Nelly - Parcelle KS 1 lots 175 et 176 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition onéreuse, par Montpellier Méditerranée Métropole, du fonds de commerce « Chez Nelly » dans les garages de la rue de Las Sorbes, parcelle KS 1 - lots 175 et 176, angle rue de Las Sorbes & avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU. Le montant de cette transaction est de 29 000 €.

N°MD2022-1020 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de deux garages - Parcelle KS1 lots 175 et 176 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition onéreuse de deux garages, parcelle KS 1 lots 175 et 176, situé angle rue de Las Sorbes & avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU. Le montant de cette transaction est de 30 000 €.

N°MD2022-1021 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Restauration rapide HOUSE BUNS - Parcelle KS 1 lot 172 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition onéreuse, par Montpellier Méditerranée Métropole, du fonds de commerce « House Buns » dans les garages de la rue de Las Sorbes, parcelle KS 1 lot 172, située angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU. Le montant de cette transaction est de 49 000 €.

N°MD2022-1022 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un garage - Parcelle KS 1 lot 172 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition onéreuse, par Montpellier Méditerranée Métropole, d'un garage, parcelle KS 1 lot 172, situé angle rue de Las Sorbes & avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU. Le montant de cette transaction est de 15 000 €.

N°MD2022-1023 - 11/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Service Cartes Grises - Parcelle KS 1 lot 195 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition onéreuse, par Montpellier Méditerranée Métropole, du fonds de commerce « Service Cartes Grises » dans les garages de la rue de Las Sorbes, parcelle KS 1 lot 195, située angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU. Le montant de la transaction est de 7 000 €.

N°MD2022-1027 - 22/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 53m² de bien immobilier sis 90 rue Albert Viger à MONTPELLIER appartenant à Monsieur et Madame MULLER dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 53 m² du bien immobilier sis 90 rue Albert Viger à Montpellier, cadastré section IL n° 238 appartenant à Monsieur et Madame Muller, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 34 736 €.

N°MD2022-1030 - 18/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du Domaine Public- Parcelle AH n°7 (3 065 m²) sur la commune de COURNONSEC

Objet : Il est proposé une convention d'occupation temporaire du domaine public à titre gratuit de 4 ans avec la société NXO ENGINEERING, spécialisée dans les métiers de l'eau et la décarbonation des industries portant sur la parcelle AH 7 à Cournonsec, à la suite de la manifestation d'intérêt spontanée de la société et à l'appel à manifestation d'intérêt concurrent lancé par la Métropole.



Conseil du 6 décembre 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités
Territoriales

N°MD2022-413 - 29/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise Plantin Ceccotti - Prolongation de la ligne 1 de tramway - Autorisation de signature

Objet : L'opération de prolongation de la ligne 1 du tramway jusqu'à la gare Montpellier Sud de France nécessite l'occupation temporaire d'une bande de la parcelle SL 110 afin d'y prévoir une piste de passage permettant la réalisation d'un nouvel ouvrage de franchissement de l'A709 et de réaliser un mur de soutènement. Il est ainsi proposé une convention d'occupation précaire avec l'ENTREPRISE PLANTIN CECCOTTI, propriétaire, pour une durée de 24 mois.

N°MD2022-674 - 20/09/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à une convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole (3M) et l'Agence Française de Développement (AFD) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre l'Agence Française de développement (AFD) et Montpellier Méditerranée Métropole, d'une convention de financement FICOL (Facilité de financement des collectivités territoriales). Elle a pour objet d'acter le versement d'une subvention de 885 000 € à la Métropole par l'AFD dans le cadre du Projet « Kiffa-Eau ».

N°MD2022-686 - 09/09/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative au mandat d'études pour la réalisation d'études préalables au réaménagement des accès au centre commercial de Trifontaine - secteur Blanquette - Constat d'achèvement de la mission - Protocole de reddition des comptes et clôture du mandat

Objet : Il s'agit d'acter la reddition des comptes du mandat Trifontaine avec la SA3M. Elle prévoit le remboursement par la SA3M d'un solde positif de 17 754,49 € TTC au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-697 - 29/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réalisation de travaux énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution de subventions à 2 ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant total de 2 600 €.

N°MD2022-763 - 26/08/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché M1D0057DM de travaux de mise aux normes sécurité incendie des rampes d'accès au parking N-2 du Centre Commercial du Polygone à Montpellier (rampes Montmorency et ancienne mairie)

Objet : Le marché M1D0057DM de mise aux normes relatives à la sécurité incendie des rampes d'accès au parking N-2 du Centre commercial du Polygone est attribué au groupement d'entreprise INEO/CHUBB sis à Latte, pour un montant global et forfaitaire de 417 020,21 € HT et pour une durée de 5 mois (période de préparation d'un mois comprise).

N°MD2022-765 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la modification du marché M0B0057DC - Maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment annexe sur le site de l'Ecolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1

Objet : Il est proposé un avenant au marché maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment annexe sur le site de l'Ecolothèque avec l'entreprise ALEXANDRE SENAC ARCHITECTE. Le montant de l'avenant n°1 est de 14 986 € HT, portant le nouveau montant du marché à 61 976 € HT (soit une augmentation de 32%) et une prolongation de la durée initiale de 15 mois supplémentaire.

N°MD2022-772 - 23/08/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché n°M2D0005VD Réhabilitation des points propreté de Montferrier-sur-Lezet Saint Georges d'Orques - Lots 5, 6 et 7 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer 3 lots sur 7 du marché de réhabilitation des déchèteries de Montferrier-sur-Lezet et de Saint Georges d'Orques comme suit :

- lot 5 pour les équipements des quais à MP INDUSTRIES SAS, sise à Gardanne (13) pour un montant de 171 578 € HT et pour une durée de 2 mois ;
- lot 6 pour l'éclairage et la vidéo-protection au groupement FIMS PROTECTION/REEL MEDITERRANEE sis à Montpellier pour un montant de 83 847,16 € HT et pour une durée de 3 mois ;
- lot 7 pour les clôtures et les portails à ID VERDE, sise à Gigan (34) pour un montant de 43 987,30 € HT et pour une durée de 2,5 mois.

Ces durées démarrent à compter de l'ordre de service spécifique venant notifier le démarrage du délai de la période de préparation ainsi que le délai d'exécution.

N°MD2022-792 - 23/08/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la mise à disposition, auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault, d'un agent de catégorie C du 01/07/2022 au 30/06/2024.

N°MD2022-832 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la modification du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional - lot 12B : sols coulés - Avenant transactionnel

Objet : Dans le cadre de la réalisation du nouveau conservatoire, un avenant transactionnel pour un montant de 90 400 € HT est conclu avec l'entreprise EUROSINTEC, titulaire du lot 12B "sols coulés du marché de réalisation du conservatoire à rayonnement régional", portant le nouveau montant du marché à 370 812,50 € HT. La pandémie ayant entraîné des délais et dépenses supplémentaires.

N°MD2022-852 - 26/08/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à L'Association LIGHTING URBANCOMMUNITY INTERNATIONAL (LUCI) - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association LIGHTING URBANCOMMUNITY INTERNATIONAL (LUCI) afin de participer et d'être représentée aux conférences internationales, lieu de rencontres, d'échanges et de partages entre professionnels de l'éclairage urbain. Cette adhésion, dont le coût annuel est de 4 140 € TTC, est effective à compter de 2022.

N°MD2022-869 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Travaux de réalisation du square à proximité du Conservatoire à Rayonnement Régional dans le quartier Boutonnet à Montpellier - Avenants n°1 des lots 01 - VRD et lot 02 - Plantation - Mobilier - Jeux - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre du marché de travaux d'aménagement du square situé à proximité du nouveau Conservatoire, des prestations supplémentaires ont été demandées par ordre de service. Il est ainsi proposé de signer des avenants :

- Pour le lot 1 avec l'entreprise COLAS FRANCE, avenant d'un montant de 12 217,70 € HT, portant le nouveau montant du marché à 156 296,00 € HT ;

- Pour le lot 2 avec l'entreprise ID VERDE, avenant d'un montant de 11 175,00 € HT, portant le nouveau montant du marché à 208 881,29 € HT.

N°MD2022-878 - 27/09/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à la réponse à l'appel à projet de la DAECT "FOND DE SOUTIEN CONJOINT A LA COOPERATION DECENTRALISEE FRANCO-MAROCAINE"

Objet : Le projet Montpellier Vallée de l'Arghen volet tourisme est candidat à l'appel à projet de la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) « Fonds de soutien conjoint à la coopération décentralisée franco-marocaine ». Ce programme permet à Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier de financements pour mettre en œuvre un projet ce projet.

N°MD2022-890 - 29/08/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à la coopération avec le Conseil Départemental de Rufisque - Dépôt de dossier de candidature "AAP Fond Conjoint Franco-sénégalais" financé par le MEAE - Autorisation de signature

Objet : A la suite du succès du projet "fonds conjoint franco-sénégalais 2020", les partenaires proposent de poursuivre leurs actions communes en faveur des systèmes alimentaires durables des collectivités de Montpellier Méditerranée Métropole, Ville de Montpellier et Conseil Départemental de Rufisque dans le cadre du nouvel appel à projet "Fond conjoint franco-sénégalais 2022" porté par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères pour lequel il est proposé de déposer une candidature.

N°MD2022-893 - 23/08/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'avenant n°2 au marché 3814GD15 de "Nettoisement sur une partie du territoire de la ville de Montpellier hors centre-ville"

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°3814GD15 avec l'entreprise SMN sise à Montpellier. Il a pour objet de prolonger le marché de 2 mois et 2 jours afin de permettre le lancement d'une procédure transitoire en vue d'un nouveau marché. Cet avenant est d'un montant de 1 140 000 € HT.

N°MD2022-913 - 26/08/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M1C0035EP de missions d'études pour la définition de la stratégie d'application des obligations légales de débroussaillage - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M1C0035EP de mission d'études pour la définition de la stratégie d'application des obligations légales de débroussaillage au groupement d'entreprises ALCINA/PYRENNES CARTOGRAPHIE/ESKIS PAYSAGISTES sis à Montpellier. Il est conclu pour un montant global et forfaitaire de 154 825,00 € HT toutes tranches confondues. Il prend effet à compter de l'ordre de service pour une durée de 18 mois pour la tranche ferme et de 48 mois pour la tranche conditionnelle.

N°MD2022-918 - 29/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audits tripartites avec les copropriétés Pioch de Boutonnet (13 logements) et Cité Vincent (12 logements), ainsi que l'attribution de subventions aux audits de ces copropriétés pour un montant total de 2 250 €.

N°MD2022-919 - 29/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution de subventions à 3 ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant total de 3 900 €.

N°MD2022-920 - 29/08/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à la signature d'une convention de groupement de commande relatif à l'accompagnement à la démarche climat-air-énergie dans le cadre d'un renouvellement de labellisation

Objet : Un groupement de commande est constitué avec la Ville de Montpellier. Il a pour objet de désigner un prestataire accompagnateur à la démarche de renouvellement du label Climat-Air-Energie. Le coordonnateur est Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-921 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2750 boulevard Paul Valéry à Montpellier - IT80 - SCI DU PUECH

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 723 m² du bien immobilier sis 2750 boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IT n°80 appartenant à la SCI DU PUECH, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 27 216 €.

N°MD2022-923 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M2B0036DC - Prestation de transport aller et retour, emballage et déballage de mobiliers lapidaires pour l'exposition "Statues menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique" au Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Attribution

Objet : Il est proposé d'attribuer le marché n° M2B0036DC - Prestation de transport aller et retour, emballage et déballage de mobiliers lapidaires pour l'exposition « Statues menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique. » au Site archéologique Lattara - musée Henri Prades (07/10/2022 – 06/03/2023), à la Société BOVIS TRANSPORTS, sise à Fleury-Merogis (91), pour un montant global et forfaitaire révisable de 50 802,50 HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de deux ans au maximum.

N°MD2022-925 - 23/08/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché n°M1C0008VD - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi technique et financier du contrat de Délégation de Service Public d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST - attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1C0008VD d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le suivi technique et financier du contrat de Délégation de Service Public d'exploitation de l'unité de méthanisation Amétyst à l'entreprise SETEC ENERGIE ENVIRONNEMENT sise à Paris. Il est conclu pour un montant forfaitaire de 73 375 € HT et un montant maximum de 45 000 € HT pour les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre à bons de commande.

N°MD2022-927 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société CYME au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société CYME, d'une convention d'occupation du domaine public pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA du 01/09/2022 au 31/03/2023. La redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 12,00 m² qu'elle occupe s'élève à 154,56 €.

N°MD2022-933 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 3m² et 34m² de bien immobilier sis boulevard Paul-Valéry à Montpellier appartenant à la SARL Y SEM BE dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, pour un montant de 22 172 €, des emprises de 3 m² et de 34 m² du bien immobilier sis boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IL n°229 et n°230, appartenant à SARL Y SEM BE, nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway.

N°MD2022-943 - 05/09/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 94 logements privés situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé d'attribuer des subventions pour la réhabilitation de 94 logements occupés par leurs propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 439 743 €, dont 50700 € accordés au titre de la « prime PCAET » à la rénovation thermique des logements de 1 300 €.

N°MD2022-944 - 29/08/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative au marché M1C0029TE - Marché de travaux pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Jany à Jacou - Lot 1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché de travaux pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Jany à Jacou à l'entreprise EDISON sise à Saint Jean de Védas, pour un montant de 158 892,39 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification pour le lot 1. Sa durée est de 4 mois.

N°MD2022-945 - 02/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section RA n°1, au profit du Cirque Madona Bouglione - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine privé au bénéfice du CIRQUE MADONA BOUGLIONE, du 15/05/2023 au 15/09/2023 sur la parcelle cadastrée section RA n°1, d'une contenance de 9 888 m², située lieu- dit Rastouble à Montpellier. L'occupant garantit l'absence d'animaux dans le spectacle et à l'extérieur du chapiteau. La convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'un loyer de 40 €/jour soit un loyer de 4 920 € pour 123 jours.

N°MD2022-948 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association "Singulier Pluriel" - Autorisation de signature

Objet : L'association SINGULIER PLURIEL et Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique sur la thématique de la danse inclusive, pour l'année scolaire 2022/2023. La Cité des Arts met à disposition un studio de danse et l'association Singulier Pluriel viendra y pratiquer la danse et faire découvrir la danse inclusive.

N°MD2022-950 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la convention de partenariat pédagogique entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Beaux-Arts Musiques - Autorisation de signature

Objet : L'association Beaux-Arts Musiques et la Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique pour l'année scolaire 2022/2023. Les élèves de la Cité des Arts auront la possibilité de se produire dans le cadre des manifestations publiques proposées par l'école Beaux-Arts Musiques et les élèves de Beaux-Arts Musiques pourront intégrer les pratiques collectives d'ensemble proposé par la Cité des Arts.

N°MD2022-953 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché subséquent n°M2C0032DC - Lot n°2 à l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition "Djamel TATAH, le Théâtre du silence" au musée Fabre de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer un marché subséquent au lot n°2 de l'accord-cadre n°M0D0016DC à l'entreprise ANDRE CHENUE SA, sise à Nice. Il concerne le transport des œuvres de l'exposition "Djamel TATAH, le Théâtre du silence" au musée Fabre. Il est conclu pour un montant global et forfaitaire de 57 640 € HT, soit 68 592 € TTC et pour une durée de 8 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-954 - 29/08/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Bruxelles- Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le déplacement d'un membre de la Direction de la Communication, un membre de la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel ainsi qu'un membre du Service des Relations Presse et Média à Bruxelles, du 18/07/2022 au 20/07/2022, afin de participer à des rendez-vous institutionnels. Ce déplacement a aussi été l'occasion de rencontrer de nombreux acteurs culturels belges. Le montant estimé du déplacement est de 850 €.

N°MD2022-957 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de Monsieur Baudouin LEBON d'une toile d'Alain CLEMENT, Sans titre, 1980 - Convention de don - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Baudouin LEBON d'une toile d'Alain CLEMENT, Sans titre, 1980, d'une valeur de 1 500 €. Cette œuvre est conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-959 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Stéphane BORDARIER - Convention de don - Autorisation de Signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la FONDATION D'ENTREPRISE DU MUSEE FABRE d'une œuvre de Stéphane BORDARIER, 1.VII.2016, huile et acrylique sur toile, d'une valeur de 12 000 €. Cette œuvre est conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-960 - 24/08/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2203800-4 TA - SOCIETE RIXEN CABLEWAY GMBH"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS SCP CGCB à la suite du dépôt de la requête n°2203800-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la Société RIXEN CABLEWAY GMBH tendant à obtenir indemnisation à la suite de la résiliation du marché public de conception-réalisation du Parc Gérard-Bruyère sur la commune de Baillargues.

N°MD2022-961 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre et le centre Pompidou pour la publication d'un catalogue d'exposition Germaine Richier

Objet : À l'occasion de l'exposition itinérante « Germaine RICHIER » présentée au Centre Pompidou à Paris du 01/03/2023 au 12/06/2023, puis au Musée Fabre à Montpellier du 12/07/2023 au 05/11/2023, les parties ont convenu de collaborer à la publication d'un catalogue. La participation de la Métropole s'élève à 15 000 € TTC.

N°MD2022-962 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M2D0074DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'un triptyque de YAN Pei-Ming, L'Impossible rencontre, 2019 - Autorisation de Signature
Objet : Il est proposé de procéder à l'acquisition du triptyque de l'artiste YAN Pei-Ming, L'Impossible rencontre, en vente auprès de l'artiste pour un montant de 300 000 €. Ce triptyque est conservé au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-963 - 24/08/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2203605-3 - Ressources Humaines"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET MB AVOCATS devant le Tribunal Administratif à la suite du dépôt la requête n°2203605-3 par un agent de la Métropole contre les décisions du 02/06/2022 refusant la reconnaissance d'un accident de service.

N°MD2022-965 - 29/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés Riverain (14 lots), Jardins de la préfecture (174 lots), Saint Christophe (22 lots), Parc de la guirlande BAT D (128 lots), 16-18 rue de la merci (46 lots), ainsi que l'attribution de subventions aux audits de ces copropriétés pour un montant total de 34 560 €.

N°MD2022-967 - 24/08/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2203452-4 TA - Madame Emmanuelle RODRIGUEZ"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP à la suite du dépôt de la requête n°2203452-4 déposée le Tribunal Administratif de Montpellier le 04/07/2022 par Madame RODRIGUEZ tendant à la mise en œuvre d'une expertise médicale et à obtenir réparation des préjudices subis à la suite d'une chute à vélo dont elle a été victime sur un espace végétalisé avenue Agropolis à Montpellier.

N°MD2022-971 - 23/08/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M2D0026VD de Collecte, transport et traitement de déchets diffus spécifiques des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2 - Attributions

Objet : Il est proposé d'attribuer le marché n°M2D0026VD de Collecte, transport et traitement de déchetsdiffus spécifiques comme suit :

- Lot 1 « Ouest » à l'entreprise TRIADIS SERVICES, sise Villeneuve-lès-Béziers pour un montant maximum annuel de 350 000 € HT ;
- Lot 2 « Est » à l'entreprise SARP OSIS SUD EST, sise à Vaulx-en-Velin (69) pour un montant maximum annuel de 315 000 € HT.

L'accord-cadre prend effet à compter de la date de notification du contrat. Il est conclu pour une périodeinitiale de 12 mois avec 3 reconductions possibles.

N°MD2022-972 - 20/09/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M9D5240DS - Lot n° 6 "Peinture - Signalétique - Sols souples" - Avenant n°2 de transfert de la SARL CORNIL à la SAS CORNIL PATRIMOINE - Autorisation de signature

Objet : Considérant qu'à compter du 19/05/2022, la SARL CORNIL a cédé son fonds de commerce à la SAS CORNIL PATRIMOINE, il convient d'autoriser la signature de l'avenant n°2 de transfert du lot n°6 "Peinture - Signalétique - Sols souples" du marché M9D5240DS "Travaux d'aménagement et d'entretien desbâtiments sportifs" en vue du transfert à la SAS CORNIL PATRIMONE, des prestations exercées jusqu'alors par la SARL CORNIL.

N°MD2022-973 - 23/08/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M1C0028VD de travaux d'entretien et de réparation des bennes amovibles des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1C0028VD à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT, sise à Montpellier. Il concerne la réparation et l'entretien du parc de 230 bennes amovibles des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant maximum de 100 000 € HT et pour une durée d'un an, reconductible 3 fois un an.

N°MD2022-974 - 24/08/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une cuve à eau vétuste de marque Blanchard n°150993 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une cuve à eau d'une contenance de 600 litres de marque Blanchard, à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères

N°MD2022-975 - 24/08/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une cuve à eau vétuste de marque Cornu n°381137 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une cuve à eau vétuste d'une contenance de 600 litres de marque Cornu à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-977 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre et Radio Clapas

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre le musée Fabre et RADIO CLAPAS, d'une convention de partenariat pour 40 chroniques (créneau hebdomadaire de 5 minutes sur la saison 2022-2023) sur la thématique « Figuration ou Abstraction : Dans les coulisses des collections ».

N°MD2022-978 - 09/09/22 - Direction des Sports

Décision relative aux conventions de mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il convient, pour la saison sportive 2022-2023, de passer des conventions avec les associations demandeuses pour la mise à disposition exclusive ou non exclusive de locaux et de terrains en vue de l'organisation de manifestations et d'activités sportives dans les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole. Les conventions sont conclues à titre gratuit.

N°MD2022-980 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société UNIRIDGE pour le changement de sa dénomination sociale en société GARNASYS

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société australienne UNIRIDGE à la suite du changement de sa dénomination sociale en société GARNASYS le 07/07/2022. Aucun autre critère n'a été modifié.

N°MD2022-982 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional sur le site de l'ancienne maternité Grasset - lot 12 b : sols souples - Avenant n°1

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au lot n°12B du marché de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional conclu avec EUROSYNTEC. Le montant en moins-value est de 18 307,50 € HT portant le montant du marché pour le lot 12b à 280 412,50 € HT.

N°MD2022-983 - 08/09/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative à l'avenant n°2 du marché n°5037VD18 - Achat et maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°5037VD18 d'achat et de maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte afin de prolonger le marché de 4 mois. Ce délai permet de garantir la continuité du service aux usagers pendant la phase de consultation d'un nouveau marché.

N°MD2022-986 - 09/09/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M2B0042DS - Conduite, exploitation et maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0042DS à l'entreprise IDEX ENERGIES, sise à Gallargues-le-Montueux (30). Il concerne la conduite, l'exploitation et la maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti. Il est conclu pour des prestations faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire d'un montant de 85 024,88 € HT, et un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 89 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de trois mois.

N°MD2022-987 - 26/08/22 - Direction des Finances

Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc au budget annexe Assainissement à la suite de la Création d'une Régie Unique Eau et Assainissement

Objet : Les contrats d'emprunts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL LANGUEDOC et affectés au budget annexe Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole sont transférés à la Régie de l'Eau et de l'Assainissement au 01/01/2023.

N°MD2022-988 - 29/08/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à un avenant n°1 au marché 5103TE18 de révision et animation du plan climat en plan climat air énergie territorial, évaluation environnementale, démarche cit'ergie associée et élaboration du schéma directeur des énergies - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°5103TE18 de « révision et animation du plan climat en plan climat air énergie territorial, évaluation environnementale, démarche cit'ergie associée et élaboration du schéma directeur des énergies » avec l'entreprise mandataire BURGEAP SA, afin que la durée d'exécution du marché soit prolongée de 6 mois supplémentaires soit jusqu'au 16/03/2023. L'avenant n'a pas d'incidence sur le montant du marché.

N°MD2022-995 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public - Ancien Evêché

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec l'association EPSEDANSE, d'une convention d'occupation temporaire du domaine public d'une partie de l'Ancien Evêché pour la période du 20/08/2022 au 30/11/2022. L'association utilisera ces locaux pour dispenser les cours de danse de ces différents cursus. La redevance est de 2 891,25 € pour la période, ainsi qu'un forfait de participation aux dépenses énergétiques de 908,71 €.

N°MD2022-1000 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°2 de transfert d'activité pour la société ATLANTIDE de la pépinière d'entreprises Cap Omega vers la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 à la convention d'occupation, conclue en date du 01/10/2021 avec la Société ATLANTIDE, pour le transfert de son activité de la pépinière d'entreprises Cap Oméga vers la pépinière d'entreprises Cap Alpha, du 01/09/2022 jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30/06/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 40,71 m² qu'elle occupe s'élève à 428,26 €.

N°MD2022-1003 - 09/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et convention de faire les travaux dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer une convention de faire les travaux sur la parcelle cadastrée commune de Montpellier AS 10, appartenant à l'Etat et occupée par le CNRS, ainsi qu'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du CNRS à la TaM.

N°MD2022-1004 - 23/08/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 - Marché de travaux M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" sur la commune de Fabrègues - Lot 1 : Poste de refoulement

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au lot n°1 du marché de travaux n°M9D0020EA de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" sur la commune de Fabrègues. Le montant de l'avenant est de 22 030,32 € HT, portant le montant du marché à 271 830,32 € HT, soit un écart de 8,82 % du montant initial.

N°MD2022-1006 - 20/09/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution de subventions à 3 ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant total de 3 900 €.

N°MD2022-1013 - 24/08/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën immatriculé CE-593-AN – Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën immatriculé CE-593-AN à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1014 - 06/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 du marché M0B0112EA - Démolition de l'ancienne usine de production d'eau potable de Portaly et les opérations connexes marché de maîtrise d'œuvres - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché M0B0112EA - Démolition de l'ancienne usine de production d'eau potable de Portaly et les opérations connexes marché de maîtrise d'œuvres. Il a pour objet d'arrêter le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération. Le montant de l'avenant est de 5 926,97 € HT, soit 22,12 % du montant du marché initial, portant le nouveau montant du marché à 40 226,97 € HT et le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre à 32 726,97 € HT.

N°MD2022-1016 - 07/09/22 - Direction de la Santé et de la Prévention

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0B0090RH - Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation de handicap ou de restriction d'aptitude de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché de fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation d'handicap ou de restriction d'aptitude. Le marché, conclu avec la SARL DESIGN⁺, sise à La Crau (83), arrive à échéance le 08/09/2022 et il convient de le renouveler jusqu'au 31/12/2022. Le montant de l'avenant est de 10 % soit 4 000 € HT portant le nouveau montant maximum du marché à 44 000 € HT.

N°MD2022-1017 - 20/09/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer une subvention à un ménage sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant global de 1 300 €.

N°MD2022-1018 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative au marché M2B0061DE - Mission de prospection sectorielle ciblée sur la filière des industries culturelles et créatives (Lot 1) - Mission de prospection sectorielle ciblée sur la filière agro-agri (Lot 2)

Objet : Pour favoriser l'implantation de nouvelles entreprises sur son territoire et accompagner celles en fort développement, la Métropole lance une mission de prospection d'une durée de 4 mois pour être accompagné dans cette démarche. Le lauréat des lots 1 et 2 du marché est la société ANCORIS, sise à Paris. Le marché est conclu pour un montant global de 54 300 €, soit 27 150 € HT pour le lot 1 et 27 150 € HT pour le lot 2, et pour une durée de 4 mois à compter de la notification.

N°MD2022-1024 - 02/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 64 - Avenue du Champ des Moulins - Commune de Murviel-Lès-Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition par la Métropole, auprès des époux BAULIEUX et à l'euro symbolique, de la parcelle AI 64 de 60 m² sur la commune de Murviel-Lès-Montpellier, avenue du Champ des Moulins, en régularisation de l'existant, à savoir une emprise déjà intégrée dans la voirie.

N°MD2022-1025 - 19/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de construire sur le site de l'Ecolothèque à Saint Jean de Vedas

Objet : La construction d'un hangar à foin sur le site de l'écolothèque exige le dépôt d'une demande de permis de construire auprès des services compétents

N°MD2022-1026 - 23/08/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 : Est

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 : Est pour introduire un nouveau Bordereau des Prix Unitaires (BPU). L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.

N°MD2022-1028 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique du Museum d'Histoire Naturelle de Nîmes dans le cadre de l'exposition 'Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 07/10/2022 au 6 mars 2023

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de prêt de deux objets par le Museum d'Histoire Naturelle de Nîmes au profit du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades qui organise l'exposition « Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique » du 07/10/2022 au 06/03/2023 au musée Henri Prades. Convention à titre gratuit.

N°MD2022-1029 - 06/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique du musée Fenaille de Rodez dans le cadre de l'exposition ' Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique ' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 07/10/2022 au 6 mars 2023

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer une convention de prêt d'un objet par le musée Fenaille de Rodez Agglomération au profit du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades qui organise l'exposition « Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique » du 07/10/2022 au 06/03/2023 au musée Henri Prades. Convention à titre gratuit.

N°MD2022-1031 - 26/08/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M2B0053PP - Entretien d'ouvrages hydrauliques - Fontaines et postes de relèvement d'eaux pluviales - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2B0053PP à l'entreprise VEOLIA EAU-CGE sise à Montpellier. Il concerne les entretiens des ouvrages hydromécaniques (fontaines et postes de relèvement d'eaux pluviales). Il est conclu pour un montant maximum total de 89 900 € HT et pour une durée de 9 mois.

N°MD2022-1032 - 23/08/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 : Ouest

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 : Ouest afin d'y introduire un nouveau Bordereau des Prix Unitaires (BPU). L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.

N°MD2022-1033 - 30/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AH 428 - création d'une piste cyclable - Commune de Saussan

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition par la Métropole, auprès de Monsieur et Madame ROUGE, de la parcelle AH 428 de 683 m² sur la commune de Saussan pour permettre la création de la piste cyclable le long de la RM n°27E7 et pour relier à terme Saussan et Fabrègues. Le montant total de l'acquisition s'élève à 2 049 € (à savoir 1.20 €/m² pour la terre agricole et 1.80 € /m² d'indemnités accessoires).

N°MD2022-1034 - 07/09/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision modificative relative à la décision n°2017-102 concernant un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Somali - Locaux ZAC du Mijoulan à Saint Georges d'Orques

Objet : Il s'agit de modifier l'article 3 de la décision n°2017-102 du 10/03/2017 qui doit se lire de la manière suivante : « La durée du bail est de 9 ans avec une première période ferme de 6 ans. Il prendra effet au 06/03/2017 et prendra fin au 05/03/2026 ».

N°MD2022-1035 - 26/08/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à l'adhésion à la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Occitanie délégation territoriale de l'Hérault

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, à adhérer pour l'année 2022 et pour un montant de 2 000 € à l'association LPO (LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX).

N°MD2022-1036 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°10 prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°10, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société ECOMNEWS pour une période de quatre mois à compter du 01/09/2022 et jusqu'au 31/12/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 59,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 989,19 €.

N°MD2022-1037 - 12/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la convention de mise à disposition de parcelles à la SAFER OCCITANIE - Commune de Montferrier-sur-Lez

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent la mise à disposition à la SAFER OCCITANIE, des parcelles situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez cadastrées section BE n°34 ; 116 ; 119 ; 122 et BH n° 103, pour une contenance cadastrale totale de 10 ha 60 a 87 ca, pour une durée d'un an, du 01/11/2022 jusqu'au 31/10/2023. Cette convention de mise à disposition est consentie et acceptée moyennant le versement d'une redevance annuelle de 1 000 €. Les terrains sont occupés par des brebis, ce qui permet d'entretenir les lieux et éviter le débroussaillage avant l'été.

N°MD2022-1038 - 06/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0C0007EA - Maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux d'assainissement et d'eau potable de l'avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec la société SAFEGE sise à Montpellier, d'un avenant n°1 au marché n°M0C0007EA - Maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux d'assainissement et d'eau potable de l'avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier. Il a pour objet d'intégrer au marché des prestations supplémentaires. Le montant de l'avenant est de 28 415,00 € HT, soit 19,93% du montant du marché initial, portant le nouveau montant du marché à 170 955, 00 € HT.

N°MD2022-1039 - 26/08/22 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm, la Métropole (coordonnateur) lance une consultation en groupement de commandes afin de conclure un accord cadre à bons de commande avec maximum, pour une période d'un an reconductible 3 fois.

N°MD2022-1040 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique avec la Société Archéologique du Midi de la France dans le cadre de l'exposition ' Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique ' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 07/10/2022 au 6 mars 2023- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer avec la SOCIETE ARCHEOLOGIQUE DU MIDI DE LA FRANCE une convention de prêt de mobilier archéologique dans le cadre de l'exposition « Statues- menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique » organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 07/10/2022 au 06/03/2023. La convention, concerne le prêt de deux objets et prend effet à compter de sa date de signature. Elle est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance clou à clou.

N°MD2022-1041 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la modification du règlement intérieur de la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver l'actualisation du Règlement Intérieur de la Cité des Arts à suite de l'emménagement dans les nouveaux locaux et de l'adaptation de son fonctionnement.

N°MD2022-1042 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'organisation d'une mission d'affaires filière technologique à Helsinki (Finlande) du 15 au 19 novembre 2022 - Participation au salon "Slush" organisé en partenariat avec Business France - Financement de la mission - Approbation

Objet : Il est proposé l'organisation d'une mission d'affaires de Montpellier Méditerranée Métropole au salon SLUSH à Helsinki, du 15/11 au 19/11/2022, pour un montant prévisionnel de 16 000 € TTC. Jusqu'à 4 start-up du territoire seront sélectionnées pour bénéficier de l'accompagnement et prise en charge proposés par Montpellier Méditerranée Métropole, accompagnées par un(e) élu(e) et un(e) technicien(ne).

N°MD2022-1043 - 26/08/22 - Pôle des Systèmes d'Information Numériques

Décision relative à un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Montpellier - Maintenance, prestations intellectuelles et acquisitions de modules complémentaires pour le logiciel de gestion du temps E-Temptation, le logiciel de gestion financière Astre et le logiciel de gestion ressources humaines E-Sedit RH - Approbation

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes pour 3 marchés relatifs à la maintenance, prestations intellectuelles et acquisitions de modules complémentaires pour le logiciel de gestion du temps E – Temptation, Astre et E - Sedit. La Métropole est désignée coordonnateur du groupement. La procédure de mise en concurrence implique le lancement de trois procédures de marchés publics, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année.

N°MD2022-1045 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une Convention de partenariat pédagogique entre la Cité des Arts et l'Institut Thérapeutique, Éducatif et Pédagogique (ITEP) Nazareth

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre L'INSTITUT THERAPEUTIQUE EDUCATIF ET PEDAGOGIQUE (ITEP) Nazareth et Montpellier Méditerranée Métropole, d'une convention de partenariat dont l'objectif est de favoriser toutes les initiatives permettant la pratique artistique des personnes en situation de handicap en privilégiant les actions inclusives dès que cela est possible. Ce partenariat concerne l'année scolaire 2022/2023.

N°MD2022-1046 - 30/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au dépôt d'une déclaration préalable de division par Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelle OC 1 - rue François Joseph GOSSEC - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit du dépôt d'une déclaration préalable de division par Montpellier Méditerranée Métropole pour détacher un lot de 8 000 m² de la parcelle OC1 dans le cadre de l'échange foncier convenu dans le protocole d'accord avec la société BRL.

N°MD2022-1048 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec l'Harmonie Montpellier Jacou pour des actions pédagogiques avec la Cité des Arts

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et L'HARMONIE MONTPELLIER JACOU, d'une convention de partenariat pédagogique afin de favoriser les échanges avec la Cité des Arts.

N°MD2022-1049 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec l'association Mozaïk pour des actions pédagogiques et la mise à disposition de locaux avec la Cité des Arts pour l'année scolaire 2022/2023

Objet : L'association MOZAÏK et la Cité des Arts conviennent d'un partenariat dont l'objectif est de favoriser toutes les initiatives permettant la danse inclusive.

N°MD2022-1050 - 09/09/22 - Direction des Sports

Décision relative à des conventions d'occupation temporaire du domaine public conclues avec les Villes de Castelnau-le-Lez, Castries, Lattes et Vendargues, portant sur l'organisation du FISE Métropole 2022 - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de son partenariat avec le FISE, Montpellier Méditerranée Métropole développe un circuit de manches qualificatives permettant d'accéder à la finale du FISE catégorie « amateur » qui se déroulera à Montpellier en mai 2023. Afin de permettre la réalisation de ces manches qualificatives dans les communes participantes (Castelnau-le-Lez, Castries, Lattes et Vendargues), des conventions de mise à disposition de leurs skate-park respectifs doivent être conclues. Les mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

N°MD2022-1051 - 14/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Energies - Opération de travaux sur la RM27 (phase 2) à Murviel-lès-Montpellier - Programme de travaux 2022 - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de l'opération de travaux sur la D27 Phase 2 à Murviel-lès-Montpellier, il convient de passer une convention avec HERAULT ENERGIES afin d'obtenir une participation financière sur cette opération. Le montant prévisionnel global du projet des travaux est de 83 252,52 € TTC.

N°MD2022-1052 - 30/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI TELECOM - Lots de copropriété - Parcelle CH 112 - 1 rue Louis Lumière - Parc d'Activités des commandeurs - Commune de Lattes

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole a exercé son droit de préemption en révision sur le prix sur le bâtiment propriété de la SCI TELECOM située Parc des Commandeurs à Lattes. A la suite du refus du vendeur sur le prix proposé, la Métropole a saisi le juge de l'expropriation et a consigné 15% de la valeur vénale défini par France Domaines. Les vendeurs ont refusé l'offre d'achat à la suite du jugement du juge de l'expropriation et ont retiré le bien de la vente. Il convient donc de demander la déconsignation des sommes versées.

N°MD2022-1053 - 24/08/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°21MA02990 CAA-SAS -SAS LOTI SUD

Objet : Il est nécessaire de défendre la Métropole dans le dossier n°21MA02990 déposé près la Cour Administrative de Marseille le 27/07/2021 par la SAS LOTI SUD contre le jugement du Tribunal Administratif n°2002119 du 27/05/2021 rejetant la demande d'annulation de la délibération du 28/11/2021 par laquelle de Conseil de Métropole a approuvé le plan local d'urbanisme de la Commune de Fabrègues.

N°MD2022-1054 - 05/09/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au réaménagement de 80 prêts contractés par l'OPH ACM Habitat pour la création de logements sociaux - Maintien de la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir, à hauteur de 100 %, le remboursement de deux prêts à taux fixes d'un montant total de 118 000 000 € contractés par ACM HABITAT auprès de la CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC- ROUSSILLON dans le cadre du réaménagement de 80 lignes de prêts initialement mobilisés par ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOT ET CONSIGNATIONS.

N°MD2022-1055 - 26/08/22 - Pôle des Systèmes d'Information Numériques

Décision relative à un avenant n°1 au marché M0B0035RI "Utilisation, maintenance et évolution du logiciel Visual PLANNING"

Objet : L'Acte d'Engagement – Cahier des Clauses Particulières (AE-CCP) relatif au marché n°M0B0035RI "Utilisation, maintenance et évolution du logiciel Visual PLANNING" indique dans son article 4.1 que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 01/01/2021 jusqu'au 31/12/2021. Or ce marché a été notifié le 08/02/2022. Il convient donc de conclure un avenant n°1 afin de modifier l'article 4.1 comme suit : 'L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification. La période initiale débute au 08/02/2022 et se termine 08/02/2023'.

N°MD2022-1056 - 09/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M2D0079RI ' Pilotage technique projets applicatifs MOE dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du marché n°M2D0079RI de prestations de services de chefs de projet pour la mise en œuvre du schéma directeur des systèmes d'information en passant par la convention UGAP. Le montant du marché s'élève à 500 000 €.

N°MD2022-1057 - 01/09/22 - Pôle des Systèmes d'Information Numériques

Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique

Objet : Une convention de groupement de commandes est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Elle concerne la passation d'un marché pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique. La convention prend effet à compter de sa signature jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises. L'estimation totale du besoin pour Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 240 000 € HT. La Métropole est désignée coordonnateur du groupement.

N°MD2022-1058 - 12/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°5057DC18 - Conduite, d'exploitation et de maintenance multitechnique de la médiathèque centrale Émile Zola - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°5057DC18 avec l'entreprise SERVICES MAINTENANCE ENERGIES titulaire du marché de conduite, d'exploitation et de maintenance multitechnique de la médiathèque centrale Émile Zola. Il a pour objet de prolonger de 3 mois la durée d'exécution du marché dans l'attente de la notification du marché suivant. Le montant de l'avenant est de 15 199,51 € HT portant le montant du marché à 1 154 865,77 € HT.

N°MD2022-1059 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM CDC Habitat Social, pour la construction de 33 logements sociaux - Résidence "ENIGMA", Avenue de Maguelone à Lattes - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 361 272 € sollicité par CDC HABITAT SOCIAL auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 33 logements locatifs sociaux neufs, résidence ENIGMA, avenue de Maguelone à Lattes. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1060 - 07/09/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir pour une maison d'habitation et annexes situées au 123 Route de Lattes à Saint Jean de Védas

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant une maison d'habitations et ses bâtiments annexes, sur une parcelle cadastrée BA 0080, situés au 123 routes de Lattes, lieudit Rieucoulon - Saint Jean de Védas (34).

N°MD2022-1062 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat et d'occupation du domaine public entre la Cité des Arts et l'association Les Filles du mardi - Approbation

Objet : La Cité des Arts et LES FILLES DU MARDI organisent un week-end d'hommage à Juliette GRECO, les 22 et 23 octobre 2022, avec la participation de 100 choristes associés à des élèves et enseignants de la Cité des Arts (répétitions, ateliers et concert). La convention prévoit la mise à disposition gratuite de l'auditorium.

N°MD2022-1063 - 20/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un projet : Recycled Water for LIFE (LIFE20 ENV/FR/000192 - LIFE REWA)

- Limiter les prélèvements d'eau douce naturelle grâce à l'utilisation d'eau recyclée multi-usage

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du projet de candidature de Montpellier Méditerranée Métropole - Recycled Water for LIFE afin de limiter les prélèvements d'eau douce naturelle grâce à l'utilisation d'eau recyclée multi-usage. La subvention demandée à travers cet appel à projets s'élève à 459 389 €.

N°MD2022-1064 - 14/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M2B0004EP - Construction d'un mur de soutènement au 11 rue Bellevue à Restinclières - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2B0004EP à la société LE MARCORY, sise à Restinclières. Il concerne la construction d'un mur de soutènement au 11 rue Bellevue à Restinclières. Il est conclu pour un montant estimatif de 89 990 € HT et pour une durée de 2 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

N°MD2022-1065 - 06/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°M0D0087EA - Marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera dans une démarche de développement durable

Objet : Il s'agit de passer un marché n°M0D0087EA avec le groupement OTV SUD/VEOLIA EAU/RAZEL BEC/GTM SUD-OUEST TP GC/BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES SAS/EGIS EAU/CABINETMERLIN/TOURRE SANCHIS/AI PROJECT sis à Saint-Maurice (94). Il concerne la modernisation de la station d'épuration MAERA dans une démarche de développement durable. Il est conclu pour un montant de 248 909 656 € HT en tranche ferme + tranche optionnelle 1 ; 237 610 887 € HT en tranche ferme + tranche optionnelle 2. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 9 ans et 3 mois.

N°MD2022-1066 - 14/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux de la parcelle privée de Monsieur Philippe CHAILLAN - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Métropole et Monsieur CHAILLAN, d'une convention d'occupation temporaire, dans le cadre des travaux d'enfouissement du réseau aérien FRANCE TELECOM, afin d'autoriser ce dernier à occuper la parcelle privée le temps des travaux. La convention est conclue pour une durée estimée à 15 jours à compter de la date de la signature.

N°MD2022-1068 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°M8D5196AJ - Souscription des contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°1 Risques automobiles - Avenant de majoration n°1

Objet : Dans le cadre du suivi annuel des résultats techniques réalisé par la compagnie d'assurance SMACL, le rapport sinistres/cotisations n'était plus équilibré. La compagnie a dénoncé le contrat au 31/12/2022, sauf modification du contrat avec une augmentation des franchises et majoration de 10% des bases tarifaires. Au regard du contexte assurantiel, il est proposé d'accepter ces nouvelles conditions.

N°MD2022-1070 - 15/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent M1D0100EP Travaux d'aménagement du parking des Libertés à Castries - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre des travaux d'aménagement du parking des Libertés à Castries, il est nécessaire de passer un avenant à la suite de la modification du choix des revêtements des places de parkings et d'une partie des trottoirs. Le montant de l'avenant n°1 est de 29 570 € HT, portant le nouveau montant du marché à 432 795,85 € HT.

N°MD2022-1071 - 20/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché M0D0013EA - Travaux de raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est

Objet : Il est proposé de signer l'avenant n°1 au marché M0D0013EA - Travaux de raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est attribué au groupement SCAM TP/EIFFAGE FONDATIONS pour y introduire des prix nouveaux. L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché. Le montant de l'avenant est de 30 544,68 € HT soit 5,01 % du montant du marché initial, soit un nouveau montant du marché de 640 534,70 € HT.

N°MD2022-1072 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 131m² de bien immobilier sis 5 rue Simone de Beauvoir à Saint Jean de Védas appartenant à Mme DURAND dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 131 m² du bien immobilier sis 5 rue Simone-de-Beauvoir à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 226, appartenant à Madame DURAND, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 35 155 €.

N°MD2022-1073 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 70m² et de 52m² de biens immobiliers sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, appartenant à l'indivision PALIES/CIESLA, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 70 m² du bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 108 et une emprise de 52 m² du bien immobilier, cadastré section BT n° 158, appartenant à l'indivision PALIES/CIESLA, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 046 €.

N°MD2022-1074 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 45m² de bien immobilier sis 110 rue Albert Viger à Montpellier appartenant à M. et Mme MAYRAND dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 45 m² du bien immobilier sis 110 rue Albert-Viger à Montpellier, cadastré section IL n° 237, appartenant à Monsieur et Madame MAYRAND, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 29 850 €.

N°MD2022-1075 - 09/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société OXELTIS dans le Biopole Euromédecine à Grabels

Objet : La candidature de la société OXELTIS est agréée en vue de la location de locaux dans le Biopole Euromédecine à Grabels. Son activité est la prestation de services en chimie médicinale. Elle est candidate à la location du lot CG 2.3 de 172 m² pour une période de 36 mois. La société emploie 31 personnes et prévoit un effectif de 37 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1076 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 2 403m² de bien immobilier sis Le Frescau à Montpellier, appartenant à l'indivision BARCELONNE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 2 403 m² du bien immobilier sis Le Frescau à Montpellier, cadastré section PK n° 65, appartenant à l'indivision BARCELONNE, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 35 363 €.

N°MD2022-1077 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 75m² de bien immobilier sis 54 route de Lavérune à Montpellier, appartenant à BANQUE CIC SUD OUEST, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 75 m² du bien immobilier sis 54, route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV n° 184, appartenant à BANQUE CIC SUD OUEST, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 32 763 €.

N°MD2022-1078 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 34m² de bien immobilier sis 147 rue Alber Viger à Montpellier, appartenant au syndicat des copropriétaires de la propriété dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 34 m² du bien immobilier sis 147, rue Albert-Viger à Montpellier, cadastré section IL n°234, appartenant au syndicat des copropriétaires de la propriété, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 33 364 €.

N°MD2022-1080 - 29/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une convention de financement amélioration de la défense incendie du parc d'activité Aftalion Baillargies - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SYNDICAT MIXTE DE GARRIGUES CAMPAGNE, d'une convention portant sur les modalités de reversement, au Syndicat par la Métropole, du montant des travaux pour le bouclage du réseau d'eau potable Rue Paul Cézanne sur 105 ml. La contribution financière prévisionnelle est de 38 000 € HT.

N°MD2022-1083 - 09/09/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M1C0030DS - Maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bassins et plages de la piscine Pitot de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Considérant la nécessité de confier une mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bassins et plages de la piscine Pitot de Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée prévisionnelle de vingt- quatre mois, le marché est attribué au groupement ASTER BTP/OTEIS sis à Nice, pour un taux de rémunération fixé à 10,5% et un forfait de rémunération provisoire de 168 250 € HT.

N°MD2022-1085 - 09/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés SCI 41 et SAS IGUAL dans la ZAC CharlesMartel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La candidature de la SCI 41 et de la SAS IGUAL est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone. La SCI 41 et la SAS IGUAL sont candidates à l'acquisition du lot 10 de 1 614 m². L'utilisateur final sera la société IGUAL pour une activité de distribution de produits d'entretien. Elle compte actuellement 62 collaborateurs et prévoit un effectif de 79 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1086 - 09/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés SCI 41 et SAS IGUAL dans le lotissement Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La candidature de la SCI 41 et de la SAS IGUAL est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans le lotissement Charles-Martel à Villeneuve-lès-Maguelone. La SCI 41 et la SAS IGUAL sont candidates à l'acquisition du lot 16 de 3 519 m². L'utilisateur final est la société IGUAL pour une activité de distribution de produits d'entretien. Elle compte actuellement 62 collaborateurs et prévoit un effectif de 79 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1087 - 10/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°M8D5196AJ de souscription des contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°2 "Dommages aux biens" - Avenant n°4 de majoration

Objet : Dans le cadre du suivi annuel des résultats techniques réalisé par la compagnie d'assurance SMACL, le rapport sinistres/cotisations n'était plus équilibré. La compagnie a dénoncé le contrat au 31/12/2022, sauf modification du contrat avec une augmentation de 15% des conditions tarifaires pour la dernière année d'exécution du marché (soit 3.2% sur le montant total) et des limitations de garanties. Au regard du contexte assurantiel, il est proposé d'accepter ces nouvelles conditions.

N°MD2022-1088 - 03/10/22 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à une convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et le Service Départemental d'incendie et de secours de l'Hérault pour l'acquisition de véhicules et d'équipements - Autorisation signature

Objet : Il est proposé un groupement de commandes entre le SDIS 34, Montpellier Méditerranée métropole, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault. Le Département de l'Hérault est coordonnateur.

N°MD2022-1091 - 06/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 816 sur l'assiette de la copropriété les Collines d'Estanove, située 2 rue de l'Escoutadou et 2223 boulevard Paul Valéry à Montpellier appartenant à Mme ROUZIES Eliane, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 816 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de Madame ROUZIES Eliane, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-1092 - 02/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DV 640, rue des Tulipes - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir auprès de la société VINCI IMMOBILIER, la parcelle cadastrée DV 640 d'une emprise de 236 m², permettant l'élargissement du trottoir rue des Tulipes à Montpellier. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement.

N°MD2022-1093 - 14/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M2B0055PP - Audit des Dispositifs de Retenue Routiers - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0055PP à l'entreprise ASCODE sise à Eguilles (13). Il concerne l'audit des Dispositifs de Retenue Routiers sur le territoire métropolitain. Il est conclu pour un montant global et forfaitaire de 45 500 € HT et pour une durée de 8 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-1094 - 23/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention de mandat de gestion et d'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville de Montpellier à la SPL TaM - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un acte d'engagement afin de confier à la SPL TaM les prestations de gestion et d'exploitation du parc de stationnement de l'Hôtel de Ville de Montpellier. Cette prestation est conclue pour une durée de 5 ans, à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution des prestations, et pour un montant de 1 840 603 € HT.

N°MD2022-1095 - 17/10/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision modificative relative au marché n°M9D0083VD SUIVI POST EXPLOITATION DE L'ISDND DE CASTRIES - LOTS 1, 2 ET 3

Objet : Il s'agit de corriger une erreur matérielle ? dans le marché n° n°M9D0083VD qui rend la formule de révision des prix inapplicable. La formule de révision prévoit une part fixe de 15%. Il a été omis d'indiquer la pondération de la part variable. Il convient de préciser que la pondération de la part variable est de 85%.

La décision vise également à autoriser la prolongation du marché de 4 mois. Cette prolongation permettra le lissage des prestations non réalisées pendant la période de crise sanitaire sur les 4 mois de marché supplémentaires.

N°MD2022-1097 - 21/10/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à un accord cadre à marchés subséquents pour des marchés de travaux - Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Aire de Cournonterral (2ème tranche) - Autorisation de signature du Marché Subséquent

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°7 relatif aux « travaux de réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage sur la Commune de Juvignac comme suit :

- Lot 1 « Terrassement, Voiries, pluvial, clôture » à l'entreprise JOULIE TP, sise à Cournonsec, pour un montant de 592 020,80 € HT ;
- Lot 2 « Réseaux humides sauf pluvial » à l'entreprise MALET, sise à Mauguio, pour un montant de 201 431,31 € HT ;
- Lot 3 « Réseaux secs » à l'entreprise REEL MEDITERRANEE, sise à Cournonsec, pour un montant de 316 020,60 € HT.

Les marchés prennent effet à compter de la date fixée par l'ordre de service et pour une durée de 9 mois.

N°MD2022-1098 - 09/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société TH ENERGIE dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier.

Objet : La candidature de la société TH ENERGIE est agréée en vue de la location de locaux d'activité dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier. Son activité concerne les travaux d'installation électrique de tous locaux. Elle est candidate à la location du lot A05 de 108,69 m² pour une période de 36 mois. La société emploie 3 salariés et prévoit un effectif de 4 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1099 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voirie - rue Claude Berri - commune de Montpellier

Objet : Il est proposé d'acquérir auprès de la SERM, les parcelles en nature de voirie, rue Claude Berri à Montpellier, pour permettre leur classement dans le domaine public. L'acquisition est consentie à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien acquis.

N°MD2022-1100 - 07/09/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Orange - Antenne relais située sur la parcelle AV254 à Cournonterral - Reprise de la convention par la société Totem France

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société TOTEM FRANCE à se substituer à la société ORANGE dans la convention d'occupation temporaire concernant la station relais de téléphonie mobile installée à Cournonterral lieu-dit Le Pioch, parcelle cadastrée n°AV 254.

N°MD2022-1101 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au déclassement du domaine public - emprise de 147 m² - Voie communale n° 6 - Commune de Cournonsec

Objet : Il est proposé de constater la désaffectation et de prononcer le déclassement du domaine public, d'une emprise de 147 m² située à l'intérieur de la propriété de Monsieur GAZE, derrière sa clôture, pour régulariser une situation existante. Cette emprise lui sera vendue au prix fixé par les Domaines.

N°MD2022-1102 - 14/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision modificative relative au marché n°M0D0098DM - Entretien et maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore

Objet : Le marché M0D0098DM d'entretien et de maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore étant utilisé par le Pôle Déchets et Cycle de L'eau, il est nécessaire de prendre une décision modificative permettant d'engager des dépenses sur le budget annexe de la Métropole.

N°MD2022-1103 - 12/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets lié à la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser une première série d'attribution de subventions est proposée dans le cadre de la candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture, pour les projets se déroulant depuis septembre 2022 pour un total de 251 580 €.

N°MD2022-1104 - 12/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché n°M1D0014AT - Aménagement de voirie des chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n°M1D0014AT – Aménagement de voirie des chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez, conclu avec le groupement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON/BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES. Il a pour objet la réalisation des travaux complémentaires nécessaires à la bonne exécution de l'ouvrage. Le montant de l'avenant est de 77 004,55 € HT. Le montant de la tranche ferme du marché après avenant est de 1 252 327,95 € HT, soit une augmentation de 6,55 %.

N°MD2022-1105 - 09/09/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision modificative relative à une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec le constructeur ' Pitch Immo ' pour une opération sise Quai Flora Tristan - Commune de Montpellier (parcelles cadastrées PE 02 et PE 03) - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé un avenant n°1 à la convention du Projet Urbain Partenarial avec le constructeur PITCH IMMO et la Montpellier Méditerranée Métropole pour une opération sise Quai Flora Tristan dû à la modification du nom commercial du constructeur : PICT PROMOTION est devenu PITCH IMMO. Le programme du projet, des travaux et le montant du PUP restent inchangés.

N°MD2022-1106 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Maurice DENIS (Granville 1870 - Paris 1943), La maison de cure de Palavas-les-Flots - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la FONDATION D'ENTREPRISE DU MUSEE FABRE d'une œuvre de Maurice DENIS (Granville 1870 - Paris 1943), La maison de cure de Palavas- les-Flots d'une valeur de 45 880 €. Cette toile est conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-1107 - 15/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent n°M1D0098EP - Aménagement de l'allée Constantin à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 ayant pour objet la notification de prix nouveau non présents dans l'accord cadre. L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché subséquent. Montant initial du marché : 294 473,30 € HT, montant de l'avenant 43 860,70 € HT, nouveau montant du marché : 338 334,00 € HT soit une augmentation de 14,89 %.

N°MD2022-1108 - 29/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une convention de financement - Amélioration de la défense incendie du Parc d'activité la Garrigue - Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE, d'une convention de financement - Amélioration de la défense incendie du Parc d'activité la Garrigue - Castelnau-le-Lez. Elle porte sur les modalités de reversement, au Syndicat par la Métropole, du montant des travaux pour le redimensionnement de 335 ml de réseau d'eau potable Avenue André Ampère. La contribution financière prévisionnelle est de 138 000 € HT.

N°MD2022-1109 - 26/09/22 - Direction Projet et Planification Territoriale

Décision relative à une demande de subvention dans le cadre de la participation à la Journée Nationale de la Qualité de l'Air (JNQA) 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver la demande d'une subvention auprès de la DREAL dans le cadre d'un appel à projets proposé à l'occasion de la Journée Nationale de la Qualité de l'Air 2022 pour aider la Métropole à financer ses actions. Le montant de subvention demandée est de 1 000 €.

N°MD2022-1110 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision modificative de la décision MD2022-911 - Mission d'affaires mission d'affaire à Heidelberg et l'accueil d'une mission d'entreprises de Heidelberg sur le territoire métropolitain - Financement - Approbation

Objet : Dans la décision MD2022-911 du 18/08/2022, concernant la participation à la mission d'affaires à Heidelberg, il a été prévu 4 participants: 1 élu et 3 techniciens. Il convient de modifier cette partie afin de prévoir la participation de 4 techniciens(es).

N°MD2022-1111 - 06/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à la visite des membres du Conseil d'administration du Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) en Suisse - Prise en charge des frais - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la participation et la prise en charge des frais de transport et de séjour d'un élu et d'un agent à la visite que le GART a décidé de proposer à ses administrateurs, du mardi 15/11 au 17/11/2022 en Suisse, pour étudier ses infrastructures ferroviaires, ses pratiques intermodales et sa politique tarifaire (abonnement général, titre unique), pour un montant de 3 600€ TTC.

N°MD2022-1112 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Erilia pour la construction de 17 logements sociaux - Résidence ' Polynéa ', 120 Avenue de Figuières à Lattes - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 253 866,50 € représentant 75 % du prêt souscrit par ERILIA, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 17 logements locatifs sociaux, résidence Polynéa, 120 Avenue de Figuières à Lattes. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1113 - 14/09/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société 'SCCV Mantra 34' pour une opération sise 75 rue du Fesquet sur la Commune de Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : A la suite de la création de la SCCV MANTRA 34; il s'agit d'approuver par avenant n°1 les nouveaux termes de la convention de Projet Urbain Partenarial afin de modifier la dénomination du promoteur.

N°MD2022-1114 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Alliance française de Montpellier 2022-2026 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'une convention de partenariat exprimant la volonté commune de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Association ALLIANCE FRANÇAISE DE MONTPELLIER de coopérer dans le cadre du projet « Ateliers de conversation » porté avec le Réseau des médiathèques. L'Association collaborera gracieusement avec le Réseau des médiathèques pour co-animer des ateliers de conversation en direction des nouveaux arrivants, étudiants étrangers, migrants, réfugiés et des publics éloignés de la culture.

N°MD2022-1115 - 20/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un Groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'acquisition de matériels informatiques et audio visuels - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone. Elle a pour objet l'acquisition de matériels informatiques et audio visuels. Cet accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec des montants totaux de commandes estimées à 1 232 400 € HT par an, pour ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole, désignée coordonnateur du groupement.

N°MD2022-1116 - 27/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n° M2C0014EA - Réhabilitation du réseau d'eaux usées et création d'un poste de refoulement d'eaux usées - Boulevard du Théron à Cournonterral

Objet : Il s'agit de conclure un marché n°M2C0014EA avec l'entreprise EHTP sise à Mauguio. Il concerne la réhabilitation du réseau d'eaux usées et création d'un poste de refoulement d'eaux usées - Boulevard du Théron à Cournonterral. Il est conclu pour un montant estimatif de 139 975 € HT et pour une durée d'exécution de 14 semaines dont 6 semaines de période de préparation.

N°MD2022-1118 - 14/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition des lots 78 à 84 au sein de la copropriété résidence d'Estanove, sise 2595 boulevard Paul Valéry à Montpellier, appartenant à PROMOLOGIS, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots 78 à 84 au sein de la copropriété résidence d'Estanove, sise 2595 boulevard Paul Valéry à Montpellier, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section IL n° 225 et 503, appartenant à PROMOLOGIS, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 81 080 €.

N°MD2022-1119 - 14/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 110m² de bien immobilier sis 34 route de Lavérune à MONTPELLIER, appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence Le Lemon, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 110 m² du bien immobilier sis 34 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV626, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence Le Lemon, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 472,50 €.

N°MD2022-1120 - 22/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour le Développement de services en ligne pour la relation aux usagers

Marché n° M2C0040RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour le développement de services en ligne pour la relation aux usagers pour un montant maximum de 180 000 € HT pour une durée d'un an à compter de la date d'effet de cette décision.

N°MD2022-1121 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la délégation du Droit de priorité de l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme à la Ville de Montpellier à l'occasion de la cession du bien de l'Etat dénommé Gymnase Jouanique

Objet : Il s'agit d'accorder la délégation du droit de priorité à la Ville de Montpellier, afin d'acquérir le foncier du gymnase Jouanique, situé rue Jacques Dalcroze dans le quartier des Cévennes à Montpellier, cadastré MS 259 et MS 260, mis en vente par l'Etat.

N°MD2022-1122 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété YAKHLAF - Local commercial avec annexes lots 49-50-65 Résidence L'Espérou - Parcelle LR 48 - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'une décision de déconsignation à la suite de la préemption d'un local commercial avec annexes, propriété de Monsieur YAKHLAF, lots 49-50-65 de la Résidence L'Espérou située 136 rue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 48. L'EPF d'Occitanie, au titre de la convention pré-opérationnelle grand projet, prend en charge directement l'acquisition de ce bien.

N°MD2022-1124 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M1D0105DC - Conduite d'exploitation et de maintenance de la médiathèque centrale Emile Zola, de la Cité des Arts et du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1,2 et 3 - Attribution

Objet : Un marché n°M1D0105DC de conduite d'exploitation et de maintenance de la médiathèque centrale Emile Zola, de la Cité des Arts et du musée Fabre lots 1,2 et 3 est attribué aux entreprises suivantes :

- CLIMATER MAINTENANCE MEDITERRANEE, sise à Vendargues, pour le lot 1 « Médiathèque Centrale Emile Zola » pour un montant forfaitaire annuel de 139 030,00 € HT et un montant maximal annuel sur BPU de 100 000 € HT ;
- SERVICE MAINTENANCE ENERGIE, sise à Montpellier, pour le lot 2 « Cité des Arts » pour un montant forfaitaire annuel de 134 827,81 € HT et un montant maximal annuel de 150 000 € HT ;
- EUROGEM, sise à Montpellier, pour le lot 3 « Musée Fabre et Hôtel Sabatier d'Espeyran » pour un montant forfaitaire annuel de 186 233,68 € HT et un montant maximal annuel de 150 000 € HT.

Les marchés sont conclus pour une durée d'un an à compter de leur notification et sont reconductibles 3 fois.

N°MD2022-1125 - 14/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 52m² de bien immobilier sis 56 route de Lavérune à MONTPELLIER, appartenant à Mme VILALTA, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 52 m² du bien immobilier sis 56 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV n° 185, appartenant à Madame VILALTA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 23 022 €.

N°MD2022-1126 - 21/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché M1D0093EA - Création de trois aires de remplissage et de rinçage sécurisée des pulvérisateurs - Lot n° 1 : Génie civil, réseaux et équipements

Objet : Un marché M1D0093EA relatif à la création de trois aires de remplissage et de rinçage sécurisée des pulvérisateurs - Lot n°1 : Génie civil, réseaux et équipements, est passé avec le groupement SPIE BATIGNOLLES VALERIAN/BELLE ENVIRONNEMENT sis à Vendargues. Il est conclu pour un montant de 1 153 449,75 € et pour une durée de 6,5 mois, dont 45 jours de période de préparation, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Le lot 2 étant infructueux, il sera relancé.

N°MD2022-1127 - 16/09/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'événementiel

Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Saint Jacques de Compostelle et Pontevedra - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la prise en charge du déplacement d'un élu et d'agents de la Métropole à Saint Jacques de Compostelle et à Pontevedra pour une mission technique d'observation "une ville à hauteur d'enfants" du 25 au 27/08/2022 pour un montant estimé de 5 000 €.

N°MD2022-1128 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention dans le cadre de mission d'expertise auprès de l'entreprise Paloïse pour le projet de création du musée de site des ' Colosses de Memnon ' (Egypte) - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention dans le cadre de mission d'expertise auprès de l'entreprise PALOÏSE pour le projet de création du musée des ' Colosses de Memnon ' (Egypte). Elle a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles le musée Lattara apporte au ministère son expérience et son expertise. La mobilisation porte sur 30 jours de mission entre le 01/03/2022 et le 31/12/2022 et donnera lieu au versement d'une redevance pour service rendu au profit de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 20 400 € TTC.

N°MD2022-1130 - 23/09/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau européen Eurocities - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau européen EUROCITIES afin d'augmenter la contribution des programmes européens au financement des opérations métropolitaines. L'adhésion est gratuite pour la fin de l'année 2022 puis payante lors de son renouvellement.

N°MD2022-1131 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - Consorts BEDOS"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS ACOCE consécutivement aux dépôts des déclarations d'appel n°22/03619, RG 04/223 et n°22/03605, RG 22/04307 devant la Cour d'Appel de Montpellier par les consorts BEDOS contre le jugement du Tribunal Judiciaire n° RG 21/04708 rendu le 19/07/2022 déclarant que le chemin partant de la rue du Salaison et aboutissant en impasse devant leur maison (parcelle AW 27 et 28) sis sur la commune de Castelnau-le-Lez est propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1133 - 21/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à l'accord-cadre à marchés subséquents N°M1D0064AT - Travaux de route, de voirie et d'ouvrages d'art sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 4 "ouvrages d'art" - Autorisation de signature

Objet : Le lot 4 "ouvrages d'art" de l'accord-cadre à marchés subséquents M1D0064AT "Travaux de route, de voirie et d'ouvrages d'art sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole" a été attribué aux entreprises et/ou groupements d'entreprise suivants :

- Groupement NGE GC / GUINTOLI sis à Montpellier
- COFEX Méditerranée, sise à Garons ;
- DEMATHIEU BARD Construction, sise à Montpellier ;
- RAZEL BEC (Agence Méditerranée), sise à Saint Georges d'Orques ;
- Groupement BUESA / STRAS, sis à Béziers ;
- BTPS Méditerranée, sise à Luyes (37)

Le marché est conclu pour un montant maximum total de 4 000 000 € HT et d'une durée de 4 ans :

N°MD2022-1134 - 22/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution des marchés Missions CSPS (Coordination Sécurité et Protection de la Santé) des dépôts - Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) - 8M14K et Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) - 8M14L dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des marchés 8.14K / 8.14L portant sur les 2 lots de mission CSPS (Coordination Sécurité et Protection de la Santé) des dépôts dans le cadre de la 5ème ligne de tramway :

Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) : avec l'entreprise APAVE SUD EUROPE, sise à Saint-Aunès, pour un montant global et forfaitaire de 25 760 € HT;

Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) : avec l'entreprise PRESENTS, sise à Montpellier, pour un montant global et forfaitaire de 104 160 € HT.

Les marchés sont conclus pour une durée de 7 ans à compter de leur notification.

N°MD2022-1135 - 17/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché Travaux Feeders Lot 3 n°8.42B.035 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au marché Travaux Feeders lot 3 n°8.42B.035 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway avec le groupement EHTP / GUINTOLI / REHACANA. Le montant de l'avenant est de 568 865,50 € HT, portant le montant du marché à 3 798 970 € HT.

N°MD2022-1136 - 22/09/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°05/TRAV/18 - Réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère - Lot n° 2 : Ouvrages de traitement de l'eau - Protocole transactionnel

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du protocole transactionnel pour le marché n°05TRAV18 – lot n°2 « Ouvrages de traitement d'eau » avec le groupement formé par SERPE SASU/RAZEL BEC/VÉOLIA d'un montant de 146 890 € HT. Le protocole transactionnel entrera en vigueur à compter de sa notification.

N°MD2022-1137 - 21/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à avenant n°2 au marché subséquent n°M9C0026AT - Travaux d'aménagement de la rue des Crouzettes à Montaud - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché subséquent n°M9C0026AT - Aménagement de la rue des Crouzettes à Montaud, conclu avec l'entreprise COLAS FRANCE. Le montant de l'avenant est de 21 301,96€ HT, portant le montant du marché 163 596,12 € HT (initialement de 142 294,16 € HT), soit une augmentation de 14,97 %.

N°MD2022-1138 - 27/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M2B0025DC - Acquisition d'un orgue positif d'occasion

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0025DC d'acquisition d'un orgue positif d'occasion à l'auto-entreprise ALAIN CAHAGNE, sise à Frontignan. Il est conclu pour un montant de 51 800 € HT et pour une durée de 3 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-1139 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204125-1 - Préfecture de l'Hérault"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB et Associés à la suite du dépôt de la requête n°2204125-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/08/2022 par la Préfecture de l'Hérault contre la délibération du Conseil de Métropole du 25/01/2022 approuvant la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Baillargues.

N°MD2022-1140 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204137-5 TA - Société 3F Occitanie"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS ACOCE à la suite du dépôt de la requête n°2204137-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/08/2022 par la société 3F OCCITANIE contre l'arrêté de mise en sécurité n°MAI2022-0090 en date du 07/07/2022 de la résidence du Mas de Rochet sise sur la commune de Castelnau-le-Lez.

N°MD2022-1141 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle OI 105 - Commune de Montpellier - Constitutions de réserves foncières pour le développement d'activités économiques

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE (DSC, la parcelle cadastrée OI n°105, d'une superficie cadastrale de 4 526 m², comportant un bâtiment à usage d'activités de 2 300 m² utiles, sise commune de Montpellier, lui appartenant. La vente a lieu moyennant le prix total de 2 300 000 € toutes indemnités confondues, les frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

N°MD2022-1142 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°4983MG18 - Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°3 au lot n°1 Bâtiment administratifs et bâtiments annexes - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°3 au lot n°1 Bâtiment administratifs et bâtiments annexes du marché 4983MG18 avec la société ARC EN CIEL SUD EST afin de prolonger le marché du 05/10/2022 au 31/12/2022. L'avenant n°3 a une incidence financière sur le montant de la partie forfaitaire du marché introduisant un écart de 7%. Le nouveau montant pour la partie forfaitaire du lot n°1 est de 1 078 778,15 € HT soit 1 294 533,78 € TTC.

N°MD2022-1143 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête 2204624-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS consécutivement au dépôt de la requête n°2204624-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/09/2022 par un agent de Montpellier Méditerranée Métropole contre le montant du complément indemnitaire qui lui a été versé en avril 2022.

N°MD2022-1144 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204559-8 TA - Antoine ZAKHARY"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP consécutivement au dépôt de la requête n°2204559-8 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/09/2022 par Monsieur Antoine ZAKHARY tendant à la désignation d'un expert pour expertise médicale consécutivement à un accident dont il a été victime à la piscine Neptune sise à Montpellier.

N°MD2022-1145 - 13/10/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à manifestation d'intérêt - Approche territoriale intégrée - FEDER 2021-2027 - Autorisation

Objet : Dans le cadre de la nouvelle programmation de fonds européens 2021-2027, la Région Occitanie a lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) dit « Approche territoriale intégrée » pour lequel une enveloppe de 16 M € est prévue par la Région pour les deux Métropoles occitanes. Il est proposé de déposer une candidature pour le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole portant sur les 5 principales thématiques de l'AMI.

N°MD2022-1147 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204551-4 TA - Monsieur et Madame GUIZARD"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP à la suite du dépôt de la requête n°2204551-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/09/2022 par Monsieur et Madame GUIZARD tendant à obtenir réparation pour préjudice subi sur leur propriété située au 24 impasse Johannes Kepler à Montpellier du fait des racines d'un arbre sis sur le domaine public métropolitain.

N°MD2022-1148 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement et autres frais annexes dans le cadre de la délégation de Montpellier à Bruxelles et Lille du 26 au 28/09/2022

Objet : Une délégation d'élus, d'agents et de personnalités extérieures se rendra à Bruxelles et Lille du 26 au 28/09/2022, dans le cadre de la candidature Montpellier capitale européenne de la culture 2028. Il s'agit d'approuver le déplacement de la délégation de Montpellier et d'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement (estimés à 5 200 €) ainsi que des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation.

N°MD2022-1149 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement - Mission Londres pour des agents de la Direction du développement économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser, dans le cadre d'une mission à Londres, organisée du 9 au 10/11/2022 par AD'OCC en partenariat avec BUSINESS FRANCE, les déplacements des agents et/ou des élus concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite d'un montant maximum de 1 500 €.

N°MD2022-1151 - 14/10/22 - Direction Générale des Services

Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un pont sous la RD66 et la création d'une continuité cyclable entre le Pays de l'Or et la Métropole

Objet : Afin d'assurer une continuité cyclable entre le Pays de l'Or et la Métropole, il est nécessaire de relier deux tronçons par un ouvrage d'art de type pont-cadre sous la RD 66. Il est proposé une convention pour confier la maîtrise d'ouvrage de cette infrastructure à la Métropole. La durée prévisionnelle de réalisation de l'ouvrage par la Métropole (date de réception) est de 30 mois à compter de la notification de la convention. Cette opération estimée à 3 525 000 € bénéficiera de 817 000€ de crédits d'État et d'une subvention du département de 352 000 €. Les coûts résiduels prévisionnels à la charge de la Métropole et du Pays de l'Or s'élèvent respectivement à 1 035 350€ et 1 242 150 €.

N°MD2022-1152 - 23/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 321m² de bien immobilier sis 3210 route de Lavérune à MONTPELLIER appartenant à Monsieur et Madame MACCHI dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 321 m² du bien immobilier sis 3210 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section PI n° 44 appartenant à Monsieur et Madame MACCHI, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 008 €.

N°MD2022-1153 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de deux garages - Parcelle KS1 lots 182 et 183 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition onéreuse par la Métropole de deux garages, parcelle KS 1 lots 182 et 183, situé angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU. Acquisition au prix de 30 000 €.

N°MD2022-1154 - 04/10/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M1D0067VD Acquisition de bennes amovibles pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0067VD à la SAS TAM ROCH sise à Villeneuve-lès-Maguelone. Il concerne l'acquisition de bennes amovibles pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant maximum annuel de 275 000 € HT et pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification, reconductible tacitement jusqu'à son terme 3 fois 12 mois sans excéder la durée de 48 mois.

N°MD2022-1155 - 22/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan pour l'acquisition de logiciels - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de la conclusion d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan pour l'acquisition de logiciels. Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. Le montant total de commandes est estimé à 1 500 000 € HT par an, pour ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1157 - 29/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à un marché n°M2D0002DM pour les études et réalisation de la régulation de trafic et de la priorité aux feux pour les Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2D0002DM à l'entreprise GERTRUDE SAEM sise à Bordeaux. Il concerne les missions d'études et de réalisation de la régulation de trafic et la priorité aux feux des lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu selon un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 2 000 000 € HT, et pour une durée de 8 ans à compter du démarrage fixé par la date du premier bon de commande.

N°MD2022-1158 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur l'Opéra Comédie

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt d'un permis de construire dans le cadre de travaux de mise en accessibilité du bâtiment de l'opéra Comédie.

N°MD2022-1159 - 29/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à un marché n°M2D0058DM d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour l'acquisition de bus à haut niveau de service électriques et des systèmes de recharge et de supervision - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n° M2D0058DM à l'entreprise TRANSAMO sise à Issy-les-Moulineaux. Il concerne l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'acquisition de bus à haut niveau de service électriques et des systèmes de recharge et de supervision. Il est conclu pour un montant forfaitaire de 349 784 € HT et pour un montant maximum de 55 000,00 € HT concernant les prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum. La durée du contrat démarre à sa notification jusqu'à la fin de la deuxième année de garantie du dernier véhicule mis en circulation.

N°MD2022-1160 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur le Théâtre Jean Claude Carrière - Site du domaine d'O

Objet : Un permis de construire doit être déposé dans le cadre du projet consistant à créer 2 mezzanines pour le stockage du matériel au sein du théâtre Jean Claude Carrière du Domaine d'O.

N°MD2022-1162 - 20/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°1 prorogeant l'occupation de locaux par la société MENETONCHIEN.COM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°1, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société EMMENETONCHIEN.COM pour une période de six mois à compter du 01/10/2022 et jusqu'au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 12,85 m² qu'elle occupe s'élève à 182,08 €.

N°MD2022-1163 - 17/10/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics - Arceaux-Peyrou - Autorisation de signature

Objet : Le marché subséquent n°2 à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Arceaux-Peyrou est attribué au groupement BASE / TECTA-EUPALINOS-QUARTIERS LUMIERES-INDDIGO-BOTANIQUE JARDINS PAYSAGE, correspondant à des prestations d'études préliminaires, pour un montant de 88 899,10 € HT. Le marché prendra effet à la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 4 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-1165 - 02/11/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent portant sur les travaux d'aménagement paysager et de déplacement d'une trémie piétonne dans l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché pour des raisons techniques ayant conduit le maître d'ouvrage à modifier le programme initial des travaux de création de fosses d'arbres sur la place de la Comédie. L'avenant a pour objet d'acter les prestations complémentaires attendues de la part du groupement attributaire de l'accord-cadre et de revoir leur rémunération. Le montant du marché est porté de 244 353,57 € HT à 356 638,28 € HT.

N°MD2022-1166 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce de restauration - pizzeria - Parcelle KS1 lots 182 et 183 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition onéreuse du fonds de commerce YAMMA PIZZA situé dans les garages de la rue de Las Sorbes, parcelle KS 1 lots 182 et 183, située angle rue de Las Sorbes & avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU prévue pour élargissement de voie, pour un montant de 52 000 € compatible avec l'avis des Domaines.

N°MD2022-1167 - 22/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un Groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Adhésion au ' Réseau des Acheteurs Hospitaliers ' (RESAH) – Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, d'une convention de groupement de commandes afin d'approuver l'adhésion au Réseau des Acheteurs Hospitaliers et le recours à son catalogue des offres. L'adhésion annuelle pour chaque membre est d'un montant de 300 €.

N°MD2022-1168 - 04/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros sur 20 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la BANQUE POSTALE à hauteur de 10 millions d'euros pour financer les investissements de la Métropole. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 2 ans indexée sur €ster + marge de 0.96%, puis une phase de consolidation de 20 ans et 1 mois au taux fixe 2.79%.

N°MD2022-1169 - 04/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros sur 25 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022.

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la BANQUE POSTALE à hauteur de 10 millions d'euros pour financer les investissements de la Métropole de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 2 ans indexée sur €ster + marge de 1.03%, puis une phase de consolidation de 25 ans et 1 mois au taux fixe 2.80%.

N°MD2022-1170 - 04/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt de 5 millions d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, pour le financement de l'opération d'acquisition de 22 rames de tramway.

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt de 5 millions d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, pour le financement de l'opération d'acquisition de 22 rames de tramway. Le contrat comporte une phase de mobilisation de 6 mois suivie d'une phase d'amortissement de 25 ans, toutes les deux indexées sur Livret A + 0.6%.

N°MD2022-1172 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement et autres frais annexes dans le cadre de la délégation de Montpellier à Porto les 3 et 4 octobre 2022 - Approbation

Objet : Une délégation d'agents de la collectivité se rendra à Porto du 03 au 04/10/2022, dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028. Il s'agit d'approuver la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement (estimés à 2 000 €) ainsi que des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation.

N°MD2022-1173 - 19/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 27 logements sociaux - Pension de Famille Jasse de Maurin, 243 rue Jasse de Maurin à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 674 249 € représentant 100 % du prêt souscrit par la 3F OCCITANIE, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 27 logements locatifs sociaux, pension de famille Jasse de Maurin, 243 rue Jasse de Maurin à Montpellier.

La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1174 - 19/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Résidences pour la construction de 37 logements sociaux - Centre d'Hébergement d'Urgence ' Jasse de Maurin', 243 Rue Jasse de Maurin à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 2 760 213 € représentant 100 % du prêt souscrit par la société 3F OCCITANIE, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 37 logements locatifs sociaux, Centre d'Hébergement d'Urgence « Jasse de Maurin », 243 rue Jasse de Maurin à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1175 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au dépôt d'une demande de subventions auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie dans le cadre du Contrat Territoire Lecture

Objet : Il est demandé une subvention auprès de la DRAC dans le cadre du Contrat Territoire Lecture et visant l'élaboration du Schéma de Développement de la Lecture Publique et ainsi le financement d'un poste à hauteur de 20 000 €.

N°MD2022-1176 - 20/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société GROUNDSPACE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société GROUNDSPACE pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA et pour une période de six mois à compter du 01/10/2022 et jusqu'au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 24 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 309,12 €.

N°MD2022-1177 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204787-1 TA - Georges MICHALOUD"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2204787-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 15/09/2022 par Monsieur Georges MICHALOUD et Monsieur Pierre MAURETTE-PERRUCAT contre la délibération du Conseil de Métropole n°M2022-69 du 22/03/2022 approuvant la modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier.

N°MD2022-1178 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2105519-4 - Monsieur Alain FERRERES"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice à la suite du dépôt de la requête n°2105519-4 le 19/10/2021 par Monsieur Alain FERRERES, Président du SYNDICAT DE CHASSE DE LA MEJANELLE, contre la décision n°MD2021-512 du 16/09/2021 portant résiliation de la convention sur l'exercice du droit de chasse consenti au bénéfice du Syndicat sur les communes de Lattes et de Montpellier.

N°MD2022-1179 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 9 logements sociaux - Résidence ' SAVANNA ' - Impasse de Babylone à Lattes - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 201 975 € sollicité par UN TOIT POUR TOUS auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 9 logements locatifs sociaux neufs, résidence « SAVANNA », Impasse de Babylone à Lattes. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et cette contrepartie par la signature d'une convention.

N°MD2022-1180 - 23/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 66m² de bien immobilier sis 2513 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant à la SCI LA CRECHE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 66 m² du bien immobilier sis 2513 boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastré section IL n°286, appartenant à SCI LA CRECHE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 33 230 €.

N°MD2022-1181 - 28/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision modificative relative au marché n°MOD0089DM - Entretien et maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore

Objet : A la suite d'une erreur matérielle sur le numéro de marché dans la décision modificative n°MD2022-1102, il convient de prendre une nouvelle décision modificative précisant que le marché concerné est bien le MOD0089DM.

N°MD2022-1183 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Institut Médico-Educatif "Les Muriers"

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association LES MURIERS, dont la mission est l'éducation professionnelle et les soins spécialisés pour enfants handicapés, d'une convention de partenariat pour accueillir 59 adolescents de 12 à 20 ans présentant un retard mental ou une déficience grave de la communication due à l'autisme ou des troubles apparentés.

N°MD2022-1184 - 20/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société DIAPPYMED au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société DIAPPYMED pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA et pour une période de six mois à compter du 01/10/2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 40,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 428,90 €.

N°MD2022-1185 - 20/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°8 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES, d'un avenant n°8 à la convention d'occupation du domaine public, conclue pour une extension à compter du 01/10/2022. A compter de cette dernière date, la surface passe de 78,10 à 107,30 m² pour un loyer HT et HC de 1 518,29 €.

N°MD2022-1186 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de résidence artistique au sein de la résidence littéraire Lattara - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'association LA BAIGNOIRE et l'auteure Tamara SAADE, d'une convention de résidence artistique. L'auteure est accueillie à titre gratuit du 12/09 au 25/09/2022 au sein de la résidence littéraire Lattara. La Métropole met à disposition la résidence et l'association LA BAIGNOIRE accueille l'auteure pour une lecture publique.

N°MD2022-1187 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une déclaration préalable de travaux pour la pose de clôtures sur un terrain au 885 Chemin de Thermes à Castelnau-le-Lez - Parcelle BA00031

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de travaux concernant la pose de clôtures et d'un portail de clôture sur la parcelle n° BA 0031 située 885, chemin des Thermes – Serane – 34170 Castelnau-le-Lez.

N°MD2022-1188 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de démolir pour une maison et ses annexes situés au 626 rue de la Cavallade à Montpellier - Parcelle SE 0118

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant une maison d'habitation et ses bâtiments annexes situés au 626 rue de la Cavallade à Montpellier, sur une parcelle cadastrée SE 0118 à Montpellier.

N°MD2022-1190 - 05/10/22 - Direction de la Communication

Décision relative aux contrats d'image des sportifs montpelliérains dans le cadre de la campagne Zéro Déchet - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de sa politique de transition écologique et solidaire, Montpellier Méditerranée Métropole mène une stratégie « Zéro déchet » et a engagé, à ce titre, de nombreux projets et actions afin de sensibiliser le grand public à une pratique eco-citoyenne. Afin de toucher le plus grand nombre de ses citoyens, la Métropole a souhaité faire participer à cette nouvelle campagne de communication des joueurs professionnels appartenant tous à ses clubs emblématiques. La signature de contrats d'image est ainsi nécessaire avec Migna TOURÉ, Romane BERNIES, Teji SAVANIER et Nicolas LE GOFF.

N°MD2022-1191 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une déclaration préalable de travaux pour la pose de clôtures sur la parcelle CA 0002 située 2382 rue Fontaine de la Banquière à Lattes

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de travaux concernant la pose de clôtures sur la parcelle CA 0002 située 2382 rue Fontaine de la Banquière à Lattes.

N°MD2022-1192 - 27/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de GAME SOURCE STUDIO dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire (HEM) à Montpellier

Objet : La candidature de la société GAME SOURCE STUDIO est agréée en vue de la location de locaux dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est le conseil, la création, l'acquisition et le développement en informatique et produits dérivés. Elle est candidate à la location du lot B08D de 220 m² pour une durée conditionnée par la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2024. La société emploie 5 personnes et prévoit un effectif de 60 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1193 - 27/09/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Félicita Films - Site Hélios bâtiment L - Commune de Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société FELICITA FILMS, sise à Paris, pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel. La location concerne un local d'environ 172 m² dans le bâtiment L du site Hélios, Les 4 chemins RN 113 sur la commune de Fabrègues. Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 30/09/2023. Le montant mensuel de la redevance est de 501,66 € HT, soit 601,99 € TTC.

N°MD2022-1194 - 27/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société BIOPHILEUS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société BIOPHILEUS est agréée en vue de la location de locaux dans le VEAS Hannibal. Son activité est la recherche et développement en biotechnologie. Elle est candidate à la location du lot n°A09 de 123.31 m² pour une période de 9 ans. La société emploie 2 personnes et prévoit un effectif de 4 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1195 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'attribution d'un marché n°M2D0013MG "Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole"

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord-cadre n°M2D0013MG « Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole » Lots 1, 2 et 3 comme suit :

- lot n°1 à la société SOCIETE DE NETTOYAGE PROVENÇAL sise à Marseille, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, avec un maximum de 1 540 000 € HT annuel ;
- lot n°2 à la société HYGIE SPHERE, sise à Montpellier, sur la base d'accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum annuel de 1 816 000 € HT ;
- pour le lot n°3 à la société HYGIE SPHERE (+sous-traitant ALPIROC) pour un montant forfaitaire de 24 897,05 € HT et sur la base d'un accord cadre à bons de commande avec un montant maximum annuel de 40 000 € HT ;

L'accord-cadre est conclu, pour les lots 1 et 2 pour une 1^{ère} période courant de sa notification au 31/12/2023, et pour le lot 3, pour une 1^{ère} période courant à compter du 02/12/2023 jusqu'au 31/12/2024, reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3 pour les lots 1 et 2 et à 2 reconductions pour le lot 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. Le terme commun aux 3 lots sera le 31/12/2026.

N°MD2022-1196 - 28/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation de déposer des demandes de subventions pour le site archéologique Lattara - Musée Henri Prades au titre de l'année 2023

Objet : En raison de la teneur et de l'importance du programme d'activités et de restauration des biens meubles et immeubles du site archéologique Lattara – musée Henri Prades, il y a lieu d'autoriser la demande de subventions les plus élevées possibles auprès de l'État, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne, à titre de soutien et d'accompagnement de cet établissement dans son développement.

N°MD2022-1197 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un avenant numéro 2 au marché n°M0D0067DC de vérifications réglementaires des installations, bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole - lot 1 : Bâtiments Culturels

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M0D0067DC - lot 1, conclu avec SOCOTEC EQUIPEMENTS. Il a pour objet d'ajouter des vérifications périodiques en électricité pour le site des échelles de la Ville / ancienne médiathèque Fellini. Le montant de l'avenant est de 164,28 € HT par an.

N°MD2022-1198 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution du lot n°2 du marché n°M2D0040DC - Rénovation des "bâches à eau" de l'aquarium Planet Océan

Objet : Il s'agit d'attribuer le lot n°2 du marché n°M2D0040DC, de travaux de rénovation des "bâches à eau" de l'aquarium Planet Océan, à l'entreprise AQUA-TECH sise à Ablis (78). Il est conclu pour un montant de 189 844,00 € HT et pour une durée de 4 mois à compter de la notification. Le lot 1 est déclaré sans suite.

N°MD2022-1199 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux - Hôtel d'Aurès à l'association "Les Caractères de la Musique" le samedi 1^{er} octobre 2022

Objet : Dans le cadre du "Grand Week-end", l'association LES CARACTERES DE LA MUSIQUE organise un concert de musique baroque le samedi 01/10/22 de 19h à 20h place Sainte-Anne à Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole met, à ce titre, à disposition une salle du rez-de-chaussée et les sanitaires à disposition à des fins de loges pour les artistes. La convention règle les modalités de mise à disposition des locaux, consentie à titre gracieux.

N°MD2022-1200 - 08/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché n°8.634 - Travaux éclairage public dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Attribution

Objet : Il est proposé d'autoriser la signature du marché 8.634 portant sur les travaux d'éclairage public dans le cadre de la 5ème ligne de tramway avec le groupement SPIE CITY NETWORKS/CITEOS SAS TRAVESSET sise à Saint Jean de Védas, pour un montant de 5 887 950,86 € HT. Le marché est conclu pour une durée de 38 mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification décomposée comme suit :

- 3 mois de période de préparation;
- 35 mois d'exécution des travaux.

N°MD2022-1202 - 26/10/22 - Direction Services aux Territoires

Programme de travaux 2022 - Demande de subventions Hérault Energies - Avenue du Général Grollier à Pignan

Objet : Dans le cadre du programme de travaux 2022 d'HERAULT ENERGIES, l'opération Avenue du Général Grollier à Pignan (Pôle Plaine Ouest) peut faire l'objet de financement de la part d'HERAULT ENERGIES. Il convient de valider ce financement par l'approbation d'une convention.

N°MD2022-1203 - 12/10/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Renforcement du Poste Ecarts à Sussargues -Programme de travaux 2022 - Autorisation

Objet : Dans le cadre du programme de travaux 2022 d'HERAULT ENERGIES, l'opération Renforcement du Poste Ecarts à Sussargues (Pôle Cadoule et Bérange) peut faire l'objet de financement de la part d'HERAULT ENERGIES. Il convient de valider ce financement par l'approbation d'une convention.

N°MD2022-1204 - 12/10/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une demande de subventions auprès d'Hérault Energies - Rue du Fon de l'Hospital à Saint Jean de Védas - Programme de travaux 2022 - Autorisation

Objet : Dans le cadre du programme de travaux 2022 d'Hérault Energies, l'opération Avenue du Général Grollier à Pignan (Pôle Plaine Ouest) peut faire l'objet de financement de la part d'Hérault Energies. Il convient de valider ce financement par l'approbation d'une convention.

N°MD2022-1205 - 26/10/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Chemin du Courpouyran à Juvignac - Programme de travaux 2022

Objet : Dans le cadre du programme de travaux 2022 d'HERAULT ENERGIES, l'opération Chemin du Courpouyran à Juvignac (Pôle Piémonts et Garrigues) peut faire l'objet de financement de la part d'HERAULT ENERGIES. Il convient de valider ce financement par l'approbation d'une convention.

N°MD2022-1207 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ICF Sud-Est Méditerranée - Locaux immeuble Étoile Richter, place Ernest Granier à Montpellier

Objet : La Métropole signe un bail précaire de location avec ICF SUD-EST concernant des locaux commerciaux au 7^{ième} étage de l'immeuble Étoile Richter, d'une superficie de 312 m², ainsi que 5 places de parking. Le contrat est conclu pour une durée de 3 mois à compter du 01/11/2022 pour une redevance mensuelle de 7 260,85 € TTC.

N°MD2022-1208 - 10/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°M1D0040EA - Réhabilitation du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste de refoulement à Baillargues, Route Impériale / Chemin du Petit Bonheur - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant de transfert du marché n°M1D0040EA - Réhabilitation du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste de refoulement à Baillargues, Route Impériale / Chemin du Petit Bonheur à la Régie des Eaux au 01/01/2023.

N°MD2022-1209 - 13/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au déclassement du domaine public - Tronçons d'anciens chemins désaffectés - Z.A.C. CANNABE - Commune de Cournonterral

Objet : A l'intérieur du périmètre de la ZAC Cannabe sur la commune de Cournonterral, la SERM aménageur, a reconstitué de nouvelles voies d'accès permettant de desservir de nouveaux lots. Les anciens chemins ou tronçons de voiries qui ne sont plus affectés à l'usage public, doivent être déclassés. Il est proposé de constater la désaffectation de fait de 6 emprises et de prononcer leur déclassement du domaine public, pour les intégrer au domaine privé de la Métropole.

N°MD2022-1210 - 10/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DEINOVE dans le bâtiment Cap Sigma à Grabels

Objet : La société DEINOVE, dont l'activité et la recherche et le développement de nouveaux antimicrobiens et autres produits naturels, est déjà locataire des lots 0.2 (34 m²), 1.1 (728 m²), 2.1 (167 m²), 2.2 (125 m²) et 2.3 (436 m²). Elle est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ces mêmes lots. L'entreprise projette un effectif de 50 personnes dans 3 ans.

N°MD2022-1213 - 10/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société ID SOLUTIONS est agréée en vue de la prolongation du CG 3.4 de 151 m² dans l'immeuble CAP Gamma pour une période de 12 mois. ID SOLUTIONS est un laboratoire de recherche sur le diagnostic humain (développement, production, marketing, vente et assistance technique dans le domaine du diagnostic biologique). La société prévoit un effectif de 12 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1214 - 13/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention de mandat de Maîtrise d'ouvrage avec la SPL TaM pour la réalisation des études et des travaux des 5^{èmes} lignes de Bustram - autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole décide de déléguer sa maîtrise d'ouvrage à la SPL TaM, sise à Montpellier, pour la réalisation des 5^{èmes} lignes de Bustram dont le montant de l'opération est évalué à 362,5 M € HT. Le contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage est conclu pour un montant forfaitaire de 7 929 76 5€ HT, pour une durée de 9 ans à compter de sa signature par les deux parties.

N°MD2022-1215 - 10/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels

Objet : La candidature de la société ID SOLUTIONS (laboratoire de recherche sur le diagnostic humain) est agréée en vue de la prolongation de la location des lots CD 1A et 1B de 795 m² et CD 03 de 40,50 m² pour une durée de 18 mois soit jusqu'au 31/12/2023. L'entreprise projette un effectif de 33 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1216 - 10/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels

Objet : La candidature de la société ID SOLUTIONS (laboratoire de recherche sur le diagnostic humain) est agréée en vue de la prolongation de la location des lots CS 04, 05, 06, 07, 08, 09 et 11 représentant 272 m², pour une durée de 18 mois soit jusqu'au 31/12/2023. L'entreprise projette un effectif de 8 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1217 - 13/10/22 - Direction Secrétariat Général

Décision relative au marché 5043SG18 - Prestations d'organisation de séjours, acquisition de titres de transport, hébergement hôtelier et prestations annexes - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à l'accord-cadre à bons de commande n°5043SG18 relatif aux prestations d'organisation de séjours, d'acquisition de titres de transport, d'hébergement hôtelier et de prestations annexes. Il a pour objet de prolonger de six mois la durée de l'accord-cadre, initialement attribué pour une période d'un an, reconductible trois fois. Il n'a pas d'incidence financière.

N°MD2022-1220 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux entre la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone et Montpellier Méditerranée Métropole - Centre technique municipal

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention de mise à disposition d'usage de locaux avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. La convention porte sur la partie de l'un des garages du Centre technique municipal de Villeneuve-lès-Maguelone d'environ 106 m². La convention de mise à disposition est conclue pour l'année 2022, renouvelable tacitement 5 fois un an. La mise à disposition de l'ensemble des biens est réalisée à titre gracieux. Les charges concernant les fluides, électricité et entretien des locaux sont évaluées pour un forfait semestriel de 2 700 €.

N°MD2022-1221 - 13/10/22 - Direction de la Santé et de la Prévention

Renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer (GEFLUC)

Objet : Il s'agit de renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANÇAISES DANS LA LUTTE CONTRE LE CANCER (GEFLUC) pour un montant de 3 500 € pour l'année 2022.

N°MD2022-1222 - 04/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à un ajout d'une dépense supplémentaire et une augmentation de l'avance - Régie d'avances Manifestations Culturelles - Pôle Culture et Patrimoine - Autorisation

Objet : Il est institué une régie d'avance auprès du Pôle Culture en raison de l'augmentation du nombre de manifestations et de leur développement. Il convient de permettre le paiement des intermittents et techniciens dans des délais raisonnables quand il y a un caractère urgent ou pouvant entraver le bon déroulement de la manifestation.

N°MD2022-1223 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au réaménagement de 80 prêts contractés par l'OPH ACM Habitat pour la création de logements sociaux - Maintien de la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir, à hauteur de 100 %, le remboursement de deux prêts à taux fixes d'un montant total de 118 000 000 € contractés par ACM HABITAT auprès de LA CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON dans le cadre du réaménagement de 80 lignes de prêts initialement mobilisés par ACM HABITAT auprès de LA CAISSE DES DEPOT ET CONSIGNATIONS.

N°MD2022-1225 - 10/10/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°G2D0027RI "Infogérance et prestations d'assistance à l'exploitation du Système d'Information (S.I.)" pour le groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier - Attribution

Objet : le marché n°G2D0027RI à prix mixte, a été attribué à l'entreprise EXPERIS FRANCE sise à Nantes (44) pour un montant forfaitaire bi- annuel de 1 176 059,53 € HT. Pour la partie à bons de commandes, les maximums sont les suivants :

- 6 000 000 € H.T pour les années N et N+1 ;
- 8 000 000 € H.T pour les années N+2 et N+4.

N°MD2022-1229 - 22/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais des auteurs invités de la 38ème Comédie du Livre et à l'autorisation du dépôt des demandes de subventions afférentes à la manifestation - Autorisation

Objet : La 38ème édition de la Comédie du Livre se tiendra en mai 2023. Cette manifestation est susceptible d'être soutenue par plusieurs organismes publics (Région, Centre National du Livre, SOFIA...), il convient d'autoriser le dépôt des demandes de subventions correspondantes.

Il convient également d'autoriser la prise en charge, directe ou sur remboursement, des frais de déplacement, hébergement et restauration des auteurs et intervenants invités pour un montant global maximum évalué à 175 000 €.

N°MD2022-1230 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets lié à la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation

Objet : Dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture, il est proposé d'attribuer 6 nouvelles subventions aux associations suivantes : les Loustics du Pic, Studio 411 Galerie, Illusion et Macadam, Line Up, les Nuits Claires et le Fonds Régional d'Art Contemporain Occitanie Montpellier. Chacune d'entre elles se voit attribuer 20 000 €, soit un total de 120 000 €.

N°MD2022-1231 - 29/09/22 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 20 millions d'euros auprès de la Société Générale - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la Société Générale à hauteur de 20 millions d'euros pour financer les investissements de la Métropole de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 24 mois indexée sur Euribor 1, 3 ou 6 mois + marge de 0.40%, puis une phase de consolidation de 20 ans indexée sur Euribor 3 mois + marge à 0.49% qui devra être réactualisée au moment de la mise en place et qui ne pourra excéder 0.55% (à défaut l'opération ne pourra être conclue).

N°MD2022-1232 - 20/10/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville à la Métropole pour la réalisation de travaux de démolition du bâtiment du poste de police et de restauration du bâtiment du Mess des Officiers en cohérence avec les aménagements d'espaces publics - Projet Comédie Esplanade

- Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole conduit une opération de rénovation et de mise en valeur de la place de la Comédie et de l'Esplanade Charles-de-Gaulle, comprenant notamment la démolition du bâtiment qui accueille la police nationale, appartenant à la Ville. Il est souhaitable que l'ensemble de l'opération soit porté par la Métropole, il est donc proposé un transfert de maîtrise d'ouvrage. Le montant des travaux est estimé à 300 000 € HT, intégralement supportés par la Métropole.

N°MD2022-1233 - 21/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition du rez-de-chaussé de l'Hôtel d'Aurès du 18 au 21 octobre 2022 à l'Association Transit/Collectif photographique

Objet : Dans le cadre des projets retenus pour Capitale Européenne de la Culture 2028, et de l'anniversaire des 20 ans de l'association, TRANSIT/COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE sollicite la mise à disposition du rez-de-chaussée de l'Hôtel d'Aurès pour organiser une soirée de projection et de présentation le jeudi 20/10/2022 de 19h à 00h. La mise à disposition du mardi 18 octobre au vendredi 21 octobre 2022 est consentie à titre gracieux.

N°MD2022-1235 - 17/10/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à l'agrément de candidature du Domaine de Lattes SC pour la réalisation d'un programme immobilier dans la ZAC Ode à la Mer acte 2

Objet : Il est proposé d'approuver la demande d'agrément de candidature de la société le DOMAINE DE LATTES, présentée par la SA3M, en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Ode à la Mer acte 2 à Lattes.

N°MD2022-1236 - 17/10/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à l'agrément de candidature de SCCV les hauts de Lattes pour la réalisation d'un programme immobilier dans la ZAC Ode à la Mer acte 2

Objet : Il est proposé d'approuver la demande d'agrément de candidature de la société SCCV les Hauts de Lattes, présentée par la SA3M, en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Ode à la Mer acte 2 à Lattes, d'une surface totale de 4841 m²

N°MD2022-1237 - 20/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°M2B0026EA - Anticipation et suivi en temps réel des événements météorologiques

Objet : Un marché n°M2B0026EA - Anticipation et suivi en temps réel des événements météorologiques est conclu avec MÉTÉO FRANCE sis à Aix en Provence (13). La durée du marché est d'un an reconductible 3 fois un an.

N°MD2022-1239 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 258m² et 132m² de bien immobilier sis 680 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, appartenant à l'indivision ARNAL dans le cadre de réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 258 m² du bien immobilier sis 680 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 365 et une emprise de 132 m² du bien immobilier sis 680 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°36, appartenant à l'indivision ARNAL, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 59 306 €.

N°MD2022-1240 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 28m² de bien immobilier sis 150 rue Albert Viger à MONTPELLIER, appartenant à M. et Mme REMOND dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Autorisation

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 28 m² du bien immobilier sis 150 rue Albert-Viger à Montpellier, cadastré section IL n° 236 appartenant à Monsieur et Madame REMOND, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 13 803 €.

N°MD2022-1244 - 20/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n° M2D0008EA - Fourniture et pose d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2D0008EA à la société CENEAU sise à Teyran. Il concerne la fourniture et la pose d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux. Il est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible trois fois un an et pour un montant avec un minimum de 30 000 € HT et un maximum de 300 000 € HT par an.

N°MD2022-1246 - 20/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°M2D0006EA - Maintenance préventive et curative d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux

Objet : Un marché n° M2D0006EA - Maintenance préventive et curative d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux doit être passé avec la société CENEAU sise à Teyran (34). L'accord-cadre est conclu avec un minimum de 7 500 € HT et un maximum de 180 000 € HT par an. La durée de l'accord-cadre est de 1 an à compter de sa notification et il est reconductible trois fois un an.

N°MD2022-1248 - 21/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de construire sur le site de Victoire 2 à Saint Jean de Vedas

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt d'un permis de construire en vue de la réalisation de travaux d'accessibilité du Patio de la salle Victoire 2, ainsi que la construction d'une scène et de loges attenantes.

N°MD2022-1250 - 26/10/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à une convention constitutive d'un groupement de commandes permanent pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts et naturels, d'animations et de sensibilisation à l'écologie, à l'agriculture urbaine et à l'achat de produits liés à l'agriculture locale entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il apparaît nécessaire de conclure une convention constitutive d'un groupement de commandes permanent pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts et naturels, d'animations et de sensibilisation à l'écologie, à l'agriculture urbaine et à l'achat de produits liés à l'agriculture locale entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1251 - 28/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention avec le Manoir du Crime pour la mise à disposition à titre gracieux du salon de l'espace Homère/Lire Autrement de la Médiathèque centrale Émile-Zola - Autorisation de Signature

Objet : Il est proposé une convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux entre la Métropole et l'association LE MANOIR DU CRIME, du 15/11 au 11/12/2022, afin d'organiser un escape game à la médiathèque Emile-Zola dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028.

N°MD2022-1252 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la mise à disposition des parcelles SK 149 et SK 151 Rue de la Cavalade - Travaux extension Ligne 1 du tramway - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent une convention d'occupation temporaire, à titre gratuit, pour une durée maximale de 24 mois jusqu'au 31/08/2024, pour l'installation d'une base de vie de chantier dédiée aux travaux de doublement du pont de l'autoroute nécessaire à la réalisation de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway entre la station Odysseum et la Gare Montpellier Sud de France.

N°MD2022-1253 - 13/10/22 - Direction des parcours professionnels et des compétences

Décision relative à l'accord-cadre N°G2B0049RH Prestations de formations bureautiques

Objet : Le marché de prestations de formations bureautiques est signé avec ENI SERVICE sis à Saint-Herblain (44) pour un montant sans minimum et maximum de 43 000 € HT et pour une durée d'un an renouvelable une fois un an.

N°MD2022-1255 - 20/10/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M0B0033RI "maintenance et assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS" - Avenant n°1- Autorisation de signature

Objet : Il convient d'une part de substituer le nouveau titulaire ARCHE MC2, sise Aix en Provence, à l'ancien titulaire CITIZEN SAS et d'autre part de modifier la répartition des montants annuels indiqués dans l'acte d'engagement à la suite de nouveaux besoins pour faire développer un module complémentaire pour le Fonds Solidarité Logement.

N°MD2022-1256 - 27/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un tracteur vétuste de marque Mc Cormick immatriculé DD-668-XD équipé d'une épareuse de marque Noremat - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un tracteur vétuste de marque Mc Cormick immatriculé DD-668-XD équipé d'une épareuse de marque Noremat au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1257 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au marché n° M1B0114MG Dépose et remplacement de la pompe à chaleur du site Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au marché M1B0114MG « Dépose et remplacement de la pompe à chaleur du site Cap Omega » avec le titulaire, la société BOUYGUES E&S FM FRANCE. L'avenant n°1 a une incidence financière de 2 329,90 € HT.

N°MD2022-1259 - 27/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location de locaux de courte durée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société "Les Associations Mutuelles Le Conservateur" - Immeuble Etoile Richter à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location de courte durée avec la société LES ASSOCIATIONS MUTUELLES LE CONSERVATEUR, locataire de locaux dans l'immeuble Etoile Richter. Le contrat de location concerne des locaux d'une superficie de 259,06 m² situés 3^{ème} étage de l'immeuble, y compris les parties communes, correspondant au lot 414, ainsi que 4 emplacements de parking situés au niveau -1 correspondant aux lots 1084 et 1087. Le contrat de location arrivera prendra effet au 01/11/2022 pour s'achever le 30/06/2023. Le contrat est consenti pour un loyer trimestriel payable d'avance de 15 775,18 TTC charges comprises.

N°MD2022-1260 - 20/10/22 - Direction des Finances

Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès du Crédit Foncier affectés au budget annexe Assainissement suite à la Création d'une Régie Unique "eau et Assainissement"

Objet : Les contrats d'emprunts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole auprès du CREDIT FONCIER et affectés au budget annexe Assainissement de la Métropole sont transférés à la Régie de l'Eau et de l'Assainissement au 01/01/2023. Deux contrats sont transférés totalement, Un contrat partiellement.

N°MD2022-1262 - 26/10/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Marché M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art Décision modificative

Objet : Il est nécessaire de prendre une décision modification relative au marché M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art pour en modifier l'imputation budgétaire de façon à y intégrer les budgets annexes.

N°MD2022-1267 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de résidence artistique de l'auteur Philippe MALONE au sein de la résidence littéraire Lattara - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Métropole, l'association LA BAIGNOIRE et l'auteur Philippe MALONE d'une convention de résidence artistique. L'auteur est accueilli à titre gratuit du 27/11/ au 11/12/2022 au sein de la résidence littéraire Lattara. La Métropole met à disposition la résidence et l'association LA BAIGNOIRE accueille l'auteur pour une soirée d'échanges et deux lectures publiques

N°MD2022-1268 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Programmation muséographique et technique pour l'extension du Musée Fabre de Montpellier - Attribution

Objet : Un accord cadre à bons de commande d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la programmation muséographique et techniques pour l'extension du musée Fabre est conclu avec AB PROGRAMMATIONS, sis à Paris, pour un montant maximum de 190 000 € HT et une durée de 4 ans à compter de la notification.

N°MD2022-1270 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Boulevard Paul Valéry à Montpellier, IT81 - PLANES

Objet : La Métropole acquiert une emprise de 160 m² du bien immobilier sis boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastré section IT n° 81 appartenant à l'indivision PLANES, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 16 925 €.

N°MD2022-1271 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI SODECLA

Objet : La Métropole acquiert les lots 830 et 855 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de la SCI SODECLA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 300 €.

N°MD2022-1281 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Commune de Lattes - Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section CI n°36

Objet : La société GRAND SUD, sur la commune de Lattes, est propriétaire d'une parcelle cadastrée section CI n°36 située lieu-dit "les commandeurs" d'une superficie de 2 235 m² aménagée en voirie. Il est nécessaire pour la Métropole d'acquérir au prix de 60 345 € ce bien afin de régulariser la propriété foncière du domaine public routier dans ce secteur.

N°MD2022-1284 - 20/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la vente de trois emprises - Ancien chemin déclassé - Rue de l'Abreuvoir - Commune de Saussan

Objet : Il est proposé de vendre un ancien chemin déclassé du domaine public en impasse débouchant rue de l'Abreuvoir à Saussan au propriétaire riverain. Découpé en 3 nouvelles parcelles, ce chemin sera cédé au prix des Domaines, à savoir 50 €/m², soit une recette pour la Métropole de 3 350 €.

N°MD2022-1285 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223 boulevard Paul Valéry à Montpellier - lot 852 - IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - propriété de la SC INOVE

Objet : La Métropole acquiert le lot 852 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de la SC INOVE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-1286 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - lots 814 et 815 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI ADMG IMMO

Objet : La Métropole acquiert les lots 814 et 815 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SCI ADMG IMMO, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 400€.

N°MD2022-1288 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - Lots 828 et 829 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI ARIELLE REMY

Objet : La Métropole acquiert les lots 828 et 829 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SCI ARIELLE REMY, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 300 €.

N°MD2022-1289 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - lot 833 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI LES THOUARINES

Objet : La Métropole acquiert le lot 833 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de la SCI LES THOUARINES, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-1290 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la Halle de l'Innovation - Quartier Cambacérès à Montpellier

Objet : La Métropole a confié un mandat à la SA3M pour la réalisation d'un bâtiment dénommé la Halle de l'Innovation dans le quartier Cambacérès à Montpellier. Ce bâtiment, à usage de bureaux, d'une surface de plancher de 7 650 m² et une surface utile de 6 419 m², est destiné à accueillir une cinquantaine d'entreprise dans le domaine de l'innovation. Il est proposé d'acquérir ce bâtiment au prix de 14 767 000 €.

N°MD2022-1293 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'autorisation d'accès aux emprises ferroviaires - Ligne Le Crès Vendargues - Études préalables pour la réalisation du Bustram

Objet : Le tracé du Bustram prévoit la mobilisation de l'ancienne voie ferrée entre Le Crès et Vendargues. SNCF a lancé la procédure de fermeture administrative des voies pour conclure le transfert de gestion au profit de la Métropole et permettre ainsi le passage du Bustram. La Métropole a sollicité SNCF pour l'autoriser à pénétrer sur les emprises ferroviaires en anticipation de la signature du transfert de gestion, pour la réalisation des études préalables nécessaires dans le cadre des travaux d'aménagement du Bustram. Cette autorisation d'accès est consentie sans contre-partie financière.

N°MD2022-1294 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - Lots 830 et 855 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI SODECLA

Objet : La Métropole acquiert les lots 830 et 855 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SCI SODECLA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 300 €.

N°MD2022-1295 - 02/11/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à des mandats spéciaux - Présentation d'une mission opérationnelle à Heidelberg - Autorisation

Objet : Il est proposé l'organisation d'une mission exploratoire à Heidelberg du 11/09 au 13/09/2022 en présence de 3 élus et d'un agent. Ce déplacement a pour objectif de renforcer et d'étendre les axes de coopération dans les domaines de la mobilité, de l'aménagement urbain, du sport et de la jeunesse. Il est proposé la prise en charge des frais estimés à 3 000 €.

N°MD2022-1296 - 20/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de l'adresse de la régie du Parking de l'Hôtel de Ville à la suite du changement de prestataire

Objet : L'adresse de la régie du parking de l'Hôtel de Ville est modifiée à la suite de la nouvelle attribution par marché au prestataire TaM. Cette régie est désormais installée dans les locaux de la TaM, 125 rue Léon-Trotsky – 34075 Montpellier.

N°MD2022-1299 - 20/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie d'avances des Moyens Généraux et des Bâtiments - Augmentation du montant de l'avance

Objet : Pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances des Moyens Généraux et des Bâtiments, il convient d'augmenter le montant de l'avance. Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 3 000 € (contre 1 500 € précédemment).

N°MD2022-1301 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI LE CAP - Terrain supportant une station de lavage automobiles - Parcelle BC 67 - 570 route de Nîmes - Commune de Le Crès

Objet : Décision de préemption à l'occasion de la vente par SCI LE CAP, d'un terrain occupé supportant une station de lavage automobiles, situé 570 route de Nîmes, cadastré section BC 67, au prix révisé de 250.000 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire afin de réaliser le projet de requalification de la RM 613 afin d'accueillir le Bustram.

N°MD2022-1305 - 20/10/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau Centre Français des Fonds et fondations (CFF)

Objet : Il est proposé l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau CFF pour l'année 2022 dans le cadre du développement de l'activité mécénat de la Métropole. L'adhésion s'élève à 500 €.

N°MD2022-1306 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie d'emprunts d'opérations d'investissement et de réaménagement de dette réalisés par l'OPH ACM Habitat - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 100 % le remboursement de deux prêts d'un montant total de 20 000 000 € contractés par ACM HABITAT auprès de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS dans le cadre du réaménagement de prêts initialement mobilisés auprès de LA CAISSE DES DEPOT ET CONSIGNATIONS.

N°MD2022-1307 - 28/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès à la Ville de Montpellier pour l'événement Cœur de Ville en Lumières du 23 au 27 novembre 2022 - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de Cœur de Ville en lumières organisé par la Ville de Montpellier, l'Hôtel d'Aurès verra sa façade être le théâtre de video-mapping les 25 et 26/11/2022. Pour assurer ces projections, la Ville a besoin d'accéder à l'Hôtel d'Aurès du 23 au 27/11/2022 (branchements électriques et installations et démontage). La Métropole autorise donc la mise à disposition du lieu à titre gracieux.

N°MD2022-1310 - 26/10/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Beaulieu Chemin du Ginestet - Modification de la convention - Approbation

Objet : A la suite d'une modification de l'opération de travaux d'électricité sur la commune de Beaulieu (chemin du Ginestet) financée initialement à 100% par HERAULT ENERGIES, une nouvelle convention intégrant des travaux d'éclairage public doit être approuvée. Le montant initial prévisionnel des travaux de 22 872,57 € TTC est désormais de 39 081,22 € TTC, dont 4 350,47 € TTC à charge de la Métropole.

N°MD2022-1314 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé 190-APV-34 - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Clio au Centre 113 de Vendargues. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1315 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EE-514-YL - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Clio au Centre 113 de Vendargues. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1316 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EP-092-HZ - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Clio au Centre 113 de Vendargues. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1317 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé EH-452-LP - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé EH-452-LP au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1318 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule de marque Renault Kangoo immatriculé EL-543-HJ Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1319 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé AG-396-KQ - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1320 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé FB-210-XK - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1322 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Trafic immatriculé CZ-149-YK - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Trafic au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1323 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Twingo immatriculé XQ-430-AP - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Twingo au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1324 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Mégane immatriculé 292-APX-34 - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Mégane au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1325 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën Jumper immatriculé EP-061-LP - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Citroën Jumper au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1326 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën C2 immatriculé 682-AGW-34 - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Citroën C2 au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1327 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Iveco polybenne immatriculé EL-183-HJ - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Iveco Polybenne au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1328 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën C2 immatriculé 681-AGW-34 - Centre 113 Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Citroën C2 au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1332 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'occupation précaire de locaux entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société RAZEL-BEC - Locaux 3 avenue Georges-Clemenceau à Montpellier

Objet : La Métropole signe une convention d'occupation précaire avec RAZEL-BEC. La convention porte sur un espace de bureaux, cellier et parking de 181 m² situé avenue Georges-Clemenceau à Montpellier. Le bail prendra effet à compter de sa signature jusqu'au 31/08/2023. Ce local permettra à la société de mener des travaux dans le cadre du projet de la ligne 5 du tramway, à ce titre, le bail est consenti moyennant une redevance à l'euro symbolique.

N°MD2022-1336 - 26/10/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réhabilitation de l'école Joseph Deltheil - Autorisation de signature

Objet : La commune de Grabels souhaite réhabiliter l'école Joseph Deltheil ainsi que son parvis. Ce projet s'accompagne d'aménagements des espaces publics attenants relevant de la compétence de la Métropole. A ce titre, la commune de Grabels et la Métropole ont décidé de passer une convention de co maîtrise d'ouvrage désignant la commune de Grabels comme maître d'ouvrage unique de l'opération. Le montant des travaux de voirie et de réseaux divers s'élève à 791 704,50€ HT dont 142 000€ HT à la charge de la Métropole.

N°MD2022-1344 - 02/11/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel
Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Daejon en Corée
- Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la participation d'un élu au 7ème congrès mondial des dirigeants locaux et régionaux à Daejon en Corée du 10 au 14/10/2022, pour un montant estimé à 5 000 €.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Hors commission - Plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine métropolitain - Approbation

Depuis deux ans, la Métropole porte résolument les enjeux majeurs du changement climatique et de la qualité de l'air qui exigent la mise en œuvre concrète d'une transition écologique et sociale résolue. Le Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire (PCAET solidaire), arrêté en mars 2022, en est une composante majeure par les réductions des émissions de gaz à effet de serre ainsi que des polluants atmosphériques et par l'adaptation du territoire au changement climatique qu'il porte. L'ambition est d'atteindre la neutralité carbone en 2050 avec un plan d'actions 2021-2026 qui permet de tenir la trajectoire grâce à une programmation pluriannuelle d'investissement volontariste.

Aujourd'hui, la Métropole, comme l'ensemble des collectivités et acteurs économiques du territoire national, subit, de surcroît, l'explosion du coût des énergies. La Collectivité fait ainsi face à des hausses considérables : +175% pour l'électricité, +250% pour le gaz, +75% pour l'éclairage public. Dès l'exercice 2023, cela engendre un surcoût d'une dizaine de millions d'euros pour le strict périmètre de la Métropole qui va peser lourdement sur le budget de fonctionnement. L'impact pour le délégataire TaM étant estimé à près de 8 M€, c'est au total une facture de 18 M€ supplémentaire qui se dessine en 2023.

Malgré le choc budgétaire sans précédent que représente cette évolution, la Métropole fait le choix affirmé d'éviter d'éroder le service public proposé à la population. Des marges de manœuvre immédiates sont identifiées en complément d'une stratégie de moyen et long termes et des investissements qui doivent être portés ensemble, par les collectivités, l'État et le secteur privé.

Partie 1 – La transition énergétique déjà au cœur des actions de la Métropole

Dans une démarche d'éco-responsabilité, la Métropole a, de longue date, déployé une série de mesures permettant de réduire les consommations d'énergie de son patrimoine via des actions de rénovation des bâtiments, de l'éclairage public, du pilotage des équipements de génie climatique ou encore de l'optimisation de la flotte de véhicules. Le respect des températures réglementaires, 19°C l'hiver et 26°C l'été, est aussi déjà ancré dans les habitudes de la Collectivité.

Des mesures sur la maîtrise des consommations d'eau ont également été engagées par la collectivité depuis plusieurs années au niveau des bâtiments ainsi que des espaces verts. A l'échelle de la Métropole, l'ensemble des actions menées sont à poursuivre, elles seront prochainement renforcées par les actions de sensibilisation visant à réduire encore nos dépenses en la matière.

Concernant le parc automobile, la collectivité s'est engagée à augmenter la proportion de véhicules électriques pour sa flotte de moins de 3,5 tonnes, avec pour objectif de passer de 8 % à 49 % entre 2019 et 2025. Il convient de rappeler que cette démarche contribue tant à la réduction des émissions des gaz à effet de serre qu'à la maîtrise des dépenses énergétiques. En effet, le coût d'un plein d'essence demeure nettement

supérieur au coût de charge des véhicules électriques.

Sur la thématique des éco-gestes, la Métropole soutient l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) qui porte un service neutre de conseil en économies d'eau et d'énergie à la fois pour les particuliers et les communes du territoire. De plus, la Métropole s'est engagée dans la démarche EcoWatt développée par Réseau Transport d'Electricité en partenariat avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), désormais Agence de la Transition Ecologique, qui permet de sensibiliser aux éco-gestes et alerter sur les pointes de consommations électriques.

Si la sobriété énergétique est un volet indispensable de la transition énergétique, le recours aux énergies renouvelables (ENR) y contribue également, c'est pourquoi la Métropole est également engagée dans cette voie. Pour chaque bâtiment, il est étudié la typologie d'ENR la plus adaptée. Une douzaine de bâtiments métropolitains sont ainsi équipés de panneaux solaires photovoltaïques, dont trois en autoconsommation totale, permettant des économies financières annuelles évaluées à 75 k€. Six sites sont raccordés au réseau public de chaleur à plus de 69 % basé sur des énergies renouvelables et donc moins soumis à l'envolée du prix des énergies fossiles. A noter aussi, la piscine Héraclès à Saint-Brès alimentée via une chaufferie bois et le musée archéologique de Lattes qui bénéficie d'une ressource de géothermie sur nappe. Cela permet de combiner maîtrise des dépenses énergétiques et diminution des gaz à effet de serre.

Partie 2 – La nécessité d'accélérer et d'amplifier les mesures de sobriété énergétique

Les mesures déployées de longue date par la Métropole dans une démarche d'éco-responsabilité s'inscrivent en cohérence avec les pistes aujourd'hui mises en avant par les acteurs de l'énergie, cependant, compte tenu de la crise climatique et énergétique, il devient nécessaire d'accélérer plus encore les actions de sobriété énergétique en allant chercher chaque possibilité d'économie.

Bâtiments administratifs

En ce qui concerne le patrimoine de la Collectivité, les saisons de chauffe et de climatisation seront réduites et la consigne de rafraîchissement actif positionnée à 27°C, puis progressivement à 28°C selon les spécificités des bâtiments.

Une attention particulière sera accordée au respect des températures de consigne. Dans cette optique, une référente sensibilisation aux économies d'énergie et d'eau sera dédiée à l'accompagnement en continu des agents dans l'usage des bureaux et des différents types d'équipement de la collectivité. Elle prendra appui dans ses missions sur plusieurs jeunes en services civiques au sein de la collectivité et s'attachera notamment à la résolution des sensations d'inconforts évitant le recours aux chauffages et climatiseurs d'appoints.

Les équipes et moyens dédiés aux visites de contrôles et à la surveillance des consommations seront confortés afin de renforcer la détection immédiate des dysfonctionnements et leur rapide résorption.

Par ailleurs, une optimisation des consommations des ventilations mécaniques et des autres équipements techniques sera progressivement mise en œuvre en autorisant leurs fonctionnements seulement lorsque cela est nécessaire et en les mettant à l'arrêt dans le cas contraire.

L'ensemble de ces mesures devrait permettre d'atteindre dès 2023 près de 200 k€ par an d'économie.

Equipements publics

Les équipements publics sportifs sont parmi les plus énergivores au sein du patrimoine bâti de la Métropole, c'est pourquoi ils font l'objet d'une attention particulière dans le cadre du plan de sobriété énergétique déployé.

Pour autant, et contrairement à d'autres territoires, les piscines resteront complètement ouvertes afin de garantir l'accès à ce service public essentiel pour l'apprentissage et la pratique de la nage. Plusieurs mesures seront mises en œuvre pour assurer une diminution des dépenses d'énergies de ces équipements :

- La réduction uniforme de la température de l'eau des bassins sportifs, pour passer de 28°C à 27°C ;
- La fermeture des bassins extérieurs de Neptune et Caron de novembre à février ;
- L'extinction des lumières dans les bassins les jours de grand soleil et en pleine journée.

Une campagne de sensibilisation des agents et usagers de l'ensemble des équipements sportifs

métropolitains sera lancée pour informer sur les éco-gestes, accompagner les changements dans les piscines, et rappeler l'importance du respect des horaires et des températures dans chaque établissement.

Ces mesures viennent compléter des dispositifs d'économies d'énergies déjà mis en œuvre notamment le plan d'équipement en éclairage LED de l'ensemble des installations sportives ou encore la mise en place d'un outil d'optimisation du pilotage des équipements de génie climatique faisant appel à l'intelligence artificielle dans les piscines métropolitaines.

L'ensemble de ces mesures devrait permettre d'atteindre dès 2023 près de 500 k€ par an d'économie.

Espace public

Il est primordial de rappeler, à titre liminaire, que la sobriété énergétique doit être désormais impérativement prise en compte pour tous les projets neufs et les projets de rénovation au sein de l'espace public.

En matière d'éclairage public, la Métropole s'engage à :

- Accélérer la rénovation des installations avec abaissement des puissances en milieu de nuit sur certains secteurs. Le budget correspondant sera augmenté de 1 à 3 millions d'euros dès 2023 afin d'atteindre un investissement d'environ 8-10 millions d'euros par an ;
- Poursuivre le déploiement d'une commande centralisée photoélectrique à l'échelle de la Métropole afin d'affiner la durée d'allumage de l'éclairage en fonction des conditions météo ;
- Poursuivre l'expérimentation d'extinction sur les grands axes de la métropole ;
- Poursuivre la politique d'extinction de l'éclairage public sur le territoire de la Métropole ;
- Poursuivre l'expérimentation de mats photovoltaïques, ou autres équipements qui permettraient de réduire la consommation énergétique.

Par ailleurs, certaines fontaines de la Métropole seront arrêtées et la période d'hivernage sera allongée.

L'ensemble de ces mesures devrait permettre d'atteindre à minima 250 k€ d'économie avec les prix 2023.

Délégataires et partenaires

En vue de réduire les impacts financiers supportés par certains délégataires et/ou partenaires porteurs de services publics, la Métropole rattache leurs abonnements électriques et gaz dans son périmètre contractuel, permettant ainsi de substantielles économies sur les dépenses d'énergie et une aide à la préservation de leurs propres équilibres budgétaires.

C'est ainsi que la Patinoire Vegapolis est restée ouverte alors que la plupart des autres établissements gérés par son opérateur Vert Marine ont été fermés sans préavis début septembre.

Les principaux autres opérateurs de la Métropole, tels que la société publique locale TaM, préparent voire mettent d'ores et déjà en œuvre leur propre plan de sobriété.

Ainsi, ACM Habitat (Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole), la SERM (société d'équipement de la Région Montpelliéraine) et la SA3M (société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole), qui se rapprochent pour former le groupe Altémed, s'engagent également à travers le Plan d'Urgence Logement Energie. Ce plan retient des mesures dans trois champs d'intervention qui se combinent : la sobriété avec la sensibilisation des locataires aux éco-gestes, l'efficacité avec des travaux d'urgence et l'adaptation du patrimoine ainsi que l'accélération du déploiement des énergies renouvelables.

Afin de conforter cette logique de sobriété énergétique sur l'ensemble de son territoire et de son périmètre d'intervention directe ou indirecte, il sera demandé à toutes les structures bénéficiant de la part de la Métropole d'une subvention supérieure à 500 k€ euros de se doter d'un plan de sobriété énergétique. Les grands équipements culturels seront particulièrement concernés par cette mesure.

Dans le même sens, l'ensemble des lots fonciers des ZAC métropolitaines seront attribués selon des critères environnementaux et de maîtrise énergétique. Les opérateurs retenus (promoteurs et/ou investisseurs) devront porter une démarche RSEE exemplaire et dans le contexte actuel une sobriété énergétique radicale.

De manière générale toutes les opérations immobilières réalisées sur le territoire de Montpellier devront afficher une ambition énergétique forte et tendre vers la neutralité.

Partie 3 – Un plan de sobriété qui s’inscrit dans une stratégie structurelle de transition énergétique de la collectivité

Pour atteindre les objectifs fixés d’une part, par le Gouvernement, d’abaissement des consommations d’énergie de 10 % dès cet hiver et, d’autre part, par la mise en œuvre du Décret Tertiaire, lequel impose aux collectivités de réduire leurs consommations de -40 % dès 2030 puis -50 % en 2040 et -60 % en 2050, la Métropole s’inscrit dans une stratégie d’efficacité énergétique contenant des mesures structurelles visant à moins consommer, à produire soi-même et à favoriser les énergies renouvelables dans les achats d’énergies.

Avec une surface bâtiminaire de 150 000 m², la Métropole a une programmation pluriannuelle d’investissement dédiée à la rénovation de son patrimoine sur le volet génie climatique. Le montant est de 900 k€ annuel permettant la réalisation d’un plan de remplacement des chaudières de plus de 15 ans par des chaudières plus performantes avec un potentiel d’économie de près de 20 à 25 % de consommation d’énergie mais également un plan de rénovation des systèmes de régulation permettant de mieux consommer l’énergie et d’apporter un meilleur confort aux usagers des bâtiments.

En parallèle, un plan fraîcheur est en préparation pour déployer systématiquement des solutions passives de rafraîchissement des locaux comme la mise en place de brise-soleil, de films réfléchissants, de ventilateurs plafonniers. Ce plan a vocation à améliorer le confort thermique d’été des bâtiments et équipements métropolitains tout en modérant au maximum le recours aux modes actifs de rafraîchissement.

Et de la même manière, un plan lumière est aussi en préparation, avec certaines actions déjà mises en œuvre.

Les enveloppes PPI dédiées à l’ensemble de ces plans seront ajustées au fur et à mesure de la programmation opérationnelle des travaux afin d’assurer leur plein déploiement d’ici à l’échéance du mandat.

La Métropole poursuit sa stratégie d’évolution de sa flotte de véhicules qui a pour objectif la transition et le mix énergétique du parc, sa rationalisation, ainsi que le report modal, tout en répondant aux besoins des services. Cette ambition s’est traduite par l’adoption d’un plan pluriannuel de près de 13,5 M€ de 2020 à 2025, avec un phasage des achats en lien avec le calendrier de la zone à faibles émissions. Enfin, face à la hausse des coûts de l’énergie, la Métropole va proposer à ses agents des formations à l’écoconduite et à la pratique du vélo en ville, et augmenter sa flotte de vélos.

Sur le volet des énergies renouvelables, jusqu’à présent, une enveloppe de 300 k€ annuel est fléchée pour le développement du solaire, comme par exemple avec les ombrières en autoconsommation sur le parking de la piscine Alex Jany à Jacou. L’objectif est d’accélérer le déploiement du photovoltaïque sur le patrimoine métropolitain. Ainsi, une quinzaine de sites ont été identifiés pour lesquels les études de faisabilité vont être avancées afin de connaître les conditions technico-économiques de réalisation de ces installations en toiture ou en ombrières de parking. Une attention particulière, tant technique que juridique, sera portée à la nouvelle possibilité de réaliser de l’autoconsommation collective, pour le patrimoine de la Métropole ainsi que ses communes membres, permettant de combiner transition énergétique et baisse des dépenses de fonctionnement. En effet, au regard du prix des énergies, dès 2023, chaque projet d’autoconsommation permettra de réduire la facture énergétique de l’ordre de 20 à 25%. Il sera alors proposé une évolution de la programmation pluriannuelle d’investissement de 1 M€ par an afin d’être en mesure de faire aboutir une dizaine de projets d’ici 2026.

De plus, dans le but d’encourager le développement de la filière sur le territoire, la Métropole va mettre à disposition, d’ici la fin de l’année, un cadastre solaire. Cet outil permet d’informer les habitants du potentiel solaire de leurs toits et ainsi encourager l’étude des projets photovoltaïques.

En complément, le territoire bénéficie de plusieurs réseaux de chaleur dont le principal est situé sur la ville de Montpellier. En effet ce réseau dessert 1,8 millions de m² répartis au sein de dix quartiers. Il est alimenté en majorité par des énergies renouvelables basées sur la biomasse locale, le biogaz, la géothermie, la récupération de chaleur fatale sur des groupes froids ou serveurs ou encore le solaire. Cela permet de bénéficier d’une TVA à taux réduit pour la vente de chaleur et d’un tarif moins soumis aux aléas géopolitiques. Un nouveau réseau est en cours de construction avec une centrale bois située à la cité créative qui desservira également le quartier croix d’argent. D’autres projets sont à l’étude afin d’étendre le réseau de chaleur renouvelable sur le territoire avec en ligne de mire une augmentation de 60% de la desserte actuelle en 2026 et un triplement à l’horizon 2030.

Enfin, face au développement de la filière hydrogène, la Métropole s'attachera à explorer cette nouvelle source d'énergie en s'appuyant sur les résultats des expérimentations et des projets que certaines collectivités ou entreprises locales d'énergie commencent à mettre en œuvre.

Sur le plan du cycle de l'eau, la modernisation de la station d'épuration Maera apportera sa contribution à la transition énergétique. En effet, elle permettra d'aboutir à une station à énergie positive en alliant efficacité énergétique et production d'énergie renouvelable et de récupération.

Partie 4 – Une demande d'évolution de normes nécessaire pour aller plus loin dans la recherche d'économies

Les contrats d'achat d'énergie renouvelable (ENR) à long terme, appelés *Power purchase agreement* (PPA), sont un outil efficient permettant à la fois de sécuriser les approvisionnements dans la durée et de développer les ENR au niveau local. En l'état actuel, les règles de la commande publique, en particulier celles relatives à la durée, rendent le recours au PPA difficile pour les acteurs publics. La Métropole soutient France Urbaine et la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) dans leur démarche pour faire évoluer la législation sur ce sujet.

La Métropole soutiendra également les initiatives visant la réduction de l'éclairage des stades et gymnases lors de compétitions sportives. Un dialogue doit être ouvert avec les diffuseurs pour faire évoluer les pratiques et éviter l'éclairage en plein jour qui techniquement se justifie moins aujourd'hui.

Enfin, la Métropole sollicite une clarification des normes admises en matière de température de conservation des œuvres, ainsi qu'une analyse de leurs mises en œuvre à l'échelle du territoire national, afin de pouvoir ajuster les consignes de températures des musées au plus près des besoins réels.

La sobriété énergétique de l'ensemble du patrimoine de la collectivité et l'évolution des comportements doit devenir une ambition pour tout le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine de la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Hors commission - Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Avenant n° 1 - Adaptation des conditions financières du contrat en raison de l'augmentation du coût de l'électricité - Autorisation de signature

Idéalement située au coeur d'Odysseum, la patinoire Végapolis offre depuis plus de vingt ans un service public sportif plébiscité par les utilisateurs (plus de 300 000 visiteurs par an) en mettant à la disposition du public une piste ludique de 1 330 m² couplée à une piste sportive de 1 800 m². Outre l'ouverture au public, cette patinoire accueille chaque année les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les entraînements et les compétitions de trois clubs sportifs d'intérêts métropolitain.

Par délibération n°14404 en date du 25 janvier 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public (DSP) pour la gestion et l'exploitation de la Patinoire Végapolis de Montpellier, ainsi que le choix du délégataire, la SARL VM34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, pour une durée de 6 ans à compter du 1er mars 2017.

Depuis le début du dernier trimestre de l'année 2021, dans le prolongement de la crise sanitaire liée à la Covid-19, un contexte de très forte volatilité des coûts des fluides s'est installé en France et plus largement en Europe. Cet état s'est aggravé avec la crise provoquée par le conflit politico-militaire en cours en Ukraine dont les incertitudes, tant sur le plan géopolitique qu'économique, nourrissent une hausse presque inédite des prix des matières premières.

La société VM34000 connaît une augmentation importante de ses factures d'électricité, mettant en difficulté son équilibre financier.

Cette évolution imprévisible et irrésistible constitue un événement, extérieur aux parties, de nature à bouleverser significativement l'équilibre du contrat de délégation de service public, justifiant le recours aux dispositions des articles L. 3135-1, R. 3135-1 et R 3135-5 du Code de la commande publique.

Aussi, afin d'assurer la continuité du service public et permettre aux usagers de pouvoir continuer à bénéficier des installations de la patinoire dans le cadre de ces circonstances exceptionnelles, il est proposé la signature d'un avenant n° 1 au contrat, portant sur la fourniture d'électricité.

Cet avenant a pour objet d'adapter les conditions financières du contrat afin d'éviter une fermeture de la patinoire aux publics (grand public, scolaires, associations sportives) et de répondre aux besoins des usagers

sur une période de forte fréquentation de ce type d'équipement et de reprise des activités scolaires et associatives.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole assumera financièrement le coût de la fourniture de l'équipement délégué en électricité dans les conditions tarifaires de son propre contrat et émettra mensuellement un titre de recettes au Délégataire correspondant à l'ensemble des charges et taxes réellement liées à l'exploitation de l'équipement par le Délégataire et facturées à la Métropole par son fournisseur d'électricité.

Au sein de cet avenant les parties conviennent de se rapprocher dans les plus brefs délais en cas d'évolution de la réglementation, qu'elle soit d'initiative nationale ou européenne.

L'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public vise à modifier le contrat en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire Végapolis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Cycles de l'eau - GEMAPI - Mise en place d'une gouvernance littorale à l'échelle du golfe d'Aigues Mortes (GAM) - Création d'une entente entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention cadre - Autorisation de signature

Sète Agglopôle Méditerranée, Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et la Communauté de Communes Terre de Camargue partagent 60 kilomètres de littoral au sein du Golfe d'Aigues Mortes (GAM), entre Frontignan et le Grau du Roi. Ce golfe a fait l'objet au fil des années de nombreuses actions environnementales et d'aménagement du territoire menées à des échelles différentes par plusieurs acteurs sans une véritable coordination qui aurait permis de couvrir ou de mettre en relation l'ensemble des problématiques et des enjeux propres au littoral et au milieu marin.

A la suite de ce constat, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, en lien avec l'Etat et la Région Occitanie, a souhaité initier la constitution d'une gouvernance littorale qui s'appuierait sur les intercommunalités à fiscalité propre du territoire. Les quatre intercommunalités concernées ont répondu favorablement et ont mené les démarches de concertation avec les acteurs locaux : communes, conservatoire du littoral, Établissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB), scientifiques, associations environnementales et groupes socio-professionnels de la pêche, des activités portuaires et nautiques..., afin de proposer une gouvernance efficiente souple à la bonne échelle géographique.

La démarche de concertation a fait ressortir les besoins et les attentes suivantes :

- Une opportunité de coordination entre maîtres d'ouvrage « *gemapiens* » et d'appui technique pour les risques littoraux : stratégie à l'échelle du GAM, expertise, mutualisation d'acquisition des données nécessaires aux projets et à la stratégie sur le GAM ;
- Une opportunité d'agir plus amplement sur le compartiment biologique : animation/gestion de sites, portage de projets opérationnels, coordination/accompagnement d'acteurs associatifs, acquisition des données nécessaires à l'ajustement des plans de gestion ;
- Une action en termes de pollution portant principalement sur le bassin versant (donc par les structures terrestres) mais des interventions à prévoir en mer, notamment les macrodéchets qui s'y accumulent ;
- Un besoin d'approche globale des sujets pour éviter de traiter un objectif sans le mettre suffisamment en relation avec d'autres considérants ;

- Un besoin de régulation des usages en mer, avec un partage de l'espace source de conflits : sensibilisation, voire coordination des actions de police et appui aux plans de balisage ;
- Le souhait d'acteurs du territoire d'être entendus, voire de participer aux décisions, notamment les pêcheurs.

Les acteurs de la concertation ont confirmé l'opportunité de créer une gouvernance littorale et ont convenu du choix privilégié par les quatre Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre d'une gouvernance à travers une entente inter-EPCI, sur le fondement des articles L. 5221-1 et L. 5221-2 du Code général des collectivités territoriales, sur une durée de 6 ans.

Cette entente inter-EPCI sera une instance de concertation, de coordination et de décision pour les 3 enjeux prioritaires identifiés :

- Les risques littoraux ;
- La biodiversité et la qualité des milieux marins ;
- Les usages.

Lors des phases de concertation, les missions suivantes ont été retenues pour chacun de ces enjeux :

- Les risques littoraux :
 - o Élaboration d'une stratégie locale s'inscrivant dans le Plan Littoral 21 (ex. mise en place d'un observatoire du littoral à l'échelle du GAM, recherche de financement...) ;
 - o Mise à disposition d'une expertise pointue, intermédiaire d'étude, veille ;
 - o Coordination des actions locales entre EPCI et lien avec les enjeux environnementaux (ex. rechargement plage, dragage des ports...) ;
- La biodiversité et la qualité des milieux marins
 - o Animation et gestion commune des enjeux biodiversité dont les 2 sites N2000 en mer ;
 - o Représentation des enjeux marins au sein des syndicats de bassin, pour améliorer la qualité des eaux et des milieux ;
 - o Montage de projets opérationnels (ex. création de nouvelles aires de cantonnement de pêche, de mouillage, de récifs artificiels, restauration d'herbiers) ;
 - o Coordination et accompagnement des actions des associations environnementales exemples : sensibilisation, nettoyage en mer et sous-marin, voire des plages ;
 - o Suivi, acquisition de connaissances ;
- Les usages en mer
 - o Appui à la planification, définition de vocation, de plan d'accès à la mer pour réduire les conflits d'usage ;
 - o Coordination et appui des plans communaux de balisage ;
 - o Sensibilisation, réduction des pratiques portant atteinte au milieu ;
 - o Appui à la coordination du pouvoir de police des maires et des affaires maritimes.

Le projet de convention cadre de l'entente définit les modalités d'organisation générale de la gouvernance entre les 4 EPCI, à savoir :

- Une instance décisionnelle, à savoir la conférence de l'entente du GAM, composée d'un élu désigné, plus un suppléant, par chaque EPCI ;
- Un comité de concertation, composé des élus désignés et des acteurs institutionnels : Etat, Agence de l'eau, Région et Départements, ... ;
- Un comité multi-acteurs, associant les communes littorales et les structures concernées par le littoral et la mer : organisations professionnelles, associations environnementales et d'usagers, scientifiques, ... ;
- Une cellule technique qui prépare et met en œuvre les projets communs fixés par l'entente inter-EPCI

Le financement du fonctionnement de l'entente est défini par la clé de répartition suivante :

- 30% pour Pays de l'Or Agglomération ;
- 30% pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 20% pour Sète Agglopôle Méditerranée ;
- 20% pour Terre de Camargue.

Une convention subséquente désignera l'EPCI assurant le portage administratif et technique de l'entente, les moyens humains et matériels, le financement et les modalités de contrôle par l'ensemble des parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention cadre définissant les modalités de l'entente organisée entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion intégrée du littoral et de la mer sur les enjeux des risques littoraux, de la biodiversité et la qualité des milieux marins et des usages sur le périmètre du Golfe d'Aigues Mortes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Cycles de l'eau - GEMAPI - Mise en place d'une gouvernance littorale à l'échelle du golfe d'Aigues Mortes (GAM) - Création d'une entente entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention subséquente - Autorisation de signature

Sète Agglopôle Méditerranée, Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et la Communauté de communes Terre de Camargue partagent 60 km de littoral, de Frontignan au Grau du Roi, au sein du Golfe d'Aigues Mortes (GAM). Pour répondre aux enjeux relatifs aux risques littoraux, à la biodiversité et à la qualité des milieux marins, et aux usages liés à la mer, les 4 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ont proposé de formaliser cette gouvernance littorale par le biais d'une entente inter-EPCI, sur le fondement des articles L. 5221-1 et L. 5221-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), sur une durée de 6 ans.

Une convention cadre définit les modalités de l'entente organisée entre les 4 EPCI autour de la gestion intégrée du littoral et de la mer sur le territoire du GAM. Cette instance de concertation, de coordination et de décision inter-EPCI vise à travailler sur les 3 enjeux prioritaires identifiés :

- Les risques littoraux ;
- La biodiversité et la qualité des milieux marins ;
- Les usages.

Le projet de convention subséquente, conformément aux stipulations de la convention cadre, précisera le contenu des missions menées par l'entente et ses modalités de fonctionnement associées, en application des articles L. 5111-1 et L. 5111-1-1 du CGCT. Elle désigne l'EPCI assurant le portage administratif et technique de l'entente, les moyens humains et matériels, le financement et les modalités de contrôle par l'ensemble des parties.

Les parties conviennent d'engager les actions suivantes, par référence aux missions générales proposées dans la convention cadre, à savoir :

- Pour les risques littoraux :
 - o Élaboration d'une stratégie locale s'inscrivant dans le Plan Littoral 21 :
 - Élaboration d'une stratégie locale avec, si besoin, établissement des études générales (dérive sédimentaire...) si les données disponibles (Etat, Région, Département...) ne suffisent pas ;
 - Élaboration ou assistance à l'élaboration d'outils de contractualisation de type PAPI littoral selon la décision et pour le compte des parties ;
 - o Mise à disposition d'une expertise pointue, intermédiaire d'étude et de veille :
 - Développement de l'expertise en appui aux maîtres d'ouvrage ;
 - Contribution à un observatoire du littoral à l'échelle du GAM (en complément ou substitution d'observatoires existants) ;
 - Coordination des actions locales entre EPCI et lien avec les enjeux environnementaux (*Exemples : rechargement plage, dragage des ports...*) ;
- Pour la biodiversité et la qualité des milieux marins :
 - o Animation et gestion commune des enjeux de biodiversité dont les 2 sites Natura2000 en mer :
 - Diagnostic des besoins en animation et gestion des enjeux biodiversité dans le périmètre d'intervention ;
 - Animation du site Natura2000 FR9101413 « *Posidonies de la côte Palavasienne* » ;
 - Coordination avec l'animation du site Natura2000 FR9102014 « *Bancs sableux de l'Espiguette* » et à terme animation de ce site ;
 - Animation et gestion des espaces et enjeux de biodiversité orphelins dans le périmètre d'intervention ;
 - Établissement et révision des plans de gestion pour le compte des parties ;
 - o Représentation des enjeux marins au sein des syndicats de bassin, pour renforcer les démarches liées à la qualité des eaux et des milieux :
 - Participation aux ateliers, Cotechs et Copils portant sur les masses d'eau de transition (lagunes) ;
 - o Montage de projets opérationnels :
 - Élaboration des projets au stade pré-opérationnel pour les maîtres d'ouvrage compétents ;
 - Assistance technique et suivi de ces projets selon la décision des parties (*Exemples de projets : création de nouvelles aires de cantonnement de pêche, de mouillage, de récifs artificiels, restauration d'herbiers...*) ;
 - o Coordination et accompagnement des actions des associations environnementales :
 - Sensibilisation ;
 - Coordination d'actions de nettoyage des plages, en mer et sous-marin ;
 - o Suivi et acquisition de connaissances ;

- Pour les usages :
 - o Appui à la planification, définition de vocation, de plan d'accès à la mer pour réduire les conflits d'usage ;
 - o Coordination et appui des plans communaux de balisage ;
 - o Sensibilisation et réduction des pratiques portant atteinte au milieu ;
 - o Appui à la coordination du pouvoir de police des maires et des affaires maritimes.

Il est proposé que le portage administratif et technique de l'entente soit assuré par Pays de l'Or Agglomération (POA) pendant la durée de la convention. Une cellule technique et administrative sera créée pour assurer les missions précédemment citées, elle sera constituée de 3 agents, hébergés dans les locaux de POA.

Un programme d'action et un budget prévisionnel associé sera établi et validé chaque année à l'unanimité par les 4 EPCI. Les dépenses prévisionnelles de fonctionnement de la cellule administrative et technique sont évaluées à 165 000 €, en 2023. Conformément à la clef de répartition de la convention cadre, Montpellier Méditerranée Métropole contribuera à hauteur de 49 500 € par an au fonctionnement de l'entente.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention subséquente de l'entente sur le golfe d'aigues mortes entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver la désignation du Pays de l'Or Agglomération comme porteur administratif et technique de l'entente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Cycles de l'eau - Protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac - Autorisation d'un système d'endiguement en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Déclaration de projet - Approbation

Par délibération n° M2021 du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier de demande d'autorisation du système d'endiguement de la Mosson à Juvignac, ainsi que les dossiers d'enquête préalables à la déclaration d'utilité publique (DUP), à la déclaration d'intérêt général (DIG) et à l'enquête parcellaire. Le Conseil a également autorisé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture de l'enquête publique conjointe nécessaire à l'obtention de l'arrêté d'autorisation du système d'endiguement ci-dessus désigné, de la DUP, de la DIG, des éventuelles procédures d'expropriation et à requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants.

Ce projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac a ainsi fait l'objet d'une procédure d'enquête publique conjointe, préalable à l'autorisation environnementale, à la déclaration d'utilité publique, à la déclaration d'intérêt général et enquête parcellaire, du 20 juin 2022 au 22 juillet 2022.

Conformément aux dispositions de l'article L.126-1 du Code de l'environnement, il convient maintenant de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération. Cet article L.126-1 dispose : *« La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L. 122-1-1 du Code de l'environnement. »*.

1. Objet de l'opération

L'objectif de l'opération consiste à protéger le quartier de la Plaine à Juvignac qui fût en grande partie inondé par les débordements de la Mosson lors de la crue du 6 et 7 octobre 2014, avec 75 habitations inondées.

L'opération consiste à aménager une digue en remblais sur une longueur d'environ 460 mètres en bordure des zones habitées du quartier de la Plaine. Cet ouvrage sera complété par un dispositif de gestion des eaux de ruissellement entre la zone habitée et la digue. Un fossé de collecte sera aménagé en pied de digue pour acheminer les eaux de ruissellement vers un bassin de 3 300 m³ avant leur évacuation vers le ruisseau de la Plaine.

Dans le cadre de ces travaux, la digue existante située en bordure de la Mosson sera arasée pour reconnecter la Mosson avec son lit majeur et lui permettre déborder dans la Plaine en cas de crues de grande ampleur.

2. Justification de l'intérêt général

Au vu :

- Des bénéfices en termes de sécurité des habitants de Juvignac, plus particulièrement ceux du quartier de la Plaine, exposés actuellement aux débordements de la Mosson ;
- De l'équilibre des grandes masses financières entre le coût du projet et le coût des dégâts qu'il permettra d'éviter en cas de crues et qui seraient évités par la mise en œuvre du projet ;
- Du bilan écologique positif du projet.

Le projet peut être reconnu d'intérêt général car il répond de manière adaptée à un enjeu majeur de sécurité publique, tout en ne présentant aucun inconvénient significatif sur le plan environnemental ou social.

3. Avis de l'autorité environnementale

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de la région Occitanie a émis un avis sur le dossier présentant le présent projet le 17 février 2022. La synthèse de cet avis est la suivante :

« Au regard du processus d'inondation du quartier de la Plaine, qui provient à la fois du pluvial et des débordements de la Mosson, et du choix du type de digue du tronçon T2 semblant reposer uniquement sur la moindre emprise sur les parcelles privées, la MRAe recommande de compléter l'étude par :

- *L'historique ayant conduit à la situation actuelle et le rappel contextuel de l'origine du projet,*
- *Une description des démarches entreprises en parallèle pour l'amélioration du pluvial et les principaux effets attendus ou obtenus concernant le quartier de la Plaine,*
- *Une justification étayée du choix du type de digue retenu pour le tronçon T2 au regard des trois autres variantes étudiées (coût total, aspects techniques et sécuritaires, etc.).. (...).»*

Du point de vue de la sécurité de l'ouvrage, la MRAe recommande que la nature du raccordement à la digue soit précisée et que les modalités de suivi et d'entretien décrites dans l'étude de danger soient rappelées au sein de l'étude d'impact.

Au regard des effets attendus du changement climatique (augmentation en intensité des phénomènes extrêmes), la MRAe recommande également d'expliquer comment la conception de l'ouvrage prend en compte ces effets.

La MRAe note que l'enjeu de préservation lié à la présence de zones humides liées à la Mosson et sa ripisylve a été pris en compte par le maître d'ouvrage qui a fait le choix de positionner l'ouvrage de protection (tronçon T2) hors de la berge de la Mosson.

Concernant la phase travaux et les nuisances qu'elle va engendrer, et au regard de la proximité immédiate des habitations, la MRAe recommande que soient présentés le plan de circulation au-delà du quartier de la Plaine et les mesures de sécurisation qui seront mises en œuvre autour du chantier. Les lieux et modalités de traitement des matériaux (criblage, traitements à la bentonite et à la chaux) devront également être décrits afin d'en estimer les impacts potentiels ; un bilan carbone ainsi que, si nécessaire, l'identification de mesures d'atténuation devront être présentés. »

Les réponses à ces demandes de précisions et de compléments ont fait l'objet d'un dossier spécifique adressé à la MRAe le 9 mars 2022. Au regard de ces éléments le dossier de demande d'autorisation environnementale a été considéré comme recevable par la Direction Départemental des Territoires et de la Mer (DDTM) qui a demandé l'ouverture de l'enquête publique à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

4. Avis des collectivités territoriales

Comme demandé par Monsieur le Préfet de l'Hérault dans l'article 7 de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, la Commune de Juvignac concernée par le projet est appelée à donner son avis sur la demande d'autorisation environnementale du porteur du projet dès l'ouverture de l'enquête publique. La Commune de Juvignac a émis un avis favorable au projet par courrier en date du 10 août 2022.

5. Résultat de la concertation du public

A l'issue de l'enquête publique, dans son courrier du 31 juillet 2022 le commissaire enquêteur a adressé le procès-verbal de synthèse de l'enquête avec le relevé des observations du public au Président de la Métropole.

15 observations ont été émises, elles abordent les thématiques suivantes :

- La conservation et préservation des arbres ;
- La protection de la biodiversité ;
- Le maintien du sentier piétonnier au bord de la Mosson ;
- La gestion des eaux pluviales ;
- Les nuisances occasionnées par les travaux ;
- L'exploitation des ouvrages.

Les réponses à ces observations ont été apportées au commissaire enquêteur par la direction de la Métropole porteuse du projet dans un rapport spécifique qui lui a été adressé le 12 août 2022.

Le 26 août 2022, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable et sans réserve sur :

- La demande d'autorisation environnementale assorti de recommandations ;
- L'enquête parcellaire ;
- L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) ;
- L'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général (DIG) relative à l'opération d'aménagements de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac.

6. Nature et motifs des principales modifications apportées au projet

A la suite du résultat de l'enquête publique et à l'avis du commissaire enquêteur, il n'y a pas eu de modifications apportées au projet soumis à l'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De déclarer d'intérêt général le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault le prononcé de l'arrêté d'autorisation du système d'endiguement décrit ci-dessus, de l'arrêté de déclaration d'utilité publique et le prononcé de l'arrêté de cessibilité, avec la procédure d'urgence, des parcelles concernées par les aménagements telles que définies dans l'enquête parcellaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Cycles de l'eau - Convention de participation financière aux investissements nécessaires à l'aménagement du gué du Lez entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Le domaine départemental de Restinclières, espace naturel sensible de 240 hectares, constitue un site attractif pour le public et accueille plus de 100 000 visiteurs par an. Situé dans le site Natura 2000 "Le Lez", le secteur du gué du Lez est stratégique tant sur le plan environnemental que pour l'accueil du public. Au droit du Lez, le Réseau Vert® traverse une portion du cours d'eau par un passage à gué constituant un lieu emblématique et sensible du site, point d'attraction d'un large public (plus de 40000 personnes par an) du fait de sa haute valeur paysagère et écologique.

Afin de concilier fréquentation par le grand public et préservation environnementale du site, le Département de l'Hérault propose la réalisation d'un aménagement dans ce secteur en déviant le Réseau Vert® existant et en réalisant une passerelle de franchissement du Lez prenant appui sur un seuil existant. Il s'agit d'améliorer les conditions d'accès pour les cycles et les piétons au domaine de Restinclières depuis la route des Matelles, de sécuriser le franchissement du cours d'eau qui selon les conditions peut être dangereux et de préserver cette zone sensible qui constitue aussi le principal site de reproduction du Chabot du Lez, espèce protégée endémique du Lez. Cet aménagement permettra ainsi d'assurer une véritable continuité piétonne et cyclable du Réseau Vert®, et de relier le domaine de Restinclières à la source du Lez et au domaine voisin de Saint Sauveur, tout au long de l'année et quelles que soient les conditions climatiques.

Ce projet sera réalisé par le Département de l'Hérault, en qualité de gestionnaire du Réseau Vert® départemental, sur les parcelles d'assiette de l'opération. Or, si certaines de ces parcelles relèvent du domaine public départemental, d'autres sont la propriété de la Ville de Montpellier qui en a délégué la gestion à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de ses compétences ressources en eau et GEMAPI. Afin d'autoriser la réalisation du présent projet, une convention de superposition d'affectations a été signée le 02/05/2022 entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault avec intervention de la Métropole en qualité de mandataire de la ville de Montpellier.

Dans le cadre de sa compétence GEMAPI, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour soutenir financièrement ce projet. Les coûts prévisionnels du programme de réalisation des travaux d'aménagement du gué du Lez, sont estimés à 408 333,33 € HT, soit 490 000 € TTC. Les travaux d'une durée de 10 mois seront réalisés en 2022/2023. La convention a pour objet de déterminer les conditions financières dans lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole soutient les travaux d'aménagement du gué du Lez réalisés par le Département de l'Hérault.

Au regard du montant prévisionnel de l'opération, la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à la somme de 40 833,33 € HT (soit 49 000 € TTC), représentant 10 % du montant prévisionnel des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de participation financière aux investissements, entre le Département de l'Hérault, et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Solidarités - Rapport annuel politique de la ville 2021 - Approbation

L'objectif de la politique de la ville, traduit par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Montpellier Méditerranée Métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et a signé le 10 juillet 2015 son Contrat de Ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat.

La Métropole comporte 12 quartiers inscrits dans la géographie politique de la Ville, ils sont tous situés sur la ville de Montpellier regroupant 53 200 habitants (soit 11% des habitants de Montpellier Méditerranée Métropole et 19% de la Ville de Montpellier). Ces quartiers ont des réalités sociales, humaines et économiques différentes de celles des autres quartiers de la ville et surtout de celles des territoires englobants.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel détaillant les actions qu'elles mènent à destination des habitants des quartiers prioritaires, ainsi que les orientations et les programmes de nature à améliorer la situation.

Le rapport annuel sur la Politique de la Ville 2021 permet de présenter les actions en regard des besoins sociaux exprimés et des enjeux révélés par la crise sanitaire qui, bien que moins importante qu'en 2020, a malgré tout profondément impacté les quartiers populaires. Il permet également d'observer les dynamiques de ces territoires et d'en saisir les enjeux.

Ce rapport a été préalablement soumis pour avis, au Conseil citoyen de chaque quartier prioritaire.

Organisé en 3 parties, le rapport présente un bilan 2021 des actions menées pour chacune des thématiques du Contrat de Ville (rénovation urbaine et cadre de vie, développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle, accès à la santé, à la culture et aux pratiques sportives, prévention de la délinquance, réussite éducative, soutien à la jeunesse, accès aux droits et au numérique, égalité femmes/hommes, lutte contre les discriminations), un bilan des actions menées sur chacun des 12 quartiers prioritaires (Aiguelongue, Celleneuve, Cévennes, Figuerolles, Gély, Mosson, Lemasson, Pas du Loup / Val de Croze, Petit-Bard Pergola, Pompignane, Prés d'Arènes, Vert-Bois), ainsi qu'un bilan financier du Contrat de Ville et des dispositifs associés.

Il ne présente pas l'exhaustivité des actions développées, mais propose de donner les principales caractéristiques et faits marquants de l'année 2021.

Le bilan financier fait état d'un engagement financier (crédits spécifiques et de droit commun) de l'ensemble des partenaires de près de 4,85M€ sur la totalité des enjeux du Contrat de Ville et pour l'ensemble des projets déposés dans le cadre de l'appel à projets annuel. Ces crédits ne constituent pas l'exhaustivité des moyens déployés par les institutions sur les quartiers, notamment pour la Ville et la Métropole qui accordent également des subventions de fonctionnement aux associations dans le cadre de leur appel à projets annuel.

De plus, au-delà de l'appel à projets, d'autres dispositifs sont mis en œuvre par les partenaires, avec des moyens complémentaires, à destination des quartiers prioritaires et de leurs habitants (la Cité éducative, le Programme de réussite éducative, les Quartiers d'été, Cité de l'Emploi...). Deux quartiers politique de la ville font aussi l'objet d'un projet de rénovation urbaine : la Mosson et les Cévennes et de très importants moyens financiers sont engagés, principalement par la Métropole, les bailleurs et l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le rapport annuel politique de la ville 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Environnement - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Suez pour le projet d'écologie industrielle et territoriale "Hub de l'Économie Circulaire et Solidaire" - Autorisation de signature

Par délibération du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une politique ambitieuse zéro déchet de prévention, de sensibilisation et d'incitation visant à réduire au maximum les déchets et à modifier les comportements. Cette stratégie repose notamment sur le développement de l'économie circulaire comme moyen d'atteindre cet objectif avec 6 grandes axes :

1. Définir la stratégie globale de la politique économie circulaire dans la Métropole et bâtir des coopérations intercommunales ;
2. Identifier et développer les filières à enjeux 5R (Refuser, Réduire, Réutiliser, Recycler, Redonner) ;
3. Réaliser les achats responsables en vue de limiter la production de matières et de déchets ;
4. Soutenir et accompagner la consommation responsable et la sobriété des acteurs du territoire ;
5. Soutenir et accompagner les projets d'économie de la fonctionnalité et du partage ;
6. Soutenir et accompagner la recherche, l'innovation et les expérimentations.

Pour déployer cette stratégie, un service prévention des déchets et économie circulaire a été créé au sein du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau, doté d'effectifs conséquents, marquant l'ambition de la Métropole.

SUEZ en tant qu'entreprise engagée dans la protection de l'environnement cherche à développer, avec les territoires où elle est implantée, des solutions innovantes et inclusives pour préserver les ressources et l'environnement. SUEZ est à ce jour présente sur le territoire de la Métropole, notamment en qualité de propriétaire d'un site sur la Commune de Vendargues. SUEZ dispose ainsi d'un foncier disponible sur lequel différents flux de déchets (métaux, bois...) sont d'ores et déjà valorisés. Au-delà, SUEZ souhaite s'engager concrètement en faveur de la transition écologique et solidaire du territoire, notamment en déployant une démarche concertée d'innovation sociale.

La Métropole et SUEZ partageant à la fois une vision commune de certaines priorités en matière de transition écologique et solidaire et des intérêts convergents en termes de développement durable et social, se sont rapprochées afin de discuter d'une expérimentation pionnière pour la transition écologique et l'inclusion sociale sur le territoire, à savoir le projet d'un « Hub de l'Economie Circulaire et Solidaire », désigné le « HECS ».

L'objectif est de faire émerger sur le site de Vendargues cinq types d'actions ou propositions de valeur pour des tiers :

- Proposer aux acteurs locaux de l'économie circulaire la mise à disposition de foncier pour leur permettre de se développer ;
- Faire émerger de nouvelles activités de valorisation à partir des flux de matières qui transitent déjà sur le site de Vendargues ;
- Accompagner en priorité de petites entreprises et start-up dans leur développement via un Programme d'Economie Circulaire (développé et mis œuvre par la direction de l'Innovation Sociale de Suez) et le développement de synergies avec les activités locales de SUEZ ;
- Créer un lieu de sensibilisation à l'économie circulaire et d'accueil d'évènements (showroom, espace pédagogique...) ;
- Promouvoir activement l'écologie industrielle avec les entreprises de cette zone d'activité.

Le service Prévention et Economie Circulaire du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau apportera son soutien au projet HECS : appui à la structuration de filières, identification des porteurs de projet dans le domaine de l'économie circulaire, recherche de financement.

La convention ne présente aucun caractère exclusif. A ce titre, la Métropole est et reste libre de mettre en place toute convention similaire avec les opérateurs de son choix. De la même façon, Suez est et reste libre de conclure des partenariats similaires avec les collectivités de son choix.

Afin de structurer le projet HECS à Vendargues, Suez et Montpellier Méditerranée Métropole sollicitent l'appui de l'ADEME et de la Région dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) « *Accompagnement au développement de démarches d'écologie industrielle et territoriale (EIT) en Occitanie* ». Cet AMI vise à favoriser l'émergence et le développement de nouvelles démarches d'EIT au niveau des territoires et des filières en reposant sur des dynamiques collaboratives et structurantes, dans le but d'aboutir à des actions concrètes, partagées et multi-acteurs. Les projets retenus seront accompagnés dans la structuration de leur démarche EIT, ainsi que l'identification des filières et la mobilisation des acteurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de coopération en faveur de la transition écologique et solidaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et Suez ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à répondre à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « *Accompagnement au développement de démarches d'écologie industrielle et territoriale (EIT) en Occitanie* » ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Attractivité - Convention financière entre l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) et Montpellier Méditerranée Métropole - Remboursement des sommes reçues de Ryanair - Autorisation de signature

L'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) est une association loi 1901 créée en 2010 par la Chambre du commerce et de l'industrie de Montpellier avec plusieurs entreprises, collectivités territoriales et leurs groupements. L'association a pour objet « *la promotion et le développement du tourisme, y compris d'affaires sur le territoire par des marchés de promotion, l'achat de publicités sur internet et de prestations marketing ou tout autre support publicitaire tel que la participation à des foires et salons, pour attirer une clientèle internationale* ».

L'association a conduit entre 2010 et 2017 une politique publique de développement de la fréquentation touristique de son territoire Montpelliérain, basée sur diverses études révélant l'impact des flux touristiques européens, issus de nouvelles connexions de transports, sur les économies locales et régionales. Montpellier Méditerranée Métropole, au même titre que plusieurs autres collectivités publiques, a décidé d'accorder durant plusieurs années une subvention à cette association. Ces subventions ont permis à l'APFTE de passer des contrats de services de marketing territorial visant à promouvoir la destination Montpellier, avec plusieurs compagnies aériennes, dont la société irlandaise Ryanair.

Par décision du 2 août 2019 concernant l'aide d'Etat SA.47867 2018/C (ex 2017/FC) mise à exécution par la France en faveur de Ryanair et d'Airport Marketing Services, la Commission européenne a ordonné à la France de récupérer auprès de Ryanair les aides illégales et incompatibles accordées par l'APFTE dans le cadre des contrats de services de marketing conclus avec la compagnie aérienne Ryanair depuis 2010. En exécution de cette décision, Ryanair a remboursé à l'APFTE un montant de 9 206 324,40 €, ce montant correspondant aux aides à récupérer, augmentées d'intérêts.

Cette décision de la Commission a fait l'objet d'un recours en annulation le 3 février 2021 de la part de la Société RYANAIR devant le Tribunal de l'Union européenne, en vertu de l'article 263 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Ce recours qui n'est pas suspensif est toujours pendant. Un pourvoi sera ensuite possible devant la Cour de Justice de l'Union européenne.

La décision de la Commission européenne du 2 août 2019 n'étant pas définitive, les sommes versées par Ryanair ne sont donc pas définitivement acquises.

Montpellier Méditerranée Métropole a émis le souhait de récupérer la somme qui potentiellement pourrait

lui revenir en cas d'issue favorable de la procédure. Cette somme est de 2 777 572,94 € (deux millions sept cent soixante-dix-sept mille cinq cent soixante-douze euros et quatre-vingt-quatorze centimes), pouvant être décomposée en 2 599 317,71 € de principal et 178 255,23 € d'intérêts.

Toutefois, consciente de l'absence de caractère définitif de la décision de la Commission européenne qui a entraîné le versement de la somme de 9 206 324,40 € par la Société Ryanair, et désireuse de garantir l'APFTE et ses dirigeants de toute demande en ce sens par la Société Ryanair, Montpellier Méditerranée Métropole entend pleinement garantir l'APFTE du remboursement immédiat des sommes reversées en cas d'annulation de la décision de la Commission par le Tribunal de l'Union européenne et éventuellement par la Cour de justice de l'Union européenne en cas de pourvoi.

La présente convention a ainsi pour objet :

- De définir le principe et les modalités de recouvrement, relatif à la quote-part de Montpellier Méditerranée Métropole (soit 2 777 572, 94 €) au titre du montant reversé par la Société Ryanair à l'APFTE (soit 9 206 324, 40 €) ;
- De garantir l'APFTE du remboursement immédiat des sommes reversées en cas d'annulation de la décision de la Commission du 2 août 2019 concernant l'aide d'Etat SA.47867 2018/C (ex 2017/FC) par le Tribunal de l'Union européenne et éventuellement par la Cour de justice de l'Union européenne en cas de pourvoi.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre l'APFTE et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Attractivité - Contrat de destination marque internationale "Montpellier" entre Montpellier Méditerranée Métropole, Atout France, la Région Occitanie, le Comité Régional de Tourisme et de Loisirs Occitanie, l'Agence Départementale de Développement Touristique de l'Hérault et l'Aéroport Montpellier Méditerranée - Autorisation de signature

Dans un contexte de forte concurrence et d'évolution des attentes des clientèles, la Région Occitanie a choisi de s'appuyer sur huit destinations touristiques de notoriété internationale : son littoral, le canal du Midi, les Pyrénées, la Vallée de la Dordogne, Lourdes, Montpellier, Toulouse, et le Sud Massif central. Cette logique de destination stratégique doit permettre de s'appuyer sur des marques touristiques de renommée internationale pour mutualiser les moyens des acteurs régionaux, favoriser une meilleure performance du marketing touristique, et développer et renforcer sa capacité de rayonnement en France et à l'international.

Chacune de ces destinations s'incarne à travers une marque forte, c'est-à-dire un ensemble touristique identitaire et cohérent, dépassant les logiques administratives. Facile à identifier, à partager, ces destinations constituent de véritables médias, porteurs de messages personnalisés pour les clientèles et vecteurs de liens entre les touristes, les socio-professionnels et les habitants.

A cet effet, la Région Occitanie et Atout France ont décidé de s'engager dans la création de destinations « marques internationales » à travers des Contrats de Destination ou Thématique, afin de contractualiser avec leurs partenaires publics et privés et s'entendre sur des objectifs communs, sur les axes stratégiques et les grands principes des plans d'actions de chacune des marques de destinations.

Le présent Contrat de Destination a pour objet de définir et contractualiser des objectifs communs répondant à des considérations d'intérêt général s'agissant de la destination Montpellier, ainsi que l'ambition et les actions réciproques entre le Comité Régional du Tourisme et des Loisirs d'Occitanie et ses cocontractants publics et privés engagés ou souhaitant s'engager dans la stratégie de la destination touristique.

Le présent Contrat de Destination Montpellier fédère les parties prenantes (la Métropole, la Région, Atout France, le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs, l'Agence de développement touristique de l'Hérault et l'aéroport de Montpellier) sur les trois prochaines années et affirme la volonté des co-contractants de développer l'attractivité et l'économie de toutes les activités touristiques dans une approche de tourisme durable et responsable.

Ce contrat de destination souhaite proposer de nouveaux moments d'expériences disruptifs de l'offre *city break* habituelle en mêlant tourisme urbain, culture et patrimoine, saveurs, mer, nature et paysages, selon les objectifs suivants :

- Développer une offre additionnelle à l'expérience *city break* et donner la possibilité d'augmenter la durée du séjour (5 - 6 jours) par une complémentarité Ville – Vigne – Mer ;
- Amplifier le travail entrepris sur l'œnotourisme avec le label Vignobles et Découvertes ;
- Asseoir la destination dans une dynamique de tourisme durable en favorisant les expériences de mobilités douces pour venir et séjourner.

Pour la mise en œuvre de ces objectifs communs, les cocontractants s'engagent à mutualiser des moyens humains, techniques et financiers pendant 3 ans, à compter de la date de signature du présent Contrat de Destination, afin d'optimiser leurs actions et de contribuer au développement économique de la destination touristique sur les différents volets qui seront déployés simultanément.

Les cocontractants se sont entendus sur un principe de co-financement sur 3 ans du Contrat de Destination. L'engagement financier de la Métropole s'élève à 60 000€ TTC par an ; des budgets équivalents seront engagés par le GIE Atout France et le CRTL Occitanie.

Par ailleurs, dès 2023, d'autres partenaires institutionnels et privés sont également susceptibles de s'impliquer dans cette démarche.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du Contrat de Destination Montpellier marque internationale ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Animation du territoire - Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie - Opéra Comédie - Convention d'occupation et d'utilisation du domaine public - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de l'Opéra Comédie, situé boulevard Victor Hugo à Montpellier. Bâtiment emblématique du patrimoine culturel métropolitain, l'Opéra Comédie accueille actuellement la structure associative « Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée », qui y propose chaque année une importante programmation lyrique et symphonique.

L'occupation de l'Opéra Comédie est régie par une convention dont les termes ont été approuvés par délibération n°15137 du 20 décembre 2017, arrivée à échéance au 31 décembre 2021.

Considérant que le rayonnement culturel de l'Opéra Comédie ne peut être assuré qu'au travers des activités d'une association labellisée au niveau national, et porteuse de missions d'intérêt général dans les domaines de l'art lyrique et de la musique classique, il est proposé de conclure avec l'association « Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée » une nouvelle convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie. Les biens mis à la disposition de l'association dans ce cadre lui permettront de développer son activité de production et de programmation d'activités artistiques, dans des conditions conformes aux besoins d'une structure bénéficiant d'un label national.

Cette convention prendra effet au titre de l'année 2022, pour un an et sera renouvelable trois fois par tacite reconduction. Elle définit l'ensemble des modalités techniques, financières et administratives inhérentes à sa mise en œuvre, en précisant notamment les conditions particulières d'utilisation des espaces, les conditions financières et fiscales applicables, ainsi que la répartition des responsabilités des parties et les prescriptions d'assurances indispensables.

Elle est conclue à titre onéreux : l'association « Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée » sera ainsi redevable à Montpellier Méditerranée Métropole d'un loyer annuel fixé à 245 000 €, et indexé sur l'évolution de l'indice du coût de la construction. Enfin, elle prévoit que l'occupant mette à disposition à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole la grande salle de l'Opéra Comédie 10 jours par an, ainsi que la salle Molière 20 jours par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole

- D'approuver les termes de la convention d'occupation et d'utilisation du domaine public avec l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée ;
- De dire que les recettes correspondantes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Animation du territoire - École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD), État et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens - Approbation - Autorisation de signature

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) et les partenaires publics pour la mise œuvre du cursus de formation supérieure du comédien dans le cadre d'un projet artistique et pédagogique singulier inscrit dans les objectifs que se sont fixés les établissements signataires de la plateforme de l'enseignement supérieur pour la formation des comédiens, à savoir :

- La mise en réseau de ces établissements ;
- Le partage des principes et des modalités d'organisations communs dans le respect des spécificités de chacun ;
- La délivrance du diplôme national supérieur professionnel de comédien, conformément au décret n°2007-1678 du 27 novembre 2007 et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

L'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD), s'engage, pour sa part, à mettre en œuvre en cohérence avec les orientations des politiques publiques de la culture menées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Le développement d'une stratégie visant à structurer et renforcer ses différentes filières de spectacles vivant (Musique, Danse, Théâtre, Cirque et Arts de la Rue) de la formation jusqu'au rayonnement national en passant par le soutien à l'émergence et l'insertion professionnelle en s'appuyant sur ses équipements et ses partenaires tel que préconisé dans une étude interne réalisée en octobre 2017 ;
- L'inscription territoriale d'une offre culturelle et des propositions artistiques au plus près des habitants sur l'ensemble de son territoire. Cette ambition se décline également par une articulation et la construction conjointes de propositions fortes et novatrices avec l'ensemble de ses établissements et partenaires privilégiés afin de constituer une action construite qui engagent durablement les projets artistiques, pédagogiques et de médiations de chacun. A cet effet, la stratégie prioritaire de Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans le développement des partenariats avec les opérateurs du territoire des 31 communes mais au-delà. L'enjeu de la candidature de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour devenir, en 2028, capitale européenne de la Culture repose sur une collaboration étroite entre les partenaires et les institutions d'une zone géographique riche qui s'étend de Sète jusqu'à la Vallée de l'Hérault, c'est bien dans cet esprit de collaboration que se dessine l'axe de politique culturelle dans lequel les projets des établissements doivent s'inscrire

Cette convention fixe :

- Les objectifs pour les cinq années à venir :
 - o Structurer la démarche qualité, en termes pédagogique et de soutenabilité ;
 - o Renforcer le suivi de l'insertion professionnelle ;
 - o Pérenniser la structuration de l'équipe permanente de l'école et de ses outils de travail ;
 - o Pérenniser les nouveaux modes d'accompagnement de l'insertion professionnelle ;
 - o Développer les partenariats avec des opérateurs du territoire ;
- Les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Les partenaires institutionnels financiers de l'association sont : l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole. Ils s'engagent au travers de cette convention à apporter leur concours financier durant les quatre prochaines années pour un montant finalisé qu'après le vote des Assemblées délibérantes respectives, dans le respect du principe de l'annualité budgétaire.

Pour chaque exercice budgétaire, une convention financière annuelle bilatérale fixera le montant de la subvention allouée par Montpellier Méditerranée Métropole et précisera notamment les conditions de mandatement, les règles de caducité et les conditions de la restitution éventuelle de la subvention.

Outre sa contribution financière annuelle, Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de l'association ENSAD, les biens immeubles et meubles dont elle est propriétaire et édifiés par elle sur deux sites : la Maison Louis Juvet et le Hangar Théâtre. Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention distincte entre Montpellier Méditerranée Métropole et de l'association.

Le projet d'établissement de l'ENSAD est en adéquation avec les modalités de soutien aux artistes du spectacle vivant prévues par la délibération n°M2021-52 votée par Montpellier Méditerranée Métropole le 1er février 2021 qui précise son souhait de développer un projet de politique culturelle solidaire et responsable contribuant à la régulation de l'écosystème artistique sur son territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc Roussillon, l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'en 2025 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Animation du territoire - Maison Louis Juvet et Théâtre du Hangar - Conventions d'occupation du domaine public avec l'association École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) - Subventions en nature - Autorisation de signature

Dans le cadre de la convention de création du département d'art dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional entre l'Etat - Ministère de la culture et de la communication et Montpellier Méditerranée Métropole, et en vue de l'habilitation à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien, a été constituée une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée : « *Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon* » (ENSAD).

L'ENSAD a pour objet de mettre en œuvre le cursus de formation supérieure du comédien dans le cadre d'un projet artistique et pédagogique singulier inscrit dans les objectifs que se sont fixés les établissements signataires de la plate-forme de l'enseignement supérieur pour la formation des comédiens, à savoir :

- La mise en réseau de ces établissements ;
- Le partage des principes et de modalités d'organisations communs dans le respect des spécificités de chacun ;
- La délivrance du diplôme national supérieur professionnel de comédien, conformément au décret n°2007-1678 du 27 novembre 2007.

Les espaces occupés par l'association dans le cadre de ses activités étant propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, il y a lieu de renouveler les conventions d'occupation.

Ces conventions concernent la Maison Louis Juvet, siège historique de l'association, située rue Lallemand, à Montpellier, ainsi que le Théâtre du Hangar, situé au cœur du quartier Boutonnet, à Montpellier également, qui a été mis à disposition de l'ENSAD au terme d'un vaste programme de réhabilitation, en vue de la création d'un pôle d'enseignement de l'art dramatique d'envergure nationale, au sein d'un véritable théâtre en activité.

Ces conventions définissent les modalités techniques et financières de l'occupation des lieux, en précisant notamment les conditions d'utilisation des espaces, la répartition des responsabilités entre les parties et les prescriptions d'assurances indispensables.

L'occupation est consentie à titre gracieux et valorisée au titre de subvention en nature pour des montants

respectifs de 148 250 € et 239 000 € pour la Maison Louis Juvet et le Théâtre du Hangar.

Ces conventions prendront effet au titre de l'année 2022 et jusqu'au 31 décembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions d'occupation du domaine public avec l'association Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon ;
- De porter au compte administratif de Montpellier Méditerranée Métropole le montant de ces subventions en nature ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Animation du territoire - Salle Victoire 2 - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre l'association Stand'Art et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Inaugurée en 1987 par le District de Montpellier, Victoire 2 est un lieu dédié aux musiques actuelles, comprenant une salle de concert de 660 places debout et 6 studios de répétition, implanté en zone péri-urbaine sur la Commune de Saint Jean de Védas. Depuis son ouverture, cet équipement propose une programmation musicale régulière et accueille les musiciens en répétition. Des actions de repérage et d'accompagnement artistique, d'information et de sensibilisation des publics ont été développées en réponse à l'évolution des pratiques musicales.

L'exploitation de cet équipement est confiée à l'association Stand'Art par Montpellier Méditerranée Métropole, qui le met à disposition dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public, qui arrive à terme en 2022.

Considérant que l'association Stand'Art mène dans cet espace une activité relevant de l'intérêt général, qui contribue à développer la diffusion, la formation et les pratiques, et accompagner la création artistique dans le domaine des musiques actuelles, il est proposé d'établir au profit de celle-ci une nouvelle convention d'occupation temporaire de la salle Victoire 2, prévue à l'article 6 de la convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour la période 2021-2024 approuvée par délibération M2021-253 du 7 juin 2021.

Cette convention, qui prendra fin au 31 décembre 2024, afin de correspondre à l'échéance de la convention d'objectifs, fixe toutes les modalités techniques, financières et juridiques de la mise à disposition ; elle fixe notamment une redevance annuelle dont la part fixe est établie à 6 600 € HT pour la première année, et la part variable à 1% du chiffre d'affaires HT identifié par les produits commerciaux rattachés au compte 70 - ventes de marchandises et prestations de l'Association, sous conditions que le résultat net de l'exercice et que les capitaux propres soient positifs et que le montant des ressources propres excèdent 70% des ressources de la structure (à volume de subvention constant par rapport à l'exercice de référence 2022).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'occupation temporaire de la salle Victoire 2 à intervenir avec l'association Stand Art ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Animation du territoire - Ancien Evêché - Fixation du montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un certain nombre de locaux pouvant servir ponctuellement et temporairement à accueillir des associations qui en feraient la demande. L'Ancien Evêché, situé rue Lallemand, peut ainsi être mis à disposition d'associations dans le cadre de conventions d'occupation temporaires du domaine public. Certains espaces (pièces, bureaux, sanitaires) peuvent être dédiés à des activités associatives.

Pour établir une convention avec redevance d'occupation du domaine public en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques), la valorisation des espaces de l'Ancien Evêché mis à disposition est fixée à 30 € le m² pour 12 mois. Le montant de la redevance est donc calculé au prorata de la durée de la convention et des surfaces occupées.

Il est fixé également une participation forfaitaire aux dépenses énergétiques prises en charge directement par la Collectivité. Ce forfait est calculé au regard des dépenses réelles de l'année N-1 de la convention et au prorata des surfaces occupées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la fixation des taux de redevance d'occupation du domaine public tel que défini ci-dessus ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Animation du territoire - Réseau des piscines - Opération Téléthon 2022 - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies (AFM) - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole contribue activement au développement de la pratique sportive sur son territoire. Pour ce faire, elle favorise notamment l'apprentissage de la natation et du patinage scolaire et permet aux clubs et associations sportives de la Métropole qui le souhaitent, de bénéficier de ses installations sportives (stades, piscines, etc.) à des tarifs préférentiels.

Consciente que l'amélioration du bien-être de ses habitants, en cohérence avec la définition de la Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé, est directement liée à la recherche et au développement scientifiques, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'engager aux côtés d'associations mobilisées dans ce domaine.

Le Téléthon, créé depuis 1987 par l'Association Française contre les Myopathies (AFM), a pour but de financer des projets de recherche sur les maladies génétiques neuromusculaires, mais aussi sur d'autres maladies génétiques rares ou encore le cancer. L'argent collecté est également utilisé pour aider et accompagner les malades atteints de myopathie.

Pour soutenir cette cause, le Réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se mobiliser sportivement et financièrement en faveur de cette cause le 3 décembre 2022.

Durant cette journée, de multiples animations seront organisées et mises en œuvre par les éducateurs sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole et les associations sportives dans les établissements aquatiques : cours d'aquabike, d'aquagym, baptêmes de plongée, défis sportifs, jeux aquatiques, etc.

Toutes les recettes d'entrées de cette journée – les tarifs habituels demeurant applicables – ainsi que les dons éventuels, seront intégralement reversés à l'AFM au titre de l'édition 2022 du Téléthon.

Il est proposé de signer un contrat d'engagement avec l'AFM, définissant les modalités du partenariat et les conditions de reversement total des recettes journalières du réseau des piscines au bénéfice de la recherche.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies à occasion de l'édition 2022 du Téléthon ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2022 - Conventions d'attribution - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions conformément au tableau ci-dessous :

CODE	STRUCTURE	NUMÉRO DE DOSSIER	TYPE	MONTANT ATTRIBUÉ
7571	KANI'S FIGHT	000913	PROJET	25 000 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE (MA2M)	000914	PROJET	10 000 €
4176	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION ARTISTIQUE (3MNA)	000915	FONCTIONNEMENT	7 500 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	000912	FONCTIONNEMENT	10 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions d'attribution - Exercice 2022 - Autorisation de signature

Dans le cadre de sa politique sportive, Montpellier Méditerranée Métropole participe à la promotion des sports traditionnels de son territoire. Afin que la course camarguaise reste un sport attractif, spectaculaire et accessible, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place en 2015, en partenariat avec la Fédération Française de la course camarguaise, le « *Trophée Taurin* » de Montpellier Méditerranée Métropole.

La course camarguaise, très implantée sur le territoire de la Métropole, rayonne également au-delà de ses frontières. Les spectateurs, les sportifs, les manadiers assistent et participent également aux manifestations de course camarguaise sur les communes limitrophes à la Métropole. C'est dans cet esprit que le Trophée taurin et la Métropole justifient d'un lien particulier avec les communes limitrophes disposant d'arènes permettant d'accueillir des courses camarguaises de qualité comme Lansargues, Mauguio et Lunel.

Dans ce contexte, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de renouveler, lors de l'assemblée délibérante du 22 mars 2022, le « *Trophée Taurin* » de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2022, dans les arènes de villages de tradition du territoire métropolitain ainsi que sur trois communes de culture taurine limitrophes : Saint Geniès des Mourgues, Castries, Baillargues, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Lattes, Saint Georges d'Orques, Mauguio, Lansargues et Lunel.

L'ensemble des courses s'inscrivent dans le calendrier annuel des trophées de l'Avenir et des As de la Fédération Française de la course camarguaise et doivent respecter le règlement et les modalités d'organisation des courses définies dans le cahier des charges du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, et compte tenu de l'intérêt métropolitain de cette manifestation, il est proposé d'affecter aux clubs et associations de la Métropole une subvention permettant d'une part aux clubs d'organiser les courses et d'autre part d'attribuer les prix aux vainqueurs : raseteurs, manadiers, clubs.

CODE	STRUCTURE	NUMÉRO DE DOSSIER	TYPE	MONTANT ATTRIBUÉ
7899	CLUB TAURIN LOU RAZET DE PÉROLS	000874	PROJET	9 800 €

7178	CLUB TAURIN « LE SANGLIER » DE BAILLARGUES	000917	PROJET	3 000 €
7292	CLUB TAURIN « LOU TAU » DE LATTES	000918	PROJET	5 500 €
7192	CLUB TAURIN « LE TRIDENT » DE CASTRIES	000916	PROJET	6 500 €
7223	CLUB TAURIN « LE TRIDENT » DE SAINT-GEORGES D'ORQUES	000919	PROJET	3 300 €
7232	SECTION TAURINE PAUL RICARD DE VILLENUEVE-LÈS-MAGUELONE	000920	PROJET	2 300 €
7225	CLUB TAURIN « LE TRIDENT » DE SAINT-GENIÈS-DES-MOURGUES	000921	PROJET	2 500 €
TOTAL				32 900 €

Des conventions d'attribution seront formalisées avec chacun de ces clubs pour déterminer les conditions d'attribution de cette aide.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation des subventions aux clubs et associations susvisés pour l'organisation des courses du Trophée Taurin 2022, sous réserve de signature des conventions d'attribution afférentes ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution de subvention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Cycles de l'eau - Travaux de desserte et d'extension du réseau d'assainissement - Convention de participation pour la réalisation d'équipements publics exceptionnels entre l'entreprise Microphyt et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

L'entreprise Microphyt dispose d'un site industriel implanté au sud de Baillargues. La société prévoit d'étendre son activité et a, pour ce faire, déposé un permis de construire en 2021, suivi d'un permis de construire modificatif. L'extension de l'activité nécessite son raccordement au réseau public d'assainissement.

La Direction Déléguée des Cycles de l'Eau (DDCE) a validé le principe d'un raccordement du site au réseau public d'assainissement. Le financement de l'extension publique de réseau nécessaire (930 ml de canalisation en refoulement Ø 110 mm) sera assuré par une participation aux équipements publics exceptionnels à charge du pétitionnaire, en application de l'article L.332-8 du Code de l'urbanisme.

L'arrêté de permis modificatif délivré par la mairie de Baillargues le 28 juin 2022 (arrêté n°ARM-2022-358) prescrit, pour le raccordement du site au réseau public d'assainissement et selon l'avis de la DDCE, une participation aux équipements publics exceptionnels de 380 000 € HT, soit 456 000 € TTC.

La convention a pour objet de fixer les conditions de la participation à la réalisation des équipements publics exceptionnels ci-dessus énoncés. Le paiement de la participation de la société Microphyt est prévu en 2 échéances et sera ajusté au coût réel des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la participation aux équipements publics exceptionnels de la société Microphyt au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, pour le raccordement des eaux usées du site industriel au réseau public d'assainissement des eaux usées ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget annexe d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Sussargues - Convention technique et financière d'achat d'eau potable en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des eaux et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Au 1^{er} janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a pris la compétence eau potable de plein droit, en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone, auxquelles il convient d'ajouter les communes de l'ex-syndicat du Salaison, Jacou, Le Crès et Vendargues, depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013, qui a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable du syndicat à compter du 1^{er} juillet 2013. Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-les-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL). Elle est également substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues, au sein du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC).

Par délibération en date du 28 avril 2015, le Conseil Métropolitain a créé l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du service public de l'eau potable sur les treize communes où la Métropole exerçait en direct sa compétence. La Métropole définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs et la Régie est chargée de gérer le service public industriel et commercial de l'eau potable et celui de l'eau brute et rend compte à l'autorité organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

Créé par arrêté préfectoral en date du 1^{er} décembre 1931, le Syndicat de Garrigues Campagne devenu mixte aux termes de l'arrêté préfectoral N° 2009-1-4210 en date du 28 décembre 2009 par le mécanisme de la représentation substitution, exerce la compétence eau potable ainsi qu'une compétence à la carte, celle de l'eau brute. Il est composé de, la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup (10 communes), Montpellier Méditerranée Métropole (9 communes), ainsi qu'en adhésion directe les Communes de Boisseron, Galargues, Garrigues, et Campagne adhérentes à la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Historiquement, la commune de Sussargues était alimentée en eau de manière unique par deux forages dits

« *de Garrigues Basses* » qui présentaient des problèmes récurrents de qualité avec la détection de produits phytosanitaires ayant abouti à leur classement en captage prioritaire par la loi Grenelle I. En outre, la formation aquifère sollicitée par ces captages présente un déficit quantitatif qui nécessite une réduction des prélèvements en eau globaux. Ainsi, la Métropole, en concertation avec la Régie des Eaux, a décidé d'abandonner le captage « *de Garrigues Basses* » et de recourir pour la satisfaction des besoins en eau permanents de la commune de Sussargues à une interconnexion avec les réseaux du SMGC. Cette décision s'est traduite par une convention technique et financière entre les trois parties, approuvée par délibération du Conseil de Métropole en date du 28 juin 2017.

Le SMGC, poursuivant sa politique de préservation et diversification de ses ressources en eau, a mis en service fin 2021 une unité de potabilisation de l'eau en provenance majoritairement des canaux Bas-Rhône et du Languedoc (BRL). Cette opération entraîne un surcoût de production du mètre cube d'eau traitée valorisé à 0,1360 € HT. L'eau livrée sera ainsi facturée au prix de 0,4696 € (valeur 01/01/2022) hors taxes et hors redevances par mètre cube enregistré au point de livraison.

Le présent avenant actualise ainsi les conditions techniques et financières applicables aux volumes d'eau potable fournis par le SMGC à la Régie des Eaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'achat d'eau en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Saint-Brès - Convention d'achat d'eau potable en gros et de participation financière aux travaux d'adduction entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Au 1^{er} janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a pris la compétence eau potable de plein droit, en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone, auxquelles il convient d'ajouter les communes de l'ex-syndicat du Salaison, Jacou, Le Crès et Vendargues, depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013, qui a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable du syndicat à compter du 1^{er} juillet 2013. Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-les-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL). Elle est également substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues, au sein du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC).

Par délibération en date du 28 avril 2015, le Conseil Métropolitain a créé l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du service public de l'eau potable sur les treize communes où la Métropole exerçait en direct sa compétence. La Métropole définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs et la Régie est chargée de gérer le service public industriel et commercial de l'eau potable et celui de l'eau brute et rend compte à l'autorité organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

Créé par arrêté préfectoral en date du 1^{er} décembre 1931, le Syndicat de Garrigues Campagne devenu mixte aux termes de l'arrêté préfectoral N° 2009-1-4210 en date du 28 décembre 2009 par le mécanisme de la représentation substitution, exerce la compétence eau potable ainsi qu'une compétence à la carte, celle de l'eau brute. Il est composé de, la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup (10 communes), Montpellier Méditerranée Métropole (9 communes), ainsi qu'en adhésion directe les Communes de Boisseron, Galargues, Garrigues, et Campagne adhérentes à la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Par convention en date du 16 décembre 2019, la Métropole, sa Régie des Eaux et le SMGC ont convenu des

modalités techniques et financières de livraison d'eau potable en gros à partir des réseaux du SMGC pour le service d'eau potable de la commune de Saint-Brès. L'alimentation en eau potable du service de la Commune de Saint-Brès est ainsi assurée par le captage de l'Olivette à hauteur de son autorisation réglementaire actuelle (37 m³/h) et par l'appoint apporté par le SMGC (40 m³/h en période de pointe) via une adduction entre Castries et Baillargues réalisée en 2020 par ce dernier avec le concours financier de la Régie. En cas de problème sur le captage, l'ensemble des besoins pourra être sécurisé par le SMGC à hauteur de 100 m³/h.

Des modifications substantielles intervenues fin 2021 au niveau du système de production d'eau du SMGC rendent nécessaires la modification de la convention initiale, modalité prévue à l'article XII. Le SMGC, poursuivant sa politique de préservation et diversification de ses ressources en eau, a mis en service fin 2021 une unité de potabilisation de l'eau en provenance majoritairement des canaux BRL. Cette opération entraîne un surcoût de production du mètre cube d'eau traitée valorisé à 0,1360 € HT. L'eau livrée sera ainsi facturée au prix de 0,4696 € (valeur 01/01/2022) hors taxes et hors redevances par mètre cube enregistré au point de livraison.

Le présent avenant actualise ainsi les conditions techniques et financières applicables aux volumes d'eau potable fournis par le SMGC à la Régie des Eaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'achat d'eau en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat mixte Garrigues Campagne ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Cycles de l'eau - Projet de solidarité internationale - Projet "clés en main : les territoires face aux enjeux de la gestion durable de l'eau" - Convention de partenariat multipartite avec Occitanie Coopération - Convention d'attribution de subvention - Autorisation de signature

La loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des Agences de l'Eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement (dite « loi OUDIN-SANTINI ») offre la faculté à l'Agence de l'Eau et aux collectivités territoriales de mener des actions de coopération internationale, dans la limite de 1% de leurs ressources et avec le concours possible de leurs agents.

Montpellier Méditerranée Métropole développe des projets de solidarité internationale dans deux domaines :

- Politique de l'Eau (dispositions loi OUDIN-SANTINI - création du fonds Eau en 2015) : une dizaine de projets en Afrique / Inde / Haïti a été soutenue financièrement (180 000 €), ces financements de la Métropole activant d'autres financements conséquents de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse (RM&C) ;
- Politique Agroécologique et Alimentaire : un projet en cours (Rufisque).

Depuis 2020, la Direction pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères propose un appel à projets innovant, le « clés en main ». Il permet aux associations ou Groupements d'Intérêt Public ayant des collectivités membres de proposer des projets de coopération mutualisés, fédérant un minimum de cinq collectivités. Les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA), tels que Occitanie Coopération, se sont ainsi positionnés pour faire émerger ces initiatives communes à plusieurs collectivités.

Occitanie Coopération a proposé à plusieurs collectivités du territoire régional, dont la Montpellier Méditerranée Métropole un projet mutualisé « clés en main ». Le réseau a identifié une thématique (la gestion intégrée des ressources en eau) et une zone géographique (la Méditerranée, notamment le Maroc et la Palestine) qui pourrait susciter l'intérêt de plusieurs collectivités et de leurs partenaires.

Les objectifs du projet « Clés en Main » sont les suivants :

- Faciliter les échanges entre les collectivités d'Occitanie, du Maroc et de la Palestine, sur la thématique de la gestion durable de l'eau ;
- Favoriser l'émergence de nouvelles coopérations et consolider les coopérations existantes en cohérence avec les enjeux du territoire ;
- Assurer une gestion durable et intégrée des ressources en eaux sur les différents territoires et participer à l'atteinte des objectifs de développement durable des Nations Unies.

De par son format, le projet vise également à favoriser la dynamique de coopération internationale avec

d'autres collectivités du territoire régional (Métropoles, Région, Départements, EPCI, Communes), autour d'un enjeu majeur en Méditerranée : la gestion de la ressource en eau, sur lequel la Région et les acteurs du territoire régional disposent d'une forte expertise (Pôle Aquavalley, BRL notamment).

Pour atteindre ces objectifs, le projet prévoit notamment, l'accueil de délégations en Occitanie et notamment à Montpellier, et réciproquement l'envoi de délégations françaises au Maroc et/ou en Palestine. Ces rencontres seront l'opportunité d'un partage d'expériences et d'expertises entre élus, agents des collectivités et experts issus du milieu universitaire, associatif ou économique.

Les autres collectivités partenaires de ce projet sont les suivantes : Région Occitanie, le Département de l'Aude, Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Colomiers et la Commune d'Argelès sur Mer.

La mise en œuvre opérationnelle de ce projet est confiée à Occitanie Coopération.

Afin d'entériner ces accords, il est proposé la signature de deux conventions :

- Une convention de partenariat multipartite, entre, d'une part, Occitanie Coopération, et, d'autre part, Montpellier Méditerranée Métropole et les autres collectivités partenaires engagées dans le projet. Cette convention précise les aspects opérationnels et financiers du projet ;
- Une convention de partenariat spécifique avec Occitanie Coopération qui précise les modalités d'octroi de la subvention estimée maximum à 8000 €.

Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) contribue à la mise en œuvre du projet pour un montant de 90 000 €, soit un maximum de 50 % du budget total du projet. Le cofinancement est constitué de la contribution des collectivités parties prenantes, de la contribution d'Occitanie Coopération et de contributions valorisées représentant maximum 30% du budget total du projet. Le temps de travail des agents et élus passé sur le projet sera comptabilisé dans la partie des contributions volontaires du budget, grâce aux attestations fournies par les collectivités à Occitanie Coopération.

De ce fait, la contribution de Montpellier Méditerranée Métropole se fera, au même titre que les autres collectivités partenaires, à deux niveaux :

- Une subvention de 8 000 € maximum qui servira aux dépenses de coordination générale du projet et à la facilitation des échanges entre les partenaires d'Occitanie, palestiniens et marocains ;
- Une valorisation de ses dépenses de personnel et de leurs missions, pour une dépense totale estimée à 7 500 € maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Occitanie Coopération, Région Occitanie, le Département de l'Aude, Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Colomiers et la Commune d'Argelès sur Mer ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre Occitanie Coopération et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Solidarités - Fonds métropolitain d'aide aux jeunes - Aides collectives - Attribution de subventions 2022

Le Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) est un dispositif visant à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté et en situation de précarité âgés de 18 à 25 ans. Il répond à l'enjeu de lutte contre la précarité croissante des jeunes sur le territoire de la Métropole. Le FAJ3M vise à financer à la fois des aides individuelles dont ont bénéficié 874 jeunes en 2021 et également des actions collectives. Le FAJ3M collectif permet d'accorder un soutien financier à des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté.

Depuis 2019, Montpellier Méditerranée Métropole lance un appel à projets annuel afin de retenir les associations bénéficiaires du FAJ collectif. L'appel à projet 2022, approuvé par le Conseil Métropolitain par délibération M2022-175, porte sur les axes suivants :

- L'accompagnement social et l'insertion sociale des jeunes en facilitant l'accès aux droits des jeunes en précarité ou en situation d'urgence sociale ;
- L'insertion professionnelle des jeunes dans le cadre d'accompagnements renforcés vers l'emploi ;
- L'accès à l'hébergement d'insertion ou au logement afin de rompre avec la spirale de la précarité et permettre aux jeunes de se consacrer à leur projet professionnel ;
- L'accès à la santé et notamment la santé mentale.

Pour 2022, il est proposé de retenir les projets suivants et d'octroyer les subventions ci-dessous :

- **40 000 €** à l'association **ISSUE – CORUS** pour l'accompagnement social d'urgence de jeunes sans hébergement et en situation de grande précarité. L'association propose des solutions d'hébergement, l'accès aux droits et à la santé pour 60 jeunes de 18 à 25 ans qui seront ainsi accompagnés pour des durées de 1 à 3 mois. Certains de ces jeunes bénéficient également de secours d'urgence ponctuels dans le cadre du FAJ3M individuels. Pour information, 120 mesures d'accompagnement ont été réalisées en 2020 ;
- **13 000 €** à l'association **DEFI** qui intervient sur le quartier de la Mosson avec le dispositif Passerelles vers l'Emploi. L'association propose à 20 jeunes, sur une durée de 6 mois, des actions linguistiques intensives (acquisition des savoirs de base en français et mathématiques), un projet numérique et une formation citoyenne et civique. Cet accompagnement doit permettre aux jeunes les plus éloignés de l'emploi de lever les freins pour accéder ultérieurement à une formation qualifiante ou un emploi ;
- **8 500 €** à l'association **PEPA (Point d'Ecoute Parents Adolescents) du Groupe SOS** qui anime sur ses antennes de Montpellier (centre et Près d'Arènes depuis peu), Castries et Le Crès des permanences d'écoute et d'accompagnement pour lever les freins psycho-sociaux rencontrés par les

jeunes et leurs parents. L'association propose un accueil inconditionnel, une évaluation des besoins, un accompagnement individuel et une orientation vers les services spécialisés si nécessaire ;

- **6 000 €** pour la **MLJ3M** qui anime un Point d'Accueil et d'Ecoute Jeunes (PAEJ) sur ses différentes antennes. Elle propose un accompagnement renforcé des jeunes autour des questions de la gestion des émotions et de la revalorisation de soi et une orientation vers l'accès aux soins. Des ateliers individuels et collectifs sont proposés pour faciliter la prise de confiance des jeunes en situation de recherche d'emploi ;
- **8 000 €** pour l'association **UNI'SONS**, située sur le quartier des Hauts de Massane qui développe des parcours citoyens pour 20 jeunes les plus éloignés de l'emploi. L'action consiste à établir un parcours de 10 à 20 jours autour d'événements portés par Uni'sons ou ses partenaires (Arabesques, Détours du Monde...). Chaque jeune y découvrira un métier différent (logistique, accueil public...) et recevra en contrepartie une rémunération pour financer une partie de son permis de conduire ou son BAFA. Repérés au sein du quartier, les jeunes sont accompagnés par un travailleur social pendant toute la durée du parcours ;
- **4 000 €** pour l'association **OCTOPUS EXPRESSION** qui organisera 2 à 3 chantiers d'expression avec 6 jeunes par chantier destinés à améliorer la communication verbale et non verbale et les préparer à d'éventuels entretiens d'embauche. Ces chantiers de 2 semaines chacun leur permettront d'acquérir des techniques d'expression orale, de découvrir le travail en équipe et de mettre en œuvre une action citoyenne ;
- **6 000 €** pour l'association **AMICALE DU NID** qui accompagne des jeunes femmes et hommes de 18 à 25 ans victimes de prostitution ou en risque prostitutionnel. Elle propose un suivi renforcé et global visant l'insertion par le travail, le logement, l'accès aux soins ;
- **4 000 €** pour l'association **GENERATION SOLIDAIRE CITOYENNE** dans le cadre de son action Paillad'Inclusion. Ce nouveau projet vise les jeunes de la Mosson en situation de décrochage. L'association propose un coaching individualisé pour les démarches administratives, la recherche de formation et d'emploi et la remise dans un parcours de vie. L'association intervient ainsi dans la lutte contre la délinquance (notamment en pied d'immeubles) et l'isolement des jeunes éloignés du droit commun.

« Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes »				
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Montant attribué
3090	ISSUE - CORUS	000061	PROJET	40 000 €
4773	DEFI	000062	PROJET	13 000 €
3794	PEPA (Point d'Ecoute Parents Adolescents) du Groupe SOS	000071	PROJET	8 500 €
1553	MLJ3M	000065	PROJET	6 000 €
3746	UNI'SONS	000069	PROJET	8 000 €
1783	OCTOPUS EXPRESSION	000068	PROJET	4 000 €
4703	AMICALE DU NID	000060	PROJET	6 000 €
6404	GENERATION SOLIDAIRE CITOYENNE	000070	PROJET	4 000 €
TOTAL				89 500 €

Le montant total des subventions allouées s'élève à **89 500 €** pour 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'attribuer les subventions aux associations telles que précisées ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de financement ;
- D'approuver les termes des conventions de financement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation de TotalEnergies pour l'année 2022 - Convention - Autorisation de signature

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) s'adresse aux ménages qui éprouvent des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, pour accéder à un logement ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Depuis 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire, avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par un règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

En tant que fournisseur d'énergie, TotalEnergies souhaite contribuer au FSL au titre de ses missions de service public et de sa politique de solidarité. Cette contribution vise à soutenir les personnes dans le paiement de leurs factures de consommation d'énergie mais aussi de leur permettre une meilleure maîtrise de l'énergie limitant ainsi le montant de ces mêmes factures. Le financement du FSL est assuré de droit par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative par des partenaires volontaires, tels que les fournisseurs d'énergie, dont TotalEnergies.

Afin de mettre en œuvre cette contribution, il est prévu la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le représentant du distributeur d'énergie. La convention, soumise à l'approbation du Conseil, a pour objet de préciser :

- Les modalités de versement de la contribution de TotalEnergies au FSL métropolitain, et la nature des aides destinées aux personnes en situation de précarité se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seuls leur impayé d'énergie. Pour 2022, TotalEnergies a fait connaître le montant de sa participation volontaire, à hauteur de 16 000 € ;
- Les engagements respectifs des parties dans la prise en charge des impayés de factures d'énergie des ménages défavorisés et dans la mise en œuvre d'actions préventives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de métropole :

- D'approuver les termes de la convention relative à la participation de TotalEnergies au FSL pour l'année 2022 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation de Mint Energie pour 2022 - Convention - Autorisation de signature

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) s'adresse aux ménages qui éprouvent des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, pour accéder à un logement ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Depuis l'année 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire, avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par un règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

Le financement du FSL est assuré de droit par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative par des partenaires volontaires dont les fournisseurs d'énergie. En tant que tel, PLANETE OUI a contribué en 2021 au FSL à hauteur de 500 €. Au 1^{er} mars 2022 la société MINT ENERGIE a racheté PLANETE OUI et se propose de continuer de contribuer de façon volontaire au FSL au titre de ses missions de service public et de sa politique de solidarité. Cette contribution vise à soutenir les personnes dans le paiement de leurs factures de consommation d'énergie mais aussi de leur permettre une meilleure maîtrise de l'énergie limitant ainsi le montant de ces mêmes factures.

Afin de mettre en œuvre cette contribution, il est prévu la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le représentant du distributeur d'énergie.

La convention, soumise à l'approbation du Conseil, a pour objet de préciser :

- Les modalités de versement de la contribution de MINT ENERGIE au FSL métropolitain, et la nature des aides destinées aux personnes en situation de précarité se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seuls leur impayé d'énergie. Pour 2022, MINT ENERGIE fera connaître le montant de sa participation volontaire par courrier ;
- Les engagements respectifs des parties dans la prise en charge des impayés de factures d'énergie des ménages défavorisés et dans la mise en œuvre d'actions préventives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de métropole :

- D'approuver les termes de la convention relative à la participation de MINT ENERGIE au FSL pour l'année 2022 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Solidarités - Construction de 70 logements sociaux dans les Communes de Baillargues, Lattes, Montpellier et Saint-Brès - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de cinq opérations de construction neuve prenant place dans les communes de Baillargues, Lattes, Montpellier et Saint-Brès, totalisant 70 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social et de 5 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des cinq opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« L'Ombrelle » Impasse Goya Baillargues Zone 3/B1	« La Roselière » 6 rue des Coustouliès Baillargues Zone 3/B1	« Mira » Chemin de l'Estanel ZAC Ode Mer, lot 25F Lattes Zone 3/A
Caractéristiques : Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	Amétis Archigroup Grand Sud à St-Jean-de-Védas Collectifs 496,96 m ² 7 LLS 4 PLUS / 3 PLAI 1 T2 – 4 T3 – 1 T4 – 1 T5	Envol ADA à Lattes Collectifs 345,83 m ² 14 LLS 9 PLUS / 5 PLAI 14 T1	SCCV Hauts de Lattes J-Baptiste MIRRALLES à Montpellier Collectifs 740 m ² 14 LLS 9 PLUS / 5 PLAI 8 T2 – 6 T3

Plan de financement :			
Coût total de l'opération	1 087 381 €	777 939 €	1 645 484 €
Subvention Etat déléguée	25 800 €	43 000 €	43 000 €
Subvention Région	13 000 €	24 000 €	24 000 €
Subvention commune	5 000 €	-	35 000 €
Subvention Action logement	-	-	50 000 €
Prêt CDC	973 582 €	514 147 €	1 368 485 €
Prêt Action logement	12 000 €	36 000 €	36 000 €
Fonds propres	34 999 €	57 292 €	18 999 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	35 000 €	70 000 €	70 000 €

Opération	« Pinville » Rue Dora Schaul - ZAC Hauts de Jausserand, lot D1B Montpellier Zone 2/A	« Proésa » ZAC de Cantausseil lot D2 Saint-Brès Zone 3/B1
Caractéristiques :		
Promoteur VEFA	-	-
Architecte	Thomas LANDEMAINE à Montpellier	CARDIN & GABRIEL au Crès
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	813,90 m²	1 303,87 m²
Nombre de logement	14 LLS	21 LLS
Catégorie de financement	14 PLUS	13 PLUS / 8 PLAI
Typologie	5 T2 – 8 T3 – 1 T4	8 T2 – 7 T3 – 6 T4
Plan de financement :		
Coût total de l'opération	1 860 848 €	2 622 519 €
Subvention Etat déléguée	0 €	68 800 €
Subvention Région	28 000 €	47 500 €
Prêt CDC	1 636 218 €	2 012 219 €
Prêt Action logement	-	88 000 €
Fonds propres	168 630 €	252 000 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	28 000 €	105 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 5 % à 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

FDI Habitat s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter les subventions suivantes à la SA d'HLM FDI Habitat :
 - 35 000 € pour la réalisation de 7 logements locatifs sociaux, résidence « L'Ombrelle », impasse Goya à Baillargues ;
 - 70 000 € pour la construction de 14 logements locatifs sociaux, résidence « La Roselière », 6 rue des Coustouliès à Baillargues ;
 - 70 000 € pour la construction de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Mira », Chemin de l'Estanel, ZAC Ode Mer, lot 25F à Lattes ;
 - 28 000 € pour la réalisation de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Pinville », rue Dora Schaul, ZAC les Hauts de Jausserand, lot D1B à Montpellier ;

- 105 000 € pour la réalisation de 21 logements locatifs sociaux, résidence « Proésa », ZAC de Cantausse lot D2 à Saint-Brès ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes des conventions afférentes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer ces conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

France Raster © IGN



Impasse Goya à Baillargues

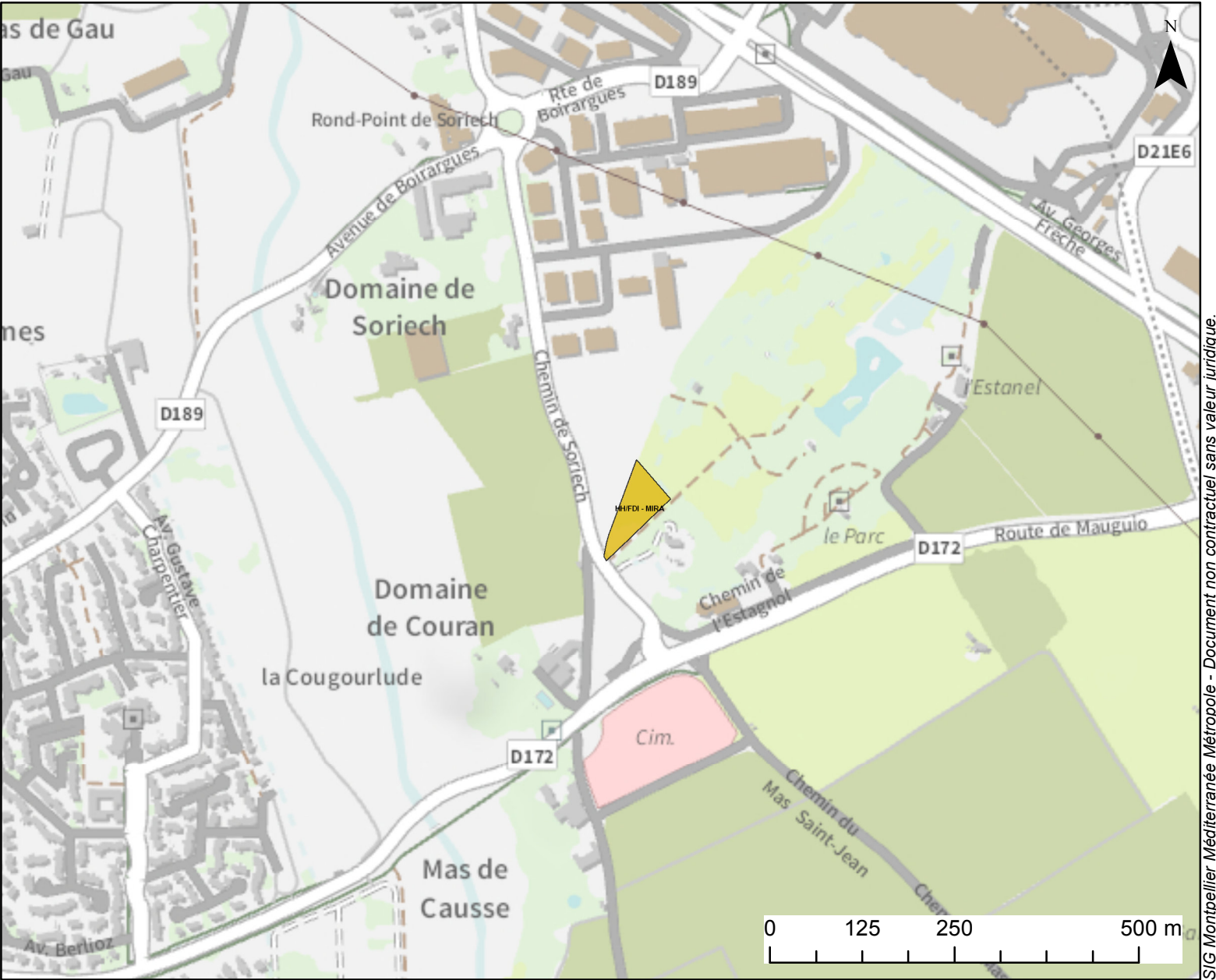
France Raster © IGN



PLAN DE LOCALISATION DE L'OPERATION : Rés. MIRA - FDI Habitat - 9 PLUS - 5 PLA

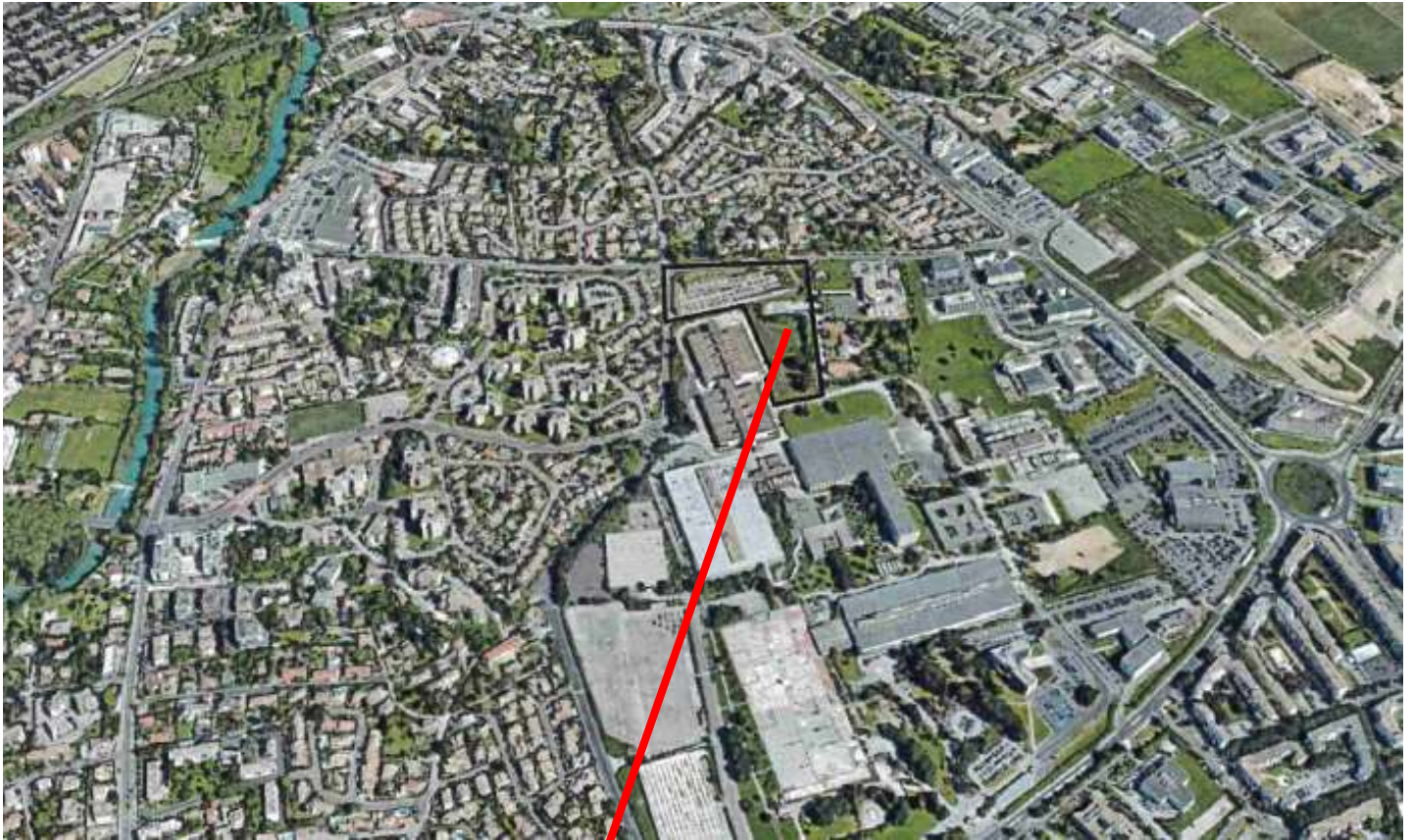


ZOOM SUR L'OPERATION :



Chemin de Soriech - LATTES

« Pinville » FDI Habitat – 14 PLUS
Rue Dora Schaul - ZAC Hauts de Jausserand, lot D1B
Montpellier



Lot D2, objet
de la
consultation



Réalisations
FDI HABITAT :

Lot A12 : 49 LLS

Lot A13
résidence
autonomie

Lot C11: 50
LLS + 1
crèche



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Solidarités - Intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la rénovation de l'habitat privé - Règlement attributif - Modification de la délibération n°14553 du 29 mars 2017 - Approbation

Au titre de sa politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte son concours financier aux propriétaires privés pour leurs projets de travaux de rénovation, sous certaines conditions. Elle intervient par délégation de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et sur ses fonds propres, à destination des propriétaires occupants, des propriétaires bailleurs, et des syndicats de copropriété, dans le cadre de 4 dispositifs opérationnels :

- Programme d'Intérêt Général (PIG) « Rénover pour un habitat durable et solidaire » (2019-2024) qui couvre la totalité du territoire de la Métropole, hors Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et Plan de Sauvegarde ;
- OPAH Copropriétés Dégradées Mosson (2019-2024), site national prioritaire du Plan Initiative Copropriété (PIC) lancé par l'Etat et l'ANAH ;
- Plan de sauvegarde des Cévennes (2019-2026) qui entre en phase opérationnelle et figure également parmi les sites du Plan Initiative Copropriété (PIC) ;
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain Grand-Cœur 2022-2027 (Courreau, Figuerolles, Nord-Ecusson, Carnot), qui entrera en vigueur fin 2022.

Pour accompagner les propriétaires dans leur projet, la Métropole mandate un opérateur qui propose un conseil technique, ainsi qu'une assistance au montage financier de l'opération et au dépôt du dossier de demande d'aides.

Le champ d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole se définit autour des thématiques prioritaires suivantes :

- Lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- Mise aux normes des copropriétés dégradées ;
- Redressement des copropriétés en difficulté et prévention pour les copropriétés fragiles ;
- Lutte contre la précarité énergétique ;
- Lutte contre la vacance ;
- Maintien à domicile des propriétaires occupants aux revenus modestes ;
- Développement d'un parc privé à vocation sociale pour contribuer à loger les ménages aux revenus modestes.

Les critères et conditions d'attribution du concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole pour la réhabilitation du parc privé figurent dans un règlement attributif, adopté par délibération n°14553 du Conseil de Métropole du 29 mars 2017, qu'il est proposé d'actualiser pour constituer un support de référence à destination des opérateurs et de leurs partenaires, ainsi que pour le service de Montpellier Méditerranée Métropole en charge de l'instruction et du paiement.

Le règlement métropolitain est modifié pour tenir compte de l'entrée en phase opérationnelle prochainement du Plan de Sauvegarde des Cévennes, de la mise en place de la nouvelle OPAH-RU Grand Cœur, ainsi que de l'entrée en vigueur du dispositif national Loc'Avantage en faveur du conventionnement des logements locatifs privés.

Le règlement modifié acte notamment l'extension au Plan de Sauvegarde des Cévennes de la participation de la Métropole à hauteur de 10 % du montant global HT des travaux au bénéfice des syndicats de copropriétés afin de déclencher la bonification ANAH au même niveau (+ 10 % en sus du taux de base appliqué). Celle-ci était initialement circonscrite à l'OPAH Copropriétés Dégradées Mosson.

Il intègre également des aides spécifiques à la nouvelle OPAH Grand Cœur, à savoir :

- Une prime de 5 000 € au regroupement de logements afin de favoriser la création de grands logements en cœur de ville ;
- Une aide aux syndicats des copropriétaires de 30 % des travaux HT liés à la sécurité et la salubrité plafonnée à 4000 €, et de 15 % plafonnée à 10 000 € en cas de gain énergétique supérieur à 20 %.

Enfin, il tient compte des nouvelles dispositions du programme Loc'Avantage et adapte le régime d'aides en faveur du conventionnement à loyer modéré des logements privés, en prévoyant :

- Une aide de 15 % du montant HT des travaux aux propriétaires bailleurs qui s'engagent à pratiquer un loyer social (« Loc 2 ») ou très social (« Loc 3 »), majorée de 5 % en cas de remise sur le marché d'un logement vacant depuis plus de 12 mois ;
- Une prime de réduction de loyer modulée en fonction du niveau de loyer modéré recherché, à savoir 100 €/m² de surface habitable, pour les loyers conventionnés sociaux (« Loc 2 ») et 150 €/m² de surface habitable, pour les loyers conventionnés très sociaux (« Loc 3 »), plafonnée à 6 000 €.
- Une prime de 1000 € aux propriétaires bailleurs qui s'engagent à confier leur logement conventionné à loyer social (Loc2) ou très social (Loc3) à une association dans le cadre de l'intermédiation locative à destination d'un public précaire ;

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole sur fonds propres est plafonné 10 000 € par logement hors primes, soit jusqu'à 17 000 € pour les propriétaires bailleurs qui bénéficieraient de la prime de compensation de loyer à son maximum et de la prime intermédiation locative. Le non-respect des conditions propres à l'attribution des subventions entraînera leur retrait ou le reversement des sommes indûment perçues.

Le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole pourra être modifié ultérieurement, si nécessaire, par délibération du Conseil de Métropole.

Il entre en vigueur à la date de prise d'effet de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du nouveau règlement attributif de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole pour la rénovation de l'habitat privé modifié ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Subventions de Montpellier Méditerranée Métropole pour la requalification du parc de logements privés

REGLEMENT ATTRIBUTIF

VERSION OCTOBRE 2022 - PROJET

Sommaire

Préambule	4
Article 1 : Objet et champs d'intervention	4
1.1 : Définitions	4
1.2 : Les périmètres d'application	4
1.3 : Les champs d'intervention prioritaire.....	4
Article 2 : Conditions d'attribution des subventions et engagements du demandeur	4
2.1 : Conditions d'attribution communes à l'ensemble des programmes.....	4
2.2 : Engagements du demandeur	6
Article 3 : Modalités de calcul des aides et des primes	7
3.1 : L'OPAH RU CD Courreau-Figuerolles-Nord Ecusson (CFNE)	7
3.1.1 : Les aides.....	7
3.1.2 : Les primes.....	7
3.2 : Le PIG « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire »	8
3.2.1 : Les aides.....	8
3.3 L'OPAH-CD Mosson.....	9
3.3.1 : Les aides.....	9
Article 4 : Constitution des demandes d'engagement et de paiement.....	10
4.1 : Les aides	10
4.2 : Les primes.....	10
Article 5 : Contrôle-remboursement des aides et primes	11
Article 6 : Prise d'effet et évolution du présent règlement.....	12

Préambule

Depuis sa création, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'actions pour l'amélioration du parc immobilier bâti, la réhabilitation et la résorption de l'habitat insalubre. Elle est également délégataire de type III des aides à la pierre c'est-à-dire qu'elle assure l'instruction et l'attribution des subventions de l'Agence nationale de l'Habitat (Anah). Dans le cadre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de mettre en place, **dans la limite de ses dotations budgétaires**, des aides et des primes à la réhabilitation du parc privé destinées à favoriser et accompagner la réalisation de certains travaux dans l'habitat.

En complément des aides de la Métropole accordées dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial qui font l'objet d'un règlement spécifique (délibération du 9 juin 2021), la Métropole propose des dispositifs aux ménages occupants modestes ou très modestes, aux propriétaires bailleurs et aux copropriétés dites en difficultés ou fragiles pour leur proposer un accompagnement gratuit et promouvoir la réalisation de travaux, autant que possible visant un gain énergétique important :

- Un Programme d'Intérêt Général Rénover Habitat Durable et Solidaire (PIG RHDS) qui s'adresse aux propriétaires bailleurs qui conventionnent leur logement à loyer maîtrisé et aux propriétaires occupants modestes ou très modestes pour des travaux d'autonomie, de réhabilitation thermique, de sortie d'insalubrité.
- Une OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) sur les copropriétés du quartier de la Mosson,
- Un plan de sauvegarde sur la copropriété des Cévennes, à l'échelle du SDC principal et le cas échéant des 12 nouvelles copropriétés issues de la scission, après scission si celle-ci était décidée.
- Une future OPAH Renouvellement Urbain « Grand Cœur » sur les secteurs Courreau Figuerolles Nord Ecusson et Carnot du centre-ville de Montpellier

Le présent règlement définit les modalités d'instruction et d'attribution des aides de Montpellier Méditerranée Métropole sur son budget propre, selon les dispositifs opérationnels, les types de propriétaires et de travaux réalisés.

Il est actualisé pour tenir compte de l'avancement des projets et de l'ambition thermique de la Métropole : en effet, le passage en phase opérationnelle du plan de sauvegarde des Cévennes et de la création d'une nouvelle OPAH-RU en centre-ville, dans le prolongement de la précédente sont intégrés à ce nouveau règlement, qui maintient l'ambition forte pour le développement de l'offre social dans le parc privé, via le conventionnement Anah, mais propose toutefois un ajustement avec le dispositif Loc'Avantage de l'Anah mis en place début 2022.

Article 1 : Objet et champs d'intervention

L'objet du présent règlement est de préciser les modalités et conditions de mise en œuvre des aides et primes octroyées par Montpellier Méditerranée Métropole, selon les dispositifs énumérés ci-dessus auprès des propriétaires et copropriétaires pour la réhabilitation du parc privé : conditions financières, techniques et administratives.

1.1 : Les périmètres d'application

Les aides et primes métropolitaines à la réhabilitation du parc privé s'appliquent aux opérations programmées d'amélioration du parc privé situées dans la Métropole.

1.2 : Les champs d'intervention prioritaire

Montpellier Méditerranée Métropole a choisi, au titre de sa compétence en matière d'amélioration de l'habitat, de mettre en place et de financer sur son budget propre, des aides et primes à la réhabilitation du parc privé, destinées à favoriser et accompagner la réalisation de certains travaux dans l'habitat autour de thématiques prioritaires :

- la lutte contre l'habitat indigne et dégradé,
- la mise aux normes des copropriétés dégradées,
- le redressement des copropriétés en difficulté et la prévention de la dégradation des copropriétés fragiles,
- la lutte contre la précarité énergétique,
- le maintien à domicile des propriétaires occupants aux revenus modestes
- le développement d'un parc privé à vocation sociale

Hormis l'aide IML, qui peut être mobilisée dans le cadre d'un conventionnement sans travaux, les subventions de Montpellier Méditerranée Métropole sont attribuées pour des projets de travaux.

Article 2 : Conditions d'attribution des subventions et engagements du demandeur

2.1 : Conditions d'attribution commune à l'ensemble des programmes

Pour être éligible aux **aides de la Métropole adossées aux aides de l'ANAH**, le demandeur devra répondre aux conditions de l'Anah en vigueur au moment du dépôt du dossier (instruction des demandes d'aides selon la réglementation Anah) et respecter les conditions édictées dans le présent règlement. Le projet devra avoir fait l'objet d'une décision d'attribution de subvention de l'Anah.

Pour être éligible aux **aides de la Métropole non adossées aux aides de l'ANAH**, le demandeur devra répondre aux conditions édictées dans le présent règlement et présenter un minimum de travaux subventionnables de 500 €.

L'attribution d'une aide de la Métropole constitue la contrepartie de l'engagement du propriétaire ou de la copropriété à se conformer aux conditions et exigences du présent règlement.

L'attribution des aides est de la stricte compétence de Montpellier Méditerranée Métropole qui décide, au vu du dossier qui lui est présenté, du montant et des conditions d'engagement ou de paiement de celle-ci. Elles sont accordées dans la limite de ses dotations budgétaires.

Seuls les propriétaires, personnes physiques et morales de droit privé peuvent déposer une demande d'aide de la Métropole non adossée à celles de l'ANAH (en nom propre, SCI, syndic bénévole ou professionnel ...) pour la réhabilitation du parc privé de logements.

Les propriétaires occupants sollicitant les aides de la Métropole non adossées à celles de l'ANAH devront néanmoins respecter les plafonds de ressources de l'Anah applicables sur le territoire de la Métropole à la date de dépôt du dossier.

Les logements ou immeubles objets de la demande de subvention doivent avoir été construits depuis plus de 15 ans, sauf dérogations prévues par l'ANAH s'agissant des aides de la Métropole.

Les aides ou primes seront attribuées en priorité aux propriétaires ayant une obligation de travaux sur leur logement ou sur les parties communes de leur immeuble (procédure d'insalubrité, de péril, injonction de travaux sur parties communes ou parties privatives...).

Les travaux ne doivent pas avoir commencé avant le dépôt du dossier de demande de subventions auprès de Montpellier Méditerranée Métropole. Ils doivent être réalisés par des professionnels du bâtiment, inscrits soit au registre du commerce, soit au répertoire des métiers et Reconnus Garants de l'Environnement (RGE). L'intervention des entreprises doit comprendre à la fois la fourniture et la mise en œuvre des matériaux et équipements ; à défaut la subvention accordée serait retirée.

Une demande d'aide à la rénovation de l'habitat de la Métropole ne dispense pas le demandeur de toutes les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux tels que : déclaration de travaux, permis de construire, avis des services d'hygiène communaux.

Montpellier Méditerranée Métropole peut exiger la production de ces documents au moment du dépôt du dossier ou au moment de la demande de paiement.

Toute demande d'aide métropolitaine déposée dans le cadre du présent règlement devra être accompagnée d'un avis motivé de l'équipe chargée de la conduite des opérations programmées attestant de la conformité du projet présenté aux exigences de qualité sus définies.

Les subventions de Montpellier Méditerranée Métropole hors aides déléguées de l'Anah et aides PCAET ne peuvent excéder 10 000 €, 16 000 € ou 17 000 € si le logement conventionné social ou très social est bénéficiaire de la prime de compensation perte de loyer et de la prime IML. La somme des subventions publiques cumulées ne peut pas dépasser les 80% du montant TTC du projet sauf dérogation possible pour les propriétaires occupants très modestes. Dans ce cas, le montant maximum des aides publiques cumulées ne peut pas dépasser 100% du montant TTC du projet travaux.

Le montant définitif de la subvention sera calculé au vu des documents justificatifs devant accompagner la demande de paiement sans dépasser le montant initial accordé. Toute modification envisagée sur la nature ou les conditions de réalisation des travaux devra être immédiatement portée à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cas contraire, la décision d'octroi de la subvention est susceptible d'être remise en cause. En cas de baisse du montant de la dépense à l'issue des travaux, les subventions accordées seront calculées sur la base des factures originales produites. En cas d'évolution à la hausse du montant du projet, le bénéficiaire aura la possibilité de demander un engagement de

subvention complémentaire, à condition que les travaux concernés n'aient pas été commencés.

Le bénéficiaire des aides ou des primes ne pourra faire qu'une seule demande de subvention pour un même type de travaux.

Le non-respect des conditions propres à l'attribution des subventions et des engagements qui y sont liés entraîne leur retrait ou leur reversement.

2.2 : Engagements du demandeur

Pour solliciter l'attribution d'une subvention de Montpellier Méditerranée Métropole, le demandeur devra s'engager à :

2.2.1 : Dans tous les cas

- obtenir, si la réglementation l'exige, un avis de l'architecte des Bâtiments de France (ABF-UDAP) et/ou une autorisation d'urbanisme,
- recueillir et respecter l'avis technique des équipes de conduite d'opérations sur le projet avant d'engager contractuellement les travaux et respecter leurs prescriptions,
- ne pas engager les diagnostics et/ou les travaux avant dépôt de la demande de subventions par les équipes de conduite d'opération auprès de Montpellier Méditerranée Métropole,
- faire réaliser les diagnostics et/ou travaux par des professionnels du bâtiment inscrit au registre du commerce, au répertoire des métiers ou par des professionnels habilités et portant la qualification RGE. L'intervention des entreprises comprendra la fourniture et la mise en œuvre des matériaux et équipements,
- commencer les travaux dans un délai de 1 an à compter de la notification de la subvention, et les terminer dans un délai de 3 ans à compter de cette même date (prorogation possible de 2 ans sur demande expresse avant la date de forclusion du dossier). Le délai maximal de forclusion de la prime est de 5 ans après le dépôt du dossier de demande de subventions,
- réaliser le projet tel qu'il est décrit dans la demande de subventions,
- signaler toute modification envisagée sur la nature ou les conditions de réalisation des travaux,
- autoriser l'affichage sur la façade de manière visible depuis le domaine public un panneau de communication qui sera fourni par l'équipe chargée de la conduite d'opération, au démarrage des travaux et pendant toute la durée du chantier,
- autoriser toute forme de contrôle, y compris sur place, de la conformité des travaux et du respect des engagements, par l'équipe chargée de la conduite des opérations et par les services de Montpellier Méditerranée Métropole.

2.2.2 : En cas de sollicitation d'une aide adossée à celle de l'ANAH

Respecter les engagements pris dans le cadre de la demande de subvention de l'ANAH, sur lesquels s'adosse l'aide de Montpellier Méditerranée Métropole.

2.2.3 : En cas de sollicitation d'une aide non adossée à celle de l'ANAH

Pour les propriétaires occupants, occuper le logement comme résidence principale (au moins 8 mois par an) pendant une durée minimale de 6 ans, et au plus tard dans un délai d'un an à compter de la date de réception des pièces justifiant l'exécution des travaux (ne pas le transformer en local commercial ou professionnel, ni le louer...).

Article 3 : Modalités de calcul des aides et des primes

3.1 Aides communes à l'ensemble des dispositifs opérationnels (PIG et OPAH)

□ **Aides adossées à l'ANAH (cf. instruction ANAH)**

□ **Propriétaires occupants**

3.1.1 Aide aux propriétaires occupants modestes et très modestes

Montpellier Méditerranée Métropole accorde une aide de 25% du montant HT des travaux subventionnés par l'Anah pour les propriétaires occupants « très modestes » et de 20 % pour les propriétaires occupants « modestes ».

3.1.2 Aide complémentaire Maprim'rénoV Sérénité

En complément des aides de l'ANAH accordées dans le cadre du dispositif Maprim'rénoV Sérénité, Montpellier Méditerranée Métropole octroie une aide de 500 € par logement pour les propriétaires occupants à ressources modestes et très modestes.

□ **Propriétaires bailleurs**

3.1.3 Aide à la production de « loyers maîtrisés »

Montpellier Méditerranée Métropole accorde une aide de 15% du montant HT des travaux subventionnés par l'Anah, aux propriétaires bailleurs qui s'engagent à pratiquer Loc2 ou Loc3.

3.1.4 Aide « compensation perte de loyer » aux propriétaires bailleurs qui conventionnent leur logement en social (Loc2) ou très social (Loc3)

Montpellier Méditerranée Métropole accorde une prime de 100€/m² de surface fiscale pour les logements conventionnés en Loc2 et 150 €/m² de surface fiscale pour les logements conventionnés en Loc3, dans la limite d'un plafond de 6000 € par logement.

3.1.5 Aide pour la remise sur le marché de logement vacant

Montpellier Méditerranée Métropole attribue une aide de 5 % du montant HT des travaux subventionnés par l'Anah, plafonnée à 2 000 €, aux propriétaires bailleurs qui s'engagent à pratiquer un loyer Loc2 ou Loc3 et dont le logement est vacant depuis plus de 12 mois à la date du dépôt du dossier.

3.1.6 Aide IML

Montpellier Méditerranée Métropole attribuera une prime de 1000€ aux propriétaires bailleurs qui s'engagent à pratiquer un loyer Loc2 ou Loc3 et qui confient leur logement à une association dans le cadre de l'intermédiation locative, soit à destination d'un public précaire.

□ **Syndicats de copropriété**

3.1.7 Aide aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux dans le cadre du Plan Initiative Copropriété (PIC)

Dans le cadre du Plan Initiative Copropriété incluant l'OPAH CD Mosson et le Plan de Sauvegarde des Cévennes, les syndicats de copropriété bénéficient d'un accompagnement financier de l'Anah important, et notamment du dispositif x+x, qui prévoit pour chaque participation d'une collectivité, un abondement supplémentaire équivalent par l'Anah.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole accorde une aide aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux sur les parties communes des immeubles, de 10% du montant HT des travaux subventionnés par l'Anah, y compris en phase d'élaboration.

3.2 Aides spécifiques à l'OPAH-RU Grand Cœur

□ *Aides non adossées à l'ANAH (cf. instruction propre 3M)*

□ **Propriétaires occupants**

3.2.1 Aide individuelle aux propriétaires occupants pour financer les quote-part travaux en parties communes

Montpellier Méditerranée Métropole accorde une aide aux PO modestes et très modestes pour diminuer leur quote-part dans le cadre de travaux en parties communes des immeubles, dès qu'ils bénéficient d'une subvention aux syndicats des copropriétaires de l'ANAH ou de la Métropole au titre de la prévention / mise aux normes, à hauteur de :

- 20% du montant HT, plafonnée à 3200 € par logement, pour les propriétaires occupants « modestes »,
- 25% du montant HT, plafonnée à 3200 € par logement, pour les propriétaires occupants « très modestes ».

3.2.2 Aide individuelle aux propriétaires occupants pour la réalisation de travaux mise aux normes (« autres travaux »)

Montpellier Méditerranée Métropole accorde une prime de 25 % du montant HT des travaux subventionnables par l'Anah, plafonnée à 1 250 € par logement, aux propriétaires occupants « très modestes » pour la réalisation de travaux liés la sécurité et la salubrité (mise en sécurité de l'installation EDF, gaz, ventilation, présence de plomb ne nécessitant pas la prise d'un arrêté, problème de structure ponctuel...), soit non financés par l'ANAH mais répondant à une problématique de sécurité.

□ **Propriétaires bailleurs**

3.2.3 Prime regroupement logement

Montpellier Méditerranée Métropole attribue une prime forfaitaire de 5 000€ pour le projet (ou par logement agrandi) travaux permettant de regrouper 2 logements, ou d'annexer une surface contigüe ou annexe devenant habitable.

□ **Syndicats des copropriétaires**

3.2.4 Aide « parties communes prévention » aux syndicats des copropriétaires

Montpellier Méditerranée Métropole accorde une prime aux syndicats des copropriétaires pour la réalisation de travaux liée à sécurité / prévention / salubrité sur les parties communes des immeubles, de 30% du montant HT des travaux subventionnables par l'Anah, plafonnée à 4 000 € par immeuble.

3.2.5 Aide « gain énergétique et thermique des immeubles »

Dans la limite de son enveloppe budgétaire dédiée, Montpellier Méditerranée Métropole accorde une aide de 15 % du montant HT plafonnée à 10 000€ par copropriété, pour des travaux d'économie d'énergie, visant un gain énergétique supérieur à 20%, sur présentation par l'opérateur d'un rapport justifiant de l'impossibilité technique (ou architecturale, y compris préconisations liées au Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur PSMV) d'atteindre le gain de 35%

Article 4 : Constitution des demandes d'engagement et de paiement

Toute demande fait l'objet d'une pré-instruction par l'équipe chargée de la conduite des opérations. Seuls les dossiers réputés complets seront instruits par Montpellier Méditerranée Métropole pour les demandes d'engagement ou de paiement.

4.1. : Les aides

4.1.1 : Dossier de demande de subvention

En plus des pièces constitutives de la demande de subvention Anah, la demande d'engagement de l'aide Métropole doit être accompagnée du formulaire spécifique de demandes de subventions Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'issue de l'instruction de la demande de subventions, la décision d'attribution de subventions sera soumise à l'approbation du Conseil de Métropole, et notifiée par courrier au demandeur.

4.1.2 : Dossier de demande de paiement

Au terme des travaux, le bénéficiaire adresse sa demande de paiement à l'équipe chargée de la conduite de l'opération. Celle-ci sera chargée du contrôle de l'exécution des travaux réalisés et de leur conformité au projet subventionné.

En plus des pièces constitutives de la demande de subvention Anah, la demande de paiement de l'aide Métropole devra être accompagnée du formulaire spécifique de demande de paiement Montpellier Méditerranée Métropole.

Après vérification du dossier par les services de la Métropole, le versement de l'aide interviendra sous forme de virement bancaire sur le compte du demandeur ou de son mandataire.

En cas de réduction du programme de travaux, le montant de l'aide à payer sera recalculé sur la base des travaux réellement réalisés.

En cas d'augmentation du programme de travaux et en l'absence d'engagement modificatif, la subvention ne pourra être revue à la hausse.

En cas de non réalisation du programme retenu ou de non-respect des engagements souscrits, le retrait de l'aide pourra être décidée et notifiée au demandeur.

Les délais de commencement des travaux, de forclusion et de prorogation de l'aide sont les délais définis par l'Anah pour ses aides.

Le versement de l'aide de Montpellier Méditerranée Métropole est subordonné au versement de l'aide déléguée de l'Anah.

4.2 : Les primes

4.2.1 : Dossier de demande de subvention

Le dossier de demande d'engagement remis à l'équipe opérationnelle pour Montpellier Méditerranée Métropole comprendra notamment :

Documents administratifs :

- le formulaire de demande de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole dûment complété et signé par le bénéficiaire précisant le programme de réhabilitation envisagé et les engagements souscrits inhérents à la prime demandée,

Propriétaires occupants :

- l'attestation notariée de propriété datée de moins de trois mois avec la description complète et l'âge du bien, l'état civil du propriétaire, les noms et prénoms et usufruitiers et nus propriétaires, le relevé des millièmes ou relevé de taxes foncières de l'année en cours,
- l'avis d'imposition sur les revenus de l'année N-2 ou N-1 du demandeur et de tous les occupants du logement concerné,
- si le demandeur est usufruitier, l'autorisation du propriétaire sur les travaux à entreprendre,
- si les travaux portent sur les parties communes, la délibération de l'assemblée générale de copropriété ayant décidé les travaux sur parties communes avec indication pour chaque copropriétaire de sa quote-part de dépenses.

Propriétaires bailleurs

Les documents versés au dossier dans le cadre du conventionnement tels que prévus pour la demande de financement Anah, soit convention anah, bail et contractualisation dans le cas de mandat de gestion ou sous-location IML.

Syndicat des copropriétaires :

- l'attestation notariée de propriété datée de moins de trois mois avec la description complète et l'âge du bien, l'état civil du propriétaire, les noms et prénoms et usufruitiers et nus propriétaires, le relevé des millièmes ou relevé de taxes foncières de l'année en cours
- Délibération de l'assemblée générale de copropriété désignant le syndic (professionnel ou bénévole),
- Délibération de l'assemblée générale de copropriété ayant décidé les travaux sur parties communes,
- Liste des copropriétaires, établie par le mandataire commun (syndic professionnel comme bénévole), indiquant : l'ordre numérique des logements de chaque copropriétaire, avec pour chacun d'eux de leur tantième et de la quote-part de dépense mise à sa charge (en euros, et avec des totaux des montants engagés et des tantièmes). *Uniquement pour un syndic bénévole : faire dater et signer ce document par chaque copropriétaire.*

Documents techniques :

- l'avis motivé de l'équipe opérationnelle chargée de la conduite d'opération des programmes sur la recevabilité et l'intérêt du projet,
- si la réglementation l'exige, une copie des autorisations d'urbanisme obtenues préalablement à la réalisation des travaux,
- le plan de situation du bien (plan cadastral avec indication du Nord : cadastre.gouv.fr).
- les plans du logement ou de l'immeuble (avant et après travaux / croquis côté échelle minimum 1/100e) et de toutes les parties où sont exécutés des travaux, avant et après réhabilitation, avec indication de la hauteur et la surface habitable de toutes les pièces (plans de tous les niveaux, coupes, façades, toiture).
- les devis détaillés (travaux et maîtrise d'œuvre) estimatifs des travaux, datés et signés par les entreprises, comprenant :
 - une description des travaux à réaliser et des techniques mises en œuvre, ceci détaillé pour chaque logement et parties communes.
 - une estimation des travaux indiquant par ouvrage les quantités prévues et les prix unitaires correspondants, main d'œuvre et fournitures comprises.
- toute autre pièce permettant de justifier la demande.

A l'issue de l'instruction de la demande d'engagement, la décision d'attribution de subvention sera soumise à l'approbation du Conseil de Métropole, et notifiée par courrier au demandeur.

4.2.2 : Dossier de demande de paiement

Le dossier de demande de paiement remis à l'équipe opérationnelle pour Montpellier Méditerranée Métropole comprendra notamment :

- le formulaire de demande de paiement dûment complété et signé par le bénéficiaire, précisant la réalisation de l'ensemble des travaux eu égard à la demande d'engagement,
- les originaux des factures des entreprises (tampon et signature) pour tous les travaux réalisés,
- le plan de financement définitif,
- 1 relevé d'identité bancaire original au nom du demandeur.

En cas de réduction du programme de travaux, le montant de la prime à payer sera recalculé sur la base des travaux réellement réalisés.

En cas d'augmentation du programme de travaux et en l'absence d'engagement modificatif, la subvention ne peut être revue à la hausse : si le coût des travaux est moins important, la subvention sera minorée et plafonnée au montant initialement accordé.

En cas de non réalisation du programme retenu ou de non-respect des engagements souscrits, le retrait de la prime pourra être décidée et notifiée au demandeur.

Après vérification du dossier par les services de la Métropole, le versement de l'aide interviendra sous forme de virement bancaire sur le compte du demandeur ou de son mandataire.

Article 5 : Contrôle- Remboursement des aides et des primes

Après versement de l'aide et/ou de la prime, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve la possibilité de procéder à tout contrôle, y compris une visite sur place, lui permettant de s'assurer du respect des engagements souscrits par le propriétaire.

Dans cette optique, le propriétaire s'engage à fournir à Montpellier Méditerranée Métropole tous les éléments et justificatifs nécessaires à l'exercice de ce contrôle.

En cas d'inexécution avérée des engagements souscrits, la décision de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole sera retirée et tout ou partie des sommes perçues devra être reversé.

Pour les aides, une décision de retrait et de reversement de la subvention ANAH aura pour conséquence le retrait et le reversement de l'aide complémentaire de la Métropole. Les modalités de calcul du reversement sont celles définies par l'Anah.

Pour les primes, la décision d'octroi de la prime sera retirée et la quote-part à reverser sera calculée en tenant compte de la durée pendant laquelle les dispositions réglementaires et, le cas échéant, les engagements souscrits, ont été respectés. Le montant des sommes à restituer sera établi au prorata de la durée des engagements restant à courir à compter de la date de leur rupture. Il y a exonération de reversement en cas de :

- mutation résultant d'une expropriation ou de l'exercice d'un droit de préemption,
- vente à condition que les acquéreurs justifient de façon expresse du respect de l'ensemble des engagements réglementaires d'occupation et répondent aux conditions de ressources définies par le présent règlement,
- décès du bénéficiaire de la subvention.

Article 6 : Prise d'effet et évolution du présent règlement

Les aides et les primes de la Métropole sont liées à la mise en œuvre des conventions d'opération. Elles sont applicables pour tout dossier déposé à compter du lendemain de la date d'approbation du présent règlement, sauf pour l'aide « compensation perte de loyer » applicable dans le cadre du PIG « Rénover pour un Habitat Durable et solidaire » pour les dossiers déposés à compter du 1^{er} janvier 2023.

Le présent règlement pourra être modifié à tout moment.

Les modifications apportées au présent Règlement feront l'objet d'un avenant validé par décision du conseil métropolitain.

Annexe : tableau récapitulatif des aides

	Propriétaire Occupant Modeste			Propriétaire Occupant Très Modeste				Syndicat des copropriétaires		
	Aide aux travaux PO Modestes	Aide complémentaire Mapriménov/ Sérénité	Aide PO quote-part parties communes	Aide aux travaux PO Modestes	Aide complémentaire Mapriménov/ Sérénité	Aide PO quote-part parties communes	Aide PO mise aux normes logement sécurité / salubrité)	Aide x-tx dans le cadre du Plan Initiative Copropriétés	Aide parties communes prévention	Aide gain énergétique et thermique (gain de plus de 20%)
PIG RHDS	20% du montant HT des travaux subventionnés par l'Anah	500 € par logement	sans objet	20% du montant HT des travaux subventionnés par l'Anah	500 € par logement	sans objet	sans objet	sans objet	sans objet	sans objet
OPAH Grand Cœur			20% du montant HT des travaux, plafonné à 3200€			20% du montant HT des travaux, plafonné à 3200€	20% du montant HT des travaux, plafonné à 1250€	sans objet	30% du montant des travaux, plafonné à 4000€	15% du montant des travaux, plafonné à 10000€
PDS Cévennes			sans objet			sans objet	sans objet	10% du montant HT des travaux financés par l'Anah	sans objet	sans objet
OPAH Mosson			sans objet			sans objet	sans objet		sans objet	sans objet
Subventions adossées aux aides de l'Anah										
Subventions non adossées aux aides de l'Anah										

	Propriétaire bailleur Loc2 (conventionné social)					Propriétaire bailleur Loc3 (conventionné très social)				
	Aide à la production de loyer maîtrisé	Aide compensation perte de loyer	Remise sur le marché logement vacant	Aide IML	Prime regroupement de logements	Aide à la production de loyer maîtrisé	Aide compensation perte de loyer	Remise sur le marché logement vacant	Aide IML	Prime regroupement de logements
FIG RHDS	15% du montant HT des travaux subventionnés par l'Anah	100€/m² surface fiscale dans la limite d'un plafond de 6 000€	5% du montant HT des travaux subventionnés par l'Anah plafonné à 2000€, pour la remise sur le marché d'un logement vacant depuis plus de 12 mois.	Prime de 1000€ pour les logements confiés dans le cadre de l'intermédiation locative à une association ou en mandat de gestion à une AIVS	sans objet	15% du montant HT des travaux subventionnés par l'Anah	150€/m² surface fiscale dans la limite d'un plafond de 6 000€	5% du montant HT des travaux subventionnés par l'Anah plafonné à 2000€, pour la remise sur le marché d'un logement vacant depuis plus de 12 mois.	Prime de 1000€ pour les logements confiés dans le cadre de l'intermédiation locative à une association ou en mandat de gestion à une AIVS	sans objet
OPAH Grand Cœur					5000€ par logement créé					5000€ par logement créé
OPAH Mosson					sans objet					sans objet
PDS Cévennes					sans objet					sans objet
Subventions adossées aux aides de l'Anah										
Subventions non adossées aux aides de l'Anah										



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Environnement - Appel à projets France-Sénégal 2022 - Coopération Décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de Rufisque, la Ville de Montpellier, le CIRAD, le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, la SOMIMON (MIN Mercadis) et l'ASH - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Forte d'une première dynamique de coopération engagée et entretenue depuis 2017 avec le Conseil Départemental de Rufisque avec l'appui de l'ONG Migration-Citoyenneté-Développement (GRDR) et du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires ont souhaité répondre ensemble à l'appel à projets du *Fonds Conjoint France-Sénégal 2022* du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), faisant suite au succès du projet *Fonds Conjoint France-Sénégal 2020*.

Dans le cadre de leurs politiques agro écologie et alimentation durable, en partenariat avec la Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la SOMIMON opérateur de la délégation de service publique du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier, et l'Association des Sénégalais de l'Hérault, l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Grdr et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), les collectivités ont été lauréates de l'appel à projets et bénéficient ainsi de 70 % de financement du MEAE et de son partenaire sénégalais le Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires (MCDAT) pour mener à bien la deuxième phase de coopération.

Cette nouvelle phase va permettre de renforcer la visibilité et le plaidoyer en faveur des Plans Alimentaires Territoriaux (PAT) de Rufisque et des Ville et Métropole de Montpellier. Il est également proposé de renforcer les capacités du nouvel élu et de l'agent en charge des questions de l'agriculture et de l'alimentation du Conseil Départemental de Rufisque en vue de poursuivre la politique alimentaire du département de Rufisque et poursuivre l'animation multi-acteurs du PAT. Enfin, afin de parvenir à développer et péreniser le réseau des cantines scolaires, instrument du PAT du département de Rufisque, l'objectif sera à travers ce projet de diversifier ses partenaires financiers.

Ces objectifs seront structurés en plusieurs actions :

- Une action de communication et de plaidoyer autour des PAT des trois collectivités partenaires ;
- Le renforcement des compétences d'un élu et d'une technicienne point focal du PAT du Conseil Départemental de Rufisque ;

- La conduite d'une étude en vue de la création d'une cuisine centrale alimentant les cantines scolaires de Bargny (dans le cadre d'un maillage progressif du département de Rufisque en cuisines centrales et cantines scolaires) ;
- L'animation du comité de gouvernance départemental du PAT du Département de Rufisque.

La convention de partenariat qu'il est proposé d'approuver ce jour rappelle les engagements financiers et responsabilités des différentes parties prenantes, à savoir :

En France :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Montpellier, qui apportera son expertise en matière de politique alimentaire durable dans les restaurants scolaires ;
- La SOMIMON, société gestionnaire du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole, qui apportera son expertise auprès du projet de MIN sur le territoire de Rufisque ;
- Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), qui effectuera l'évaluation du projet ;
- L'Association des Sénégalais de l'Hérault, qui contribuera à mobiliser la diaspora sénégalaise de l'Hérault sur le projet.

Au Sénégal :

- Le Conseil Départemental de Rufisque ;
- L'ONG GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, qui participera à la mise en œuvre et la coordination opérationnelle du projet à Rufisque.

Pour l'exercice 2022, le concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 5 000 € de subvention accordée à l'opérateur Grdr Migration-Citoyenneté-Développement.

Pour l'exercice 2023, le concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 16 300 € de financement direct des actions du projet et 12 500 € de subvention accordées aux opérateurs CIRAD et Grdr versé selon les modalités suivantes :

- Versement d'une subvention de 5 700 € au CIRAD ;
- Versement d'une subvention de 6 800 € au Grdr.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- D'autoriser la recherche et la perception de recettes externes permettant de financer le projet ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique et emploi" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Dans le cadre de ses compétences de développement économique et politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de soutenir des associations qui participent au dynamisme économique du territoire de manière durable et inclusive. A ce titre, elle souhaite apporter son soutien aux associations suivantes qui œuvrent sur le territoire de la Métropole pour favoriser la découverte des métiers et de l'entrepreneuriat, l'insertion par l'activité économique et la Responsabilité Sociale des Entreprises.

Pour aider les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer les subventions suivantes :

1- SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

a) Dans le cadre de la Cité Educative :

ORGANISME	OBJET DE LA SUBVENTION	SUBVENTION
BGE Sud-Ouest	Sensibilisation à l'entrepreneuriat en milieu scolaire.	3 000 €
Les Petits Débrouillards Occitanie	Explorateurs des sciences.	5 000 €
SCIC Tropisme	Découverte des ICC.	3 000 €

b) Dans le cadre de l'insertion professionnelle

ORGANISME	OBJET DE LA SUBVENTION	SUBVENTION
60 000 REBONDS	Fonctionnement	5 000 €
PROFESSION SPORT ET LOISIRS 34	Bourse d'emplois des jeunes	3 000 €
RECYCL' ET VOUS	Fonctionnement	15 000 €

c) Dans le cadre de l'accompagnement des entreprises à la Responsabilité Sociale des Entreprises :

ORGANISME	OBJET DE LA SUBVENTION	SUBVENTION
FRANCE ACTIVE AIRDIE OCCITANIE	Les cafés engagés	20 000 €
FACE HERAULT	Accompagnement collectif des TPE/PME à la RSE	4 000 €

2- SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

ORGANISME	OBJET DE LA SUBVENTION	SUBVENTION
LES JARDINS DE COCAGNE MIRABEAU	Investissement	15 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) volontariste. Le 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a adopté par délibération la révision de la P2A, et ainsi défini un nouvel élan pour développer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire de la Métropole.

La P2A vise cinq finalités transversales :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir localement l'emploi et les revenus agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Elle se décline en 5 orientations opérationnelles :

- Façonner un territoire agroécologique ;
- Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Pour relever ces défis « *de la fourche à la fourchette* », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs territoriaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement économique, écologique et social et de la transition du système alimentaire territorial. Chaque année, la Métropole soutient ainsi l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable :

- Des partenariats structurants ont été construits depuis plusieurs années avec la communauté scientifique de renommée internationale sur ces thématiques, les organisations professionnelles et les têtes de réseaux. Ils continuent à se déployer sur le moyen terme sont généralement reconduits d'une année sur l'autre, parfois avec un cadrage triennal. La Métropole soutient ces acteurs dont l'action

vient en appui à la mise en œuvre de la P2A. La convention de partenariat matérialise des objectifs de moyen terme définis en commun ainsi qu'une déclinaison opérationnelle annuelle ;

- Le soutien à des projets opérationnels structurants pour le territoire, qui contribuent à la mise en œuvre des orientations de la P2A, portés par des acteurs inscrits dans un cadre d'échange régulier ou occasionnel ;
- La mobilisation citoyenne autour de l'agroécologie et du développement durable, avec, dès que c'est possible, une harmonisation du calendrier événementiel avec les 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2022, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

Subventions de projets événementiels et de mobilisation citoyenne					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Projet	Montant attribué
6151	PIC'ASSIETTE	METRODEV 001166	Projet	Dans le cadre du projet Croquons la Garrigue , l'association met en exergue des solutions pour une alimentation locale saine et de saison accessible à tous, par l'organisation de rencontres et visites thématiques, et en particulier une journée de rencontre sur le territoire de la Métropole sur la thématique de la transformation des produits des garrigues.	1 500 €
Total					1 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Transition Énergétique et Écologique - Exercice 2022 - Approbation

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives rejoignent pleinement les objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs), dont le projet et les orientations, arrêtés au Conseil de Métropole du 22 mars 2022, ambitionnent notamment une importante sensibilisation des habitants aux enjeux de préservation de la biodiversité et de lutte face aux évolutions climatiques.

Ligue de Protection des Oiseaux

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée auprès de l'association Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) de l'Hérault, poursuivant des objectifs communs de préservation de la biodiversité, et d'observation de l'évolution de son comportement face aux changements climatiques, notamment au travers d'un accompagnement au fonctionnement du Centre de soins de la faune sauvage. La réponse à l'urgence climatique est identifiée en tant qu'enjeu majeur, de l'échelle internationale et l'échelon local, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, qui vise l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050 au travers de son PCAETs.

Parallèlement à cet engagement de la Métropole, la LPO offre un service de médiation au titre des interactions de cohabitations avec les humains et/ou le bâti. A titre d'exemple, elle reçoit plus de 7 000 appels par an au titre de cette action. Dans ce cadre, la LPO propose à la Métropole de contribuer au service de médiation sur son territoire, pour l'année 2022. La Métropole souhaite y faire droit, pour un montant de 2 500 €.

ARTIO

L'association ARTIO est une association étudiante, dont l'un des objectifs est d'assurer un soutien aux initiatives étudiantes pour une meilleure compréhension et sensibilisation à la biodiversité. Dans ce cadre, l'association sollicite la Métropole dans le cadre de l'organisation de l'événement Festi'versité, dont l'objectif est de sensibiliser petits et grands aux enjeux de l'écologie à travers différentes animations telles que des jeux ateliers, balades et des expositions. Il s'agit d'un événement gratuit, ouvert à toutes et tous, et organisé les 30 et 31 octobre au Zoo de Lunaret. L'association propose à la Métropole de contribuer à l'organisation de cet événement, pour l'année 2022. La Métropole souhaite y faire droit, pour un montant de 2 500 €.

Université de Montpellier

L'Université de Montpellier sollicite ici la Métropole dans le cadre de la construction d'une exposition

organisée dans le cadre de l'élaboration d'un projet pédagogique autour de la biodiversité, intitulé « *Coup de projecteur sur la biodiversité (in)visible* ». La construction de cette exposition sera réalisée durant l'année 2022 et a vocation à être présentée au grand public, en itinérance, durant l'année 2023. Ce projet entre pleinement dans les objectifs de sensibilisation et de développement de la connaissance, au regard des enjeux de biodiversité sur le territoire métropolitain. L'Université propose à la Métropole de contribuer à l'organisation de cette exposition, pour l'année 2022. La Métropole souhaite y faire droit, pour un montant de 10 000 €.

Salon de l'Ecologie

L'Association du Salon de l'Ecologie est une association qui a pour but l'organisation de l'édition 2022 du Salon du même nom, autrement appelé *Ad Natura*. La première édition de cette formule ambitieuse du salon se tiendra du 27 au 29 octobre 2022, au parc des expositions, à Pérols. Il s'agit d'un événement, à visée nationale, sous parrainage de l'Office Français de la Biodiversité (OFB), en collaboration avec la Région Occitanie, l'Agence Régionale de la Biodiversité Occitanie (ARB Occitanie), l'Union Professionnelle du Génie Écologique (UPGE) et l'Université de Montpellier, et avec le soutien de nombreux partenaires. *Ad Natura* permet de réunir, connaître et valoriser tous les acteurs de la filière professionnelle travaillant dans le domaine et sur les métiers et formations à l'écologie, autour de la mobilisation, en particulier de 4 filières professionnelles : la Recherche, la Gestion d'espaces, l'Education, et l'Ingénierie. L'Association propose à la Métropole de contribuer à l'organisation de cet événement, pour l'année 2022. La Métropole souhaite y faire droit, pour un montant de 30 000 €, et bénéficier d'un espace dans la zone d'exposition, partagé avec la Ville de Montpellier, pour promouvoir ses missions et activités, ainsi que d'un temps de parole lors des différentes journées du colloque.

Pour accompagner les associations et partenaires à mener à bien leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

TRANSITION ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
4431	Ligue de Protection des Oiseaux	METRO TE-000056	Projet	2 500,00 €
5290	ARTIO	METRO TE-000054	Projet	2 500,00 €
6928	Université de Montpellier	METRO TE-000057	Projet	10 000,00 €
5417	Salon de l'Ecologie	METRO TE-000061	Projet	30 000,00 €
TOTAL				45 000,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions attributives afférentes ;
- D'approuver les termes des conventions attributives à intervenir avec chacune des associations ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Conventions de fonds de concours 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Prades-Le-Lez, Beaulieu, Vendargues, Saint Génès des Mourgues et Baillargues - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Certaines communes des Pôles Territoriaux de la Métropole souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements (voirie, achat de mobilier urbain, réseaux secs et éclairage public). Les communes soumettront prochainement l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils Municipaux respectifs.

Les montants de fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de convention sont les suivants :

Pôle Cadoule et Bérange

Vendargues :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue du 8 mai 1945	1 055 757€	879 797,50€	19,067%	167 750€

Saint Génès des Mourgues :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue du Bassin - Travaux	199 988,00€	166 656,70€	49%	81 661,78€
Rue du Bassin - Etudes	31 608,46€	26 340,38€	49%	12 906,79

Beaulieu :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue de la Croix de Mission	72 841,77 €	60 701,48€	24%	14 568,36€
Rue du Pic Saint Loup	2 191,80 €	1 826,50€	24%	438,36€
Route de Saint Drézéry	8 440,27 €	7 033,56€	24%	1 688,06€
Phase 2 Notre Dame (réseaux secs/éclairage)	172 416,58 €	143 680,48€	44%	69 561,54€

Baillargues :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue des Multipliants	154 865,44 €	129 054,53€	49,22%	63 520,64€
Parking des arènes	52 014,24 €	43 345,20€	49,22%	21 334,51€
Rue du petit bonheur	2 390,38 €	1 991,98€	49,22%	980,45€
Av et carrefour Deltheil	281 513,76 €	234 594,80€	49,22%	115 467,56€
Sécurisation Ralentisseurs	9 240,00 €	7 700,00€	49,22%	3 789,94€
Rue des Vignerons	39 600,00 €	33 000,00€	49,22%	16 242,60€
Rue Jean Moulin	128 446,00 €	107 038,33€	49,22%	52 684,27€
Rue du Pradas	42 001,61 €	35 001,34€	49,22%	17 227,66€
Divers voiries	7 320,00€	6 100,00€	49,22%	3 002,42€

Pôle Vallée du LezPrades-le-Lez :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Avenue des Barrones (phase 1)	596 302,98€	496 919,15€	30,19%	150 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les versements des fonds de concours décrits ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Concertation préalable au titre du Code de l'environnement sur le projet et les impacts du lycée et des aménagements associés - Bilan de concertation préalable - Approbation

La Région Occitanie envisage la construction sur le territoire de la commune de Cournonterral d'un lycée d'une surface de plancher de l'ordre de 20 000 m². Ce projet s'accompagne de la réalisation, par la commune de Cournonterral, d'un gymnase et, par Montpellier Méditerranée Métropole, de travaux de voirie, de construction d'une aire de dépose-repose des transports scolaires, de création de voies nouvelles légères et de requalification des espaces de stationnement intégrant des fonctionnalités multimodales.

Le projet, qui doit être appréhendé de façon globale, est soumis à évaluation environnementale et doit faire l'objet d'une concertation préalable en application de l'article L.121-17 du Code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 121-16 du Code de l'environnement, la concertation préalable associe le public à l'élaboration du projet. Quinze jours avant le début de la concertation, le public est informé des modalités et de la durée de la concertation par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par la concertation ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, par voie de publication locale. Le bilan de cette concertation est rendu public. Le maître d'ouvrage ou la personne publique responsable indique les mesures qu'il juge nécessaire de mettre en place pour répondre aux enseignements qu'il tire de la concertation.

Par délibération du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a défini les modalités de la concertation qu'elle envisageait de mettre en œuvre.

Par délibération du 25 janvier 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré son intention, au sens de l'article L. 121-18 du Code de l'environnement, d'engager la concertation préalable.

Elle a été publiée sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le panneau d'affichage à l'Hôtel de Métropole le 25 mars 2022. Elle a également été affichée en mairie de Cournonterral du 25 mars 2022 au 31 août 2022. Enfin, elle a été publiée sur le site internet de l'Etat du 22 mars 2022 au 23 mai 2022, ouvrant le délai de deux mois pour l'exercice du droit d'initiative permettant de solliciter l'organisation d'une concertation préalable au titre des articles L. 121-17 et L. 121-19 du Code de l'environnement.

Le droit d'initiative n'ayant pas été exercé, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en œuvre les modalités de concertation définies dans la délibération du 28 juillet 2021.

La région Occitanie, désigné coordinateur des concertations pour Montpellier Méditerranée Métropole dans la délibération du 28 juillet 2021, a publié pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole un avis de concertation le 31 mai 2022 dans le *Midi-Libre* et le 02 juin 2022 dans la *Gazette de Montpellier* informant le public des modalités de la concertation et des dates de sa mise en œuvre.

Cet avis a également été affiché en mairie de Cournonterral à partir du 31/05/2022, et ce jusqu'au 17/07/2022, et publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole dédié à cette concertation à partir du 31/05/2022. La concertation s'est déroulée du 17 juin au 17 juillet 2022 inclus.

Les principaux éléments du bilan de la concertation sont les suivants :

I. Dispositif de concertation mis en œuvre

Les modalités de la concertation définies par Montpellier Méditerranée Métropole dans sa délibération du 28 juillet 2021 étaient les suivantes :

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation en mairie de Cournonterral sise 12, avenue Armand-Daney, aux heures d'ouverture au public et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Mise à disposition d'un registre permettant au public de formuler ses observations et propositions sous format papier en mairie de Cournonterral et sous format dématérialisé sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Parution dans le journal d'information de Montpellier Méditerranée Métropole d'un article d'information.

Si les restrictions liées à la crise sanitaire l'autorisent, une réunion publique sera conjointement organisée sur le territoire de la commune, par la Région, la Métropole et la Commune.

Ces modalités ont été mises en œuvre de la manière suivante :

➤ Mise à la disposition du public du dossier de concertation

Le dossier de concertation préalable mis à la disposition du public présentait :

- La concertation préalable : ses objectifs, ses modalités, ses suites ;
- Le projet de desserte des lycée et gymnase : ses objectifs, sa localisation, ses caractéristiques ;
- Le coût estimatif de l'opération ;
- Les solutions alternatives envisagées ;
- Un aperçu des incidences potentielles sur l'environnement.

Le dossier de concertation préalable a été mis à la disposition du public selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition en mairie de Cournonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand-Daney, 34660 Cournonterral sous format papier relié, sur un pupitre dédié et en accès libre à tout public ;
- Mise à disposition du 17 juin 2022 au 17 juillet 2022 sur le site internet de la région, en libre téléchargement, à l'adresse électronique suivante : <https://participer.montpellier.fr> ;

➤ Mise à la disposition du public du registre permettant au public de formuler ses observations et propositions :

- Mise à disposition en mairie de Cournonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand Daney, 34660 Cournonterral ; sous format papier, sur un pupitre dédié, avec un stylo à disposition et en libre d'accès à tout public souhaitant formuler un avis.
- Mise à disposition du 17 juin 2022 au 17 juillet 2022 sur le site internet de la région, sous forme d'un formulaire à remplir, sans restriction d'accès, à l'adresse électronique suivante :

<https://participer.montpellier.fr> ;

- **Parution d'un article dans le journal d'information de la région n°13 de Montpellier Méditerranée Métropole** dénommé « *MONTPELLIER METROPOLE EN COMMUN* ». Cet article présentait le projet et les différentes concertations, les lieux où le public pouvait consulter les dossiers de concertation et renseigner les registres de concertation ainsi que la date, l'heure et le lieu de la réunion publique d'information. Ce journal a été distribué dans les boîtes à lettres au cours de la première quinzaine du mois de juin 2022.
- **Organisation d'une réunion publique le 29 juin 2022**

Les conditions sanitaires le permettant, une réunion publique a pu être organisée afin d'échanger avec le public.

- Avis d'information : date de diffusion, support, objet

La date et l'heure de la réunion publique ont été mentionnées dans l'avis de publicité réglementaire publié le 31 mai 2022 dans le *Midi-Libre* et le 02 juin 2022 dans la *Gazette de Montpellier*.

La date, l'heure et le lieu de la réunion publique ont été mentionnés sur le site internet dédié à la concertation de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que sur les sites dédiés de la Ville de Cournonterral et de la Région Occitanie.

Par ailleurs, s'agissant d'une réunion publique organisée conjointement par la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Cournonterral, un avis d'information sur l'organisation de cette réunion a été publié dans le journal d'information de chaque collectivité : l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres début juin pour la Région, l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres à partir du 07 juin 2022 pour la Métropole, l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres les 20 et 21 juin pour la mairie de Cournonterral.

Un avis d'information précisant le lieu et l'horaire de la réunion publique a également été affiché en Mairie de Cournonterral.

Un avis d'information précisant le lieu et l'horaire de la réunion publique a également été publié sur le compte Facebook officiel de la Mairie de Cournonterral. Ce même avis a été publié sur le site info-flash.com de la commune de Cournonterral.

Enfin, un avis d'information précisant le lieu et l'horaire de la réunion publique a été affiché sur un panneau d'information implanté sur le site du projet visible depuis la RM 5, à partir du 22 juin 2022.

- Organisation de la réunion : lieu, horaire, participants, objet, nombre approximatif de participants

La réunion s'est tenue le 29 juin 2022 à 18h00, salle Victor-Hugo à Cournonterral, en présence notamment de Monsieur Kamel CHIBLI, Vice-Président de la Région Occitanie délégué à l'éducation, l'orientation, la jeunesse et aux sports, de Madame Patricia BELKADI adjointe au Maire, déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur Délégué au pôle Proximités Espaces Publics de la Métropole, et de Monsieur Yannick JACOB, Directeur du pôle Mobilité de la Métropole.

Après une présentation générale du contexte et des objectifs des maîtres d'ouvrage, la réunion s'est structurée en deux temps. Une première partie dédiée à la présentation et aux échanges autour des enjeux environnementaux du projet, et une seconde partie portant sur la modification du PLU de Cournonterral pour le rendre compatible avec le projet.

La première partie de la réunion, objet de la concertation au titre du Code de l'environnement, s'est déroulée de 18h30 à 19h30 devant une cinquantaine de personnes. Après la projection d'un support présentant le contexte et les enjeux environnementaux du projet par le bureau d'étude Biotope, un échange avec le public a eu lieu pendant 30 minutes environ.

Le compte-rendu exhaustif de cette réunion retrace avec précision la présentation du bureau d'étude, ainsi que le contenu des échanges entre le public et les intervenants. Ces échanges ont porté principalement sur le thème des transports et de la mobilité. Dans une moindre mesure, les thèmes de la carte scolaire et de l'hydraulique ont également été abordés.

II. Enseignements tirés de la concertation

II.1. Observations recueillies

Le registre de concertation mis en place en mairie de Cournonterral a recueilli une observation demandant le maintien de l'accès au chemin de Carrierrasse depuis la RM114 pendant les travaux.

Le registre dématérialisé mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole a recueilli une observation : *« Ce lycée, c'est une bonne nouvelle pour les habitants du bout de la métropole. Mais, ce serait bien de penser à végétaliser au maximum ces gros complexes qui souffrent souvent de trop de béton et donc tenir compte de l'environnement à l'aune du réchauffement climatique ! J'espère également que l'on va enfin cesser de multiplier à outrance les éclairages nocturnes dans cette nouvelle zone urbanisée pour ne pas ressembler à ces entrées de ville comme Juvignac et sa porte du soleil ! »*

Par ailleurs, lors de la réunion publique, 16 personnes ont présenté des observations et échangé avec les maîtres d'ouvrage sur le projet.

II.2. Analyse des observations

Aucune observation défavorable au projet n'a été formulée à l'occasion de cette période de concertation. Les remarques et interrogations ont porté sur quatre thèmes principaux :

1/ Mobilité et transports :

Le premier point abordé par le public sur ce thème concerne les cheminements piétonniers entre le lycée et le centre-ville. Les interrogations ont porté en particulier sur la sécurisation des déplacements et notamment la traversée de la RM5.

L'objectif de la Région est de proposer des aménagements intérieurs qui incitent les élèves à rester dans l'enceinte du lycée et ainsi limiter les échanges vers l'extérieur. Dans cette perspective, une attention particulière sera portée sur la conception de l'espace de restauration, ainsi que sur le traitement qualitatif des espaces (intérieurs et extérieurs) dédiés au temps libre des lycéens.

A l'extérieur de l'enceinte du lycée, le traitement des cheminements doux est de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole. Une réflexion étroite sur la conception des espaces publics extérieurs est menée conjointement avec les services de la Région et avec la Ville de Cournonterral.

De la même manière, la requalification de la RM5, l'aménagement d'itinéraires sécurisés pour les cyclistes et la prise en considération de la desserte du site par les transports en commun sont des sujets de préoccupation traités par la Métropole dans le cadre d'un travail collaboratif avec la Région et la Ville.

Le deuxième point abordé par le public sur ce thème concerne les transports scolaires et en particulier le

besoin d'avoir une offre alternative aux transports en commun urbains pour les territoires qui ne disposent pas de ce service. Comme pour le volet infrastructure, Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de transport collectif urbain sur son territoire, et la Région travailleront conjointement à la mise en place d'une offre de transport mutualisée. Une réflexion est par ailleurs engagée pour améliorer l'offre de transport scolaire existante en attendant l'ouverture du nouveau lycée.

Enfin, le dernier point abordé sur ce thème concerne la perturbation de la circulation pendant la durée du chantier. Le plan de circulation liés aux travaux n'a pas encore été établi, mais de la même manière que les points précédents, les trois collectivités travailleront conjointement pour limiter autant que possible la perturbation pendant les travaux. En particulier pour répondre à l'observation figurant dans le registre mis en place en mairie de Cournonterral, le chemin de Carrierasse sera rétabli sur la RM114 en périphérie du lycée coté est selon le principe présenté dans le dossier de concertation en préservant les enjeux environnementaux (muret de pierre et oliveraie). Ce rétablissement sera préalable aux travaux de terrassement du lycée pour assurer la continuité des dessertes agricoles riveraines.

Pendant les travaux, selon le phasage retenu lors des études détaillées, la continuité pourra être ponctuellement interrompue (quelques jours le temps des terrassements nécessaires). Dans ce cas une information préalable sera organisée, des déviations mises en place et les accès riverains seront maintenus au travers du chantier pour ne pas enclaver les parcelles concernées.

2/ Carte scolaire :

Les interrogations portent sur la liste des communes qui seront rattachées au lycée de Cournonterral et sur les flux générés par cette nouvelle sectorisation. A ce stade, la sectorisation du lycée n'a pas été arrêtée ; une réflexion avec le rectorat sera engagée pour définir la cartographie des communes rattachées au lycée, avec l'objectif de désengorger d'autres établissements aujourd'hui saturés.

3/ Hydraulique :

L'interrogation porte sur la prise en considération des cours d'eau voisins du site et des impacts du projet sur les futurs écoulements. La connaissance du contexte hydraulique et la mesure des impacts générés par le projet sont des éléments déterminants dans la conception du projet. Ils ont été pris en considération dès le début des études opérationnelles et seront retranscrits dans l'étude d'impact menée à l'échelle globale du projet (lycée, voirie et gymnase), ainsi que dans les dossiers réglementaires spécifiques (dossier loi eau) que chaque maître d'ouvrage devra soumettre à l'administration concernée.

4/ Artificialisation et lutte contre le réchauffement climatique :

Pour répondre à l'observation déposée sur le registre dématérialisé mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, le projet de desserte et d'aménagement des espaces publics fera la part belle aux aménagements paysagers et végétalisés. Les espaces artificialisés et imperméabilisés seront réduits au maximum et les espaces déjà imperméabilisés tel que le parking du complexe sportif seront renaturés et désimperméabilisés.

L'éclairage public sera rationalisé et géré de manière raisonnée tel que mentionné dans le programme de l'opération. Des équipements de production photovoltaïque sont prévus au programme sur les espaces publics pour améliorer le bilan énergétique global du projet en phase exploitation.

D'autres thèmes particuliers, mais qui ne concernent pas directement le projet de desserte porté par Montpellier Méditerranée Métropole, ont fait l'objet d'observations durant la réunion publique (affectation du gymnase actuel, plan de circulation de Cournonterral, requalification des RM 114 et 185).

Ces points seront traités dans le bilan de concertation établi par la Ville de Cournonterral. S'agissant des

requalifications des RM114 et RM185, des réponses ont été apportées en séance lors de la réunion publique. Elles ne concernent pas directement le projet de desserte des lycée et gymnase mais les politiques plus globales d'entretien et d'évolution du réseau routier de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'ensemble des observations recueillies par les 3 maitres d'ouvrage durant cette phase de concertation seront cependant prises en considération globalement pour la poursuite de la conception du projet.

Conclusion : Les modalités de la concertation avec le public ont été respectées par Montpellier Méditerranée Métropole. Le public a pu s'informer et s'exprimer sur le projet. Les observations recueillies ont permis de nourrir la réflexion de la collectivité et de conforter ses choix. A l'issue de la phase de concertation, l'organe délibérant doit tirer le bilan de la concertation,

L'opération est soumise à l'organisation d'une enquête publique au cours de laquelle le dossier de déclaration d'utilité publique – comportant le bilan de la concertation – sera mis à la disposition du public.

Outre les formalités de publicité de droit commun dont elle fera l'objet, la délibération tirant le bilan de la concertation sera publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que maître d'ouvrage, en application des dispositions de l'article R. 121-21 du Code de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de concertation préalable au titre du Code de l'environnement du projet de lycée à Cournonterral ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Concertation préalable au titre du Code de l'urbanisme - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité de plan local d'urbanisme pour la réalisation des accès multimodaux au futur lycée et à la halle des sports - Bilan de la Concertation - Approbation

La Région Occitanie envisage la construction sur le territoire de la commune de Cournonterral d'un lycée d'une surface de plancher de l'ordre de 20 000 m². Ce projet s'accompagne de la réalisation, par la commune de Cournonterral, d'un gymnase et, par Montpellier Méditerranée Métropole, de travaux de voirie, d'une aire de dépose-repose des transports scolaires, de création de voies nouvelles légères et de requalification des espaces de stationnement intégrant des fonctionnalités multimodales.

La maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération n'étant pas acquise, des démarches d'acquisitions amiables auprès des propriétaires privés ont été engagées. Elles n'ont cependant pas abouti et une acquisition par voie d'expropriation doit être envisagée pour la réalisation du lycée et des travaux de desserte.

Par ailleurs, le site d'implantation envisagé étant classé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Cournonterral en zones Nn, Nnsl et An, une procédure de mise en compatibilité du PLU doit en outre être mise en œuvre en application de l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme. L'objectif est de modifier les dispositions du PLU afin de permettre la réalisation de l'opération.

Conformément aux nouvelles dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, la mise en compatibilité d'un PLU soumise à évaluation environnementale doit faire l'objet d'une concertation préalable. Les modalités de la concertation doivent permettre pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

Par délibération du 22 mars 2022, le Conseil de Métropole a défini les modalités de la concertation et le 09 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a publié un avis de concertation dans *Midi-Libre* informant le public des modalités de la concertation et des dates de sa mise en œuvre. Cet avis a également été :

- Affiché en mairie de Cournonterral à partir du 09/05/2022, jusqu'au 17/07/2022 ;

- Publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole dédié à cette concertation à partir du 09/05/2022.

La concertation s'est déroulée du 25 mai au 17 juillet 2022 inclus.

Les principaux éléments du bilan de la concertation sont les suivants.

I Dispositif de concertation mis en œuvre

Les modalités de la concertation définies par le Conseil de Métropole dans sa délibération du 22 mars 2022 étaient les suivantes :

« - Mise à disposition du public d'un dossier de concertation en mairie de Cournonterral et sur le site internet de la Métropole ;

- Mise à disposition d'un registre papier en mairie de Cournonterral et d'un registre dématérialisé sur le site internet de la Métropole permettant au public de formuler ses observations et propositions;

- Parution dans le journal d'information de la métropole d'un article d'information.

Si les restrictions liées à la crise sanitaire l'autorisent, une réunion publique sera conjointement organisée sur le territoire de la commune, par la Région, la Métropole et la Commune ».

Ces modalités ont été mises en œuvre de la manière suivante :

1.1 Mise à la disposition du public du dossier de concertation composé des pièces suivantes :

- Rapport de présentation ;
- Projet d'Aménagement et de Développement Durable ;
- Orientations d'Aménagement et de Programmation ;
- Règlement ;
- Plan de Zonage ;
- Annexe.

1.2 Le dossier de concertation a été mis à la disposition du public selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition en mairie de Cournonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand-Daney, 34660 Cournonterral, sous format papier relié, sur un pupitre dédié et en accès libre à tout public et mise à disposition du 25 mai 2022 au 17 juillet 2022 sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, en libre téléchargement, à l'adresse électronique suivante : <https://participer.montpellier.fr>.

- Mise à la disposition du public du registre permettant au public de formuler ses observations et propositions :

- En mairie de Cournonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand Daney, 34660 Cournonterral ; sous format papier, sur un pupitre dédié, avec un stylo à disposition et en libre d'accès à tout public souhaitant formuler un avis ;
- Sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, sous forme d'un formulaire à remplir, sans restriction d'accès, à l'adresse électronique suivante : <https://participer.montpellier.fr>.

1.3 Parution en juin 2022 d'un article dans le journal d'information n°13 de Montpellier Méditerranée Métropole dénommé « *Montpellier Métropole En Commun* ». Cet article présentait le projet et les différentes concertations, les lieux où le public pouvait consulter les dossiers de concertation et renseigner les registres de concertation ainsi que la date, l'heure et le lieu de la réunion publique d'information. Ce journal a été distribué dans les boîtes à lettres à partir du 07 juin 2022.

1.4 Organisation d'une réunion publique le 29 juin 2022 : les conditions sanitaires le permettant, une réunion publique a pu être organisée afin d'échanger avec le public.

1.4.1 Avis d'information : date de diffusion, support, objet.

La date et l'heure de la réunion publique ont été mentionnées :

- Dans l'avis de publicité réglementaire publié le 5 mai 2022 dans le *Midi-Libre* ;
- Sur le site internet dédié à la concertation de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que sur les sites dédiés de la Ville de Cournonterral et de la Région Occitanie ;
- S'agissant d'une réunion publique organisée conjointement par Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Cournonterral et la Région Occitanie, un avis d'information sur l'organisation de cette réunion a été publié dans le journal d'information de chaque collectivité : l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres à partir du 07 juin 2022 pour la Métropole, l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres les 20 et 21 juin pour la mairie de Cournonterral et l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres début juin pour la Région Occitanie ;
- Par affichage en Mairie de Cournonterral ;
- Sur le compte Facebook officiel de la Mairie de Cournonterral ;
- Sur le site info-flash.com de la commune de Cournonterral.
- Sur un panneau d'information implanté sur le site du projet et visible depuis la RM 5, à partir du 22 juin 2022.

1.4.2 Organisation de la réunion

La réunion s'est tenue le 29 juin 2022 à 18h00, salle Victor-Hugo à Cournonterral, en présence notamment de Monsieur Kamel CHIBLI, Vice-Président de la Région Occitanie délégué à l'éducation, l'orientation, la jeunesse et aux sports, de Madame Patricia BELKADI adjointe au Maire, déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur Délégué au pôle Proximités Espaces Publics de la Métropole, et de Monsieur Yannick JACOB, Directeur du pôle Mobilité de la Métropole.

Après une présentation générale du contexte et des objectifs des maîtres d'ouvrage, la réunion s'est structurée en deux temps. Une première partie dédiée à la présentation et aux échanges autour des enjeux environnementaux du projet, et une seconde partie portant sur la modification PLU de Cournonterral pour le rendre compatible avec le projet. La deuxième partie de la réunion, objet de la concertation au titre du Code de l'urbanisme, s'est déroulée de 19h30 à 20h30 devant une cinquantaine de personnes.

Après la projection d'un support présentant le contexte et les enjeux liés à la mise en compatibilité du PLU par l'Agence d'architecture Robin et Carbonneau, un échange avec le public a eu lieu pendant 30 minutes environ.

Le compte-rendu exhaustif de cette réunion retrace avec précision la présentation de l'agence d'architecture, ainsi que le contenu des échanges entre le public et les intervenants. Les observations du public et les échanges qui en ont résulté ont porté exclusivement sur le thème de l'environnement et de la biodiversité.

II Enseignements tirés de la concertation

2.1 Observations recueillies

Le registre de concertation mis en place en mairie de Cournonterral n'a recueilli aucune observation. Le registre dématérialisé mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole n'a recueilli aucune observation. Par ailleurs, lors de la réunion publique, 7 personnes ont présenté des observations et échangé avec les maîtres d'ouvrage sur le projet.

2.2 Analyse des observations

Aucune observation défavorable au projet n'a été formulée à l'occasion de cette période de concertation. Les

remarques et interrogations ont porté sur l'unique thème de l'environnement et de la biodiversité.

Le premier point abordé par le public concerne le traitement paysager du projet et en particulier la préservation des franges autour du lycée.

L'objectif des maîtres d'ouvrage est de maintenir les principaux éléments marquants du paysage sur le site et de les intégrer autant que possible au projet. Ainsi, la préservation de l'oliveraie et le maintien du chêne centenaire ont été fixés comme des éléments de programme à respecter par l'équipe de conception du lycée.

La mise en compatibilité du PLU permettra également d'apporter une protection réglementaire à cet espace.

De la même façon, la zone humide située en limite sud du projet sera totalement préservée ; elle sera par ailleurs confortée par la création d'une prairie humide qui permettra à la fois de gérer les eaux de ruissellement du lycée et de créer une zone favorable au développement de la biodiversité.

Le muret en pierres sèches qui borde l'oliveraie sera également maintenu pour préserver ce secteur où le lézard ocellé est présent.

Le deuxième point abordé par le public porte sur la mise en place d'aménagements et d'équipements spécifiques dans le lycée pour préserver la biodiversité. Il est suggéré, par exemple, la mise en place de ruches et de nichoirs. A ce stade du projet, ce type d'équipement n'est pas prévu, mais les maîtres d'ouvrage pourront engager une réflexion avec un prestataire spécialisé afin d'identifier les actions en faveur de certaines espèces qui pourraient être mises en œuvre au regard des caractéristiques du site et de la conception du lycée.

Le dernier point abordé concerne la localisation des terrains nécessaires à la compensation écologique.

La Région a engagé une démarche de recherche de terrains susceptibles d'être affectés à la mise en œuvre des mesures compensatoires générées par le projet. Comme l'impose la loi sur la reconquête de la biodiversité, ces terrains doivent être situés au plus près de la zone impactée.

Vingt-cinq hectares présentant des caractéristiques écologiques similaires à celles du site impacté ont été identifiés ; ils sont répartis sur la commune de Cournonterral et sur la commune de Pignan. Ces 25 ha sont présentés dans le dossier de dérogation pour destruction d'espèces protégées qui a été déposé auprès de la DREAL Occitanie en juin 2022.

2.3 Conclusion

Les modalités de la concertation avec le public ont été respectées par Montpellier Méditerranée Métropole. Le public s'est notamment fortement mobilisé lors de la réunion publique et a pu s'informer, et s'exprimer sur le projet. Les observations recueillies ont permis de nourrir la réflexion des collectivités, de conforter leur choix et percevoir une attente du public concernant l'arrivée du lycée, du gymnase et des aménagements des accès multimodaux connexes.

A l'issue de la phase de concertation, l'organe délibérant doit tirer le bilan de la concertation. De plus, la procédure de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Cournonterral comporte l'organisation d'une enquête publique au cours de laquelle le dossier de déclaration d'utilité publique – comportant le bilan de la concertation – sera mis à la disposition du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de concertation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Déclaration de projet portant sur l'intérêt général de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe - Approbation - Autorisation signature

Située sur la commune de Cournonterral, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe, sur 9,1 hectares, a pour objet l'aménagement d'un parc d'activités économiques (PAE) permettant de répondre aux nombreuses demandes d'installation de PME-TPE artisanales, de conforter l'agriculture de proximité en permettant l'implantation de sièges d'exploitations agricoles d'agriculteurs locaux, évitant ainsi le mitage du territoire agricole et de favoriser la protection de la ressource en eau par la renaturation d'une ancienne décharge en parc paysager et par l'accueil d'une aire de lavage des engins agricoles.

Alors que la quasi-totalité du foncier nécessaire aux aménagements est maîtrisée par l'aménageur de la ZAC (SERM), par Métropole ou par la commune, une seule parcelle privée reste nécessairement à acquérir (parcelle AV 245), justifiant la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) initiée par la délibération du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021.

L'aménagement de ce PAE revêt un caractère d'intérêt général au regard des motifs et considérations suivants :

- Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de 2006 prévoyait déjà l'urbanisation de ce secteur et le SCoT révisé en 2019 confirme la nécessité d'aménager ce secteur d'activités ;
- Les documents de planification (SCoT et Schéma d'Accueil des Entreprises – SAE) mettent en évidence un important déficit en matière de foncier économique à destination des entreprises. Pour les activités productives (artisanats, industrie) et de petite logistique, le besoin annuel est évalué entre 15,5 et 16,5 hectares, alors que le dernier inventaire foncier identifiait seulement 2.55 hectares de foncier cessible dans les parcs d'activité de la Métropole (donnée 2021). La ZAC Cannabe permettra de répondre en partie à ces demandes d'implantation d'entreprises ;
- La Métropole présente des taux de chômage et de pauvreté bien supérieurs à ceux de la moyenne nationale. La vocation productive de ce PAE favorisera l'emploi local avec la création d'emplois auprès de populations particulièrement touchées par le chômage. La création d'au moins 300 emplois est attendus sur le PAE de Cannabe ;
- Ce PAE permettra également le développement d'activités liées à l'agriculture (production agricole, transformation, vente directe éventuelle, ...) et accueillera des équipements publics bénéficiant à l'ensemble de la population et nécessaires au bon fonctionnement du territoire (aire de lavage de machines agricoles, caserne à destination du Service départemental d'Incendie et de Secours, centre technique municipal) ;
- Les secteurs présentant une richesse écologique sont préservés, l'aménagement limite fortement l'impact sur la biodiversité et les continuités paysagère et environnementale avec la zone agro-naturelle sont assurées ;
- Par sa localisation à proximité immédiate du centre-ville de Cournonterral et Cournonsec, ce PAE

participe à la limitation des déplacements domicile/travail.

Ainsi, au regard de l'ensemble de ces considérations, l'aménagement de la ZAC Cannabe présente un caractère d'intérêt général.

Prescrite par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022, l'enquête publique s'est déroulée du 19 avril au 6 mai 2022. Durant cette période, le dossier d'enquête était consultable en Mairie de Cournonterral (siège de l'enquête), à l'hôtel de Métropole (50 place Zeus) et sur le site internet de la Métropole. Le commissaire enquêteur désigné par le Tribunal Administratif a tenu trois permanences en Mairie de Cournonterral au cours desquelles il n'a eu aucune visite. Par ailleurs, aucune annotation n'a été formulée dans les registres et aucun courrier n'a été reçu.

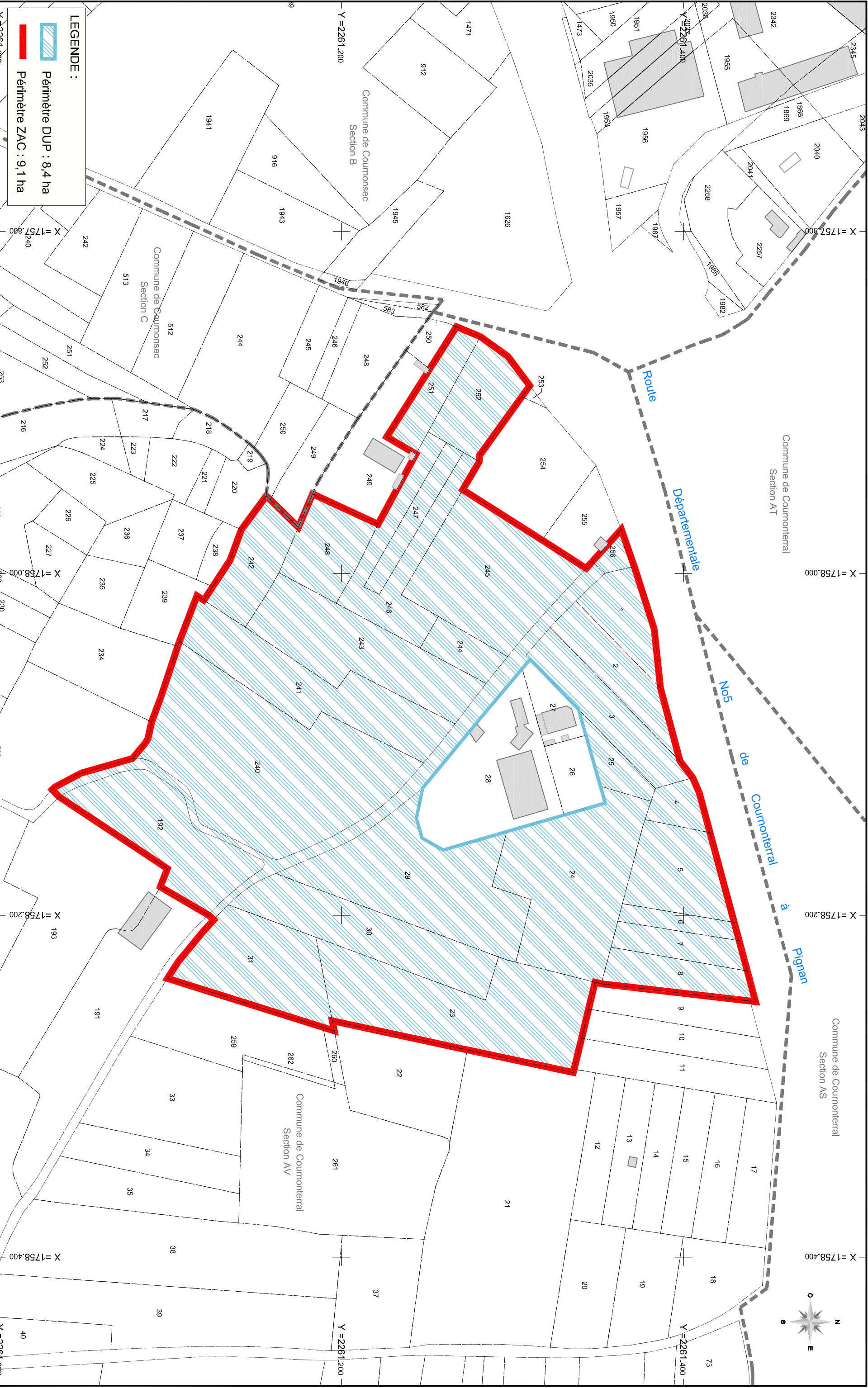
Dans son rapport du 2 juin 2022, le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable, à la fois sur la déclaration d'utilité publique de la ZAC de Cannabe et sur l'expropriation de la parcelle visée au dossier. Il conclut que *« l'information du public a été suffisante grâce à un dossier compréhensible, complet et fiable mis à disposition par moyen électronique et sur les lieux de permanence »*. Le commissaire enquêteur considère que l'*« absence de réaction du public éventuellement concerné par le projet ne peut pas être interprétée hâtivement comme une approbation du projet mais comme la constatation qu'il n'y a pas d'opposition à ce projet en raison d'un potentiel impact faible et d'une concertation préalable satisfaisante »*.

Sur le fond, le commissaire enquêteur considère que *« ce projet de ZAC est en adéquation avec les objectifs d'intérêt général inscrits dans le SCoT de la Métropole de Montpellier approuvé le 17 février 2006 et révisé le 18 novembre 2019 et dans le PLU de la commune de Cournonterral approuvé le 2 mai 2013 et révisé le 25 juin 2019 qui a classé cette zone en 4AU, secteur ouvert à l'accueil d'un parc d'activités économiques, point de vente de produits agricoles locaux et équipements collectifs. Il est d'intérêt général pour le développement économique et l'attractivité de la Métropole »*. Concernant les aspects liés à l'environnement, le commissaire enquêteur rappelle *« qu'après que le projet ait fait l'objet d'un examen au cas par cas préalable à une étude d'impact, le Préfet de Région a délivré le 2 janvier 2017, une dispense d'étude d'impact, le projet n'étant pas susceptible de provoquer des impacts notables sur l'environnement »*.



L'enquête publique étant achevée, il revient au Conseil de Métropole de se prononcer sur l'intérêt général de l'opération par une déclaration de projet. Au vu du résultat de l'enquête et de l'absence d'observation du public, il n'apparaît pas nécessaire d'apporter de modification au projet qui a été soumis à enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prononcer la déclaration sur l'intérêt général du projet d'aménagement du parc d'activités économique Cannabe pour les motifs et considérations exposés ci-avant ;
- De dire qu'il n'y a pas lieu de modifier le projet au vu notamment des résultats de l'enquête publique et des conclusions du commissaire enquêteur ;
- De dire que le dossier d'enquête unique, accompagné de la présente délibération, sera consultable au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Direction de l'Aménagement Métropolitain (5^{ème} étage, pavillon Zeus, 50 place Zeus à Montpellier) ;
- De dire que cette délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour que soit pris l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique et de cessibilité ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



LEGENDE :

-  Périmètre DUP : 8,4 ha
-  Périmètre ZAC : 9,1 ha

Dossier n° 27228 Echelle : 1/2000 Date : 28 juin 2019



CABINET SIRAGUSA
GEOMETRES EXPERTS
83, rue Yves Montand
34080 MONTPELLIER
Tél : 04 99 136 136
Fax : 04 99 136 137
Email : geometre@siragusa.fr



montpellier
métropole



SERM

MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE
COMMUNE DE COURNONTERRAL
ZAC CANNABE
VI. PERIMETRE DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

DOSSIER D'ENQUETE PREALABLE
A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Hors commission - Commune de Fabrègues - Site Hélios - Industries culturelles et créatives - Protocole d'accord - Approbation - Autorisation de signature

La Métropole a initié sur l'ensemble de son territoire un projet d'accueil et de développement ambitieux de la filière des industries culturelles et créatives (ICC). L'écosystème s'est construit et enrichi au fil des années. L'ambition de la Métropole est faire de Montpellier la terre de référence de l'innovation créative et culturelle, révélatrice de talents et porteuse d'expertises de renommée mondiale.

Le secteur du cinéma et de l'audiovisuel représente l'un des segments phares de la filière ICC à l'échelle du territoire. Les synergies croisées avec les spécialistes des autres secteurs sont fortes, en particulier ceux des effets spéciaux et de l'audio. Les studios actuels, toujours en quête d'optimisation des temps de post-production, doivent être à la pointe de la technologie et déploient des plateaux techniques ultra-performants en lien avec les professionnels locaux qui peuvent déjà bénéficier de sites d'exploitation uniques. La présence de France TV Studio à Vendargues, qui opère un site pour ses propres besoins mais également pour d'autres productions, est un atout considérable.

La Métropole est particulièrement attachée à renforcer l'attractivité du territoire en fédérant les acteurs ICC autour d'une dynamique collaborative et en consolidant son offre. Sa feuille de route stratégique se traduit autour de quatre axes prioritaires :

- L'accompagnement de la filière ;
- La valorisation des talents et des projets ;
- La co-crédation d'une marque de territoire ;
- Le développement d'une offre d'accueil dédiée.

Dès 2019, le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) a pointé la nécessité pour la France de développer des studios de production intégrant des équipements industriels, une offre de backlot et de services associés, pour attirer les productions nationales et internationales sur le territoire. L'ambition pour la Métropole est de répondre à ces enjeux et à une demande industrielle croissante, synonyme de créations d'emplois et de coopérations.

La société PICS STUDIO envisage pour sa part la réalisation de studios cinématographiques sur une dizaine d'hectares dans le périmètre de la ZAC des Vautes à Saint-Gély-du-Fesc (34).

L'opération recouvre un projet industriel induisant la construction de 30 000 m² de bâtiments dont 10 000 m² de plateaux de tournage, et tout l'écosystème associé (loges, bureaux, post production, stockage ...).

Il est envisagé par la société PICS STUDIO de mettre en synergie ce projet, à horizon 2025, avec deux sites identifiés sur le territoire de la Métropole, l'un dévolu à l'hébergement des personnels extérieurs appelés à résider temporairement à proximité des lieux de tournages, l'autre destiné à compléter l'offre au titre de lieux de tournage. Un site de tournage permanent en extérieur, avec les contraintes que cela implique notamment en termes de surfaces, accès PL, ambiance sonore, confidentialité s'avère indispensable. Ce besoin est globalement corroboré par les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel.

La Métropole s'est portée acquéreur en mars 2020 d'un site situé sur la commune de Fabrègues dénommé HELIOS, afin de répondre à deux besoins.

Un premier besoin de regroupement du centre technique métropolitain dit « *de la Plaine Ouest* », regroupant les équipes du pôle territorial Voirie exerçant sur les communes de Fabrègues, Cournonsec, Cournonterral, Saussan, Laverune et Saint Jean de Védas, à la suite des transferts de compétences des communes sur ce sous-secteur du territoire. A ce jour, les services métropolitains sont installés sur le site en exploitation.

Un besoin également de disposer de foncier disponible pour l'accueil et le développement d'activités économiques sur le territoire de la Métropole, fortement carencé, et permettant la maîtrise foncière préalable à un aménagement d'ensemble, de cette zone classée en AU0 du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le Schéma de Cohérence Territoriale et le PLU ont inscrit ce foncier et les parcelles voisines de part et d'autre de la route départementale 114 en secteur à urbaniser dans la perspective de répondre aux besoins du territoire, par la création d'une offre conséquente en termes notamment de création d'emplois à l'Ouest de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole, engagée depuis plusieurs années dans le déploiement d'une offre à destination de la cible des industries culturelles et créatives, souhaite impulser la création d'un backlot (site dédié aux tournages multiples en intérieur et en extérieur par la mise en place de décors semi-permanents) sur son territoire. Le site d'HELIOS, dans sa configuration actuelle, est d'ores et déjà devenu un lieu de préparation de tournages, sur lequel l'ensemble des prestataires techniques et artistiques impliqués peuvent être présent, en complémentarité avec l'occupation des services métropolitains.

Ayant connaissance du potentiel de ce site, le porteur de projet, société PICS STUDIO a saisi la Métropole de ce projet, privé, mais qui n'est pas dénué de potentialités économiques pour le territoire.

Le territoire ayant une réelle opportunité de devenir un leader Sud-Européen dans l'accueil des tournages cinéma et audiovisuel, Métropole et Pics Studio ont donc un intérêt concordant, entre elles et avec les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel. Les filières professionnelles manifestent en outre une urgence relative de déploiement. Le constat est partagé sur la nécessité d'identifier un porteur de projet, une locomotive, un déclencheur, professionnel, pour la filière.

Dans ce contexte, la question du maillage est importante, l'offre d'accueil du territoire régional ne devant pas se limiter au périmètre géographique de Saint-Gély-du-Fesc, mais bien s'étendre à l'Arc Méditerranéen.

Seule une démarche coopérative et partenariale rend possible le déploiement de la filière.

Cette démarche est en pleine adéquation avec les attentes du CNC, établissement public administratif sous tutelle de l'Etat, créé en 1946 et réformé par ordonnance du 24 juillet 2009, qui est en phase de lancement d'un appel à projet Grande Fabrique de l'Image France 2030.

Ses missions de service public, autour du soutien et du développement des filières économiques et industrielles cinématographiques et audiovisuelles, de promotion, de diffusion, de réglementation et de contrôle de l'audiovisuel, l'ont conduit à un vaste projet visant à moderniser et structurer l'appareil productif français dans le cadre de la compétition internationale.

L'objectif du programme « *Grande Fabrique de l'Image France 2030* » est un appariement entre investissements dans les moyens techniques de fabrication et besoins de formation. L'Arc Méditerranéen fait partie des trois territoires ciblés et prioritaires pour l'attribution des subventions dans le cadre de cet appel à projet. La candidature doit être déposée au plus tard le 30 octobre 2022.

PICS STUDIO souhaite concourir pour le compte du territoire sur la base d'une offre complète, concurrentielle et attractive pour les acteurs nationaux et internationaux de cette filière.

La Métropole, en conformité avec son intention lors de l'acquisition du site et en conformité avec ses attentes en matière de dynamisation économique de son territoire, accompagnée par la Région Occitanie, n'est pas opposée à une affectation, à terme, du site immobilier d'Hélios à destination des ICC (Industries Culturelles et Créatives), sachant toutefois que l'acquisition de cet ensemble immobilier fait l'objet d'un contentieux en cours d'instance en appel.

Dans ce contexte, la société PICS STUDIO doit travailler avec l'ensemble des partenaires potentiels du territoire, dans une démarche coopérative de développement de la filière et étudier les synergies possibles entre les sites de Saint-Gély-du-Fesc, d'Hélios et avec le groupe France TV, basé à Vendargues dans la zone d'activités du Salaison.

Afin de promouvoir ce projet structurant pour le territoire, il est proposé la signature d'un protocole partenarial *sui generis*, d'une durée de deux ans, permettant à la société PICS Studio de réaliser, ou faire réaliser sous sa responsabilité, toutes les études et investigations préalables et nécessaires à la définition d'un projet, afin de s'assurer de sa faisabilité technique, juridique et économique sur le site Helios. Au terme de ces études, sous maîtrise d'ouvrage privée et sans aucune contrepartie de la Métropole, dès lors que le projet sera affiné et serait retenu dans le cadre de l'appel à projets France 2030 conduit par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée, la Métropole, sous réserve d'un éventuel déclassement et du sort du contentieux pendant devant la juridiction administrative sous le numéro 22TL21608, sera engagée à lui proposer l'acquisition d'une partie du tènement foncier Hélios, constitué des parcelles CA15 et CA13 situées sur la commune de Fabrègues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du protocole entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société PICS STUDIO pour la réalisation des études préalables nécessaires à la définition d'un projet d'implantation d'un site de tournage sur les parcelles cadastrées CA 13 et 15 sur la commune de Fabrègues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Juvignac - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac a été approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 11 juillet 2012. Le document a fait l'objet de plusieurs procédures de mise à jour, d'une modification et de deux modifications simplifiées.

Il fait aujourd'hui l'objet d'une seconde procédure de modification soumise à enquête publique afin de permettre l'implantation d'un collège sur la commune, d'une capacité d'accueil de 720 élèves, en continuité des équipements publics du quartier des Constellations. Dans ce cadre et conformément aux dispositions des articles R.104-33 et -34 du Code de l'urbanisme, la personne responsable de la procédure (PPR), Montpellier Méditerranée Métropole a transmis, à la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe), un dossier dit de « *cas par cas* ».

La MRae, par décision n°2022DK0197 du 24 août 2022, a conclu à l'absence d'incidences notables sur l'environnement et a dispensé d'évaluation environnementale la modification n°2 du PLU de Juvignac, considérant que :

- Le site d'implantation est anthropisé, situé au sein de l'enveloppe urbaine, proche des transports en commun et que le projet prévoit de développer les déplacements doux et les mobilités actives ;
- Le secteur de projet du collège, en dehors du futur périmètre des abords (PDA) actuellement en cours d'élaboration, ne se situe pas en covisibilité avec le « Domaine de Caunelles » avec ses jardins et son parc ;
- Le choix des hauteurs maximales pour l'édification du collège permet d'assurer une transition douce entre le quartier d'habitat individuel en R+1 des Garrigues situé au sud du secteur UC1, et le quartier d'habitat collectif allant jusqu'à R+4 du quartier des Constellations situé au nord ;
- L'espace boisé classé (EBC) présent sur le secteur est maintenu et reste inconstructible ;
- Le projet est situé en dehors de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I « Vallée de la Mosson de Grabels à Saint Jean de Védas » et ne devrait pas présenter d'incidences sur cette zone ;
- Le site n'est pas concerné par une zone de protection Natura 2000 ni par un plan national d'action (PNA).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet de modification n°2 du PLU de Juvignac conformément à la décision de la MRae ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Commune de Lattes - Ode à la Mer - Procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme - Bilan de la concertation - Approbation

Contexte et objectifs globaux de l'opération Ode à la Mer

Le projet Ode à la Mer est l'un des projets phare de Montpellier Méditerranée Métropole, emblématique de la volonté de reconstruire d'abord la ville sur la ville, de recycler le territoire et de contribuer activement à la transition écologique et énergétique à l'heure de l'urgence climatique qui nous impose de limiter l'étalement urbain et l'artificialisation des sols. Il vise un objectif de reconquête urbaine de la périphérie commerciale située le long de l'entrée sud de la métropole depuis les plages, constituée par l'avenue Georges-Frêche, dite « *avenue de la mer* » sur les communes de Lattes et Pérols.

Déjà inscrit au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 et précisé au SCoT de 2019 le projet Ode à la Mer s'étend sur 288 hectares et porte un vrai défi urbain, celui d'engager la mutation de la plus vaste périphérie commerciale de la Métropole, site mono-fonctionnel, conçu pour et autour de la voiture individuelle selon le modèle péri-urbain prévalant dans les années 1960 à 1980. Il s'agit de la faire évoluer vers un urbanisme plus mixte, plus compact et plus intense autour des stations de la ligne 3 de tramway, intégrant la réalisation d'environ 900 000 m² Surface de Plancher (SdP) diversifiés composés de logements, immobiliers d'entreprises, services publics et privés, ainsi que des formes commerciales renouvelées mieux adaptées aux nouveaux modes de consommation et à l'évolution des modes de distribution qui en résultent.

Le cadre opérationnel de l'opération Ode à la Mer s'inscrit dans une concession d'aménagement confiée en 2011 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (devenu aujourd'hui Métropole) à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM devenue SA3M). La mise en œuvre de cette opération d'envergure, par nature complexe, s'opère sur un temps très long selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement complémentaires, par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), de Projet Urbains Partenariaux (PUP) ou secteurs à taxe d'aménagement majorée). Ainsi deux ZAC ont été créées en 2013 sur une partie du territoire de projet, la ZAC Ode Acte 1 couvrant notamment le secteur de l'Ecopole (12,5 Ha) destinée initialement à recevoir un projet comprenant des programmes tertiaires et à usage de commerces, et la ZAC Ode Acte 2 sur un secteur plus vaste intégrant une grande partie de la problématique de renouvellement urbain (111 Ha) de l'opération Ode à la Mer.

Le 28 juillet 2021, le Conseil de Métropole a délibéré pour engager une procédure de Déclaration de Projet

emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Lattes afin de rentrer dans une phase plus active de l'opération Ode à la Mer. Cette déclaration de projet vise à mener le renouvellement urbain des secteurs commerciaux Solis et Soriech ainsi que du secteur de l'avenue des Platanes, notamment pour permettre la réalisation du projet du Pôle Autonomie Santé (PAS), tourné vers le mieux vivre à tous les âges de la vie, au sein d'un programme de mixité urbaine (logements, bureaux, commerces).

Déclaration de projet et mise en compatibilité du PLU de Lattes - Objectifs poursuivis

Les études préalables ont mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de la Commune de Lattes applicables aux secteurs mentionnés ne sont pas compatibles avec les intentions urbaines et le programme de construction du projet Ode à la Mer.

Une évolution du document d'urbanisme de Lattes, notamment la construction de programmes à vocation résidentielle dans les secteurs où elle n'est pas autorisée, est nécessaire pour permettre la réalisation de ce projet de renouvellement urbain. Ainsi, il est envisagé la mise en œuvre d'une procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU de Lattes.

Les objectifs poursuivis par la mise en compatibilité du PLU résident en la modification du PLU de Lattes pour permettre la réalisation d'une partie du programme de construction de la ZAC Ode Acte 2, intégrée dans le projet Ode à la Mer, sur les secteurs du Solis, du Soriech et au Sud de l'avenue des Platanes.

Modalités de la concertation

Dès lors qu'elle est soumise à évaluation environnementale, la procédure de mise en compatibilité du PLU entre dans le champ d'application de la concertation obligatoire au titre des articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme. Cette concertation associe, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Lors du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021, les modalités de concertation suivantes ont été définies et approuvées :

- Mise à disposition du dossier au fur et à mesure de son élaboration à la Mairie de Lattes et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux heures d'ouverture habituelles accompagné d'un registre en Mairie de Lattes et au siège de la Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- Mise en ligne du dossier au fur et à mesure de son élaboration sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Lattes (www.ville-lattes.fr) ;
- Pour que le public puisse adresser ses observations et propositions écrites durant toute la durée de la concertation :
 - o Mise en place d'une adresse postale : projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour l'opération ode à la Mer - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 ;
 - o Création d'une adresse électronique : lattedpode@montpellier3m.fr ;

Il a également été précisé lors de ce Conseil que la publicité de la concertation se ferait selon les moyens suivants :

- o Parution de l'information sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Lattes (www.villelattes.fr) ;
- o Publication d'au moins un article dans le bulletin municipal et dans le journal de Montpellier Méditerranée Métropole.

La délibération du 28 juillet 2021 ayant prescrit ces modalités de concertation a été affichée au siège de la

Métropole (50, place Zeus à Montpellier) du 07 août 2021 jusqu'au 08 octobre 2021, puis du 03 juin 2022 jusqu'à la clôture de la concertation.

Bilan de la concertation relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Lattes

Modalités de la concertation mise en place au titre des dispositions du Code de l'Urbanisme

La concertation relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Lattes s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier de concertation a été mis à disposition au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Mairie de Lattes aux heures d'ouverture habituelles accompagné, dans chacune des collectivités, d'un registre destiné à recueillir les observations du public à partir du 20 juin 2022 et jusqu'au 11 septembre 2022 au soir. Ce dossier de concertation était accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations du public ;
- L'ensemble de ces éléments ont également été mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et sur le site Internet de la Mairie de Lattes (www.ville-lattes.fr) à partir du 20 juin 2022 et jusqu'au 11 septembre 2022.
- Une réunion publique, non prévue dans les modalités définies lors du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021, s'est déroulée le 20 juillet 2022 à l'Espace Lattara à Lattes. Celle-ci a été annoncée selon les modalités suivantes :
 - o L'affichage d'un avis sur le site internet de la Métropole ;
 - o L'affichage d'un avis au Guichet Unique de la Métropole ;
 - o La parution de posts sur Facebook et Twitter de la Métropole les 8 juillet et 13 juillet 2022 ;
 - o La parution de posts sur le Facebook de la Mairie de Lattes les 7, 8 et 17 juillet 2022 ;
 - o Une parution dans le journal *Midi Libre* le lundi 11 juillet 2022.

Le 21 juillet 2022 le diaporama présenté lors de la réunion publique du 20 juillet 2022 a été ajouté sur le site Internet de la Métropole et de la Mairie de Lattes. Il a également été ajouté en version papier au siège de la Métropole et à la Mairie de Lattes.

Le 29 juillet 2022, les éléments suivants ont été ajoutés au dossier de concertation :

- Le compte-rendu de la réunion publique du 20 juillet 2022 ;
- Le projet de zonage du PLU modifié ;
- La synthèse du règlement projeté ;
- Le projet d'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;
- La synthèse des évaluations environnementales plan et projet.

Le public a pu, en plus des registres à sa disposition à la Métropole et à la Mairie de Lattes adresser ses observations et propositions écrites durant toute la durée de la concertation :

- Par voie postale au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Par courrier électronique à l'adresse suivante : lattesdpode@montpellier3m.fr.

Des articles présentant le projet et annonçant ces modalités de concertation ont été publiés dans l'édition de juillet-août 2022 du journal d'information de Montpellier Méditerranée Métropole (page 9) et dans le magazine *Lattitudes*, le magazine d'informations de la Ville de Lattes, dans son édition de juillet 2022 (page 5).

Trois annonces légales (en plus de celle annonçant la réunion publique du 20 juillet 2022 susmentionnée) présentant le projet et annonçant les modalités de concertation ont été publiées :

- Dans l'édition du *Midi Libre* du dimanche 5 juin 2022 pour annoncer l'ouverture de la concertation préalable ;
- Dans l'édition du *Midi Libre* du 11 juillet 2022 pour annoncer les compléments apportés au dossier de concertation ;
- Dans l'édition du *Midi Libre* du 1er septembre 2022 pour annoncer la clôture de la concertation le 11 septembre 2022 au soir.

La clôture de la concertation a également été annoncée par :

- L'affichage d'un avis sur le site internet de la Métropole accessible sur : <https://www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public>, à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022 ;
- L'affichage de l'avis sur la Plateforme dématérialisée à l'entrée de l'Hôtel de Métropole à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022 ;
- L'affichage de l'avis au Guichet Unique de la Métropole à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022 ;
- Un post sur le facebook de la Ville de Lattes le 30 août 2022 ;
- Une parution sur le site Internet de la Ville de Lattes à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022 ;
- Un affichage à l'accueil de la Mairie de Lattes à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022.

Bilan quantitatif de la concertation

A l'issue de la concertation, 14 contributions ont été enregistrées :

- aucun courrier n'a été reçu par voie postale ;
- 14 courriers électroniques ont été reçus sur l'adresse électronique dont une pétition s'opposant au projet, comptabilisant, au 12/9/2022, 2435 signataires et 78 commentaires ;
- aucune observation n'a été inscrite sur le registre mis à disposition à la Mairie de Lattes ;
- aucune observation n'a été inscrite sur le registre mis à disposition à l'Hôtel de Métropole.

Environ 120 personnes étaient présentes lors de la réunion publique du 20 juillet 2022.

Les interventions des participants rejoignent les thématiques détaillées ci-dessous.

Bilan thématique des observations reçues et réponses qui peuvent être apportées

Un courrier électronique a été reçu sur l'adresse mail dédiée et a également été annexé au registre de concertation de la Mairie de Lattes. Il décrit les servitudes d'utilité publique liée à la présence de lignes aériennes et souterraines de transport d'énergie électrique dans le périmètre de la déclaration de projet. Ces servitudes seront prises en compte dans les pièces du dossier de déclaration de projet.

Les autres observations et remarques formulées portent sur les thématiques détaillées ci-dessous.

1) La densité et la hauteur des constructions projetées

Beaucoup de contributions reçues font part de leur appréhension sur le nombre de logements prévus sur le secteur et sur les hauteurs envisagées (entre R+3 et R+10 avec une émergence à R+17). Des contributions ont également souligné le regret que le Pôle Autonomie Santé, bâtiment plus bas se situe le long de l'avenue Georges-Frêche et non à proximité des quartiers pavillonnaires.

Globalement, certaines interventions souhaiteraient que les bâtiments les plus hauts se situent le long de l'avenue, y compris sur le secteur du Solis, loin des quartiers pavillonnaires, plutôt que sur l'îlot des platanes.

Des inquiétudes sont apparues sur la certitude que ce bâtiment « *signal soit le seul* » et une appréhension est soulignée concernant la proximité de l'aéroport avec cet immeuble.

Pour rappel, il est important de souligner que l'opération Ode à la Mer est l'une des opérations majeures de la polarité métropolitaine qui se structure autour de la gare Montpellier - Sud de France et de l'aéroport international Montpellier Méditerranée. Aussi, le projet vise à tirer profit de cette situation par la localisation d'un cadre bâti dense et compact.

Il envisage également de proposer des fonctions urbaines diversifiées, comprenant notamment des programmes de niveau métropolitain, facteurs d'animation urbaine et d'intégrer une armature d'espaces publics favorisant les modes actifs et les rabattements tous modes vers les transports publics structurants (ligne 3 de tramway), tout en limitant la place de l'automobile.

Les typologies de constructions programmées sur le site sont des bâtiments collectifs en R+6 maximum sur la zone AUm2 et en R+10 maximum sur les secteurs de la zone AUm1 en accroche des stations de tramway existantes ou à créer.

Une seule émergence est identifiée au droit de la station Boirargues en R+17, le long de l'avenue George-Frêche et donc éloigné des quartiers pavillonnaires de Boirargues.

Quant au Pôle Autonomie Santé, bâtiment effectivement plus bas que les futurs immeubles, il nécessite, du fait de sa vocation, une très bonne accessibilité en transports en commun ainsi qu'un accès PMR confortable, d'où son positionnement envisagé.

Ces typologies de constructions, combinées à l'objectif d'atteindre un pourcentage d'espaces perméables significatif proposeront un quartier urbain dense mais avec un cadre de vie qualitatif car la répartition des bâtiments sur le secteur de projet sera harmonieuse.

L'implantation des bâtiments est réfléchi de façon à ce que les logements collectifs soient implantés sous forme d'îlots fermés ou semi-fermés. Sur un même îlot, les constructions devront être implantées les unes par rapport aux autres selon une distance suffisante pour favoriser l'éclairement des façades. Les îlots devront être traités de manière à participer au confort de vie des résidents.

Des cœurs résidentiels pourront être aménagés entre les îlots, formés par un espace collectif sur lequel les bâtis sont ouverts. Ces cœurs résidentiels seront l'occasion d'aménager des îlots de fraîcheur complémentaires aux îlots perméables et plantés.

Concernant les inquiétudes relatives à la proximité de l'aéroport avec l'immeuble en R+17 projeté, il est nécessaire de préciser que la servitude T5 (servitude aéronautique dite « de dégagement pour la protection de la circulation aérienne »), impose une hauteur maximale pour les constructions égale à 55 m NGF au droit du secteur de projet. Le règlement envisagé sur cette zone (hauteur maximale de ce bâtiment fixé à 49 m NGF) prend en compte cette servitude.

2) Désimperméabilisation/arbres plantés/abattus

Des inquiétudes se sont manifestées concernant la désimperméabilisation des parcelles et la sanctuarisation des « zones vertes » du projet.

Des questionnements ont également été posés sur le nombre d'arbres plantés et abattus et sur la raison de la

suppression du recul de 40 m existant au PLU actuel de la commune de Lattes sur l'axe Georges Frêche.

Rappelons que l'un des objectifs principaux de cette vaste opération qu'est Ode à la Mer est de réinvestir l'espace existant qui présente aujourd'hui une très forte imperméabilisation, un risque naturel hydraulique, une mono-fonctionnalité et des formes commerciales obsolètes, désuètes et/ou en perte de vitesse.

Cette reconquête urbaine permettra de créer une nouvelle polarité métropolitaine résiliente, apportera une réponse aux enjeux de renaturation indispensables à la réparation d'une artificialisation excessive des sols, pour redonner ses droits à la nature : retrouver et sécuriser les écoulements hydrauliques naturels et les continuités écologiques.

Ainsi, le projet Ode à la Mer prévoit, sur 288 ha aménagés, plus de 50 ha d'espaces naturels préservés ou renaturés. Il faut notamment citer le projet de reconquête, après acquisition et démolition de bâtiments commerciaux existants, d'un corridor écologique et d'écoulement hydraulique (12 Ha) sur la partie sud du secteur du Fenouillet, ainsi que l'acquisition effective dans le cadre de la concession Ode à la Mer et la sanctuarisation d'une réserve naturelle de biodiversité, le Marais de l'Estanel à Lattes (12.5 Ha).

Plus spécifiquement sur le secteur de la déclaration de projet un taux d'espace perméable d'au moins 35% sera recherché à l'échelle du périmètre de l'OAP. Les espaces libres permettront de conserver des espaces collectifs généreux et une part importante d'espaces végétalisés dans les îlots.

Concernant les arbres, aujourd'hui le secteur objet de la présente déclaration de projet, est peu arboré ; la majorité des sujets se situe le long de l'avenue Georges Frêche, sous fond public, et seront conservés. Le recul graphique de 40 mètres existant au PLU de Lattes sera supprimé pour permettre le développement d'une façade urbaine qualitative sur l'avenue Georges Frêche.

Des aménagements paysagers qualitatifs seront réalisés en accompagnement des voiries selon les profils établis permettant la transformation des fossés des routes de Boirargues et Figuières « en noues paysagères ».

Le corridor paysager jouxtant le sud du périmètre sera également conforté.

3) La répartition des logements sociaux

Des inquiétudes ont été exprimées par rapport à la répartition future des logements sociaux sur le secteur de projet. Les habitants souhaiteraient que cette répartition soit harmonieuse et répartie sur l'ensemble des futurs bâtiments du secteur de projet plutôt que sur certains immeubles seulement.

Dans un premier temps, le projet envisagé propose une mixité fonctionnelle appuyée sur la station de tram Boirargues.

Au nord de cette avenue, axe structurant du projet, sur l'îlot situé entre l'avenue Georges-Frêche et l'avenue des Platanes, il s'agira de créer une première tranche du pôle d'activités, de services, de recherches et d'emplois dédié à l'autonomie des personnes au travers du Pôle Autonomie Santé. En accompagnement et complémentarité, sur ce même secteur, la réalisation de résidences de logements familiaux et d'hébergements, de commerces de proximité et services permettra de créer un pôle de vie multifonctionnel, multigénérationnel et vivant. Sur cet îlot, il est programmé la réalisation d'environ 40 000 m² de surface de plancher, soit environ 650 logements.

Dans un second temps, les secteurs Solis et Soriech seront réinvestis avec une programmation mixte

sur le secteur du Solis et majoritairement résidentielle sur le secteur du Soriech sud. Des linéaires commerciaux seront aménagés en rez-de-chaussée, le long de l'Avenue Georges Frêche et des autres voies structurantes (RD189 notamment). Le quartier résidentiel et d'activités du Solis constituera à la fois un lieu de vie et d'échanges.

Sur ces secteurs, environ 163 000 m² de surface de plancher sont programmés en faveur d'un quartier à forte mixité fonctionnelle (logements et commerces) permettant la construction d'environ 2 700 logements. Cette programmation permettra d'assurer une mixité sociale à l'échelle des 3 secteurs, conformément aux objectifs du Programme Local de l'Habitat de la Métropole car :

- *Au moins 33% des logements en nombre et au moins 25% de la surface de plancher seront des logements locatifs sociaux ;*
- *Une part minimale de 20 % de logements en accession abordable sera également développée.*

Les logements sociaux et en accession abordable seront répartis sur les ilots et les secteurs de projet présentés ci-dessus.

4) Les répercussions sur le trafic routier

Des inquiétudes ont été énoncées sur l'impact automobile sur ce secteur considéré par ses habitants comme déjà encombré. Le fait de rajouter des logements et des équipements génère des appréhensions en terme de circulation et de stationnement. Les habitants souhaiteraient, en plus de l'arrêt de tramway supplémentaire programmé au Mas Rouge, une augmentation des capacités des routes et des accès directs de l'îlot des Platanes à l'avenue Georges-Frêche afin de limiter l'engorgement.

Le secteur de projet est traversé par la RM189 qui connaît effectivement, à certaines heures, des points de congestion de circulation sur un axe Est-Ouest plus large.

Il est rappelé que la Métropole souhaite développer les mobilités durables dans le cadre du projet Ode à la Mer. De manière générale, il s'agira de proposer une alternative au « tout voiture » actuel par un système efficace et incitatif d'intermodalité entre tramway et vélo.

Le tramway représentera l'artère centrale du projet, autour de laquelle le projet urbain viendra s'articuler. L'urbanisation en extension de certains sites s'accompagnera aussi de la création de nouvelles stations de tramway (Mas Rouge et Hauts de Lattes).

Afin de faciliter et d'initier les déplacements à pieds ou à vélo, un réseau de voies adaptées aux mobilités douces sera progressivement mis en place. Sur les axes de mobilités structurants « est/ouest » (ex : Avenue de Figuières) et « nord/sud » (ex : chemin de Soriech) des pistes cyclables et des trottoirs seront aménagés afin de favoriser les mobilités douces. Ceux-ci desserviront notamment les stations de tramway, les espaces de loisirs aux abords de la Lironde, le centre historique de Lattes, le quartier de la Gare TGV, ... et favoriseront l'émergence de la ville des courtes distances.

5) Protection de la zone humide de l'Estanel

Une association a transmis ses observations concernant l'enjeu écologique fort du Marais de l'Estanel et a demandé à ce que le corridor écologique figurant sur le projet d'Orientation d'Aménagement et de Programmation soit conforté par une zone non constructible au PLU modifié. Elle souhaiterait également qu'une zone non constructible soit intégrée à l'emplacement de l'ancien camping à l'Est du marais de l'Estanel.

Concernant le corridor écologique, l'orientation d'aménagement et de programmation proposée prévoit la création d'une trame paysagère entre l'espace boisé du parc du Mas de Soriech et le

marais de l'Estanel. Il s'agira de reconstituer une trame végétale au travers notamment de la plantation d'arbres de haute tige et de noues paysagères en accompagnement des espaces publics viaires et de leurs abords.

Sur la demande de classement en zone non constructible des parcelles situées sous le corridor paysager, il convient de préciser que ce secteur est hors périmètre d'intervention de la déclaration de projet. Aucune modification de zonage ne peut donc être réalisée dans le cadre de cette DP.

Sur la demande de classement en zone non constructible de l'est du Marais, ce secteur est également hors périmètre d'intervention de la déclaration de projet. Aucune modification de zonage ne peut donc être réalisée dans le cadre de cette DP. La zone AU0 présentée par l'association figure dans le PLU de Lattes actuellement en vigueur.

6) Equipements publics (station d'épuration, réseau pluvial, espaces verts...)

Les contributions reçues font état d'un manque de lisibilité du projet par rapport aux équipements publics générés par le projet. Des inquiétudes sur la construction des écoles et des équipements publics en général se sont faites exprimer, soulignant que si les équipements ne sont pas prévus, la ville du quart d'heure ne pourra pas être réalisée et les déplacements automobiles seront inévitables.

Des contributions posent également des questions relatives aux futurs espaces verts du projet et souhaitent obtenir la garantie que ceux-ci ne seront pas des cours d'immeubles fermées et inaccessibles au public.

Une personne s'inquiète du risque inondation, par remontée de nappe notamment.

Enfin, une question est posée sur la capacité de la station Maera à gérer tous les effluents du projet.

L'opération Ode à la Mer a été inscrite au SCoT de 2006 et au SCoT de 2019. Elle porte une vraie ambition urbaine : celle d'engager la mutation de ce secteur monofonctionnel vers un urbanisme mixte, compact et intense. L'opération d'aménagement permettra à terme l'accueil d'environ 6 000 à 8 000 habitants. Cela transformera un espace commercial et professionnel vers un espace de vie mixant emploi et habitat.

Le règlement, le zonage et l'OAP envisagés dans le cadre de la DP traduisent cette ambition car ils permettent la construction de logements, de commerces, d'activités, d'équipement publics de superstructure, etc...

La mise au point de la programmation des équipements publics est en cours dans le cadre de la concession d'aménagement dont la SA3M est le concessionnaire. Ce programme répondra aux besoins futurs des usagers de la ZAC. Sont d'ores et déjà à l'étude le renforcement des réseaux permettant de desservir les nouvelles constructions (adduction en eau potable et en eau brute, défense extérieure contre l'incendie, traitement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, adduction en énergie électrique, mobilités,...) Plus globalement, l'aménagement d'espaces publics paysagers et végétalisés en accompagnement de l'opération sont aussi à l'étude, tout comme la construction de classes de maternelles et de primaires ainsi que d'autres équipements publics de superstructure.

Concernant les éventuelles remontées de nappe, les études préalables n'ont, pour l'instant, pas identifié ce sujet sur le périmètre de la présente Déclaration de Projet. Sur le risque inondation, la DP prend en considération les études relatives au schéma directeur hydraulique du Nègue Cats, respecte le Plan de Prévention des Risques Inondations de Lattes et intègre le risque inondation par ruissellement via une modélisation en 2 dimensions.

Au sujet de la capacité de la station d'épuration Maera à gérer les effluents du projet, il faut savoir

que la collecte et le traitement des eaux sont des enjeux de service public. Maera est la station qui dessert la majorité des communes de la Métropole, de par sa capacité, son dimensionnement et son système d'assainissement des plus modernes. C'est un équipement adapté et sophistiqué pour traiter les eaux usées et les rejeter dans les milieux naturels à un niveau d'épuration supérieur à 95%.

Cependant, aujourd'hui la station est à saturation. Elle présente des dysfonctionnements, des problèmes ponctuels de nuisances et il a, en effet, été observé des dépassements de charge hydraulique et organique en temps de pluie. Ainsi, certains événements pluvieux entraînent des déversements d'eaux usées brutes ou partiellement traitées au Lez.

Des travaux pour améliorer la gestion des effluents en temps de pluie en augmentant la capacité de traitement et d'évacuation de la station afin de protéger le milieu naturel sont prévus et démarreront au deuxième semestre 2023. L'objectif de la modernisation de Maera est de tendre vers le « zéro nuisance », pour l'environnement immédiat du site, pour protéger le cadre de vie des riverains.

Les travaux de requalification et de restructuration de la filière de traitement seront l'occasion d'adapter la capacité nominale de la station mais aussi de répondre aux besoins du territoire. Il est estimé à l'horizon 2040-2050, que la population raccordée à la station Maera atteindra 624 091 habitants. Les documents d'urbanisme supérieurs (SRADDT, SCoT, PLUi en cours d'élaboration laissent présager une croissance continue du territoire de l'ordre de 1% soit un nombre total d'habitants compris entre 570 000 et 590 000 en 2040. Ces chiffres prennent bien évidemment en compte le nombre d'habitants supplémentaires sur le périmètre de l'opération Ode à la Mer. A cet horizon, la station sera suffisamment dimensionnée pour prendre en compte l'augmentation de la population et des activités sur les périmètres raccordés à la station.

Bilan de la concertation

A l'issue de la concertation au titre des dispositions de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme, le bilan doit être arrêté par délibération du Conseil de Métropole.

Ce bilan sera joint au dossier d'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Lattes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Secteur du Grand Mail - Ville de Montpellier - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire - Approbation

Situé au nord-ouest de Montpellier, bordé au nord par la Commune de Grabels, et à l'ouest par la Commune de Juvignac, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 60. Il accueille à ce jour environ 30 000 habitants répartis dans 9000 logements principalement en copropriétés. Il a bénéficié entre 2007 et 2013 du premier Programme National de Renouvellement Urbain tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. La partie sud du quartier de la Mosson semble être le secteur à avoir tiré le moins parti des évolutions du quartier. Les interventions n'ont pas suffi à inverser structurellement les dynamiques de paupérisation du quartier. Pour poursuivre les efforts entrepris lors de la première opération de renouvellement urbain, le quartier a été inscrit en 2014 sur la liste des 236 projets d'intérêt national du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

Par délibération n°M2021-104 en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires locaux et nationaux le 23 juillet 2021.

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Le projet de requalification du secteur du Grand Mail, s'inscrit dans le cadre global du projet de renouvellement urbain, dont les enjeux prioritaires sont :

- L'éducation ;
- La mixité sociale ;
- La diversification socio-économique et l'attractivité du quartier ;
- La qualité du cadre de vie et de l'environnement ;
- La relation aux habitants et la mobilisation des forces vives du quartier, pour que chacun devienne acteur de la transformation urbaine.

Le Grand Mail coupe physiquement le quartier d'est en ouest. Dans un environnement complexe de grands ensembles résidentiels peu sécurisant, les accès piétons sont peu visibles. En effet, long de 630 mètres et situé en surplomb des voiries voisines, il complexifie les différents usages entre les logements et les polarités

urbaines (commerces, services, parc, ...). Ainsi, les commerces situés sur la dalle du Grand Mail fonctionnent difficilement par rapport à ceux situés au niveau de la rue, plus visibles et accessibles. De même, les parkings situés sous la dalle sont en mauvais état et très peu fréquentés, voire pour certains condamnés depuis de nombreuses années.

Les objectifs fondateurs du projet se structurent autour des grands principes suivants :

- Requalifier les avenues de Louisville et de Barcelone et offrir des lieux d'usage dans les poches d'espaces publics le long des avenues et de la rue de Leyde ;
- Créer une place centrale, la Place Paillade, permettant de mailler le quartier d'est en ouest, de relier les équipements publics et faciliter les parcours piétons au niveau du sol ;
- Requalifier l'espace public en podium nord en offrant des usages plus ouverts en liaison avec le marché, les écoles, les commerces et les jardins partagés ;
- Requalifier les espaces sur dalle en îlots de fraîcheur et pérenniser la gestion des podiums ;
- Offrir des usages résidentiels sur la dalle au sud ;
- Redescendre les usages publics au niveau de la rue et du terrain naturel ;
- Adresser les entrées piétonnes des résidences au niveau des rues ;
- Restructurer les parkings du Grand Mail pour les rendre attractifs et sécurisés.

Ainsi, l'objectif sur le secteur Grand Mail est d'améliorer la qualité de vie des habitants au quotidien en requalifiant les espaces publics, en adressant l'habitat existant au niveau des rues, en maillant les espaces résidentiels par de nouvelles voies publiques, en facilitant les cheminements piétons, et en requalifiant le patrimoine bâti.

Le projet de renouvellement urbain du secteur du Grand Mail porte sur une superficie d'environ 9 hectares et concerne notamment les parcelles cadastrées LR 3, LR 262, LR 296, LR 293, LR 294, LR 295, LR 8, LR 12, LR 15, LR 133, LR 134, LR 48, LR 33, LR 34, LR 79, LR 81, LR 271, LR 7, LR 68, LR 72 incluant tout ou partie des copropriétés Hortus, Espérou, Pic Saint Loup, Font del Rey, Barcelone 2000, Plein Ciel dont 351 logements doivent être démolis ainsi que les parcelles cadastrées LR 4, LR 13, LR 67, LR 70, LR 73, LR 78, LR 80, LR 84, LR 92, LR 98, LR 100, LR 121, LR 122, LR 125, LR 128, LR 130, LR 268, LR 273, LR 275, LR 277, LR 278, LR 279, LR 319, LR 321, LR 325 propriétés de la Ville de Montpellier et LR 263, LR 264, LR 269, LR 292, LR 336, propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par convention du 25 février 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPF) l'acquisition des copropriétés Espérou et Pic Saint-Loup qui doivent faire l'objet d'une opération spécifique du NPNRU portant « recyclage des copropriétés dégradées » compte tenu de leur très mauvais état aboutissant à une démolition des deux copropriétés.

Compte tenu de la structure foncière complexe des propriétés sur lesquelles repose le projet urbain, l'acquisition amiable de l'ensemble des propriétés correspondant au périmètre retenu n'apparaît pas envisageable. Il est aujourd'hui proposé d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et de cessibilité aux fins de maîtrise foncière complète du périmètre.

La SA3M, concessionnaire de la Métropole, ayant notamment pour mission d'assurer par tous moyens, la maîtrise foncière des propriétés nécessaires à la réalisation du projet de renouvellement urbain, il est proposé qu'elle soit bénéficiaire de la DUP et mène l'ensemble des procédures en vue de la réalisation des acquisitions par voie d'expropriation si nécessaire, hors du périmètre sur lequel la Métropole a contractualisé avec l'EPF. En effet, la Métropole souhaiterait que l'EPF poursuive sa mission sur ces deux copropriétés et soit bénéficiaire de la DUP et mène l'ensemble des procédures en vue de la réalisation des acquisitions par voie d'expropriation si nécessaire. Cependant, ce périmètre fera l'objet d'un dossier d'enquête parcellaire complémentaire qui sera approuvé ultérieurement.

Cette opération étant susceptible d'affecter l'environnement, l'enquête publique préalable à la DUP et l'enquête parcellaire conjointe, s'inscrivent notamment dans le cadre des dispositions des articles L.1 et

L.110-1 du Code de l'expropriation et L.123-1 et suivants du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions du Code de l'expropriation et du Code de l'environnement, le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique comporte la notice explicative, le plan de situation, le plan périmétrique de DUP, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants, l'appréciation sommaire des dépenses, le cadre juridique et administratif de la procédure, le résumé non technique de l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et le bilan de concertation. Le dossier d'enquête parcellaire est composé d'un plan parcellaire réguliers des terrains et bâtiments concernés ainsi qu'un état parcellaire indiquant la liste des propriétaires concernés, conformément à l'article R131-3 du Code de l'expropriation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique dont les bénéficiaires sont la SA3M et l'EPF ;
- D'approuver le dossier d'enquête parcellaire portant sur le périmètre d'intervention de la SA3M, en vue de l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des biens nécessaires à l'opération de renouvellement urbain du secteur du Grand Mail situé dans le quartier de la Mosson à Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault :
 - . De prescrire l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;
 - . De déclarer l'utilité publique de l'opération et la cessibilité des parcelles et des droits réels immobiliers au profit de la SA3M et de l'EPF, tels qu'ils figurent sur le plan parcellaire et l'état parcellaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à saisir le juge de l'expropriation auprès du Tribunal judiciaire en vue de la fixation des indemnités dues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Parc 2000 2eme extension - Garantie d'emprunt à la SA3M - Autorisation de signature

Située sur la Commune de Montpellier dans le prolongement des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc 2000 et parc 2000 extension, la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension a été créée par délibération du Conseil du 21 avril 2011. A la suite de la délibération du 29 septembre 2011, la SA3M est désormais titulaire d'une concession d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CARC) de la ZAC Parc 2000 2^{ème} Extension sur l'année 2020, qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil de Métropole en date du 2 décembre 2021, prévoit un bilan de concession équilibré à 7 552 000 € HT en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation prévisionnel du concédant s'élève désormais à 588 866 €, dont 188 866 € ont été versés en 2014, 400 000 € restent à verser jusqu'en 2023.

Par ailleurs, ce CRAC prévoit un emprunt total de 4 000 000 € dont 2 500 000 € ont déjà été emprunté par la SA3M. Tel que prévu par le CRAC afin de garantir l'équilibre financier de l'opération, la SA3M. souhaite contracter un emprunt supplémentaire de 2 000 000 €.

A la suite d'une consultation lancée par la SA3M., cet emprunt est envisagé auprès de la Caisse d'Epargne selon les modalités suivantes :

- Capital : 2 000 000 € ;
- Durée totale : 36 mois maximum ;
- Taux fixe : 0.68% ;
- Pas de différé d'amortissement ;
- Amortissement linéaire ;
- Echéances trimestrielles ;
- Pas de frais de dossier ;
- Garantie à hauteur de 80% de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Remboursement anticipé : indemnité actuarielle.

Les taux proposés sont conditionnés par une garantie d'emprunts de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% soit 1 600 000 €. Dans l'hypothèse où la SA3M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 80 % de l'emprunt de 2 000 000 euros sollicité par la S.A.3.M. auprès de la Caisse d'Epargne, soit un montant garanti de 1 600 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Commune de Prades-le-Lez - Renonciation à acquérir - Droit de délaissement - Emplacement réservé n°28b du Plan Local d'Urbanisme grevant la parcelle cadastrée AO 48 propriété de la Ville de Prades-Le-Lez - Autorisation de signature

La Ville de Prades-le-Lez a acquis récemment la parcelle cadastrée AO 48 située 201 rue de la Ducque pour construire un relais d'assistantes maternelles. Cette parcelle fait l'objet en partie d'un emplacement réservé (ER) n°28b au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Prades-le-Lez afin de permettre l'élargissement du parking des Mélias contigu, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par courrier du 15 juillet 2022 et conformément aux dispositions des articles L 152-2 et L 230-1 du Code de l'urbanisme, la Ville de Prades-le-Lez a mis en demeure la Métropole d'acquérir l'emprise concernée par cet emplacement réservé sur sa parcelle cadastrée AO 48.

Les travaux du parking ayant été réalisés et ne nécessitant pas d'emprise complémentaire, il est proposé de renoncer à l'acquisition de l'emprise concernée sur la parcelle cadastrée AO 48, objet de la mise en demeure de la Ville de Prades-le-Lez.

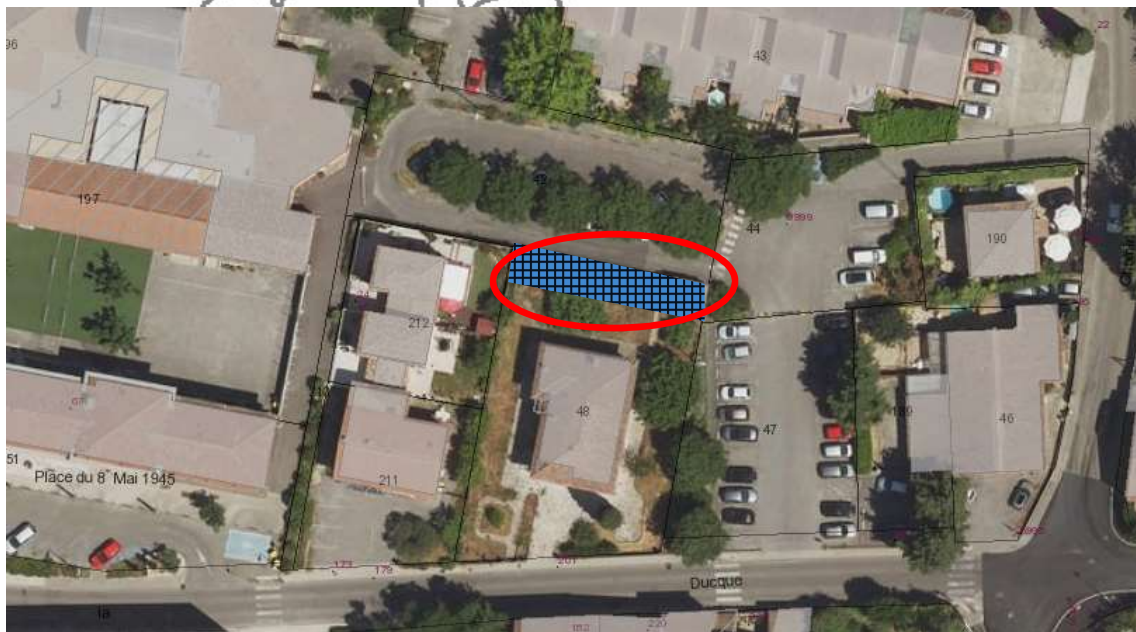
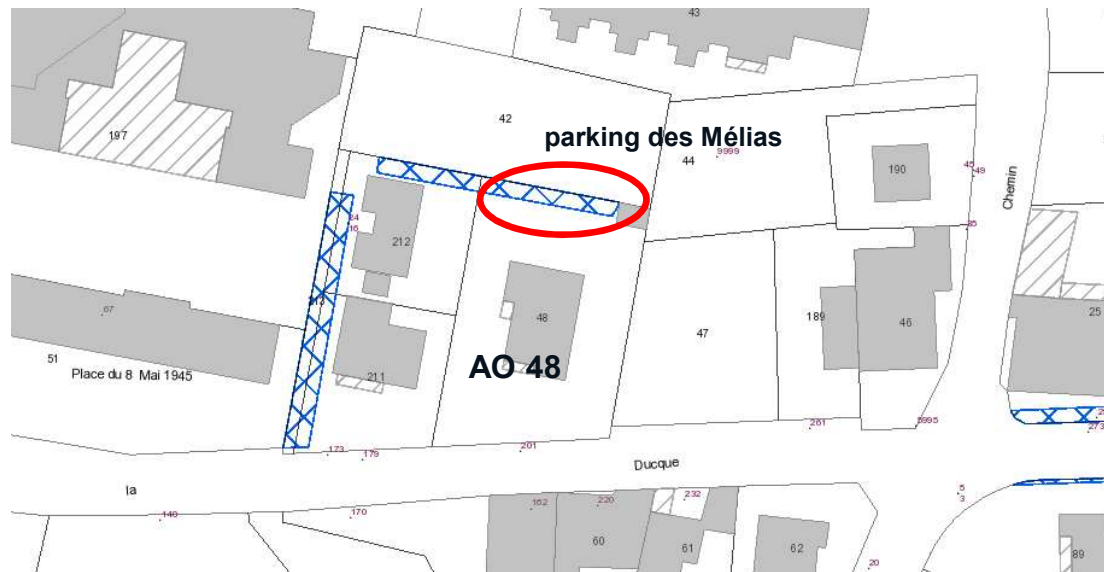
En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De renoncer à l'acquisition de l'emprise de la parcelle cadastrée AO 48, située 201 rue de la Ducque sur la Commune de Prades-le-Lez, appartenant à la Ville de Prades-le-Lez, concernée par l'emplacement réservé n°28b inscrit au PLU de la Commune,
- De prendre acte que la renonciation d'acquérir emporte inopposabilité définitive de l'emplacement réservé n°28 b du PLU de Prades-le-Lez relatif à « l'élargissement du parking des Mélias », sur la parcelle cadastrée AO 48,
- D'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

**COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ -
RENONCIATION À ACQUÉRIR -
EMPLACEMENT RÉSERVÉ N°28B DU PLU
PARCELLE CADASTRÉE AO 48**

**PÔLE STRATÉGIE FONCIÈRE ET IMMOBILIÈRE
SEPTEMBRE 2022**

**COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - RENONCIATION À ACQUÉRIR - EMPLACEMENT RÉSERVÉ N°28B
DU PLU - PARCELLE CADASTRÉE AO 48**





CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Commune de Saint Georges d'Orques - Instauration du droit de préemption urbain (DPU) et du droit de préemption urbain renforcé sur la zone du Mijoulan - Approbation

Par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de Métropole a créé une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le site de Naussargues – Bel Air d'une surface de 486 hectares, située sur les Communes de Juvignac et Saint Georges d'Orques, dans l'attente de la définition d'un projet d'Eco Techno Pôle à dominante économique, souhaité sur l'entrée Ouest de la Métropole. La ZAD, créée pour une durée de 6 années, est arrivée à expiration le 13 juillet 2022.

Après analyses et études portant sur la faune et la flore, il a été constaté que ce secteur était doté d'une qualité environnementale à préserver et qu'aucun développement urbain n'était souhaitable sur le plateau Naussargues Bel Air. Au contraire, un travail sur la préservation du site en développant des actions environnementales et/ou agricoles visant à préserver cette richesse naturelle existante au service du territoire est lancé.

Cependant, le périmètre de la ZAD portait également sur la zone urbaine existante que sont la zone d'activités du Mijoulan et la résidence « *l'Orée de Montpellier* ». Ces deux sites présentent également des enjeux pour la Métropole et la Commune de Saint Georges d'Orques.

La zone d'activités du Mijoulan comporte 210 établissements domiciliés, générant 300 à 450 emplois, avec un tissu dominé par les activités artisanales et largement composé de TPME de moins de 10 salariés. Une réflexion est en cours sur la requalification de ce parc d'activités (notamment voirie et réseaux, traitement de la façade sur la RN 119) pour permettre l'émergence de nouvelles potentialités liées à la densification des unités foncières et déterminer les interfaces à l'Est et à l'Ouest de la zone, entre le parc d'activités et les espaces naturels.

La résidence « *l'Orée de Montpellier* », ensemble immobilier construit entre 2006 et 2008 comme résidence de tourisme et étudiants, se compose de 17 bâtiments sur une emprise de plus de 8 hectares, soit 376 logements. La situation de cette copropriété s'est dégradée, la mettant en difficulté financière et technique. Des études sont en cours et des actions mises en places pour résorber la situation. Sur le fondement de l'article L.302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, un arrêté préfectoral de carence a été pris le 18 décembre 2020 pour la Commune de Saint Georges d'Orques. L'Etat et l'Etablissement Public Foncier (EPF) Occitanie interviennent, en matière de droit de préemption urbain, directement sur la Commune au titre d'une « *convention opérationnelle – Arrêté de carence* » approuvée par le Conseil de Métropole le 28 juillet 2021 et signée par les parties le 21 janvier 2022. La résidence « *l'Orée de Montpellier* », zone de logements, est comprise dans ce champ d'intervention.

Sur ces deux zones, un nouvel outil d'action foncière doit être mis en place afin de pouvoir procéder aux

acquisitions foncières nécessaires à la réalisation des projets.

Les communes dotées d'un plan d'occupation des sols rendu public ou d'un plan local d'urbanisme approuvé peuvent, par délibération, instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par ce plan, lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé ou de périmètre provisoire de zone d'aménagement différé sur ces territoires. Or conformément à l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public à fiscalité propre, est compétent pour instaurer le droit de préemption urbain au titre de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Le droit de préemption urbain est exercé en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme. Ces actions ou opérations ont pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels. Il peut être également exercé pour constituer des réserves foncières, en vue de permettre la réalisation des opérations et actions d'aménagement énumérées ci-dessus.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Georges d'Orques classe en zone urbaine UE la zone d'activités du Mijoulan et la résidence « *L'Orée de Montpellier* ». Le droit de préemption urbain, prévu par l'article L.211-1 et suivants du Code de l'urbanisme, peut donc être instauré sur ces deux secteurs. Il est donc proposé de procéder à son instauration à la suite de la ZAD de Naussargues - Bel Air dont le droit de préemption associé est désormais caduque. Ce droit sera renforcé, comme le permet l'article L.211-4 pour être étendu notamment aux aliénations des locaux en copropriété, aux cessions de parts sociales, aux immeubles bâtis datant de moins de 4 ans.

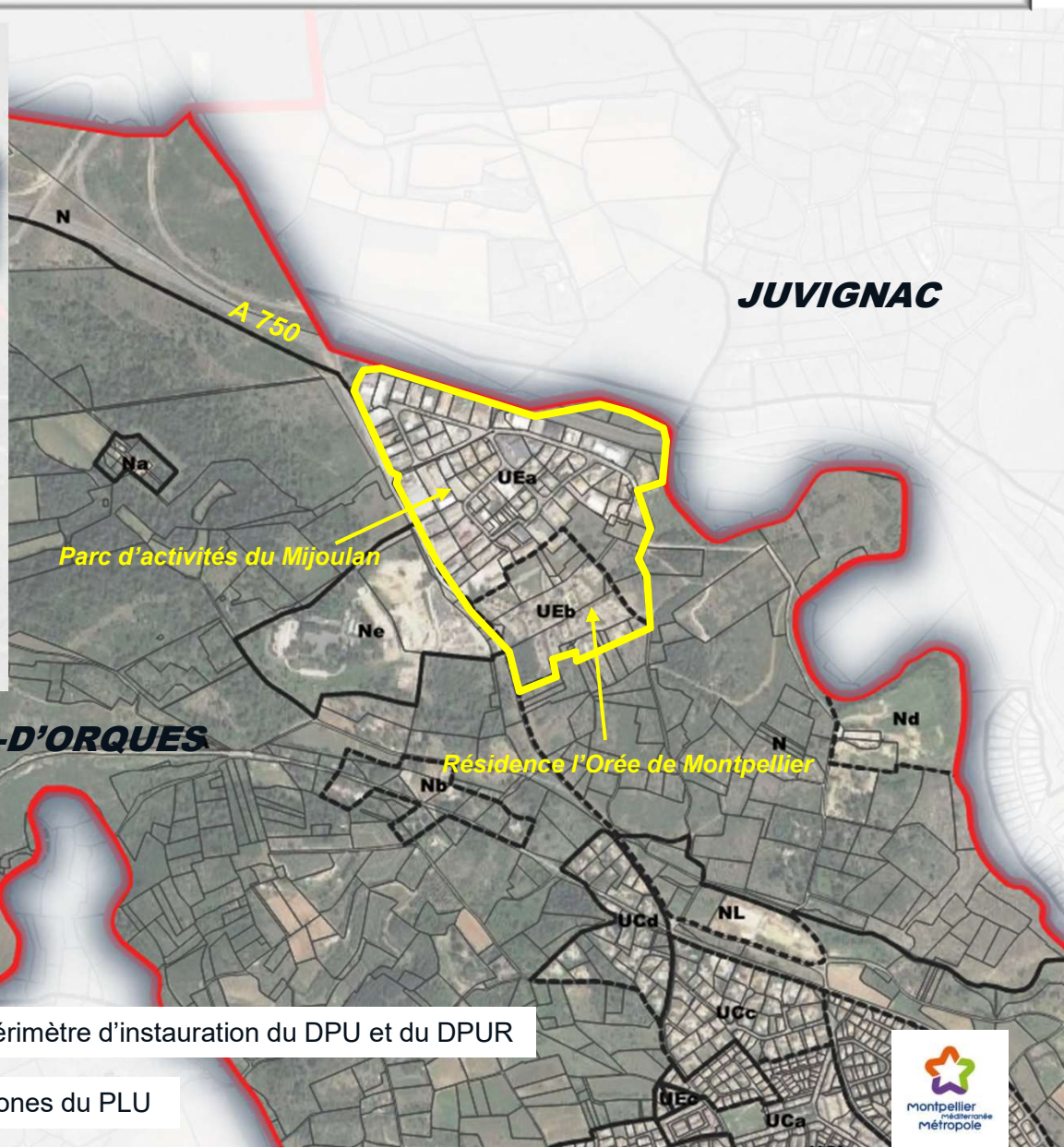
La résidence « *L'Orée de Montpellier* » est régie par le statut de la copropriété depuis plus de 10 ans, toute action sur cet ensemble nécessitera l'acquisition de lots de copropriété. S'agissant de la zone d'activités du Mijoulan une application du droit de préemption urbain renforcé est tout autant nécessaire, cette zone voyant des structures à usage d'activités se scinder en copropriété, se transformer tout ou partie en logement en petite copropriété et les entreprises étant susceptibles de procéder à des cessions d'actions ou de parts sociales.

Il est donc proposé également d'instaurer un droit de préemption urbain renforcé sur le périmètre qui couvre la zone d'activités du Mijoulan (zone UEa du PLU) et de la résidence « *L'Orée de Montpellier* » (zone UEb du PLU). La Métropole sera titulaire du droit de préemption sur ces secteurs. S'agissant de la résidence de « *L'Orée de Montpellier* », l'Etat sera de fait titulaire du droit de préemption au titre des articles L.302-9-1 du Code de la construction et L.210-1 du Code de l'urbanisme et de l'arrêté de carence préfectoral pris en 2020, pour la durée de la période de carence. Une fois cette période révolue, le titulaire du droit de préemption urbain sera à nouveau la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'instauration du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le périmètre portant sur la zone d'activités du Mijoulan et la résidence « *L'Orée de Montpellier* » ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN ET DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE SUR LA ZONE DU MIJOULAN



Périmètre d'instauration du DPU et du DPUR



Zones du PLU





CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Projet de Parc d'Activités Économiques (PAE) Jules Rimet - Commune de Sussargues - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU - Concertation au titre du code de l'urbanisme - Bilan de la concertation - Approbation

Le projet de parc d'activités économiques (PAE) Jules-Rimet est situé au Nord-Est du territoire de la Métropole, et plus précisément à l'entrée Sud de la commune de Sussargues. Ce futur PAE d'environ 4 hectares est envisagé sur deux îlots distincts situés de part et d'autre de l'actuel complexe sportif Jules-Rimet (stades de football). A terme, ce projet proposera une offre immobilière de qualité, accessible et flexible (locaux de tailles modulables, petites surfaces ...) pour des activités productives et artisanales.

La faisabilité de ce projet nécessite l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Sussargues. C'est la raison pour laquelle, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU a été engagée. Conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, les procédures de mise en compatibilité de PLU soumises à évaluation environnementale comme dans le cas présent, font l'objet d'une concertation associant, les habitants, les associations locales et les acteurs concernés par ce projet.

Par délibération du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021, les objectifs poursuivis et les modalités de cette concertation avec le public ont été définis. Pour rappel, les objectifs poursuivis durant cette phase étaient :

- De porter à la connaissance du public le périmètre de l'opération tel qu'il résulte de la prise en compte des sensibilités environnementales du secteur ;
- D'informer le public des enjeux de ce projet à l'échelle de la commune ;
- De présenter au public le projet et les adaptations du PLU nécessaires à sa faisabilité ;
- De recueillir les observations du public et l'inviter à faire part de ses propositions

Les modalités de concertation mises en place ont consisté :

- En l'insertion d'un avis par voie dématérialisée sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la commune de Sussargues (www.ville-sussargues.fr), informant notamment le public de la durée de cette concertation ;
- En l'insertion de trois avis dans les éditions du journal Midi libre du 02 mars 2022 (avis de

concertation) du 15 avril 2022 (avis de prolongation de concertation) et du 07 juillet 2022 (avis de clôture de concertation) ;

- En une réunion publique (dont le compte-rendu est annexé à la présente délibération) qui s'est déroulée le vendredi 29 avril 2022 à 18h30 à la salle polyvalente du foyer rural de Sussargues ;
- En la mise à disposition de 2 exemplaires du dossier de concertation aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, le premier à l'Hôtel de Métropole et le second à la Mairie de Sussargues. Ce dossier était composé du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU au format papier et d'un registre de concertation permettant de recueillir les observations et propositions du public ;
- En la mise à disposition d'une version dématérialisée du dossier de concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/concertation) et celui de la commune de Sussargues (www.ville-sussargues.fr) ;
- En la mise à disposition d'une adresse mail destinée à recevoir les observations et contributions du public par voie électronique (sussargues.concertation.PAErimet@montpellier3m.fr) ;
- En la possibilité laisser au public d'adresser ses observations par voie postale à l'adresse suivante : Montpellier Méditerranée Métropole - 50, place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2.

La durée initiale de cette phase de concertation était de 36 jours, et devait se dérouler du lundi 28 mars 2022 au lundi 02 mai 2022, mais elle a dû être prolongée jusqu'au 08 août 2022 en raison de la nécessité de réaliser une étude de risque feu de forêt sur le site du projet suite à la parution de la nouvelle carte départementale d'aléa feu de forêt. Cette étude a donc été réalisée en cours de concertation et a été jointe au dossier de concertation et mise à disposition du public le 1^{er} juillet 2022.

Outre une remarque, non hostile au projet, mais déplorant la disparition de foncier initialement destiné à des activités sportives qui aurait pu accueillir une halle des sports, aucun participant à la réunion publique du 29 avril 2022 n'a manifesté d'opposition à la réalisation de ce projet très attendu à l'échelle communale. Néanmoins, les demandes des participants ont notamment porté sur les points suivants :

- L'impact du projet de PAE sur la circulation et la sécurisation des accès sur la RM54 :

Plusieurs participants font état de la dangerosité de la circulation sur la RM54, en raison de la vitesse excessive pratiquée, de l'incivilité mais aussi de dysfonctionnements dans la configuration de l'accès existant au stade (carrefour à feu). Il est demandé le réaménagement de l'accès existant, ainsi que la mise en place de dispositifs de régularisation de la vitesse.

Par ailleurs, un participant fait état de l'encombrement de la RM54 aux heures de pointe, sur le carrefour de la route de Sommières (RM610) et fait part de sa crainte que le PAE accentue ce phénomène. Il demande à ce qu'un aménagement soit réalisé à l'intersection de la RM54 et de la RM610.

Réponse :

Une étude de mobilité a été réalisée dans le cadre du projet de PAE, qui a évalué les flux générés par ce dernier. Les résultats de modélisation ont montré que le surcroît de trafic est faible du fait de la petite taille du projet et de la répartition en deux accès Nord et Sud, et ne sera pas de nature à saturer la RM 54.

L'étude a permis par ailleurs de qualifier le danger et de proposer les aménagements les plus adaptés aux accès du PAE sur la RM54. Ces aménagements veilleront à la sécurisation des carrefours (plateaux surélevés, amélioration du carrefour à feux du stade). Ils permettront de réduire la vitesse et participeront à sécuriser le

linéaire. Les dispositifs adéquats choisis seront précisés dans l'AVP suite aux compléments d'études.

Madame le Maire précise qu'un ralentissement et un panneau de priorité à droite seront aménagés au niveau du hameau des Garrigues Basses pour sécuriser l'accès sur la RM54.

Montpellier Méditerranée Métropole étudiera la question de l'aménagement du carrefour RM54/RM610, mais il dépasse la question du Projet de PAE et concernera davantage l'opération d'aménagement à caractère d'habitat (les Capitelles) située plus au nord.

- Le stationnement :

L'utilisation mutualisée du parking du stade de football avec le futur village d'entreprises artisanales et de services (VEAS) au sud pose question. Le président du club de football craint que les utilisateurs du stade ne puissent plus disposer de places le soir ou le mercredi après-midi.

Réponse :

Montpellier Méditerranée Métropole a fait réaliser une étude de stationnement qui montre la non saturation du parking en cas d'utilisation mutualisée. La mutualisation du stationnement vise à optimiser l'occupation du sol en vue de préserver l'espace.

- Types d'entreprises accueillies, densité et modalités de sélection :

Les entrepreneurs présents souhaitent connaître le type d'entreprises autorisées.

Réponse :

Tous les types d'entreprises artisanales sont admis. Mais, en raison de l'offre mise à disposition, ce seront des entreprises de taille modeste qui seront intéressées, des TPE, et de l'artisanat local intervenant plutôt sur un marché de proximité.

Les commerces de vente de détail ne sont pas autorisés. Les restaurants n'y auront pas leur place, en vue de favoriser leur présence dans les centres villageois. Cependant, un traiteur peut s'y implanter car il s'agit bien d'une activité de production (sans vente sur place).

- Y a-t-il un minimum de densité à respecter pour les lots à bâtir ?

Réponse :

La densité est établie à l'échelle du PAE. Il y aura une certaine densité, avec un panel d'offres variées pour répondre aux différents besoins.

- Est-ce qu'une priorité sera accordée aux Sussarguais ? Quel est le processus mis en place pour retenir une entreprise ?

Réponse :

Un des objectifs du projet est de répondre à une demande locale et de réduire les déplacements domicile/travail. Mais d'autres critères seront étudiés : location, petite taille de locaux, capacité de faire, création d'emploi et/ou de valeur utile au territoire ou pour l'environnement, la viabilité de l'établissement, etc.

- Coût et date de commercialisation des terrains :

Réponse :

Le coût des terrains à bâtir aménagés sera proposé autour de 95 €/m². Le dépôt des dossiers de demande d'installation pourra se faire fin 2023 auprès de Montpellier Méditerranée Métropole. Une première commercialisation est envisagée en 2023 et 2024 (en fonction des typologies d'offres).

Durant cette concertation prolongée (du 28 mars au 08 août 2022) seules 3 observations ont été émises via l'adresse mail mise à disposition. Deux d'entre elles par des entrepreneurs qui cherchent à implanter leur activité. La troisième émane d'une personne qui s'interroge sur l'impact de ce futur PAE sur les flux de circulation au niveau de l'intersection entre la RM 54 et la RM 610 et à terme sur l'aménagement de ce carrefour.

Le tableau ci-dessous dresse l'ensemble des contributions par dispositifs de concertation :

Registre de concertation mis à disposition à l'hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole	Aucune contribution
Registre de concertation mis à disposition à la Mairie de Sussargues	Aucune contribution
Adresse mail dédiée sussargues.concertation.PAErimet@montpellier3m.fr	3 mails reçus
Adresse postale de Montpellier Méditerranée Métropole	Aucun courrier reçu

Quel que soit le dispositif de concertation mis à disposition du public (registres de concertation, adresse mail, adresse postale, réunion publique) il n'a été enregistré aucune réaction hostile à ce projet de PAE. Par conséquent, cette phase de concertation préalable n'engendre pas d'évolution du projet de mise en compatibilité du PLU de Sussargues, et conforte la nécessité de cette opération d'aménagement à vocation économique dans ce secteur du territoire de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation relative à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Sussargues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Villeneuve-lès-Maguelone - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a été approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 29 mars 2013. Le document a fait l'objet de plusieurs procédures de mise à jour, d'une mise en compatibilité et d'une modification simplifiée. Il fait aujourd'hui l'objet d'une première procédure de modification soumise à enquête publique afin d'adapter la servitude de mixité sociale et l'article 13 du règlement écrit relatif à la compensation des arbres coupés.

Dans ce cadre et conformément aux dispositions des articles R.104-33 et -34 du Code de l'urbanisme, la personne responsable de la procédure (PPR), Montpellier Méditerranée Métropole a transmis, à la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe), un dossier dit de « *cas par cas* ».

Considérant le caractère mineur de la modification et considérant que ce projet de modification vise également à préserver l'ambiance végétale, la MRae, par décision n°2022DK0189 du 22 août 2022, a conclu à l'absence d'incidences notables sur l'environnement et a dispensé d'évaluation environnementale la modification n°1 du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet de modification n°1 du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone conformément à la décision de la MRae ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Convention de financement de la gare nouvelle de Nîmes Pont du Gard - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Après la mise en service du Contournement de Nîmes et Montpellier (CNM) en décembre 2017 pour le trafic fret puis en juillet 2018 pour les voyageurs avec l'ouverture de la gare Montpellier Sud de France, la Gare Nîmes Pont du Gard (NPDG) a été inaugurée en décembre 2019, achevant la réalisation du CNM. Cette gare nouvelle présente la particularité d'être positionnée au croisement du CNM et de la ligne historique Tarascon – Sète. Elle offre donc une desserte par les Trains à Grande Vitesse (TGV) empruntant le CNM (gare haute) et une desserte par les Trains Express Régionaux (TER) et Intercités (IC) circulant sur l'axe Nîmes-Tarascon (gare basse).

Cependant, la correspondance entre les trains TER liant les deux gares et les TGV desservant Nîmes Pont du Gard n'est pas satisfaisante. En effet, il a été observé un temps d'attente supérieur à 30 minutes pour plus de 60 % des interconnexions TER-TGV. De ce fait, les partenaires historiques du projet (Etat, Région, Département du Gard, Nîmes Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole) souhaitent engager des études visant à identifier les pistes d'amélioration de la qualité des correspondances à Nîmes Pont-du-Gard.

Un avenant doit ainsi être apporté à la convention de financement et de réalisation de la gare nouvelle de Nîmes-Pont-du-Gard car ces études n'étaient pas incluses dans le programme initial et, d'autre part, depuis la Loi d'Orientation des Mobilités, SNCF Réseau ne peut plus contribuer au financement d'investissements de développement du réseau ferré national (en application des dispositions du Code des transports et notamment son article L.2111-10-1).

En conséquence, le programme initial et la répartition des financements doivent être modifiés.

Le présent avenant a pour objet de permettre l'engagement de 4 études complémentaires :

- Etude de l'amélioration de la signalisation comprenant deux volets (gare basse et gare haute) avec l'estimation des coûts et l'identification des gains envisageables sur la qualité de la desserte en correspondance entre Nîmes Pont du Gard et Nîmes-centre ;
- Etude d'exploitation visant à identifier les aménagements d'infrastructures susceptibles d'améliorer la qualité des correspondances entre les TGV et les TER Nîmes-centre <> Nîmes Pont du Gard, dont notamment la réalisation d'une troisième voie à quai à la gare de Nîmes Pont du Gard, ainsi qu'une estimation de leurs coûts ;
- Etude de trafic visant à déterminer la zone de chalandise de la gare NPDG afin d'identifier les besoins et enjeux de correspondances TER/TGV à NPDG ;

- Enquête en gare afin d'affiner les données d'entrées de l'étude de trafic.

Toute décision prise sur la correspondance, à Nîmes Pont du Gard, entre le réseau TER et le réseau TGV a notamment une incidence sur le service de la ligne entre Nîmes et Béziers, et en particulier la régularité du cadencement en gare Saint-Roch. Ainsi, il est opportun que Montpellier Méditerranée Métropole continue à s'investir dans les études préparant des futurs choix pour l'exploitation du doublet de ligne.

Le projet « gare » a été achevé et a laissé apparaître une économie de l'ordre de 14,65 millions d'euros aux conditions économiques de juillet 2011. Avec l'accord de l'ensemble des partenaires, le reliquat subsistant va permettre de financer les études précitées.

Le délai prévisionnel de réalisation de ces études complémentaires est estimé à 12 mois et le besoin de financement est évalué à 1 M€ HT courants dont 15 800 € courants de la part de la Métropole, soit 1,58% de l'enveloppe totale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 de la convention de financement et de réalisation de la gare nouvelle de Nîmes Manduel (rebaptisé Nîmes Pont du Gard) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Réseau Express Métropolitain (REM) de Montpellier - Étude d'exploitation - Convention financière - Autorisation de signature

En 2018, dans la perspective de mise en service du Contournement ferroviaire de Nîmes-Montpellier, de ses gares nouvelles et de la réalisation de la phase 1 Montpellier-Béziers de la LNMP (Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan), l'État, la Région Occitanie, le Département du Gard, Montpellier Méditerranée Métropole, Nîmes Métropole et SNCF Réseau se sont associés pour que soient menées des études visant à « *l'amélioration du fonctionnement du doublet de lignes entre les nœuds de Nîmes et Montpellier* ».

Grâce à la mise en service de la ligne nouvelle et des deux nouvelles gares, le Service Annuel 2020 a connu un accroissement substantiel de service pour les gares principales (Baillargues, Montpellier, Frontignan et Sète) avec 4 trains par heure en heure de pointe.

Spécifiquement sur l'Aire Urbaine de Montpelliéraine, compte tenu de l'absence d'étoile ferroviaire en service, les partenaires se sont engagés à étudier, en complément de l'optimisation de l'axe ferroviaire existant, les services routiers de transports collectifs structurants à mettre en place pour desservir les quadrants dépourvus d'emprises ferroviaires. Cette démarche a abouti à la conception du schéma directeur de déplacement multimodal de l'étoile montpelliéraine. Cette étoile est composée de 9 branches dont 2 ferroviaires et 7 routières.

Concernant les branches ferroviaires, en direction de Sète, ce schéma directeur a identifié le besoin d'accroître l'offre à court/moyen terme pour rechercher notamment une amélioration de la fréquence de la desserte en heure de pointe du soir sur Villeneuve-lès-Maguelone. A l'horizon de la LNMP, il s'agirait d'évaluer dans quelle mesure cette halte peut être le pendant Ouest du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) très attractif de Baillargues à l'Est de Montpellier.

En direction de Nîmes, quand la phase 1 de la LNMP sera mise en service, le schéma directeur identifie l'opportunité de créer une nouvelle halte (Sablassou) pour assurer une fonction de diffusion des pendulaires dans la partie Est du Cœur de métropole (diffusion en direction du Salaison, d'Euréka, du Millénaire et Antigone par la Bustram 1, diffusion le long de l'ancienne route de Nîmes par la ligne 2 de tramway). Les partenaires notent la nécessité de mettre à jour les anciennes études de faisabilité technique de ce nouvel arrêt et d'évaluer les impacts sur l'exploitation ferroviaire de la ligne; la présente convention s'attachera uniquement à la question de l'exploitation.

Parallèlement à cette étude, la loi d'Orientation des Mobilités du 24 décembre 2019 a créé un dispositif pour

enclencher une démarche de Service Express Métropolitain afin d'accroître la part modale du train dans les déplacements du quotidien.

Sur le périmètre d'influence de la Métropole, cette démarche se décline sur l'axe Lunel-Montpellier-Sète, et, plus largement, entre Narbonne et Nîmes. Cette étude sera conduite par SNCF-Réseaux et financée à parts égales entre l'Etat, la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole, le besoin de financement étant évalué à 300 000 € courants HT. La participation de la Métropole l'élève à 33%, soit 100 000 €.

Ainsi, l'objectif de cette étude d'exploitation est d'identifier les différents leviers permettant :

- D'améliorer la robustesse et la régularité de la ligne, de renforcer les heures creuses, d'améliorer le cadencement avant la mise en service de la LNMP ;
- De renforcer l'offre sur Villeneuve-lès-Maguelone à court terme (2025) et à l'horizon LNMP ;
- D'insérer une nouvelle halte à Sablassou à l'horizon LNMP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement de l'étude d'exploitation du Réseau Express Métropolitain (REM) de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

**Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) de Transport Urbain
- Convention pour le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle au
Subdélégataire - Retrait de la délibération n°M2022-230 - Approbation -
Autorisation de signature**

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024. Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1er septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Délégué et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers

de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Par délibération n°M2022-230 en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°6 au contrat de DSP, visant principalement au versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€ pour le subdélégataire T3M, au titre de l'année 2021. Lors de l'exercice du contrôle de légalité exercé par la Préfecture de l'Hérault, cette dernière a estimé, dans un recours gracieux reçu le 30 juin 2022, que le versement à une indemnité d'imprévision exceptionnelle telle que prévue à l'article L6 3° du code de la commande « *n'a pas pour finalité de modifier un contrat mais de venir en compensation de la part de déficit liée aux circonstances imprévisibles* ». A ce titre, cette indemnité ne peut donc faire l'objet d'un avenant mais d'une convention. La Préfecture demande donc le retrait de l'avenant n°6 et de la délibération visant à sa signature ainsi que la formalisation du versement d'une indemnité d'imprévision par une convention liée au contrat.

La Métropole prend acte du recours gracieux de la Préfecture de l'Hérault et prend cette présente délibération en réponse, afin de formaliser l'indemnisation du subdélégataire T3M par l'intermédiaire d'une convention liée au contrat sous la forme d'un protocole transactionnel d'indemnisation et non plus de celle d'un avenant.

Il est rappelé que le subdélégataire a subi une baisse de 32% de son chiffre d'affaires en 2021, par rapport à l'année 2019 de référence, soit près de 900 K€ ; par ailleurs, son déficit d'exploitation est estimé à près de 600 K€. La situation nette de la société se trouve ainsi fortement déficitaire et dégradée, en s'affichant à environ -685 K€. Il est ainsi proposé le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€ pour le subdélégataire T3M, au titre de l'année 2021, étant précisé que ce dernier conserve une part de risque dans la gestion de son exploitation, à hauteur d'environ 23% de son déficit prévisionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De retirer la délibération n°M2022-230 visant à la signature d'un avenant n°6 à la convention de DSP de transport urbain ;
- D'approuver les termes de la convention valant protocole transactionnel 1 visant à formaliser le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€, au bénéfice du subdélégataire T3M et au titre de l'année 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Attractivité - Cité intelligente - Convention d'obtention de subvention être Montpellier Méditerranée Métropole et la Banque des Territoires pour l'appui à la mise en œuvre de solutions en faveur de l'inclusion numérique des Très Petites Entreprises (TPE) en Quartier Politique de la Ville (QPV) - Autorisation de signature

Selon une récente étude de la Banque des Territoires, plus de 2 Très Petites Entreprises (TPE) sur 3 seraient encore éloignées du numérique (2,5 millions de TPE), c'est à dire non autonomes sur des usages numériques professionnels essentiels au développement, voire au maintien, de leur activité. Exacerbées par les mesures de confinement des années 2020 et 2021, les inégalités en matière d'accès et d'usages du numérique parmi les TPE françaises s'illustrent désormais comme un enjeu économique, territorial et social de premier ordre. Ces petites structures représentent en effet 96% des entreprises françaises et contribuent à hauteur de 9% du PIB français. L'absence d'accompagnement pourrait créer de réelles ruptures au sein de la société.

Face à ce constat et dans le cadre du plan France Relance, la Banque des Territoires / Caisse des Dépôts et Consignations s'implique aux côtés des collectivités territoriales pour accompagner les TPE éloignées du numérique, et ainsi, renforcer l'attractivité des territoires par le biais d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI).

Montpellier Méditerranée Métropole est l'une des vingt collectivités lauréates de cet AMI qui bénéficient désormais d'un accompagnement méthodologique dans la mise en place de leur stratégie d'inclusion numérique des TPE et l'opérationnalisation de leurs actions s'inscrivant dans ce cadre à l'échelle de leur territoire. La Banque des Territoires a appuyé et animé cette communauté de collectivités et leurs partenaires afin qu'elles puissent solliciter un financement pour concrétiser ou accélérer leurs projets.

Cette action proposée est en lien avec le dispositif public « *Quartiers Productifs* » de la Banque des territoires, dont les 4 priorités sont :

- Le soutien à l'entrepreneuriat ;
- Le développement du commerce et de l'artisanat ;
- L'implantation d'activités productives ;
- La transition numérique.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée depuis plus de 10 ans dans l'intégration du numérique dans ses politiques publiques. La Cité intelligente constitue la stratégie d'innovation numérique, globale,

partenariale et multisectorielle du territoire qui concilie les aspects sociaux, environnementaux et économiques. Soucieuse de favoriser la cohésion sociale, Montpellier Méditerranée Métropole, reconnue « *Territoires d'Actions pour un Numérique Inclusif* » (TANI), label du Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, promeut un développement inclusif du numérique : les nouveaux services en ville doivent aussi s'adresser à tous les citoyens et contribuer à répondre aux enjeux sociétaux (autonomie, santé, mobilité, éducation, lien social).

Il s'agit d'élaborer un parcours en faveur de l'autonomie numérique des TPE en Quartier Politique de la Ville (QPV) qui s'inscrit dans la stratégie d'inclusion numérique pilotée par la Métropole et le Centre d'Expérimentation Sociale du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, et qui répond aux objectifs de développement économique en levant les freins identifiés de ces dernières.

Les profils des entrepreneurs ciblés par l'action sont à la croisée des indices de fragilités numériques : ces publics, qui restent encore peu présents dans les lieux d'inclusion numérique du fait des horaires et des services pas suffisamment adaptés au milieu des entreprises, peuvent être considérés comme des publics en difficulté numérique. Encore peu visibles, il est donc nécessaire de les repérer pour les inscrire dans un parcours visant leur autonomie numérique sur les outils nécessaires à la pérennité de leur entreprise.

Dans cette perspective, le parcours « *Inclusion numérique des TPE* » dédié, souple et agile, personnalisé dédié aux dirigeants de TPE s'appuiera sur :

- Les missions des conseillers numériques outillés d'un parcours PIX adapté à cette cible ;
- Le déploiement de l'action « *Animation numérique de l'entreprise* » de l'association Axents sur les 12 QPV pour accompagner les entreprises sur des besoins sectoriels liés à la transformation numérique du secteur (présence en ligne, création de site Internet, démarches...) ;
- La mobilisation du Tiers lieu Gisèle-Halimi de la Métropole comme un lieu ressources ;
- L'animation du Groupe de travail spécifique à l'inclusion numérique des TPE, qui associera l'association Axents, le GIP PIX, le HUB Rhinocc, l'Université de Montpellier (laboratoire Montpellier Recherche Economie et la Chaire Cit'US), les acteurs du réseau d'inclusion numérique, la Banque des Territoires, les acteurs de l'entrepreneuriat (Boutique de gestion, CCI, Chambre de métiers, AIRDIE), les associations de l'inclusion numérique présentes en QPV (Anim'Aidants 34, ADDOC, AVEC, FACE Hérault, Centre Apaj, Solidarité domtom, Tin Hinan, BVA, CLCV, ADAGES, Jasmin d'Orient, l'Accorderie, Cité citoyenne) financées par la Métropole dans le cadre du Contrat de ville ;
- La mobilisation des acteurs universitaires dans leur rôle pédagogique pour évaluer l'efficacité de ce parcours et apporter un accompagnement sur mesure. Des actions comme « *le pair à pair* » ou la valorisation d'exemples d'entrepreneurs digitalisés sur un territoire, la construction et animation d'une communauté d'entrepreneurs nouvellement digitalisés seront organisées avec la collaboration des étudiants de la Chaire Cit'US et du laboratoire Montpellier Recherche Economie.

La Caisse des Dépôts versera à la Métropole, une subvention d'un montant maximum total de 40 000 € pour la mise en place de ce parcours. La Convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et s'achèvera au bout d'une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre la Caisse de Dépôts et Consignations et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Attractivité - Cité intelligente - Projet HUT - Observatoire de l'Habitat Urbain en Transition - Convention de partenariat - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la démarche Cité intelligente, est partenaire depuis 2017 du projet HUT « *HUman at home projecT* », plateforme de recherche-action innovante ciblée sur l'interaction d'habitants avec un logement connecté. Ce projet interdisciplinaire rassemble des chercheurs de 13 laboratoires montpelliérains, les deux Universités de Montpellier, l'IMT Mines d'Alès, l'ENSAM, le CNRS, la Maison des Sciences de l'Homme et 6 entreprises.

Ce projet d'envergure nationale a pour objectif d'étudier comment les espaces connectés peuvent contribuer au bien-être de leurs habitants afin d'anticiper les nouveaux usages, d'évaluer le rôle des interfaces homme-machine et d'étudier la gestion et la protection des lacs de données générés par ces espaces. L'essence du projet HUT revient à (ré)introduire une réflexion et une expérimentation pluridisciplinaires portées par les Sciences Humaines et Sociales (SHS) dans le développement technologique (IoT, capteurs, applis, etc. toujours plus performants, innovants et sinon « *intelligents* », à tout le moins connectés) : quels usages ? Quels sens et qualité de services sont donnés à ces objets connectés par les usagers ? Quelles dimensions éthique, comportementale, relationnelle et sociétale sont à penser et à diffuser de la conception de ces systèmes à leur application jusqu'à la collecte de données dans un logement connecté ?

Cette première phase du projet HUT va se terminer, un colloque international est prévu en novembre 2022 pour la restitution des travaux de recherche. Une exposition sur les résultats pour le grand public sera alors présentée dans le réseau des médiathèques de la Métropole.

Le projet HUT s'apprête désormais à écrire une nouvelle page, avec le CROUS et le campus de l'IUT de Montpellier avec pour ambition de devenir un observatoire de l'« *Habitat Urbain en Transition* », autour de trois axes de recherche centrés sur :

- Les transitions énergétique et écologique ;
- Les transitions sociale, solidaire et culturelle ;
- Les transitions en santé et qualité de vie.

Dès lors, HUT devient un démonstrateur de la ville durable à l'échelle d'un campus pour apporter des réponses aux enjeux sociaux et sociétaux de réduction de l'empreinte écologique et de garantie d'un niveau de bien-être dans le fait d'habiter (qui intègre au logement toutes les activités au quotidien). HUT est une composante du territoire métropolitain « *laboratoire* » qui expérimente en condition réelle et implique les citoyens.

Les étudiants seront mobilisés à plus grande échelle sur les nouveaux usages dans le logement connecté et sur la santé globale dans un environnement connecté. Ils formeront un panel à la fois « *observateur* » et « *observé* » avec une démarche plus expérimentale de mise en situation pour favoriser les changements de comportement pour s'adapter aux conditions de vie, contribuer à modifier et à engendrer des comportements plus responsables.

De nouveaux laboratoires tels que l'Institut Desbrest d'Épidémiologie et de Santé Publique (IDESP) - Unité Mixte de Recherche INSERM – Université de Montpellier qui accueille des chercheurs et des praticiens de l'INSERM, de l'INRIA, de l'Université de Montpellier, du CHU de Montpellier, de CHU de Nîmes, de l'Institut du Cancer de Montpellier et du Département Universitaire de Médecine Générale de Montpellier, le Laboratoire Physiologie et médecine expérimentale du cœur et des muscles (PhyMedExp), Unité mixte de recherche INSERM, CNRS, Université de Montpellier, le Pôle chimie Balard - CNRS, Université de Montpellier et ENSCM et l'Institut Européen des Membranes - UM, CNRS, École Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, participeront à ce projet.

Ce projet s'inscrit dès lors résolument dans les orientations de Med Vallée dont les objectifs sont de fédérer les acteurs des différents écosystèmes de la recherche, de l'enseignement supérieur et des entreprises, afin de créer une dynamique innovante, collective et partagée, de manière à faire de la Métropole de Montpellier, un pôle de classe européenne en matière de santé globale.

Tout comme la première phase, HUT sera accompagné par le Comité d'éthique de la recherche de l'université de Montpellier pour favoriser en particulier la prise de conscience de l'importance des principes éthiques et déontologiques face aux questionnements soulevés par les progrès de la science et leurs répercussions sociétales contemporaines.

Afin d'amorcer cette nouvelle phase de HUT, il est proposé de participer financièrement à ce projet à hauteur de 200 000 € sur un budget de 1 500 000 € avec des cofinancements de la Région Occitanie/FEDER, de l'Etat, des entreprises. Ce financement permettra la réalisation de thèses, post-docs et au moins 10 projets de recherche appliquée, le développement du HUT'Lab - espace conception, prototypage et tests-, d'enquêtes sur panel, focus group, etc.

Une convention de partenariat prévoit les modalités de versement du co-financement de la Métropole à hauteur de 200 000 € TTC pour 3 ans, en complément des apports des universités et/ou d'entreprises et du financement sollicité par l'université de Montpellier auprès de la Région Occitanie, de l'Europe et de l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Attractivité - Convention de financement entre la Métropole et Occitanie Place Financière - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

A ce jour existaient sur l'Occitanie deux associations regroupant les banques autour d'un objectif d'appui au développement économique des entreprises du territoire : Club Financier Occitanie, Toulouse Place Financière. Mi-2022, les deux associations fusionnent pour devenir Occitanie Place Financière.

La nouvelle structure vise à :

- Favoriser le développement et le rayonnement des activités financières et tertiaires exercées dans la Région Occitanie au profit des acteurs économiques en général, des entreprises en particulier, et plus spécialement des TPE/PME en phase d'essor, de croissance ou de développement ;
- Permettre et faciliter le financement des dites entreprises auprès des acteurs régionaux en s'appuyant sur l'écosystème de la région ;
- Contribuer à élever l'attractivité du territoire au niveau national et international ;
- Réunir les représentants de cette communauté financière et les mobiliser au service des entrepreneurs et investisseurs.

Elle s'ouvre à un profil de membre élargi : en sus des banques, elle mobilise tout acteur du financement proposant des solutions, privés (investisseurs, assureurs, experts...). D'autre part, elle s'ouvre aussi plus largement aux institutionnels participant au développement du territoire (Collectivités, Chambres Consulaires, organismes professionnels).

Sa démarche consistera à :

- Créer et animer un réseau d'experts ;
- Créer un site internet dédié ;
- Elaborer un annuaire régional des acteurs du financement ;
- Organiser des conférences, ateliers ou webinaires thématiques, sur les enjeux et solutions de financement d'une part et sur les sujets d'actualité économique et monétaire d'autre part.

Dans cette perspective, les responsables d'Occitanie Place Financière, Maelle COUVREUX (DAF Groupe GA Smart Building, future Présidente de l'association), Stéphane LETOUCHE (ex Président du Club Financier Occitanie) et Pierre D'AGRAIN (ex Président de Toulouse Place Financière), proposent à Montpellier Méditerranée Métropole de s'associer à la démarche. La Métropole serait membre de l'association et aura un siège au Conseil d'administration. Elle participera également à la construction du programme d'animation.

Un budget annuel de 15K€ de subvention est sollicité auprès de la Métropole pour soutenir l'action de la structure. L'association s'étant créée en milieu d'année, il est proposé de proratiser l'enveloppe et d'autoriser le versement de 7.5K€ pour 2022.

Pour la Métropole, ce projet présente l'opportunité de participer à une dynamique répondant à un triple enjeu

- ⇒ Politique : confirmer l'alliance stratégique avec la Région et équilibrer les forces en ancrant l'initiative sur Montpellier ;
- ⇒ Stratégique : action collective au service du territoire en se positionnant aux côtés des acteurs clés du financement ;
- ⇒ Economique : initiative en phase avec les besoins des entreprises de croissance. Offre en parfaite synergie avec les actions existantes (le salon Transition Invest, Montpellier Capital Risque, Formation Executive Finance 3M/Labex...).

Outre la Région, la Métropole s'engagerait également aux côtés de la Banque de France, Toulouse Métropole, et les Chambres Consulaires (CCIO, CCI31 et CCI34)

« THEMATIQUE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
7891	OCCITANIE PLACE FINANCIERE	001165	Fonctionnement	Convention de partenariat	7 500 €
TOTAL					7500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Occitanie Place Financière ;
- D'autoriser le versement d'une subvention de fonctionnement de 7 500 € à Occitanie Place Financière ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Attractivité - Convention de partenariat avec la French Tech Méditerranée - Avenant n°1 à la convention de partenariat - Mise à disposition de nouveaux locaux et actualisation du concours financier global - Approbation - Autorisation de signature

Montpellier Méditerranée Métropole intègre au nombre de ses compétences obligatoires le développement économique. Dans ce cadre, elle mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Elle soutient également l'action menée par des associations pour favoriser le développement des entreprises innovantes en subventionnant leurs plans d'actions.

La FRENCH TECH MÉDITERRANÉE est une structure associative, labellisée le 3 avril 2019 Capitale FRENCH TECH, qui s'adresse aux entreprises innovantes du territoire de la Métropole de Montpellier et des territoires voisins.

Conformément à la délibération n°M2022-51, résultant de la séance du 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a approuvé les termes d'une convention de partenariat pour soutenir le fonctionnement et les actions de l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE pour l'année en cours.

En 2019, la candidature de l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE pour la location, dans l'HÔTEL FRENCH TECH de Montpellier, du lot 1.3 de 31,36 m², a été agréée, pour une période de 28 mois, conformément à la décision MD2019-1055. Les effectifs de l'association étaient alors projetés à 2 personnes à horizon 3 ans.

En 2022, pour conforter ses actions et poursuivre leur développement sur le territoire élargi de Montpellier Méditerranée Métropole, l'association a porté ses effectifs à 6 personnes, et, a, dans le même temps, candidaté pour la mise à disposition de locaux supplémentaires. La candidature de l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE pour la location, dans L'HÔTEL FRENCH TECH de Montpellier, du lot 3.2 de 57,12 m², a été agréée, pour une période de 7 mois et 11 jours, conformément à la décision MD2022-698.

Ce nouvel agrément de la candidature de la FRENCH TECH MÉDITERRANÉE dans l'HOTEL FRENCH TECH vient modifier le concours financier global apporté par Montpellier Méditerranée Métropole, en soutien à l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE. En effet, en incluant la quote-part des communs

(soit 57,12 m² au global), cette mise à disposition est valorisée à 4 251,55 € HT et HC pour l'année 2022. Il est convenu avec le bénéficiaire que seront facturées sur l'année 2022 uniquement les charges et taxes soit, un total 2 834,37€ HT.

En contrepartie de cette mise à disposition, le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre un programme d'animations dédié qui garantisse la bonne utilisation de l'espace numérique collaboratif selon le calendrier de mise à disposition. Cette mise à disposition se veut transitoire dans l'attente de la disponibilité de la halle de l'innovation où il sera demandé que l'association localise son siège social opérationnel et assure une animation en lien avec ses actions et la stratégie de la Métropole dans la structuration de la filière de l'innovation.

Le présent avenant a, ainsi, pour objet d'actualiser le montant du concours financier global de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2022, initialement inscrit dans la convention de partenariat. Ce concours financier s'élève désormais à 69 251,55€ (65 000€ correspondant à la subvention de fonctionnement versée au bénéficiaire au titre du partenariat 2022, auxquels viennent s'ajouter les 4 251,55 € de valorisation des locaux mis à disposition de l'association au sein de l'HÔTEL FRENCH TECH, sous réserve de la signature d'une convention d'occupation temporaire établie par la SERM.) Le présent avenant prenant effet à la date de sa signature et s'achevant au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de partenariat établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE pour l'année 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2022, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

1 - World Congress of the International Society for the Study of Hypertension in Pregnancy 2022

L'Association de Prévention et d'Etudes des Maladies Moléculaire (APEMM), sous l'autorité de sa Déléguée Générale, Madame Martine LEFEVRE, organise du 29 au 31 août 2022, au Corum, une manifestation intitulée « World Congress of the ISSHP 2022 ».

Ce congrès a pour but de rassembler les professionnels de santé autour de l'hypertension pendant la grossesse. Environ 600 participants dont des professionnels de santé spécialistes de l'hypertension.

Une subvention de 6 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2 - Salon du Tourisme et du Voyage Durable

L'association AFIVAM, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Laure GELMINI, organise du 22 au 25 septembre 2022, sur la Place Royale du Peyrou, une manifestation intitulée « Salon du Tourisme et du Voyage Durable ».

Cette manifestation a pour but de favoriser et d'encourager la pratique du voyage afin de permettre une meilleure compréhension du monde, de sa valeur et des enjeux liés à sa préservation. Des conférences de professionnels du voyage sont prévues et le salon est ouvert au grand public.

Une subvention de 20 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

3 – International Symposium on Cacao Research

Le CIRAD, sous l'autorité de son Directeur Régional Montpellier Occitanie, Monsieur Vincent FABRE-ROUSSEAU, organise du 05 au 09 décembre 2022, au Corum, une manifestation intitulée « International Symposium on Cacao Research ».

Ce congrès favorise les approches multidisciplinaires autour des grands défis de la filière cacao. Environ 500 participants dont des chercheurs, des producteurs de cacao et des entrepreneurs sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

4 – Les enjeux des jeux

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 13 au 15 décembre 2022, au Corum, une manifestation intitulée « Les enjeux des jeux ».

Ce colloque a pour objectif de réunir pour la première fois les forces des six sociétés savantes qui, en France, regroupent les chercheurs en sciences humaines et sociales (SHS) qui travaillent sur le sport. Environ 700 participants dont des spécialistes de la santé orale et de représentants des différents états membres de l'OMS sont attendus.

Une subvention de 7 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Subventions congrès					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
7252	APEMM	001138	Congrès	World Congress of ISSHP	6 000 €
6669	AFIVAM	001164	Congrès	Salon du Tourisme et du Voyage Durable	20 000 €
6894	CIRAD	001160	Congrès	International Symposium on Cacao Research	5 000 €
6928	Université de Montpellier	001092	Congrès	Les enjeux des jeux	7 000 €
TOTAL					38 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- D'approuver les termes des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Ressources - Règlement du temps de travail au sein de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Par délibération n°M2021-385 du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la mise en place d'une nouvelle organisation à un temps de travail annuel de 1607 heures à compter du 1^{er} janvier 2022. Afin de poser un cadre commun et d'harmoniser les règles existantes applicables aux agents de la Ville et de la Métropole, l'organisation du temps de travail a été formalisée dans un règlement.

Le présent règlement définit les règles communes du temps de travail, en application des principes fixés par la réglementation en vigueur :

- Il rappelle les dispositions générales qui s'appliquent conformément au cadre légal ;
- Il précise les modalités d'organisation du temps de travail des personnels de la Ville et de la Métropole visant à assurer le bon fonctionnement des services, tout en garantissant l'équité entre les agents.

L'intégralité des dispositions du présent règlement est applicable de droit aux fonctionnaires et personnels de droit public quel que soit leur temps de travail (temps complet ou non-complet, temps plein ou temps partiel).

Les règles fixées s'appliquent sans préjudice des évolutions législatives et réglementaires applicables à la Fonction Publique Territoriale.

Le présent règlement a été soumis à l'avis du Comité Technique du 23 septembre 2022.

Il pourra être complété par des notes de service internes et modifié, autant que de besoin pour suivre l'évolution réglementaire ainsi que les nécessités de service.

Toute modification ultérieure ou tout retrait sera soumis à l'accord préalable et à la validation du Comité Technique et de l'assemblée délibérante.

Pour certains métiers et/ou cycles de travail spécifiques, il pourra être décliné dans des règlements internes selon les besoins de chaque pôle, notamment en ce qui concerne le travail en équipe, les horaires décalés, les modalités de départ en congés ou toute autre modalité jugée utile pour assurer la continuité du service public.

Par ailleurs, le présent règlement vient modifier la délibération n° M2020-486 portant réforme des congés bonifiés. Pour bénéficier de congés bonifiés, l'agent devra remplir cinq critères cumulatifs dont deux principaux (au lieu de trois) dans la liste des critères énoncés du présent règlement et la délibération susvisée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter le règlement du temps de travail commun aux agents de la Ville et de la Métropole ;
- D'approuver la modification de la délibération n° M2020-486 portant réforme des congés bonifiés telle que décrite ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modifications des conventions de services communs - Autorisation de signature

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Aux côtés du Directeur Général des Services et des Directeurs Généraux Délégués, les pôles seront les garants de la mise en œuvre des politiques publiques, des objectifs et du délai de réalisation.

Afin de porter de façon transversale les enjeux d'égalités, de cohésion sociale, il convient de créer un service commun de direction du Pôle des solidarités auquel il est proposé d'associer le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier. Dans ce service commun tripartite entre la Ville, le CCAS et la Métropole, il est proposé que le directeur du Pôle solidarité exerce également la fonction de directeur général du CCAS

La convention de services communs précise les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville la Métropole et le CCAS. Cette convention a fait l'objet d'un avis des comités techniques en date du 23 septembre 2022 pour la Ville et du 22 septembre 2022 pour la Métropole.

En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création d'un service commun de direction du Pôle des solidarités entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

CONVENTION DE CREATION D'UN SERVICE COMMUN DIRECTION POLE DES SOLIDARITES

SOMMAIRE

Article 1 : Objet	2
Article 2 : Conditions générales.....	2
Article 3 : Responsabilité	2
Article 4 : Transfert de l'autorité	3
Article 5 : Situation du personnel mutualisé.....	3
Article 6 : Modalités financières.....	3
Article 7 : Durée - Résiliations	4
Article 8 : Litiges	4

Entre

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du, ci-après dénommé « la Ville », d'une part.

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier, représenté par Michel CALVO, Vice-Président, dûment habilité par le Conseil d'Administration en date du 20 septembre 2022, ci-après dénommé le CCAS, d'autre part,

Et

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du, ci-après dénommé « la Métropole », d'une part.

PREAMBULE

Les lois **n°2010-1563** du 16 décembre 2010, **n°2012-281** du 29 février 2012, **n°2014-58** du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe **n°2015-991** du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Par convention en date 22 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont créé un service commun de direction générale des services, cette mutualisation concernait le seul poste de Directeur général des services.

Le décret **n°2014-1605** du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Concomitamment à cette évolution, la Métropole et la Ville ont renforcé leur démarche de mutualisation et progressivement élargi le service commun de direction générale des services à l'ensemble de la ligne de direction générale.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, en créant un service commun Pôle Solidarité.

Aux côtés du Directeur Général des Services et des Directeurs Généraux Délégués, les pôles seront les garants de la mise en œuvre des politiques publiques, des objectifs et du délai de réalisation.

La Métropole et la Ville ont souhaité mettre en commun un certain nombre de postes dans le cadre du Pôle des Solidarités afin de porter de façon transversale les enjeux d'égalités, de cohésion sociale. Afin de poursuivre la convergence, il convient d'associer au service commun de direction du Pôle des solidarités le Centre Communal d'Action sociale en créant un service commun tripartite entre la Ville, le CCAS et la Métropole, le directeur du Pôle solidarité faisant également fonction de directeur général du CCAS.

La présente convention vient organiser les modalités de mise en commun de ce poste ainsi que celui de l'assistante du pôle.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de la Ville du CCAS et de la Métropole en date respectivement des, 19 septembre 2022

Vu les délibérations de la Ville en date du 9 octobre 2022, de la Métropole en date du 4 octobre 2022 et du Conseil d'Administration du CCAS en date du 20 septembre 2022,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir et de constituer entre la Ville, la Métropole et le CCAS un service commun Pôle solidarité.

La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour l'application de la présente convention, le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

Le service commun porte sur deux postes : celui de Directeur du Pôle solidarité et celui de l'assistante du pôle.

Article 2 : Conditions générales

Ce service commun sera géré par la Ville, où est établie sa résidence administrative.

Article 3 : Responsabilité

Chaque collectivité / établissement restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Ville, la Métropole et le CCAS assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Ville, la Métropole et le CCAS conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

Article 4 : Transfert de l'autorité

En fonction de la mission réalisée, le service commun est placé sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la Ville, ou du Président de la Métropole ou du Président du CCAS.

Le Maire ou le Président de la Métropole ou du CCAS adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Maire ou le Président de la Métropole ou du CCAS peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au Directeur du Pôle solidarité, pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Article 5 : Situation du personnel mutualisé

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service mis en commun sont transférés de plein droit, selon les conditions prévues par la fiche d'impact annexée à la présente (annexe 1).

Les personnels du service commun sont gérés par la Ville, qui exerce tous les pouvoirs de l'autorité hiérarchique et territoriale à l'égard de ses agents.

A ce titre la Ville est notamment compétente pour les décisions relatives à la carrière, la rémunération, la formation, l'organisation, les congés, les conditions et la durée du travail.

La Ville procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Métropole.

La Commission Administrative Paritaire et le Comité Technique compétents sont ceux de la Ville. Les règles d'avancement de grade et de promotion interne sont celles fixées par les lignes directrices de gestions approuvées par la Ville.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Ville, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité des œuvres sociales et culturelles.

Article 6 : Modalités financières

Les frais afférents aux missions exercées par le service commun (masse salariale, fournitures, locaux, téléphone, assurances...) sont partagés entre la Métropole et la Ville selon la clé de répartition suivante :

Ville	CCAS	Métropole
30	60	10

Le remboursement est effectué semestriellement selon les modalités de calculs détaillées en annexe 2.

Le Maire ou le Président de la Métropole ou du CCAS peuvent solliciter la révision des clefs de répartition, dans la limite d'une révision annuelle. La révision est décidée d'un commun accord.

En revanche, les besoins nécessaires au fonctionnement distinct de chacune des entités (fournitures, services et travaux en lien avec les compétences exercées, logiciels...) feront l'objet de commandes (marchés) au nom de chaque membre bénéficiaire du service commun.

Dans ce dernier cas, chaque entité pourra soit actionner son propre marché ou convenir de passer un groupement de commande entre la Métropole et la Ville. Il appartiendra à chaque convention d'en définir les modalités pratiques et financières.

Article 7 : Durée résiliation

La convention de service commun conclue entre la Ville, le CCAS et la Métropole est reconduite de manière expresse et sans limitation de durée.

La présente convention entrera en vigueur le 1^{er} du mois suivant la signature de la convention.

Elles pourront être dénoncées par le Maire ou le Président de la Métropole ou du CCAS à tout moment par courrier.

Article 8 : Litiges

La Ville, la Métropole et le CCAS s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier le _____

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,
ci-dessus dénommée « La Métropole »

Le Vice-Président délégué aux Ressources
Humaines et au Dialogue Social,

Joël RAYMOND

Pour la Ville de Montpellier, ci-dessus
dénommée « La Ville »

L'adjoint au Maire, délégué aux Finances,
à l'évaluation des politiques publiques,
aux Ressources humaines et au Dialogue
social,

Michel ASLANIAN

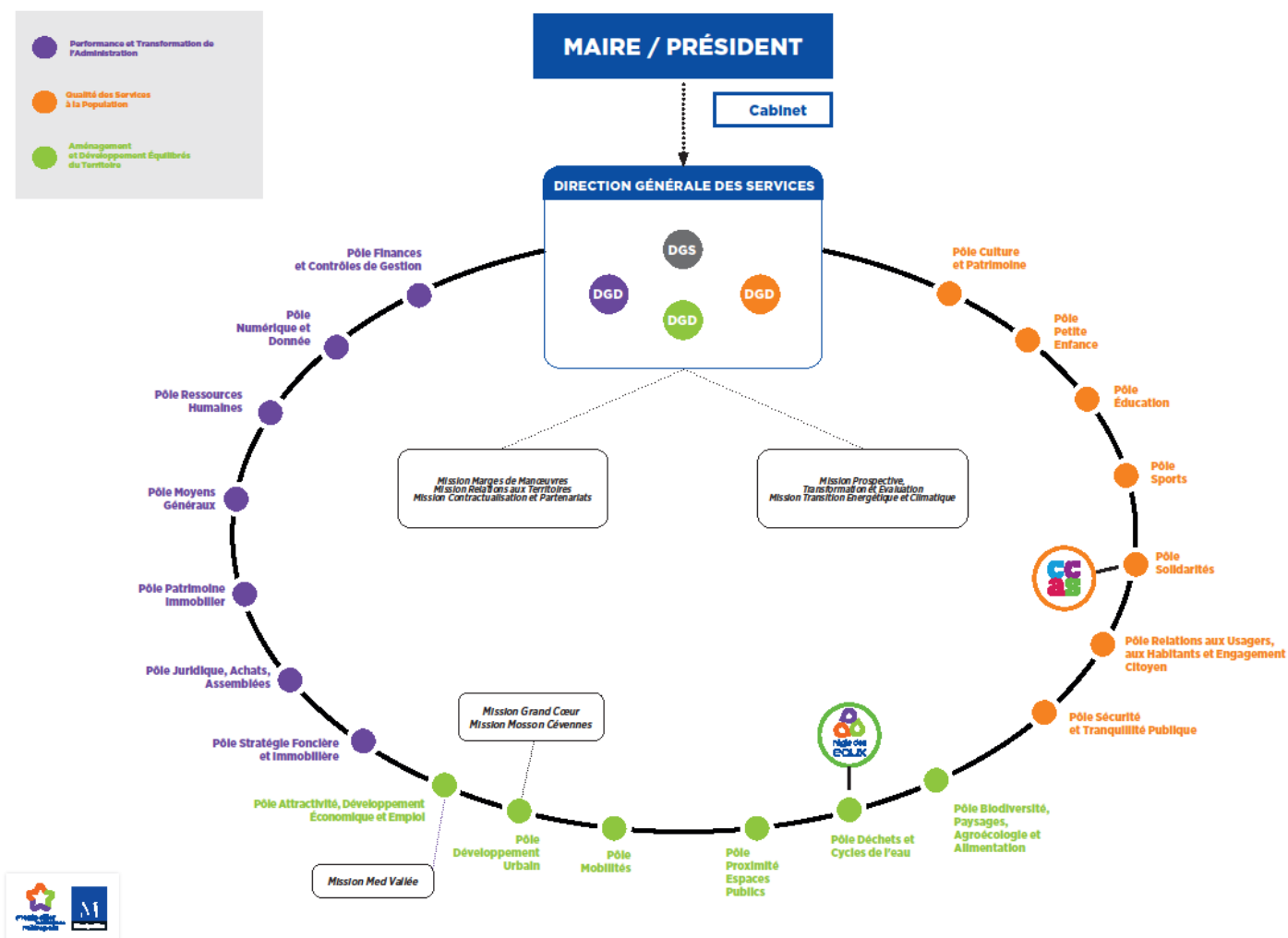
Pour le centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier
ci-dessus dénommé « Le CCAS »,

Le Vice-Président,

Michel CALVO

Annexe 1 – Fiches Impact

IMPACT SUR L'ORGANISATION



IMPACT SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Lieu de travail : les locaux de travail restent inchangés à la date de la création du service commun.

Horaires de travail : la création du service commun n'influe aucunement sur l'organisation du temps de travail mise en place en fonction des besoins et spécificités des services. Les aménagements du temps de travail sont organisés selon les dispositifs en vigueur à la Métropole. L'harmonisation de la politique RH des deux collectivités garantit à terme la continuité des conditions de travail entre la Ville et la Métropole.

Outils de travail : Les outils de travail nécessaires à l'exercice des missions restent les mêmes et évolueront le cas échéant en fonction des besoins spécifiques à chaque service.

IMPACTS SUR LA REMUNERATION

Outre les éléments statutaires de rémunération qui continuent d'être versés selon les conditions réglementaires en vigueur, en application de l'article L. 5111-7 I. du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents transférés dans le service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application de l'article L. 5111-7 I bis., les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un label prévu au même article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Annexe 2 – Notice de calcul

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs sont partagés entre la Métropole et la Ville selon les modalités suivantes :

Masse salariale du service commun	A
Frais personnel support (DRH, finances...)	$6 \% \times A = B$

L'entité gestionnaire du service commun facture la masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (A).

L'entité gestionnaire du service commun facture les frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition (B).



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Ressources - Projet d'animation sociale et culturelle - Convention de collaboration volontaire - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité améliorer l'environnement du village de transition par la conduite d'un projet socioculturel réunissant les familles accueillies, ainsi que les riverains. L'ambition est de « *mettre en art* », le Pont de la Rauze (situé à proximité) dans le cadre d'ateliers participatifs sur la période allant du 4 octobre au 17 décembre 2022.

La mise en œuvre de ce projet a été confiée au Pôle culture et patrimoine de la Métropole en liaison avec le Service Communal d'Hygiène et de Santé, ainsi que l'association gestionnaire du site. Il s'appuiera, notamment, sur la conduite d'ateliers d'initiation au *street art* en direction des enfants, des jeunes et des adultes.

L'intégration bénévole d'un artiste volontaire a été programmée sur la période allant du 12 novembre au 17 décembre 2022. Celui-ci apportera sa contribution au projet dans le prolongement de son déploiement dans le cadre d'une mesure de Travail d'intérêt général (TIG) accompagné par les Services pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault.

Cette inclusion suppose la signature d'une convention de collaboration volontaire et s'intègre dans la stratégie locale prévention de la délinquance et de la récidive.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de l'intégration de ce volontaire souhaitant apporter une contribution au projet artistique mis en place sur le Pont de La Rauze ;
- D'approuver les termes de la convention de collaboration volontaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Ressources - Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

1. Créations de poste : 19 postes permanents et 2 non permanents (CDD Projet)

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les 21 postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe :

- 1 poste qui relève de projets engagés et liés à la nouvelle mandature : Responsable de l'unité économie circulaire, référent éco-consommation et réemploi ;
- 4 postes financées ou qui génèrent des recettes : 1 poste subventionné par l'Etat, 1 payé par la Régie des Eaux et 2 postes réservés pour des agents déjà dans la Collectivité ;
- 1 poste permettant de doter les directions de moyens supplémentaires : un poste d'infirmier pour un agent qui était déjà en renfort ;
- 8 postes qui découlent de la réorganisation du pôle solidarités et 4 de la réorganisation du pôle sports (transfert de la Ville).
- 2 postes en CDD Projet de gestionnaire technique du patrimoine pour répondre au besoin d'installer et de changer un volume plus important de mobilier de collecte des déchets et de propreté urbaine nettoyage constituant un pic d'activité pour les deux prochaines années.
- 1 poste de chargé de projets Espaces publics

2. Réajustements de poste pour mise en conformité grade/emploi : 6

Les 6 emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

3. Transformations de postes : 18

Les 18 emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

4. Suppressions de poste : 2

Les 2 emplois supprimés, après avis du Comité Technique du 23 septembre 2022, sont mentionnés dans

L'annexe 4 ci-jointe :

- o 1 contrat de projet qui évolue en poste permanent ;
- o 1 suppression d'un poste mis à disposition suite à un départ à la retraite.

5. Ouvertures de postes aux agents non titulaires : 1

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter un agent non titulaire sur un poste permanent, sur le fondement de l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans **l'annexe 5** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des suppressions de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Réf. Poste	Nature du poste	PÔLE	Catégorie d'emploi (A, B, C)	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Cadres d'emplois	Intitulé des fonctions	Motif de la création	Remarques / Commentaires
2022-449	Permanent	Pôle déchets et cycle de l'eau	A	TC	Ingénieur	Ingénieur coopération décentralisée	2. Créations de postes financées ou qui génèrent des recettes	
2022-450			A		Attaché	Responsable de l'unité économie circulaire, référent éco-consommation et réemploi	1. Créations de postes qui relèvent de projets engagés et liés à la nouvelle mandature	
2022-451		Pôle ressources humaines	A		Infirmier territorial	Infirmier	4. Créations de postes permettant de doter les directions de moyens supplémentaires	
2022-452		Pôle solidarités	C		Adjoint technique	Gestionnaire maintenance et bâti	5. Réorganisation	
2022-453			C		Adjoint administratif	Agent d'accueil	2. Créations de postes financées ou qui génèrent des recettes	Création de poste réservé
2022-454			C		Adjoint administratif	Agent d'accueil	2. Créations de postes financées ou qui génèrent des recettes	Création de poste réservé
2022-455			A		Attaché	Chargé de projet programmation, évènementiel, animation	5. Réorganisation	
2022-456			C		Adjoint administratif	Assistant de gestion administrative	5. Réorganisation	
2022-457			A		Attaché	Chef de projet territorial Près d'Arènes Lemasson	5. Réorganisation	
2022-458			A		Attaché	Chef de projet territorial Pas du Loup Gély Figuerolles	5. Réorganisation	
2022-459			A		Attaché	Chef de projet thématiques transverses et démarches contractuelles	5. Réorganisation	
2022-460			A		Attaché	Chef de projet partenariats	5. Réorganisation	
2022-461			B		Rédacteur	Assistant chargé de projets	5. Réorganisation	
2022-462		Pôle culture et patrimoine	A		Conservateur des bibliothèques	Conservateur adjoint en charge du département du patrimoine écrit	2. Créations de postes financées ou qui génèrent des recettes	
2022-463		Pôle sports	A		Attaché	Responsable du service animation et exploitation des équipements terrestres	6. Réorganisation / Mutualisation	
2022-464			A		Attaché	Responsable de la cellule suivi du mouvement associatif et accueil	6. Réorganisation / Mutualisation	
2022-465			B		technicien	Gestionnaire créneaux évènementiel	6. Réorganisation / Mutualisation	
2022-466			C		Adjoint administratif	Agent d'accueil	6. Réorganisation / Mutualisation	
2022-467		Pôle Proximité Espaces Publics	A/A+		Administrateur/ Ingénieur en chef	Chargé de projet espaces publics	4. Créations de postes permettant de doter les directions de moyens supplémentaires	
PROJ2022-019	Non permanent	Pôle déchets et cycle de l'eau	C			Gestionnaire technique du patrimoine	4. Créations de postes permettant de doter les directions de moyens supplémentaires	CDD Projet
PROJ2022-020			C		Agent de Maîtrise	Gestionnaire technique du patrimoine	4. Créations de postes permettant de doter les directions de moyens supplémentaires	CDD Projet

Il est proposé de créer deux emplois non permanents, conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020, relatif au contrat de projet dans la fonction publique, pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Ces contrats prendront fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Ces contrats seront renouvelables par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée.

La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)								Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste							
Réf Poste	Nature du poste	PÔLE	Direction / Service	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Cadres d'emplois actuels	Fonctions	Remarque	Réf Poste	Nature du poste	PÔLE	Direction / Service	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Cadres d'emplois ajustés	Fonctions	Remarque
002010-060_#	Permanent	Pôle déchets et cycle de l'eau	Service collecte et nettoyage	TC	Technicien	Responsable d'équipe Nord collecte et nettoyage		002010-060_PT	Permanent	Pôle déchets et cycle de l'eau	Service collecte et nettoyage	TC	Technicien/ Agent de maîtrise	Responsable d'équipe Nord collecte et nettoyage	Mise en conformité du cadre d'emplois du poste avec celui de l'agent qui
002004-194_#		Pôle déchets et cycle de l'eau	Service régie de collecte		Technicien	Référent soutien technique à l'exploitation régie		002004-194_PT		Pôle déchets et cycle de l'eau	Service régie de collecte		Technicien / attaché	Référent soutien technique à l'exploitation régie	
002016-286_#		Pôle déchets et cycle de l'eau	Ressources transversales		Agent de maîtrise	Gestionnaire technique de la redevance spéciale		002016-286_PT		Pôle déchets et cycle de l'eau	Ressources transversales		Agent de maîtrise / adjoint technique	Gestionnaire technique de la redevance spéciale	

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)								Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste							
Réf Poste	Nature du poste	PÔLE	Direction / Service	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Cadre(s) d'emplois actuel(s)	Fonctions	Remarque	Réf Poste	Nature du poste	PÔLE	Direction / Service	Temps de travail complet (TC)/non complet (TNC)	Cadre(s) d'emplois ajusté(s)	Fonctions	Remarque
002016-007_PT	Permanent	Pôle proximité espaces publics	DDST	TNC	Adjoint technique	Agent d'entretien des espaces verts	Poste TNC à 57%	002016-007_PT	Permanent	Pôle proximité espaces publics	DDST	TC	Adjoint technique	Agent d'entretien des espaces verts	Passage du poste à temps complet
002004-220_PT		Pôle déchets et cycle de l'eau	Unité pilotage et management	TC	Technicien	Chargé de mission SIG, numérique et données		002004-220_PT		Pôle déchets et cycle de l'eau	Unité pilotage et management		Ingénieur / attaché	Chargé de mission SIG, numérique et données	Changement de Cadre d'emplois
002017-113_PT			Service prévention et économie circulaire		Agent de Maîtrise ou Adjoint technique ou Adjoint administratif	Coordonateur des éco-messagers		002017-113_PT			Service prévention et économie circulaire		Technicien	Responsable d'équipe éco-messagers	
002002-399_PT					Adjoint technique	Eco messenger		002002-399_PT					Agent de maîtrise	Responsable adjoint d'équipe éco-messagers	
002017-015_PT			Service régie de collecte		Adjoint technique	Exploitant de site		002017-015_PT			Service régie de collecte		Agent de maîtrise	Responsable adjoint de site de collecte Pignan	
002004-057_PT			Service finances et commande publique		Technicien ou rédacteur ou Attaché	Responsable des moyens généraux et des installations techniques de la Régie de Collecte		002004-057_PT			Service finances et commande publique		Attaché	Responsable de l'unité marchés publics	
002022-156_PT		Cabinet	DRIEV		Adjoint administratif / Agent de maîtrise	Agent administratif de l'évènementiel		002022-156_PT		Cabinet	DRIEV		Rédacteur/ agent de maîtrise	Coordonnateur administratif des manifestations	
002019-034_PT		Pôle ressources humaines	DARH		Adjoint administratif	Gestionnaire Rémunération		002019-034_PT		Pôle ressources humaines	DARH		Rédacteur	Gestionnaire gestion intégrée	
002017-039_PT						Gestionnaire Carrière		002017-039_PT						Gestionnaire gestion intégrée	
002017-045_PT						Gestionnaire carrière NT		002017-045_PT						Gestionnaire gestion intégrée	
002017-080_PT						Gestionnaire carrière NT		002017-080_PT						Gestionnaire gestion intégrée	
002017-041_PT						Gestionnaire Carrière		002017-041_PT						Gestionnaire gestion intégrée	
002021-057_PT						Gestionnaire paie/carrière/GTT		002021-057_PT						Gestionnaire gestion intégrée	
002003-199_PT						Gestionnaire Carrière		002003-199_PT						Gestionnaire gestion intégrée	
002003-097_PT						Gestionnaire Carrière		002003-097_PT						Gestionnaire gestion intégrée	
002015-054_PT						Gestionnaire Rémunération		002015-054_PT						Gestionnaire gestion intégrée	
2015-059_PT			Direction Santé Prévention		Rédacteur territorial ou technicien territorial	Préventeur Hygiène et sécurité		2015-059_PT			Direction Santé Prévention		Ingénieur	Préventeur Hygiène et sécurité	
002022-279_PT		Pôle stratégie foncière et immobilière	Service opérations foncières et immobilières		Rédacteur territorial	Chargé d'opérations foncières et immobilières		002022-279_PT		Pôle stratégie foncière et immobilière	Service opérations foncières et immobilières		Attaché/Ingénieur	Chargé d'opérations foncières et immo	

ANNEXE 4 Suppression de postes

Conseil du 4 octobre 2022

Réf Poste	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Cadres d'emplois	Intitulés d'emplois	Remarques
HA2002-448	A	Attaché	Responsable administratif et financier au sein de l'ESBAMA	Départ à la retraite le 30/6/2022 de l'agent qui était mis à disposition de l'ESBAM (MOCO)
PROJ2021-003_PT	A	Attaché	Chargé de mission éco-consommation et réemploi	Poste supprimé pour créer le poste permanent 2022-450 Responsable de l'unité économie circulaire, référent éco-consommation et réemploi afin de pérenniser les missions.

Fondement du recrutement	N° de Poste	POLE	Direction	Libellé de poste	Catégorie d'emploi	Cadres d'emplois (Tout grade)	Date de Délibération créant le poste	Temps complet (TC)/non complet (TNC) du poste
Article 3-3 2°	2017-125	Pôle Ressources Humaines	Direction des Parcours professionnels et des compétences	Chargé de prospective Métiers et Compétences	A	Attaché	18/10/2018	TC



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Ressources - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Montpellier Méditerranée Métropole fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services.

L'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée.

Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans la collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. D'autre part, il permet de tisser des liens durables avec les centres de formation sur des métiers et compétences recherchés par la collectivité. L'apprentissage est ainsi un formidable levier pour anticiper des besoins de recrutement ou des apports réguliers d'innovation, tout en répondant à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes. Enfin, il permet d'envisager au terme de leur formation, une intégration dans les effectifs de la Métropole, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

Il est proposé en complément des délibérations du 31 mai 2022 et du 26 juillet 2022 de créer deux postes supplémentaires pour obtenir un total de 26 nouveaux contrats d'apprentissage, afin d'accueillir d'une part, un nouvel apprenti doté de qualifications en ingénierie sociale pour le Conseil de Développement et d'autre part, un apprenti préparant une formation d'éducateur spécialisé pour le service de gestion des aires d'accueil.

Il est également proposé d'augmenter d'un an la durée de 4 contrats d'apprentissage déjà créés, pour répondre aux organismes de formation qui demandent une durée de contrat identique à la durée de la formation. Ces 4 apprentis vont préparer une formation qui durent 2 ans.

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité. Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle

Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le recours au contrat d'apprentissage ;
- D'approuver les termes des contrats d'apprentissage correspondant ;
- D'approuver les modifications des contrats d'apprentissage déjà créés ;
- D'approuver les termes des conventions avec les centres de formation d'apprentis ;
- D'approuver les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Numéro de poste	Pôle	Direction ou service	Nombre de poste	Diplôme préparé	Durée de la formation
PT_APPR3M22-019	Direction Générale des Services	MCIVI /Conseil de développement	1	Diplôme d'Etat d'ingénierie sociale	2 ans
PT_APPR3M22-020	Pôle développement urbain	DHAPAR/Gestion des aires d'accueil	1	Educateur spécialisé	2 ans
PT_APPR3M22-001	CABINET/ COMMUNICATION	Projet et Production	/	Master II	Déjà créé mais modification de la durée du contrat : Passage de 1 an à 2 ans
PT_APPR3M22-018	PDU	DPU/Environnement et biodiversité	/	Master II	Déjà créé mais modification de la durée du contrat : Passage de 1 an à 2 ans et modification du numéro de poste de 002017-222_PT en PT_APPR3M22-018
PT_APPR3M22-005	PND	Sécurité des systèmes d'information	/	Master II	Déjà créé mais modification de la durée du contrat : Passage de 1 an à 2 ans
002004-647_PT	PND	Sécurité des systèmes d'information	/	Administrateur Système Réseaux	Déjà créé mais modification de la durée du contrat : Passage de 1 an à 2 ans



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Ressources - Extension des astreintes d'exploitation dans le cadre de la mutualisation de la Direction des Relations institutionnelles et de l'Événementiel - Approbation

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale « *L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés* ».

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a instauré un dispositif d'astreinte d'exploitation pour les chauffeurs par délibération n°2016/269 du 22/06/2016, pour les maîtres d'hôtel, par délibération n°V2017/240 du 20/07/2017 et pour les agents du service production, par délibération n°V2017/241 du 20/07/2017. De même, la Métropole a prévu la possibilité d'avoir recours à des astreintes pour les agents du service du protocole, par délibération n°M2018-239 du 31/05/2018.

Au regard de la mutualisation de la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel (DRIEV), il est proposé d'étendre ces astreintes aux agents mutualisés de Montpellier Méditerranée Métropole qui seront affectés au sein de cette direction et amenés à intervenir à la fois pour la Ville de Montpellier et la Métropole.

- Concernant les chauffeurs : l'organisation de travail du service prévoit que les agents seront amenés à effectuer des astreintes dans le cadre de leur mission. Les agents sont mobilisables lors de déplacements justifiés par l'exercice de leurs fonctions des élus de la Ville de Montpellier et de la Métropole et de personnalités accueillies, la semaine et les week-end. Les cadres d'emplois concernés sont les adjoints techniques, les agents de maîtrise et les techniciens. Cette astreinte est organisée du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00 et en dehors des heures d'ouverture du service.
- Concernant les maîtres d'hôtel et les cuisiniers : l'astreinte sera organisée de façon hebdomadaire en couvrant la semaine et le week-end du lundi au lundi. Les cadres d'emplois concernés sont les adjoints techniques et administratifs et agents de maîtrise. Cette astreinte est organisée du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00 et en dehors des heures d'ouverture du service.

- Concernant le service Manifestations et Coordination événementielle : il s'agit des interventions faisant suite à des événements non programmés dans le planning d'activités sur demande du Cabinet du Maire ou d'événements de sécurité civile qui entraînent une activation du plan communal de sauvegarde (PCS). Elles seront organisées de façon hebdomadaire en couvrant la semaine et le week-end, du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00. Les cadres d'emploi concernés sont les adjoints administratifs, adjoints techniques, les agents de maîtrises et les techniciens du service Manifestations & Coordination événementielle.
- La délibération n°M2018-239 du Conseil de Métropole du 31 mai 2018 a instauré un dispositif d'astreintes pour le service du Protocole. Dans le cadre de la mutualisation précitée, ce dispositif est étendu à l'ensemble des agents mutualisés du service Accueil, Réceptions et Domaines de la DRIEV, toutes fonctions confondues. Cette astreinte est organisée du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00 et en dehors des heures d'ouverture du service, en soutien d'événements programmés ou dans le cadre de sollicitations non programmées, liées à des événements contextuels.

Les périodes d'astreinte couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable en semaine et week-end et se limiteront à la période nécessaire en dehors des heures d'ouvertures du service pour gérer ces événements.

Les modalités d'indemnisation et de compensation de ces astreintes d'exploitation et d'éventuelles interventions afférentes ont été fixées par la délibération n°13520 du 16 décembre 2015 relative au régime des astreintes applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole. Les montants seront automatiquement réévalués en fonction des textes réglementaires en vigueur.

Les flux financiers entre la Ville de Montpellier et la Métropole sont régis par les conventions de service communs.

Le Comité technique a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modalités de mise en œuvre des astreintes d'exploitation telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les Métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités.

Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable.

La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNES	PROJETS	FONDS D'EQUIPEMENT RETENUS
MONTPELLIER	Déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques	200 000 €
PRADES-LE-LEZ	Construction d'un relais petite enfance	150 000 €
VILLENEUVE- LES-MAGUELONE	Rénovation et réhabilitation de l'école Jean-Jacques Rousseau	200 000 €
TOTAL		550 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus, sous réserve de signature d'une convention de versement ;
- D'approuver les termes des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres de la Métropole concernées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Ressources - Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC) - Répartition 2022 - Approbation

Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) a été mis en place en 2012. Il institue le principe d'une péréquation horizontale entre collectivités et groupements d'une même catégorie et s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres.

D'un montant national de 150 M € en 2012, ce fonds a été porté à 360 M € en 2013, 570 M € en 2014, 780 M € en 2015 et à 1 milliard d'euros en 2016 et 2017. La loi de finances pour 2018 entérine définitivement ce niveau qui n'atteindra donc pas les 2 % des recettes fiscales du bloc local initialement prévus. Ses ressources sont prélevées sur les collectivités et groupements dont le potentiel financier agrégé par habitant dépasse un certain seuil. Elles sont redistribuées entre les ensembles intercommunaux selon des critères de richesse (potentiel financier agrégé et revenu moyen par habitant) et d'effort fiscal.

Au vu de ces éléments, l'ensemble intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses communes membres est bénéficiaire de ce fonds. Le montant qui lui est alloué en 2022 s'élève à 14 190 549 €, en augmentation de 3,6 % par rapport à 2021.

Dans le cadre du droit commun, la répartition est effectuée d'une part, entre l'EPCI et les communes membres en fonction du Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF), et d'autre part, entre les communes membres en fonction de l'insuffisance de potentiel financier par habitant et de la population de chaque commune.

Total FPIC 2022	14 190 549 €
Part Métropole	8 019 562 €
Part des Communes	6 170 987 €
<i>Baillargues</i>	<i>100 735 €</i>
<i>Beaulieu</i>	<i>30 763 €</i>
<i>Castelnau-le-Lez</i>	<i>271 484 €</i>
<i>Castries</i>	<i>76 702 €</i>
<i>Clapiers</i>	<i>67 352 €</i>

<i>Cournonsec</i>	<i>45 745 €</i>
<i>Cournonterral</i>	<i>86 278 €</i>
<i>Le Crès</i>	<i>113 775 €</i>
<i>Fabrègues</i>	<i>85 716 €</i>
<i>Grabels</i>	<i>111 934 €</i>
<i>Jacou</i>	<i>91 636 €</i>
<i>Juvignac</i>	<i>145 379 €</i>
<i>Lattes</i>	<i>195 673 €</i>
<i>Lavérune</i>	<i>33 020 €</i>
<i>Montaud</i>	<i>14 302 €</i>
<i>Montferrier-sur-Lez</i>	<i>46 085 €</i>
<i>Montpellier</i>	<i>3 769 911 €</i>
<i>Murviel-lès-Montpellier</i>	<i>25 161 €</i>
<i>Pérols</i>	<i>103 398 €</i>
<i>Pignan</i>	<i>103 505 €</i>
<i>Prades-le-Lez</i>	<i>75 407 €</i>
<i>Restinclières</i>	<i>31 874 €</i>
<i>Saint-Brès</i>	<i>43 598 €</i>
<i>Saint-Drézéry</i>	<i>35 653 €</i>
<i>Saint Geniès des Mourgues</i>	<i>26 441 €</i>
<i>Saint Georges d'Orques</i>	<i>67 021 €</i>
<i>Saint Jean de Védas</i>	<i>116 451 €</i>
<i>Saussan</i>	<i>22 044 €</i>
<i>Sussargues</i>	<i>37 706 €</i>
<i>Vendargues</i>	<i>57 700 €</i>
<i>Villeneuve-lès-Maguelone</i>	<i>138 538 €</i>

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la répartition de droit commun du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) pour 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

**Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale TaM -
Cession de titres de participation au bénéfice de la Ville de Pérols - Approbation -
Modification d'un représentant**

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont actionnaires de la Société Publique Locale (SPL) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions soit 125 € par action. Elles détiennent respectivement 68.92 % et 31.08 % du capital, et occupent respectivement 5 et 2 postes (dont la Présidence) sur 7 au sein du conseil d'administration de la société.

La SPL TaM exerce plusieurs activités : gestion des transports urbains, gestion des stationnements en ouvrages et du stationnement sur voirie, réalisation de mandats de maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de mobilité, activités en propre et gestion d'un CFA.

Une SPL dispose d'un actionnariat exclusivement public, dont au moins deux collectivités locales ou groupements de collectivités territoriales ; elle ne peut exercer ses activités qu'au seul bénéfice de ses actionnaires, selon leurs propres compétences et sur leur unique territoire.

La Ville de Pérols a émis le souhait d'entrer au capital de la SPL TAM ; par ailleurs elle projette de lui confier prochainement un contrat de stationnement.

Les actions de la société ne peuvent être cédées qu'à des collectivités territoriales ou à des établissements publics de coopération intercommunale ayant un intérêt direct à la réalisation de l'objet social de la société.

Dans ce cadre, il est proposé au conseil de procéder à la cession de 100 actions au prix de 125€ par action (valeur nominale), pour une valeur globale de 12 500€, au profit de la Ville de Pérols. En effet compte tenu de la situation économique actualisée de la société, la transaction à la valeur nominale peut être opérée.

Cette disposition est également soumise à l'approbation du Conseil municipal de Pérols en date du 29 septembre 2022, ainsi qu'à l'agrément du prochain Conseil d'Administration de la SPL TaM.

Ces mouvements de titres n'impactent pas le montant du capital social qui s'élève toujours à 4 286 000 €, soit 34 288 actions d'une valeur nominale de 125€. Par ailleurs il n'y a pas lieu de modifier les statuts de la société.

La nouvelle répartition des sièges proportionnelle au capital détenu est opérée comme suit :

Actionnaire représenté au sein du Conseil d'Administration	Nombre de titres	Valeur en €	% détenu par les actionnaires en AG	Nombre de sièges au CA
Montpellier Métropole	23 532	2 941 500	68.63%	5
Ville de Montpellier	10 656	1 332 000	31.08%	2
Ville de Pérols	100	12 500	0.29%	1
TOTAL	34 288	4 286 000	100%	8

Cette nouvelle répartition des sièges au sein du Conseil d'administration de la société, nécessite la désignation d'un nouveau représentant de Montpellier Méditerranée Métropole, en remplacement de Monsieur Jean-Pierre RICO.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président propose à l'Assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la cession des 100 actions à 125 € chacune soit 12 500 € ;
- De porter le nombre de parts détenu par Montpellier Méditerranée Métropole dans la SPL TaM, à hauteur de 23 532 actions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration de la SPL TaM en remplacement de Monsieur Jean-Pierre RICO et de l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- De décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Ressources - Apurement des régies 2022 - Approbation

Chaque opération menée par les régisseurs de Montpellier Méditerranée Métropole fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du Comptable public.

Au cours de l'année 2022, les régies des Aires d'Accueil des Gens du Voyage et des Terrains Familiaux de Pignan ont fait l'objet d'un vol dans les locaux de la Métropole. Dès lors qu'un déficit est causé par un vol, le régisseur doit déposer plainte. Le régisseur des deux régies concernées a suivi cette procédure.

Un accord de sursis de paiement a été notifié au régisseur, conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

Par la suite, Montpellier Méditerranée Métropole a été destinataire de la demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par le régisseur. La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur et une remise gracieuse des sommes mises à la charge du régisseur peut être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil de Métropole est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. La Direction Départementale des Finances Publiques statuera ensuite sur celles-ci.

A la suite de la réunion relative à l'apurement des régies du 7 juillet dernier, en présence des services du Comptable Public, il est proposé de bien vouloir donner un avis favorable aux demandes de remise totale détaillées ci-dessous :

Régie	Régisseur	Montant du déficit	Date du constat du déficit par le Comptable Public	Avis du Comptable Public
Aires d'Accueil et de Grands Passages des Gens du Voyage	M. GUTIERREZ	8 161.83 €	11 mars 2022	Avis favorable à une remise gracieuse totale
Terrains familiaux de Pignan	M. GUTIERREZ	1 473.50 €	11 mars 2022	Avis favorable à une remise gracieuse totale

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'accorder au régisseur cité ci-dessus la remise gracieuse totale ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
Conférence de l'entente du golfe d'Aigues Mortes	Serge DESSEIGNE (titulaire) Véronique NEGRET (suppléante)

Si aucune autre candidature n'est proposée, ces désignations prendront effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Cycles de l'eau - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'eau potable et de l'eau brute - Exercice 2021

EAU POTABLE

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009. La compétence eau potable est assurée selon le principe de représentation substitution sur 18 des 31 communes et en régie sur les 13 autres, soit 402 613 habitants (Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone).

L'article L. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI, ici la Métropole) doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement à l'assemblée délibérante. Celui-ci doit être mis à la disposition du public à la Métropole et dans les communes. Parallèlement, un exemplaire doit être adressé par le Président au Préfet pour information (articles L.2225-5 et D.2224-5 du CGCT).

En terme d'organisation du service, par délibération en date du 7 mai 2014, la Métropole a adopté le principe d'une gestion en régie de son service public de l'eau potable sur les treize communes et de son service de l'eau brute pour l'ensemble du territoire métropolitain et ce à compter du 1^{er} janvier 2016. La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme d'une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 24 membres, 16 membres issus du Conseil de Métropole, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, 2 personnalités qualifiées et 2 représentants du personnel, tous à voix délibérative.

Les relations entre la Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ont été définies par une convention d'objectifs qui fixe les missions de chacune des parties, organise le suivi de l'activité de la Régie, définit les enjeux et les objectifs à atteindre par le service. Cette dernière a été renouvelée pour une durée de deux ans par délibération en date du 29 mars 2021, qui a permis d'ajuster les objectifs assignés à la Régie et redéfinir les indicateurs nécessaires.

L'eau potable de la Régie des Eaux provient de 7 captages en service dont le principal est la Source du Lez. La fourniture en eau potable est assurée par près de 1 356 kms de réseaux d'adduction et de distribution, 30 réservoirs d'une capacité totale de 113 800 m³, et une station de traitement d'eau potable en service d'une capacité de 2000 l/s, pour 82 456 abonnés.

La ressource principale est la source du Lez, pour un débit de prélèvement autorisé de 1700 l/s qui alimente l'usine de clarification et de traitement François-Arago à Montpellier. En complément de la source du Lez, lors de la période d'étiage, l'eau du canal BRL peut être distribuée après traitement sur la même station François-Arago, adaptée en conséquence.

Les Communes de Montpellier, Juvignac et Prades-le-Lez sont exclusivement alimentées par la source du Lez. Les Communes de Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone sont alimentées par la source du Lez pour partie et des captages pour le reste. Seuls des forages locaux alimentent les Communes de Saint-Brès et Sussargues. Pour les Communes de Lattes et Pérols, l'alimentation est assurée par l'eau du Bas-Rhône Languedoc traitée par l'usine de potabilisation de Vauguières, dont la gestion relève de Pays de l'Or Agglomération.

La tarification au 1^{er} janvier 2021 est identique à celle votée en décembre 2015 par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à la convention d'objectifs la liant la Métropole, qui fixe la stabilité tarifaire sur cinq années. Le tarif fixé par la Régie se décompose comme suit :

- Une partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, de 9 € HT pour un compteur de 20 mm ou moins ;
- Une partie proportionnelle dont le montant est fixé à 1 € HT pour la tranche inférieure ou égale à une consommation de 120 m³ par an et à 1,123 € HT pour la tranche supérieure à 120 m³ par an.

Au global, sur l'année 2021, 31,3 millions de m³ d'eau potable ont été produits, soit une diminution de 4,3% par rapport à 2020, 3,3 millions de m³ achetés (-15% par rapport à 2020). Les volumes consommés représentent 25,5 millions de m³ tout usage confondu (abonnés, eau de services tel que purges, nettoyage des réservoirs..., et volume consommés sans comptage notamment pour les bornes incendie, l'arrosage public...), soit une diminution de 2,3% par rapport à 2020.

Un appel à projets de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse lancé en 2015 a été une opportunité de s'associer à l'ALEC pour mettre en place un programme « économie d'eau ».

L'ensemble des actions menées dans ce cadre ont permis de contribuer auprès des particuliers, des écoles, et des communes à faire baisser les consommations en eau : 18 communes adhérentes qui ont baissé de près de 14% leurs consommations en eau.

Un budget de 18 millions € a été consacré aux travaux. Cela concerne principalement des travaux :

- Sur les réservoirs : 7 ont été réhabilités ces dernières années, 5 autres réhabilitations sont à l'étude et la construction de 3 nouveaux réservoirs est envisagé pour sécuriser les alimentations en eau potable de Prades Le Lez, Montferrier sur Lez et Le Crès ;
- Sur les réseaux et branchements : 5 901 ml ont été repris ainsi que 357 branchements contribuant ainsi à l'amélioration des rendements des réseaux ;
- Sur les ouvrages structurants, majeurs et essentiels, les travaux de renforcement prévues au schéma directeur se poursuivent et certains ont été menés à leur terme permettant d'améliorer de façon significative le service apporté :
 - o Le renforcement de l'étage 105, sécurisant l'alimentation de la commune de Grabels et du Nord de Montpellier, soit 6,7 M€ se sont achevés en février 2021 avec la mise en service de la une station de pompage sur le site de Montmaur de 640 l/s → 710 l/s (horizon 2040). Un bouclage complémentaire renforçant les réseaux du secteur sera réalisé en 2023 pour finaliser la sécurisation ;
 - o Une nouvelle unité de traitement d'eau potable de 750l/s à partir de l'eau brute de BRL sur le site de VALEDEAU à l'Est de Montpellier va venir secourir et renforcer l'usine F.ARAGO, rte de Mende. D'un coût de 27 M€, le marché de travaux a été notifié le 05/08/2021 à un groupement d'entreprises dont DEGREMONT est le mandataire. Les études de conception ont démarré en 2021 et s'achèveront en 2022 avec un démarrage des travaux prévu mi-2022. Les études réglementaires et environnementales ont été menées parallèlement sur l'année 2021. La mise en service prévisionnelle est programmée pour début 2024 ;
 - o Le renforcement et la sécurisation de l'alimentation en eau potable de la commune de St Brès, soit 1,7M€, est en cours avec la réalisation d'un piquage sur les réseaux d'alimentation en eau potable du SMGC, permettant le transfert d'eau depuis Baillargues vers les réservoirs existants de la commune de St Brès, avec la création d'une unité de surpression (de 150 à 200 m3/h) à l'emplacement des stockages existants et le renforcement d'un réseau de distribution en sortie de surpresseur ;

- o Le renouvellement et renforcement des 2 plus gros feeders d'eau potable, route de Mende en diamètre 1300 et 1000 dans le cadre des travaux connexes au tramway ligne 5 permettant de rénover des canalisations majeures essentielles dans le système d'alimentation en eau potable de la commune de Montpellier.

Progressivement, la Régie des Eaux améliore sa connaissance de son patrimoine et conforte ses données sur les linéaires de réseaux, nombre et linéaire de branchement.

En 2021, le linéaire de réseaux inspectés au titre de la recherche de fuite est de 632 km, le nombre de réparations de fuite a été de 402 interventions. Le rendement s'améliore et passe à 84,7%.

EAU BRUTE

En application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence "Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc" dite "Eau Brute" de plein droit en lieu et place des communes membres. Le patrimoine du service public de l'eau brute de la Métropole se situe sur quatre sites distincts, en milieu urbain. Ces réseaux ont pour objet l'arrosage d'espaces verts publics ou privés afin de préserver les ressources locales destinées à l'alimentation en eau potable locale.

Au global, sur l'année 2021, les volumes consommés représentent 251 059 m³ tout usage confondu (eau brute à usage divers, petits consommateurs, agricole, appoint incendie), soit une évolution de - 6,44 % par rapport à 2020.

L'accès à la ressource en eau brute représente un enjeu fort pour l'agriculture dans un contexte d'adaptation au changement climatique, de gestion économe des ressources en eau et de développement de l'agro-écologie.

Dans ce contexte, la Métropole a lancé fin novembre 2019 un nouveau schéma directeur de desserte en eau brute agricole pour réactualiser les besoins actuels et futurs et expertiser l'ensemble des solutions de desserte : renforcement et extension de réseaux hydrauliques, réutilisation d'eaux usées traitées, réutilisation de forages AEP abandonnés, retenues collinaires, etc.

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Madame Michelle CASSAR, qui s'est réunie le 27 septembre 2022, conformément à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute ;
- D'autoriser sa transmission à toutes les communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Cycles de l'eau - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement - Exercice 2021

En application de l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil de Métropole, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement. Ce dernier doit par ailleurs, respecter les exigences fixées par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

Le RPQS de l'assainissement a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Madame Michelle CASSAR, qui s'est réunie le 27 septembre 2022, conformément à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, les délégataires produisent avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, les rapports des délégataires relatifs aux DSP de l'assainissement citées ci-après portant sur l'année 2021 ont fait l'objet :

- D'une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michelle CASSAR, en date du 27 septembre 2022 ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN, en date du 19 septembre 2022.

En 2021, le service public de l'assainissement concerne 1500 km de réseaux d'eaux usées, 223 postes de refoulement et 13 stations de traitement des eaux usées. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 575 434 Equivalents-Habitants ; ce qui représente 34,8 millions de m³ traités. Le territoire compte près de 123 889 abonnés. Le réseau collectif d'assainissement dessert plus de 99,5% de la population de la Métropole.

Concernant les travaux conduits par la Métropole, ils portent sur le renouvellement du patrimoine, sur les extensions des réseaux nécessaires à l'évolution de l'urbanisation, mais aussi sur les ouvrages (stations et poste de refoulement).

Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Murviel-les-Montpellier ont démarré en 2019 et se sont achevés en 2021 par la mise en service d'une 2^{ème} file de traitement, la 1^{ère} ayant été mise en service en 2020. D'une capacité de 3 000 EH, le nouvel ouvrage remplace l'ancienne STEU et s'implante en lieu et place des lagunes. Pour un montant d'investissement de 1,7 M€ HT, cet ouvrage s'organise autour

d'une filière de traitement par lits plantés de roseaux et permet de traiter la pollution carbonée, azotée ainsi que le phosphore.

Les travaux d'amélioration du fonctionnement de la station de traitement des eaux usées de Pignan-Saussan-Fabregues ont été réalisés en 2021 pour un montant de 1 000 000 € HT. Ces travaux concernaient différentes étapes de la filière de traitement (prétraitements, réception des matières extérieures, traitement tertiaire, traitement de l'air) et ont permis de fiabiliser le fonctionnement de la station et de limiter les nuisances olfactives.

Pour l'exercice 2021, le montant des travaux réalisés sur les réseaux s'élève à 9,2 M€ HT et les principales opérations menées ont été des travaux de renouvellement de 6,4 kms de réseaux (8,2 M€ HT) et travaux de d'extension de réseau (1M€ HT).

Concernant la station d'épuration (STEP) MAERA, l'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale au titre du code de l'environnement concernant le projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées Maera a été délivré le 14 avril 2020. Cet arrêté autorise Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre l'exploitation du système d'assainissement Maera et à réaliser les travaux de modernisation de la station de traitement des eaux usées.

La procédure de consultation relative au projet de modernisation a démarré en 2021 et se poursuivra en 2022. Elle vise, dans le cadre d'un Marché Global de Performances (MGP), à choisir un groupement d'entreprises qui sera en charge de la conception et de la réalisation des travaux ainsi que de l'exploitation de la station.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2020 à 61,5 millions d'euros TTC, dont 42,4 millions d'euros de dépenses d'investissement et 19,1 millions d'euros de dépenses de fonctionnement.

En terme d'organisation du service, l'exploitation est déléguée depuis le 1^{er} janvier 2015, sur la totalité des 31 communs membres, dans le cadre de 3 contrats de délégation de service public d'une durée de 7 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021 :

- Contrat d'affermage pour le traitement des eaux usées par la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest (AQUALTER).

Les contrats d'affermage conclus avec VEOLIA EAU ont été prolongés jusqu'au 31/12/2022.

Concernant les comptes annuels de résultat d'exploitation (CARE) communiqués dans les rapports annuels des délégataires 2021, les principaux agrégats financiers sont les suivants :

- Contrat de traitement des eaux usées par la STEP MAERA (VEOLIA EAU) : l'exercice 2021 est bénéficiaire de 1 444 K€, avec une amélioration de 1 644 K€ du résultat d'exploitation par rapport à 2020. Les charges s'établissent donc à 10 167 K€ (+170 K€ par rapport à 2020, soit +2%), contre 11 612 K€ de produits (+ 1 814 K€ par rapport à 2020, soit +19%) ;
- Contrat de collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la STEP MAERA (VEOLIA EAU) : l'exercice 2021 se clôture avec un bénéfice de 1 167 K€, soit une augmentation de 384 K€ du résultat d'exploitation par rapport à 2020. Cette variation a pour origine la forte hausse des produits de 469 K€ (soit +7% par rapport à l'exercice 2020), pour s'établir à 7 430 K€. Les charges s'élèvent à 6 263 K€ (+85K€ par rapport à 2020, soit + 1%) ;
- Contrat de collecte et de traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest (AQUALTER) : à nouveau en déficit de 110 K€ en 2021. Les produits d'exploitation de 4 481 K€ augmentent de 430 K€ par rapport à 2020 (soit +11%), contre des charges plus importantes s'établissant à 4 591 K€, soit +76K€ de charges par rapport à l'exercice 2020 (soit +2%).

Le prix de l'assainissement au 1er janvier 2021, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été fixé à 1,39 euros HT par m³.

Les délégataires ont réalisé en 2021 des travaux de renouvellement pour 1,4 M€ soit 6,9M€ en cumul depuis le début des contrats). Ils ont réalisé le curage préventif de 10,19% du linéaire et ils ont mené 741 interventions sur le réseau et 641 interventions sur les branchements.

Le déploiement du diagnostic permanent s'est poursuivi avec le suivi de sondes de mesure sur le système MAERA et 71 points de mesure sur le réseau est et ouest.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 126 établissements disposant aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié. La cellule effectue des interventions sur le terrain, en contrôle de branchement, en collaboration avec les délégataires. Des enquêtes sur des pollutions ponctuelles sont réalisées. Toutes sont déclenchées à la suite des alertes des usagers ou des institutions. En 2021, 13 épisodes de pollutions ont été signalés à la CRIDt. Parmi eux les dépotages sauvages d'une entreprise de vidange.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4 654 installations dénombrées sur le territoire métropolitain, un total de 196 contrôles a été effectué en 2021, dont 123 contrôles diagnostics de l'existant, 36 vérifications de la conception des travaux et 38 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

Parmi les faits marquants de 2021, il est à noter que :

- Le Conseil de Métropole a acté le 23 mars 2021, le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023 ;
- La modification des statuts de Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole le 14 décembre 2021 pour étendre l'objet de l'établissement public local et y intégrer l'assainissement ;
- La fin du contrat de délégation de service public pour l'exploitation des systèmes d'assainissement des secteurs Est et Ouest de la Métropole de Montpellier au 31 décembre 2021 ;
- La Métropole, lauréate pour programme européen LIFE 2020 pour son projet LIFE REWA (Recycled Water).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le Rapport annuel 2021 sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement ;
- D'autoriser sa transmission à toutes les communes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De prendre acte de l'examen des rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'assainissement au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Mandat SA3M pour la réalisation de la première tranche du cimetière métropolitain - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Par délibération en date du 26 mars 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat de travaux d'une durée de quatre ans pour faire réaliser, au nom et pour le compte de la Métropole, les études et travaux en vue de la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain, pour un coût global arrêté à 21 317 298 € HT, hors rémunération de la SA3M.

Le programme de la phase 1 du cimetière métropolitain prévoit notamment les éléments suivants : la création d'une première tranche de concessions (environ 4 500 places soit 40% du projet global) dans un espace paysager de qualité et respectueux de l'environnement du site, l'aménagement de l'ossuaire et de deux jardins du souvenir, l'amélioration de l'accès au site par le réaménagement de l'entrée principale avec la construction d'une nouvelle conciergerie, l'amélioration de l'offre de stationnement avec la création d'une aire de stationnement de 44 places.

Dans le cadre de la préparation de ce chantier, les autorisations suivantes ont été sollicitées et obtenues : dépôt d'une demande anticipée pour un diagnostic archéologique préventif en 2019, réalisé au cours du premier trimestre 2020, récépissé de dépôt d'un dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau le 23 décembre 2019, dépôt d'une déclaration préalable en vue des travaux prévus en septembre 2019, obtenue le 27 janvier 2020, dépôt d'un permis de démolir la conciergerie le 28 octobre 2019, obtenu le 12 décembre 2020, dépôt des permis de construire pour l'ossuaire et la nouvelle conciergerie le 28 octobre 2019, obtenus le 19 mars 2020, dépôt d'un permis de construire précaire pour la loge temporaire le 19 février 2020, obtenu le 2 juin 2020.

Les travaux ont débuté en janvier 2020 par le réaménagement de l'entrée et la création du parking livré au premier semestre 2020.

Après diagnostic archéologique et procès-verbal de libération d'emprises en février 2020 et attribution des marchés de travaux en avril 2020, les travaux relatifs à la réalisation des concessions, de l'ossuaire, à la construction de la nouvelle conciergerie, du bassin de rétention, des aménagements paysagers et des 4 500 places d'inhumation.

Une adaptation du périmètre des travaux a eu lieu au printemps 2021 afin de modifier la distribution de

certain carrés, d'ajouter des concessions et de finaliser les caveaux par la pose de stèles personnalisables.

L'économie générale et la conduite de l'opération ont permis de faire face aux aléas inhérents à ce chantier malgré le contexte sanitaire impactant le planning des travaux et entraînant un décalage de la livraison partielle pour une mise en service effective en mai 2021.

La livraison de la tranche 1c est prévue en octobre 2022.

L'optimisation des dépenses du mandataire a permis de supprimer l'avance de 1 800 000 € TTC prévue en 2022 et de ne retenir que celle de janvier 2021 à hauteur de 3 500 000 € TTC et de prévoir une provision permettant d'intégrer l'arbitrage de la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) (réduction de 500 000 € TTC) réalisé en 2021.

Le bilan financier de l'opération proposé au terme de l'année 2021, soit 26 701 000 € TTC est inchangé par rapport au dernier bilan approuvé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par SA3M ;
- D'approuver le montant prévisionnel inchangé de l'opération de 26 701 000 € TTC ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

**Aménagement durable - Communes de Castelnau-le-Lez et de Montpellier -
Concession Eurêka - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice
2021 - Avenant n°19 - Approbation - Autorisation de signature**

Le périmètre de la concession d'aménagement Eurêka couvre une superficie d'environ 95 ha, en prolongement du Parc Millénaire, à l'Est de Montpellier et à cheval entre les communes de Castelnau-le-Lez et Montpellier. La concession Eurêka inclut les opérations de la ZAC Parc Eurêka, de la ZAC Extension Eurêka et du lotissement Jean-Mermoz. La concession d'aménagement a été signée avec Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) le 26 février 1999.

Le dossier de création de la ZAC Parc Eurêka a été approuvé par le District de l'agglomération de Montpellier, devenu Montpellier Méditerranée Métropole, le 19 juin 2000 et le dossier de réalisation le 27 avril 2021. Son programme prévisionnel prévoit 170 000 m² de surface de plancher (SDP), de locaux d'activités tertiaires et ateliers de production.

Le permis de lotir du lotissement Jean-Mermoz a été délivré le 15 décembre 2005 par Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez. Ce lotissement d'activités tertiaires compte environ 128 000 m² de terrains à viabiliser.

Les objectifs de la ZAC Extension Eurêka ont été fixés par délibération du 24 mai 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette ZAC a été créée le 29 octobre 2013 et le programme des équipements publics ainsi que le dossier de réalisation ont été approuvés par délibération du 27 janvier 2017. Cette ZAC prévoit la réalisation d'un quartier mixant logements, locaux tertiaires et de production et équipements publics, avec un total d'environ 260 000 m² de SDP.

La concession d'aménagement inclut en outre la construction par la SERM de l'hôtel d'activités tertiaires Montpellier International Business Incubator (MIBI). Cet immeuble a été cédé au concédant le 12 décembre 2012. La concession intègre aussi la mission d'exploitation de deux hôtels d'entreprises présents sur le quartier.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM concessionnaire de l'opération Eurêka, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 96 351 000 € HT, dont 3 027 000 € HT en 2021, consistant essentiellement à la fin des travaux de

viabilisation de la phase 4 de la ZAC Extension Eurêka. Les recettes perçues à la même date s'élèvent à 75 977 000 € HT, dont 8 646 000 € HT en 2021, correspondant à la commercialisation de deux lots de logements sur la ZAC Extension Eurêka, totalisant 15 609 m² de surface plancher. La ZAC Extension Eurêka est commercialisée à 46 %, tandis que la ZAC Parc Eurêka l'est à 85 % et le lotissement Mermoz à 80 %.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 138 002 000 € HT, en baisse de 441 000 € HT.

L'abandon de la démarche Métropole Connectée nécessite la signature d'un avenant n°19 à la concession afin d'actualiser les missions du concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de concession Eurêka, établi par SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°19 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Concession d'aménagement Le Frigoulet - Commune de Cournonsec - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

La concession d'aménagement Le Frigoulet est située sur la commune de Cournonsec. Cette opération est destinée à la fois à réinvestir un site à vocation économique actuellement occupé et à développer un second Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) pour répondre à une très forte demande dans un secteur où l'offre foncière et immobilière est limitée.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le Groupement Didier LANDEMAINE / Emmanuel NEBOUT pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE) et NICOLAS et MAURIN pour la conception du VEAS.

L'aménagement de ce parc a été confié à la Société d'Equipement de la Région de Montpellier (SERM) par une concession d'aménagement signée le 18 décembre 2003.

Cette opération d'aménagement couvre une superficie d'environ 9 hectares, partiellement construite. Son réaménagement doit permettre l'accueil d'activités artisanales, industrielles et d'activités tertiaires, d'ingénierie et de services. Une première étape est aujourd'hui réalisée avec la construction et l'exploitation du VEAS Hannibal, ensemble immobilier de 2 000 m² dont 1 243 m² d'ateliers et 667 m² de bureaux locatifs. Une seconde étape consistant à engager une opération d'aménagement d'ensemble par le transfert des Etablissements JOULIE, propriétaire du site est aujourd'hui suspendue.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la concession d'aménagement « Le Frigoulet », propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 3 569 000 € HT, dont 210 000 € HT en 2021, correspondant exclusivement à des travaux d'amélioration dans le VEAS. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 3 071 000 € HT, dont 214 000 € HT en 2021 issues des différents loyers et charges.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 315 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 270 000 €, reste inchangé et a été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement Le Frigoulet établi par SA3M ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Communes de Lattes et de Pérols - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a défini, au travers de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6663 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer. Ce site est situé de part et d'autre de l'avenue Georges-Frêche sur les communes de Lattes et Pérols.

Montpellier Méditerranée Métropole a créé, par délibération du conseil communautaire n° 10387 en date du 29 novembre 2011, l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme. Celle-ci porte sur un périmètre d'environ 250 hectares et le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m² de Surfaces de Plancher (SdP) nouvelles réparties comme suit :

- 6 000 à 8 000 logements ;
- 75 000 m² de bureaux et activités ;
- 100 000 m² de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%) ;
- 45 000 m² d'équipements publics.

Ensuite, par délibération n° 10480 du 29 novembre 2011, Montpellier Méditerranée Métropole a concédé l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). La concession d'aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Le cadre opérationnel de renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire est opéré selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement majorée, ...).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération Ode à la Mer propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élèvent à 77 801 000 € HT dont 5 196 000 € HT en 2021 et les recettes perçues par la concession d'aménagement s'élèvent à 35 275 000 € HT, dont 6 322 000 € HT en 2021.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération intègre une baisse égale à 612 000 € HT en dépenses et recettes et s'équilibre à 271 985 000 € HT.

Le montant de la participation du concédant reste inchangée et s'élève à 55 671 000 €.

Concernant les produits de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement Majorée mise ne place sur le secteur de l'Avenue des Platanes, en 2022 Montpellier Méditerranée Métropole reversera 714 362 € à la SA3M.

Un avenant n°8 au traité de concession doit être conclu pour :

- Acter la suppression de la rémunération de l'aménageur en ce qui concerne les missions de développement et de mise en œuvre de la plateforme numérique ;
- Modifier le bilan financier prévisionnel de la concession d'aménagement ;
- Modifier les modalités et l'échéancier de versement de la participation du concédant sans en changer le montant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de l'opération d'aménagement Ode à la Mer annexé à la présente délibération, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération, intégrant le plan de trésorerie, établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions effectuées en 2021 par le concessionnaire, annexés à la présente délibération ;
- D'approuver les termes de l'avenant au traité de concession n°8 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Concession d'aménagement Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Descartes - Commune de Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC)- Exercice 2021 - Approbation

Le parc d'activités économique (PAE) Descartes est situé sur la commune de Lavérune. Ce parc d'activités répond aux enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de restreindre les extensions urbaines aux espaces situés dans le prolongement des tissus existants et de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire, notamment en assurant un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest du territoire de la Métropole. Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet Coste Architectes pour la conception de ce PAE.

L'aménagement de ce PAE Descartes a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 26 avril 2010. Le dossier de création de la ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé le 23 mars 2009. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés le 11 avril 2013.

Cette ZAC couvre une superficie de 6 hectares pour environ 46 200 m² de terrains cessibles. Elle répond à une partie de la demande d'implantation des entreprises dans un secteur offrant une faible disponibilité foncière pour les activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M concessionnaire de la ZAC Descartes, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 5 717 000 € HT, dont 82 000 € HT pour l'année 2021 correspondant essentiellement à des travaux de finition. Ces travaux sont achevés et la remise d'ouvrage a été transmise à Montpellier Méditerranée Métropole en septembre 2021 pour leur reprise en gestion. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 6 098 000 € HT, dont aucune n'est intervenue en 2021.

Le dernier lot cessible de la ZAC a fait l'objet de la signature d'une cession avec la société SCI ISO PLUS (ISO GAZ) en 2022. La densification de ce projet a permis d'augmenter les recettes de cession de 41 000 €.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 6 259 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre, s'élevant à 2 059 000 €, reste inchangé et a déjà été entièrement

versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Descartes établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Commune de Montferrier-sur-Lez - Concession d'aménagement Hameau de Baillarguet - - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation

Des études préalables à l'aménagement du hameau de Baillarguet à Montferrier-sur-Lez ont été réalisées au cours de l'année 2016, sous la conduite de Montpellier Méditerranée Métropole, en lien avec la commune de Montferrier-sur-Lez.

Sur cette base, par décision n°D2017-669 en date du 5 septembre 2017, un mandat d'études préalables a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par Montpellier Méditerranée Métropole afin de définir le programme et les orientations d'aménagement de l'opération envisagée sur le hameau de Baillarguet.

Par délibération M2019-704 en date du 27 décembre 2019, le conseil de Métropole a confié la réalisation de cette opération d'aménagement à la SA3M via une concession d'aménagement. Le contrat de concession a été signé le 7 février 2020 et notifié à la SA3M le 20 février 2020. Cette opération couvre un tènement foncier d'un hectare environ et le programme prévisionnel prévoit la réalisation d'une centaine de logements dont 40 % logements locatifs sociaux.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération Hameau de Baillarguet, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 78 000 € HT, dont 63 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 0 € HT. De plus, aucune acquisition ou cession foncière n'a été effectuée par le concessionnaire au 31 décembre 2021.

Le programme a fait l'objet en 2020 d'une demande de réexamen du principe de non-conservation du patrimoine existant, élément fondateur du projet. Cette réorientation programmatique, susceptible de modifier substantiellement les équilibres de l'opération tant du point de vue du volume de logement envisagé que de l'équilibre financier de ce dernier, est à l'étude et fera l'objet d'un arbitrage lors du prochain exercice.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération est inchangé et s'équilibre en recettes et en dépenses à 3 667 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de l'opération Hameau de Baillarguet, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération intégrant le plan de trésorerie ainsi que l'absence d'acquisitions et de cessions effectuées par le concessionnaire, au 31 décembre 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Concession Cambacérès - SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°9 - Approbation - Autorisation de signature

L'opération Cambacérès, localisée dans le prolongement de Port Marianne, au Sud-Est de la commune de Montpellier et au Nord de Lattes, vise à créer le quartier destiné à accueillir notamment la gare Montpellier Sud-de-France mise en service en juillet 2018.

Par délibération du 24 septembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, son périmètre et son programme et a décidé d'en confier la réalisation à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Le dossier de création de la ZAC Cambacérès a été approuvé le 29 octobre 2013 sur un périmètre de 60 hectares. Le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics de la ZAC ont été approuvés le 31 juillet 2014. Le programme de la ZAC prévoit la réalisation de 400 000 m² de Surface de Plancher (SDP), mixant locaux tertiaires, d'enseignement supérieur et de services aux entreprises. En outre, Montpellier Méditerranée

Métropole a confié à la SA3M, dans le cadre de cette opération d'aménagement, la réalisation et le portage, d'un cluster-hôtel d'entreprises, la Halle de l'Innovation, fer de lance et vitrine de la filière numérique sur le territoire.

A l'issue d'une procédure de dialogue compétitif, l'agence d'architecture et d'urbanisme XDGA s'est vue confier la conception et la mission d'architecte en chef du quartier. La maîtrise d'œuvre des espaces publics du quartier est confiée au groupement ILEX et INGEROP et celle du Parc de la Mogère à la paysagiste Jacqueline OSTY. La maîtrise d'œuvre de la Halle de l'innovation a été confiée au Studio d'architecture Muoto.

Aujourd'hui, conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire, présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2021, l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 76 416 000 € HT, dont 19 612 000 € HT en 2021, consistant essentiellement en des travaux de viabilisation,

de paysagement du Parc de la Mogère, ainsi qu'en travaux de construction de la Halle de l'innovation, et les recettes perçues à 32 263 000 € HT, dont 14 368 000 € HT en 2021. Ces recettes proviennent essentiellement de la signature de deux compromis de vente et de cinq actes de vente sur l'année.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 205 630 000 € HT, en baisse de 1 142 000 euros, grâce à des choix d'optimisation. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 6 850 000 €, auxquels s'ajoutent 6 775 000 € HT de participations aux équipements d'infrastructures, soit un total inchangé de 13 625 000 €.

L'abandon de la démarche Métropole Connectée nécessite la signature d'un avenant n°9 à la concession afin d'actualiser les missions du concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Cambacérès et de la Halle de l'innovation, établi par SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°9 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

**Aménagement durable - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Quartier des Cévennes -
Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 à la concession - Approbation - Autorisation de signature**

Le quartier des Cévennes est situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique. Ce quartier résidentiel comporte de nombreuses copropriétés, dont la copropriété Cévennes, ensemble immobilier construit entre 1964 et 1975. Elle s'étend sur une emprise foncière unique, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter occasionnant des tensions entre les copropriétaires et donnant naissance à plusieurs copropriétés secondaires. Leur libre administration, sans fond juridique et sans cohérence en matière de gestion des espaces extérieurs (qui dépendent de la copropriété principale), a conduit au cloisonnement et à l'enclavement d'une partie des bâtiments.

Le quartier des Cévennes et celui de la Mosson, figurent parmi les douze quartiers de la politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), en tant que quartier d'intérêt régional pour les Cévennes et quartier d'intérêt national pour la Mosson.

Par délibération en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires locaux et nationaux le 23 juillet 2021. Par ailleurs, le comité d'engagement de l'ANRU du 24 janvier 2022 a acté 49,3 M€ de concours financiers supplémentaires, pour conforter l'ambition de la collectivité et la cohérence du projet urbain du quartier de la Mosson. Le projet de transformation urbaine et sociale du quartier des Cévennes s'inscrit dans la volonté de ré-équilibrer la ville (socialement et économiquement) vers le nord-ouest.

Pour redresser la situation de la copropriété, la désenclaver et améliorer les conditions de vie des habitants, le projet de renouvellement urbain prévoit :

- De reconfigurer les espaces publics majeurs en accroches urbaines ;
- Des démolitions ponctuelles pour ouvrir le quartier sur son environnement et rendre possible sa desserte par des futures voies publiques ;
- D'affirmer un maillage public majeur de perméabilités douces ;

- De revoir la localisation des équipements publics, groupe scolaire et Maison pour tous ;
- De mobiliser les copropriétaires, les syndicats et favoriser les initiatives locales.

La scission du syndicat principal de copropriété jouera un rôle fondamental dans la définition des nouvelles domanialités et l'engagement des différents volets du projet.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a confié la réalisation du projet de renouvellement urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) via une concession d'aménagement, notifiée le 21 janvier 2020. Cette concession a été passée pour une durée totale de 15 ans, jusqu'en 2034.

Des évolutions du projet, ayant un impact sur le traité de concession, sont proposées dans un avenant n°2 à la concession de renouvellement urbain :

- Modifier le programme de construction, en sortant la réalisation d'un nouveau groupe scolaire prévu initialement au sein de l'opération et à proximité immédiate de la copropriété des Cévennes. L'objectif est en effet de relocaliser ce nouvel équipement scolaire dans le secteur des Cévennes, mais hors du périmètre de la copropriété et de la concession, pour favoriser la mixité sociale entre les différents quartiers ;
- Dans le cadre des actions de redressement de la gestion des copropriétés, mettre en cohérence le contenu des objectifs de portage ciblé du traité de concession de renouvellement urbain Cévennes avec les modalités de financement de portage ciblé de l'ANAH définies dans l'Instruction du 9 juillet 2019 relative à l'évolution du régime d'aide afférent au portage ciblé en copropriété ;
- Actualiser le projet urbain rue Paul-Rimbaud, à la suite de la concertation avec les copropriétaires.

Au regard des dispositions prévues dans cet avenant n°2 à la concession, la participation de la Ville de Montpellier prévue initialement à hauteur de 18 800 000 € pour la réalisation d'un nouveau groupe scolaire au sein du périmètre de l'opération, est supprimée. La participation de la Métropole demeure inchangée.

Ainsi, le bilan de l'exercice 2021 est diminué en dépenses et en recettes de 18 647 000 € : il s'établit à 99 386 000 € en dépenses et en recettes, dont 4 701 000 € réalisés en dépenses et 2 981 000 € réalisés en recettes, au 31 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021, de la concession d'aménagement du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes mis en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Métropole ;
- D'approuver les bilans prévisionnels de l'opération établis par la SA3M à la date du 31 décembre 2021 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Quartier de la Mosson - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Le quartier de la Mosson comprend environ 9 000 logements pour près de 24 000 habitants. Véritable ville dans la ville, il garde une vocation résidentielle prononcée. Son image architecturale est celle d'un quartier de tours et de barres, à l'exception des Hauts de Massane, au nord, où sont présentes des formes d'habitat individuelles plus diversifiées. C'est aujourd'hui le plus grand quartier d'habitat collectif locatif social de la Métropole.

Le quartier de la Mosson, comme celui des Cévennes, figurent parmi les douze quartiers de la politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), en tant que quartier d'intérêt national pour la Mosson et quartier d'intérêt régional pour les Cévennes.

Le projet de transformation urbaine et sociale du quartier de la Mosson s'inscrit dans la volonté de rééquilibrer la ville (socialement et économiquement) vers le nord-ouest, en lien avec Med Vallée et les Communes de Grabels et Juvignac. Ainsi, l'affirmation de l'ambition du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson s'inscrit à l'échelle de la Métropole, avec pour objectif de changer l'image du quartier et d'en faire un véritable lieu de destination, attractif et à une échelle de proximité, en améliorant la qualité de vie des habitants.

Les enjeux prioritaires auxquels le projet de renouvellement urbain doit principalement répondre sont :

- L'éducation ;
- La mixité sociale ;
- La diversification socio-économique et l'attractivité du quartier ;
- La qualité du cadre de vie et de l'environnement ;
- La relation aux habitants et la mobilisation des forces vives du quartier, pour que chacun devienne acteur de la transformation urbaine.

Par délibération en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires locaux et nationaux le 23 juillet 2021. Par ailleurs, le comité d'engagement de l'ANRU du 24 janvier 2022 a acté 49,3 M€ de concours financiers supplémentaires (subvention ANRU et prêts bonifiés Action Logement), pour conforter l'ambition de la collectivité et la cohérence du projet urbain du quartier de la Mosson, notamment la transformation du secteur Saint Paul, le recyclage de nouvelles copropriétés dégradées, la

construction de nouveaux groupes scolaires et la poursuite des interventions sur le grand mail.

Pour mettre en œuvre le projet, le Conseil de Métropole a confié, par délibération en date du 18 décembre 2019, la réalisation du projet de renouvellement urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) via une concession d'aménagement, notifiée le 21 janvier 2020. Cette concession a été passée pour une durée totale de 15 ans, jusqu'en 2034.

Les évolutions du projet à intégrer dans l'avenant n°1 à la convention initiale de renouvellement urbain, représentent un investissement supplémentaire d'environ 220 000 000 €, tous maîtres d'ouvrage confondus (Métropole, Ville, bailleurs sociaux, EPF). Ainsi, les opérations complémentaires portées par la concession d'aménagement, bénéficieront d'une subvention de l'ANRU à hauteur de 34 000 000 €, sur les 43 000 000 € accordés. Aussi, pour prendre en compte l'impact financier de ces nouveaux secteurs d'intervention du projet urbain, il est proposé d'inscrire ces évolutions dans un avenant n°2 à la concession d'aménagement, pour notamment :

- Modifier le programme de construction des équipements publics en intégrant deux nouveaux groupes scolaires : un sur le secteur Saint-Paul (dénommé Hypatie) et un au sud du quartier en interface avec le collège Arthur-Rimbaud ;
- Poursuivre l'action volontaire de la collectivité dans la lutte contre l'habitat indigne, par le recyclage total de la copropriété Font Del Rey et partiel de la copropriété Hortus ;
- Aménager les espaces publics des nouveaux secteurs d'intervention Saint-Paul et Place Paillade ;
- Mettre en cohérence, dans le cadre des actions de redressement de la gestion des copropriétés, le contenu des objectifs de portage ciblé du traité de concession de renouvellement urbain Mosson avec les modalités de financement de portage ciblé de l'ANAH définies dans l'Instruction du 9 juillet 2019 relative à l'évolution du régime d'aide afférent au portage ciblé en copropriété.

Cela a pour conséquence :

- L'augmentation de la participation de la Métropole de 62 123 000 €, passant de 139 140 000 € à 201 263 000 €, principalement liée aux évolutions du projet urbain et à l'intervention sur le parc privé dégradé ;
- La diminution de la participation de la Ville de Montpellier de 8 954 000 €, passant de 66 573 000 € à 57 619 000 €. Cela s'explique par la subvention accordée par l'ANRU à la construction du groupe scolaire Hypatie et au rachat de l'Espace Gisèle-Halimi par la Métropole et non la Ville.

Ainsi, le bilan de l'exercice 2021 est augmenté en dépenses et en recettes de 105 825 000 € : il s'établit à 394 731 000 € en dépenses et en recettes, dont 14 066 000 € réalisés en dépenses et 10 122 000 € réalisés en recettes, au 31 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021, de la concession d'aménagement du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, mis en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Métropole ;
- D'approuver les bilans prévisionnels du mandat établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2021 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Concession d'aménagement de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Le parc d'activités économiques (PAE) Lauze Est est situé sur la commune de Saint Jean de Védas, dans le prolongement des parcs d'activités de la Lauze et de Marcel-Dassault. Ce projet vient renforcer le pôle d'activités rayonnant que constitue l'ensemble « Lauze – Dassault » et profite d'une situation stratégique en entrée de métropole le long d'axes routiers à forte fréquentation (A9/A709 et RM 612) au contact immédiat du nouvel échangeur prévu sur le COM.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef, le cabinet POLYPTYQUE pour la conception de ce PAE.

L'aménagement de ce nouveau parc d'activités économiques a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 15 juin 2019.

Les premières études initiées en 2014 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau parc d'activités économiques par une délibération du 25 octobre 2016. A la suite d'une concertation menée en 2017 et 2018, son bilan a été tiré le 31 janvier 2019.

Cette ZAC couvre une superficie d'environ 33 hectares (100 000 m² cessibles estimés) et se développera de part et d'autre de la RM 612, avec la Petite Lauze à l'Ouest et la Grande Lauze à l'Est. Cette opération vient répondre à la très forte demande d'implantation des entreprises dans un secteur très bien desservi pour développer des activités productives (artisanat, négoce professionnel, petites industries et logistique urbaine/centre de distribution urbain).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire du parc d'activités de la Lauze Est, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 366 000 € HT, dont 97 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 1 800 000 € HT, correspondant au versement d'une première participation de la Métropole en 2021. L'année 2021 a été marquée par la finalisation des dossiers de ZAC, de déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et d'autorisation environnementale (loi sur l'eau) préalable au lancement des enquêtes publiques.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 16 102 000 € HT et intègre des fonds de concours d'un montant total de 3 110 000 €. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 4 376 000 € et reste inchangé par rapport au précédent bilan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 du parc d'activités économiques de la Lauze Est, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Concession d'aménagement du parc d'activités économiques Marcel Dassault et première extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°14 - Approbation - Autorisation de signature

Le parc d'activités économiques (PAE) Marcel-Dassault et sa première extension est situé sur la Commune de Saint Jean de Védas en bordure de la RM 612. Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet Guy REYNES pour la conception de ce PAE.

L'aménagement du PAE Marcel-Dassault et sa première extension a été confié à la Société d'Equipement de la Région de Montpellier (SERM) par une concession d'aménagement signée le 15 avril 1992. Son aménagement a été engagé selon deux procédures distinctes : une procédure de ZAC dont le dossier de création a été approuvé le 15 avril 1992 et le dossier de réalisation le 27 juillet 1992 et une procédure de lotissement dont l'autorisation de lotir a été délivrée le 3 décembre 2007.

Le PAE Marcel-Dassault et sa première extension couvre une superficie de 35,64 ha pour environ 27,2 ha de terrains cessibles. Il répond à une partie de la demande d'implantation des entreprises dans un secteur très attractif mais offrant une faible disponibilité foncière pour les activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire du PAE Marcel-Dassault et sa première extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 11 896 000 € HT, dont 27 000 € HT en 2020, et les recettes perçues s'élevaient à 12 051 000 € HT, dont aucune recette en 2021. Le dernier lot (lot 16) a fait l'objet d'un pré-agrément en 2019 à la société Galzin. Cette dernière après un premier permis de construire a décidé de revoir son projet pour l'adapter au mieux à son activité.

Compte tenu de l'évolution du planning et pour permettre le versement partiel de la rémunération de liquidation, un avenant n°14 est aujourd'hui proposé.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération générera un résultat positif de 25 000 € (12 358 000 € HT en

dépenses et 12 383 000 € HT en recettes) et intègre un fonds de concours de 150 000 €, déjà versé à Montpellier Méditerranée Métropole en 2020 pour assurer le financement d'une partie de la voie de liaison entre le récent giratoire de l'A709 et l'ensemble du secteur d'activités Lauze-Dassault. Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 1 441 000 €, reste inchangé et a déjà été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement du PAE Marcel-Dassault et sa première extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°14 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Commune de Sussargues - Concession d'aménagement Jules Rimet - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021) - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Le projet de parc d'activités économiques (PAE) Jules-Rimet est situé au Nord-Est du territoire de la Métropole, et plus précisément à l'entrée Sud de la commune de Sussargues. Ce futur parc d'activités est envisagé sur deux îlots distincts respectivement situés au Nord et au Sud de l'actuel complexe sportif Jules-Rimet (stades de football). Cette opération d'aménagement est considérée au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) comme une polarité économique de proximité à dominante d'activités qui a pour vocation d'accueillir des activités du « quotidien » qui accompagnent la vie des villes et des villages.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le groupement Studio Méditerranée d'Urbanisme (SMU) / ORTA Paysage pour la conception de ce PAE. L'aménagement de ce futur PAE a été confié à la SA3M par un traité de concession signé le 07 février 2020.

Le site de l'opération d'aménagement couvre une superficie d'environ 4 hectares pour environ 1,8 hectares de terrains cessibles. Le programme prévisionnel des constructions prévoit une surface de plancher (SDP) totale d'environ 9 000 m² destinés à du bâti à usage d'activités économiques à dominante artisanale et à destination des PME-TPE. Le « secteur Sud » sera consacré à la réalisation d'un village d'entreprises artisanales et de services (VEAS) d'environ 2 900 m² de SDP, et le « secteur Nord » pourra accueillir une dizaine de lots à bâtir destinés à des constructions dont les surfaces de plancher pourront varier de 400 à 1 000 m².

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M concessionnaire de cette opération d'aménagement, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 130 000 € HT correspondant essentiellement à des études et à la rémunération de la SA3M dont 78 000 € HT en 2021. La recette perçue de 200 000 € HT correspond au versement d'une première participation de la Métropole en 2021.

Compte-tenu de l'allongement du délai de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Sussargues, une partie du montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au coût de cette opération, initialement prévue en 2023, a été reporté d'une année. Cette évolution

de l'échéancier des versements de cette participation d'équilibre conduit à proposer un avenant n°2 au traité de concession, tel qu'annexé à la présente délibération.

Le bilan prévisionnel de l'opération reste inchangé et s'équilibre en recettes et en dépenses à 3 613 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 1 500 000 € HT est sans modification par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 du futur parc d'activités économiques Jules-Rimet établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Concession d'aménagement du Parc d'activités économique Charles Martel - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Le parc d'activités économique Charles Martel est situé sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, dans le prolongement du parc d'activités existant du Larzat qui s'est achevé dans les années 80. Cette opération qui s'inscrit dans une polarité économique d'équilibre, bénéficie d'une très bonne connexion aux infrastructures de transports et vient compléter le pôle d'activités majeur constitué par les secteurs « Dassault – Lauze ».

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef, le cabinet Guy REYNES pour la conception du parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce parc d'activités a été confié à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par une concession d'aménagement signée le 6 août 2003. Son aménagement a été engagé selon une procédure de lotissement dont l'autorisation de lotir a été délivrée le 14 septembre 2005.

Cette opération couvre une superficie aménagée de 7 hectares dont 5 hectares cessibles dédiées aux activités productives, aux activités de transport et de petite logistique.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire du parc d'activités économiques Charles-Martel, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 2 061 000 € HT, dont 54 000 € HT en 2021, et les recettes perçues s'élevaient à 2 139 000 € HT, dont aucune n'est intervenue en 2021.

La viabilisation du parc étant terminée, seuls quelques travaux d'entretien préalables aux remises d'ouvrage sont intervenus en 2021. Le dernier lot à commercialiser fait l'objet d'un pré-agrément délivré à la Société IGUAL. Cette acquisition prévue en 2022 permettra à l'entreprise d'accroître son activité.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 2 330 000 € HT en dépenses et à 2 415 000 € HT en recettes, représentant un résultat d'opération excédentaire de 85 000 € HT. Aucune participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole n'est prévue.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 du parc d'activités économiques Charles-Martel établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Zone d'Aménagement Concerté Cannabe - Commune de Cournonterral - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2021 - Approbation

Le parc d'activités économiques (PAE) Cannabe est situé sur la commune de Cournonterral. Il permettra notamment de répondre aux très nombreuses demandes d'implantation des PME (Petites et Moyennes Entreprises) et TPE (Très Petites Entreprises) artisanales situées sur la plaine Ouest du territoire de la Métropole ainsi qu'aux agriculteurs locaux. Cette opération contribuera à renforcer, sur l'Ouest du territoire de la Métropole, le maillage de parcs d'activités mixtes dits de « proximité ».

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le Groupement ROBIN et CARBONNEAU / Urban Project pour la conception de ce PAE.

L'aménagement de ce nouveau parc a été confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signé le 27 juin 2018. Le dossier de création de la ZAC a été approuvé le 20 décembre 2017. Le dossier de réalisation a été approuvé le 18 décembre 2019 et le programme des équipements publics a été approuvé le 23 novembre 2020.

La ZAC couvre une surface de 9,1 hectares dont 45 000 m² de terrains cessibles destinés à accueillir des activités productives artisanales et industrielles, un hameau agricole permettant l'accueil de sièges d'exploitations et un équipement mutualisé à destination des agriculteurs (aire de lavage).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de la ZAC Cannabe, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 2 288 000 € HT, dont 1 449 000 € HT en 2021, correspondant essentiellement aux travaux de viabilisation du PAE. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 926 000 € HT, dont 32 000 € HT en 2021.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 186 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 926 000 €, reste inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Cannabe établi par SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Commune de Grabels - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine est située au Nord du territoire de la Métropole, sur les communes de Montpellier et de Grabels. Cette opération a démarré en 1986 avec pour objectif d'accueillir essentiellement des activités à caractère médical et de recherche, des industries spécialisées dans le secteur bio-médical, et des activités para-médicales.

Une consultation engagée en 2003 a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet GARCIA-DIAZ.

L'aménagement de cette ZAC a été confié à la Société d'Equipement de la Région de Montpellier (SERM) par un traité de concession signé le 25 mars 1988 et le dossier de création de la ZAC a été approuvé par le conseil du District de Montpellier le 6 novembre 1986. Le plan d'aménagement de zone de la ZAC, le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés par délibération du conseil de District de Montpellier le 24 février 1988.

Cette ZAC couvre une superficie de 92 hectares pour environ 65 hectares de foncier cessible et un programme de constructions de 570 000 m² dédié principalement aux activités médicales et paramédicales mais également à des activités tertiaires et de services aux entreprises, et de l'habitat à proximité du quartier de la Valsière sur la commune de Grabels.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM concessionnaire de la ZAC Euromedecine, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 107 651 000 € HT, dont 3 075 000 € HT pour l'année 2021 et correspondent essentiellement à des travaux de voiries et réseaux divers sur les rues Pasteur (reprise de la voie) et Ranchin (travaux de finition) situées sur la partie grabelloise de la ZAC.

Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 107 652 000 € HT, dont 1 884 000 € HT pour l'année 2021, résultant essentiellement des loyers du Biopole.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 109 784 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 12 898 000 € HT reste inchangé et a déjà été presque intégralement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Euromedecine établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne - Porte de la Méditerranée - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2021 - Approbation

La ZAC Port Marianne – Portes de la Méditerranée, à l'est de Montpellier, accueille sur environ 50 hectares notamment le complexe ludico-commercial Odysseum. Outre les commerces et activités ludiques, elle a aussi pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, sièges sociaux et d'équipements et de services privés et publics (l'aquarium PlanetOcéan, la patinoire Végapolis, le planétarium Galilée). Elle a été concédée à la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) en 1996, et la ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée a été créée le 27 juin 1996. Son Programme des Equipements Publics (PEP) ainsi que son dossier de réalisation ont été approuvés le 13 février 2007.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente aujourd'hui à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération d'aménagement pour l'exercice 2021 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, le cumul des dépenses réalisées sur l'ensemble de l'opération s'élève à 112 887 000 € HT, dont 413 000 € HT réalisés en 2021, correspondant essentiellement à des études de fiches de lots et aux travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2021 s'élève à 107 291 000 € HT, inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération consolidée s'équilibre en dépenses et en recettes à 116 638 000 € HT. La participation de la Collectivité à l'opération reste inchangée à 5 734 000 € HT et a déjà été versée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Porte de la Méditerranée, établi par SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Garosud et Extension - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2021 (CRAC) - Avenant n°6 - Approbation - Autorisation de signature

Les parcs d'activités Garosud et Garosud Extension sont situés sur les territoires communaux de Montpellier et de Lattes à la sortie de l'autoroute A 709 Montpellier Sud, sur un périmètre représentant une superficie totale de 114 hectares. L'objectif principal des ZAC Garosud et Garosud Extension est l'accueil d'entreprises industrielles, artisanales et de logistique urbaine. Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme urbaniste en chef de cette opération le Cabinet E. Nebout.

Par délibération du 20 Juin 1991, le conseil du district de l'agglomération de Montpellier approuvait le dossier de création, puis par délibération en date du 30 janvier 1992 approuvait le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics (PEP), et enfin confiait l'aménagement à la SERM. Le dossier de création sera modifié en avril 1997, et le dossier de réalisation en février 2000, portant la superficie de la ZAC à 87.2 Ha. Par la suite, la délibération du conseil de la communauté d'agglomération du 21 juillet 2006, a entériné la création de la ZAC Garosud extension d'une superficie de 27 Ha, située sur les communes de Lattes et de Montpellier, puis le dossier de réalisation en date du 23 juillet 2007.

Un avenant n°2 à la convention publique d'aménagement approuvé par le conseil de la communauté d'agglomération de Montpellier du 23 juillet 2003 prend en compte l'extension du périmètre de la concession englobant la ZAC Garosud extension. La partie Nord de la RD 132 représente une superficie totale de 87,2 ha dont 49 ha cessibles. Ce périmètre a été élargi au foncier situé entre la RD 132 et l'autoroute A 709 représentant une surface totale de 27 ha dont 14 ha cessibles. Cette extension s'est voulu exemplaire en matière environnementale en adéquation avec la démarche volontariste de la Métropole, engagée et désormais généralisée notamment en matière de maîtrise de l'énergie (solarisation). Les travaux de la ZAC Garosud sont aujourd'hui entièrement réalisés. Les travaux d'aménagement de la 2ème et dernière tranche de Garosud extension permettant la viabilisation de l'ensemble de la ZAC sont également achevés. A la suite de nouveaux redécoupages de lots, des travaux de raccordements supplémentaires aux réseaux restent à réaliser.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Garosud et extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

A cette date, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élèvent à 63 042 000 € HT, dont

655 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 58 382 000€ HT, dont 1 658 000€ HT en 2021.

Le bilan global de l'opération enregistre une augmentation de 543 000€ HT, justifiée par une augmentation du coût des travaux liés à la remise d'ouvrage, une légère augmentation du coût des impôts fonciers, des frais financiers et de la rémunération de l'aménageur. Cette augmentation de charges est entièrement compensée par l'augmentation du montant des recettes de cessions attendues et consécutives à une optimisation de la surface de SDP commercialisée. Cette augmentation du bilan n'impacte donc pas la participation du concédant déjà entièrement versée.

Le montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole reste inchangé à 15 008 000€. Elle a été entièrement mobilisée.

Compte tenu de la modification du planning des dépenses et recettes, le remboursement de l'avance de trésorerie doit être revu, un avenant n°6 est donc proposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Garosud et extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nina Simone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

L'opération Nina-Simone est située à l'est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain de Port Marianne. Les premières études engagées dans les années 2010 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil de Métropole du 19 juillet 2018. L'agence d'architecture d'urbanisme Bruno FORTIER a été désignée comme architecte en chef et concepteur de ce projet.

L'aménagement de ce quartier a été confié à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signée en 2019, et le dossier de création de la ZAC (Zone d'aménagement concertée) a été approuvé par le Conseil de Métropole le 7 juin 2021. Ce projet se développe sur une superficie d'environ 8 hectares. Son aménagement doit permettre la réalisation d'un programme mixte comprenant environ 30 000 m² de surface de planchers affectée aux activités, environ 400 logements, et des locaux pour services et commerces en pieds d'immeuble.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SA3M présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération Nina-Simone pour l'exercice 2021 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, le cumul des dépenses réalisées, dans le cadre de cette concession en démarrage, s'élève à 213 000 € HT, consistant essentiellement en frais d'études, fouilles archéologiques, rémunération du concessionnaire et frais divers. Le total des recettes perçues s'élève à 930 000 € HT, dont 630 000 € HT de participation du concédant reçue en 2021.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 15 274 000 €. Il a été revu à la hausse de 512 000 € HT, essentiellement du fait d'une réévaluation des travaux de voiries, réseaux divers et espaces publics après mise au point du plan de composition. Les dépenses prévisionnelles incluent 3 000 000 € d'acquisitions de réserves foncières auprès du concédant en 2022, 2023 et 2024. Parallèlement les recettes de cessions sont réévaluées à la hausse de 905 000 €.

Ainsi la participation du concédant est revue à la baisse de 189 000 € HT, et s'établit à 1 980 000 € HT. Elle est versée entre 2020 et 2023 et en partie couverte par le fonds de concours à percevoir par la collectivité de 1 668 000 € provenant de la concession Hippocrate (en 2022). Cette participation vise notamment la

requalification des rues du Mas de Barlet et de la Cavalade.

Un avenant n°2 est aujourd'hui proposé tel qu'annexé à la présente délibération afin, d'une part, d'acter cette baisse de la participation du concédant et, d'autre part, d'abandonner la mission de mise en œuvre et de gestion d'une plateforme numérique confiée au concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Nina-Simone établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2021 - Approbation

L'opération Port Marianne – Hippocrate est située à l'Est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain Port Marianne. Les premières études engagées à la fin des années 1990, ont permis à la Ville de Montpellier d'arrêter les objectifs de cette opération le 25 mai 2000. Le dossier de création de la ZAC (Zone d'aménagement concertée) a été approuvé le 29 septembre 2000. Le dossier de réalisation et le programme d'équipements publics correspondant ont été approuvés le 12 octobre 2001.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération, puis à Montpellier Méditerranée Métropole, suivant des modalités financières et patrimoniales fixées par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003. Initialement confiée à la SERM, elle a été concédée à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par délibération du 21 avril 2011.

La ZAC se développe sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, en offrant une surface constructible maximale de 48 000 m², dont 24 000 m² affectés à des établissements médicaux et paramédicaux, 22 000 m² à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers, et enfin 2 000 m² affectés à une centrale thermo-frigorifique. Elle est aujourd'hui entièrement commercialisée. Des permis de construire ont été délivrés sur les deux derniers lots, qui doivent être bâtis prochainement.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SA3M présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2021 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette concession, s'élève à 4 215 000 € HT, dont 227 000 € sur l'année 2021. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2021 s'élève à 6 385 000 € HT, dont 1 237 000 € en 2021 correspondant aux recettes de cessions foncières.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 7 265 000 €, sans évolution. Aucune participation du concédant n'est prévue. Un fonds de concours à verser au concédant de 1 668 000 € est prévu en 2022 afin de contribuer à la requalification des rues du Mas de Barlet et de la

Cavalade.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Hippocrate, établi par SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Odysseum Est - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2021 - Approbation

L'opération Odysseum Est, située en entrée de ville, s'inscrit dans le prolongement du complexe ludico-commercial d'Odysseum, sur une superficie de 11,5 ha et proche du tramway. La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Odysseum Est a été créée par délibération en date du 26 mai 2009. Elle est aujourd'hui concédée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par une concession d'aménagement signée le 23 mai 2011. L'urbaniste Bruno FORTIER a été désigné comme urbaniste coordonnateur. Il a en charge les études de développement de ce secteur mais aussi des secteurs Odysseum et Hippocrate.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2021 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, le cumul des dépenses réalisées est de 461 000 € HT, consistant essentiellement en études techniques et urbaines, en frais de redevance d'archéologie préventive, et en travaux pour l'installation temporaire d'un « *écocirque* ». L'opération n'a pas encore enregistré de recette.

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la Métropole. Dans l'attente d'un engagement de la viabilisation et de la commercialisation, l'acquisition du foncier par le concessionnaire auprès du concédant a été prévue par une délibération du 30 juin 2011 mais a été reportée en 2023 afin de réduire les frais financiers correspondants.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 17 204 000 € HT. Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Odysseum Est établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Commune de Saint Jean de Védas - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Marcel Dassault 2ème extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°11 - Approbation - Autorisation de signature

Le parc d'activités économiques (PAE) Marcel-Dassault 2^{ème} extension est situé sur la commune de Saint Jean de Védas, dans le prolongement des parcs d'activités de la Lauze et de Marcel-Dassault. Ce projet vient renforcer le pôle d'activités rayonnant que constitue l'ensemble « Lauze – Dassault » et profite d'une situation stratégique en entrée de métropole le long d'axes routiers à forte fréquentation au contact immédiat du nouvel échangeur sur l'A709.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet BOYER/PERCHERON pour la conception de ce nouveau parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce parc d'activités a été confié à la SERM (Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine) par une concession d'aménagement signée le 13 février 2009. Le dossier de création de ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé le 16 novembre 2007.

Cette ZAC couvre une superficie de 21 hectares dont seulement 10,5 hectares seront aménagés. Elle vient répondre à la très forte demande d'implantation des entreprises dans un secteur très bien desservi pour développer des activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Marcel Dassault 2^{ème} Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 611 000 € HT, dont 43 000 € HT pour l'année 2021 correspondant à l'achèvement des études s'attachant à appliquer la démarche « ERC » (Eviter, Réduire, Compenser) et du dossier CNPN. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 1 414 000 € HT, dont aucune recette en 2021.

Compte tenu de l'évolution du planning, un avenant n° 11 est aujourd'hui proposé précisant les dates de remboursement des rémunérations déjà perçues par l'aménageur.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 9 504 000 € HT. Il comprend un fond de concours à verser à Montpellier Méditerranée Métropole pour le financement d'une partie des mesures environnementales compensatoires ; un second fond de concours participera au financement d'une partie de la voie de liaison entre le récent giratoire de l'A709 et l'ensemble du secteur d'activités « Lauze-Dassault ». Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 3 410 k €, reste inchangé par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Marcel-Dassault 2^{ème} extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n° 11 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette



CONSEIL DE METROPOLE SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 4 OCTOBRE 2022

Aménagement durable - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Le parc d'activités Charles-Martel Extension est situé sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans le prolongement des parcs d'activités existants du Larzat et de Charles-Martel. Cette opération qui s'inscrit dans une polarité économique d'équilibre, bénéficie d'une très bonne connexion aux infrastructures de transports et vient compléter le pôle d'activités majeur constitué par les secteurs « Dassault – Lauze ».

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet FORMA 6 pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de cette ZAC a été confié à la Société d'Equipement de la Région de Montpellier (SERM) par un traité de concession signé le 5 décembre 2016. Le dossier de création de la ZAC a été approuvé le 24 décembre 2014. Le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ont respectivement été approuvés le 18 décembre 2019 et le 17 décembre 2020.

Cette ZAC couvre une superficie d'environ 10,6 hectares et prévoit l'implantation, sur une surface cessible de 6,8 hectares, d'une vingtaine d'entreprises tournées vers les activités artisanales, la petite industrie, le négoce, la petite logistique urbaine, les activités tertiaires et les services aux entreprises. Elle vient répondre à la très forte demande émanant des entreprises dans un secteur bien desservi.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Charles Martel Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 1 226 000 € HT, dont 302 000 € HT en 2021 correspondant au rachat des terrains auprès de la Métropole ou de l'Etablissement Public Foncier (EPF) de la Région Occitanie et à l'engagement des premiers travaux de viabilisation du PAE. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 1 422 000 € HT, dont 810 000 € HT en 2021 correspondant au versement d'une participation d'équilibre par la Métropole.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 9 653 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre est maintenu à 2 763 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté « Charles Martel Extension », établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zones d'activités Parc 2000 et Parc 2000 Extension - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc 2000 et Parc 2000 Extension sont situées au Nord-Ouest de la Commune de Montpellier. Elles sont destinées à accueillir de l'activité, des ateliers, des bureaux et un village d'entreprises. Cette opération a été initiée par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District ayant décidé de la réalisation de la ZAC Parc 2000 dans la zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpellicaine (SERM).

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la société N+B architectes, constituée des architectes E. NOURRIGAT, et J. BRION (désormais dénommé NBJ architectes), pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SERM par une concession d'aménagement signée en 1999. Les dossiers de création des ZAC ont été approuvés successivement par le District de l'Agglomération de Montpellier le 29 mai 2000 et le Conseil d'Agglomération du 21 juillet 2006. Dans le cadre de la ZAC Parc 2000 et par délibération du 30 mars 2000, le District de l'Agglomération de Montpellier a demandé à la SERM de prendre en charge les études et la réalisation du VEAS (Village d'Entreprises d'Activités et de Services). Ces ZAC couvrent une surface de 20 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 70 000 m² cessibles. Elles sont regroupées sous une même concession d'aménagement regroupant également le bilan du VEAS.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire des Parc 2000 et Parc 2000 Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 19 093 000 € HT, dont 326 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 18 398 000 € HT, dont 238 000 € HT en 2021.

Les dépenses de l'année 2021 correspondent principalement à des travaux d'éclairage public, aux frais

d'exploitations du VEAS et à la rémunération de la SERM.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 19 832 000 € HT, en baisse de 67 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 1 050 000 €. S'ajoutent également une participation de la Métropole au programme d'équipement public de 228 000 € HT, ainsi qu'une subvention d'équipement du VEAS de 549 000 €. Ces participations, d'un montant de 1 827 000 € HT, ont déjà entièrement été versées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 des Zones d'Aménagement Concerté Parc 2000 et Parc 2000 Extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



**CONSEIL DE METROPOLE
SÉANCE ORDINAIRE DU
MARDI 4 OCTOBRE 2022**

**Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zones d'activités Parc 2000
2ème extension - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la
SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 -
Avenant n° 5 - Approbation - Autorisation de signature**

La ZAC Parc 2000 2^{ème} Extension est située au Nord-Ouest de la Commune de Montpellier. Elle est destinée à accueillir de l'activité, des ateliers, des bureaux et des logements. Cette opération a été initiée par délibération du Conseil d'Agglomération de Montpellier en date du 22 décembre 2009, qui en a alors approuvé les objectifs.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la société NBJ architectes, constituée des architectes E. NOURRIGAT, et J. BRION, pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée en 2011. Le dossier de création de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été approuvé par l'Agglomération de Montpellier par délibération du 21 avril 2011. Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics (PEP) de la ZAC correspondants ont été approuvés par délibération du Conseil de Métropole du 30 septembre 2015. Cette ZAC couvre une surface de 5 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 22 000 m² cessibles et 220 logements.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 6 755 000 € HT, dont 1 105 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 2 815 000 € HT, dont 857 000 € HT en 2021.

En 2021, la Ville de Montpellier a émis le souhait d'implanter un groupe scolaire de 18 classes, pour les besoins de l'opération de renouvellement urbain de la Mosson. Après études, et en accord avec la Ville de Montpellier qui en assure la maîtrise d'ouvrage et le financement, cet équipement a été intégré dans le bilan

prévisionnel de l'opération.

Par ailleurs, dans le cadre de ses compétences en terme de sécurité publique, la Ville de Montpellier souhaite réaliser un Hôtel des Protections, regroupant divers services municipaux en lien avec cette mission, notamment la Police Municipale. A l'issue d'une concertation entre Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, le site de Parc 2000 2^{ème} extension a été retenu.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre donc en recettes et en dépenses à 25 948 000 € HT, en augmentation de 18 396 000 €. Cette augmentation résulte de l'intégration du groupe scolaire au bilan de l'opération, ainsi qu'à des surcoûts liés à l'occupation des terrains jusqu'en mars 2022 et au retard pris en conséquence par l'opération.

Une participation de la Ville de Montpellier est attendue, à hauteur de 17 520 000 €, pour permettre la réalisation du groupe scolaire.

Le montant de la participation d'équilibre de la Métropole s'élève donc désormais 1 576 078 €, en augmentation de 987 000 € par rapport au dernier bilan. A fin 2021, 288 866 € ont été versés, 1 287 212 € sont à verser entre 2022 et 2024.

L'ajustement du programme de l'opération et l'occupation de certains terrains de l'opération nécessitent de prolonger la concession jusqu'au 31 décembre 2030. En conséquence, un avenant n°5 est proposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Parc 2000 2^{ème} extension, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°5 relatif à l'augmentation de la participation d'équilibre de la Métropole à l'opération, à la participation de la Ville et à la prolongation de la concession ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°5 ainsi que tout document relatif à cette affaire.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Max LEVITA, Bernard TRAVIER

Hors commission - Plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine métropolitain - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis deux ans, la Métropole porte résolument les enjeux majeurs du changement climatique et de la qualité de l'air qui exigent la mise en œuvre concrète d'une transition écologique et sociale résolue. Le Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire (PCAET solidaire), arrêté en mars 2022, en est une composante majeure par les réductions des émissions de gaz à effet de serre ainsi que des polluants atmosphériques et par l'adaptation du territoire au changement climatique qu'il porte. L'ambition est d'atteindre la neutralité carbone en 2050 avec un plan d'actions 2021-2026 qui permet de tenir la trajectoire grâce à une programmation pluriannuelle d'investissement volontariste.

Aujourd'hui, la Métropole, comme l'ensemble des collectivités et acteurs économiques du territoire national, subit, de surcroît, l'explosion du coût des énergies. La Collectivité fait ainsi face à des hausses considérables : +175% pour l'électricité, +250% pour le gaz, +75% pour l'éclairage public. Dès l'exercice 2023, cela engendre un surcoût d'une dizaine de millions d'euros pour le strict périmètre de la Métropole qui va peser lourdement sur le budget de fonctionnement. L'impact pour le délégataire TaM étant estimé à près de 8 M€, c'est au total une facture de 18 M€ supplémentaire qui se dessine en 2023.

Malgré le choc budgétaire sans précédent que représente cette évolution, la Métropole fait le choix affirmé d'éviter d'éroder le service public proposé à la population. Des marges de manœuvre immédiates sont identifiées en complément d'une stratégie de moyen et long termes et des investissements qui doivent être portés ensemble, par les collectivités, l'Etat et le secteur privé.

Partie 1 – La transition énergétique déjà au cœur des actions de la Métropole

Dans une démarche d'éco-responsabilité, la Métropole a, de longue date, déployé une série de mesures permettant de réduire les consommations d'énergie de son patrimoine via des actions de rénovation des bâtiments, de l'éclairage public, du pilotage des équipements de génie climatique ou encore de l'optimisation de la flotte de véhicules. Le respect des températures réglementaires, 19°C l'hiver et 26°C l'été, est aussi déjà ancré dans les habitudes de la Collectivité.

Des mesures sur la maîtrise des consommations d'eau ont également été engagées par la collectivité depuis plusieurs années au niveau des bâtiments ainsi que des espaces verts. A l'échelle de la Métropole, l'ensemble des actions menées sont à poursuivre, elles seront prochainement renforcées par les actions de sensibilisation visant à réduire encore nos dépenses en la matière.

Concernant le parc automobile, la collectivité s'est engagée à augmenter la proportion de véhicules électriques pour sa flotte de moins de 3,5 tonnes, avec pour objectif de passer de 8 % à 49 % entre 2019 et 2025. Il convient de rappeler que cette démarche contribue tant à la réduction des émissions des gaz à effet de serre qu'à la maîtrise des dépenses énergétiques. En effet, le coût d'un plein d'essence demeure nettement supérieur au coût de charge des véhicules électriques.

Sur la thématique des éco-gestes, la Métropole soutient l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) qui porte un service neutre de conseil en économies d'eau et d'énergie à la fois pour les particuliers et les communes du territoire. De plus, la Métropole s'est engagée dans la démarche EcoWatt développée par Réseau Transport d'Electricité en partenariat avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), désormais Agence de la Transition Ecologique, qui permet de sensibiliser aux éco-gestes et alerter sur les pointes de consommations électriques.

Si la sobriété énergétique est un volet indispensable de la transition énergétique, le recours aux énergies renouvelables (ENR) y contribue également, c'est pourquoi la Métropole est également engagée dans cette voie. Pour chaque bâtiment, il est étudié la typologie d'ENR la plus adaptée. Une douzaine de bâtiments métropolitains sont ainsi équipés de panneaux solaires photovoltaïques, dont trois en autoconsommation totale, permettant des économies financières annuelles évaluées à 75 k€. Six sites sont raccordés au réseau public de chaleur à plus de 69 % basé sur des énergies renouvelables et donc moins soumis à l'envolée du prix des énergies fossiles. A noter aussi, la piscine Héraclès à Saint-Brès alimentée via une chaufferie bois et le musée archéologique de Lattes qui bénéficie d'une ressource de géothermie sur nappe. Cela permet de combiner maîtrise des dépenses énergétiques et diminution des gaz à effet de serre.

Partie 2 – La nécessité d’accélérer et d’amplifier les mesures de sobriété énergétique

Les mesures déployées de longue date par la Métropole dans une démarche d’éco-responsabilité s’inscrivent en cohérence avec les pistes aujourd’hui mises en avant par les acteurs de l’énergie, cependant, compte tenu de la crise climatique et énergétique, il devient nécessaire d’accélérer plus encore les actions de sobriété énergétique en allant chercher chaque possibilité d’économie.

Bâtiments administratifs

En ce qui concerne le patrimoine de la Collectivité, les saisons de chauffe et de climatisation seront réduites et la consigne de rafraîchissement actif positionnée à 27°C, puis progressivement à 28°C selon les spécificités des bâtiments.

Une attention particulière sera accordée au respect des températures de consigne. Dans cette optique, une référente sensibilisation aux économies d’énergie et d’eau sera dédiée à l’accompagnement en continu des agents dans l’usage des bureaux et des différents types d’équipement de la collectivité. Elle prendra appui dans ses missions sur plusieurs jeunes en services civiques au sein de la collectivité et s’attachera notamment à la résolution des sensations d’inconforts évitant le recours aux chauffages et climatiseurs d’appoints.

Les équipes et moyens dédiés aux visites de contrôles et à la surveillance des consommations seront confortés afin de renforcer la détection immédiate des dysfonctionnements et leur rapide résorption.

Par ailleurs, une optimisation des consommations des ventilations mécaniques et des autres équipements techniques sera progressivement mise en œuvre en autorisant leurs fonctionnements seulement lorsque cela est nécessaire et en les mettant à l’arrêt dans le cas contraire.

L’ensemble de ces mesures devrait permettre d’atteindre dès 2023 près de 200 k€ par an d’économie.

Equipements publics

Les équipements publics sportifs sont parmi les plus énergivores au sein du patrimoine bâti de la Métropole, c’est pourquoi ils font l’objet d’une attention particulière dans le cadre du plan de sobriété énergétique déployé.

Pour autant, et contrairement à d’autres territoires, les piscines resteront complètement ouvertes afin de garantir l’accès à ce service public essentiel pour l’apprentissage et la pratique de la nage. Plusieurs mesures seront mises en œuvre pour assurer une diminution des dépenses d’énergies de ces équipements :

- La réduction uniforme de la température de l’eau des bassins sportifs, pour passer de 28°C à 27°C ;
- La fermeture des bassins extérieurs de Neptune et Caron de novembre à février ;
- L’extinction des lumières dans les bassins les jours de grand soleil et en pleine journée.

Une campagne de sensibilisation des agents et usagers de l’ensemble des équipements sportifs métropolitains sera lancée pour informer sur les éco-gestes, accompagner les changements dans les piscines, et rappeler l’importance du respect des horaires et des températures dans chaque établissement.

Ces mesures viennent compléter des dispositifs d’économies d’énergies déjà mis en œuvre notamment le plan d’équipement en éclairage LED de l’ensemble des installations sportives ou encore la mise en place d’un outil d’optimisation du pilotage des équipements de génie climatique faisant appel à l’intelligence artificielle dans les piscines métropolitaines.

L’ensemble de ces mesures devrait permettre d’atteindre dès 2023 près de 500 k€ par an d’économie.

Espace public

Il est primordial de rappeler, à titre liminaire, que la sobriété énergétique doit être désormais impérativement prise en compte pour tous les projets neufs et les projets de rénovation au sein de l’espace public.

En matière d’éclairage public, la Métropole s’engage à :

- Accélérer la rénovation des installations avec abaissement des puissances en milieu de nuit sur certains secteurs. Le budget correspondant sera augmenté de 1 à 3 millions d'euros dès 2023 afin d'atteindre un investissement d'environ 8-10 millions d'euros par an ;
- Poursuivre le déploiement d'une commande centralisée photoélectrique à l'échelle de la Métropole afin d'affiner la durée d'allumage de l'éclairage en fonction des conditions météo ;
- Poursuivre l'expérimentation d'extinction sur les grands axes de la métropole ;
- Poursuivre la politique d'extinction de l'éclairage public sur le territoire de la Métropole ;
- Poursuivre l'expérimentation de mats photovoltaïques, ou autres équipements qui permettraient de réduire la consommation énergétique.

Par ailleurs, certaines fontaines de la Métropole seront arrêtées et la période d'hivernage sera allongée.

L'ensemble de ces mesures devrait permettre d'atteindre à minima 250 k€ d'économie avec les prix 2023.

Délégataires et partenaires

En vue de réduire les impacts financiers supportés par certains délégataires et/ou partenaires porteurs de services publics, la Métropole rattache leurs abonnements électriques et gaz dans son périmètre contractuel, permettant ainsi de substantielles économies sur les dépenses d'énergie et une aide à la préservation de leurs propres équilibres budgétaires.

C'est ainsi que la Patinoire Vegapolis est restée ouverte alors que la plupart des autres établissements gérés par son opérateur Vert Marine ont été fermés sans préavis début septembre.

Les principaux autres opérateurs de la Métropole, tels que la société publique locale TaM, préparent voire mettent d'ores et déjà en œuvre leur propre plan de sobriété.

Ainsi, ACM Habitat (Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole), la SERM (société d'équipement de la Région Montpellieraine) et la SA3M (société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole), qui se rapprochent pour former le groupe Altémed, s'engagent également à travers le Plan d'Urgence Logement Energie. Ce plan retient des mesures dans trois champs d'intervention qui se combinent : la sobriété avec la sensibilisation des locataires aux éco-gestes, l'efficacité avec des travaux d'urgence et l'adaptation du patrimoine ainsi que l'accélération du déploiement des énergies renouvelables.

Afin de conforter cette logique de sobriété énergétique sur l'ensemble de son territoire et de son périmètre d'intervention directe ou indirecte, il sera demandé à toutes les structures bénéficiant de la part de la Métropole d'une subvention supérieure à 500 k€ euros de se doter d'un plan de sobriété énergétique. Les grands équipements culturels seront particulièrement concernés par cette mesure.

Dans le même sens, l'ensemble des lots fonciers des ZAC métropolitaines seront attribués selon des critères environnementaux et de maîtrise énergétique. Les opérateurs retenus (promoteurs et/ou investisseurs) devront porter une démarche RSEE exemplaire et dans le contexte actuel une sobriété énergétique radicale.

De manière générale toutes les opérations immobilières réalisées sur le territoire de Montpellier devront afficher une ambition énergétique forte et tendre vers la neutralité.

Partie 3 – Un plan de sobriété qui s'inscrit dans une stratégie structurelle de transition énergétique de la collectivité

Pour atteindre les objectifs fixés d'une part, par le Gouvernement, d'abaissement des consommations d'énergie de 10 % dès cet hiver et, d'autre part, par la mise en œuvre du Décret Tertiaire, lequel impose aux collectivités de réduire leurs consommations de -40 % dès 2030 puis -50 % en 2040 et -60 % en 2050, la Métropole s'inscrit dans une stratégie d'efficacité énergétique contenant des mesures structurelles visant à moins consommer, à produire soi-même et à favoriser les énergies renouvelables dans les achats d'énergies.

Avec une surface bâtiminaire de 150 000 m², la Métropole a une programmation pluriannuelle d'investissement dédiée à la rénovation de son patrimoine sur le volet génie climatique. Le montant est de 900 k€ annuel permettant la réalisation d'un plan de remplacement des chaudières de plus de 15 ans par des chaudières plus performantes avec un potentiel d'économie de près de 20 à 25 % de consommation d'énergie mais également un plan de rénovation des systèmes de régulation permettant de mieux consommer l'énergie et d'apporter un meilleur confort aux usagers des bâtiments.

En parallèle, un plan fraîcheur est en préparation pour déployer systématiquement des solutions passives de rafraîchissement des locaux comme la mise en place de brise-soleil, de films réfléchissants, de ventilateurs plafonniers. Ce plan a vocation à améliorer le confort thermique d'été des bâtiments et équipements métropolitains tout en modérant au maximum le recours aux modes actifs de rafraîchissement.

Et de la même manière, un plan lumière est aussi en préparation, avec certaines actions déjà mises en œuvre.

Les enveloppes PPI dédiées à l'ensemble de ces plans seront ajustées au fur et à mesure de la programmation opérationnelle des travaux afin d'assurer leur plein déploiement d'ici à l'échéance du mandat.

La Métropole poursuit sa stratégie d'évolution de sa flotte de véhicules qui a pour objectif la transition et le mix énergétique du parc, sa rationalisation, ainsi que le report modal, tout en répondant aux besoins des services. Cette ambition s'est traduite par l'adoption d'un plan pluriannuel de près de 13,5 M€ de 2020 à 2025, avec un phasage des achats en lien avec le calendrier de la zone à faibles émissions. Enfin, face à la hausse des coûts de l'énergie, la Métropole va proposer à ses agents des formations à l'écoconduite et à la pratique du vélo en ville, et augmenter sa flotte de vélos.

Sur le volet des énergies renouvelables, jusqu'à présent, une enveloppe de 300 k€ annuel est fléchée pour le développement du solaire, comme par exemple avec les ombrières en autoconsommation sur le parking de la piscine Alex Jany à Jacou. L'objectif est d'accélérer le déploiement du photovoltaïque sur le patrimoine métropolitain. Ainsi, une quinzaine de sites ont été identifiés pour lesquels les études de faisabilité vont être avancées afin de connaître les conditions technico-économiques de réalisation de ces installations en toiture ou en ombrières de parking. Une attention particulière, tant technique que juridique, sera portée à la nouvelle possibilité de réaliser de l'autoconsommation collective, pour le patrimoine de la Métropole ainsi que ses communes membres, permettant de combiner transition énergétique et baisse des dépenses de fonctionnement. En effet, au regard du prix des énergies, dès 2023, chaque projet d'autoconsommation permettra de réduire la facture énergétique de l'ordre de 20 à 25%. Il sera alors proposé une évolution de la programmation pluriannuelle d'investissement de 1 M€ par an afin d'être en mesure de faire aboutir une dizaine de projets d'ici 2026.

De plus, dans le but d'encourager le développement de la filière sur le territoire, la Métropole va mettre à disposition, d'ici la fin de l'année, un cadastre solaire. Cet outil permet d'informer les habitants du potentiel solaire de leurs toits et ainsi encourager l'étude des projets photovoltaïques.

En complément, le territoire bénéficie de plusieurs réseaux de chaleur dont le principal est situé sur la ville de Montpellier. En effet ce réseau dessert 1,8 millions de m² répartis au sein de dix quartiers. Il est alimenté en majorité par des énergies renouvelables basées sur la biomasse locale, le biogaz, la géothermie, la récupération de chaleur fatale sur des groupes froids ou serveurs ou encore le solaire. Cela permet de bénéficier d'une TVA à taux réduit pour la vente de chaleur et d'un tarif moins soumis aux aléas géopolitiques. Un nouveau réseau est en cours de construction avec une centrale bois située à la cité créative qui desservira également le quartier croix d'argent. D'autres projets sont à l'étude afin d'étendre le réseau de chaleur renouvelable sur le territoire avec en ligne de mire une augmentation de 60% de la desserte actuelle en 2026 et un triplement à l'horizon 2030.

Enfin, face au développement de la filière hydrogène, la Métropole s'attachera à explorer cette nouvelle source d'énergie en s'appuyant sur les résultats des expérimentations et des projets que certaines collectivités ou entreprises locales d'énergie commencent à mettre en œuvre.

Sur le plan du cycle de l'eau, la modernisation de la station d'épuration Maera apportera sa contribution à la transition énergétique. En effet, elle permettra d'aboutir à une station à énergie positive en alliant efficacité énergétique et production d'énergie renouvelable et de récupération.

Partie 4 – Une demande d'évolution de normes nécessaire pour aller plus loin dans la recherche d'économies

Les contrats d'achat d'énergie renouvelable (ENR) à long terme, appelés *Power purchase agreement* (PPA), sont un outil efficient permettant à la fois de sécuriser les approvisionnements dans la durée et de développer les ENR au niveau local. En l'état actuel, les règles de la commande publique, en particulier celles relatives à la durée, rendent le recours au PPA difficile pour les acteurs publics. La Métropole soutient France Urbaine et la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) dans leur démarche pour faire

évoluer la législation sur ce sujet.

La Métropole soutiendra également les initiatives visant la réduction de l'éclairage des stades et gymnases lors de compétitions sportives. Un dialogue doit être ouvert avec les diffuseurs pour faire évoluer les pratiques et éviter l'éclairage en plein jour qui techniquement se justifie moins aujourd'hui.

Enfin, la Métropole sollicite une clarification des normes admises en matière de température de conservation des œuvres, ainsi qu'une analyse de leurs mises en œuvre à l'échelle du territoire national, afin de pouvoir ajuster les consignes de températures des musées au plus près des besoins réels.

La sobriété énergétique de l'ensemble du patrimoine de la collectivité et l'évolution des comportements doit devenir une ambition pour tout le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine de la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205542-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Bernard MODOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI

Hors commission - Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Avenant n°1 - Adaptation des conditions financières du contrat en raison de l'augmentation du coût de l'électricité - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Idéalement située au coeur d'Odysseum, la patinoire Végapolis offre depuis plus de vingt ans un service public sportif plébiscité par les utilisateurs (plus de 300 000 visiteurs par an) en mettant à la disposition du public une piste ludique de 1 330 m² couplée à une piste sportive de 1 800 m². Outre l'ouverture au public, cette patinoire accueille chaque année les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les entraînements et les compétitions de trois clubs sportifs d'intérêts métropolitain.

Par délibération n°14404 en date du 25 janvier 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public (DSP) pour la gestion et l'exploitation de la Patinoire Végapolis de Montpellier, ainsi que le choix du délégataire, la SARL VM34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, pour une durée de 6 ans à compter du 1er mars 2017.

Depuis le début du dernier trimestre de l'année 2021, dans le prolongement de la crise sanitaire liée à la Covid-19, un contexte de très forte volatilité des coûts des fluides s'est installé en France et plus largement en Europe. Cet état s'est aggravé avec la crise provoquée par le conflit politico-militaire en cours en Ukraine dont les incertitudes, tant sur le plan géopolitique qu'économique, nourrissent une hausse presque inédite des prix des matières premières.

La société VM34000 connaît une augmentation importante de ses factures d'électricité, mettant en difficulté son équilibre financier.

Cette évolution imprévisible et irrésistible constitue un événement, extérieur aux parties, de nature à bouleverser significativement l'équilibre du contrat de délégation de service public, justifiant le recours aux dispositions des articles L. 3135-1, R. 3135-1 et R 3135-5 du Code de la commande publique.

Aussi, afin d'assurer la continuité du service public et permettre aux usagers de pouvoir continuer à bénéficier des installations de la patinoire dans le cadre de ces circonstances exceptionnelles, il est proposé la signature d'un avenant n° 1 au contrat, portant sur la fourniture d'électricité.

Cet avenant a pour objet d'adapter les conditions financières du contrat afin d'éviter une fermeture de la patinoire aux publics (grand public, scolaires, associations sportives) et de répondre aux besoins des usagers sur une période de forte fréquentation de ce type d'équipement et de reprise des activités scolaires et associatives.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole assumera financièrement le coût de la fourniture de l'équipement délégué en électricité dans les conditions tarifaires de son propre contrat et émettra mensuellement un titre de recettes au Délégué correspondant à l'ensemble des charges et taxes réellement liées à l'exploitation de l'équipement par le Délégué et facturées à la Métropole par son fournisseur d'électricité.

Au sein de cet avenant les parties conviennent de se rapprocher dans les plus brefs délais en cas d'évolution de la réglementation, qu'elle soit d'initiative nationale ou européenne.

L'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public vise à modifier le contrat en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire Végapolis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206941-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Guy LAURET, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Laurent NISON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - GEMAPI - Mise en place d'une gouvernance littorale à l'échelle du golfe d'Aigues Mortes (GAM) - Création d'une entente entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention cadre - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Sète Agglopôle Méditerranée, Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et la Communauté de Communes Terre de Camargue partagent 60 kilomètres de littoral au sein du Golfe d'Aigues Mortes (GAM), entre Frontignan et le Grau du Roi. Ce golfe a fait l'objet au fil des années de nombreuses actions environnementales et d'aménagement du territoire menées à des échelles différentes par plusieurs acteurs sans une véritable coordination qui aurait permis de couvrir ou de mettre en relation l'ensemble des problématiques et des enjeux propres au littoral et au milieu marin.

A la suite de ce constat, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, en lien avec l'Etat et la Région Occitanie, a souhaité initier la constitution d'une gouvernance littorale qui s'appuierait sur les intercommunalités à fiscalité propre du territoire. Les quatre intercommunalités concernées ont répondu favorablement et ont mené les démarches de concertation avec les acteurs locaux : communes, conservatoire du littoral, Établissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB), scientifiques, associations environnementales et groupes socio-professionnels de la pêche, des activités portuaires et nautiques..., afin de proposer une gouvernance efficiente souple à la bonne échelle géographique.

La démarche de concertation a fait ressortir les besoins et les attentes suivantes :

- Une opportunité de coordination entre maîtres d'ouvrage « *gemapiens* » et d'appui technique pour les risques littoraux : stratégie à l'échelle du GAM, expertise, mutualisation d'acquisition des données nécessaires aux projets et à la stratégie sur le GAM ;
- Une opportunité d'agir plus amplement sur le compartiment biologique : animation/gestion de sites, portage de projets opérationnels, coordination/accompagnement d'acteurs associatifs, acquisition des données nécessaires à l'ajustement des plans de gestion ;
- Une action en termes de pollution portant principalement sur le bassin versant (donc par les structures terrestres) mais des interventions à prévoir en mer, notamment les macrodéchets qui s'y accumulent ;
- Un besoin d'approche globale des sujets pour éviter de traiter un objectif sans le mettre suffisamment en relation avec d'autres considérants ;
- Un besoin de régulation des usages en mer, avec un partage de l'espace source de conflits : sensibilisation, voire coordination des actions de police et appui aux plans de balisage ;
- Le souhait d'acteurs du territoire d'être entendus, voire de participer aux décisions, notamment les pêcheurs.

Les acteurs de la concertation ont confirmé l'opportunité de créer une gouvernance littorale et ont convenu du choix privilégié par les quatre Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre d'une gouvernance à travers une entente inter-EPCI, sur le fondement des articles L. 5221-1 et L. 5221-2 du Code général des collectivités territoriales, sur une durée de 6 ans.

Cette entente inter-EPCI sera une instance de concertation, de coordination et de décision pour les 3 enjeux prioritaires identifiés :

- Les risques littoraux ;
- La biodiversité et la qualité des milieux marins ;
- Les usages.

Lors des phases de concertation, les missions suivantes ont été retenues pour chacun de ces enjeux :

- Les risques littoraux :
 - o Élaboration d'une stratégie locale s'inscrivant dans le Plan Littoral 21 (ex. mise en place d'un observatoire du littoral à l'échelle du GAM, recherche de financement...) ;
 - o Mise à disposition d'une expertise pointue, intermédiaire d'étude, veille ;
 - o Coordination des actions locales entre EPCI et lien avec les enjeux environnementaux (ex. rechargement plage, dragage des ports...) ;
- La biodiversité et la qualité des milieux marins
 - o Animation et gestion commune des enjeux biodiversité dont les 2 sites N2000 en mer ;
 - o Représentation des enjeux marins au sein des syndicats de bassin, pour améliorer la qualité des eaux et des milieux ;
 - o Montage de projets opérationnels (ex. création de nouvelles aires de cantonnement de pêche, de mouillage, de récifs artificiels, restauration d'herbiers) ;
 - o Coordination et accompagnement des actions des associations environnementales exemples : sensibilisation, nettoyage en mer et sous-marin, voire des plages ;
 - o Suivi, acquisition de connaissances ;
- Les usages en mer
 - o Appui à la planification, définition de vocation, de plan d'accès à la mer pour réduire les conflits d'usage ;
 - o Coordination et appui des plans communaux de balisage ;
 - o Sensibilisation, réduction des pratiques portant atteinte au milieu ;
 - o Appui à la coordination du pouvoir de police des maires et des affaires maritimes.

Le projet de convention cadre de l'entente définit les modalités d'organisation générale de la gouvernance entre les 4 EPCI, à savoir :

- Une instance décisionnelle, à savoir la conférence de l'entente du GAM, composée d'un élu désigné, plus un suppléant, par chaque EPCI ;
- Un comité de concertation, composé des élus désignés et des acteurs institutionnels : Etat, Agence de l'eau, Région et Départements, ... ;
- Un comité multi-acteurs, associant les communes littorales et les structures concernées par le littoral et la mer : organisations professionnelles, associations environnementales et d'usagers, scientifiques, ... ;
- Une cellule technique qui prépare et met en œuvre les projets communs fixés par l'entente inter-EPCI

Le financement du fonctionnement de l'entente est défini par la clé de répartition suivante :

- 30% pour Pays de l'Or Agglomération ;
- 30% pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 20% pour Sète Agglopolé Méditerranée ;
- 20% pour Terre de Camargue.

Une convention subséquente désignera l'EPCI assurant le portage administratif et technique de l'entente, les moyens humains et matériels, le financement et les modalités de contrôle par l'ensemble des parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention cadre définissant les modalités de l'entente organisée entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopolé Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion intégrée du littoral et de la mer sur les enjeux des risques littoraux, de la biodiversité et la qualité des milieux marins et des usages sur le périmètre du Golfe d'Aigues Mortes ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202857-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-entente-v8.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Guy LAURET, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Laurent NISON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - GEMAPI - Mise en place d'une gouvernance littorale à l'échelle du golfe d'Aigues Mortes (GAM) - Création d'une entente entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention subséquente - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Sète Agglopôle Méditerranée, Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et la Communauté de communes Terre de Camargue partagent 60 km de littoral, de Frontignan au Grau du Roi, au sein du Golfe d'Aigues Mortes (GAM). Pour répondre aux enjeux relatifs aux risques littoraux, à la biodiversité et à la qualité des milieux marins, et aux usages liés à la mer, les 4 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ont proposé de formaliser cette gouvernance littorale par le biais d'une entente inter-EPCI, sur le fondement des articles L. 5221-1 et L. 5221-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), sur une durée de 6 ans.

Une convention cadre définit les modalités de l'entente organisée entre les 4 EPCI autour de la gestion intégrée du littoral et de la mer sur le territoire du GAM. Cette instance de concertation, de coordination et de décision inter-EPCI vise à travailler sur les 3 enjeux prioritaires identifiés :

- Les risques littoraux ;
- La biodiversité et la qualité des milieux marins ;
- Les usages.

Le projet de convention subséquente, conformément aux stipulations de la convention cadre, précisera le contenu des missions menées par l'entente et ses modalités de fonctionnement associées, en application des articles L. 5111-1 et L. 5111-1-1 du CGCT. Elle désigne l'EPCI assurant le portage administratif et technique de l'entente, les moyens humains et matériels, le financement et les modalités de contrôle par l'ensemble des parties.

Les parties conviennent d'engager les actions suivantes, par référence aux missions générales proposées dans la convention cadre, à savoir :

- Pour les risques littoraux :
 - o Élaboration d'une stratégie locale s'inscrivant dans le Plan Littoral 21 :
 - Élaboration d'une stratégie locale avec, si besoin, établissement des études générales (dérive sédimentaire...) si les données disponibles (Etat, Région, Département...) ne suffisent pas ;
 - Élaboration ou assistance à l'élaboration d'outils de contractualisation de type PAPI littoral selon la décision et pour le compte des parties ;
 - o Mise à disposition d'une expertise pointue, intermédiaire d'étude et de veille :
 - Développement de l'expertise en appui aux maîtres d'ouvrage ;
 - Contribution à un observatoire du littoral à l'échelle du GAM (en complément ou substitution d'observatoires existants) ;
 - Coordination des actions locales entre EPCI et lien avec les enjeux environnementaux (*Exemples : rechargement plage, dragage des ports...*) ;
- Pour la biodiversité et la qualité des milieux marins :
 - o Animation et gestion commune des enjeux de biodiversité dont les 2 sites Natura2000 en mer :
 - Diagnostic des besoins en animation et gestion des enjeux biodiversité dans le périmètre d'intervention ;
 - Animation du site Natura2000 FR9101413 « *Posidonies de la côte Palavasienne* » ;
 - Coordination avec l'animation du site Natura2000 FR9102014 « *Bancs sableux de l'Espiguette* » et à terme animation de ce site ;
 - Animation et gestion des espaces et enjeux de biodiversité orphelins dans le périmètre d'intervention ;
 - Établissement et révision des plans de gestion pour le compte des parties ;

- o Représentation des enjeux marins au sein des syndicats de bassin, pour renforcer les démarches liées à la qualité des eaux et des milieux :
 - Participation aux ateliers, Cotechs et Copils portant sur les masses d'eau de transition (lagunes) ;
 - o Montage de projets opérationnels :
 - Élaboration des projets au stade pré-opérationnel pour les maîtres d'ouvrage compétents ;
 - Assistance technique et suivi de ces projets selon la décision des parties (*Exemples de projets : création de nouvelles aires de cantonnement de pêche, de mouillage, de récifs artificiels, restauration d'herbiers...*) ;
 - o Coordination et accompagnement des actions des associations environnementales :
 - Sensibilisation ;
 - Coordination d'actions de nettoyage des plages, en mer et sous-marin ;
 - o Suivi et acquisition de connaissances ;
- Pour les usages :
- o Appui à la planification, définition de vocation, de plan d'accès à la mer pour réduire les conflits d'usage ;
 - o Coordination et appui des plans communaux de balisage ;
 - o Sensibilisation et réduction des pratiques portant atteinte au milieu ;
 - o Appui à la coordination du pouvoir de police des maires et des affaires maritimes.

Il est proposé que le portage administratif et technique de l'entente soit assuré par Pays de l'Or Agglomération (POA) pendant la durée de la convention. Une cellule technique et administrative sera créée pour assurer les missions précédemment citées, elle sera constituée de 3 agents, hébergés dans les locaux de POA.

Un programme d'action et un budget prévisionnel associé sera établi et validé chaque année à l'unanimité par les 4 EPCI. Les dépenses prévisionnelles de fonctionnement de la cellule administrative et technique sont évaluées à 165 000 €, en 2023. Conformément à la clef de répartition de la convention cadre, Montpellier Méditerranée Métropole contribuera à hauteur de 49 500 € par an au fonctionnement de l'entente.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention subséquente de l'entente sur le golfe d'aigues mortes entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver la désignation du Pays de l'Or Agglomération comme porteur administratif et technique de l'entente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202875-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention subséquente GAM 7.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Guy LAURET, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac - Autorisation d'un système d'endiguement en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Déclaration de projet - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° M2021 du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier de demande d'autorisation du système d'endiguement de la Mosson à Juvignac, ainsi que les dossiers d'enquête préalables à la déclaration d'utilité publique (DUP), à la déclaration d'intérêt général (DIG) et à l'enquête parcellaire. Le Conseil a également autorisé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture de l'enquête publique conjointe nécessaire à l'obtention de l'arrêté d'autorisation du système d'endiguement ci-dessus désigné, de la DUP, de la DIG, des éventuelles procédures d'expropriation et à requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants.

Ce projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac a ainsi fait l'objet d'une procédure d'enquête publique conjointe, préalable à l'autorisation environnementale, à la déclaration d'utilité publique, à la déclaration d'intérêt général et enquête parcellaire, du 20 juin 2022 au 22 juillet 2022.

Conformément aux dispositions de l'article L.126-1 du Code de l'environnement, il convient maintenant de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération. Cet article L.126-1 dispose : *« La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L. 122-1-1 du Code de l'environnement. ».*

1. Objet de l'opération

L'objectif de l'opération consiste à protéger le quartier de la Plaine à Juvignac qui fût en grande partie inondé par les débordements de la Mosson lors de la crue du 6 et 7 octobre 2014, avec 75 habitations inondées.

L'opération consiste à aménager une digue en remblais sur une longueur d'environ 460 mètres en bordure des zones habitées du quartier de la Plaine. Cet ouvrage sera complété par un dispositif de gestion des eaux de ruissellement entre la zone habitée et la digue. Un fossé de collecte sera aménagé en pied de digue pour acheminer les eaux de ruissellement vers un bassin de 3 300 m³ avant leur évacuation vers le ruisseau de la Plaine.

Dans le cadre de ces travaux, la digue existante située en bordure de la Mosson sera arasée pour reconnecter la Mosson avec son lit majeur et lui permettre déborder dans la Plaine en cas de crues de grande ampleur.

2. Justification de l'intérêt général

Au vu :

- Des bénéfices en termes de sécurité des habitants de Juvignac, plus particulièrement ceux du quartier de la Plaine, exposés actuellement aux débordements de la Mosson ;
- De l'équilibre des grandes masses financières entre le coût du projet et le coût des dégâts qu'il permettra d'éviter en cas de crues et qui seraient évités par la mise en œuvre du projet ;
- Du bilan écologique positif du projet.

Le projet peut être reconnu d'intérêt général car il répond de manière adaptée à un enjeu majeur de sécurité publique, tout en ne présentant aucun inconvénient significatif sur le plan environnemental ou social.

3. Avis de l'autorité environnementale

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de la région Occitanie a émis un avis sur le dossier présentant le présent projet le 17 février 2022. La synthèse de cet avis est la suivante :

« Au regard du processus d'inondation du quartier de la Plaine, qui provient à la fois du pluvial et des débordements de la Mosson, et du choix du type de digue du tronçon T2 semblant reposer uniquement sur la moindre emprise sur les parcelles privées, la MRAe recommande de compléter l'étude par :

- L'historique ayant conduit à la situation actuelle et le rappel contextuel de l'origine du projet,*
- Une description des démarches entreprises en parallèle pour l'amélioration du pluvial et les principaux effets attendus ou obtenus concernant le quartier de la Plaine,*
- Une justification étayée du choix du type de digue retenu pour le tronçon T2 au regard des trois autres variantes étudiées (coût total, aspects techniques et sécuritaires, etc.).. (...).»*

Du point de vue de la sécurité de l'ouvrage, la MRAe recommande que la nature du raccordement à la digue soit précisée et que les modalités de suivi et d'entretien décrites dans l'étude de danger soient rappelées au sein de l'étude d'impact.

Au regard des effets attendus du changement climatique (augmentation en intensité des phénomènes extrêmes), la MRAe recommande également d'expliquer comment la conception de l'ouvrage prend en compte ces effets.

La MRAe note que l'enjeu de préservation lié à la présence de zones humides liées à la Mosson et sa ripisylve a été pris en compte par le maître d'ouvrage qui a fait le choix de positionner l'ouvrage de protection (tronçon T2) hors de la berge de la Mosson.

Concernant la phase travaux et les nuisances qu'elle va engendrer, et au regard de la proximité immédiate des habitations, la MRAe recommande que soient présentés le plan de circulation au-delà du quartier de la Plaine et les mesures de sécurisation qui seront mises en œuvre autour du chantier. Les lieux et modalités de traitement des matériaux (criblage, traitements à la bentonite et à la chaux) devront également être décrits afin d'en estimer les impacts potentiels ; un bilan carbone ainsi que, si nécessaire, l'identification de mesures d'atténuation devront être présentés. »

Les réponses à ces demandes de précisions et de compléments ont fait l'objet d'un dossier spécifique adressé à la MRAe le 9 mars 2022. Au regard de ces éléments le dossier de demande d'autorisation environnementale a été considéré comme recevable par la Direction Départemental des Territoires et de la Mer (DDTM) qui a demandé l'ouverture de l'enquête publique à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

4. Avis des collectivités territoriales

Comme demandé par Monsieur le Préfet de l'Hérault dans l'article 7 de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, la Commune de Juvignac concernée par le projet est appelée à donner son avis sur la demande d'autorisation environnementale du porteur du projet dès l'ouverture de l'enquête publique. La Commune de Juvignac a émis un avis favorable au projet par courrier en date du 10 août 2022.

5. Résultat de la concertation du public

A l'issue de l'enquête publique, dans son courrier du 31 juillet 2022 le commissaire enquêteur a adressé le procès-verbal de synthèse de l'enquête avec le relevé des observations du public au Président de la Métropole.

15 observations ont été émises, elles abordent les thématiques suivantes :

- La conservation et préservation des arbres ;
- La protection de la biodiversité ;
- Le maintien du sentier piétonnier au bord de la Mosson ;
- La gestion des eaux pluviales ;
- Les nuisances occasionnées par les travaux ;
- L'exploitation des ouvrages.

Les réponses à ces observations ont été apportées au commissaire enquêteur par la direction de la Métropole

porteuse du projet dans un rapport spécifique qui lui a été adressé le 12 août 2022.

Le 26 août 2022, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable et sans réserve sur :

- La demande d'autorisation environnementale assorti de recommandations ;
- L'enquête parcellaire ;
- L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) ;
- L'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général (DIG) relative à l'opération d'aménagements de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac.

6. Nature et motifs des principales modifications apportées au projet

A la suite du résultat de l'enquête publique et à l'avis du commissaire enquêteur, il n'y a pas eu de modifications apportées au projet soumis à l'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De déclarer d'intérêt général le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault le prononcé de l'arrêté d'autorisation du système d'endiguement décrit ci-dessus, de l'arrêté de déclaration d'utilité publique et le prononcé de l'arrêté de cessibilité, avec la procédure d'urgence, des parcelles concernées par les aménagements telles que définies dans l'enquête parcellaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203054-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOU L.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Guy LAURET, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Convention de participation financière aux investissements nécessaires à l'aménagement du gué du Lez entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le domaine départemental de Restinclières, espace naturel sensible de 240 hectares, constitue un site attractif pour le public et accueille plus de 100 000 visiteurs par an. Situé dans le site Natura 2000 "Le Lez", le secteur du gué du Lez est stratégique tant sur le plan environnemental que pour l'accueil du public. Au droit du Lez, le Réseau Vert® traverse une portion du cours d'eau par un passage à gué constituant un lieu emblématique et sensible du site, point d'attraction d'un large public (plus de 40000 personnes par an) du fait de sa haute valeur paysagère et écologique.

Afin de concilier fréquentation par le grand public et préservation environnementale du site, le Département de l'Hérault propose la réalisation d'un aménagement dans ce secteur en déviant le Réseau Vert® existant et en réalisant une passerelle de franchissement du Lez prenant appui sur un seuil existant. Il s'agit d'améliorer les conditions d'accès pour les cycles et les piétons au domaine de Restinclières depuis la route des Matelles, de sécuriser le franchissement du cours d'eau qui selon les conditions peut être dangereux et de préserver cette zone sensible qui constitue aussi le principal site de reproduction du Chabot du Lez, espèce protégée endémique du Lez. Cet aménagement permettra ainsi d'assurer une véritable continuité piétonne et cyclable du Réseau Vert®, et de relier le domaine de Restinclières à la source du Lez et au domaine voisin de Saint Sauveur, tout au long de l'année et quelles que soient les conditions climatiques.

Ce projet sera réalisé par le Département de l'Hérault, en qualité de gestionnaire du Réseau Vert® départemental, sur les parcelles d'assiette de l'opération. Or, si certaines de ces parcelles relèvent du domaine public départemental, d'autres sont la propriété de la Ville de Montpellier qui en a délégué la gestion à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de ses compétences ressources en eau et GEMAPI. Afin d'autoriser la réalisation du présent projet, une convention de superposition d'affectations a été signée le 02/05/2022 entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault avec intervention de la Métropole en qualité de mandataire de la ville de Montpellier.

Dans le cadre de sa compétence GEMAPI, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour soutenir financièrement ce projet. Les coûts prévisionnels du programme de réalisation des travaux d'aménagement du gué du Lez, sont estimés à 408 333,33 € HT, soit 490 000 € TTC. Les travaux d'une durée de 10 mois seront réalisés en 2022/2023. La convention a pour objet de déterminer les conditions financières dans lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole soutient les travaux d'aménagement du gué du Lez réalisés par le Département de l'Hérault.

Au regard du montant prévisionnel de l'opération, la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à la somme de 40 833,33 € HT (soit 49 000 € TTC), représentant 10 % du montant prévisionnel des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de participation financière aux investissements, entre le Département de l'Hérault, et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Yvan NOSBE.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202902-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- GueLez_Participation3M_Convention3M 004V2.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Max LEVITA, Bernard TRAVIER

Solidarités - Rapport annuel politique de la ville 2021 - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'objectif de la politique de la ville, traduit par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Montpellier Méditerranée Métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et a signé le 10 juillet 2015 son Contrat de Ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat.

La Métropole comporte 12 quartiers inscrits dans la géographie politique de la Ville, ils sont tous situés sur la ville de Montpellier regroupant 53 200 habitants (soit 11% des habitants de Montpellier Méditerranée Métropole et 19% de la Ville de Montpellier). Ces quartiers ont des réalités sociales, humaines et économiques différentes de celles des autres quartiers de la ville et surtout de celles des territoires englobants.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel détaillant les actions qu'elles mènent à destination des habitants des quartiers prioritaires, ainsi que les orientations et les programmes de nature à améliorer la situation.

Le rapport annuel sur la Politique de la Ville 2021 permet de présenter les actions en regard des besoins sociaux exprimés et des enjeux révélés par la crise sanitaire qui, bien que moins importante qu'en 2020, a malgré tout profondément impacté les quartiers populaires. Il permet également d'observer les dynamiques de ces territoires et d'en saisir les enjeux.

Ce rapport a été préalablement soumis pour avis, au Conseil citoyen de chaque quartier prioritaire.

Organisé en 3 parties, le rapport présente un bilan 2021 des actions menées pour chacune des thématiques du Contrat de Ville (rénovation urbaine et cadre de vie, développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle, accès à la santé, à la culture et aux pratiques sportives, prévention de la délinquance, réussite éducative, soutien à la jeunesse, accès aux droits et au numérique, égalité femmes/hommes, lutte contre les discriminations), un bilan des actions menées sur chacun des 12 quartiers prioritaires (Aiguelongue, Celleneuve, Cévennes, Figuerolles, Gély, Mosson, Lemasson, Pas du Loup / Val de Croze, Petit-Bard Pergola, Pompignane, Prés d'Arènes, Vert-Bois), ainsi qu'un bilan financier du Contrat de Ville et des dispositifs associés.

Il ne présente pas l'exhaustivité des actions développées, mais propose de donner les principales caractéristiques et faits marquants de l'année 2021.

Le bilan financier fait état d'un engagement financier (crédits spécifiques et de droit commun) de l'ensemble des partenaires de près de 4,85M€ sur la totalité des enjeux du Contrat de Ville et pour l'ensemble des projets déposés dans le cadre de l'appel à projets annuel. Ces crédits ne constituent pas l'exhaustivité des moyens déployés par les institutions sur les quartiers, notamment pour la Ville et la Métropole qui accordent également des subventions de fonctionnement aux associations dans le cadre de leur appel à projets annuel.

De plus, au-delà de l'appel à projets, d'autres dispositifs sont mis en œuvre par les partenaires, avec des moyens complémentaires, à destination des quartiers prioritaires et de leurs habitants (la Cité éducative, le Programme de réussite éducative, les Quartiers d'été, Cité de l'Emploi...). Deux quartiers politique de la ville font aussi l'objet d'un projet de rénovation urbaine : la Mosson et les Cévennes et de très importants moyens financiers sont engagés, principalement par la Métropole, les bailleurs et l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le rapport annuel politique de la ville 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204080-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport PdV 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Clara GIMENEZ, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Bernard TRAVIER

Environnement - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Suez pour le projet d'écologie industrielle et territoriale "Hub de l'Économie Circulaire et Solidaire" - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Par délibération du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une politique ambitieuse zéro déchet de prévention, de sensibilisation et d'incitation visant à réduire au maximum les déchets et à modifier les comportements. Cette stratégie repose notamment sur le développement de l'économie circulaire comme moyen d'atteindre cet objectif avec 6 grandes axes :

1. Définir la stratégie globale de la politique économie circulaire dans la Métropole et bâtir des coopérations intercommunales ;
2. Identifier et développer les filières à enjeux 5R (Refuser, Réduire, Réutiliser, Recycler, Redonner) ;
3. Réaliser les achats responsables en vue de limiter la production de matières et de déchets ;
4. Soutenir et accompagner la consommation responsable et la sobriété des acteurs du territoire ;
5. Soutenir et accompagner les projets d'économie de la fonctionnalité et du partage ;
6. Soutenir et accompagner la recherche, l'innovation et les expérimentations.

Pour déployer cette stratégie, un service prévention des déchets et économie circulaire a été créé au sein du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau, doté d'effectifs conséquents, marquant l'ambition de la Métropole.

SUEZ en tant qu'entreprise engagée dans la protection de l'environnement cherche à développer, avec les territoires où elle est implantée, des solutions innovantes et inclusives pour préserver les ressources et l'environnement. SUEZ est à ce jour présente sur le territoire de la Métropole, notamment en qualité de propriétaire d'un site sur la Commune de Vendargues. SUEZ dispose ainsi d'un foncier disponible sur lequel différents flux de déchets (métaux, bois...) sont d'ores et déjà valorisés. Au-delà, SUEZ souhaite s'engager concrètement en faveur de la transition écologique et solidaire du territoire, notamment en déployant une démarche concertée d'innovation sociale.

La Métropole et SUEZ partageant à la fois une vision commune de certaines priorités en matière de transition écologique et solidaire et des intérêts convergents en termes de développement durable et social, se sont rapprochées afin de discuter d'une expérimentation pionnière pour la transition écologique et l'inclusion sociale sur le territoire, à savoir le projet d'un « Hub de l'Economie Circulaire et Solidaire », désigné le « HECS ».

L'objectif est de faire émerger sur le site de Vendargues cinq types d'actions ou propositions de valeur pour des tiers :

- Proposer aux acteurs locaux de l'économie circulaire la mise à disposition de foncier pour leur permettre de se développer ;
- Faire émerger de nouvelles activités de valorisation à partir des flux de matières qui transitent déjà sur le site de Vendargues ;
- Accompagner en priorité de petites entreprises et start-up dans leur développement via un Programme d'Economie Circulaire (développé et mis œuvre par la direction de l'Innovation Sociale de Suez) et le développement de synergies avec les activités locales de SUEZ ;
- Créer un lieu de sensibilisation à l'économie circulaire et d'accueil d'événements (showroom, espace pédagogique...) ;
- Promouvoir activement l'écologie industrielle avec les entreprises de cette zone d'activité.

Le service Prévention et Economie Circulaire du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau apportera son soutien au projet HECS : appui à la structuration de filières, identification des porteurs de projet dans le domaine de l'économie circulaire, recherche de financement.

La convention ne présente aucun caractère exclusif. A ce titre, la Métropole est et reste libre de mettre en place toute convention similaire avec les opérateurs de son choix. De la même façon, Suez est et reste libre de conclure des partenariats similaires avec les collectivités de son choix.

Afin de structurer le projet HECS à Vendargues, Suez et Montpellier Méditerranée Métropole sollicitent l'appui de l'ADEME et de la Région dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) « *Accompagnement au développement de démarches d'écologie industrielle et territoriale (EIT) en*

Occitanie ». Cet AMI vise à favoriser l'émergence et le développement de nouvelles démarches d'EIT au niveau des territoires et des filières en reposant sur des dynamiques collaboratives et structurantes, dans le but d'aboutir à des actions concrètes, partagées et multi-acteurs. Les projets retenus seront accompagnés dans la structuration de leur démarche EIT, ainsi que l'identification des filières et la mobilisation des acteurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de coopération en faveur de la transition écologique et solidaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et Suez ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à répondre à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « *Accompagnement au développement de démarches d'écologie industrielle et territoriale (EIT) en Occitanie* » ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-196441-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Engagement 3M-SUEZ 26 juillet 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUËL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention financière entre l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) et Montpellier Méditerranée Métropole - Remboursement des sommes reçues de Ryanair - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) est une association loi 1901 créée en 2010 par la Chambre du commerce et de l'industrie de Montpellier avec plusieurs entreprises, collectivités territoriales et leurs groupements. L'association a pour objet « *la promotion et le développement du tourisme, y compris d'affaires sur le territoire par des marchés de promotion, l'achat de publicités sur internet et de prestations marketing ou tout autre support publicitaire tel que la participation à des foires et salons, pour attirer une clientèle internationale* ».

L'association a conduit entre 2010 et 2017 une politique publique de développement de la fréquentation touristique de son territoire Montpelliérain, basée sur diverses études révélant l'impact des flux touristiques européens, issus de nouvelles connexions de transports, sur les économies locales et régionales. Montpellier Méditerranée Métropole, au même titre que plusieurs autres collectivités publiques, a décidé d'accorder durant plusieurs années une subvention à cette association. Ces subventions ont permis à l'APFTE de passer des contrats de services de marketing territorial visant à promouvoir la destination Montpellier, avec plusieurs compagnies aériennes, dont la société irlandaise Ryanair.

Par décision du 2 août 2019 concernant l'aide d'Etat SA.47867 2018/C (ex 2017/FC) mise à exécution par la France en faveur de Ryanair et d'Airport Marketing Services, la Commission européenne a ordonné à la France de récupérer auprès de Ryanair les aides illégales et incompatibles accordées par l'APFTE dans le cadre des contrats de services de marketing conclus avec la compagnie aérienne Ryanair depuis 2010. En exécution de cette décision, Ryanair a remboursé à l'APFTE un montant de 9 206 324,40 €, ce montant correspondant aux aides à récupérer, augmentées d'intérêts.

Cette décision de la Commission a fait l'objet d'un recours en annulation le 3 février 2021 de la part de la Société RYANAIR devant le Tribunal de l'Union européenne, en vertu de l'article 263 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Ce recours qui n'est pas suspensif est toujours pendant. Un pourvoi sera ensuite possible devant la Cour de Justice de l'Union européenne.

La décision de la Commission européenne du 2 août 2019 n'étant pas définitive, les sommes versées par Ryanair ne sont donc pas définitivement acquises.

Montpellier Méditerranée Métropole a émis le souhait de récupérer la somme qui potentiellement pourrait lui revenir en cas d'issue favorable de la procédure. Cette somme est de 2 777 572,94 € (deux millions sept cent soixante-dix-sept mille cinq cent soixante-douze euros et quatre-vingt-quatorze centimes), pouvant être décomposée en 2 599 317,71 € de principal et 178 255,23 € d'intérêts.

Toutefois, consciente de l'absence de caractère définitif de la décision de la Commission européenne qui a entraîné le versement de la somme de 9 206 324,40 € par la Société Ryanair, et désireuse de garantir l'APFTE et ses dirigeants de toute demande en ce sens par la Société Ryanair, Montpellier Méditerranée Métropole entend pleinement garantir l'APFTE du remboursement immédiat des sommes reversées en cas d'annulation de la décision de la Commission par le Tribunal de l'Union européenne et éventuellement par la Cour de justice de l'Union européenne en cas de pourvoi.

La présente convention a ainsi pour objet :

- De définir le principe et les modalités de recouvrement, relatif à la quote-part de Montpellier Méditerranée Métropole (soit 2 777 572, 94 €) au titre du montant reversé par la Société Ryanair à l'APFTE (soit

9 206 324, 40 €) ;

- De garantir l'APFTE du remboursement immédiat des sommes reversées en cas d'annulation de la décision de la Commission du 2 août 2019 concernant l'aide d'Etat SA.47867 2018/C (ex 2017/FC) par le Tribunal de l'Union européenne et éventuellement par la Cour de justice de l'Union européenne en cas de pourvoi.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre l'APFTE et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204065-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention bipartite APFTE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Véronique NEGRET, Bernard TRAVIER

Attractivité - Contrat de destination marque internationale "Montpellier" entre Montpellier Méditerranée Métropole, Atout France, le Comité Régional de Tourisme et de Loisirs Occitanie, l'Agence Départementale de Développement Touristique de l'Hérault et l'Aéroport Montpellier Méditerranée - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans un contexte de forte concurrence et d'évolution des attentes des clientèles, la Région Occitanie a choisi de s'appuyer sur huit destinations touristiques de notoriété internationale : son littoral, le canal du Midi, les Pyrénées, la Vallée de la Dordogne, Lourdes, Montpellier, Toulouse, et le Sud Massif central. Cette logique de destination stratégique doit permettre de s'appuyer sur des marques touristiques de renommée internationale pour mutualiser les moyens des acteurs régionaux, favoriser une meilleure performance du marketing touristique, et développer et renforcer sa capacité de rayonnement en France et à l'international.

Chacune de ces destinations s'incarne à travers une marque forte, c'est-à-dire un ensemble touristique identitaire et cohérent, dépassant les logiques administratives. Facile à identifier, à partager, ces destinations constituent de véritables médias, porteurs de messages personnalisés pour les clientèles et vecteurs de liens entre les touristes, les socio-professionnels et les habitants.

A cet effet, la Région Occitanie et Atout France ont décidé de s'engager dans la création de destinations « marques internationales » à travers des Contrats de Destination ou Thématique, afin de contractualiser avec leurs partenaires publics et privés et s'entendre sur des objectifs communs, sur les axes stratégiques et les grands principes des plans d'actions de chacune des marques de destinations.

Le présent Contrat de Destination a pour objet de définir et contractualiser des objectifs communs répondant à des considérations d'intérêt général s'agissant de la destination Montpellier, ainsi que l'ambition et les actions réciproques entre le Comité Régional du Tourisme et des Loisirs d'Occitanie et ses cocontractants publics et privés engagés ou souhaitant s'engager dans la stratégie de la destination touristique.

Le présent Contrat de Destination Montpellier fédère les parties prenantes (la Métropole, Atout France, le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs, l'Agence de développement touristique de l'Hérault et l'aéroport de Montpellier) sur les trois prochaines années et affirme la volonté des co-contractants de développer l'attractivité et l'économie de toutes les activités touristiques dans une approche de tourisme durable et responsable.

Ce contrat de destination souhaite proposer de nouveaux moments d'expériences disruptifs de l'offre *city break* habituelle en mêlant tourisme urbain, culture et patrimoine, saveurs, mer, nature et paysages, selon les objectifs suivants :

- Développer une offre additionnelle à l'expérience *city break* et donner la possibilité d'augmenter la durée du séjour (5 - 6 jours) par une complémentarité Ville – Vigne – Mer ;
- Amplifier le travail entrepris sur l'œnotourisme avec le label Vignobles et Découvertes ;
- Asseoir la destination dans une dynamique de tourisme durable en favorisant les expériences de mobilités douces pour venir et séjourner.

Pour la mise en œuvre de ces objectifs communs, les cocontractants s'engagent à mutualiser des moyens humains et techniques pendant 3 ans, à compter de la date de signature du présent Contrat de Destination, afin d'optimiser leurs actions et de contribuer au développement économique de la destination touristique sur les différents volets qui seront déployés simultanément.

Les cocontractants se sont entendus sur un principe de co-financement sur 3 ans du Contrat de Destination de 2023 à 2025. L'engagement financier de la Métropole s'élève à 60 000€ TTC par an ; des budgets

équivalents seront engagés par le GIE Atout France et le CRTL Occitanie.

Par ailleurs, dès 2023, d'autres partenaires institutionnels et privés sont également susceptibles de s'impliquer dans cette démarche.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du Contrat de Destination Montpellier marque internationale ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 9 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, Mme Eliane LLORET, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206118-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONTRAT DE DESTINATION MONTPELLIER.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie - Opéra Comédie - Convention d'occupation et d'utilisation du domaine public - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de l'Opéra Comédie, situé boulevard Victor Hugo à Montpellier. Bâtiment emblématique du patrimoine culturel métropolitain, l'Opéra Comédie accueille actuellement la structure associative « Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée », qui y propose chaque année une importante programmation lyrique et symphonique.

L'occupation de l'Opéra Comédie est régie par une convention dont les termes ont été approuvés par délibération n°15137 du 20 décembre 2017, arrivée à échéance au 31 décembre 2021.

Considérant que le rayonnement culturel de l'Opéra Comédie ne peut être assuré qu'au travers des activités d'une association labellisée au niveau national, et porteuse de missions d'intérêt général dans les domaines de l'art lyrique et de la musique classique, il est proposé de conclure avec l'association « Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée » une nouvelle convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie. Les biens mis à la disposition de l'association dans ce cadre lui permettront de développer son activité de production et de programmation d'activités artistiques, dans des conditions conformes aux besoins d'une structure bénéficiant d'un label national.

Cette convention prendra effet au titre de l'année 2022, pour un an et sera renouvelable trois fois par tacite reconduction. Elle définit l'ensemble des modalités techniques, financières et administratives inhérentes à sa mise en œuvre, en précisant notamment les conditions particulières d'utilisation des espaces, les conditions financières et fiscales applicables, ainsi que la répartition des responsabilités des parties et les prescriptions d'assurances indispensables.

Elle est conclue à titre onéreux : l'association « Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée » sera ainsi redevable à Montpellier Méditerranée Métropole d'un loyer annuel fixé à 245 000 €, et indexé sur l'évolution de l'indice du coût de la construction. Enfin, elle prévoit que l'occupant mette à disposition à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole la grande salle de l'Opéra Comédie 10 jours par an, ainsi que la salle Molière 20 jours par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole

- D'approuver les termes de la convention d'occupation et d'utilisation du domaine public avec l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée ;
- De dire que les recettes correspondantes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204542-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Convention AOT Opera Comedie.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD), État et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) et les partenaires publics pour la mise œuvre du cursus de formation supérieure du comédien dans le cadre d'un projet artistique et pédagogique singulier inscrit dans les objectifs que se sont fixés les établissements signataires de la plateforme de l'enseignement supérieur pour la formation des comédiens, à savoir :

- La mise en réseau de ces établissements ;
- Le partage des principes et des modalités d'organisations communs dans le respect des spécificités de chacun ;
- La délivrance du diplôme national supérieur professionnel de comédien, conformément au décret n°2007-1678 du 27 novembre 2007 et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

L'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD), s'engage, pour sa part, à mettre en œuvre en cohérence avec les orientations des politiques publiques de la culture menées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Le développement d'une stratégie visant à structurer et renforcer ses différentes filières de spectacles vivant (Musique, Danse, Théâtre, Cirque et Arts de la Rue) de la formation jusqu'au rayonnement national en passant par le soutien à l'émergence et l'insertion professionnelle en s'appuyant sur ses équipements et ses partenaires tel que préconisé dans une étude interne réalisée en octobre 2017 ;
- L'inscription territoriale d'une offre culturelle et des propositions artistiques au plus près des habitants sur l'ensemble de son territoire. Cette ambition se décline également par une articulation et la construction conjointes de propositions fortes et novatrices avec l'ensemble de ses établissements et partenaires privilégiés afin de constituer une action construite qui engagent durablement les projets artistiques, pédagogiques et de médiations de chacun. A cet effet, la stratégie prioritaire de Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans le développement des partenariats avec les opérateurs du territoire des 31 communes mais au-delà. L'enjeu de la candidature de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour devenir, en 2028, capitale européenne de la Culture repose sur une collaboration étroite entre les partenaires et les institutions d'une zone géographique riche qui s'étend de Sète jusqu'à la Vallée de l'Hérault, c'est bien dans cet esprit de collaboration que se dessine l'axe de politique culturelle dans lequel les projets des établissements doivent s'inscrire

Cette convention fixe :

- Les objectifs pour les cinq années à venir :
 - Structurer la démarche qualité, en termes pédagogique et de soutenabilité ;
 - Renforcer le suivi de l'insertion professionnelle ;
 - Pérenniser la structuration de l'équipe permanente de l'école et de ses outils de travail ;
 - Pérenniser les nouveaux modes d'accompagnement de l'insertion professionnelle ;
 - Développer les partenariats avec des opérateurs du territoire ;
- Les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Les partenaires institutionnels financiers de l'association sont : l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole. Ils s'engagent au travers de cette convention à apporter leur concours financier durant les quatre prochaines années pour un montant finalisé qu'après le vote des Assemblées délibérantes respectives, dans le respect du principe de l'annualité budgétaire.

Pour chaque exercice budgétaire, une convention financière annuelle bilatérale fixera le montant de la subvention allouée par Montpellier Méditerranée Métropole et précisera notamment les conditions de mandatement, les règles de caducité et les conditions de la restitution éventuelle de la subvention.

Outre sa contribution financière annuelle, Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de l'association ENSAD, les biens immeubles et meubles dont elle est propriétaire et édifiés par elle sur deux sites : la Maison Louis Jovet et le Hangar Théâtre. Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention distincte entre Montpellier Méditerranée Métropole et de l'association.

Le projet d'établissement de l'ENSAD est en adéquation avec les modalités de soutien aux artistes du spectacle vivant prévues par la délibération n°M2021-52 votée par Montpellier Méditerranée Métropole le 1er février 2021 qui précise son souhait de développer un projet de politique culturelle solidaire et responsable contribuant à la régulation de l'écosystème artistique sur son territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc Roussillon, l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'en 2025 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205104-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CPO ENSAD 21à 25.doc mentions Métro (004).doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Maison Louis Juvet et Théâtre du Hangar - Conventions d'occupation du domaine public avec l'association École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) - Subventions en nature - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de la convention de création du département d'art dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional entre l'Etat - Ministère de la culture et de la communication et Montpellier Méditerranée Métropole, et en vue de l'habilitation à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien, a été constituée une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée : « *Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon* » (ENSAD).

L'ENSAD a pour objet de mettre en œuvre le cursus de formation supérieure du comédien dans le cadre d'un projet artistique et pédagogique singulier inscrit dans les objectifs que se sont fixés les établissements signataires de la plate-forme de l'enseignement supérieur pour la formation des comédiens, à savoir :

- La mise en réseau de ces établissements ;
- Le partage des principes et de modalités d'organisations communs dans le respect des spécificités de chacun ;
- La délivrance du diplôme national supérieur professionnel de comédien, conformément au décret n°2007-1678 du 27 novembre 2007.

Les espaces occupés par l'association dans le cadre de ses activités étant propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, il y a lieu de renouveler les conventions d'occupation.

Ces conventions concernent la Maison Louis Juvet, siège historique de l'association, située rue Lallemand, à Montpellier, ainsi que le Théâtre du Hangar, situé au cœur du quartier Boutonnet, à Montpellier également, qui a été mis à disposition de l'ENSAD au terme d'un vaste programme de réhabilitation, en vue de la création d'un pôle d'enseignement de l'art dramatique d'envergure nationale, au sein d'un véritable théâtre en activité.

Ces conventions définissent les modalités techniques et financières de l'occupation des lieux, en précisant notamment les conditions d'utilisation des espaces, la répartition des responsabilités entre les parties et les prescriptions d'assurances indispensables.

L'occupation est consentie à titre gracieux et valorisée au titre de subvention en nature pour des montants respectifs de 148 250 € et 239 000 € pour la Maison Louis Juvet et le Théâtre du Hangar.

Ces conventions prendront effet au titre de l'année 2022 et jusqu'au 31 décembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions d'occupation du domaine public avec l'association Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon ;
- De porter au compte administratif de Montpellier Méditerranée Métropole le montant de ces subventions en nature ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204534-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT ENSAD Maison Louis Juvet .pdf
- AOT ENSAD Theatre du Hangar .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Salle Victoire 2 - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre l'association Stand'Art et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Inaugurée en 1987 par le District de Montpellier, Victoire 2 est un lieu dédié aux musiques actuelles, comprenant une salle de concert de 660 places debout et 6 studios de répétition, implanté en zone péri-urbaine sur la Commune de Saint Jean de Védas. Depuis son ouverture, cet équipement propose une programmation musicale régulière et accueille les musiciens en répétition. Des actions de repérage et d'accompagnement artistique, d'information et de sensibilisation des publics ont été développées en réponse à l'évolution des pratiques musicales.

L'exploitation de cet équipement est confiée à l'association Stand'Art par Montpellier Méditerranée Métropole, qui le met à disposition dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public, qui arrive à terme en 2022.

Considérant que l'association Stand'Art mène dans cet espace une activité relevant de l'intérêt général, qui contribue à développer la diffusion, la formation et les pratiques, et accompagner la création artistique dans le domaine des musiques actuelles, il est proposé d'établir au profit de celle-ci une nouvelle convention d'occupation temporaire de la salle Victoire 2, prévue à l'article 6 de la convention pluriannuelle d'objectifs conclue pour la période 2021-2024 approuvée par délibération M2021-253 du 7 juin 2021.

Cette convention, qui prendra fin au 31 décembre 2024, afin de correspondre à l'échéance de la convention d'objectifs, fixe toutes les modalités techniques, financières et juridiques de la mise à disposition ; elle fixe notamment une redevance annuelle dont la part fixe est établie à 6 600 € HT pour la première année, et la part variable à 1% du chiffre d'affaires HT identifié par les produits commerciaux rattachés au compte 70 - ventes de marchandises et prestations de l'Association, sous conditions que le résultat net de l'exercice et que les capitaux propres soient positifs et que le montant des ressources propres excèdent 70% des ressources de la structure (à volume de subvention constant par rapport à l'exercice de référence 2022).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'occupation temporaire de la salle Victoire 2 à intervenir avec l'association Stand Art ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204586-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Victoire 2- Convention AOT 2022 v4.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Ancien Evêché - Fixation du montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un certain nombre de locaux pouvant servir ponctuellement et temporairement à accueillir des associations qui en feraient la demande. L'Ancien Evêché, situé rue Lallemand, peut ainsi être mis à disposition d'associations dans le cadre de conventions d'occupation temporaires du domaine public. Certains espaces (pièces, bureaux, sanitaires) peuvent être dédiés à des activités associatives.

Pour établir une convention avec redevance d'occupation du domaine public en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques), la valorisation des espaces de l'Ancien Evêché mis à disposition est fixée à 30 € le m² pour 12 mois. Le montant de la redevance est donc calculé au prorata de la durée de la convention et des surfaces occupées.

Il est fixé également une participation forfaitaire aux dépenses énergétiques prises en charge directement par la Collectivité. Ce forfait est calculé au regard des dépenses réelles de l'année N-1 de la convention et au prorata des surfaces occupées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la fixation des taux de redevance d'occupation du domaine public tel que défini ci-dessus ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202311-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Réseau des piscines - Opération Téléthon 2022 - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies (AFM) - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole contribue activement au développement de la pratique sportive sur son territoire. Pour ce faire, elle favorise notamment l'apprentissage de la natation et du patinage scolaire et permet aux clubs et associations sportives de la Métropole qui le souhaitent, de bénéficier de ses installations sportives (stades, piscines, etc.) à des tarifs préférentiels.

Consciente que l'amélioration du bien-être de ses habitants, en cohérence avec la définition de la Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé, est directement liée à la recherche et au développement scientifiques, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'engager aux côtés d'associations mobilisées dans ce domaine.

Le Téléthon, créé depuis 1987 par l'Association Française contre les Myopathies (AFM), a pour but de financer des projets de recherche sur les maladies génétiques neuromusculaires, mais aussi sur d'autres maladies génétiques rares ou encore le cancer. L'argent collecté est également utilisé pour aider et accompagner les malades atteints de myopathie.

Pour soutenir cette cause, le Réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se mobiliser sportivement et financièrement en faveur de cette cause le 3 décembre 2022.

Durant cette journée, de multiples animations seront organisées et mises en œuvre par les éducateurs sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole et les associations sportives dans les établissements aquatiques : cours d'aquabike, d'aquagym, baptêmes de plongée, défis sportifs, jeux aquatiques, etc.

Toutes les recettes d'entrées de cette journée – les tarifs habituels demeurant applicables – ainsi que les dons éventuels, seront intégralement reversés à l'AFM au titre de l'édition 2022 du Téléthon.

Il est proposé de signer un contrat d'engagement avec l'AFM, définissant les modalités du partenariat et les conditions de reversement total des recettes journalières du réseau des piscines au bénéfice de la recherche.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies à occasion de l'édition 2022 du Téléthon ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204133-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention AFM Téléthon.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2022 - Conventions d'attribution - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions conformément au tableau ci-dessous :

CODE	STRUCTURE	NUMÉRO DE DOSSIER	TYPE	MONTANT ATTRIBUÉ
7571	KANI'S FIGHT	000913	PROJET	25 000 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE (MA2M)	000914	PROJET	10 000 €
4176	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION ARTISTIQUE (3MNA)	000915	FONCTIONNEMENT	7 500 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	000912	FONCTIONNEMENT	10 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204136-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION KANI FIGHT.doc
- BP 2022 CONVENTION RENELLE LAMOTTE.doc
- BP 2022 CONVENTION 3MNA.doc
- BP 2022 CONVENTION - MONTPELLIER JUDO OLYMPIC.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions d'attribution - Exercice 2022 - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, Montpellier Méditerranée Métropole participe à la promotion des sports traditionnels de son territoire. Afin que la course camarguaise reste un sport attractif, spectaculaire et accessible, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place en 2015, en partenariat avec la Fédération Française de la course camarguaise, le « *Trophée Taurin* » de Montpellier Méditerranée Métropole.

La course camarguaise, très implantée sur le territoire de la Métropole, rayonne également au-delà de ses frontières. Les spectateurs, les sportifs, les manadiers assistent et participent également aux manifestations de course camarguaise sur les communes limitrophes à la Métropole. C'est dans cet esprit que le Trophée taurin et la Métropole justifient d'un lien particulier avec les communes limitrophes disposant d'arènes permettant d'accueillir des courses camarguaises de qualité comme Lansargues, Mauguio et Lunel.

Dans ce contexte, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de renouveler, lors de l'assemblée délibérante du 22 mars 2022, le « *Trophée Taurin* » de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2022, dans les arènes de villages de tradition du territoire métropolitain ainsi que sur trois communes de culture taurine limitrophes : Saint Geniès des Mourgues, Castries, Baillargues, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Lattes, Saint Georges d'Orques, Mauguio, Lansargues et Lunel.

L'ensemble des courses s'inscrivent dans le calendrier annuel des trophées de l'Avenir et des As de la Fédération Française de la course camarguaise et doivent respecter le règlement et les modalités d'organisation des courses définies dans le cahier des charges du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, et compte tenu de l'intérêt métropolitain de cette manifestation, il est proposé d'affecter aux clubs et associations de la Métropole une subvention permettant d'une part aux clubs d'organiser les courses et d'autre part d'attribuer les prix aux vainqueurs : raseteurs, manadiers, clubs.

CODE	STRUCTURE	NUMÉRO DE DOSSIER	TYPE	MONTANT ATTRIBUÉ
7899	CLUB TAURIN LOU RAZET DE PÉROLS	000874	PROJET	9 800 €
7178	CLUB TAURIN « LE SANGLIER » DE BAILLARGUES	000917	PROJET	3 000 €
7292	CLUB TAURIN « LOU TAU » DE LATTES	000918	PROJET	5 500 €
7192	CLUB TAURIN « LE TRIDENT » DE CASTRIES	000916	PROJET	6 500 €
7223	CLUB TAURIN « LE TRIDENT » DE SAINT-GEORGES D'ORQUES	000919	PROJET	3 300 €
7232	SECTION TAURINE PAUL RICARD DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE	000920	PROJET	2 300 €
7225	CLUB TAURIN « LE TRIDENT » DE SAINT-GENIÈS-DES-MOURGUES	000921	PROJET	2 500 €
TOTAL				32 900 €

Des conventions d'attribution seront formalisées avec chacun de ces clubs pour déterminer les conditions d'attribution de cette aide.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation des subventions aux clubs et associations susvisés pour l'organisation des courses du Trophée Taurin 2022, sous réserve de signature des conventions d'attribution afférentes ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution de subvention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 10 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203319-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- TROPHEE TAURIN 3M 2022 CONVENTION CLUB TAURIN LE SANGLIER - 2eme ACOMPTE.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Travaux de desserte et d'extension du réseau d'assainissement - Convention de participation pour la réalisation d'équipements publics exceptionnels entre l'entreprise Microphyt et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

L'entreprise Microphyt dispose d'un site industriel implanté au sud de Baillargues. La société prévoit d'étendre son activité et a, pour ce faire, déposé un permis de construire en 2021, suivi d'un permis de construire modificatif. L'extension de l'activité nécessite son raccordement au réseau public d'assainissement.

La Direction Déléguée des Cycles de l'Eau (DDCE) a validé le principe d'un raccordement du site au réseau public d'assainissement. Le financement de l'extension publique de réseau nécessaire (930 ml de canalisation en refoulement Ø 110 mm) sera assuré par une participation aux équipements publics exceptionnels à charge du pétitionnaire, en application de l'article L.332-8 du Code de l'urbanisme.

L'arrêté de permis modificatif délivré par la mairie de Baillargues le 28 juin 2022 (arrêté n°ARM-2022-358) prescrit, pour le raccordement du site au réseau public d'assainissement et selon l'avis de la DDCE, une participation aux équipements publics exceptionnels de 380 000 € HT, soit 456 000 € TTC.

La convention a pour objet de fixer les conditions de la participation à la réalisation des équipements publics exceptionnels ci-dessus énoncés. Le paiement de la participation de la société Microphyt est prévu en 2 échéances et sera ajusté au coût réel des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la participation aux équipements publics exceptionnels de la société Microphyt au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, pour le raccordement des eaux usées du site industriel au réseau public d'assainissement des eaux usées ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget annexe d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-200551-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de délibération convention PEPE Microphyt VF1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Sussargues - Convention technique et financière d'achat d'eau potable en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des eaux et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Au 1^{er} janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a pris la compétence eau potable de plein droit, en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone, auxquelles il convient d'ajouter les communes de l'ex-syndicat du Salaison, Jacou, Le Crès et Vendargues, depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013, qui a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable du syndicat à compter du 1^{er} juillet 2013. Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-les-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL). Elle est également substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues, au sein du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC).

Par délibération en date du 28 avril 2015, le Conseil Métropolitain a créé l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du service public de l'eau potable sur les treize communes où la Métropole exerçait en direct sa compétence. La Métropole définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs et la Régie est chargée de gérer le service public industriel et commercial de l'eau potable et celui de l'eau brute et rend compte à l'autorité organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

Créé par arrêté préfectoral en date du 1^{er} décembre 1931, le Syndicat de Garrigues Campagne devenu mixte aux termes de l'arrêté préfectoral N° 2009-1-4210 en date du 28 décembre 2009 par le mécanisme de la représentation substitution, exerce la compétence eau potable ainsi qu'une compétence à la carte, celle de l'eau brute. Il est composé de, la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup (10 communes), Montpellier Méditerranée Métropole (9 communes), ainsi qu'en adhésion directe les Communes de Boisseron, Galargues, Garrigues, et Campagne adhérentes à la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Historiquement, la commune de Sussargues était alimentée en eau de manière unique par deux forages dits « *de Garrigues Basses* » qui présentaient des problèmes récurrents de qualité avec la détection de produits phytosanitaires ayant abouti à leur classement en captage prioritaire par la loi Grenelle I. En outre, la formation aquifère sollicitée par ces captages présente un déficit quantitatif qui nécessite une réduction des prélèvements en eau globaux. Ainsi, la Métropole, en concertation avec la Régie des Eaux, a décidé d'abandonner le captage « *de Garrigues Basses* » et de recourir pour la satisfaction des besoins en eau permanents de la commune de Sussargues à une interconnexion avec les réseaux du SMGC. Cette décision s'est traduite par une convention technique et financière entre les trois parties, approuvée par délibération du Conseil de Métropole en date du 28 juin 2017.

Le SMGC, poursuivant sa politique de préservation et diversification de ses ressources en eau, a mis en service fin 2021 une unité de potabilisation de l'eau en provenance majoritairement des canaux Bas-Rhône et du Languedoc (BRL). Cette opération entraîne un surcoût de production du mètre cube d'eau traitée valorisé à 0,1360 € HT. L'eau livrée sera ainsi facturée au prix de 0,4696 € (valeur 01/01/2022) hors taxes et hors redevances par mètre cube enregistré au point de livraison.

Le présent avenant actualise ainsi les conditions techniques et financières applicables aux volumes d'eau potable fournis par le SMGC à la Régie des Eaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'achat d'eau en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202782-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant1_Convention_ Sussargues.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Eau potable - Service de Saint-Brès - Convention d'achat d'eau potable en gros et de participation financière aux travaux d'adduction entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Au 1^{er} janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a pris la compétence eau potable de plein droit, en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone, auxquelles il convient d'ajouter les communes de l'ex-syndicat du Salaison, Jacou, Le Crès et Vendargues, depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013, qui a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable du syndicat à compter du 1^{er} juillet 2013. Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-les-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL). Elle est également substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues, au sein du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC).

Par délibération en date du 28 avril 2015, le Conseil Métropolitain a créé l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du service public de l'eau potable sur les treize communes où la Métropole exerçait en direct sa compétence. La Métropole définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs et la Régie est chargée de gérer le service public industriel et commercial de l'eau potable et celui de l'eau brute et rend compte à l'autorité organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

Créé par arrêté préfectoral en date du 1^{er} décembre 1931, le Syndicat de Garrigues Campagne devenu mixte aux termes de l'arrêté préfectoral N° 2009-1-4210 en date du 28 décembre 2009 par le mécanisme de la représentation substitution, exerce la compétence eau potable ainsi qu'une compétence à la carte, celle de l'eau brute. Il est composé de, la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup (10 communes), Montpellier Méditerranée Métropole (9 communes), ainsi qu'en adhésion directe les Communes de Boisseron, Galargues, Garrigues, et Campagne adhérentes à la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Par convention en date du 16 décembre 2019, la Métropole, sa Régie des Eaux et le SMGC ont convenu des modalités techniques et financières de livraison d'eau potable en gros à partir des réseaux du SMGC pour le service d'eau potable de la commune de Saint-Brès. L'alimentation en eau potable du service de la Commune de Saint-Brès est ainsi assurée par le captage de l'Olivette à hauteur de son autorisation réglementaire actuelle (37 m³/h) et par l'appoint apporté par le SMGC (40 m³/h en période de pointe) via une adduction entre Castries et Baillargues réalisée en 2020 par ce dernier avec le concours financier de la Régie. En cas de problème sur le captage, l'ensemble des besoins pourra être sécurisé par le SMGC à hauteur de 100 m³/h.

Des modifications substantielles intervenues fin 2021 au niveau du système de production d'eau du SMGC rendent nécessaires la modification de la convention initiale, modalité prévue à l'article XII. Le SMGC, poursuivant sa politique de préservation et diversification de ses ressources en eau, a mis en service fin 2021 une unité de potabilisation de l'eau en provenance majoritairement des canaux BRL. Cette opération entraîne un surcoût de production du mètre cube d'eau traitée valorisé à 0,1360 € HT. L'eau livrée sera ainsi facturée au prix de 0,4696 € (valeur 01/01/2022) hors taxes et hors redevances par mètre cube enregistré au point de livraison.

Le présent avenant actualise ainsi les conditions techniques et financières applicables aux volumes d'eau potable fournis par le SMGC à la Régie des Eaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'achat d'eau en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat mixte Garrigues Campagne ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202783-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant1_Convention_ St Brès.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Projet de solidarité internationale - Projet "clés en main : les territoires face aux enjeux de la gestion durable de l'eau" - Convention de partenariat multipartite avec Occitanie Coopération - Convention d'attribution de subvention - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

La loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des Agences de l'Eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement (dite « loi OUDIN-SANTINI ») offre la faculté à l'Agence de l'Eau et aux collectivités territoriales de mener des actions de coopération internationale, dans la limite de 1% de leurs ressources et avec le concours possible de leurs agents.

Montpellier Méditerranée Métropole développe des projets de solidarité internationale dans deux domaines :

- Politique de l'Eau (dispositions loi OUDIN-SANTINI - création du fonds Eau en 2015) : une dizaine de projets en Afrique / Inde / Haïti a été soutenue financièrement (180 000 €), ces financements de la Métropole activant d'autres financements conséquents de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse (RM&C) ;
- Politique Agroécologique et Alimentaire : un projet en cours (Rufisque).

Depuis 2020, la Direction pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères propose un appel à projets innovant, le « clés en main ». Il permet aux associations ou Groupements d'Intérêt Public ayant des collectivités membres de proposer des projets de coopération mutualisés, fédérant un minimum de cinq collectivités. Les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA), tels que Occitanie Coopération, se sont ainsi positionnés pour faire émerger ces initiatives communes à plusieurs collectivités.

Occitanie Coopération a proposé à plusieurs collectivités du territoire régional, dont la Montpellier Méditerranée Métropole un projet mutualisé « clés en main ». Le réseau a identifié une thématique (la gestion intégrée des ressources en eau) et une zone géographique (la Méditerranée, notamment le Maroc et la Palestine) qui pourrait susciter l'intérêt de plusieurs collectivités et de leurs partenaires.

Les objectifs du projet « Clés en Main » sont les suivants :

- Faciliter les échanges entre les collectivités d'Occitanie, du Maroc et de la Palestine, sur la thématique de la gestion durable de l'eau ;
- Favoriser l'émergence de nouvelles coopérations et consolider les coopérations existantes en cohérence avec les enjeux du territoire ;
- Assurer une gestion durable et intégrée des ressources en eaux sur les différents territoires et participer à l'atteinte des objectifs de développement durable des Nations Unies.

De par son format, le projet vise également à favoriser la dynamique de coopération internationale avec d'autres collectivités du territoire régional (Métropoles, Région, Départements, EPCI, Communes), autour d'un enjeu majeur en Méditerranée : la gestion de la ressource en eau, sur lequel la Région et les acteurs du territoire régional disposent d'une forte expertise (Pôle Aquavalley, BRL notamment).

Pour atteindre ces objectifs, le projet prévoit notamment, l'accueil de délégations en Occitanie et notamment à Montpellier, et réciproquement l'envoi de délégations françaises au Maroc et/ou en Palestine. Ces rencontres seront l'opportunité d'un partage d'expériences et d'expertises entre élus, agents des collectivités et experts issus du milieu universitaire, associatif ou économique.

Les autres collectivités partenaires de ce projet sont les suivantes : Région Occitanie, le Département de

l'Aude, Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Colomiers et la Commune d'Argelès sur Mer.

La mise en œuvre opérationnelle de ce projet est confiée à Occitanie Coopération.

Afin d'entériner ces accords, il est proposé la signature de deux conventions :

- Une convention de partenariat multipartite, entre, d'une part, Occitanie Coopération, et, d'autre part, Montpellier Méditerranée Métropole et les autres collectivités partenaires engagées dans le projet. Cette convention précise les aspects opérationnels et financiers du projet ;
- Une convention de partenariat spécifique avec Occitanie Coopération qui précise les modalités d'octroi de la subvention estimée maximum à 8000 €.

Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) contribue à la mise en œuvre du projet pour un montant de 90 000 €, soit un maximum de 50 % du budget total du projet. Le cofinancement est constitué de la contribution des collectivités parties prenantes, de la contribution d'Occitanie Coopération et de contributions valorisées représentant maximum 30% du budget total du projet. Le temps de travail des agents et élus passé sur le projet sera comptabilisé dans la partie des contributions volontaires du budget, grâce aux attestations fournies par les collectivités à Occitanie Coopération.

De ce fait, la contribution de Montpellier Méditerranée Métropole se fera, au même titre que les autres collectivités partenaires, à deux niveaux :

- Une subvention de 8 000 € maximum qui servira aux dépenses de coordination générale du projet et à la facilitation des échanges entre les partenaires d'Occitanie, palestiniens et marocains ;
- Une valorisation de ses dépenses de personnel et de leurs missions, pour une dépense totale estimée à 7 500 € maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Occitanie Coopération, Région Occitanie, le Département de l'Aude, Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Colomiers et la Commune d'Argelès sur Mer ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre Occitanie Coopération et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-201667-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat multipartite_Les territoires face aux enjeux de la gestion durable de leau_Clés en main_170322 (002).pdf
- Convention de fonctionnement spécifique - Projet clés en Main M3M_OC (002).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUŁ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Solidarités - Fonds métropolitain d'aide aux jeunes - Aides collectives - Attribution de subventions 2022

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) est un dispositif visant à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté et en situation de précarité âgés de 18 à 25 ans. Il répond à l'enjeu de lutte contre la précarité croissante des jeunes sur le territoire de la Métropole. Le FAJ3M vise à financer à la fois des aides individuelles dont ont bénéficié 874 jeunes en 2021 et également des actions collectives. Le FAJ3M collectif permet d'accorder un soutien financier à des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté.

Depuis 2019, Montpellier Méditerranée Métropole lance un appel à projets annuel afin de retenir les associations bénéficiaires du FAJ collectif. L'appel à projet 2022, approuvé par le Conseil Métropolitain par délibération M2022-175, porte sur les axes suivants :

- L'accompagnement social et l'insertion sociale des jeunes en facilitant l'accès aux droits des jeunes en précarité ou en situation d'urgence sociale ;
- L'insertion professionnelle des jeunes dans le cadre d'accompagnements renforcés vers l'emploi ;
- L'accès à l'hébergement d'insertion ou au logement afin de rompre avec la spirale de la précarité et permettre aux jeunes de se consacrer à leur projet professionnel ;
- L'accès à la santé et notamment la santé mentale.

Pour 2022, il est proposé de retenir les projets suivants et d'octroyer les subventions ci-dessous :

- **40 000 €** à l'association **ISSUE – CORUS** pour l'accompagnement social d'urgence de jeunes sans hébergement et en situation de grande précarité. L'association propose des solutions d'hébergement, l'accès aux droits et à la santé pour 60 jeunes de 18 à 25 ans qui seront ainsi accompagnés pour des durées de 1 à 3 mois. Certains de ces jeunes bénéficient également de secours d'urgence ponctuels dans le cadre du FAJ3M individuels. Pour information, 120 mesures d'accompagnement ont été réalisées en 2020 ;
- **13 000 €** à l'association **DEFI** qui intervient sur le quartier de la Mosson avec le dispositif Passerelles vers l'Emploi. L'association propose à 20 jeunes, sur une durée de 6 mois, des actions linguistiques intensives (acquisition des savoirs de base en français et mathématiques), un projet numérique et une formation citoyenne et civique. Cet accompagnement doit permettre aux jeunes les plus éloignés de l'emploi de lever les freins pour accéder ultérieurement à une formation qualifiante ou un emploi ;
- **8 500 €** à l'association **PEPA (Point d'Ecoute Parents Adolescents) du Groupe SOS** qui anime sur ses antennes de Montpellier (centre et Près d'Arènes depuis peu), Castries et Le Crès des permanences d'écoute et d'accompagnement pour lever les freins psycho-sociaux rencontrés par les jeunes et leurs parents. L'association propose un accueil inconditionnel, une évaluation des besoins, un accompagnement individuel et une orientation vers les services spécialisés si nécessaire ;
- **6 000 €** pour la **MLJ3M** qui anime un Point d'Accueil et d'Ecoute Jeunes (PAEJ) sur ses différentes antennes. Elle propose un accompagnement renforcé des jeunes autour des questions de la gestion des émotions et de la revalorisation de soi et une orientation vers l'accès aux soins. Des ateliers individuels et collectifs sont proposés pour faciliter la prise de confiance des jeunes en situation de recherche d'emploi ;
- **8 000 €** pour l'association **UNI'SONS**, située sur le quartier des Hauts de Massane qui développe des parcours citoyens pour 20 jeunes les plus éloignés de l'emploi. L'action consiste à établir un parcours de 10 à 20 jours autour d'événements portés par Uni'sons ou ses partenaires (Arabesques, Détours du Monde...). Chaque jeune y découvrira un métier différent (logistique, accueil public...) et recevra en contrepartie une rémunération pour financer une partie de son permis de conduire ou son BAFA. Repérés au sein du quartier, les jeunes sont accompagnés par un travailleur social pendant toute la durée du parcours ;

- **4 000 €** pour l'association **OCTOPUS EXPRESSION** qui organisera 2 à 3 chantiers d'expression avec 6 jeunes par chantier destinés à améliorer la communication verbale et non verbale et les préparer à d'éventuels entretiens d'embauche. Ces chantiers de 2 semaines chacun leur permettront d'acquérir des techniques d'expression orale, de découvrir le travail en équipe et de mettre en œuvre une action citoyenne ;
- **6 000 €** pour l'association **AMICALE DU NID** qui accompagne des jeunes femmes et hommes de 18 à 25 ans victimes de prostitution ou en risque prostitutionnel. Elle propose un suivi renforcé et global visant l'insertion par le travail, le logement, l'accès aux soins ;
- **4 000 €** pour l'association **GENERATION SOLIDAIRE CITOYENNE** dans le cadre de son action Paillad'Inclusion. Ce nouveau projet vise les jeunes de la Mosson en situation de décrochage. L'association propose un coaching individualisé pour les démarches administratives, la recherche de formation et d'emploi et la remise dans un parcours de vie. L'association intervient ainsi dans la lutte contre la délinquance (notamment en pied d'immeubles) et l'isolement des jeunes éloignés du droit commun.

« Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes »				
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Montant attribué
3090	ISSUE - CORUS	000061	PROJET	40 000 €
4773	DEFI	000062	PROJET	13 000 €
3794	PEPA (Point d'Ecoute Parents Adolescents) du Groupe SOS	000071	PROJET	8 500 €
1553	MLJ3M	000065	PROJET	6 000 €
3746	UNI'SONS	000069	PROJET	8 000 €
1783	OCTOPUS EXPRESSION	000068	PROJET	4 000 €
4703	AMICALE DU NID	000060	PROJET	6 000 €
6404	GENERATION SOLIDAIRE CITOYENNE	000070	PROJET	4 000 €
TOTAL				89 500 €

Le montant total des subventions allouées s'élève à **89 500 €** pour 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'attribuer les subventions aux associations telles que précisées ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de financement ;
- D'approuver les termes des conventions de financement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Hind EMAD, M. Joël RAYMOND, M. François RIO.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203469-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention type FAJ 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUŁ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation de TotalEnergies pour l'année 2022 - Convention - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) s'adresse aux ménages qui éprouvent des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, pour accéder à un logement ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Depuis 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire, avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par un règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

En tant que fournisseur d'énergie, TotalEnergies souhaite contribuer au FSL au titre de ses missions de service public et de sa politique de solidarité. Cette contribution vise à soutenir les personnes dans le paiement de leurs factures de consommation d'énergie mais aussi de leur permettre une meilleure maîtrise de l'énergie limitant ainsi le montant de ces mêmes factures. Le financement du FSL est assuré de droit par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative par des partenaires volontaires, tels que les fournisseurs d'énergie, dont TotalEnergies.

Afin de mettre en œuvre cette contribution, il est prévu la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le représentant du distributeur d'énergie. La convention, soumise à l'approbation du Conseil, a pour objet de préciser :

- Les modalités de versement de la contribution de TotalEnergies au FSL métropolitain, et la nature des aides destinées aux personnes en situation de précarité se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seuls leur impayé d'énergie. Pour 2022, TotalEnergies a fait connaître le montant de sa participation volontaire, à hauteur de 16 000 € ;
- Les engagements respectifs des parties dans la prise en charge des impayés de factures d'énergie des ménages défavorisés et dans la mise en œuvre d'actions préventives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de métropole :

- D'approuver les termes de la convention relative à la participation de TotalEnergies au FSL pour l'année 2022 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-200617-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION TYPE TOTAL ENERGIES 2022-2024.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation de Mint Energie pour 2022 - Convention - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) s'adresse aux ménages qui éprouvent des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, pour accéder à un logement ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Depuis l'année 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire, avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par un règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

Le financement du FSL est assuré de droit par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative par des partenaires volontaires dont les fournisseurs d'énergie. En tant que tel, PLANETE OUI a contribué en 2021 au FSL à hauteur de 500 €. Au 1^{er} mars 2022 la société MINT ENERGIE a racheté PLANETE OUI et se propose de continuer de contribuer de façon volontaire au FSL au titre de ses missions de service public et de sa politique de solidarité. Cette contribution vise à soutenir les personnes dans le paiement de leurs factures de consommation d'énergie mais aussi de leur permettre une meilleure maîtrise de l'énergie limitant ainsi le montant de ces mêmes factures.

Afin de mettre en œuvre cette contribution, il est prévu la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le représentant du distributeur d'énergie.

La convention, soumise à l'approbation du Conseil, a pour objet de préciser :

- Les modalités de versement de la contribution de MINT ENERGIE au FSL métropolitain, et la nature des aides destinées aux personnes en situation de précarité se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seuls leur impayé d'énergie. Pour 2022, MINT ENERGIE fera connaître le montant de sa participation volontaire par courrier ;
- Les engagements respectifs des parties dans la prise en charge des impayés de factures d'énergie des ménages défavorisés et dans la mise en œuvre d'actions préventives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention relative à la participation de MINT ENERGIE au FSL pour l'année 2022 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203473-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION MINT ENERGIE 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 70 logements sociaux dans les Communes de Baillargues, Lattes, Montpellier et Saint-Brès - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de cinq opérations de construction neuve prenant place dans les communes de Baillargues, Lattes, Montpellier et Saint-Brès, totalisant 70 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social et de 5 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des cinq opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« L'Ombrelle » Impasse Goya Baillargues Zone 3/B1	« La Roselière » 6 rue des Coustouliès Baillargues Zone 3/B1	« Mira » Chemin de l'Estanel ZAC Ode Mer, lot 25F Lattes Zone 3/A
Caractéristiques : Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	Amétis Archigroup Grand Sud à St-Jean-de-Védas Collectifs 496,96 m² 7 LLS 4 PLUS / 3 PLAI 1 T2 – 4 T3 – 1 T4 – 1 T5	Envol ADA à Lattes Collectifs 345,83 m² 14 LLS 9 PLUS / 5 PLAI 14 T1	SCCV Hauts de Lattes J-Baptiste MIRRALLES à Montpellier Collectifs 740 m² 14 LLS 9 PLUS / 5 PLAI 8 T2 – 6 T3
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Subvention commune Subvention Action logement Prêt CDC Prêt Action logement Fonds propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	1 087 381 € 25 800 € 13 000 € 5 000 € - 973 582 € 12 000 € 34 999 € 35 000 €	777 939 € 43 000 € 24 000 € - - 514 147 € 36 000 € 57 292 € 70 000 €	1 645 484 € 43 000 € 24 000 € 35 000 € 50 000 € 1 368 485 € 36 000 € 18 999 € 70 000 €

Opération	« Pinville » Rue Dora Schaul - ZAC Hauts de Jausserand, lot D1B Montpellier Zone 2/A	« Proésa » ZAC de Cantausseil lot D2 Saint-Brès Zone 3/B1
-----------	--	--

Caractéristiques :		
Promoteur VEFA	-	-
Architecte	Thomas LANDEMAINE à Montpellier	CARDIN & GABRIEL au Crès
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	813,90 m²	1 303,87 m²
Nombre de logement	14 LLS	21 LLS
Catégorie de financement	14 PLUS	13 PLUS / 8 PLAI
Typologie	5 T2 – 8 T3 – 1 T4	8 T2 – 7 T3 – 6 T4
Plan de financement :		
Coût total de l'opération	1 860 848 €	2 622 519 €
Subvention Etat déléguée	0 €	68 800 €
Subvention Région	28 000 €	47 500 €
Prêt CDC	1 636 218 €	2 012 219 €
Prêt Action logement	-	88 000 €
Fonds propres	168 630 €	252 000 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	28 000 €	105 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 5 % à 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

FDI Habitat s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter les subventions suivantes à la SA d'HLM FDI Habitat :
 - 35 000 € pour la réalisation de 7 logements locatifs sociaux, résidence « L'Ombrelle », impasse Goya à Baillargues ;
 - 70 000 € pour la construction de 14 logements locatifs sociaux, résidence « La Roselière », 6 rue des Coustouliès à Baillargues ;
 - 70 000 € pour la construction de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Mira », Chemin de l'Estanel, ZAC Ode Mer, lot 25F à Lattes ;
 - 28 000 € pour la réalisation de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Pinville », rue Dora Schaul, ZAC les Hauts de Jausserand, lot D1B à Montpellier ;
 - 105 000 € pour la réalisation de 21 logements locatifs sociaux, résidence « Proésa », ZAC de Cantausse lot D2 à Saint-Brès ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes des conventions afférentes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer ces conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-198694-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Localisation_Ombrelle_BAILLARGUES.pdf
- Localisation_Roseliere.pdf
- Localisation_MIRA_Lattes.pdf
- LOC_Pinville_Mtp.pdf
- Localisation_Proesa_St-Bres.pdf
- Conv Subv FDI_Ombrelle_Baillargues_PLUSPLAI .pdf
- Conv Subv FDI_Roseliere_Baillargues_PLUSPLAI.pdf
- Conv Subv FDI_Mira_Lattes_PLUSPLAI.pdf
- Conv Subv FDI_Pinville_Mtp_PLUS.pdf
- Conv Subv FDI_Proesa_St-Bres_PLUSPLAI.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUŁ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Solidarités - Intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la rénovation de l'habitat privé - Règlement attributif - Modification de la délibération n°14553 du 29 mars 2017 - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte son concours financier aux propriétaires privés pour leurs projets de travaux de rénovation, sous certaines conditions. Elle intervient par délégation de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et sur ses fonds propres, à destination des propriétaires occupants, des propriétaires bailleurs, et des syndicats de copropriété, dans le cadre de 4 dispositifs opérationnels :

- Programme d'Intérêt Général (PIG) « Rénover pour un habitat durable et solidaire » (2019-2024) qui couvre la totalité du territoire de la Métropole, hors Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et Plan de Sauvegarde ;
- OPAH Copropriétés Dégradées Mosson (2019-2024), site national prioritaire du Plan Initiative Copropriété (PIC) lancé par l'Etat et l'ANAH ;
- Plan de sauvegarde des Cévennes (2019-2026) qui entre en phase opérationnelle et figure également parmi les sites du Plan Initiative Copropriété (PIC) ;
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain Grand-Cœur 2022-2027 (Courreau, Figuerolles, Nord-Ecusson, Carnot), qui entrera en vigueur fin 2022.

Pour accompagner les propriétaires dans leur projet, la Métropole mandate un opérateur qui propose un conseil technique, ainsi qu'une assistance au montage financier de l'opération et au dépôt du dossier de demande d'aides.

Le champ d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole se définit autour des thématiques prioritaires suivantes :

- Lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- Mise aux normes des copropriétés dégradées ;
- Redressement des copropriétés en difficulté et prévention pour les copropriétés fragiles ;
- Lutte contre la précarité énergétique ;
- Lutte contre la vacance ;
- Maintien à domicile des propriétaires occupants aux revenus modestes ;
- Développement d'un parc privé à vocation sociale pour contribuer à loger les ménages aux revenus modestes.

Les critères et conditions d'attribution du concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole pour la réhabilitation du parc privé figurent dans un règlement attributif, adopté par délibération n°14553 du Conseil de Métropole du 29 mars 2017, qu'il est proposé d'actualiser pour constituer un support de référence à destination des opérateurs et de leurs partenaires, ainsi que pour le service de Montpellier Méditerranée Métropole en charge de l'instruction et du paiement.

Le règlement métropolitain est modifié pour tenir compte de l'entrée en phase opérationnelle prochainement du Plan de Sauvegarde des Cévennes, de la mise en place de la nouvelle OPAH-RU Grand Cœur, ainsi que de l'entrée en vigueur du dispositif national Loc'Avantage en faveur du conventionnement des logements locatifs privés.

Le règlement modifié acte notamment l'extension au Plan de Sauvegarde des Cévennes de la participation de la Métropole à hauteur de 10 % du montant global HT des travaux au bénéfice des syndicats de copropriétés afin de déclencher la bonification ANAH au même niveau (+ 10 % en sus du taux de base appliqué). Celle-ci était initialement circonscrite à l'OPAH Copropriétés Dégradées Mosson.

Il intègre également des aides spécifiques à la nouvelle OPAH Grand Cœur, à savoir :

- Une prime de 5 000 € au regroupement de logements afin de favoriser la création de grands logements en cœur de ville ;
- Une aide aux syndicats des copropriétaires de 30 % des travaux HT liés à la sécurité et la salubrité plafonnée à 4000 €, et de 15 % plafonnée à 10 000 € en cas de gain énergétique supérieur à 20 %.

Enfin, il tient compte des nouvelles dispositions du programme Loc'Avantage et adapte le régime d'aides en faveur du conventionnement à loyer modéré des logements privés, en prévoyant :

- Une aide de 15 % du montant HT des travaux aux propriétaires bailleurs qui s'engagent à pratiquer un loyer social (« Loc 2 ») ou très social (« Loc 3 »), majorée de 5 % en cas de remise sur le marché d'un logement vacant depuis plus de 12 mois ;
- Une prime de réduction de loyer modulée en fonction du niveau de loyer modéré recherché, à savoir 100 €/m² de surface habitable, pour les loyers conventionnés sociaux (« Loc 2 ») et 150 €/m² de surface habitable, pour les loyers conventionnés très sociaux (« Loc 3 »), plafonnée à 6 000 €.
- Une prime de 1000 € aux propriétaires bailleurs qui s'engagent à confier leur logement conventionné à loyer social (Loc2) ou très social (Loc3) à une association dans le cadre de l'intermédiation locative à destination d'un public précaire ;

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole sur fonds propres est plafonné 10 000 € par logement hors primes, soit jusqu'à 17 000 € pour les propriétaires bailleurs qui bénéficieraient de la prime de compensation de loyer à son maximum et de la prime intermédiation locative. Le non-respect des conditions propres à l'attribution des subventions entraînera leur retrait ou le reversement des sommes indûment perçues.

Le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole pourra être modifié ultérieurement, si nécessaire, par délibération du Conseil de Métropole.

Il entre en vigueur à la date de prise d'effet de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du nouveau règlement attributif de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole pour la rénovation de l'habitat privé modifié ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202977-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement attributif de subventions 3M PROJET DELIB V2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI

Environnement - Appel à projets France-Sénégal 2022 - Coopération Décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de Rufisque, la Ville de Montpellier, le CIRAD, le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, la SOMIMON (MIN Mercadis) et l'ASH - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Forte d'une première dynamique de coopération engagée et entretenue depuis 2017 avec le Conseil Départemental de Rufisque avec l'appui de l'ONG Migration-Citoyenneté-Développement (GRDR) et du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires ont souhaité répondre ensemble à l'appel à projets du *Fonds Conjoint France-Sénégal 2022* du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), faisant suite au succès du projet *Fonds Conjoint France-Sénégal 2020*.

Dans le cadre de leurs politiques agro écologie et alimentation durable, en partenariat avec la Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la SOMIMON opérateur de la délégation de service publique du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier, et l'Association des Sénégalais de l'Hérault, l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Grdr et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), les collectivités ont été lauréates de l'appel à projets et bénéficient ainsi de 70 % de financement du MEAE et de son partenaire sénégalais le Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires (MCDAT) pour mener à bien la deuxième phase de coopération.

Cette nouvelle phase va permettre de renforcer la visibilité et le plaidoyer en faveur des Plans Alimentaires Territoriaux (PAT) de Rufisque et des Ville et Métropole de Montpellier. Il est également proposé de renforcer les capacités du nouvel élu et de l'agent en charge des questions de l'agriculture et de l'alimentation du Conseil Départemental de Rufisque en vue de poursuivre la politique alimentaire du département de Rufisque et poursuivre l'animation multi-acteurs du PAT. Enfin, afin de parvenir à développer et péreniser le réseau des cantines scolaires, instrument du PAT du département de Rufisque, l'objectif sera à travers ce projet de diversifier ses partenaires financiers.

Ces objectifs seront structurés en plusieurs actions :

- Une action de communication et de plaidoyer autour des PAT des trois collectivités partenaires ;
- Le renforcement des compétences d'un élu et d'une technicienne point focal du PAT du Conseil Départemental de Rufisque ;
- La conduite d'une étude en vue de la création d'une cuisine centrale alimentant les cantines scolaires de Bargny (dans le cadre d'un maillage progressif du département de Rufisque en cuisines centrales et cantines scolaires) ;
- L'animation du comité de gouvernance départemental du PAT du Département de Rufisque.

La convention de partenariat qu'il est proposé d'approuver ce jour rappelle les engagements financiers et responsabilités des différentes parties prenantes, à savoir :

En France :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Montpellier, qui apportera son expertise en matière de politique alimentaire durable dans les restaurants scolaires ;
- La SOMIMON, société gestionnaire du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole, qui apportera son expertise auprès du projet de MIN sur le territoire de Rufisque ;
- Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), qui effectuera l'évaluation du projet ;
- L'Association des Sénégalais de l'Hérault, qui contribuera à mobiliser la diaspora sénégalaise de l'Hérault sur le projet.

Au Sénégal :

- Le Conseil Départemental de Rufisque ;
- L'ONG GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, qui participera à la mise en œuvre et la

coordination opérationnelle du projet à Rufisque.

Pour l'exercice 2022, le concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 5 000 € de subvention accordée à l'opérateur Grdr Migration-Citoyenneté-Développement.

Pour l'exercice 2023, le concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 16 300 € de financement direct des actions du projet et 12 500 € de subvention accordées aux opérateurs CIRAD et Grdr versé selon les modalités suivantes :

- Versement d'une subvention de 5 700 € au CIRAD ;
- Versement d'une subvention de 6 800 € au Grdr.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- D'autoriser la recherche et la perception de recettes externes permettant de financer le projet ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204448-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022.09.07 Projet de Convention 3M-CDR - Fond conjoint 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique et emploi" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences de développement économique et politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de soutenir des associations qui participent au dynamisme économique du territoire de manière durable et inclusive. A ce titre, elle souhaite apporter son soutien aux associations suivantes qui œuvrent sur le territoire de la Métropole pour favoriser la découverte des métiers et de l'entrepreneuriat, l'insertion par l'activité économique et la Responsabilité Sociale des Entreprises.

Pour aider les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer les subventions suivantes :

1- SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

a) Dans le cadre de la Cité Educative :

ORGANISME	OBJET DE LA SUBVENTION	SUBVENTION
BGE Sud-Ouest	Sensibilisation à l'entrepreneuriat en milieu scolaire.	3 000 €
Les Petits Débrouillards Occitanie	Explorateurs des sciences.	5 000 €
SCIC Tropisme	Découverte des ICC.	3 000 €

b) Dans le cadre de l'insertion professionnelle

ORGANISME	OBJET DE LA SUBVENTION	SUBVENTION
60 000 REBONDS	Fonctionnement	5 000 €
PROFESSION SPORT ET LOISIRS 34	Bourse d'emplois des jeunes	3 000 €
RECYCL' ET VOUS	Fonctionnement	15 000 €

c) Dans le cadre de l'accompagnement des entreprises à la Responsabilité Sociale des Entreprises :

ORGANISME	OBJET DE LA SUBVENTION	SUBVENTION
FRANCE ACTIVE AIRDIE OCCITANIE	Les cafés engagés	20 000 €
FACE HERAULT	Accompagnement collectif des TPE/PME à la RSE	4 000 €

2- SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

ORGANISME	OBJET DE LA SUBVENTION	SUBVENTION
LES JARDINS DE COCAGNE MIRABEAU	Investissement	15 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205435-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention hors AAP CDV 10 000_MISE A JOUR mai22.docx
- Convention type AAP CDV EMPLOI DEV ECO_MISE A JOUR mai 22.docx
- Convention hors AAP CDV -10 000_MISE A JOUR mai22.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) volontariste. Le 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a adopté par délibération la révision de la P2A, et ainsi défini un nouvel élan pour développer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire de la Métropole.

La P2A vise cinq finalités transversales :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir localement l'emploi et les revenus agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Elle se décline en 5 orientations opérationnelles :

- Façonner un territoire agroécologique ;
- Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Pour relever ces défis « *de la fourche à la fourchette* », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs territoriaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement économique, écologique et social et de la transition du système alimentaire territorial. Chaque année, la Métropole soutient ainsi l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable :

- Des partenariats structurants ont été construits depuis plusieurs années avec la communauté scientifique de renommée internationale sur ces thématiques, les organisations professionnelles et les têtes de réseaux. Ils continuent à se déployer sur le moyen terme sont généralement reconduits d'une année sur l'autre, parfois avec un cadrage triennal. La Métropole soutient ces acteurs dont l'action vient en appui à la mise en œuvre de la P2A. La convention de partenariat matérialise des objectifs de moyen terme définis en commun ainsi qu'une déclinaison opérationnelle annuelle ;
- Le soutien à des projets opérationnels structurants pour le territoire, qui contribuent à la mise en œuvre des orientations de la P2A, portés par des acteurs inscrits dans un cadre d'échange régulier ou occasionnel ;
- La mobilisation citoyenne autour de l'agroécologie et du développement durable, avec, dès que c'est possible, une harmonisation du calendrier événementiel avec les 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2022, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

Subventions de projets évènementiels et de mobilisation citoyenne					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Projet	Montant attribué
6151	PIC'ASSIETTE	METRODEV 001166	Projet	Dans le cadre du projet Croquons la Garrigue , l'association met en exergue des solutions pour une alimentation locale saine et de saison accessible à tous, par l'organisation de rencontres et visites thématiques, et en particulier une journée de rencontre sur le territoire de la Métropole sur la thématique de la transformation des produits des garrigues.	1 500 €
Total					1 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204611-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet_Convention_PICASSIETTE.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Transition Énergétique et Écologique - Exercice 2022 - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives rejoignent pleinement les objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs), dont le projet et les orientations, arrêtés au Conseil de Métropole du 22 mars 2022, ambitionnent notamment une importante sensibilisation des habitants aux enjeux de préservation de la biodiversité et de lutte face aux évolutions climatiques.

Ligue de Protection des Oiseaux

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée auprès de l'association Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) de l'Hérault, poursuivant des objectifs communs de préservation de la biodiversité, et d'observation de l'évolution de son comportement face aux changements climatiques, notamment au travers d'un accompagnement au fonctionnement du Centre de soins de la faune sauvage. La réponse à l'urgence climatique est identifiée en tant qu'enjeu majeur, de l'échelle internationale et l'échelon local, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, qui vise l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050 au travers de son PCAETs.

Parallèlement à cet engagement de la Métropole, la LPO offre un service de médiation au titre des interactions de cohabitations avec les humains et/ou le bâti. A titre d'exemple, elle reçoit plus de 7 000 appels par an au titre de cette action. Dans ce cadre, la LPO propose à la Métropole de contribuer au service de médiation sur son territoire, pour l'année 2022. La Métropole souhaite y faire droit, pour un montant de 2 500 €.

ARTIO

L'association ARTIO est une association étudiante, dont l'un des objectifs est d'assurer un soutien aux initiatives étudiantes pour une meilleure compréhension et sensibilisation à la biodiversité. Dans ce cadre, l'association sollicite la Métropole dans le cadre de l'organisation de l'événement Festi'versité, dont l'objectif est de sensibiliser petits et grands aux enjeux de l'écologie à travers différentes animations telles que des jeux ateliers, balades et des expositions. Il s'agit d'un événement gratuit, ouvert à toutes et tous, et organisé les 30 et 31 octobre au Zoo de Lunaret. L'association propose à la Métropole de contribuer à l'organisation de cet événement, pour l'année 2022. La Métropole souhaite y faire droit, pour un montant de 2 500 €.

Université de Montpellier

L'Université de Montpellier sollicite ici la Métropole dans le cadre de la construction d'une exposition organisée dans le cadre de l'élaboration d'un projet pédagogique autour de la biodiversité, intitulé « *Coup de projecteur sur la biodiversité (in)visible* ». La construction de cette exposition sera réalisée durant l'année 2022 et a vocation à être présentée au grand public, en itinérance, durant l'année 2023. Ce projet entre pleinement dans les objectifs de sensibilisation et de développement de la connaissance, au regard des enjeux de biodiversité sur le territoire métropolitain. L'Université propose à la Métropole de contribuer à l'organisation de cette exposition, pour l'année 2022. La Métropole souhaite y faire droit, pour un montant de 10 000 €.

Salon de l'Ecologie

L'Association du Salon de l'Ecologie est une association qui a pour but l'organisation de l'édition 2022 du Salon du même nom, autrement appelé *Ad Natura*. La première édition de cette formule ambitieuse du salon se tiendra du 27 au 29 octobre 2022, au parc des expositions, à Pérols. Il s'agit d'un événement, à visée nationale, sous parrainage de l'Office Français de la Biodiversité (OFB), en collaboration avec la Région Occitanie, l'Agence Régionale de la Biodiversité Occitanie (ARB Occitanie), l'Union Professionnelle du Génie Écologique (UPGE) et l'Université de Montpellier, et avec le soutien de nombreux partenaires. *Ad Natura* permet de réunir, connaître et valoriser tous les acteurs de la filière professionnelle travaillant dans le domaine et sur les métiers et formations à l'écologie, autour de la mobilisation, en particulier de 4 filières professionnelles : la Recherche, la Gestion d'espaces, l'Education, et l'Ingénierie. L'Association propose à la Métropole de contribuer à l'organisation de cet événement, pour l'année 2022. La Métropole souhaite y faire droit, pour un montant de 30 000 €, et bénéficier d'un espace dans la zone d'exposition, partagé avec la Ville de Montpellier, pour promouvoir ses missions et activités, ainsi que d'un temps de parole lors des différentes journées du colloque.

Pour accompagner les associations et partenaires à mener à bien leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

TRANSITION ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
4431	Ligue de Protection des Oiseaux	METRO TE-000056	Projet	2 500,00 €
5290	ARTIO	METRO TE-000054	Projet	2 500,00 €
6928	Université de Montpellier	METRO TE-000057	Projet	10 000,00 €
5417	Salon de l'Ecologie	METRO TE-000061	Projet	30 000,00 €
TOTAL				45 000,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions attributives afférentes ;
- D'approuver les termes des conventions attributives à intervenir avec chacune des associations ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Roger CAIZERGUES, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Régine ILLAIRE, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204338-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022_LPO_Convention_Projet_es.doc
- 2022_ARTIO_Convention_Projet_es.doc
- 2022_UM_Convention_Projet_es.doc
- 2022_ADNATURA_Convention_Projet_es.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Conventions de fonds de concours 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Prades-Le-Lez, Beaulieu, Vendargues, Saint Génès des Mourgues et Baillargues - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Certaines communes des Pôles Territoriaux de la Métropole souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements (voirie, achat de mobilier urbain, réseaux secs et éclairage public). Les communes soumettront prochainement l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils Municipaux respectifs.

Les montants de fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de convention sont les suivants :

Pôle Cadoule et Bérange

Vendargues :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue du 8 mai 1945	1 055 757€	879 797,50€	19,067%	167 750€

Saint Génès des Mourgues :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue du Bassin - Travaux	199 988,00€	166 656,70€	49%	81 661,78€
Rue du Bassin - Etudes	31 608,46€	26 340,38€	49%	12 906,79

Beaulieu :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue de la Croix de Mission	72 841,77 €	60 701,48€	24%	14 568,36€
Rue du Pic Saint Loup	2 191,80 €	1 826,50€	24%	438,36€
Route de Saint Drézéry	8 440,27 €	7 033,56€	24%	1 688,06€
Phase 2 Notre Dame (réseaux secs/éclairage)	172 416,58 €	143 680,48€	44%	69 561,54€

Baillargues :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue des Multipliants	154 865,44 €	129 054,53€	49,22%	63 520,64€
Parking des arènes	52 014,24 €	43 345,20€	49,22%	21 334,51€
Rue du petit bonheur	2 390,38 €	1 991,98€	49,22%	980,45€
Av et carrefour Deltheil	281 513,76 €	234 594,80€	49,22%	115 467,56€
Sécurisation Ralentisseurs	9 240,00 €	7 700,00€	49,22%	3 789,94€
Rue des Vignerons	39 600,00 €	33 000,00€	49,22%	16 242,60€
Rue Jean Moulin	128 446,00 €	107 038,33€	49,22%	52 684,27€
Rue du Pradas	42 001,61 €	35 001,34€	49,22%	17 227,66€
Divers voiries	7 320,00€	6 100,00€	49,22%	3 002,42€

Pôle Vallée du Lez

Prades-le-Lez :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Avenue des Barrones (phase 1)	596 302,98€	496 919,15€	30,19%	150 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les versements des fonds de concours décrits ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203964-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention FDC PLL 2022.pdf
- convention BEA 2022.docx.pdf
- Annexes FDC 2022 Beaulieu.pdf
- convention FDC SGM 2022.pdf
- Annexes FDC 2022 Saint Génies.pdf
- convention VEN 2022.pdf
- Annexes FDC 2022 Vendargues.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Concertation préalable au titre du Code de l'environnement sur le projet et les impacts du lycée et des aménagements associés - Bilan de concertation préalable - Approbation

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

La Région Occitanie envisage la construction sur le territoire de la commune de Cournonterral d'un lycée d'une surface de plancher de l'ordre de 20 000 m². Ce projet s'accompagne de la réalisation, par la commune de Cournonterral, d'un gymnase et, par Montpellier Méditerranée Métropole, de travaux de voirie, de construction d'une aire de dépose-repose des transports scolaires, de création de voies nouvelles légères et de requalification des espaces de stationnement intégrant des fonctionnalités multimodales.

Le projet, qui doit être appréhendé de façon globale, est soumis à évaluation environnementale et doit faire l'objet d'une concertation préalable en application de l'article L.121-17 du Code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 121-16 du Code de l'environnement, la concertation préalable associe le public à l'élaboration du projet. Quinze jours avant le début de la concertation, le public est informé des modalités et de la durée de la concertation par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par la concertation ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, par voie de publication locale. Le bilan de cette concertation est rendu public. Le maître d'ouvrage ou la personne publique responsable indique les mesures qu'il juge nécessaire de mettre en place pour répondre aux enseignements qu'il tire de la concertation.

Par délibération du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a défini les modalités de la concertation qu'elle envisageait de mettre en œuvre.

Par délibération du 25 janvier 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré son intention, au sens de l'article L. 121-18 du Code de l'environnement, d'engager la concertation préalable.

Elle a été publiée sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le panneau d'affichage à l'Hôtel de Métropole le 25 mars 2022. Elle a également été affichée en mairie de Cournonterral du 25 mars 2022 au 31 août 2022. Enfin, elle a été publiée sur le site internet de l'Etat du 22 mars 2022 au 23 mai 2022, ouvrant le délai de deux mois pour l'exercice du droit d'initiative permettant de solliciter l'organisation d'une concertation préalable au titre des articles L. 121-17 et L. 121-19 du Code de l'environnement.

Le droit d'initiative n'ayant pas été exercé, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en œuvre les modalités de concertation définies dans la délibération du 28 juillet 2021.

La région Occitanie, désigné coordinateur des concertations pour Montpellier Méditerranée Métropole dans la délibération du 28 juillet 2021, a publié pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole un avis de concertation le 31 mai 2022 dans le *Midi-Libre* et le 02 juin 2022 dans la *Gazette de Montpellier* informant le public des modalités de la concertation et des dates de sa mise en œuvre.

Cet avis a également été affiché en mairie de Cournonterral à partir du 31/05/2022, et ce jusqu'au 17/07/2022, et publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole dédié à cette concertation à partir du 31/05/2022. La concertation s'est déroulée du 17 juin au 17 juillet 2022 inclus.

Les principaux éléments du bilan de la concertation sont les suivants :

I. Dispositif de concertation mis en œuvre

Les modalités de la concertation définies par Montpellier Méditerranée Métropole dans sa délibération du 28 juillet 2021 étaient les suivantes :

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation en mairie de Cournonterral sise 12, avenue Armand-Daney, aux heures d'ouverture au public et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Mise à disposition d'un registre permettant au public de formuler ses observations et propositions sous format papier en mairie de Cournonterral et sous format dématérialisé sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Parution dans le journal d'information de Montpellier Méditerranée Métropole d'un article d'information.

Si les restrictions liées à la crise sanitaire l'autorisent, une réunion publique sera conjointement organisée sur le territoire de la commune, par la Région, la Métropole et la Commune.

Ces modalités ont été mises en œuvre de la manière suivante :

➤ **Mise à la disposition du public du dossier de concertation**

Le dossier de concertation préalable mis à la disposition du public présentait :

- La concertation préalable : ses objectifs, ses modalités, ses suites ;
- Le projet de desserte des lycée et gymnase : ses objectifs, sa localisation, ses caractéristiques ;
- Le coût estimatif de l'opération ;
- Les solutions alternatives envisagées ;
- Un aperçu des incidences potentielles sur l'environnement.

Le dossier de concertation préalable a été mis à la disposition du public selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition en mairie de Courdonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand-Daney, 34660 Courdonterral sous format papier relié, sur un pupitre dédié et en accès libre à tout public ;
- Mise à disposition du 17 juin 2022 au 17 juillet 2022 sur le site internet de la région, en libre téléchargement, à l'adresse électronique suivante : <https://participer.montpellier.fr> ;

➤ **Mise à la disposition du public du registre permettant au public de formuler ses observations et propositions :**

- Mise à disposition en mairie de Courdonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand Daney, 34660 Courdonterral ; sous format papier, sur un pupitre dédié, avec un stylo à disposition et en libre d'accès à tout public souhaitant formuler un avis.
- Mise à disposition du 17 juin 2022 au 17 juillet 2022 sur le site internet de la région, sous forme d'un formulaire à remplir, sans restriction d'accès, à l'adresse électronique suivante : <https://participer.montpellier.fr> ;

➤ **Parution d'un article dans le journal d'information de la région n°13 de Montpellier Méditerranée Métropole** dénommé « *MONTPELLIER METROPOLE EN COMMUN* ». Cet article présentait le projet et les différentes concertations, les lieux où le public pouvait consulter les dossiers de concertation et renseigner les registres de concertation ainsi que la date, l'heure et le lieu de la réunion publique d'information. Ce journal a été distribué dans les boîtes à lettres au cours de la première quinzaine du mois de juin 2022.

➤ **Organisation d'une réunion publique le 29 juin 2022**

Les conditions sanitaires le permettant, une réunion publique a pu être organisée afin d'échanger avec le public.

- **Avis d'information : date de diffusion, support, objet**

La date et l'heure de la réunion publique ont été mentionnées dans l'avis de publicité réglementaire publié le 31 mai 2022 dans le *Midi-Libre* et le 02 juin 2022 dans la *Gazette de Montpellier*.

La date, l'heure et le lieu de la réunion publique ont été mentionnés sur le site internet dédié à la concertation de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que sur les sites dédiés de la Ville de Courdonterral et de la Région Occitanie.

Par ailleurs, s'agissant d'une réunion publique organisée conjointement par la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Courdonterral, un avis d'information sur l'organisation de cette réunion a été publié dans le journal d'information de chaque collectivité : l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres début juin pour la Région, l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres à partir du 07 juin 2022 pour la Métropole, l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres les 20 et 21 juin pour la mairie de Courdonterral.

Un avis d'information précisant le lieu et l'horaire de la réunion publique a également été affiché en Mairie de Courdonterral.

Un avis d'information précisant le lieu et l'horaire de la réunion publique a également été publié sur le

compte Facebook officiel de la Mairie de Cournonterral. Ce même avis a été publié sur le site info-flash.com de la commune de Cournonterral.

Enfin, un avis d'information précisant le lieu et l'horaire de la réunion publique a été affiché sur un panneau d'information implanté sur le site du projet visible depuis la RM 5, à partir du 22 juin 2022.

- Organisation de la réunion : lieu, horaire, participants, objet, nombre approximatif de participants

La réunion s'est tenue le 29 juin 2022 à 18h00, salle Victor-Hugo à Cournonterral, en présence notamment de Monsieur Kamel CHIBLI, Vice-Président de la Région Occitanie délégué à l'éducation, l'orientation, la jeunesse et aux sports, de Madame Patricia BELKADI adjointe au Maire, déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur Délégué au pôle Proximités Espaces Publics de la Métropole, et de Monsieur Yannick JACOB, Directeur du pôle Mobilité de la Métropole.

Après une présentation générale du contexte et des objectifs des maîtres d'ouvrage, la réunion s'est structurée en deux temps. Une première partie dédiée à la présentation et aux échanges autour des enjeux environnementaux du projet, et une seconde partie portant sur la modification du PLU de Cournonterral pour le rendre compatible avec le projet.

La première partie de la réunion, objet de la concertation au titre du Code de l'environnement, s'est déroulée de 18h30 à 19h30 devant une cinquantaine de personnes. Après la projection d'un support présentant le contexte et les enjeux environnementaux du projet par le bureau d'étude Biotopie, un échange avec le public a eu lieu pendant 30 minutes environ.

Le compte-rendu exhaustif de cette réunion retrace avec précision la présentation du bureau d'étude, ainsi que le contenu des échanges entre le public et les intervenants. Ces échanges ont porté principalement sur le thème des transports et de la mobilité. Dans une moindre mesure, les thèmes de la carte scolaire et de l'hydraulique ont également été abordés.

II. Enseignements tirés de la concertation

II.1. Observations recueillies

Le registre de concertation mis en place en mairie de Cournonterral a recueilli une observation demandant le maintien de l'accès au chemin de Carrierrasse depuis la RM114 pendant les travaux.

Le registre dématérialisé mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole a recueilli une observation : *« Ce lycée, c'est une bonne nouvelle pour les habitants du bout de la métropole. Mais, ce serait bien de penser à végétaliser au maximum ces gros complexes qui souffrent souvent de trop de béton et donc tenir compte de l'environnement à l'aune du réchauffement climatique ! J'espère également que l'on va enfin cesser de multiplier à outrance les éclairages nocturnes dans cette nouvelle zone urbanisée pour ne pas ressembler à ces entrées de ville comme Juvignac et sa porte du soleil ! »*

Par ailleurs, lors de la réunion publique, 16 personnes ont présenté des observations et échangé avec les maîtres d'ouvrage sur le projet.

II.2. Analyse des observations

Aucune observation défavorable au projet n'a été formulée à l'occasion de cette période de concertation. Les remarques et interrogations ont porté sur quatre thèmes principaux :

1/ Mobilité et transports :

Le premier point abordé par le public sur ce thème concerne les cheminements piétonniers entre le lycée et le centre-ville. Les interrogations ont porté en particulier sur la sécurisation des déplacements et notamment la traversée de la RM5.

L'objectif de la Région est de proposer des aménagements intérieurs qui incitent les élèves à rester dans l'enceinte du lycée et ainsi limiter les échanges vers l'extérieur. Dans cette perspective, une attention particulière sera portée sur la conception de l'espace de restauration, ainsi que sur le traitement qualitatif des

espaces (intérieurs et extérieurs) dédiés au temps libre des lycéens.

A l'extérieur de l'enceinte du lycée, le traitement des cheminements doux est de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole. Une réflexion étroite sur la conception des espaces publics extérieurs est menée conjointement avec les services de la Région et avec la Ville de Cournonterral.

De la même manière, la requalification de la RM5, l'aménagement d'itinéraires sécurisés pour les cyclistes et la prise en considération de la desserte du site par les transports en commun sont des sujets de préoccupation traités par la Métropole dans le cadre d'un travail collaboratif avec la Région et la Ville.

Le deuxième point abordé par le public sur ce thème concerne les transports scolaires et en particulier le besoin d'avoir une offre alternative aux transports en commun urbains pour les territoires qui ne disposent pas de ce service. Comme pour le volet infrastructure, Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de transport collectif urbain sur son territoire, et la Région travailleront conjointement à la mise en place d'une offre de transport mutualisée. Une réflexion est par ailleurs engagée pour améliorer l'offre de transport scolaire existante en attendant l'ouverture du nouveau lycée.

Enfin, le dernier point abordé sur ce thème concerne la perturbation de la circulation pendant la durée du chantier. Le plan de circulation liés aux travaux n'a pas encore été établi, mais de la même manière que les points précédents, les trois collectivités travailleront conjointement pour limiter autant que possible la perturbation pendant les travaux. En particulier pour répondre à l'observation figurant dans le registre mis en place en mairie de Cournonterral, le chemin de Carrierasse sera rétabli sur la RM114 en périphérie du lycée coté est selon le principe présenté dans le dossier de concertation en préservant les enjeux environnementaux (muret de pierre et oliveraie). Ce rétablissement sera préalable aux travaux de terrassement du lycée pour assurer la continuité des dessertes agricoles riveraines.

Pendant les travaux, selon le phasage retenu lors des études détaillées, la continuité pourra être ponctuellement interrompue (quelques jours le temps des terrassements nécessaires). Dans ce cas une information préalable sera organisée, des déviations mises en place et les accès riverains seront maintenus au travers du chantier pour ne pas enclaver les parcelles concernées.

2/ Carte scolaire :

Les interrogations portent sur la liste des communes qui seront rattachées au lycée de Cournonterral et sur les flux générés par cette nouvelle sectorisation. A ce stade, la sectorisation du lycée n'a pas été arrêtée ; une réflexion avec le rectorat sera engagée pour définir la cartographie des communes rattachées au lycée, avec l'objectif de désengorger d'autres établissements aujourd'hui saturés.

3/ Hydraulique :

L'interrogation porte sur la prise en considération des cours d'eau voisins du site et des impacts du projet sur les futurs écoulements. La connaissance du contexte hydraulique et la mesure des impacts générés par le projet sont des éléments déterminants dans la conception du projet. Ils ont été pris en considération dès le début des études opérationnelles et seront retranscrits dans l'étude d'impact menée à l'échelle globale du projet (lycée, voirie et gymnase), ainsi que dans les dossiers réglementaires spécifiques (dossier loi eau) que chaque maître d'ouvrage devra soumettre à l'administration concernée.

4/ Artificialisation et lutte contre le réchauffement climatique :

Pour répondre à l'observation déposée sur le registre dématérialisé mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, le projet de desserte et d'aménagement des espaces publics fera la part belle aux aménagements paysagers et végétalisés. Les espaces artificialisés et imperméabilisés seront réduits au maximum et les espaces déjà imperméabilisés tel que le parking du complexe sportif seront renaturés et désimperméabilisés.

L'éclairage public sera rationalisé et géré de manière raisonnée tel que mentionné dans le programme de l'opération. Des équipements de production photovoltaïque sont prévus au programme sur les espaces publics pour améliorer le bilan énergétique global du projet en phase exploitation.

D'autres thèmes particuliers, mais qui ne concernent pas directement le projet de desserte porté par Montpellier Méditerranée Métropole, ont fait l'objet d'observations durant la réunion publique (affectation du gymnase actuel, plan de circulation de Cournonterral, requalification des RM 114 et 185).

Ces points seront traités dans le bilan de concertation établi par la Ville de Cournonterral. S'agissant des requalifications des RM114 et RM185, des réponses ont été apportées en séance lors de la réunion publique. Elles ne concernent pas directement le projet de desserte des lycée et gymnase mais les politiques plus globales d'entretien et d'évolution du réseau routier de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'ensemble des observations recueillies par les 3 maitres d'ouvrage durant cette phase de concertation seront cependant prises en considération globalement pour la poursuite de la conception du projet.

Conclusion : Les modalités de la concertation avec le public ont été respectées par Montpellier Méditerranée Métropole. Le public a pu s'informer et s'exprimer sur le projet. Les observations recueillies ont permis de nourrir la réflexion de la collectivité et de conforter ses choix. A l'issue de la phase de concertation, l'organe délibérant doit tirer le bilan de la concertation,

L'opération est soumise à l'organisation d'une enquête publique au cours de laquelle le dossier de déclaration d'utilité publique – comportant le bilan de la concertation – sera mis à la disposition du public.

Outre les formalités de publicité de droit commun dont elle fera l'objet, la délibération tirant le bilan de la concertation sera publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que maître d'ouvrage, en application des dispositions de l'article R. 121-21 du Code de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de concertation préalable au titre du Code de l'environnement du projet de lycée à Cournonterral ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203493-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022-08-24 Annexe Délibération concertation préalable.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Concertation préalable au titre du Code de l'urbanisme - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité de plan local d'urbanisme pour la réalisation des accès multimodaux au futur lycée et à la halle des sports - Bilan de la Concertation - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Région Occitanie envisage la construction sur le territoire de la commune de Cournonterral d'un lycée d'une surface de plancher de l'ordre de 20 000 m². Ce projet s'accompagne de la réalisation, par la commune de Cournonterral, d'un gymnase et, par Montpellier Méditerranée Métropole, de travaux de voirie, d'une aire de dépose-repose des transports scolaires, de création de voies nouvelles légères et de requalification des espaces de stationnement intégrant des fonctionnalités multimodales.

La maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération n'étant pas acquise, des démarches d'acquisitions amiables auprès des propriétaires privés ont été engagées. Elles n'ont cependant pas abouti et une acquisition par voie d'expropriation doit être envisagée pour la réalisation du lycée et des travaux de desserte.

Par ailleurs, le site d'implantation envisagé étant classé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Cournonterral en zones Nn, Nnsl et An, une procédure de mise en compatibilité du PLU doit en outre être mise en œuvre en application de l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme. L'objectif est de modifier les dispositions du PLU afin de permettre la réalisation de l'opération.

Conformément aux nouvelles dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, la mise en compatibilité d'un PLU soumise à évaluation environnementale doit faire l'objet d'une concertation préalable. Les modalités de la concertation doivent permettre pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

Par délibération du 22 mars 2022, le Conseil de Métropole a défini les modalités de la concertation et le 09 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a publié un avis de concertation dans *Midi-Libre* informant le public des modalités de la concertation et des dates de sa mise en œuvre. Cet avis a également été :

- Affiché en mairie de Cournonterral à partir du 09/05/2022, jusqu'au 17/07/2022 ;
- Publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole dédié à cette concertation à partir du 09/05/2022.

La concertation s'est déroulée du 25 mai au 17 juillet 2022 inclus.

Les principaux éléments du bilan de la concertation sont les suivants.

I Dispositif de concertation mis en œuvre

Les modalités de la concertation définies par le Conseil de Métropole dans sa délibération du 22 mars 2022 étaient les suivantes :

« - Mise à disposition du public d'un dossier de concertation en mairie de Cournonterral et sur le site internet de la Métropole ;
 - Mise à disposition d'un registre papier en mairie de Cournonterral et d'un registre dématérialisé sur le site internet de la Métropole permettant au public de formuler ses observations et propositions ;
 - Parution dans le journal d'information de la métropole d'un article d'information.
 Si les restrictions liées à la crise sanitaire l'autorisent, une réunion publique sera conjointement organisée sur le territoire de la commune, par la Région, la Métropole et la Commune ».

Ces modalités ont été mises en œuvre de la manière suivante :

1.1 Mise à la disposition du public du dossier de concertation composé des pièces suivantes :

- Rapport de présentation ;
- Projet d'Aménagement et de Développement Durable ;
- Orientations d'Aménagement et de Programmation ;
- Règlement ;
- Plan de Zonage ;
- Annexe.

1.2 Le dossier de concertation a été mis à la disposition du public selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition en mairie de Cournonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand-Daney, 34660 Cournonterral, sous format papier relié, sur un pupitre dédié et en accès libre à tout public et mise à disposition du 25 mai 2022 au 17 juillet 2022 sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, en libre téléchargement, à l'adresse électronique suivante : <https://participer.montpellier.fr>.
- Mise à la disposition du public du registre permettant au public de formuler ses observations et propositions :
 - En mairie de Cournonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand Daney, 34660 Cournonterral ; sous format papier, sur un pupitre dédié, avec un stylo à disposition et en libre d'accès à tout public souhaitant formuler un avis ;
 - Sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, sous forme d'un formulaire à remplir, sans restriction d'accès, à l'adresse électronique suivante : <https://participer.montpellier.fr>.

1.3 Parution en juin 2022 d'un article dans le journal d'information n°13 de Montpellier Méditerranée Métropole dénommé « *Montpellier Métropole En Commun* ». Cet article présentait le projet et les différentes concertations, les lieux où le public pouvait consulter les dossiers de concertation et renseigner les registres de concertation ainsi que la date, l'heure et le lieu de la réunion publique d'information. Ce journal a été distribué dans les boîtes à lettres à partir du 07 juin 2022.

1.4 Organisation d'une réunion publique le 29 juin 2022 : les conditions sanitaires le permettant, une réunion publique a pu être organisée afin d'échanger avec le public.

1.4.1 Avis d'information : date de diffusion, support, objet.

La date et l'heure de la réunion publique ont été mentionnées :

- Dans l'avis de publicité réglementaire publié le 5 mai 2022 dans le *Midi-Libre* ;
- Sur le site internet dédié à la concertation de Montpellier Méditerranées Métropole, ainsi que sur les sites dédiés de la Ville de Cournonterral et de la Région Occitanie ;
- S'agissant d'une réunion publique organisée conjointement par Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Cournonterral et la Région Occitanie, un avis d'information sur l'organisation de cette réunion a été publié dans le journal d'information de chaque collectivité : l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres à partir du 07 juin 2022 pour la Métropole, l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres les 20 et 21 juin pour la mairie de Cournonterral et l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres début juin pour la Région Occitanie ;
- Par affichage en Mairie de Cournonterral ;
- Sur le compte Facebook officiel de la Mairie de Cournonterral ;
- Sur le site info-flash.com de la commune de Cournonterral.
- Sur un panneau d'information implanté sur le site du projet et visible depuis la RM 5, à partir du 22 juin 2022.

1.4.2 Organisation de la réunion

La réunion s'est tenue le 29 juin 2022 à 18h00, salle Victor-Hugo à Cournonterral, en présence notamment de Monsieur Kamel CHIBLI, Vice-Président de la Région Occitanie délégué à l'éducation, l'orientation, la jeunesse et aux sports, de Madame Patricia BELKADI adjointe au Maire, déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur Délégué au pôle Proximités Espaces Publics de la Métropole, et de Monsieur Yannick JACOB, Directeur du pôle Mobilité de la Métropole.

Après une présentation générale du contexte et des objectifs des maîtres d'ouvrage, la réunion s'est structurée en deux temps. Une première partie dédiée à la présentation et aux échanges autour des enjeux

environnementaux du projet, et une seconde partie portant sur la modification PLU de Cournonterral pour le rendre compatible avec le projet. La deuxième partie de la réunion, objet de la concertation au titre du Code de l'urbanisme, s'est déroulée de 19h30 à 20h30 devant une cinquantaine de personnes.

Après la projection d'un support présentant le contexte et les enjeux liés à la mise en compatibilité du PLU par l'Agence d'architecture Robin et Carbonneau, un échange avec le public a eu lieu pendant 30 minutes environ.

Le compte-rendu exhaustif de cette réunion retrace avec précision la présentation de l'agence d'architecture, ainsi que le contenu des échanges entre le public et les intervenants. Les observations du public et les échanges qui en ont résulté ont porté exclusivement sur le thème de l'environnement et de la biodiversité.

II Enseignements tirés de la concertation

2.1 Observations recueillies

Le registre de concertation mis en place en mairie de Cournonterral n'a recueilli aucune observation. Le registre dématérialisé mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole n'a recueilli aucune observation. Par ailleurs, lors de la réunion publique, 7 personnes ont présenté des observations et échangé avec les maîtres d'ouvrage sur le projet.

2.2 Analyse des observations

Aucune observation défavorable au projet n'a été formulée à l'occasion de cette période de concertation. Les remarques et interrogations ont porté sur l'unique thème de l'environnement et de la biodiversité.

Le premier point abordé par le public concerne le traitement paysager du projet et en particulier la préservation des franges autour du lycée.

L'objectif des maîtres d'ouvrage est de maintenir les principaux éléments marquants du paysage sur le site et de les intégrer autant que possible au projet. Ainsi, la préservation de l'oliveraie et le maintien du chêne centenaire ont été fixés comme des éléments de programme à respecter par l'équipe de conception du lycée. La mise en compatibilité du PLU permettra également d'apporter une protection réglementaire à cet espace. De la même façon, la zone humide située en limite sud du projet sera totalement préservée ; elle sera par ailleurs confortée par la création d'une prairie humide qui permettra à la fois de gérer les eaux de ruissellement du lycée et de créer une zone favorable au développement de la biodiversité.

Le muret en pierres sèches qui borde l'oliveraie sera également maintenu pour préserver ce secteur où le lézard ocellé est présent.

Le deuxième point abordé par le public porte sur la mise en place d'aménagements et d'équipements spécifiques dans le lycée pour préserver la biodiversité. Il est suggéré, par exemple, la mise en place de ruches et de nichoirs. A ce stade du projet, ce type d'équipement n'est pas prévu, mais les maîtres d'ouvrage pourront engager une réflexion avec un prestataire spécialisé afin d'identifier les actions en faveur de certaines espèces qui pourraient être mises en œuvre au regard des caractéristiques du site et de la conception du lycée.

Le dernier point abordé concerne la localisation des terrains nécessaires à la compensation écologique.

La Région a engagé une démarche de recherche de terrains susceptibles d'être affectés à la mise en œuvre des mesures compensatoires générées par le projet. Comme l'impose la loi sur la reconquête de la biodiversité, ces terrains doivent être situés au plus près de la zone impactée.

Vingt-cinq hectares présentant des caractéristiques écologiques similaires à celles du site impacté ont été identifiés ; ils sont répartis sur la commune de Cournonterral et sur la commune de Pignan. Ces 25 ha sont présentés dans le dossier de dérogation pour destruction d'espèces protégées qui a été déposé auprès de la DREAL Occitanie en juin 2022.

2.3 Conclusion

Les modalités de la concertation avec le public ont été respectées par Montpellier Méditerranée Métropole. Le public s'est notamment fortement mobilisé lors de la réunion publique et a pu s'informer, et s'exprimer sur le projet. Les observations recueillies ont permis de nourrir la réflexion des collectivités, de conforter leur choix et percevoir une attente du public concernant l'arrivée du lycée, du gymnase et des aménagements des accès multimodaux connexes.

A l'issue de la phase de concertation, l'organe délibérant doit tirer le bilan de la concertation. De plus, la procédure de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Cournonterral comporte l'organisation d'une enquête publique au cours de laquelle le dossier de déclaration d'utilité publique – comportant le bilan de la concertation – sera mis à la disposition du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de concertation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 10 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203283-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe Délibération concertation préalable.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Déclaration de projet portant sur l'intérêt général de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe - Approbation - Autorisation signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Située sur la commune de Cournonterral, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe, sur 9,1 hectares, a pour objet l'aménagement d'un parc d'activités économiques (PAE) permettant de répondre aux nombreuses demandes d'installation de PME-TPE artisanales, de conforter l'agriculture de proximité en permettant l'implantation de sièges d'exploitations agricoles d'agriculteurs locaux, évitant ainsi le mitage du territoire agricole et de favoriser la protection de la ressource en eau par la renaturation d'une ancienne décharge en parc paysager et par l'accueil d'une aire de lavage des engins agricoles.

Alors que la quasi-totalité du foncier nécessaire aux aménagements est maîtrisée par l'aménageur de la ZAC (SERM), par Métropole ou par la commune, une seule parcelle privée reste nécessairement à acquérir (parcelle AV 245), justifiant la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) initiée par la délibération du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021.

L'aménagement de ce PAE revêt un caractère d'intérêt général au regard des motifs et considérations suivants :

- Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 prévoyait déjà l'urbanisation de ce secteur et le SCoT révisé en 2019 confirme la nécessité d'aménager ce secteur d'activités ;
- Les documents de planification (SCoT et Schéma d'Accueil des Entreprises – SAE) mettent en évidence un important déficit en matière de foncier économique à destination des entreprises. Pour les activités productives (artisanats, industrie) et de petite logistique, le besoin annuel est évalué entre 15,5 et 16,5 hectares, alors que le dernier inventaire foncier identifiait seulement 2.55 hectares de foncier cessible dans les parcs d'activité de la Métropole (donnée 2021). La ZAC Cannabe permettra de répondre en partie à ces demandes d'implantation d'entreprises ;
- La Métropole présente des taux de chômage et de pauvreté bien supérieurs à ceux de la moyenne nationale. La vocation productive de ce PAE favorisera l'emploi local avec la création d'emplois auprès de populations particulièrement touchées par le chômage. La création d'au moins 300 emplois est attendus sur le PAE de Cannabe ;
- Ce PAE permettra également le développement d'activités liées à l'agriculture (production agricole, transformation, vente directe éventuelle, ...) et accueillera des équipements publics bénéficiant à l'ensemble de la population et nécessaires au bon fonctionnement du territoire (aire de lavage de machines agricoles, caserne à destination du Service départemental d'Incendie et de Secours, centre technique municipal) ;
- Les secteurs présentant une richesse écologique sont préservés, l'aménagement limite fortement l'impact sur la biodiversité et les continuités paysagère et environnementale avec la zone agro-naturelle sont assurées ;
- Par sa localisation à proximité immédiate du centre-ville de Cournonterral et Cournonsec, ce PAE participe à la limitation des déplacements domicile/travail.

Ainsi, au regard de l'ensemble de ces considérations, l'aménagement de la ZAC Cannabe présente un caractère d'intérêt général.

Prescrite par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022, l'enquête publique s'est déroulée du 19 avril au 6 mai 2022. Durant cette période, le dossier d'enquête était consultable en Mairie de Cournonterral (siège de l'enquête), à l'hôtel de Métropole (50 place Zeus) et sur le site internet de la Métropole. Le commissaire enquêteur désigné par le Tribunal Administratif a tenu trois permanences en Mairie de Cournonterral au cours desquelles il n'a eu aucune visite. Par ailleurs, aucune annotation n'a été formulée dans les registres et aucun courrier n'a été reçu.

Dans son rapport du 2 juin 2022, le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable, à la fois sur la déclaration d'utilité publique de la ZAC de Cannabe et sur l'expropriation de la parcelle visée au dossier. Il conclut que *« l'information du public a été suffisante grâce à un dossier compréhensible, complet et fiable mis à disposition par moyen électronique et sur les lieux de permanence »*. Le commissaire enquêteur considère que l'*« absence de réaction du public éventuellement concerné par le projet ne peut pas être interprétée hâtivement comme une approbation du projet mais comme la constatation qu'il n'y a pas d'opposition à ce projet en raison d'un potentiel impact faible et d'une concertation préalable satisfaisante »*.

Sur le fond, le commissaire enquêteur considère que *« ce projet de ZAC est en adéquation avec les objectifs d'intérêt général inscrits dans le SCoT de la Métropole de Montpellier approuvé le 17 février 2006 et révisé le 18 novembre 2019 et dans le PLU de la commune de Cournonterral approuvé le 2 mai 2013 et révisé le 25 juin 2019 qui a classé cette zone en 4AU, secteur ouvert à l'accueil d'un parc d'activités économiques, point de vente de produits agricoles locaux et équipements collectifs. Il est d'intérêt général pour le développement économique et l'attractivité de la Métropole »*. Concernant les aspects liés à l'environnement, le commissaire enquêteur rappelle *« qu'après que le projet ait fait l'objet d'un examen au cas par cas préalable à une étude d'impact, le Préfet de Région a délivré le 2 janvier 2017, une dispense d'étude d'impact, le projet n'étant pas susceptible de provoquer des impacts notables sur l'environnement »*.

L'enquête publique étant achevée, il revient au Conseil de Métropole de se prononcer sur l'intérêt général de l'opération par une déclaration de projet. Au vu du résultat de l'enquête et de l'absence d'observation du public, il n'apparaît pas nécessaire d'apporter de modification au projet qui a été soumis à enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prononcer la déclaration sur l'intérêt général du projet d'aménagement du parc d'activités économique Cannabe pour les motifs et considérations exposés ci-avant ;
- De dire qu'il n'y a pas lieu de modifier le projet au vu notamment des résultats de l'enquête publique et des conclusions du commissaire enquêteur ;
- De dire que le dossier d'enquête unique, accompagné de la présente délibération, sera consultable au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Direction de l'Aménagement Métropolitain (5^{ème} étage, pavillon Zeus, 50 place Zeus à Montpellier) ;
- De dire que cette délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour que soit pris l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique et de cessibilité ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204928-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 199385_Rapport signe.pdf

- 199387_VI. Plan perimetre DUP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Commune de Fabrègues - Site Hélios - Industries culturelles et créatives - Protocole d'accord - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Métropole a initié sur l'ensemble de son territoire un projet d'accueil et de développement ambitieux de la filière des industries culturelles et créatives (ICC). L'écosystème s'est construit et enrichi au fil des années. L'ambition de la Métropole est faire de Montpellier la terre de référence de l'innovation créative et culturelle, révélatrice de talents et porteuse d'expertises de renommée mondiale.

Le secteur du cinéma et de l'audiovisuel représente l'un des segments phares de la filière ICC à l'échelle du territoire. Les synergies croisées avec les spécialistes des autres secteurs sont fortes, en particulier ceux des effets spéciaux et de l'audio. Les studios actuels, toujours en quête d'optimisation des temps de post-production, doivent être à la pointe de la technologie et déploient des plateaux techniques ultra-performants en lien avec les professionnels locaux qui peuvent déjà bénéficier de sites d'exploitation uniques. La présence de France TV Studio à Vendargues, qui opère un site pour ses propres besoins mais également pour d'autres productions, est un atout considérable.

La Métropole est particulièrement attachée à renforcer l'attractivité du territoire en fédérant les acteurs ICC autour d'une dynamique collaborative et en consolidant son offre. Sa feuille de route stratégique se traduit autour de quatre axes prioritaires :

- L'accompagnement de la filière ;
- La valorisation des talents et des projets ;
- La co-crédation d'une marque de territoire ;
- Le développement d'une offre d'accueil dédiée.

Dès 2019, le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) a pointé la nécessité pour la France de développer des studios de production intégrant des équipements industriels, une offre de backlot et de services associés, pour attirer les productions nationales et internationales sur le territoire. L'ambition pour la Métropole est de répondre à ces enjeux et à une demande industrielle croissante, synonyme de créations d'emplois et de coopérations.

La société PICS STUDIO envisage pour sa part la réalisation de studios cinématographiques sur une dizaine d'hectares dans le périmètre de la ZAC des Vautes à Saint-Gély-du-Fesc (34).

L'opération recouvre un projet industriel induisant la construction de 30 000 m² de bâtiments dont 10 000 m² de plateaux de tournage, et tout l'écosystème associé (loges, bureaux, post production, stockage ...).

Il est envisagé par la société PICS STUDIO de mettre en synergie ce projet, à horizon 2025, avec deux sites identifiés sur le territoire de la Métropole, l'un dévolu à l'hébergement des personnels extérieurs appelés à résider temporairement à proximité des lieux de tournages, l'autre destiné à compléter l'offre au titre de lieux de tournage. Un site de tournage permanent en extérieur, avec les contraintes que cela implique notamment en termes de surfaces, accès PL, ambiance sonore, confidentialité s'avère indispensable. Ce besoin est globalement corroboré par les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel.

La Métropole s'est portée acquéreur en mars 2020 d'un site situé sur la commune de Fabrègues dénommé HELIOS, afin de répondre à deux besoins.

Un premier besoin de regroupement du centre technique métropolitain dit « *de la Plaine Ouest* », regroupant les équipes du pôle territorial Voirie exerçant sur les communes de Fabrègues, Cournonsec, Cournonterral, Saussan, Lavérune et Saint Jean de Védas, à la suite des transferts de compétences des communes sur ce sous-secteur du territoire. A ce jour, les services métropolitains sont installés sur le site en exploitation.

Un besoin également de disposer de foncier disponible pour l'accueil et le développement d'activités économiques sur le territoire de la Métropole, fortement carencé, et permettant la maîtrise foncière préalable à un aménagement d'ensemble, de cette zone classée en AU0 du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le Schéma de Cohérence Territoriale et le PLU ont inscrit ce foncier et les parcelles voisines de part et d'autre de la route départementale 114 en secteur à urbaniser dans la perspective de répondre aux besoins du territoire, par la création d'une offre conséquente en termes notamment de création d'emplois à l'Ouest de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole, engagée depuis plusieurs années dans le déploiement d'une offre à destination de la cible des industries culturelles et créatives, souhaite impulser la création d'un backlot (site dédié aux tournages multiples en intérieur et en extérieur par la mise en place de décors semi-permanents) sur son territoire. Le site d'HELIOS, dans sa configuration actuelle, est d'ores et déjà devenu un lieu de préparation de tournages, sur lequel l'ensemble des prestataires techniques et artistiques impliqués peuvent être présent, en complémentarité avec l'occupation des services métropolitains.

Ayant connaissance du potentiel de ce site, le porteur de projet, société PICS STUDIO a saisi la Métropole de ce projet, privé, mais qui n'est pas dénué de potentialités économiques pour le territoire.

Le territoire ayant une réelle opportunité de devenir un leader Sud-Européen dans l'accueil des tournages cinéma et audiovisuel, Métropole et PICS Studio ont donc un intérêt concordant, entre elles et avec les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel. Les filières professionnelles manifestent en outre une urgence relative de déploiement. Le constat est partagé sur la nécessité d'identifier un porteur de projet, une locomotive, un déclencheur, professionnel, pour la filière.

Dans ce contexte, la question du maillage est importante, l'offre d'accueil du territoire régional ne devant pas se limiter au périmètre géographique de Saint-Gély-du-Fesc, mais bien s'étendre à l'Arc Méditerranéen.

Seule une démarche coopérative et partenariale rend possible le déploiement de la filière.

Cette démarche est en pleine adéquation avec les attentes du CNC, établissement public administratif sous tutelle de l'Etat, créé en 1946 et réformé par ordonnance du 24 juillet 2009, qui est en phase de lancement d'un appel à projet Grande Fabrique de l'Image France 2030.

Ses missions de service public, autour du soutien et du développement des filières économiques et industrielles cinématographiques et audiovisuelles, de promotion, de diffusion, de réglementation et de contrôle de l'audiovisuel, l'ont conduit à un vaste projet visant à moderniser et structurer l'appareil productif français dans le cadre de la compétition internationale.

L'objectif du programme « *Grande Fabrique de l'Image France 2030* » est un appariement entre investissements dans les moyens techniques de fabrication et besoins de formation. L'Arc Méditerranéen fait partie des trois territoires ciblés et prioritaires pour l'attribution des subventions dans le cadre de cet appel à projet. La candidature doit être déposée au plus tard le 30 octobre 2022.

PICS STUDIO souhaite concourir pour le compte du territoire sur la base d'une offre complète, concurrentielle et attractive pour les acteurs nationaux et internationaux de cette filière.

La Métropole, en conformité avec son intention lors de l'acquisition du site et en conformité avec ses attentes en matière de dynamisation économique de son territoire, accompagnée par la Région Occitanie, n'est pas opposée à une affectation, à terme, du site immobilier d'Hélios à destination des ICC (Industries Culturelles et Créatives), sachant toutefois que l'acquisition de cet ensemble immobilier fait l'objet d'un contentieux en cours d'instance en appel.

Dans ce contexte, la société PICS STUDIO doit travailler avec l'ensemble des partenaires potentiels du territoire, dans une démarche coopérative de développement de la filière et étudier les synergies possibles entre les sites de Saint-Gély-du-Fesc, d'Hélios et avec le groupe France TV, basé à Vendargues dans la zone d'activités du Salaison.

Afin de promouvoir ce projet structurant pour le territoire, il est proposé la signature d'un protocole partenarial *sui generis*, d'une durée de deux ans, permettant à la société PICS Studio de réaliser, ou faire réaliser sous sa responsabilité, toutes les études et investigations préalables et nécessaires à la définition d'un projet, afin de s'assurer de sa faisabilité technique, juridique et économique sur le site Helios. Au terme de ces études, sous maîtrise d'ouvrage privée et sans aucune contrepartie de la Métropole, dès lors que le projet sera affiné et serait retenu dans le cadre de l'appel à projets France 2030 conduit par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée, la Métropole, sous réserve d'un éventuel déclassement et du sort du contentieux pendant devant la juridiction administrative sous le numéro 22TL21608, sera engagée à lui proposer l'acquisition d'une partie du tènement foncier Hélios, constitué des parcelles CA15 et CA13 situées sur la commune de Fabrègues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du protocole entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société PICS STUDIO pour la réalisation des études préalables nécessaires à la définition d'un projet d'implantation d'un site de tournage sur les parcelles cadastrées CA 13 et 15 sur la commune de Fabrègues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206911-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROTOCOLE PICS STUDIOS - protocole.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Juvignac - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac a été approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 11 juillet 2012. Le document a fait l'objet de plusieurs procédures de mise à jour, d'une modification et de deux modifications simplifiées.

Il fait aujourd'hui l'objet d'une seconde procédure de modification soumise à enquête publique afin de permettre l'implantation d'un collège sur la commune, d'une capacité d'accueil de 720 élèves, en continuité des équipements publics du quartier des Constellations. Dans ce cadre et conformément aux dispositions des articles R.104-33 et -34 du Code de l'urbanisme, la personne responsable de la procédure (PPR), Montpellier Méditerranée Métropole a transmis, à la mission régionale d'autorité environnementale (MRae), un dossier dit de « *cas par cas* ».

La MRae, par décision n°2022DK0197 du 24 août 2022, a conclu à l'absence d'incidences notables sur l'environnement et a dispensé d'évaluation environnementale la modification n°2 du PLU de Juvignac, considérant que :

- Le site d'implantation est anthropisé, situé au sein de l'enveloppe urbaine, proche des transports en commun et que le projet prévoit de développer les déplacements doux et les mobilités actives ;
- Le secteur de projet du collège, en dehors du futur périmètre des abords (PDA) actuellement en cours d'élaboration, ne se situe pas en covisibilité avec le « Domaine de Caunelles » avec ses jardins et son parc ;
- Le choix des hauteurs maximales pour l'édification du collège permet d'assurer une transition douce entre le quartier d'habitat individuel en R+1 des Garrigues situé au sud du secteur UC1, et le quartier d'habitat collectif allant jusqu'à R+4 du quartier des Constellations situé au nord ;
- L'espace boisé classé (EBC) présent sur le secteur est maintenu et reste inconstructible ;
- Le projet est situé en dehors de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I « Vallée de la Mosson de Grabels à Saint Jean de Védas » et ne devrait pas présenter d'incidences sur cette zone ;
- Le site n'est pas concerné par une zone de protection Natura 2000 ni par un plan national d'action (PNA).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet de modification n°2 du PLU de Juvignac conformément à la décision de la MRae ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203125-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Lattes - Ode à la Mer - Procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme - Bilan de la concertation - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Contexte et objectifs globaux de l'opération Ode à la Mer

Le projet Ode à la Mer est l'un des projets phare de Montpellier Méditerranée Métropole, emblématique de la volonté de reconstruire d'abord la ville sur la ville, de recycler le territoire et de contribuer activement à la transition écologique et énergétique à l'heure de l'urgence climatique qui nous impose de limiter l'étalement urbain et l'artificialisation des sols. Il vise un objectif de reconquête urbaine de la périphérie commerciale située le long de l'entrée sud de la métropole depuis les plages, constituée par l'avenue Georges-Frêche, dite « *avenue de la mer* » sur les communes de Lattes et Pérols.

Déjà inscrit au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 et précisé au SCoT de 2019 le projet Ode à la Mer s'étend sur 288 hectares et porte un vrai défi urbain, celui d'engager la mutation de la plus vaste périphérie commerciale de la Métropole, site mono-fonctionnel, conçu pour et autour de la voiture individuelle selon le modèle péri-urbain prévalant dans les années 1960 à 1980. Il s'agit de la faire évoluer vers un urbanisme plus mixte, plus compact et plus intense autour des stations de la ligne 3 de tramway, intégrant la réalisation d'environ 900 000 m² Surface de Plancher (SdP) diversifiés composés de logements, immobiliers d'entreprises, services publics et privés, ainsi que des formes commerciales renouvelées mieux adaptées aux nouveaux modes de consommation et à l'évolution des modes de distribution qui en résultent.

Le cadre opérationnel de l'opération Ode à la Mer s'inscrit dans une concession d'aménagement confiée en 2011 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (devenu aujourd'hui Métropole) à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM devenue SA3M). La mise en œuvre de cette opération d'envergure, par nature complexe, s'opère sur un temps très long selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement complémentaires, par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), de Projet Urbains Partenariaux (PUP) ou secteurs à taxe d'aménagement majorée). Ainsi deux ZAC ont été créées en 2013 sur une partie du territoire de projet, la ZAC Ode Acte 1 couvrant notamment le secteur de l'Ecopole (12,5 Ha) destinée initialement à recevoir un projet comprenant des programmes tertiaires et à usage de commerces, et la ZAC Ode Acte 2 sur un secteur plus vaste intégrant une grande partie de la problématique de renouvellement urbain (111 Ha) de l'opération Ode à la Mer.

Le 28 juillet 2021, le Conseil de Métropole a délibéré pour engager une procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Lattes afin de rentrer dans une phase plus active de l'opération Ode à la Mer. Cette déclaration de projet vise à mener le renouvellement urbain des secteurs commerciaux Solis et Soriech ainsi que du secteur de l'avenue des Platanes, notamment pour permettre la réalisation du projet du Pôle Autonomie Santé (PAS), tourné vers le mieux vivre à tous les âges de la vie, au sein d'un programme de mixité urbaine (logements, bureaux, commerces).

Déclaration de projet et mise en compatibilité du PLU de Lattes - Objectifs poursuivis

Les études préalables ont mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de la Commune de Lattes applicables aux secteurs mentionnés ne sont pas compatibles avec les intentions urbaines et le programme de construction du projet Ode à la Mer.

Une évolution du document d'urbanisme de Lattes, notamment la construction de programmes à vocation résidentielle dans les secteurs où elle n'est pas autorisée, est nécessaire pour permettre la réalisation de ce projet de renouvellement urbain. Ainsi, il est envisagé la mise en œuvre d'une procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU de Lattes.

Les objectifs poursuivis par la mise en compatibilité du PLU résident en la modification du PLU de Lattes pour permettre la réalisation d'une partie du programme de construction de la ZAC Ode Acte 2, intégrée dans le projet Ode à la Mer, sur les secteurs du Solis, du Soriech et au Sud de l'avenue des Platanes.

Modalités de la concertation

Dès lors qu'elle est soumise à évaluation environnementale, la procédure de mise en compatibilité du PLU entre dans le champ d'application de la concertation obligatoire au titre des articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme. Cette concertation associe, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Lors du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021, les modalités de concertation suivantes ont été définies et approuvées :

- Mise à disposition du dossier au fur et à mesure de son élaboration à la Mairie de Lattes et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux heures d'ouverture habituelles accompagné d'un registre en Mairie de Lattes et au siège de la Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- Mise en ligne du dossier au fur et à mesure de son élaboration sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Lattes (www.ville-lattes.fr) ;
- Pour que le public puisse adresser ses observations et propositions écrites durant toute la durée de la concertation :
 - o Mise en place d'une adresse postale : projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour l'opération ode à la Mer - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 ;
 - o Création d'une adresse électronique : lattedpode@montpellier3m.fr ;

Il a également été précisé lors de ce Conseil que la publicité de la concertation se ferait selon les moyens suivants :

- o Parution de l'information sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Lattes (www.villelattes.fr) ;
- o Publication d'au moins un article dans le bulletin municipal et dans le journal de Montpellier Méditerranée Métropole.

La délibération du 28 juillet 2021 ayant prescrit ces modalités de concertation a été affichée au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) du 07 août 2021 jusqu'au 08 octobre 2021, puis du 03 juin 2022 jusqu'à la clôture de la concertation.

Bilan de la concertation relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Lattes

Modalités de la concertation mise en place au titre des dispositions du Code de l'Urbanisme

La concertation relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Lattes s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier de concertation a été mis à disposition au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Mairie de Lattes aux heures d'ouverture habituelles accompagné, dans chacune des collectivités, d'un registre destiné à recueillir les observations du public à partir du 20 juin 2022 et jusqu'au 11 septembre 2022 au soir. Ce dossier de concertation était accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations du public ;
- L'ensemble de ces éléments ont également été mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et sur le site Internet de la Mairie de Lattes (www.ville-lattes.fr) à partir du 20 juin 2022 et jusqu'au 11 septembre 2022.
- Une réunion publique, non prévue dans les modalités définies lors du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021, s'est déroulée le 20 juillet 2022 à l'Espace Lattara à Lattes. Celle-ci a été annoncée selon les modalités suivantes :
 - o L'affichage d'un avis sur le site internet de la Métropole ;
 - o L'affichage d'un avis au Guichet Unique de la Métropole ;
 - o La parution de posts sur Facebook et Twitter de la Métropole les 8 juillet et 13 juillet 2022 ;
 - o La parution de posts sur le Facebook de la Mairie de Lattes les 7, 8 et 17 juillet 2022 ;
 - o Une parution dans le journal *Midi Libre* le lundi 11 juillet 2022.

Le 21 juillet 2022 le diaporama présenté lors de la réunion publique du 20 juillet 2022 a été ajouté sur le site Internet de la Métropole et de la Mairie de Lattes. Il a également été ajouté en version papier au siège de la Métropole et à la Mairie de Lattes.

Le 29 juillet 2022, les éléments suivants ont été ajoutés au dossier de concertation :

- Le compte-rendu de la réunion publique du 20 juillet 2022 ;
- Le projet de zonage du PLU modifié ;
- La synthèse du règlement projeté ;
- Le projet d'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;
- La synthèse des évaluations environnementales plan et projet.

Le public a pu, en plus des registres à sa disposition à la Métropole et à la Mairie de Lattes adresser ses observations et propositions écrites durant toute la durée de la concertation :

- Par voie postale au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Par courrier électronique à l'adresse suivante : lattesdpode@montpellier3m.fr.

Des articles présentant le projet et annonçant ces modalités de concertation ont été publiés dans l'édition de juillet-août 2022 du journal d'information de Montpellier Méditerranée Métropole (page 9) et dans le magazine *Lattitudes*, le magazine d'informations de la Ville de Lattes, dans son édition de juillet 2022 (page 5).

Trois annonces légales (en plus de celle annonçant la réunion publique du 20 juillet 2022 susmentionnée) présentant le projet et annonçant les modalités de concertation ont été publiées :

- Dans l'édition du *Midi Libre* du dimanche 5 juin 2022 pour annoncer l'ouverture de la concertation préalable ;
- Dans l'édition du *Midi Libre* du 11 juillet 2022 pour annoncer les compléments apportés au dossier de concertation ;
- Dans l'édition du *Midi Libre* du 1er septembre 2022 pour annoncer la clôture de la concertation le 11 septembre 2022 au soir.

La clôture de la concertation a également été annoncée par :

- L'affichage d'un avis sur le site internet de la Métropole accessible sur : <https://www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public>, à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022 ;
- L'affichage de l'avis sur la Plateforme dématérialisée à l'entrée de l'Hôtel de Métropole à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022 ;
- L'affichage de l'avis au Guichet Unique de la Métropole à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022 ;
- Un post sur le facebook de la Ville de Lattes le 30 août 2022 ;
- Une parution sur le site Internet de la Ville de Lattes à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022 ;
- Un affichage à l'accueil de la Mairie de Lattes à partir du 30 août 2022 et jusqu'à la fin de la concertation le 11 septembre 2022.

Bilan quantitatif de la concertation

A l'issue de la concertation, 14 contributions ont été enregistrées :

- aucun courrier n'a été reçu par voie postale ;
- 14 courriers électroniques ont été reçus sur l'adresse électronique dont une pétition s'opposant au projet, comptabilisant, au 12/9/2022, 2435 signataires et 78 commentaires ;
- aucune observation n'a été inscrite sur le registre mis à disposition à la Mairie de Lattes ;
- aucune observation n'a été inscrite sur le registre mis à disposition à l'Hôtel de Métropole.

Environ 120 personnes étaient présentes lors de la réunion publique du 20 juillet 2022.

Les interventions des participants rejoignent les thématiques détaillées ci-dessous.

Bilan thématique des observations reçues et réponses qui peuvent être apportées

Un courrier électronique a été reçu sur l'adresse mail dédiée et a également été annexé au registre de concertation de la Mairie de Lattes. Il décrit les servitudes d'utilité publique liée à la présence de lignes

aériennes et souterraines de transport d'énergie électrique dans le périmètre de la déclaration de projet. Ces servitudes seront prises en compte dans les pièces du dossier de déclaration de projet.

Les autres observations et remarques formulées portent sur les thématiques détaillées ci-dessous.

1) La densité et la hauteur des constructions projetées

Beaucoup de contributions reçues font part de leur appréhension sur le nombre de logements prévus sur le secteur et sur les hauteurs envisagées (entre R+3 et R+10 avec une émergence à R+17). Des contributions ont également souligné le regret que le Pôle Autonomie Santé, bâtiment plus bas se situe le long de l'avenue Georges-Frêche et non à proximité des quartiers pavillonnaires.

Globalement, certaines interventions souhaiteraient que les bâtiments les plus hauts se situent le long de l'avenue, y compris sur le secteur du Solis, loin des quartiers pavillonnaires, plutôt que sur l'îlot des platanes.

Des inquiétudes sont apparues sur la certitude que ce bâtiment « *signal soit le seul* » et une appréhension est soulignée concernant la proximité de l'aéroport avec cet immeuble.

Pour rappel, il est important de souligner que l'opération Ode à la Mer est l'une des opérations majeures de la polarité métropolitaine qui se structure autour de la gare Montpellier - Sud de France et de l'aéroport international Montpellier Méditerranée. Aussi, le projet vise à tirer profit de cette situation par la localisation d'un cadre bâti dense et compact.

Il envisage également de proposer des fonctions urbaines diversifiées, comprenant notamment des programmes de niveau métropolitain, facteurs d'animation urbaine et d'intégrer une armature d'espaces publics favorisant les modes actifs et les rabattements tous modes vers les transports publics structurants (ligne 3 de tramway), tout en limitant la place de l'automobile.

Les typologies de constructions programmées sur le site sont des bâtiments collectifs en R+6 maximum sur la zone AUm2 et en R+10 maximum sur les secteurs de la zone AUm1 en accroche des stations de tramway existantes ou à créer.

Une seule émergence est identifiée au droit de la station Boirargues en R+17, le long de l'avenue George-Frêche et donc éloigné des quartiers pavillonnaires de Boirargues.

Quant au Pôle Autonomie Santé, bâtiment effectivement plus bas que les futurs immeubles, il nécessite, du fait de sa vocation, une très bonne accessibilité en transports en commun ainsi qu'un accès PMR confortable, d'où son positionnement envisagé.

Ces typologies de constructions, combinées à l'objectif d'atteindre un pourcentage d'espaces perméables significatif proposeront un quartier urbain dense mais avec un cadre de vie qualitatif car la répartition des bâtiments sur le secteur de projet sera harmonieuse.

L'implantation des bâtiments est réfléchi de façon à ce que les logements collectifs soient implantés sous forme d'îlots fermés ou semi-fermés. Sur un même îlot, les constructions devront être implantées les unes par rapport aux autres selon une distance suffisante pour favoriser l'éclairement des façades. Les îlots devront être traités de manière à participer au confort de vie des résidents.

Des cœurs résidentiels pourront être aménagés entre les îlots, formés par un espace collectif sur lequel les bâtis sont ouverts. Ces cœurs résidentiels seront l'occasion d'aménager des îlots de fraîcheur complémentaires aux îlots perméables et plantés.

Concernant les inquiétudes relatives à la proximité de l'aéroport avec l'immeuble en R+17 projeté, il est nécessaire de préciser que la servitude T5 (servitude aéronautique dite « de dégagement pour la protection de la circulation aérienne »), impose une hauteur maximale pour les constructions égale à 55 m NGF au droit du secteur de projet. Le règlement envisagé sur cette zone (hauteur maximale de ce bâtiment fixé à 49 m NGF) prend en compte cette servitude.

2) Désimperméabilisation/arbres plantés/abattus

Des inquiétudes se sont manifestées concernant la désimperméabilisation des parcelles et la sanctuarisation des « zones vertes » du projet.

Des questionnements ont également été posés sur le nombre d'arbres plantés et abattus et sur la raison de la suppression du recul de 40 m existant au PLU actuel de la commune de Lattes sur l'axe Georges Frêche.

Rappelons que l'un des objectifs principaux de cette vaste opération qu'est Ode à la Mer est de réinvestir l'espace existant qui présente aujourd'hui une très forte imperméabilisation, un risque naturel hydraulique, une mono-fonctionnalité et des formes commerciales obsolètes, désuètes et/ou en perte de vitesse.

Cette reconquête urbaine permettra de créer une nouvelle polarité métropolitaine résiliente, apportera une réponse aux enjeux de renaturation indispensables à la réparation d'une artificialisation excessive des sols, pour redonner ses droits à la nature : retrouver et sécuriser les écoulements hydrauliques naturels et les continuités écologiques.

Ainsi, le projet Ode à la Mer prévoit, sur 288 ha aménagés, plus de 50 ha d'espaces naturels préservés ou renaturés. Il faut notamment citer le projet de reconquête, après acquisition et démolition de bâtiments commerciaux existants, d'un corridor écologique et d'écoulement hydraulique (12 Ha) sur la partie sud du secteur du Fenouillet, ainsi que l'acquisition effective dans le cadre de la concession Ode à la Mer et la sanctuarisation d'une réserve naturelle de biodiversité, le Marais de l'Estanel à Lattes (12.5 Ha).

Plus spécifiquement sur le secteur de la déclaration de projet un taux d'espace perméable d'au moins 35% sera recherché à l'échelle du périmètre de l'OAP. Les espaces libres permettront de conserver des espaces collectifs généreux et une part importante d'espaces végétalisés dans les îlots.

Concernant les arbres, aujourd'hui le secteur objet de la présente déclaration de projet, est peu arboré ; la majorité des sujets se situe le long de l'avenue Georges Frêche, sous fond public, et seront conservés. Le recul graphique de 40 mètres existant au PLU de Lattes sera supprimé pour permettre le développement d'une façade urbaine qualitative sur l'avenue Georges Frêche.

Des aménagements paysagers qualitatifs seront réalisés en accompagnement des voiries selon les profils établis permettant la transformation des fossés des routes de Boirargues et Figuières « en noues paysagères ».

Le corridor paysager jouxtant le sud du périmètre sera également conforté.

3) La répartition des logements sociaux

Des inquiétudes ont été exprimées par rapport à la répartition future des logements sociaux sur le secteur de projet. Les habitants souhaiteraient que cette répartition soit harmonieuse et répartie sur l'ensemble des futurs bâtiments du secteur de projet plutôt que sur certains immeubles seulement.

Dans un premier temps, le projet envisagé propose une mixité fonctionnelle appuyée sur la station de tram Boirargues.

Au nord de cette avenue, axe structurant du projet, sur l'îlot situé entre l'avenue Georges-Frêche et l'avenue des Platanes, il s'agira de créer une première tranche du pôle d'activités, de services, de recherches et d'emplois dédié à l'autonomie des personnes au travers du Pôle Autonomie Santé. En accompagnement et complémentarité, sur ce même secteur, la réalisation de résidences de logements familiaux et d'hébergements, de commerces de proximité et services permettra de créer un pôle de vie multifonctionnel, multigénérationnel et vivant. Sur cet îlot, il est programmé la réalisation d'environ 40 000 m² de surface de plancher, soit environ 650 logements.

Dans un second temps, les secteurs Solis et Soriech seront réinvestis avec une programmation mixte sur le secteur du Solis et majoritairement résidentielle sur le secteur du Soriech sud. Des linéaires commerciaux seront aménagés en rez-de-chaussée, le long de l'Avenue Georges Frêche et des autres

voies structurantes (RD189 notamment). Le quartier résidentiel et d'activités du Solis constituera à la fois un lieu de vie et d'échanges.

Sur ces secteurs, environ 163 000 m² de surface de plancher sont programmés en faveur d'un quartier à forte mixité fonctionnelle (logements et commerces) permettant la construction d'environ 2 700 logements. Cette programmation permettra d'assurer une mixité sociale à l'échelle des 3 secteurs, conformément aux objectifs du Programme Local de l'Habitat de la Métropole car :

- Au moins 33% des logements en nombre et au moins 25% de la surface de plancher seront des logements locatifs sociaux ;
- Une part minimale de 20 % de logements en accession abordable sera également développée.

Les logements sociaux et en accession abordable seront répartis sur les ilots et les secteurs de projet présentés ci-dessus.

4) Les répercussions sur le trafic routier

Des inquiétudes ont été énoncées sur l'impact automobile sur ce secteur considéré par ses habitants comme déjà encombré. Le fait de rajouter des logements et des équipements génère des appréhensions en terme de circulation et de stationnement. Les habitants souhaiteraient, en plus de l'arrêt de tramway supplémentaire programmé au Mas Rouge, une augmentation des capacités des routes et des accès directs de l'ilot des Platanes à l'avenue Georges-Frêche afin de limiter l'engorgement.

Le secteur de projet est traversé par la RM189 qui connaît effectivement, à certaines heures, des points de congestion de circulation sur un axe Est-Ouest plus large.

Il est rappelé que la Métropole souhaite développer les mobilités durables dans le cadre du projet Ode à la Mer. De manière générale, il s'agira de proposer une alternative au « tout voiture » actuel par un système efficace et incitatif d'intermodalité entre tramway et vélo.

Le tramway représentera l'artère centrale du projet, autour de laquelle le projet urbain viendra s'articuler. L'urbanisation en extension de certains sites s'accompagnera aussi de la création de nouvelles stations de tramway (Mas Rouge et Hauts de Lattes).

Afin de faciliter et d'initier les déplacements à pieds ou à vélo, un réseau de voies adaptées aux mobilités douces sera progressivement mis en place. Sur les axes de mobilités structurants « est/ouest » (ex : Avenue de Figuières) et « nord/sud » (ex : chemin de Soriech) des pistes cyclables et des trottoirs seront aménagés afin de favoriser les mobilités douces. Ceux-ci desserviront notamment les stations de tramway, les espaces de loisirs aux abords de la Lironde, le centre historique de Lattes, le quartier de la Gare TGV, ... et favoriseront l'émergence de la ville des courtes distances.

5) Protection de la zone humide de l'Estanel

Une association a transmis ses observations concernant l'enjeu écologique fort du Marais de l'Estanel et a demandé à ce que le corridor écologique figurant sur le projet d'Orientation d'Aménagement et de Programmation soit conforté par une zone non constructible au PLU modifié. Elle souhaiterait également qu'une zone non constructible soit intégrée à l'emplacement de l'ancien camping à l'Est du marais de l'Estanel.

Concernant le corridor écologique, l'orientation d'aménagement et de programmation proposée prévoit la création d'une trame paysagère entre l'espace boisé du parc du Mas de Soriech et le marais de l'Estanel. Il s'agira de reconstituer une trame végétale au travers notamment de la plantation d'arbres de haute tige et de noues paysagères en accompagnement des espaces publics viaires et de leurs abords.

Sur la demande de classement en zone non constructible des parcelles situées sous le corridor paysager, il convient de préciser que ce secteur est hors périmètre d'intervention de la déclaration de projet. Aucune modification de zonage ne peut donc être réalisée dans le cadre de cette DP.

Sur la demande de classement en zone non constructible de l'est du Marais, ce secteur est également hors périmètre d'intervention de la déclaration de projet. Aucune modification de zonage ne peut

donc être réalisée dans le cadre de cette DP. La zone AU0 présentée par l'association figure dans le PLU de Lattes actuellement en vigueur.

6) Equipements publics (station d'épuration, réseau pluvial, espaces verts...)

Les contributions reçues font état d'un manque de lisibilité du projet par rapport aux équipements publics générés par le projet. Des inquiétudes sur la construction des écoles et des équipements publics en général se sont faites exprimer, soulignant que si les équipements ne sont pas prévus, la ville du quart d'heure ne pourra pas être réalisée et les déplacements automobiles seront inévitables.

Des contributions posent également des questions relatives aux futurs espaces verts du projet et souhaitent obtenir la garantie que ceux-ci ne seront pas des cours d'immeubles fermées et inaccessibles au public.

Une personne s'inquiète du risque inondation, par remontée de nappe notamment.

Enfin, une question est posée sur la capacité de la station Maera à gérer tous les effluents du projet.

L'opération Ode à la Mer a été inscrite au SCoT de 2006 et au SCoT de 2019. Elle porte une vraie ambition urbaine : celle d'engager la mutation de ce secteur monofonctionnel vers un urbanisme mixte, compact et intense. L'opération d'aménagement permettra à terme l'accueil d'environ 6 000 à 8 000 habitants. Cela transformera un espace commercial et professionnel vers un espace de vie mixant emploi et habitat.

Le règlement, le zonage et l'OAP envisagés dans le cadre de la DP traduisent cette ambition car ils permettent la construction de logements, de commerces, d'activités, d'équipement publics de superstructure, etc...

La mise au point de la programmation des équipements publics est en cours dans le cadre de la concession d'aménagement dont la SA3M est le concessionnaire. Ce programme répondra aux besoins futurs des usagers de la ZAC. Sont d'ores et déjà à l'étude le renforcement des réseaux permettant de desservir les nouvelles constructions (adduction en eau potable et en eau brute, défense extérieure contre l'incendie, traitement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, adduction en énergie électrique, mobilités,...) Plus globalement, l'aménagement d'espaces publics paysagers et végétalisés en accompagnement de l'opération sont aussi à l'étude, tout comme la construction de classes de maternelles et de primaires ainsi que d'autres équipements publics de superstructure.

Concernant les éventuelles remontées de nappe, les études préalables n'ont, pour l'instant, pas identifié ce sujet sur le périmètre de la présente Déclaration de Projet. Sur le risque inondation, la DP prend en considération les études relatives au schéma directeur hydraulique du Nègue Cats, respecte le Plan de Prévention des Risques Inondations de Lattes et intègre le risque inondation par ruissellement via une modélisation en 2 dimensions.

Au sujet de la capacité de la station d'épuration Maera à gérer les effluents du projet, il faut savoir que la collecte et le traitement des eaux sont des enjeux de service public. Maera est la station qui dessert la majorité des communes de la Métropole, de par sa capacité, son dimensionnement et son système d'assainissement des plus modernes. C'est un équipement adapté et sophistiqué pour traiter les eaux usées et les rejeter dans les milieux naturels à un niveau d'épuration supérieur à 95%.

Cependant, aujourd'hui la station est à saturation. Elle présente des dysfonctionnements, des problèmes ponctuels de nuisances et il a, en effet, été observé des dépassements de charge hydraulique et organique en temps de pluie. Ainsi, certains événements pluvieux entraînent des déversements d'eaux usées brutes ou partiellement traitées au Lez.

Des travaux pour améliorer la gestion des effluents en temps de pluie en augmentant la capacité de traitement et d'évacuation de la station afin de protéger le milieu naturel sont prévus et démarreront au deuxième semestre 2023. L'objectif de la modernisation de Maera est de tendre vers le « zéro nuisance », pour l'environnement immédiat du site, pour protéger le cadre de vie des riverains.

Les travaux de requalification et de restructuration de la filière de traitement seront l'occasion d'adapter la capacité nominale de la station mais aussi de répondre aux besoins du territoire. Il est estimé à l'horizon 2040-2050, que la population raccordée à la station Maera atteindra 624 091 habitants. Les documents d'urbanisme supérieurs (SRADDT, SCoT, PLUi en cours d'élaboration laissent présager une croissance continue du territoire de l'ordre de 1% soit un nombre total

d'habitants compris entre 570 000 et 590 000 en 2040. Ces chiffres prennent bien évidemment en compte le nombre d'habitants supplémentaires sur le périmètre de l'opération Ode à la Mer. A cet horizon, la station sera suffisamment dimensionnée pour prendre en compte l'augmentation de la population et des activités sur les périmètres raccordés à la station.

Bilan de la concertation

A l'issue de la concertation au titre des dispositions de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme, le bilan doit être arrêté par délibération du Conseil de Métropole.

Ce bilan sera joint au dossier d'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Lattes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205988-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Secteur du Grand Mail - Ville de Montpellier - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Situé au nord-ouest de Montpellier, bordé au nord par la Commune de Grabels, et à l'ouest par la Commune de Juvignac, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 60. Il accueille à ce jour environ 30 000 habitants répartis dans 9000 logements principalement en copropriétés. Il a bénéficié entre 2007 et 2013 du premier Programme National de Renouvellement Urbain tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. La partie sud du quartier de la Mosson semble être le secteur à avoir tiré le moins parti des évolutions du quartier. Les interventions n'ont pas suffi à inverser structurellement les dynamiques de paupérisation du quartier. Pour poursuivre les efforts entrepris lors de la première opération de renouvellement urbain, le quartier a été inscrit en 2014 sur la liste des 236 projets d'intérêt national du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

Par délibération n°M2021-104 en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires locaux et nationaux le 23 juillet 2021.

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Le projet de requalification du secteur du Grand Mail, s'inscrit dans le cadre global du projet de renouvellement urbain, dont les enjeux prioritaires sont :

- L'éducation ;
- La mixité sociale ;
- La diversification socio-économique et l'attractivité du quartier ;
- La qualité du cadre de vie et de l'environnement ;
- La relation aux habitants et la mobilisation des forces vives du quartier, pour que chacun devienne acteur de la transformation urbaine.

Le Grand Mail coupe physiquement le quartier d'est en ouest. Dans un environnement complexe de grands ensembles résidentiels peu sécurisant, les accès piétons sont peu visibles. En effet, long de 630 mètres et situé en surplomb des voiries voisines, il complexifie les différents usages entre les logements et les polarités urbaines (commerces, services, parc, ...). Ainsi, les commerces situés sur la dalle du Grand Mail fonctionnent difficilement par rapport à ceux situés au niveau de la rue, plus visibles et accessibles. De même, les parkings situés sous la dalle sont en mauvais état et très peu fréquentés, voire pour certains condamnés depuis de nombreuses années.

Les objectifs fondateurs du projet se structurent autour des grands principes suivants :

- Requalifier les avenues de Louisville et de Barcelone et offrir des lieux d'usage dans les poches d'espaces publics le long des avenues et de la rue de Leyde ;
- Créer une place centrale, la Place Paillade, permettant de mailler le quartier d'est en ouest, de relier les équipements publics et faciliter les parcours piétons au niveau du sol ;
- Requalifier l'espace public en podium nord en offrant des usages plus ouverts en liaison avec le marché, les écoles, les commerces et les jardins partagés ;
- Requalifier les espaces sur dalle en îlots de fraîcheur et pérenniser la gestion des podiums ;
- Offrir des usages résidentiels sur la dalle au sud ;
- Redescendre les usages publics au niveau de la rue et du terrain naturel ;
- Adresser les entrées piétonnes des résidences au niveau des rues ;
- Restructurer les parkings du Grand Mail pour les rendre attractifs et sécurisés.

Ainsi, l'objectif sur le secteur Grand Mail est d'améliorer la qualité de vie des habitants au quotidien en requalifiant les espaces publics, en adressant l'habitat existant au niveau des rues, en maillant les espaces résidentiels par de nouvelles voies publiques, en facilitant les cheminements piétons, et en requalifiant le patrimoine bâti.

Le projet de renouvellement urbain du secteur du Grand Mail porte sur une superficie d'environ 9 hectares et concerne notamment les parcelles cadastrées LR 3, LR 262, LR 296, LR 293, LR 294, LR 295, LR 8, LR 12, LR 15, LR 133, LR 134, LR 48, LR 33, LR 34, LR 79, LR 81, LR 271, LR 7, LR 68, LR 72 incluant tout ou partie des copropriétés Hortus, Espérou, Pic Saint Loup, Font del Rey, Barcelone 2000, Plein Ciel dont 351 logements doivent être démolis ainsi que les parcelles cadastrées LR 4, LR 13, LR 67, LR 70, LR 73, LR 78, LR 80, LR 84, LR 92, LR 98, LR 100, LR 121, LR 122, LR 125, LR 128, LR 130, LR 268, LR 273, LR 275, LR 277, LR 278, LR 279, LR 319, LR 321, LR 325 propriétés de la Ville de Montpellier et LR 263, LR 264, LR 269, LR 292, LR 336, propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par convention du 25 février 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPF) l'acquisition des copropriétés Espérou et Pic Saint-Loup qui doivent faire l'objet d'une opération spécifique du NPNRU portant « recyclage des copropriétés dégradées » compte tenu de leur très mauvais état aboutissant à une démolition des deux copropriétés.

Compte tenu de la structure foncière complexe des propriétés sur lesquelles repose le projet urbain, l'acquisition amiable de l'ensemble des propriétés correspondant au périmètre retenu n'apparaît pas envisageable. Il est aujourd'hui proposé d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et de cessibilité aux fins de maîtrise foncière complète du périmètre.

La SA3M, concessionnaire de la Métropole, ayant notamment pour mission d'assurer par tous moyens, la maîtrise foncière des propriétés nécessaires à la réalisation du projet de renouvellement urbain, il est proposé qu'elle soit bénéficiaire de la DUP et mène l'ensemble des procédures en vue de la réalisation des acquisitions par voie d'expropriation si nécessaire, hors du périmètre sur lequel la Métropole a contractualisé avec l'EPF. En effet, la Métropole souhaiterait que l'EPF poursuive sa mission sur ces deux copropriétés et soit bénéficiaire de la DUP et mène l'ensemble des procédures en vue de la réalisation des acquisitions par voie d'expropriation si nécessaire. Cependant, ce périmètre fera l'objet d'un dossier d'enquête parcellaire complémentaire qui sera approuvé ultérieurement.

Cette opération étant susceptible d'affecter l'environnement, l'enquête publique préalable à la DUP et l'enquête parcellaire conjointe, s'inscrivent notamment dans le cadre des dispositions des articles L.1 et L.110-1 du Code de l'expropriation et L.123-1 et suivants du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions du Code de l'expropriation et du Code de l'environnement, le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique comporte la notice explicative, le plan de situation, le plan périmétrique de DUP, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants, l'appréciation sommaire des dépenses, le cadre juridique et administratif de la procédure, le résumé non technique de l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et le bilan de concertation. Le dossier d'enquête parcellaire est composé d'un plan parcellaire réguliers des terrains et bâtiments concernés ainsi qu'un état parcellaire indiquant la liste des propriétaires concernés, conformément à l'article R131-3 du Code de l'expropriation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique dont les bénéficiaires sont la SA3M et l'EPF ;
- D'approuver le dossier d'enquête parcellaire portant sur le périmètre d'intervention de la SA3M, en vue de l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des biens nécessaires à l'opération de renouvellement urbain du secteur du Grand Mail situé dans le quartier de la Mosson à Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault :
 - . De prescrire l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire ;
 - . De déclarer l'utilité publique de l'opération et la cessibilité des parcelles et des droits réels immobiliers au profit de la SA3M et de l'EPF, tels qu'ils figurent sur le plan parcellaire et l'état parcellaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à saisir le juge de l'expropriation auprès du Tribunal judiciaire en vue de la fixation des indemnités dues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 21 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis ESG Grand Mail 30 aout 2022 (2).pdf
- notice Grand Mail version au 15 sept 2022.pdf
- DELIBERATION N°MD2022-388.pdf
- DOSSIER TAMPONNE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Parc 2000 2eme extension - Garantie d'emprunt à la SA3M - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Située sur la Commune de Montpellier dans le prolongement des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc 2000 et parc 2000 extension, la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension a été créée par délibération du Conseil du 21 avril 2011. A la suite de la délibération du 29 septembre 2011, la SA3M est désormais titulaire d'une concession d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CARC) de la ZAC Parc 2000 2^{ème} Extension sur l'année 2020, qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil de Métropole en date du 2 décembre 2021, prévoit un bilan de concession équilibré à 7 552 000 € HT en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation prévisionnel du concédant s'élève désormais à 588 866 €, dont 188 866 € ont été versés en 2014, 400 000 € restent à verser jusqu'en 2023.

Par ailleurs, ce CRAC prévoit un emprunt total de 4 000 000 € dont 2 500 000 € ont déjà été emprunté par la SA3M. Tel que prévu par le CRAC afin de garantir l'équilibre financier de l'opération, la SA3M. souhaite contracter un emprunt supplémentaire de 2 000 000 €.

A la suite d'une consultation lancée par la SA3M., cet emprunt est envisagé auprès de la Caisse d'Epargne selon les modalités suivantes :

- Capital : 2 000 000 € ;
- Durée totale : 36 mois maximum ;
- Taux fixe : 0.68% ;
- Pas de différé d'amortissement ;
- Amortissement linéaire ;
- Echéances trimestrielles ;
- Pas de frais de dossier ;
- Garantie à hauteur de 80% de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Remboursement anticipé : indemnité actuarielle.

Les taux proposés sont conditionnés par une garantie d'emprunts de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% soit 1 600 000 €. Dans l'hypothèse où la SA3M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 80 % de l'emprunt de 2 000 000 euros sollicité par la S.A.3.M. auprès de la Caisse d'Epargne, soit un montant garanti de 1 600 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 30 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203551-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Proposition de financement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Prades-le-Lez - Renonciation à acquérir - Droit de délaissement - Emplacement réservé n°28b du Plan Local d'Urbanisme grevant la parcelle cadastrée AO 48 propriété de la Ville de Prades-Le-Lez - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Ville de Prades-le-Lez a acquis récemment la parcelle cadastrée AO 48 située 201 rue de la Ducque pour construire un relais d'assistantes maternelles. Cette parcelle fait l'objet en partie d'un emplacement réservé (ER) n°28b au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Prades-le-Lez afin de permettre l'élargissement du parking des Mélias contigu, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par courrier du 15 juillet 2022 et conformément aux dispositions des articles L 152-2 et L 230-1 du Code de l'urbanisme, la Ville de Prades-le-Lez a mis en demeure la Métropole d'acquérir l'emprise concernée par cet emplacement réservé sur sa parcelle cadastrée AO 48.

Les travaux du parking ayant été réalisés et ne nécessitant pas d'emprise complémentaire, il est proposé de renoncer à l'acquisition de l'emprise concernée sur la parcelle cadastrée AO 48, objet de la mise en demeure de la Ville de Prades-le-Lez.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De renoncer à l'acquisition de l'emprise de la parcelle cadastrée AO 48, située 201 rue de la Ducque sur la Commune de Prades-le-Lez, appartenant à la Ville de Prades-le-Lez, concernée par l'emplacement réservé n°28b inscrit au PLU de la Commune,
- De prendre acte que la renonciation d'acquérir emporte inopposabilité définitive de l'emplacement réservé n°28 b du PLU de Prades-le-Lez relatif à « l'élargissement du parking des Mélias », sur la parcelle cadastrée AO 48,
- D'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205370-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- visuel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Saint Georges d'Orques - Instauration du droit de préemption urbain (DPU) et du droit de préemption urbain renforcé sur la zone du Mijoulan - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de Métropole a créé une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le site de Naussargues – Bel Air d'une surface de 486 hectares, située sur les Communes de Juvignac et Saint Georges d'Orques, dans l'attente de la définition d'un projet d'Eco Techno Pôle à dominante économique, souhaité sur l'entrée Ouest de la Métropole. La ZAD, créée pour une durée de 6 années, est arrivée à expiration le 13 juillet 2022.

Après analyses et études portant sur la faune et la flore, il a été constaté que ce secteur était doté d'une qualité environnementale à préserver et qu'aucun développement urbain n'était souhaitable sur le plateau Naussargues Bel Air. Au contraire, un travail sur la préservation du site en développant des actions environnementales et/ou agricoles visant à préserver cette richesse naturelle existante au service du territoire est lancé.

Cependant, le périmètre de la ZAD portait également sur la zone urbaine existante que sont la zone d'activités du Mijoulan et la résidence « *l'Orée de Montpellier* ». Ces deux sites présentent également des enjeux pour la Métropole et la Commune de Saint Georges d'Orques.

La zone d'activités du Mijoulan comporte 210 établissements domiciliés, générant 300 à 450 emplois, avec un tissu dominé par les activités artisanales et largement composé de TPME de moins de 10 salariés. Une réflexion est en cours sur la requalification de ce parc d'activités (notamment voirie et réseaux, traitement de la façade sur la RN 119) pour permettre l'émergence de nouvelles potentialités liées à la densification des unités foncières et déterminer les interfaces à l'Est et à l'Ouest de la zone, entre le parc d'activités et les espaces naturels.

La résidence « *l'Orée de Montpellier* », ensemble immobilier construit entre 2006 et 2008 comme résidence de tourisme et étudiants, se compose de 17 bâtiments sur une emprise de plus de 8 hectares, soit 376 logements. La situation de cette copropriété s'est dégradée, la mettant en difficulté financière et technique. Des études sont en cours et des actions mises en places pour résorber la situation. Sur le fondement de l'article L.302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, un arrêté préfectoral de carence a été pris le 18 décembre 2020 pour la Commune de Saint Georges d'Orques. L'Etat et l'Etablissement Public Foncier (EPF) Occitanie interviennent, en matière de droit de préemption urbain, directement sur la Commune au titre d'une « *convention opérationnelle – Arrêté de carence* » approuvée par le Conseil de Métropole le 28 juillet 2021 et signée par les parties le 21 janvier 2022. La résidence « *l'Orée de Montpellier* », zone de logements, est comprise dans ce champ d'intervention.

Sur ces deux zones, un nouvel outil d'action foncière doit être mis en place afin de pouvoir procéder aux acquisitions foncières nécessaires à la réalisation des projets.

Les communes dotées d'un plan d'occupation des sols rendu public ou d'un plan local d'urbanisme approuvé peuvent, par délibération, instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par ce plan, lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé ou de périmètre provisoire de zone d'aménagement différé sur ces territoires. Or conformément à l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public à fiscalité propre, est compétent pour instaurer le droit de préemption urbain au titre de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Le droit de préemption urbain est exercé en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme. Ces actions ou opérations

ont pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels. Il peut être également exercé pour constituer des réserves foncières, en vue de permettre la réalisation des opérations et actions d'aménagement énumérées ci-dessus.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Georges d'Orques classe en zone urbaine UE la zone d'activités du Mijoulan et la résidence « *L'Orée de Montpellier* ». Le droit de préemption urbain, prévu par l'article L.211-1 et suivants du Code de l'urbanisme, peut donc être instauré sur ces deux secteurs. Il est donc proposé de procéder à son instauration à la suite de la ZAD de Naussargues - Bel Air dont le droit de préemption associé est désormais caduque. Ce droit sera renforcé, comme le permet l'article L.211-4 pour être étendu notamment aux aliénations des locaux en copropriété, aux cessions de parts sociales, aux immeubles bâtis datant de moins de 4 ans.

La résidence « *L'Orée de Montpellier* » est régie par le statut de la copropriété depuis plus de 10 ans, toute action sur cet ensemble nécessitera l'acquisition de lots de copropriété. S'agissant de la zone d'activités du Mijoulan une application du droit de préemption urbain renforcé est tout autant nécessaire, cette zone voyant des structures à usage d'activités se scinder en copropriété, se transformer tout ou partie en logement en petite copropriété et les entreprises étant susceptibles de procéder à des cessions d'actions ou de parts sociales.

Il est donc proposé également d'instaurer un droit de préemption urbain renforcé sur le périmètre qui couvre la zone d'activités du Mijoulan (zone UEa du PLU) et de la résidence « *L'Orée de Montpellier* » (zone UEb du PLU). La Métropole sera titulaire du droit de préemption sur ces secteurs. S'agissant de la résidence de « *L'Orée de Montpellier* », l'Etat sera de fait titulaire du droit de préemption au titre des articles L.302-9-1 du Code de la construction et L.210-1 du Code de l'urbanisme et de l'arrêté de carence préfectoral pris en 2020, pour la durée de la période de carence. Une fois cette période révolue, le titulaire du droit de préemption urbain sera à nouveau la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'instauration du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le périmètre portant sur la zone d'activités du Mijoulan et la résidence « *L'Orée de Montpellier* » ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-195734-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan instuaration DPU & DPUR _ MIJOULAN _ ST GEORGES.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Projet de Parc d'Activités Économiques (PAE) Jules Rimet - Commune de Sussargues - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU - Concertation au titre du code de l'urbanisme - Bilan de la concertation - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le projet de parc d'activités économiques (PAE) Jules-Rimet est situé au Nord-Est du territoire de la Métropole, et plus précisément à l'entrée Sud de la commune de Sussargues. Ce futur PAE d'environ 4 hectares est envisagé sur deux îlots distincts situés de part et d'autre de l'actuel complexe sportif Jules-Rimet (stades de football). A terme, ce projet proposera une offre immobilière de qualité, accessible et flexible (locaux de tailles modulables, petites surfaces ...) pour des activités productives et artisanales.

La faisabilité de ce projet nécessite l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Sussargues. C'est la raison pour laquelle, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU a été engagée. Conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, les procédures de mise en compatibilité de PLU soumises à évaluation environnementale comme dans le cas présent, font l'objet d'une concertation associant, les habitants, les associations locales et les acteurs concernés par ce projet.

Par délibération du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021, les objectifs poursuivis et les modalités de cette concertation avec le public ont été définis. Pour rappel, les objectifs poursuivis durant cette phase étaient :

- De porter à la connaissance du public le périmètre de l'opération tel qu'il résulte de la prise en compte des sensibilités environnementales du secteur ;
- D'informer le public des enjeux de ce projet à l'échelle de la commune ;
- De présenter au public le projet et les adaptations du PLU nécessaires à sa faisabilité ;
- De recueillir les observations du public et l'inviter à faire part de ses propositions

Les modalités de concertation mises en place ont consisté :

- En l'insertion d'un avis par voie dématérialisée sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la commune de Sussargues (www.ville-sussargues.fr), informant notamment le public de la durée de cette concertation ;
- En l'insertion de trois avis dans les éditions du journal Midi libre du 02 mars 2022 (avis de concertation) du 15 avril 2022 (avis de prolongation de concertation) et du 07 juillet 2022 (avis de clôture de concertation) ;
- En une réunion publique (dont le compte-rendu est annexé à la présente délibération) qui s'est déroulée le vendredi 29 avril 2022 à 18h30 à la salle polyvalente du foyer rural de Sussargues ;
- En la mise à disposition de 2 exemplaires du dossier de concertation aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, le premier à l'Hôtel de Métropole et le second à la Mairie de Sussargues. Ce dossier était composé du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU au format papier et d'un registre de concertation permettant de recueillir les observations et propositions du public ;
- En la mise à disposition d'une version dématérialisée du dossier de concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/concertation) et celui de la commune de Sussargues (www.ville-sussargues.fr) ;
- En la mise à disposition d'une adresse mail destinée à recevoir les observations et contributions du public par voie électronique (sussargues.concertation.PAERimet@montpellier3m.fr) ;
- En la possibilité laisser au public d'adresser ses observations par voie postale à l'adresse suivante : Montpellier Méditerranée Métropole - 50, place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2.

La durée initiale de cette phase de concertation était de 36 jours, et devait se dérouler du lundi 28 mars 2022

au lundi 02 mai 2022, mais elle a dû être prolongée jusqu'au 08 août 2022 en raison de la nécessité de réaliser une étude de risque feu de forêt sur le site du projet suite à la parution de la nouvelle carte départementale d'aléa feu de forêt. Cette étude a donc été réalisée en cours de concertation et a été jointe au dossier de concertation et mise à disposition du public le 1^{er} juillet 2022.

Outre une remarque, non hostile au projet, mais déplorant la disparition de foncier initialement destiné à des activités sportives qui aurait pu accueillir une halle des sports, aucun participant à la réunion publique du 29 avril 2022 n'a manifesté d'opposition à la réalisation de ce projet très attendu à l'échelle communale. Néanmoins, les demandes des participants ont notamment porté sur les points suivants :

- L'impact du projet de PAE sur la circulation et la sécurisation des accès sur la RM54 :

Plusieurs participants font état de la dangerosité de la circulation sur la RM54, en raison de la vitesse excessive pratiquée, de l'incivilité mais aussi de dysfonctionnements dans la configuration de l'accès existant au stade (carrefour à feu). Il est demandé le réaménagement de l'accès existant, ainsi que la mise en place de dispositifs de régularisation de la vitesse.

Par ailleurs, un participant fait état de l'encombrement de la RM54 aux heures de pointe, sur le carrefour de la route de Sommières (RM610) et fait part de sa crainte que le PAE accentue ce phénomène. Il demande à ce qu'un aménagement soit réalisé à l'intersection de la RM54 et de la RM610.

Réponse :

Une étude de mobilité a été réalisée dans le cadre du projet de PAE, qui a évalué les flux générés par ce dernier. Les résultats de modélisation ont montré que le surcroît de trafic est faible du fait de la petite taille du projet et de la répartition en deux accès Nord et Sud, et ne sera pas de nature à saturer la RM 54.

L'étude a permis par ailleurs de qualifier le danger et de proposer les aménagements les plus adaptés aux accès du PAE sur la RM54. Ces aménagements veilleront à la sécurisation des carrefours (plateaux surélevés, amélioration du carrefour à feu du stade). Ils permettront de réduire la vitesse et participeront à sécuriser le linéaire. Les dispositifs adéquats choisis seront précisés dans l'AVP suite aux compléments d'études.

Madame le Maire précise qu'un ralentissement et un panneau de priorité à droite seront aménagés au niveau du hameau des Garrigues Basses pour sécuriser l'accès sur la RM54.

Montpellier Méditerranée Métropole étudiera la question de l'aménagement du carrefour RM54/RM610, mais il dépasse la question du Projet de PAE et concernera davantage l'opération d'aménagement à caractère d'habitat (les Capitelles) située plus au nord.

- Le stationnement :

L'utilisation mutualisée du parking du stade de football avec le futur village d'entreprises artisanales et de services (VEAS) au sud pose question. Le président du club de football craint que les utilisateurs du stade ne puissent plus disposer de places le soir ou le mercredi après-midi.

Réponse :

Montpellier Méditerranée Métropole a fait réaliser une étude de stationnement qui montre la non saturation du parking en cas d'utilisation mutualisée. La mutualisation du stationnement vise à optimiser l'occupation du sol en vue de préserver l'espace.

- Types d'entreprises accueillies, densité et modalités de sélection :

Les entrepreneurs présents souhaitent connaître le type d'entreprises autorisées.

Réponse :

Tous les types d'entreprises artisanales sont admis. Mais, en raison de l'offre mise à disposition, ce seront des entreprises de taille modeste qui seront intéressées, des TPE, et de l'artisanat local intervenant plutôt sur un marché de proximité.

Les commerces de vente de détail ne sont pas autorisés. Les restaurants n'y auront pas leur place, en vue de favoriser leur présence dans les centres villageois. Cependant, un traiteur peut s'y implanter car il s'agit bien d'une activité de production (sans vente sur place).

- Y a-t-il un minimum de densité à respecter pour les lots à bâtir ?

Réponse :

La densité est établie à l'échelle du PAE. Il y aura une certaine densité, avec un panel d'offres variées pour répondre aux différents besoins.

- Est-ce qu'une priorité sera accordée aux Sussarguois ? Quel est le processus mis en place pour retenir une entreprise ?

Réponse :

Un des objectifs du projet est de répondre à une demande locale et de réduire les déplacements domicile/travail. Mais d'autres critères seront étudiés : location, petite taille de locaux, capacité de faire, création d'emploi et/ou de valeur utile au territoire ou pour l'environnement, la viabilité de l'établissement, etc.

- Coût et date de commercialisation des terrains :

Réponse :

Le coût des terrains à bâtir aménagés sera proposé autour de 95 €/m². Le dépôt des dossiers de demande d'installation pourra se faire fin 2023 auprès de Montpellier Méditerranée Métropole. Une première commercialisation est envisagée en 2023 et 2024 (en fonction des typologies d'offres).

Durant cette concertation prolongée (du 28 mars au 08 août 2022) seules 3 observations ont été émises via l'adresse mail mise à disposition. Deux d'entre elles par des entrepreneurs qui cherchent à implanter leur activité. La troisième émane d'une personne qui s'interroge sur l'impact de ce futur PAE sur les flux de circulation au niveau de l'intersection entre la RM 54 et la RM 610 et à terme sur l'aménagement de ce carrefour.

Le tableau ci-dessous dresse l'ensemble des contributions par dispositifs de concertation :

Registre de concertation mis à disposition à l'hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole	Aucune contribution
Registre de concertation mis à disposition à la Mairie de Sussargues	Aucune contribution
Adresse mail dédiée sussargues.concertation.PAErimet@montpellier3m.fr	3 mails reçus
Adresse postale de Montpellier Méditerranée Métropole	Aucun courrier reçu

Quel que soit le dispositif de concertation mis à disposition du public (registres de concertation, adresse mail, adresse postale, réunion publique) il n'a été enregistré aucune réaction hostile à ce projet de PAE. Par conséquent, cette phase de concertation préalable n'engendre pas d'évolution du projet de mise en compatibilité du PLU de Sussargues, et conforte la nécessité de cette opération d'aménagement à vocation économique dans ce secteur du territoire de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation relative à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Sussargues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204599-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PAE Jules RIMET - MEC- Bilan de concertation - Annexe - VD.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Villeneuve-lès-Maguelone - Dispense d'évaluation environnementale - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a été approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 29 mars 2013. Le document a fait l'objet de plusieurs procédures de mise à jour, d'une mise en compatibilité et d'une modification simplifiée. Il fait aujourd'hui l'objet d'une première procédure de modification soumise à enquête publique afin d'adapter la servitude de mixité sociale et l'article 13 du règlement écrit relatif à la compensation des arbres coupés.

Dans ce cadre et conformément aux dispositions des articles R.104-33 et -34 du Code de l'urbanisme, la personne responsable de la procédure (PPR), Montpellier Méditerranée Métropole a transmis, à la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe), un dossier dit de « *cas par cas* ».

Considérant le caractère mineur de la modification et considérant que ce projet de modification vise également à préserver l'ambiance végétale, la MRAe, par décision n°2022DK0189 du 22 août 2022, a conclu à l'absence d'incidences notables sur l'environnement et a dispensé d'évaluation environnementale la modification n°1 du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De ne pas soumettre à évaluation environnementale le projet de modification n°1 du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone conformément à la décision de la MRAe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203129-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Convention de financement de la gare nouvelle de Nîmes Pont du Gard - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Après la mise en service du Contournement de Nîmes et Montpellier (CNM) en décembre 2017 pour le trafic fret puis en juillet 2018 pour les voyageurs avec l'ouverture de la gare Montpellier Sud de France, la Gare Nîmes Pont du Gard (NPDG) a été inaugurée en décembre 2019, achevant la réalisation du CNM. Cette gare nouvelle présente la particularité d'être positionnée au croisement du CNM et de la ligne historique Tarascon – Sète. Elle offre donc une desserte par les Trains à Grande Vitesse (TGV) empruntant le CNM (gare haute) et une desserte par les Trains Express Régionaux (TER) et Intercités (IC) circulant sur l'axe Nîmes-Tarascon (gare basse).

Cependant, la correspondance entre les trains TER liant les deux gares et les TGV desservant Nîmes Pont du Gard n'est pas satisfaisante. En effet, il a été observé un temps d'attente supérieur à 30 minutes pour plus de 60 % des interconnexions TER-TGV. De ce fait, les partenaires historiques du projet (Etat, Région, Département du Gard, Nîmes Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole) souhaitent engager des études visant à identifier les pistes d'amélioration de la qualité des correspondances à Nîmes Pont-du-Gard.

Un avenant doit ainsi être apporté à la convention de financement et de réalisation de la gare nouvelle de Nîmes-Pont-du-Gard car ces études n'étaient pas incluses dans le programme initial et, d'autre part, depuis la Loi d'Orientation des Mobilités, SNCF Réseau ne peut plus contribuer au financement d'investissements de développement du réseau ferré national (en application des dispositions du Code des transports et notamment son article L.2111-10-1).

En conséquence, le programme initial et la répartition des financements doivent être modifiés.

Le présent avenant a pour objet de permettre l'engagement de 4 études complémentaires :

- Etude de l'amélioration de la signalisation comprenant deux volets (gare basse et gare haute) avec l'estimation des coûts et l'identification des gains envisageables sur la qualité de la desserte en correspondance entre Nîmes Pont du Gard et Nîmes-centre ;
- Etude d'exploitation visant à identifier les aménagements d'infrastructures susceptibles d'améliorer la qualité des correspondances entre les TGV et les TER Nîmes-centre <=> Nîmes Pont du Gard, dont notamment la réalisation d'une troisième voie à quai à la gare de Nîmes Pont du Gard, ainsi qu'une estimation de leurs coûts ;
- Etude de trafic visant à déterminer la zone de chalandise de la gare NPDG afin d'identifier les besoins et enjeux de correspondances TER/TGV à NPDG ;
- Enquête en gare afin d'affiner les données d'entrées de l'étude de trafic.

Toute décision prise sur la correspondance, à Nîmes Pont du Gard, entre le réseau TER et le réseau TGV a notamment une incidence sur le service de la ligne entre Nîmes et Béziers, et en particulier la régularité du cadencement en gare Saint-Roch. Ainsi, il est opportun que Montpellier Méditerranée Métropole continue à s'investir dans les études préparant des futurs choix pour l'exploitation du doublet de ligne.

Le projet « gare » a été achevé et a laissé apparaître une économie de l'ordre de 14,65 millions d'euros aux conditions économiques de juillet 2011. Avec l'accord de l'ensemble des partenaires, le reliquat subsistant va permettre de financer les études précitées.

Le délai prévisionnel de réalisation de ces études complémentaires est estimé à 12 mois et le besoin de financement est évalué à 1 M€ HT courants dont 15 800 € courants de la part de la Métropole, soit 1,58% de l'enveloppe totale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 de la convention de financement et de réalisation de la gare nouvelle de Nîmes Manduel (rebaptisé Nîmes Pont du Gard) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204655-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Réseau Express Métropolitain (REM) de Montpellier - Étude d'exploitation - Convention financière - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En 2018, dans la perspective de mise en service du Contournement ferroviaire de Nîmes-Montpellier, de ses gares nouvelles et de la réalisation de la phase 1 Montpellier-Béziers de la LNMP (Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan), l'État, la Région Occitanie, le Département du Gard, Montpellier Méditerranée Métropole, Nîmes Métropole et SNCF Réseau se sont associés pour que soient menées des études visant à « *l'amélioration du fonctionnement du doublet de lignes entre les nœuds de Nîmes et Montpellier* ».

Grâce à la mise en service de la ligne nouvelle et des deux nouvelles gares, le Service Annuel 2020 a connu un accroissement substantiel de service pour les gares principales (Baillargues, Montpellier, Frontignan et Sète) avec 4 trains par heure en heure de pointe.

Spécifiquement sur l'Aire Urbaine de Montpelliéraine, compte tenu de l'absence d'étoile ferroviaire en service, les partenaires se sont engagés à étudier, en complément de l'optimisation de l'axe ferroviaire existant, les services routiers de transports collectifs structurants à mettre en place pour desservir les quadrants dépourvus d'emprises ferroviaires. Cette démarche a abouti à la conception du schéma directeur de déplacement multimodal de l'étoile montpelliéraine. Cette étoile est composée de 9 branches dont 2 ferroviaires et 7 routières.

Concernant les branches ferroviaires, en direction de Sète, ce schéma directeur a identifié le besoin d'accroître l'offre à court/moyen terme pour rechercher notamment une amélioration de la fréquence de la desserte en heure de pointe du soir sur Villeneuve-lès-Maguelone. A l'horizon de la LNMP, il s'agirait d'évaluer dans quelle mesure cette halte peut être le pendant Ouest du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) très attractif de Baillargues à l'Est de Montpellier.

En direction de Nîmes, quand la phase 1 de la LNMP sera mise en service, le schéma directeur identifie l'opportunité de créer une nouvelle halte (Sablassou) pour assurer une fonction de diffusion des pendulaires dans la partie Est du Cœur de métropole (diffusion en direction du Salaison, d'Euréka, du Millénaire et Antigone par la Bustram 1, diffusion le long de l'ancienne route de Nîmes par la ligne 2 de tramway). Les partenaires notent la nécessité de mettre à jour les anciennes études de faisabilité technique de ce nouvel arrêt et d'évaluer les impacts sur l'exploitation ferroviaire de la ligne; la présente convention s'attachera uniquement à la question de l'exploitation.

Parallèlement à cette étude, la loi d'Orientation des Mobilités du 24 décembre 2019 a créé un dispositif pour enclencher une démarche de Service Express Métropolitain afin d'accroître la part modale du train dans les déplacements du quotidien.

Sur le périmètre d'influence de la Métropole, cette démarche se décline sur l'axe Lunel-Montpellier-Sète, et, plus largement, entre Narbonne et Nîmes. Cette étude sera conduite par SNCF-Réseaux et financée à parts égales entre l'Etat, la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole, le besoin de financement étant évalué à 300 000 € courants HT. La participation de la Métropole l'élève à 33%, soit 100 000 €.

Ainsi, l'objectif de cette étude d'exploitation est d'identifier les différents leviers permettant :

- D'améliorer la robustesse et la régularité de la ligne, de renforcer les heures creuses, d'améliorer le cadencement avant la mise en service de la LNMP ;
- De renforcer l'offre sur Villeneuve-lès-Maguelone à court terme (2025) et à l'horizon LNMP ;
- D'insérer une nouvelle halte à Sablassou à l'horizon LNMP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement de l'étude d'exploitation du Réseau Express Métropolitain (REM) de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204616-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention REM Montpellier.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) de Transport Urbain - Convention pour le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle au Subdélégataire - Retrait de la délibération n°M2022-230 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024. Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1er septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Délégataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Par délibération n°M2022-230 en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°6 au contrat de DSP, visant principalement au versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€ pour le subdélégataire T3M, au titre de l'année 2021. Lors de l'exercice du contrôle de légalité exercé par la Préfecture de l'Hérault, cette dernière a estimé, dans un recours gracieux reçu le 30 juin 2022, que le versement à une indemnité d'imprévision exceptionnelle telle que prévue à l'article L6 3^e du code de la commande *« n'a pas pour finalité de modifier un contrat mais de venir en compensation de la part de déficit liée aux circonstances imprévisibles »*. A ce titre, cette indemnité ne peut donc faire l'objet d'un avenant mais d'une convention. La Préfecture demande donc le retrait de l'avenant n°6 et de la délibération visant à sa signature ainsi que la formalisation du versement d'une indemnité d'imprévision par une convention liée au contrat.

La Métropole prend acte du recours gracieux de la Préfecture de l'Hérault et prend cette présente délibération en réponse, afin de formaliser l'indemnisation du subdélégataire T3M par l'intermédiaire d'une convention liée au contrat sous la forme d'un protocole transactionnel d'indemnisation et non plus de celle d'un avenant.

Il est rappelé que le subdélégataire a subi une baisse de 32% de son chiffre d'affaires en 2021, par rapport à l'année 2019 de référence, soit près de 900 K€ ; par ailleurs, son déficit d'exploitation est estimé à près de 600 K€. La situation nette de la société se trouve ainsi fortement déficitaire et dégradée, en s'affichant à environ -685 K€. Il est ainsi proposé le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€ pour le subdélégataire T3M, au titre de l'année 2021, étant précisé que ce dernier conserve une part

de risque dans la gestion de son exploitation, à hauteur d'environ 23% de son déficit prévisionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De retirer la délibération n°M2022-230 visant à la signature d'un avenant n°6 à la convention de DSP de transport urbain ;
- D'approuver les termes de la convention valant protocole transactionnel 1 visant à formaliser le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€, au bénéfice du subdélégataire T3M et au titre de l'année 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Mathilde BORNE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206918-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DSP transport_version protocole transactionnel.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Attractivité - Cité intelligente - Convention d'obtention de subvention être Montpellier Méditerranée Métropole et la Banque des Territoires pour l'appui à la mise en œuvre de solutions en faveur de l'inclusion numérique des Très Petites Entreprises (TPE) en Quartier Politique de la Ville (QPV) - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Selon une récente étude de la Banque des Territoires, plus de 2 Très Petites Entreprises (TPE) sur 3 seraient encore éloignées du numérique (2,5 millions de TPE), c'est à dire non autonomes sur des usages numériques professionnels essentiels au développement, voire au maintien, de leur activité. Exacerbées par les mesures de confinement des années 2020 et 2021, les inégalités en matière d'accès et d'usages du numérique parmi les TPE françaises s'illustrent désormais comme un enjeu économique, territorial et social de premier ordre. Ces petites structures représentent en effet 96% des entreprises françaises et contribuent à hauteur de 9% du PIB français. L'absence d'accompagnement pourrait créer de réelles ruptures au sein de la société.

Face à ce constat et dans le cadre du plan France Relance, la Banque des Territoires / Caisse des Dépôts et Consignations s'implique aux côtés des collectivités territoriales pour accompagner les TPE éloignées du numérique, et ainsi, renforcer l'attractivité des territoires par le biais d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI).

Montpellier Méditerranée Métropole est l'une des vingt collectivités lauréates de cet AMI qui bénéficient désormais d'un accompagnement méthodologique dans la mise en place de leur stratégie d'inclusion numérique des TPE et l'opérationnalisation de leurs actions s'inscrivant dans ce cadre à l'échelle de leur territoire. La Banque des Territoires a appuyé et animé cette communauté de collectivités et leurs partenaires afin qu'elles puissent solliciter un financement pour concrétiser ou accélérer leurs projets.

Cette action proposée est en lien avec le dispositif public « *Quartiers Productifs* » de la Banque des territoires, dont les 4 priorités sont :

- Le soutien à l'entrepreneuriat ;
- Le développement du commerce et de l'artisanat ;
- L'implantation d'activités productives ;
- La transition numérique.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée depuis plus de 10 ans dans l'intégration du numérique dans ses politiques publiques. La Cité intelligente constitue la stratégie d'innovation numérique, globale, partenariale et multisectorielle du territoire qui concilie les aspects sociaux, environnementaux et économiques. Soucieuse de favoriser la cohésion sociale, Montpellier Méditerranée Métropole, reconnue « *Territoires d'Actions pour un Numérique Inclusif* » (TANI), label du Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, promeut un développement inclusif du numérique : les nouveaux services en ville doivent aussi s'adresser à tous les citoyens et contribuer à répondre aux enjeux sociétaux (autonomie, santé, mobilité, éducation, lien social).

Il s'agit d'élaborer un parcours en faveur de l'autonomie numérique des TPE en Quartier Politique de la Ville (QPV) qui s'inscrit dans la stratégie d'inclusion numérique pilotée par la Métropole et le Centre d'Expérimentation Sociale du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, et qui répond aux objectifs de développement économique en levant les freins identifiés de ces dernières.

Les profils des entrepreneurs ciblés par l'action sont à la croisée des indices de fragilités numériques : ces publics, qui restent encore peu présents dans les lieux d'inclusion numérique du fait des horaires et des services pas suffisamment adaptés au milieu des entreprises, peuvent être considérés comme des publics en difficulté numérique. Encore peu visibles, il est donc nécessaire de les repérer pour les inscrire dans un

parcours visant leur autonomie numérique sur les outils nécessaires à la pérennité de leur entreprise.

Dans cette perspective, le parcours « *Inclusion numérique des TPE* » dédié, souple et agile, personnalisé dédié aux dirigeants de TPE s'appuiera sur :

- Les missions des conseillers numériques outillés d'un parcours PIX adapté à cette cible ;
- Le déploiement de l'action « *Animation numérique de l'entreprise* » de l'association Axents sur les 12 QPV pour accompagner les entreprises sur des besoins sectoriels liés à la transformation numérique du secteur (présence en ligne, création de site Internet, démarches...) ;
- La mobilisation du Tiers lieu Gisèle-Halimi de la Métropole comme un lieu ressources ;
- L'animation du Groupe de travail spécifique à l'inclusion numérique des TPE, qui associera l'association Axents, le GIP PIX, le HUB Rhinocc, l'Université de Montpellier (laboratoire Montpellier Recherche Economie et la Chaire Cit'US), les acteurs du réseau d'inclusion numérique, la Banque des Territoires, les acteurs de l'entrepreneuriat (Boutique de gestion, CCI, Chambre de métiers, AIRDIE), les associations de l'inclusion numérique présentes en QPV (Anim'Aidants 34, ADDOC, AVEC, FACE Hérault, Centre Apaj, Solidarité domtom, Tin Hinan, BVA, CLCV, ADAGES, Jasmin d'Orient, l'Accorderie, Cité citoyenne) financées par la Métropole dans le cadre du Contrat de ville ;
- La mobilisation des acteurs universitaires dans leur rôle pédagogique pour évaluer l'efficacité de ce parcours et apporter un accompagnement sur mesure. Des actions comme « *le pair à pair* » ou la valorisation d'exemples d'entrepreneurs digitalisés sur un territoire, la construction et animation d'une communauté d'entrepreneurs nouvellement digitalisés seront organisées avec la collaboration des étudiants de la Chaire Cit'Us et du laboratoire Montpellier Recherche Economie.

La Caisse des Dépôts versera à la Métropole, une subvention d'un montant maximum total de 40 000 € pour la mise en place de ce parcours. La Convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et s'achèvera au bout d'une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre la Caisse de Dépôts et Consignations et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-201596-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- INTPE_Banque des Territoires convention_Montpellier_vBDT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Attractivité - Cité intelligente - Projet HUT - Observatoire de l'Habitat Urbain en Transition - Convention de partenariat - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la démarche Cité intelligente, est partenaire depuis 2017 du projet HUT « *HUMAN at home project* », plateforme de recherche-action innovante ciblée sur l'interaction d'habitants avec un logement connecté. Ce projet interdisciplinaire rassemble des chercheurs de 13 laboratoires montpelliérains, les deux Universités de Montpellier, l'IMT Mines d'Alès, l'ENSAM, le CNRS, la Maison des Sciences de l'Homme et 6 entreprises.

Ce projet d'envergure nationale a pour objectif d'étudier comment les espaces connectés peuvent contribuer au bien-être de leurs habitants afin d'anticiper les nouveaux usages, d'évaluer le rôle des interfaces homme-machine et d'étudier la gestion et la protection des lacs de données générés par ces espaces. L'essence du projet HUT revient à (re)introduire une réflexion et une expérimentation pluridisciplinaires portées par les Sciences Humaines et Sociales (SHS) dans le développement technologique (IoT, capteurs, applis, etc. toujours plus performants, innovants et sinon « *intelligents* », à tout le moins connectés) : quels usages ? Quels sens et qualité de services sont donnés à ces objets connectés par les usagers ? Quelles dimensions éthique, comportementale, relationnelle et sociétale sont à penser et à diffuser de la conception de ces systèmes à leur application jusqu'à la collecte de données dans un logement connecté ?

Cette première phase du projet HUT va se terminer, un colloque international est prévu en novembre 2022 pour la restitution des travaux de recherche. Une exposition sur les résultats pour le grand public sera alors présentée dans le réseau des médiathèques de la Métropole.

Le projet HUT s'apprête désormais à écrire une nouvelle page, avec le CROUS et le campus de l'IUT de Montpellier avec pour ambition de devenir un observatoire de l'« *Habitat Urbain en Transition* », autour de trois axes de recherche centrés sur :

- Les transitions énergétique et écologique ;
- Les transitions sociale, solidaire et culturelle ;
- Les transitions en santé et qualité de vie.

Dès lors, HUT devient un démonstrateur de la ville durable à l'échelle d'un campus pour apporter des réponses aux enjeux sociaux et sociétaux de réduction de l'empreinte écologique et de garantie d'un niveau de bien-être dans le fait d'habiter (qui intègre au logement toutes les activités au quotidien). HUT est une composante du territoire métropolitain « *laboratoire* » qui expérimente en condition réelle et implique les citoyens.

Les étudiants seront mobilisés à plus grande échelle sur les nouveaux usages dans le logement connecté et sur la santé globale dans un environnement connecté. Ils formeront un panel à la fois « *observateur* » et « *observé* » avec une démarche plus expérimentale de mise en situation pour favoriser les changements de comportement pour s'adapter aux conditions de vie, contribuer à modifier et à engendrer des comportements plus responsables.

De nouveaux laboratoires tels que l'Institut Desbrest d'Épidémiologie et de Santé Publique (IDESP) - Unité Mixte de Recherche INSERM - Université de Montpellier qui accueille des chercheurs et des praticiens de l'INSERM, de l'INRIA, de l'Université de Montpellier, du CHU de Montpellier, de CHU de Nîmes, de l'Institut du Cancer de Montpellier et du Département Universitaire de Médecine Générale de Montpellier, le Laboratoire Physiologie et médecine expérimentale du cœur et des muscles (PhyMedExp), Unité mixte de recherche INSERM, CNRS, Université de Montpellier, le Pôle chimie Balard - CNRS, Université de Montpellier et ENSCM et l'Institut Européen des Membranes - UM, CNRS, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, participeront à ce projet.

Ce projet s'inscrit dès lors résolument dans les orientations de Med Vallée dont les objectifs sont de fédérer les acteurs des différents écosystèmes de la recherche, de l'enseignement supérieur et des entreprises, afin de créer une dynamique innovante, collective et partagée, de manière à faire de la Métropole de Montpellier, un pôle de classe européenne en matière de santé globale.

Tout comme la première phase, HUT sera accompagné par le Comité d'éthique de la recherche de l'université de Montpellier pour favoriser en particulier la prise de conscience de l'importance des principes éthiques et déontologiques face aux questionnements soulevés par les progrès de la science et leurs répercussions sociétales contemporaines.

Afin d'amorcer cette nouvelle phase de HUT, il est proposé de participer financièrement à ce projet à hauteur de 200 000 € sur un budget de 1 500 000 € avec des cofinancements de la Région Occitanie/FEDER, de l'Etat, des entreprises. Ce financement permettra la réalisation de thèses, post-docs et au moins 10 projets de recherche appliquée, le développement du HUT'Lab - espace conception, prototypage et tests-, d'enquêtes sur panel, focus group, etc.

Une convention de partenariat prévoit les modalités de versement du co-financement de la Métropole à hauteur de 200 000 € TTC pour 3 ans, en complément des apports des universités et/ou d'entreprises et du

financement sollicité par l'Université de Montpellier auprès de la Région Occitanie, de l'Europe et de l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Mathilde BORNE, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-201639-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 3M UM HUT 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention de financement entre la Métropole et Occitanie Place Financière - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

A ce jour existaient sur l'Occitanie deux associations regroupant les banques autour d'un objectif d'appui au développement économique des entreprises du territoire : Club Financier Occitanie, Toulouse Place Financière. Mi-2022, les deux associations fusionnent pour devenir Occitanie Place Financière.

La nouvelle structure vise à :

- Favoriser le développement et le rayonnement des activités financières et tertiaires exercées dans la Région Occitanie au profit des acteurs économiques en général, des entreprises en particulier, et plus spécialement des TPE/PME en phase d'essor, de croissance ou de développement ;
- Permettre et faciliter le financement des dites entreprises auprès des acteurs régionaux en s'appuyant sur l'écosystème de la région ;
- Contribuer à élever l'attractivité du territoire au niveau national et international ;
- Réunir les représentants de cette communauté financière et les mobiliser au service des entrepreneurs et investisseurs.

Elle s'ouvre à un profil de membre élargi : en sus des banques, elle mobilise tout acteur du financement proposant des solutions, privés (investisseurs, assureurs, experts...). D'autre part, elle s'ouvre aussi plus largement aux institutionnels participant au développement du territoire (Collectivités, Chambres Consulaires, organismes professionnels).

Sa démarche consistera à :

- Créer et animer un réseau d'experts ;
- Créer un site internet dédié ;
- Elaborer un annuaire régional des acteurs du financement ;
- Organiser des conférences, ateliers ou webinaires thématiques, sur les enjeux et solutions de financement d'une part et sur les sujets d'actualité économique et monétaire d'autre part.

Dans cette perspective, les responsables d'Occitanie Place Financière, Maelle COUVREUX (DAF Groupe GA Smart Building, future Présidente de l'association), Stéphane LETOUCHE (ex Président du Club Financier Occitanie) et Pierre D'AGRAIN (ex Président de Toulouse Place Financière), proposent à Montpellier Méditerranée Métropole de s'associer à la démarche. La Métropole serait membre de l'association et aura un siège au Conseil d'administration. Elle participera également à la construction du programme d'animation.

Un budget annuel de 15K€ de subvention est sollicité auprès de la Métropole pour soutenir l'action de la structure. L'association s'étant créée en milieu d'année, il est proposé de proratiser l'enveloppe et d'autoriser le versement de 7.5K€ pour 2022.

Pour la Métropole, ce projet présente l'opportunité de participer à une dynamique répondant à un triple enjeu

- ⇒ Politique : confirmer l'alliance stratégique avec la Région et équilibrer les forces en ancrant l'initiative sur Montpellier ;
- ⇒ Stratégique : action collective au service du territoire en se positionnant aux côtés des acteurs clés du financement ;
- ⇒ Economique : initiative en phase avec les besoins des entreprises de croissance. Offre en parfaite synergie avec les actions existantes (le salon Transition Invest, Montpellier Capital Risque, Formation Executive Finance 3M/Labex...).

Outre la Région, la Métropole s'engagerait également aux côtés de la Banque de France, Toulouse Métropole, et les Chambres Consulaires (CCIO, CCI31 et CCI34)

« THEMATIQUE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
7891	OCCITANIE PLACE FINANCIERE	001165	Fonctionnement	Convention de partenariat	7 500 €
TOTAL					7500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Occitanie Place Financière ;
- D'autoriser le versement d'une subvention de fonctionnement de 7 500 € à Occitanie Place Financière ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203820-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Financement OPF 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention de partenariat avec la French Tech Méditerranée - Avenant n°1 à la convention de partenariat - Mise à disposition de nouveaux locaux et actualisation du concours financier global - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole intègre au nombre de ses compétences obligatoires le développement économique. Dans ce cadre, elle mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Elle soutient également l'action menée par des associations pour favoriser le développement des entreprises innovantes en subventionnant leurs plans d'actions.

La FRENCH TECH MÉDITERRANÉE est une structure associative, labellisée le 3 avril 2019 Capitale FRENCH TECH, qui s'adresse aux entreprises innovantes du territoire de la Métropole de Montpellier et des territoires voisins.

Conformément à la délibération n°M2022-51, résultant de la séance du 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a approuvé les termes d'une convention de partenariat pour soutenir le fonctionnement et les actions de l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE pour l'année en cours.

En 2019, la candidature de l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE pour la location, dans l'HÔTEL FRENCH TECH de Montpellier, du lot 1.3 de 31,36 m², a été agréée, pour une période de 28 mois, conformément à la décision MD2019-1055. Les effectifs de l'association étaient alors projetés à 2 personnes à horizon 3 ans.

En 2022, pour conforter ses actions et poursuivre leur développement sur le territoire élargi de Montpellier Méditerranée Métropole, l'association a porté ses effectifs à 6 personnes, et, a, dans le même temps, candidaté pour la mise à disposition de locaux supplémentaires. La candidature de l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE pour la location, dans L'HÔTEL FRENCH TECH de Montpellier, du lot 3.2 de 57,12 m², a été agréée, pour une période de 7 mois et 11 jours, conformément à la décision MD2022-698.

Ce nouvel agrément de la candidature de la FRENCH TECH MÉDITERRANÉE dans l'HOTEL FRENCH TECH vient modifier le concours financier global apporté par Montpellier Méditerranée Métropole, en soutien à l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE. En effet, en incluant la quote-part des communs (soit 57,12 m² au global), cette mise à disposition est valorisée à 4 251,55 € HT et HC pour l'année 2022. Il est convenu avec le bénéficiaire que seront facturées sur l'année 2022 uniquement les charges et taxes soit, un total 2 834,37€ HT.

En contrepartie de cette mise à disposition, le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre un programme d'animations dédié qui garantisse la bonne utilisation de l'espace numérique collaboratif selon le calendrier de mise à disposition. Cette mise à disposition se veut transitoire dans l'attente de la disponibilité de la halle de l'innovation où il sera demandé que l'association localise son siège social opérationnel et assure une animation en lien avec ses actions et la stratégie de la Métropole dans la structuration de la filière de l'innovation.

Le présent avenant a, ainsi, pour objet d'actualiser le montant du concours financier global de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2022, initialement inscrit dans la convention de partenariat. Ce concours financier s'élève désormais à 69 251,55€ (65 000€ correspondant à la subvention de fonctionnement versée au bénéficiaire au titre du partenariat 2022, auxquels viennent s'ajouter les 4 251,55 € de valorisation des locaux mis à disposition de l'association au sein de l'HÔTEL FRENCH TECH, sous

réserve de la signature d'une convention d'occupation temporaire établie par la SERM.) Le présent avenant prenant effet à la date de sa signature et s'achevant au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de partenariat établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association FRENCH TECH MÉDITERRANÉE pour l'année 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202113-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant_convention_2022_FTMed_V30062022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2022, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

1 - World Congress of the International Society for the Study of Hypertension in Pregnancy 2022

L'Association de Prévention et d'Etudes des Maladies Moléculaire (APEMM), sous l'autorité de sa Déléguée Générale, Madame Martine LEFEVRE, organise du 29 au 31 août 2022, au Corum, une manifestation intitulée « World Congress of the ISSHP 2022 ».

Ce congrès a pour but de rassembler les professionnels de santé autour de l'hypertension pendant la grossesse. Environ 600 participants dont des professionnels de santé spécialistes de l'hypertension.

Une subvention de 6 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2 - Salon du Tourisme et du Voyage Durable

L'association AFIVAM, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Laure GELMINI, organise du 22 au 25 septembre 2022, sur la Place Royale du Peyrou, une manifestation intitulée « Salon du Tourisme et du Voyage Durable ».

Cette manifestation a pour but de favoriser et d'encourager la pratique du voyage afin de permettre une meilleure compréhension du monde, de sa valeur et des enjeux liés à sa préservation. Des conférences de professionnels du voyage sont prévues et le salon est ouvert au grand public.

Une subvention de 20 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

3 – International Symposium on Cacao Research

Le CIRAD, sous l'autorité de son Directeur Régional Montpellier Occitanie, Monsieur Vincent FABRE-ROUSSEAU, organise du 05 au 09 décembre 2022, au Corum, une manifestation intitulée « International Symposium on Cacao Research ».

Ce congrès favorise les approches multidisciplinaires autour des grands défis de la filière cacao.

Environ 500 participants dont des chercheurs, des producteurs de cacao et des entrepreneurs sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

4 – Les enjeux des jeux

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 13 au 15 décembre 2022, au Corum, une manifestation intitulée « Les enjeux des jeux ».

Ce colloque a pour objectif de réunir pour la première fois les forces des six sociétés savantes qui, en France, regroupent les chercheurs en sciences humaines et sociales (SHS) qui travaillent sur le sport. Environ 700 participants dont des spécialistes de la santé orale et de représentants des différents états membres de l'OMS sont attendus.

Une subvention de 7 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Subventions congrès					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
7252	APEMM	001138	Congrès	World Congress of ISSHP	6 000 €
6669	AFIVAM	001164	Congrès	Salon du Tourisme et du Voyage Durable	20 000 €
6894	CIRAD	001160	Congrès	International Symposium on Cacao Research	5 000 €
6928	Université de Montpellier	001092	Congrès	Les enjeux des jeux	7 000 €
TOTAL					38 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- D'approuver les termes des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204033-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1 - Convention ISSHP - APEMM.docx
- 2 - Convention AFIVAM.docx
- 3 - Convention CIRAD.docx
- 4 - Convention Enjeux des jeux - UM.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Règlement du temps de travail au sein de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2021-385 du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la mise en place d'une nouvelle organisation à un temps de travail annuel de 1607 heures à compter du 1^{er} janvier 2022. Afin de poser un cadre commun et d'harmoniser les règles existantes applicables aux agents de la Ville et de la Métropole, l'organisation du temps de travail a été formalisée dans un règlement.

Le présent règlement définit les règles communes du temps de travail, en application des principes fixés par la réglementation en vigueur :

- Il rappelle les dispositions générales qui s'appliquent conformément au cadre légal ;
- Il précise les modalités d'organisation du temps de travail des personnels de la Ville et de la Métropole visant à assurer le bon fonctionnement des services, tout en garantissant l'équité entre les agents.

L'intégralité des dispositions du présent règlement est applicable de droit aux fonctionnaires et personnels de droit public quel que soit leur temps de travail (temps complet ou non-complet, temps plein ou temps partiel).

Les règles fixées s'appliquent sans préjudice des évolutions législatives et réglementaires applicables à la Fonction Publique Territoriale.

Le présent règlement a été soumis à l'avis du Comité Technique du 23 septembre 2022.

Il pourra être complété par des notes de service internes et modifié, autant que de besoin pour suivre l'évolution réglementaire ainsi que les nécessités de service.

Toute modification ultérieure ou tout retrait sera soumis à l'accord préalable et à la validation du Comité Technique et de l'assemblée délibérante.

Pour certains métiers et/ou cycles de travail spécifiques, il pourra être décliné dans des règlements internes selon les besoins de chaque pôle, notamment en ce qui concerne le travail en équipe, les horaires décalés, les modalités de départ en congés ou toute autre modalité jugée utile pour assurer la continuité du service public.

Par ailleurs, le présent règlement vient modifier la délibération n° M2020-486 portant réforme des congés bonifiés. Pour bénéficier de congés bonifiés, l'agent devra remplir cinq critères cumulatifs dont deux principaux (au lieu de trois) dans la liste des critères énoncés du présent règlement et la délibération susvisée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter le règlement du temps de travail commun aux agents de la Ville et de la Métropole ;
- D'approuver la modification de la délibération n° M2020-486 portant réforme des congés bonifiés telle que décrite ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205326-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement mutualisé du temps de travail Ville et Métropole.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modifications des conventions de services communs - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Aux côtés du Directeur Général des Services et des Directeurs Généraux Délégués, les pôles seront les garants de la mise en œuvre des politiques publiques, des objectifs et du délai de réalisation.

Afin de porter de façon transversale les enjeux d'égalités, de cohésion sociale, il convient de créer un service commun de direction du Pôle des solidarités auquel il est proposé d'associer le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier. Dans ce service commun tripartite entre la Ville, le CCAS et la Métropole, il est proposé que le directeur du Pôle solidarité exerce également la fonction de directeur général du CCAS

La convention de services communs précise les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville la Métropole et le CCAS. Cette convention a fait l'objet d'un avis des comités techniques en date du 23 septembre 2022 pour la Ville et du 22 septembre 2022 pour la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création d'un service commun de direction du Pôle des solidarités entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204745-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Pôle Solidarité V CCAS 3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Projet d'animation sociale et culturelle - Convention de collaboration volontaire - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité améliorer l'environnement du village de transition par la conduite d'un projet socioculturel réunissant les familles accueillies, ainsi que les riverains. L'ambition est de « *mettre en art* », le Pont de la Rauze (situé à proximité) dans le cadre d'ateliers participatifs sur la période allant du 4 octobre au 17 décembre 2022.

La mise en œuvre de ce projet a été confiée au Pôle culture et patrimoine de la Métropole en liaison avec le Service Communal d'Hygiène et de Santé, ainsi que l'association gestionnaire du site. Il s'appuiera, notamment, sur la conduite d'ateliers d'initiation au *street art* en direction des enfants, des jeunes et des adultes.

L'intégration bénévole d'un artiste volontaire a été programmée sur la période allant du 12 novembre au 17 décembre 2022. Celui-ci apportera sa contribution au projet dans le prolongement de son déploiement dans le cadre d'une mesure de Travail d'intérêt général (TIG) accompagné par les Services pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault.

Cette inclusion suppose la signature d'une convention de collaboration volontaire et s'intègre dans la stratégie locale prévention de la délinquance et de la récidive.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de l'intégration de ce volontaire souhaitant apporter une contribution au projet artistique mis en place sur le Pont de La Rauze ;
- D'approuver les termes de la convention de collaboration volontaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206212-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Collaboration Volontaire.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

1. Créations de poste : 19 postes permanents et 2 non permanents (CDD Projet)

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les 21 postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe :

- 1 poste qui relève de projets engagés et liés à la nouvelle mandature : Responsable de l'unité économie circulaire, référent éco-consommation et réemploi ;
- 4 postes financées ou qui génèrent des recettes : 1 poste subventionné par l'Etat, 1 payé par la Régie des Eaux et 2 postes réservés pour des agents déjà dans la Collectivité ;
- 1 poste permettant de doter les directions de moyens supplémentaires : un poste d'infirmier pour un agent qui était déjà en renfort ;
- 8 postes qui découlent de la réorganisation du pôle solidarités et 4 de la réorganisation du pôle sports (transfert de la Ville).
- 2 postes en CDD Projet de gestionnaire technique du patrimoine pour répondre au besoin d'installer et de changer un volume plus important de mobilier de collecte des déchets et de propreté urbaine nettoiement constituant un pic d'activité pour les deux prochaines années.
- 1 poste de chargé de projets Espaces publics

2. Réajustements de poste pour mise en conformité grade/emploi : 6

Les 6 emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

3. Transformations de postes : 18

Les 18 emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

4. Suppressions de poste : 2

Les 2 emplois supprimés, après avis du Comité Technique du 23 septembre 2022, sont mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe :

- o 1 contrat de projet qui évolue en poste permanent ;
- o 1 suppression d'un poste mis à disposition suite à un départ à la retraite.

5. Ouvertures de postes aux agents non titulaires : 1

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter un agent non titulaire sur un poste permanent, sur le fondement de l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 5** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des suppressions de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204517-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE1 V4 créations Conseil 221004.pdf
- ANNEXE 2 Mise en conformité Conseil 221004.pdf
- ANNEXE 3 V2 transformation Conseil 221004.pdf
- ANNEXE 4 Suppressions Conseil 221004.pdf
- ANNEXE 5 Confirmation Conseil 221004.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services.

L'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée.

Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans la collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. D'autre part, il permet de tisser des liens durables avec les centres de formation sur des métiers et compétences recherchées par la collectivité. L'apprentissage est ainsi un formidable levier pour anticiper des besoins de recrutement ou des apports réguliers d'innovation, tout en répondant à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes. Enfin, il permet d'envisager au terme de leur formation, une intégration dans les effectifs de la Métropole, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

Il est proposé en complément des délibérations du 31 mai 2022 et du 26 juillet 2022 de créer deux postes supplémentaires pour obtenir un total de 26 nouveaux contrats d'apprentissage, afin d'accueillir d'une part, un nouvel apprenti doté de qualifications en ingénierie sociale pour le Conseil de Développement et d'autre part, un apprenti préparant une formation d'éducateur spécialisé pour le service de gestion des aires d'accueil.

Il est également proposé d'augmenter d'un an la durée de 4 contrats d'apprentissage déjà créés, pour répondre aux organismes de formation qui demandent une durée de contrat identique à la durée de la formation. Ces 4 apprentis vont préparer une formation qui durent 2 ans.

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité. Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le recours au contrat d'apprentissage ;
- D'approuver les termes des contrats d'apprentissage correspondant ;
- D'approuver les modifications des contrats d'apprentissage déjà créés ;
- D'approuver les termes des conventions avec les centres de formation d'apprentis ;
- D'approuver les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204538-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CERFA_APPRENTISSAGE_2022.pdf
- convention vierge.pdf
- ANNEXE VF2 Apprentis Conseil 221004.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Extension des astreintes d'exploitation dans le cadre de la mutualisation de la Direction des Relations institutionnelles et de l'Événementiel - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale « *L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés* ».

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a instauré un dispositif d'astreinte d'exploitation pour les chauffeurs par délibération n°2016/269 du 22/06/2016, pour les maîtres d'hôtel, par délibération n°V2017/240 du 20/07/2017 et pour les agents du service production, par délibération n°V2017/241 du 20/07/2017. De même, la Métropole a prévu la possibilité d'avoir recours à des astreintes pour les agents du service du protocole, par délibération n°M2018-239 du 31/05/2018.

Au regard de la mutualisation de la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel (DRIEV), il est proposé d'étendre ces astreintes aux agents mutualisés de Montpellier Méditerranée Métropole qui seront affectés au sein de cette direction et amenés à intervenir à la fois pour la Ville de Montpellier et la Métropole.

- Concernant les chauffeurs : l'organisation de travail du service prévoit que les agents seront amenés à effectuer des astreintes dans le cadre de leur mission. Les agents sont mobilisables lors de déplacements justifiés par l'exercice de leurs fonctions des élus de la Ville de Montpellier et de la Métropole et de personnalités accueillies, la semaine et les week-end. Les cadres d'emplois concernés sont les adjoints techniques, les agents de maîtrise et les techniciens. Cette astreinte est organisée du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00 et en dehors des heures d'ouverture du service.
- Concernant les maîtres d'hôtel et les cuisiniers : l'astreinte sera organisée de façon hebdomadaire en couvrant la semaine et le week-end du lundi au lundi. Les cadres d'emplois concernés sont les adjoints techniques et administratifs et agents de maîtrise. Cette astreinte est organisée du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00 et en dehors des heures d'ouverture du service.
- Concernant le service Manifestations et Coordination événementielle : il s'agit des interventions faisant suite à des événements non programmés dans le planning d'activités sur demande du Cabinet du Maire ou d'événements de sécurité civile qui entraînent une activation du plan communal de sauvegarde (PCS). Elles seront organisées de façon hebdomadaire en couvrant la semaine et le week-end, du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00. Les cadres d'emploi concernés sont les adjoints administratifs, adjoints techniques, les agents de maîtrises et les techniciens du service Manifestations & Coordination événementielle.
- La délibération n°M2018-239 du Conseil de Métropole du 31 mai 2018 a instauré un dispositif d'astreintes pour le service du Protocole. Dans le cadre de la mutualisation précitée, ce dispositif est étendu à l'ensemble des agents mutualisés du service Accueil, Réceptions et Domaines de la DRIEV, toutes fonctions confondues. Cette astreinte est organisée du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00 et en dehors des heures d'ouverture du service, en soutien d'événements programmés ou dans le cadre de sollicitations non programmées, liées à des événements contextuels.

Les périodes d'astreinte couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable en semaine et week-end et se limiteront à la période nécessaire en dehors des heures d'ouvertures du service pour gérer ces événements.

Les modalités d'indemnisation et de compensation de ces astreintes d'exploitation et d'éventuelles interventions afférentes ont été fixées par la délibération n°13520 du 16 décembre 2015 relative au régime des astreintes applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole. Les montants seront automatiquement réévalués en fonction des textes réglementaires en vigueur.

Les flux financiers entre la Ville de Montpellier et la Métropole sont régis par les conventions de service communs.

Le Comité technique a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modalités de mise en œuvre des astreintes d'exploitation telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206299-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les Métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités.

Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable.

La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNES	PROJETS	FONDS D'EQUIPEMENT RETENUS
MONTPELLIER	Déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques	200 000 €
PRADES-LE-LEZ	Construction d'un relais petite enfance	150 000 €
VILLENEUVE-LES-MAGUELONE	Rénovation et réhabilitation de l'école Jean-Jacques Rousseau	200 000 €
TOTAL		550 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus, sous réserve de signature d'une convention de versement ;
- D'approuver les termes des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres de la Métropole concernées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204892-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FEC CONVENTION.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC) - Répartition 2022 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) a été mis en place en 2012. Il institue le principe d'une péréquation horizontale entre collectivités et groupements d'une même catégorie et s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres.

D'un montant national de 150 M € en 2012, ce fonds a été porté à 360 M € en 2013, 570 M € en 2014, 780 M € en 2015 et à 1 milliard d'euros en 2016 et 2017. La loi de finances pour 2018 entérine définitivement ce niveau qui n'atteindra donc pas les 2 % des recettes fiscales du bloc local initialement prévus. Ses ressources sont prélevées sur les collectivités et groupements dont le potentiel financier agrégé par habitant dépasse un certain seuil. Elles sont redistribuées entre les ensembles intercommunaux selon des critères de richesse (potentiel financier agrégé et revenu moyen par habitant) et d'effort fiscal.

Au vu de ces éléments, l'ensemble intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses communes membres est bénéficiaire de ce fonds. Le montant qui lui est alloué en 2022 s'élève à 14 190 549 €, en augmentation de 3,6 % par rapport à 2021.

Dans le cadre du droit commun, la répartition est effectuée d'une part, entre l'EPCI et les communes membres en fonction du Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF), et d'autre part, entre les communes membres en fonction de l'insuffisance de potentiel financier par habitant et de la population de chaque commune.

Total FPIC 2022	14 190 549 €
Part Métropole	8 019 562 €
Part des Communes	6 170 987 €
<i>Baillargues</i>	<i>100 735 €</i>
<i>Beaulieu</i>	<i>30 763 €</i>
<i>Castelnau-le-Lez</i>	<i>271 484 €</i>
<i>Castries</i>	<i>76 702 €</i>
<i>Clapiers</i>	<i>67 352 €</i>
<i>Cournonsec</i>	<i>45 745 €</i>
<i>Cournonterral</i>	<i>86 278 €</i>
<i>Le Crès</i>	<i>113 775 €</i>
<i>Fabrègues</i>	<i>85 716 €</i>
<i>Grabels</i>	<i>111 934 €</i>
<i>Jacou</i>	<i>91 636 €</i>
<i>Juvignac</i>	<i>145 379 €</i>
<i>Lattes</i>	<i>195 673 €</i>
<i>Lavérune</i>	<i>33 020 €</i>
<i>Montaud</i>	<i>14 302 €</i>
<i>Montferrier-sur-Lez</i>	<i>46 085 €</i>
<i>Montpellier</i>	<i>3 769 911 €</i>
<i>Murviel-lès-Montpellier</i>	<i>25 161 €</i>
<i>Pérols</i>	<i>103 398 €</i>

<i>Pignan</i>	<i>103 505 €</i>
<i>Prades-le-Lez</i>	<i>75 407 €</i>
<i>Restinclières</i>	<i>31 874 €</i>
<i>Saint-Brès</i>	<i>43 598 €</i>
<i>Saint-Drézéry</i>	<i>35 653 €</i>
<i>Saint Geniès des Mourgues</i>	<i>26 441 €</i>
<i>Saint Georges d'Orques</i>	<i>67 021 €</i>
<i>Saint Jean de Védas</i>	<i>116 451 €</i>
<i>Saussan</i>	<i>22 044 €</i>
<i>Sussargues</i>	<i>37 706 €</i>
<i>Vendargues</i>	<i>57 700 €</i>
<i>Villeneuve-lès-Maguelone</i>	<i>138 538 €</i>

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la répartition de droit commun du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) pour 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-195232-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale TaM - Cession de titres de participation au bénéfice de la Ville de Pérols - Approbation - Modification d'un représentant

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont actionnaires de la Société Publique Locale (SPL) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions soit 125 € par action. Elles détiennent respectivement 68.92 % et 31.08 % du capital, et occupent respectivement 5 et 2 postes (dont la Présidence) sur 7 au sein du conseil d'administration de la société.

La SPL TaM exerce plusieurs activités : gestion des transports urbains, gestion des stationnements en ouvrages et du stationnement sur voirie, réalisation de mandats de maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de mobilité, activités en propre et gestion d'un CFA.

Une SPL dispose d'un actionnariat exclusivement public, dont au moins deux collectivités locales ou groupements de collectivités territoriales ; elle ne peut exercer ses activités qu'au seul bénéfice de ses actionnaires, selon leurs propres compétences et sur leur unique territoire.

La Ville de Pérols a émis le souhait d'entrer au capital de la SPL TAM ; par ailleurs elle projette de lui confier prochainement un contrat de stationnement.

Les actions de la société ne peuvent être cédées qu'à des collectivités territoriales ou à des établissements publics de coopération intercommunale ayant un intérêt direct à la réalisation de l'objet social de la société.

Dans ce cadre, il est proposé au conseil de procéder à la cession de 100 actions au prix de 125€ par action (valeur nominale), pour une valeur globale de 12 500€, au profit de la Ville de Pérols. En effet compte tenu de la situation économique actualisée de la société, la transaction à la valeur nominale peut être opérée.

Cette disposition est également soumise à l'approbation du Conseil municipal de Pérols en date du 29 septembre 2022, ainsi qu'à l'agrément du prochain Conseil d'Administration de la SPL TaM.

Ces mouvements de titres n'impactent pas le montant du capital social qui s'élève toujours à 4 286 000 €, soit 34 288 actions d'une valeur nominale de 125€. Par ailleurs il n'y a pas lieu de modifier les statuts de la société.

La nouvelle répartition des sièges proportionnelle au capital détenu est opérée comme suit :

Actionnaire représenté au sein du Conseil d'Administration	Nombre de titres	Valeur en €	% détenu par les actionnaires en AG	Nombre de sièges au CA
Montpellier Métropole	23 532	2 941 500	68.63%	5
Ville de Montpellier	10 656	1 332 000	31.08%	2
Ville de Pérols	100	12 500	0.29%	1
TOTAL	34 288	4 286 000	100%	8

Cette nouvelle répartition des sièges au sein du Conseil d'administration de la société, nécessite la désignation d'un nouveau représentant de Montpellier Méditerranée Métropole, en remplacement de Monsieur Jean-Pierre RICO.

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Jean-Luc SAVY. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président propose à l'Assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la cession des 100 actions à 125 € chacune soit 12 500 € ;
- De porter le nombre de parts détenu par Montpellier Méditerranée Métropole dans la SPL TaM, à hauteur de 23 532 actions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration de la SPL TaM en remplacement de Monsieur Jean-Pierre RICO et de l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- De décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Mathilde BORNE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Coralie MANTION, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205597-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Apurement des régies 2022 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Chaque opération menée par les régisseurs de Montpellier Méditerranée Métropole fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du Comptable public.

Au cours de l'année 2022, les régies des Aires d'Accueil des Gens du Voyage et des Terrains Familiaux de Pignan ont fait l'objet d'un vol dans les locaux de la Métropole. Dès lors qu'un déficit est causé par un vol, le régisseur doit déposer plainte. Le régisseur des deux régies concernées a suivi cette procédure.

Un accord de sursis de paiement a été notifié au régisseur, conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

Par la suite, Montpellier Méditerranée Métropole a été destinataire de la demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par le régisseur. La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur et une remise gracieuse des sommes mises à la charge du régisseur peut être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil de Métropole est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. La Direction Départementale des Finances Publiques statuera ensuite sur celles-ci.

A la suite de la réunion relative à l'apurement des régies du 7 juillet dernier, en présence des services du Comptable Public, il est proposé de bien vouloir donner un avis favorable aux demandes de remise totale détaillées ci-dessous :

Régie	Régisseur	Montant du déficit	Date du constat du déficit par le Comptable Public	Avis du Comptable Public
Aires d'Accueil et de Grands Passages des Gens du Voyage	M. GUTIERREZ	8 161.83 €	11 mars 2022	Avis favorable à une remise gracieuse totale
Terrains familiaux de Pignan	M. GUTIERREZ	1 473.50 €	11 mars 2022	Avis favorable à une remise gracieuse totale

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'accorder au régisseur cité ci-dessus la remise gracieuse totale ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-201721-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
Conférence de l'entente du golfe d'Aigues Mortes	Serge DESSEIGNE (titulaire) Véronique NEGRET (suppléante)
Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM)	Jean-Luc SAVY (AG) Sébastien COTE (CA) En remplacement de Julie FRÊCHE (CA et AG)

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Sébastien COTE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Véronique NEGRET, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204749-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'eau potable et de l'eau brute - Exercice 2021

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

EAU POTABLE

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009. La compétence eau potable est assurée selon le principe de représentation substitution sur 18 des 31 communes et en régie sur les 13 autres, soit 402 613 habitants (Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone).

L'article L. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI, ici la Métropole) doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement à l'assemblée délibérante. Celui-ci doit être mis à la disposition du public à la Métropole et dans les communes. Parallèlement, un exemplaire doit être adressé par le Président au Préfet pour information (articles L.2225-5 et D.2224-5 du CGCT).

En terme d'organisation du service, par délibération en date du 7 mai 2014, la Métropole a adopté le principe d'une gestion en régie de son service public de l'eau potable sur les treize communes et de son service de l'eau brute pour l'ensemble du territoire métropolitain et ce à compter du 1^{er} janvier 2016. La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme d'une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 24 membres, 16 membres issus du Conseil de Métropole, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, 2 personnalités qualifiées et 2 représentants du personnel, tous à voix délibérative.

Les relations entre la Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ont été définies par une convention d'objectifs qui fixe les missions de chacune des parties, organise le suivi de l'activité de la Régie, définit les enjeux et les objectifs à atteindre par le service. Cette dernière a été renouvelée pour une durée de deux ans par délibération en date du 29 mars 2021, qui a permis d'ajuster les objectifs assignés à la Régie et redéfinir les indicateurs nécessaires.

L'eau potable de la Régie des Eaux provient de 7 captages en service dont le principal est la Source du Lez. La fourniture en eau potable est assurée par près de 1 356 kms de réseaux d'adduction et de distribution, 30 réservoirs d'une capacité totale de 113 800 m³, et une station de traitement d'eau potable en service d'une capacité de 2000 l/s, pour 82 456 abonnés.

La ressource principale est la source du Lez, pour un débit de prélèvement autorisé de 1700 l/s qui alimente l'usine de clarification et de traitement François-Arago à Montpellier. En complément de la source du Lez, lors de la période d'été, l'eau du canal BRL peut être distribuée après traitement sur la même station François-Arago, adaptée en conséquence.

Les Communes de Montpellier, Juvignac et Prades-le-Lez sont exclusivement alimentées par la source du Lez. Les Communes de Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone sont alimentées par la source du Lez pour partie et des captages pour le reste. Seuls des forages locaux alimentent les Communes de Saint-Brès et Sussargues. Pour les Communes de Lattes et Pérols, l'alimentation est assurée par l'eau du Bas-Rhône Languedoc traitée par l'usine de potabilisation de Vauguières, dont la gestion relève de Pays de l'Or Agglomération.

La tarification au 1^{er} janvier 2021 est identique à celle votée en décembre 2015 par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à la convention d'objectifs la liant la Métropole, qui fixe la stabilité tarifaire sur cinq années. Le tarif fixé par la Régie se décompose comme suit :

- Une partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, de 9 € HT pour un compteur de 20 mm ou moins ;

- Une partie proportionnelle dont le montant est fixé à 1 € HT pour la tranche inférieure ou égale à une consommation de 120 m³ par an et à 1,123 € HT pour la tranche supérieure à 120 m³ par an.

Au global, sur l'année 2021, 31,3 millions de m³ d'eau potable ont été produits, soit une diminution de 4,3% par rapport à 2020, 3,3 millions de m³ achetés (-15% par rapport à 2020). Les volumes consommés représentent 25,5 millions de m³ tout usage confondu (abonnés, eau de services tel que purges, nettoyage des réservoirs..., et volume consommés sans comptage notamment pour les bornes incendie, l'arrosage public...), soit une diminution de 2,3% par rapport à 2020.

Un appel à projets de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse lancé en 2015 a été une opportunité de s'associer à l'ALEC pour mettre en place un programme « économie d'eau ».

L'ensemble des actions menées dans ce cadre ont permis de contribuer auprès des particuliers, des écoles, et des communes à faire baisser les consommations en eau : 18 communes adhérentes qui ont baissé de près de 14% leurs consommations en eau.

Un budget de 18 millions € a été consacré aux travaux. Cela concerne principalement des travaux :

- Sur les réservoirs : 7 ont été réhabilités ces dernières années, 5 autres réhabilitations sont à l'étude et la construction de 3 nouveaux réservoirs est envisagé pour sécuriser les alimentations en eau potable de Prades Le Lez, Montferrier sur Lez et Le Crès ;
- Sur les réseaux et branchements : 5 901 ml ont été repris ainsi que 357 branchements contribuant ainsi à l'amélioration des rendements des réseaux ;
- Sur les ouvrages structurants, majeurs et essentiels, les travaux de renforcement prévues au schéma directeur se poursuivent et certains ont été menés à leur terme permettant d'améliorer de façon significative le service apporté :
 - o Le renforcement de l'étage 105, sécurisant l'alimentation de la commune de Grabels et du Nord de Montpellier, soit 6,7 M€ se sont achevés en février 2021 avec la mise en service de la une station de pompage sur le site de Montmaur de 640 l/s → 710 l/s (horizon 2040). Un bouclage complémentaire renforçant les réseaux du secteur sera réalisé en 2023 pour finaliser la sécurisation ;
 - o Une nouvelle unité de traitement d'eau potable de 750l/s à partir de l'eau brute de BRL sur le site de VALEDEAU à l'Est de Montpellier va venir secourir et renforcer l'usine F.ARAGO, rte de Mende. D'un coût de 27 M€, le marché de travaux a été notifié le 05/08/2021 à un groupement d'entreprises dont DEGREMONT est le mandataire. Les études de conception ont démarré en 2021 et s'achèveront en 2022 avec un démarrage des travaux prévu mi-2022. Les études réglementaires et environnementales ont été menées parallèlement sur l'année 2021. La mise en service prévisionnelle est programmée pour début 2024 ;
 - o Le renforcement et la sécurisation de l'alimentation en eau potable de la commune de St Brès, soit 1,7M€, est en cours avec la réalisation d'un piquage sur les réseaux d'alimentation en eau potable du SMGC, permettant le transfert d'eau depuis Baillargues vers les réservoirs existants de la commune de St Brès, avec la création d'une unité de surpression (de 150 à 200 m3/h) à l'emplacement des stockages existants et le renforcement d'un réseau de distribution en sortie de surpresseur ;
 - o Le renouvellement et renforcement des 2 plus gros feeders d'eau potable, route de Mende en diamètre 1300 et 1000 dans le cadre des travaux connexes au tramway ligne 5 permettant de rénover des canalisations majeures essentielles dans le système d'alimentation en eau potable de la commune de Montpellier.

Progressivement, la Régie des Eaux améliore sa connaissance de son patrimoine et conforte ses données sur les linéaires de réseaux, nombre et linéaire de branchement.

En 2021, le linéaire de réseaux inspectés au titre de la recherche de fuite est de 632 km, le nombre de réparations de fuite a été de 402 interventions. Le rendement s'améliore et passe à 84,7%.

EAU BRUTE

En application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence "Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc" dite "Eau Brute" de plein droit en lieu et place des communes membres. Le patrimoine du service public de l'eau brute de la Métropole se situe sur quatre sites distincts, en milieu urbain. Ces réseaux ont pour objet l'arrosage d'espaces verts publics ou privés afin de préserver les ressources locales destinées à l'alimentation en eau potable locale.

Au global, sur l'année 2021, les volumes consommés représentent 251 059 m³ tout usage confondu (eau brute à usage divers, petits consommateurs, agricole, appoint incendie), soit une évolution de - 6,44 % par rapport à 2020.

L'accès à la ressource en eau brute représente un enjeu fort pour l'agriculture dans un contexte d'adaptation au changement climatique, de gestion économe des ressources en eau et de développement de l'agro-écologie.

Dans ce contexte, la Métropole a lancé fin novembre 2019 un nouveau schéma directeur de desserte en eau brute agricole pour réactualiser les besoins actuels et futurs et expertiser l'ensemble des solutions de desserte : renforcement et extension de réseaux hydrauliques, réutilisation d'eaux usées traitées, réutilisation de forages AEP abandonnés, retenues collinaires, etc.

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Madame Michelle CASSAR, qui s'est réunie le 27 septembre 2022, conformément à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute ;
- D'autoriser sa transmission à toutes les communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204216-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RPQS eau potable et eau brute 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement - Exercice 2021

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil de Métropole, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement. Ce dernier doit par ailleurs, respecter les exigences fixées par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

Le RPQS de l'assainissement a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Madame Michelle CASSAR, qui s'est réunie le 27 septembre 2022, conformément à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, les délégataires produisent avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, les rapports des délégataires relatifs aux DSP de l'assainissement citées ci-après portant sur l'année 2021 ont fait l'objet :

- D'une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michelle CASSAR, en date du 27 septembre 2022 ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN, en date du 19 septembre 2022.

En 2021, le service public de l'assainissement concerne 1500 km de réseaux d'eaux usées, 223 postes de refoulement et 13 stations de traitement des eaux usées. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 575 434 Equivalents-Habitants ; ce qui représente 34,8 millions de m³ traités. Le territoire compte près de 123 889 abonnés. Le réseau collectif d'assainissement dessert plus de 99,5% de la population de la Métropole.

Concernant les travaux conduits par la Métropole, ils portent sur le renouvellement du patrimoine, sur les extensions des réseaux nécessaires à l'évolution de l'urbanisation, mais aussi sur les ouvrages (stations et poste de refoulement).

Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Murviel-les-Montpellier ont démarré en 2019 et se sont achevés en 2021 par la mise en service d'une 2^{ème} file de traitement, la 1^{ère} ayant été mise en service en 2020. D'une capacité de 3 000 EH, le nouvel ouvrage remplace l'ancienne STEU et s'implante en lieu et place des lagunes. Pour un montant d'investissement de 1,7 M€ HT, cet ouvrage s'organise autour d'une filière de traitement par lits plantés de roseaux et permet de traiter la pollution carbonée, azotée ainsi que le phosphore.

Les travaux d'amélioration du fonctionnement de la station de traitement des eaux usées de Pignan-Saussan-Fabregues ont été réalisés en 2021 pour un montant de 1 000 000 € HT. Ces travaux concernaient différentes étapes de la filière de traitement (prétraitements, réception des matières extérieures, traitement tertiaire, traitement de l'air) et ont permis de fiabiliser le fonctionnement de la station et de limiter les nuisances olfactives.

Pour l'exercice 2021, le montant des travaux réalisés sur les réseaux s'élève à 9,2 M€ HT et les principales

opérations menées ont été des travaux de renouvellement de 6,4 kms de réseaux (8,2 M€ HT) et travaux de d'extension de réseau (1M€ HT).

Concernant la station d'épuration (STEP) MAERA, l'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale au titre du code de l'environnement concernant le projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées Maera a été délivré le 14 avril 2020. Cet arrêté autorise Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre l'exploitation du système d'assainissement Maera et à réaliser les travaux de modernisation de la station de traitement des eaux usées.

La procédure de consultation relative au projet de modernisation a démarré en 2021 et se poursuivra en 2022. Elle vise, dans le cadre d'un Marché Global de Performances (MGP), à choisir un groupement d'entreprises qui sera en charge de la conception et de la réalisation des travaux ainsi que de l'exploitation de la station.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2020 à 61,5 millions d'euros TTC, dont 42,4 millions d'euros de dépenses d'investissement et 19,1 millions d'euros de dépenses de fonctionnement.

En terme d'organisation du service, l'exploitation est déléguée depuis le 1^{er} janvier 2015, sur la totalité des 31 communs membres, dans le cadre de 3 contrats de délégation de service public d'une durée de 7 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021 :

- Contrat d'affermage pour le traitement des eaux usées par la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest (AQUALTER).

Les contrats d'affermage conclus avec VEOLIA EAU ont été prolongés jusqu'au 31/12/2022.

Concernant les comptes annuels de résultat d'exploitation (CARE) communiqués dans les rapports annuels des délégataires 2021, les principaux agrégats financiers sont les suivants :

- Contrat de traitement des eaux usées par la STEP MAERA (VEOLIA EAU) : l'exercice 2021 est bénéficiaire de 1 444 K€, avec une amélioration de 1 644 K€ du résultat d'exploitation par rapport à 2020. Les charges s'établissent donc à 10 167 K€ (+170 K€ par rapport à 2020, soit +2%), contre 11 612 K€ de produits (+ 1 814 K€ par rapport à 2020, soit +19%) ;
- Contrat de collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la STEP MAERA (VEOLIA EAU) : l'exercice 2021 se clôture avec un bénéfice de 1 167 K€, soit une augmentation de 384 K€ du résultat d'exploitation par rapport à 2020. Cette variation a pour origine la forte hausse des produits de 469 K€ (soit +7% par rapport à l'exercice 2020), pour s'établir à 7 430 K€. Les charges s'élèvent à 6 263 K€ (+85K€ par rapport à 2020, soit + 1%) ;
- Contrat de collecte et de traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest (AQUALTER) : à nouveau en déficit de 110 K€ en 2021. Les produits d'exploitation de 4 481 K€ augmentent de 430 K€ par rapport à 2020 (soit +11%), contre des charges plus importantes s'établissant à 4 591 K€, soit +76K€ de charges par rapport à l'exercice 2020 (soit +2%).

Le prix de l'assainissement au 1er janvier 2021, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été fixé à 1,39 euros HT par m³.

Les délégataires ont réalisé en 2021 des travaux de renouvellement pour 1,4 M€ soit 6,9M€ en cumul depuis le début des contrats). Ils ont réalisé le curage préventif de 10,19% du linéaire et ils ont mené 741 interventions sur le réseau et 641 interventions sur les branchements.

Le déploiement du diagnostic permanent s'est poursuivi avec le suivi de sondes de mesure sur le système MAERA et 71 points de mesure sur le réseau est et ouest.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 126 établissements disposant aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié. La cellule effectue des interventions sur le terrain, en contrôle de branchement, en collaboration avec les délégataires. Des enquêtes sur des pollutions ponctuelles sont réalisées. Toutes sont déclenchées à la suite des alertes des usagers ou des institutions. En 2021, 13 épisodes de pollutions ont été signalés à la CRIDt. Parmi eux les dépotages sauvages d'une entreprise de vidange.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4 654 installations dénombrées sur le territoire métropolitain, un total de 196 contrôles a été effectué en 2021, dont 123 contrôles diagnostics de l'existant, 36 vérifications de la conception des travaux et 38 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

Parmi les faits marquants de 2021, il est à noter que :

- Le Conseil de Métropole a acté le 23 mars 2021, le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023 ;
- La modification des statuts de Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole le 14 décembre 2021 pour étendre l'objet de l'établissement public local et y intégrer l'assainissement ;
- La fin du contrat de délégation de service public pour l'exploitation des systèmes d'assainissement des secteurs Est et Ouest de la Métropole de Montpellier au 31 décembre 2021 ;
- La Métropole, lauréate pour programme européen LIFE 2020 pour son projet LIFE REWA (Recycled Water).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le Rapport annuel 2021 sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement ;
- D'autoriser sa transmission à toutes les communes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De prendre acte de l'examen des rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'assainissement au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204115-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RPQS Assainissement 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Mandat SA3M pour la réalisation de la première tranche du cimetière métropolitain - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 26 mars 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat de travaux d'une durée de quatre ans pour faire réaliser, au nom et pour le compte de la Métropole, les études et travaux en vue de la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain, pour un coût global arrêté à 21 317 298 € HT, hors rémunération de la SA3M.

Le programme de la phase 1 du cimetière métropolitain prévoit notamment les éléments suivants : la création d'une première tranche de concessions (environ 4 500 places soit 40% du projet global) dans un espace paysager de qualité et respectueux de l'environnement du site, l'aménagement de l'ossuaire et de deux jardins du souvenir, l'amélioration de l'accès au site par le réaménagement de l'entrée principale avec la construction d'une nouvelle conciergerie, l'amélioration de l'offre de stationnement avec la création d'une aire de stationnement de 44 places.

Dans le cadre de la préparation de ce chantier, les autorisations suivantes ont été sollicitées et obtenues : dépôt d'une demande anticipée pour un diagnostic archéologique préventif en 2019, réalisé au cours du premier trimestre 2020, récépissé de dépôt d'un dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau le 23 décembre 2019, dépôt d'une déclaration préalable en vue des travaux prévus en septembre 2019, obtenue le 27 janvier 2020, dépôt d'un permis de démolir la conciergerie le 28 octobre 2019, obtenu le 12 décembre 2020, dépôt des permis de construire pour l'ossuaire et la nouvelle conciergerie le 28 octobre 2019, obtenus le 19 mars 2020, dépôt d'un permis de construire précaire pour la loge temporaire le 19 février 2020, obtenu le 2 juin 2020.

Les travaux ont débuté en janvier 2020 par le réaménagement de l'entrée et la création du parking livré au premier semestre 2020.

Après diagnostic archéologique et procès-verbal de libération d'emprises en février 2020 et attribution des marchés de travaux en avril 2020, les travaux relatifs à la réalisation des concessions, de l'ossuaire, à la construction de la nouvelle conciergerie, du bassin de rétention, des aménagements paysagers et des 4 500 places d'inhumation.

Une adaptation du périmètre des travaux a eu lieu au printemps 2021 afin de modifier la distribution de certains carrés, d'ajouter des concessions et de finaliser les caveaux par la pose de stèles personnalisables.

L'économie générale et la conduite de l'opération ont permis de faire face aux aléas inhérents à ce chantier malgré le contexte sanitaire impactant le planning des travaux et entraînant un décalage de la livraison partielle pour une mise en service effective en mai 2021.

La livraison de la tranche 1c est prévue en octobre 2022.

L'optimisation des dépenses du mandataire a permis de supprimer l'avance de 1 800 000 € TTC prévue en 2022 et de ne retenir que celle de janvier 2021 à hauteur de 3 500 000 € TTC et de prévoir une provision permettant d'intégrer l'arbitrage de la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) (réduction de 500 000 € TTC) réalisé en 2021.

Le bilan financier de l'opération proposé au terme de l'année 2021, soit 26 701 000 € TTC est inchangé par rapport au dernier bilan approuvé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par SA3M ;
- D'approuver le montant prévisionnel inchangé de l'opération de 26 701 000 € TTC ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203360-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Communes de Castelnau-le-Lez et de Montpellier - Concession Eurêka - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°19 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le périmètre de la concession d'aménagement Eurêka couvre une superficie d'environ 95 ha, en prolongement du Parc Millénaire, à l'Est de Montpellier et à cheval entre les communes de Castelnau-le-Lez et Montpellier. La concession Eurêka inclut les opérations de la ZAC Parc Eurêka, de la ZAC Extension Eurêka et du lotissement Jean-Mermoz. La concession d'aménagement a été signée avec Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) le 26 février 1999.

Le dossier de création de la ZAC Parc Eurêka a été approuvé par le District de l'agglomération de Montpellier, devenu Montpellier Méditerranée Métropole, le 19 juin 2000 et le dossier de réalisation le 27 avril 2021. Son programme prévisionnel prévoit 170 000 m² de surface de plancher (SDP), de locaux d'activités tertiaires et ateliers de production.

Le permis de lotir du lotissement Jean-Mermoz a été délivré le 15 décembre 2005 par Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez. Ce lotissement d'activités tertiaires compte environ 128 000 m² de terrains à viabiliser.

Les objectifs de la ZAC Extension Eurêka ont été fixés par délibération du 24 mai 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette ZAC a été créée le 29 octobre 2013 et le programme des équipements publics ainsi que le dossier de réalisation ont été approuvés par délibération du 27 janvier 2017. Cette ZAC prévoit la réalisation d'un quartier mixant logements, locaux tertiaires et de production et équipements publics, avec un total d'environ 260 000 m² de SDP.

La concession d'aménagement inclut en outre la construction par la SERM de l'hôtel d'activités tertiaires Montpellier International Business Incubator (MIBI). Cet immeuble a été cédé au concédant le 12 décembre 2012. La concession intègre aussi la mission d'exploitation de deux hôtels d'entreprises présents sur le quartier.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM concessionnaire de l'opération Eurêka, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 96 351 000 € HT, dont 3 027 000 € HT en 2021, consistant essentiellement à la fin des travaux de viabilisation de la phase 4 de la ZAC Extension Eurêka. Les recettes perçues à la même date s'élèvent à 75 977 000 € HT, dont 8 646 000 € HT en 2021, correspondant à la commercialisation de deux lots de logements sur la ZAC Extension Eurêka, totalisant 15 609 m² de surface plancher. La ZAC Extension Eurêka est commercialisée à 46 %, tandis que la ZAC Parc Eurêka l'est à 85 % et le lotissement Mermoz à 80 %.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 138 002 000 € HT, en baisse de 441 000 € HT.

L'abandon de la démarche Métropole Connectée nécessite la signature d'un avenant n°19 à la concession afin d'actualiser les missions du concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de concession Eurêka, établi par SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°19 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204302-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01163_CRAC_2021_VD.pdf

- 01163C BILAN SYNTHESE.pdf

- Tableau cessions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement Le Frigoulet - Commune de Cournonsec - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La concession d'aménagement Le Frigoulet est située sur la commune de Cournonsec. Cette opération est destinée à la fois à réinvestir un site à vocation économique actuellement occupé et à développer un second Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) pour répondre à une très forte demande dans un secteur où l'offre foncière et immobilière est limitée.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le Groupement Didier LANDEMAINE / Emmanuel NEBOUT pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE) et NICOLAS et MAURIN pour la conception du VEAS.

L'aménagement de ce parc a été confié à la Société d'Equipement de la Région de Montpellier (SERM) par une concession d'aménagement signée le 18 décembre 2003.

Cette opération d'aménagement couvre une superficie d'environ 9 hectares, partiellement construite. Son réaménagement doit permettre l'accueil d'activités artisanales, industrielles et d'activités tertiaires, d'ingénierie et de services. Une première étape est aujourd'hui réalisée avec la construction et l'exploitation du VEAS Hannibal, ensemble immobilier de 2 000 m² dont 1 243 m² d'ateliers et 667 m² de bureaux locatifs. Une seconde étape consistant à engager une opération d'aménagement d'ensemble par le transfert des Etablissements JOULIE, propriétaire du site est aujourd'hui suspendue.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la concession d'aménagement « Le Frigoulet », propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 3 569 000 € HT, dont 210 000 € HT en 2021, correspondant exclusivement à des travaux d'amélioration dans le VEAS. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 3 071 000 € HT, dont 214 000 € HT en 2021 issues des différents loyers et charges.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 315 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 270 000 €, reste inchangé et a été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement Le Frigoulet établi par SA3M ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203198-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01550C BILAN SYNTHESE.pdf

- 01550_CRAC_2021_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Communes de Lattes et de Pérols - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a défini, au travers de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6663 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer. Ce site est situé de part et d'autre de l'avenue Georges-Frêche sur les communes de Lattes et Pérols.

Montpellier Méditerranée Métropole a créé, par délibération du conseil communautaire n° 10387 en date du 29 novembre 2011, l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme. Celle-ci porte sur un périmètre d'environ 250 hectares et le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m² de Surfaces de Plancher (SdP) nouvelles réparties comme suit :

- 6 000 à 8 000 logements ;
- 75 000 m² de bureaux et activités ;
- 100 000 m² de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%) ;
- 45 000 m² d'équipements publics.

Ensuite, par délibération n° 10480 du 29 novembre 2011, Montpellier Méditerranée Métropole a concédé l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). La concession d'aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Le cadre opérationnel de renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire est opéré selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement majorée, ...).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération Ode à la Mer propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élèvent à 77 801 000 € HT dont 5 196 000 € HT en 2021 et les recettes perçues par la concession d'aménagement s'élèvent à 35 275 000 € HT, dont 6 322 000 € HT en 2021.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération intègre une baisse égale à 612 000 € HT en dépenses et recettes et s'équilibre à 271 985 000 € HT.

Le montant de la participation du concédant reste inchangée et s'élève à 55 671 000 €.

Concernant les produits de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement Majorée mise en place sur le secteur de l'Avenue des Platanes, en 2022 Montpellier Méditerranée Métropole reversera 714 362 € à la SA3M.

Un avenant n°8 au traité de concession doit être conclu pour :

- Acter la suppression de la rémunération de l'aménageur en ce qui concerne les missions de développement et de mise en œuvre de la plateforme numérique ;
- Modifier le bilan financier prévisionnel de la concession d'aménagement ;
- Modifier les modalités et l'échéancier de versement de la participation du concédant sans en changer le montant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de l'opération d'aménagement Ode à la Mer annexé à la présente délibération, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération, intégrant le plan de trésorerie, établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions effectuées en 2021 par le concessionnaire, annexés à la présente délibération ;
- D'approuver les termes de l'avenant au traité de concession n°8 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 27 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205048-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan financier prévisionnel de la concession au 31 12 2021.pdf
- Tableau des cessions et acquisitions effectuées en 2021 par l'aménageur.pdf
- 1930CRAC 2021VD.pdf
- AVENANT 8 VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Descartes - Commune de Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC)- Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économique (PAE) Descartes est situé sur la commune de Lavérune. Ce parc d'activités répond aux enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de restreindre les extensions urbaines aux espaces situés dans le prolongement des tissus existants et de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire, notamment en assurant un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest du territoire de la Métropole. Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet Coste Architectes pour la conception de ce PAE.

L'aménagement de ce PAE Descartes a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 26 avril 2010. Le dossier de création de la ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé le 23 mars 2009. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés le 11 avril 2013.

Cette ZAC couvre une superficie de 6 hectares pour environ 46 200 m² de terrains cessibles. Elle répond à une partie de la demande d'implantation des entreprises dans un secteur offrant une faible disponibilité foncière pour les activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M concessionnaire de la ZAC Descartes, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 5 717 000 € HT, dont 82 000 € HT pour l'année 2021 correspondant essentiellement à des travaux de finition. Ces travaux sont achevés et la remise d'ouvrage a été transmise à Montpellier Méditerranée Métropole en septembre 2021 pour leur reprise en gestion. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 6 098 000 € HT, dont aucune n'est intervenue en 2021.

Le dernier lot cessible de la ZAC a fait l'objet de la signature d'une cession avec la société SCI ISO PLUS (ISO GAZ) en 2022. La densification de ce projet a permis d'augmenter les recettes de cession de 41 000 €.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 6 259 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre, s'élevant à 2 059 000 €, reste inchangé et a déjà été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Descartes établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203196-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1900 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf

- 01900_CRAC_2021_vd.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montferrier-sur-Lez - Concession d'aménagement Hameau de Baillarguet - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Des études préalables à l'aménagement du hameau de Baillarguet à Montferrier-sur-Lez ont été réalisées au cours de l'année 2016, sous la conduite de Montpellier Méditerranée Métropole, en lien avec la commune de Montferrier-sur-Lez.

Sur cette base, par décision n°D2017-669 en date du 5 septembre 2017, un mandat d'études préalables a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par Montpellier Méditerranée Métropole afin de définir le programme et les orientations d'aménagement de l'opération envisagée sur le hameau de Baillarguet.

Par délibération M2019-704 en date du 27 décembre 2019, le conseil de Métropole a confié la réalisation de cette opération d'aménagement à la SA3M via une concession d'aménagement. Le contrat de concession a été signé le 7 février 2020 et notifié à la SA3M le 20 février 2020. Cette opération couvre un tènement foncier d'un hectare environ et le programme prévisionnel prévoit la réalisation d'une centaine de logements dont 40 % logements locatifs sociaux.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération Hameau de Baillarguet, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 78 000 € HT, dont 63 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 0 € HT. De plus, aucune acquisition ou cession foncière n'a été effectuée par le concessionnaire au 31 décembre 2021.

Le programme a fait l'objet en 2020 d'une demande de réexamen du principe de non-conservation du patrimoine existant, élément fondateur du projet. Cette réorientation programmatique, susceptible de modifier substantiellement les équilibres de l'opération tant du point de vue du volume de logement envisagé que de l'équilibre financier de ce dernier, est à l'étude et fera l'objet d'un arbitrage lors du prochain exercice.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération est inchangé et s'équilibre en recettes et en dépenses à 3 667 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de l'opération Hameau de Baillarguet, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération intégrant le plan de trésorerie ainsi que l'absence d'acquisitions et de cessions effectuées par le concessionnaire, au 31 décembre 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202784-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01948_CRAC_2021_VD.pdf

- 01948 BILAN SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Concession Cambacérès - SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°9 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

L'opération Cambacérès, localisée dans le prolongement de Port Marianne, au Sud-Est de la commune de Montpellier et au Nord de Lattes, vise à créer le quartier destiné à accueillir notamment la gare Montpellier Sud-de-France mise en service en juillet 2018.

Par délibération du 24 septembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, son périmètre et son programme et a décidé d'en confier la réalisation à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Le dossier de création de la ZAC Cambacérès a été approuvé le 29 octobre 2013 sur un périmètre de 60 hectares. Le dossier de réalisation et le Programme des Équipements Publics de la ZAC ont été approuvés le 31 juillet 2014. Le programme de la ZAC prévoit la réalisation de 400 000 m² de Surface de Plancher (SDP), mixant locaux tertiaires, d'enseignement supérieur et de services aux entreprises. En outre, Montpellier Méditerranée

Métropole a confié à la SA3M, dans le cadre de cette opération d'aménagement, la réalisation et le portage, d'un cluster-hôtel d'entreprises, la Halle de l'Innovation, fer de lance et vitrine de la filière numérique sur le territoire.

A l'issue d'une procédure de dialogue compétitif, l'agence d'architecture et d'urbanisme XDGA s'est vue confier la conception et la mission d'architecte en chef du quartier. La maîtrise d'œuvre des espaces publics du quartier est confiée au groupement ILEX et INGEROP et celle du Parc de la Mogère à la paysagiste Jacqueline OSTY. La maîtrise d'œuvre de la Halle de l'innovation a été confiée au Studio d'architecture Muoto.

Aujourd'hui, conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire, présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2021, l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 76 416 000 € HT, dont 19 612 000 € HT en 2021, consistant essentiellement en des travaux de viabilisation, de paysagement du Parc de la Mogère, ainsi qu'en travaux de construction de la Halle de l'innovation, et les recettes perçues à 32 263 000 € HT, dont 14 368 000 € HT en 2021. Ces recettes proviennent essentiellement de la signature de deux compromis de vente et de cinq actes de vente sur l'année.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 205 630 000 € HT, en baisse de 1 142 000 euros, grâce à des choix d'optimisation. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 6 850 000 €, auxquels s'ajoutent 6 775 000 € HT de participations aux équipements d'infrastructures, soit un total inchangé de 13 625 000 €.

L'abandon de la démarche Métropole Connectée nécessite la signature d'un avenant n°9 à la concession afin d'actualiser les missions du concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Cambacérès et de la Halle de l'innovation, établi par SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°9 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 27 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-200398-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC_2021.pdf
- BILAN CONSOLIDE SYNTHESE.pdf
- CESSIONS 2021.pdf
- Avenant 9.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Quartier des Cévennes - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 à la concession - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le quartier des Cévennes est situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique. Ce quartier résidentiel comporte de nombreuses copropriétés, dont la copropriété Cévennes, ensemble immobilier construit entre 1964 et 1975. Elle s'étend sur une emprise foncière unique, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter occasionnant des tensions entre les copropriétaires et donnant naissance à plusieurs copropriétés secondaires. Leur libre administration, sans fond juridique et sans cohérence en matière de gestion des espaces extérieurs (qui dépendent de la copropriété principale), a conduit au cloisonnement et à l'enclavement d'une partie des bâtiments.

Le quartier des Cévennes et celui de la Mosson, figurent parmi les douze quartiers de la politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), en tant que quartier d'intérêt régional pour les Cévennes et quartier d'intérêt national pour la Mosson.

Par délibération en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires locaux et nationaux le 23 juillet 2021. Par ailleurs, le comité d'engagement de l'ANRU du 24 janvier 2022 a acté 49,3 M€ de concours financiers supplémentaires, pour conforter l'ambition de la collectivité et la cohérence du projet urbain du quartier de la Mosson. Le projet de transformation urbaine et sociale du quartier des Cévennes s'inscrit dans la volonté de ré-équilibrer la ville (socialement et économiquement) vers le nord-ouest.

Pour redresser la situation de la copropriété, la désenclaver et améliorer les conditions de vie des habitants, le projet de renouvellement urbain prévoit :

- De reconfigurer les espaces publics majeurs en accroches urbaines ;
- Des démolitions ponctuelles pour ouvrir le quartier sur son environnement et rendre possible sa desserte par des futures voies publiques ;
- D'affirmer un maillage public majeur de perméabilités douces ;
- De revoir la localisation des équipements publics, groupe scolaire et Maison pour tous ;
- De mobiliser les copropriétaires, les syndicats et favoriser les initiatives locales.

La scission du syndicat principal de copropriété jouera un rôle fondamental dans la définition des nouvelles domanialités et l'engagement des différents volets du projet.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a confié la réalisation du projet de renouvellement urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) via une concession d'aménagement, notifiée le 21 janvier 2020. Cette concession a été passée pour une durée totale de 15 ans, jusqu'en 2034.

Des évolutions du projet, ayant un impact sur le traité de concession, sont proposées dans un avenant n°2 à la concession de renouvellement urbain :

- Modifier le programme de construction, en sortant la réalisation d'un nouveau groupe scolaire prévu initialement au sein de l'opération et à proximité immédiate de la copropriété des Cévennes. L'objectif est en effet de relocaliser ce nouvel équipement scolaire dans le secteur des Cévennes, mais hors du périmètre de la copropriété et de la concession, pour favoriser la mixité sociale entre les différents quartiers ;
- Dans le cadre des actions de redressement de la gestion des copropriétés, mettre en cohérence le contenu des objectifs de portage ciblé du traité de concession de renouvellement urbain Cévennes avec les modalités de financement de portage ciblé de l'ANAH définies dans l'Instruction du 9 juillet 2019 relative à l'évolution du régime d'aide afférent au portage ciblé en copropriété ;

- Actualiser le projet urbain rue Paul-Rimbaud, a la suite de la concertation avec les copropriétaires.

Au regard des dispositions prévues dans cet avenant n°2 à la concession, la participation de la Ville de Montpellier prévue initialement à hauteur de 18 800 000 € pour la réalisation d'un nouveau groupe scolaire au sein du périmètre de l'opération, est supprimée. La participation de la Métropole demeure inchangée.

Ainsi, le bilan de l'exercice 2021 est diminué en dépenses et en recettes de 18 647 000 € : il s'établit à 99 386 000 € en dépenses et en recettes, dont 4 701 000 € réalisés en dépenses et 2 981 000 € réalisés en recettes, au 31 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021, de la concession d'aménagement du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes mis en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Métropole ;
- D'approuver les bilans prévisionnels de l'opération établis par la SA3M à la date du 31 décembre 2021 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 27 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203887-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01991C_CRAC Cévennes 2021_ BILAN SYNTHESE.pdf
- Bilan acquisition PRIR Cevennes 1991.pdf
- Rapport spécial PRIR Cévennes 1991.pdf
- CRAC Cévennes_2021.pdf
- CRAC Cévennes 2021_avenant 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Quartier de la Mosson - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le quartier de la Mosson comprend environ 9 000 logements pour près de 24 000 habitants. Véritable ville dans la ville, il garde une vocation résidentielle prononcée. Son image architecturale est celle d'un quartier de tours et de barres, à l'exception des Hauts de Massane, au nord, où sont présentes des formes d'habitat individuelles plus diversifiées. C'est aujourd'hui le plus grand quartier d'habitat collectif locatif social de la Métropole.

Le quartier de la Mosson, comme celui des Cévennes, figurent parmi les douze quartiers de la politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), en tant que quartier d'intérêt national pour la Mosson et quartier d'intérêt régional pour les Cévennes.

Le projet de transformation urbaine et sociale du quartier de la Mosson s'inscrit dans la volonté de rééquilibrer la ville (socialement et économiquement) vers le nord-ouest, en lien avec Med Vallée et les Communes de Grabels et Juvignac. Ainsi, l'affirmation de l'ambition du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson s'inscrit à l'échelle de la Métropole, avec pour objectif de changer l'image du quartier et d'en faire un véritable lieu de destination, attractif et à une échelle de proximité, en améliorant la qualité de vie des habitants.

Les enjeux prioritaires auxquels le projet de renouvellement urbain doit principalement répondre sont :

- L'éducation ;
- La mixité sociale ;
- La diversification socio-économique et l'attractivité du quartier ;
- La qualité du cadre de vie et de l'environnement ;
- La relation aux habitants et la mobilisation des forces vives du quartier, pour que chacun devienne acteur de la transformation urbaine.

Par délibération en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé les termes de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires locaux et nationaux le 23 juillet 2021. Par ailleurs, le comité d'engagement de l'ANRU du 24 janvier 2022 a acté 49,3 M€ de concours financiers supplémentaires (subvention ANRU et prêts bonifiés Action Logement), pour conforter l'ambition de la collectivité et la cohérence du projet urbain du quartier de la Mosson, notamment la transformation du secteur Saint Paul, le recyclage de nouvelles copropriétés dégradées, la construction de nouveaux groupes scolaires et la poursuite des interventions sur le grand mail.

Pour mettre en œuvre le projet, le Conseil de Métropole a confié, par délibération en date du 18 décembre 2019, la réalisation du projet de renouvellement urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) via une concession d'aménagement, notifiée le 21 janvier 2020. Cette concession a été passée pour une durée totale de 15 ans, jusqu'en 2034.

Les évolutions du projet à intégrer dans l'avenant n°1 à la convention initiale de renouvellement urbain, représentent un investissement supplémentaire d'environ 220 000 000 €, tous maîtres d'ouvrage confondus (Métropole, Ville, bailleurs sociaux, EPF). Ainsi, les opérations complémentaires portées par la concession d'aménagement, bénéficieront d'une subvention de l'ANRU à hauteur de 34 000 000 €, sur les 43 000 000 €

accordés. Aussi, pour prendre en compte l'impact financier de ces nouveaux secteurs d'intervention du projet urbain, il est proposé d'inscrire ces évolutions dans un avenant n°2 à la concession d'aménagement, pour notamment :

- Modifier le programme de construction des équipements publics en intégrant deux nouveaux groupes scolaires : un sur le secteur Saint-Paul (dénommé Hypatie) et un au sud du quartier en interface avec le collège Arthur-Rimbaud ;
- Poursuivre l'action volontaire de la collectivité dans la lutte contre l'habitat indigne, par le recyclage total de la copropriété Font Del Rey et partiel de la copropriété Hortus ;
- Aménager les espaces publics des nouveaux secteurs d'intervention Saint-Paul et Place Paillade ;
- Mettre en cohérence, dans le cadre des actions de redressement de la gestion des copropriétés, le contenu des objectifs de portage ciblé du traité de concession de renouvellement urbain Mosson avec les modalités de financement de portage ciblé de l'ANAH définies dans l'Instruction du 9 juillet 2019 relative à l'évolution du régime d'aide afférent au portage ciblé en copropriété.

Cela a pour conséquence :

- L'augmentation de la participation de la Métropole de 62 123 000 €, passant de 139 140 000 € à 201 263 000 €, principalement liée aux évolutions du projet urbain et à l'intervention sur le parc privé dégradé ;
- La diminution de la participation de la Ville de Montpellier de 8 954 000 €, passant de 66 573 000 € à 57 619 000 €. Cela s'explique par la subvention accordée par l'ANRU à la construction du groupe scolaire Hypatie et au rachat de l'Espace Gisèle-Halimi par la Métropole et non la Ville.

Ainsi, le bilan de l'exercice 2021 est augmenté en dépenses et en recettes de 105 825 000 € : il s'établit à 394 731 000 € en dépenses et en recettes, dont 14 066 000 € réalisés en dépenses et 10 122 000 € réalisés en recettes, au 31 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021, de la concession d'aménagement du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, mis en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Métropole ;
- D'approuver les bilans prévisionnels du mandat établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2021 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 27 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203888-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01990C CRAC 2021 Mosson_bilan synthèse.pdf
- rapport special NPRU mosson 1990.pdf
- Bilan acquisition 2021 NPRU mosson 1990.pdf
- CRAC Mosson 2021.pdf
- CRAC 2021 Mosson_avenant 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques (PAE) Lauze Est est situé sur la commune de Saint Jean de Védas, dans le prolongement des parcs d'activités de la Lauze et de Marcel-Dassault. Ce projet vient renforcer le pôle d'activités rayonnant que constitue l'ensemble « Lauze – Dassault » et profite d'une situation stratégique en entrée de métropole le long d'axes routiers à forte fréquentation (A9/A709 et RM 612) au contact immédiat du nouvel échangeur prévu sur le COM.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef, le cabinet POLYPTYQUE pour la conception de ce PAE.

L'aménagement de ce nouveau parc d'activités économiques a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 15 juin 2019.

Les premières études initiées en 2014 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau parc d'activités économiques par une délibération du 25 octobre 2016. A la suite d'une concertation menée en 2017 et 2018, son bilan a été tiré le 31 janvier 2019.

Cette ZAC couvre une superficie d'environ 33 hectares (100 000 m² cessibles estimés) et se développera de part et d'autre de la RM 612, avec la Petite Lauze à l'Ouest et la Grande Lauze à l'Est. Cette opération vient répondre à la très forte demande d'implantation des entreprises dans un secteur très bien desservi pour développer des activités productives (artisanat, négoce professionnel, petites industries et logistique urbaine/centre de distribution urbain).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire du parc d'activités de la Lauze Est, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 366 000 € HT, dont 97 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 1 800 000 € HT, correspondant au versement d'une première participation de la Métropole en 2021. L'année 2021 a été marquée par la finalisation des dossiers de ZAC, de déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et d'autorisation environnementale (loi sur l'eau) préalable au lancement des enquêtes publiques.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 16 102 000 € HT et intègre des fonds de concours d'un montant total de 3 110 000 €. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 4 376 000 € et reste inchangé par rapport au précédent bilan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 du parc d'activités économiques de la Lauze Est, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203200-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1985 CRAC 2021 BILANSYNTHESE.pdf

- 01985_CRAC_2021_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement du parc d'activités économiques Marcel Dassault et première extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°14 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques (PAE) Marcel-Dassault et sa première extension est situé sur la Commune de Saint Jean de Védas en bordure de la RM 612. Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet Guy REYNES pour la conception de ce PAE.

L'aménagement du PAE Marcel-Dassault et sa première extension a été confié à la Société d'Equipement de la Région de Montpellier (SERM) par une concession d'aménagement signée le 15 avril 1992. Son aménagement a été engagé selon deux procédures distinctes : une procédure de ZAC dont le dossier de création a été approuvé le 15 avril 1992 et le dossier de réalisation le 27 juillet 1992 et une procédure de lotissement dont l'autorisation de lotir a été délivrée le 3 décembre 2007.

Le PAE Marcel-Dassault et sa première extension couvre une superficie de 35,64 ha pour environ 27,2 ha de terrains cessibles. Il répond à une partie de la demande d'implantation des entreprises dans un secteur très attractif mais offrant une faible disponibilité foncière pour les activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire du PAE Marcel-Dassault et sa première extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 11 896 000 € HT, dont 27 000 € HT en 2020, et les recettes perçues s'élevaient à 12 051 000 € HT, dont aucune recette en 2021. Le dernier lot (lot 16) a fait l'objet d'un pré-agrément en 2019 à la société Galzin. Cette dernière après un premier permis de construire a décidé de revoir son projet pour l'adapter au mieux à son activité.

Compte tenu de l'évolution du planning et pour permettre le versement partiel de la rémunération de liquidation, un avenant n°14 est aujourd'hui proposé.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération générera un résultat positif de 25 000 € (12 358 000 € HT en dépenses et 12 383 000 € HT en recettes) et intègre un fonds de concours de 150 000 €, déjà versé à Montpellier Méditerranée Métropole en 2020 pour assurer le financement d'une partie de la voie de liaison entre le récent giratoire de l'A709 et l'ensemble du secteur d'activités Lauze-Dassault. Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 1 441 000 €, reste inchangé et a déjà été entièrement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement du PAE Marcel-Dassault et sa première extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°14 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203677-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1411 CRAC 2021 Synthèse.pdf

- 01411 CRAC 2021_VD.pdf

- 1411 AVENANT 14_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Sussargues - Concession d'aménagement Jules Rimet - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le projet de parc d'activités économiques (PAE) Jules-Rimet est situé au Nord-Est du territoire de la Métropole, et plus précisément à l'entrée Sud de la commune de Sussargues. Ce futur parc d'activités est envisagé sur deux îlots distincts respectivement situés au Nord et au Sud de l'actuel complexe sportif Jules-Rimet (stades de football). Cette opération d'aménagement est considérée au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) comme une polarité économique de proximité à dominante d'activités qui a pour vocation d'accueillir des activités du « quotidien » qui accompagnent la vie des villes et des villages.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le groupement Studio Méditerranée d'Urbanisme (SMU) / ORTA Paysage pour la conception de ce PAE. L'aménagement de ce futur PAE a été confié à la SA3M par un traité de concession signé le 07 février 2020.

Le site de l'opération d'aménagement couvre une superficie d'environ 4 hectares pour environ 1,8 hectares de terrains cessibles. Le programme prévisionnel des constructions prévoit une surface de plancher (SDP) totale d'environ 9 000 m² destinés à du bâti à usage d'activités économiques à dominante artisanale et à destination des PME-TPE. Le « secteur Sud » sera consacré à la réalisation d'un village d'entreprises artisanales et de services (VEAS) d'environ 2 900 m² de SDP, et le « secteur Nord » pourra accueillir une dizaine de lots à bâtir destinés à des constructions dont les surfaces de plancher pourront varier de 400 à 1 000 m².

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M concessionnaire de cette opération d'aménagement, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 130 000 € HT correspondant essentiellement à des études et à la rémunération de la SA3M dont 78 000 € HT en 2021. La recette perçue de 200 000 € HT correspond au versement d'une première participation de la Métropole en 2021.

Compte-tenu de l'allongement du délai de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Sussargues, une partie du montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au coût de cette opération, initialement prévue en 2023, a été reporté d'une année. Cette évolution de l'échéancier des versements de cette participation d'équilibre conduit à proposer un avenant n°2 au traité de concession, tel qu'annexé à la présente délibération.

Le bilan prévisionnel de l'opération reste inchangé et s'équilibre en recettes et en dépenses à 3 613 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 1 500 000 € HT est sans modification par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 du futur parc d'activités économiques Jules-Rimet établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 27 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203245-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1953 CRAC 2021 BILAN SYNTHESES.pdf

- 01953 CRAC 2021 TEXTE VD.pdf

- 01953 Avenant n2 concession VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Concession d'aménagement du Parc d'activités économique Charles Martel - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économique Charles Martel est situé sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, dans le prolongement du parc d'activités existant du Larzat qui s'est achevé dans les années 80. Cette opération qui s'inscrit dans une polarité économique d'équilibre, bénéficie d'une très bonne connexion aux infrastructures de transports et vient compléter le pôle d'activités majeur constitué par les secteurs « Dassault – Lauze ».

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef, le cabinet Guy REYNES pour la conception du parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce parc d'activités a été confié à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par une concession d'aménagement signée le 6 août 2003. Son aménagement a été engagé selon une procédure de lotissement dont l'autorisation de lotir a été délivrée le 14 septembre 2005.

Cette opération couvre une superficie aménagée de 7 hectares dont 5 hectares cessibles dédiées aux activités productives, aux activités de transport et de petite logistique.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire du parc d'activités économiques Charles-Martel, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 2 061 000 € HT, dont 54 000 € HT en 2021, et les recettes perçues s'élevaient à 2 139 000 € HT, dont aucune n'est intervenue en 2021.

La viabilisation du parc étant terminée, seuls quelques travaux d'entretien préalables aux remises d'ouvrage sont intervenus en 2021. Le dernier lot à commercialiser fait l'objet d'un pré-agrément délivré à la Société IGUAL. Cette acquisition prévue en 2022 permettra à l'entreprise d'accroître son activité.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 2 330 000 € HT en dépenses et à 2 415 000 € HT en recettes, représentant un résultat d'opération excédentaire de 85 000 € HT. Aucune participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole n'est prévue.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 du parc d'activités économiques Charles-Martel établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203195-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1350 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf

- 01350 CRAC 2021 VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Zone d'Aménagement Concerté Cannabe - Commune de Cournonterral - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques (PAE) Cannabe est situé sur la commune de Cournonterral. Il permettra notamment de répondre aux très nombreuses demandes d'implantation des PME (Petites et Moyennes Entreprises) et TPE (Très Petites Entreprises) artisanales situées sur la plaine Ouest du territoire de la Métropole ainsi qu'aux agriculteurs locaux. Cette opération contribuera à renforcer, sur l'Ouest du territoire de la Métropole, le maillage de parcs d'activités mixtes dits de « proximité ».

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le Groupement ROBIN et CARBONNEAU / Urban Project pour la conception de ce PAE.

L'aménagement de ce nouveau parc a été confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signé le 27 juin 2018. Le dossier de création de la ZAC a été approuvé le 20 décembre 2017. Le dossier de réalisation a été approuvé le 18 décembre 2019 et le programme des équipements publics a été approuvé le 23 novembre 2020.

La ZAC couvre une surface de 9,1 hectares dont 45 000 m² de terrains cessibles destinés à accueillir des activités productives artisanales et industrielles, un hameau agricole permettant l'accueil de sièges d'exploitations et un équipement mutualisé à destination des agriculteurs (aire de lavage).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de la ZAC Cannabe, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 2 288 000 € HT, dont 1 449 000 € HT en 2021, correspondant essentiellement aux travaux de viabilisation du PAE. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 926 000 € HT, dont 32 000 € HT en 2021.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 186 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 926 000 €, reste inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Cannabe établi par SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203158-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1325 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf
- 01325_CRAC_2021_VD.pdf
- CESSIONS 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Grabels - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine est située au Nord du territoire de la Métropole, sur les communes de Montpellier et de Grabels. Cette opération a démarré en 1986 avec pour objectif d'accueillir essentiellement des activités à caractère médical et de recherche, des industries spécialisées dans le secteur bio-médical, et des activités para-médicales.

Une consultation engagée en 2003 a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet GARCIA-DIAZ.

L'aménagement de cette ZAC a été confié à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) par un traité de concession signé le 25 mars 1988 et le dossier de création de la ZAC a été approuvé par le conseil du District de Montpellier le 6 novembre 1986. Le plan d'aménagement de zone de la ZAC, le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés par délibération du conseil de District de Montpellier le 24 février 1988.

Cette ZAC couvre une superficie de 92 hectares pour environ 65 hectares de foncier cessible et un programme de constructions de 570 000 m² dédié principalement aux activités médicales et paramédicales mais également à des activités tertiaires et de services aux entreprises, et de l'habitat à proximité du quartier de la Valsière sur la commune de Grabels.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM concessionnaire de la ZAC Euromedecine, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 107 651 000 € HT, dont 3 075 000 € HT pour l'année 2021 et correspondent essentiellement à des travaux de voiries et réseaux divers sur les rues Pasteur (reprise de la voie) et Ranchin (travaux de finition) situées sur la partie grabelloise de la ZAC.

Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 107 652 000 € HT, dont 1 884 000 € HT pour l'année 2021, résultant essentiellement des loyers du Biopole.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 109 784 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 12 898 000 € HT reste inchangé et a déjà été presque intégralement versé par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Euromedecine établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203321-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1403C CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf

- 01403_CRAC_2021_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne - Porte de la Méditerranée - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La ZAC Port Marianne – Portes de la Méditerranée, à l'est de Montpellier, accueille sur environ 50 hectares notamment le complexe ludico-commercial Odysseum. Outre les commerces et activités ludiques, elle a aussi pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, sièges sociaux et d'équipements et de services privés et publics (l'aquarium PlanetOcéan, la patinoire Végapolis, le planétarium Galilée). Elle a été concédée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) en 1996, et la ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée a été créée le 27 juin 1996. Son Programme des Équipements Publics (PEP) ainsi que son dossier de réalisation ont été approuvés le 13 février 2007.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente aujourd'hui à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération d'aménagement pour l'exercice 2021 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, le cumul des dépenses réalisées sur l'ensemble de l'opération s'élève à 112 887 000 € HT, dont 413 000 € HT réalisés en 2021, correspondant essentiellement à des études de fiches de lots et aux travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2021 s'élève à 107 291 000 € HT, inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération consolidée s'équilibre en dépenses et en recettes à 116 638 000 € HT. La participation de la Collectivité à l'opération reste inchangée à 5 734 000 € HT et a déjà été versée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Porte de la Méditerranée, établi par SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204105-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BILAN SYNTHESE.pdf

- CRAC_2021_vd.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Garosud et Extension - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2021 (CRAC) - Avenant n°6 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Les parcs d'activités Garosud et Garosud Extension sont situés sur les territoires communaux de Montpellier et de Lattes à la sortie de l'autoroute A 709 Montpellier Sud, sur un périmètre représentant une superficie totale de 114 hectares. L'objectif principal des ZAC Garosud et Garosud Extension est l'accueil d'entreprises industrielles, artisanales et de logistique urbaine. Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme urbaniste en chef de cette opération le Cabinet E. Nebout.

Par délibération du 20 Juin 1991, le conseil du district de l'agglomération de Montpellier approuvait le dossier de création, puis par délibération en date du 30 janvier 1992 approuvait le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics (PEP), et enfin confiait l'aménagement à la SERM. Le dossier de création sera modifié en avril 1997, et le dossier de réalisation en février 2000, portant la superficie de la ZAC à 87.2 Ha. Par la suite, la délibération du conseil de la communauté d'agglomération du 21 juillet 2006, a entériné la création de la ZAC Garosud extension d'une superficie de 27 Ha, située sur les communes de Lattes et de Montpellier, puis le dossier de réalisation en date du 23 juillet 2007.

Un avenant n°2 à la convention publique d'aménagement approuvé par le conseil de la communauté d'agglomération de Montpellier du 23 juillet 2003 prend en compte l'extension du périmètre de la concession englobant la ZAC Garosud extension. La partie Nord de la RD 132 représente une superficie totale de 87,2 ha dont 49 ha cessibles. Ce périmètre a été élargi au foncier situé entre la RD 132 et l'autoroute A 709 représentant une surface totale de 27 ha dont 14 ha cessibles. Cette extension s'est voulu exemplaire en matière environnementale en adéquation avec la démarche volontariste de la Métropole, engagée et désormais généralisée notamment en matière de maîtrise de l'énergie (solarisation). Les travaux de la ZAC Garosud sont aujourd'hui entièrement réalisés. Les travaux d'aménagement de la 2ème et dernière tranche de Garosud extension permettant la viabilisation de l'ensemble de la ZAC sont également achevés. A la suite de nouveaux redécoupages de lots, des travaux de raccordements supplémentaires aux réseaux restent à réaliser.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Garosud et extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

A cette date, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élèvent à 63 042 000 € HT, dont 655 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 58 382 000€ HT, dont 1 658 000€ HT en 2021.

Le bilan global de l'opération enregistre une augmentation de 543 000€ HT, justifiée par une augmentation du coût des travaux liés à la remise d'ouvrage, une légère augmentation du coût des impôts fonciers, des frais financiers et de la rémunération de l'aménageur. Cette augmentation de charges est entièrement compensée par l'augmentation du montant des recettes de cessions attendues et consécutives à une optimisation de la surface de SDP commercialisée. Cette augmentation du bilan n'impacte donc pas la participation du concédant déjà entièrement versée.

Le montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole reste inchangé à 15 008 000€. Elle a été entièrement mobilisée.

Compte tenu de la modification du planning des dépenses et recettes, le remboursement de l'avance de trésorerie doit être revu, un avenant n°6 est donc proposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Garosud et extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203880-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01312_CRAC_2021_VD.pdf

- 1312 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf

- 01312 _AVENANT 6_2021_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nina Simone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

L'opération Nina-Simone est située à l'est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain de Port Marianne. Les premières études engagées dans les années 2010 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil de Métropole du 19 juillet 2018. L'agence d'architecture d'urbanisme Bruno FORTIER a été désignée comme architecte en chef et concepteur de ce projet.

L'aménagement de ce quartier a été confié à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signée en 2019, et le dossier de création de la ZAC (Zone d'aménagement concertée) a été approuvé par le Conseil de Métropole le 7 juin 2021. Ce projet se développe sur une superficie d'environ 8 hectares. Son aménagement doit permettre la réalisation d'un programme mixte comprenant environ 30 000 m² de surface de planchers affectée aux activités, environ 400 logements, et des locaux pour services et commerces en pieds d'immeuble.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SA3M présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération Nina-Simone pour l'exercice 2021 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, le cumul des dépenses réalisées, dans le cadre de cette concession en démarrage, s'élève à 213 000 € HT, consistant essentiellement en frais d'études, fouilles archéologiques, rémunération du concessionnaire et frais divers. Le total des recettes perçues s'élève à 930 000 € HT, dont 630 000 € HT de participation du concédant reçue en 2021.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 15 274 000 €. Il a été revu à la hausse de 512 000 € HT, essentiellement du fait d'une réévaluation des travaux de voiries, réseaux divers et espaces publics après mise au point du plan de composition. Les dépenses prévisionnelles incluent 3 000 000 € d'acquisitions de réserves foncières auprès du concédant en 2022, 2023 et 2024. Parallèlement les recettes de cessions sont réévaluées à la hausse de 905 000 €.

Ainsi la participation du concédant est revue à la baisse de 189 000 € HT, et s'établit à 1 980 000 € HT. Elle est versée entre 2020 et 2023 et en partie couverte par le fonds de concours à percevoir par la collectivité de 1 668 000 € provenant de la concession Hippocrate (en 2022). Cette participation vise notamment la requalification des rues du Mas de Barlet et de la Cavallade.

Un avenant n°2 est aujourd'hui proposé tel qu'annexé à la présente délibération afin, d'une part, d'acter cette baisse de la participation du concédant et, d'autre part, d'abandonner la mission de mise en œuvre et de gestion d'une plateforme numérique confiée au concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Nina-Simone établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 28 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204109-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1921 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf

- Avenant n 2 concession VD.pdf

- 01921_CRAC_2021 VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'opération Port Marianne – Hippocrate est située à l'Est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain Port Marianne. Les premières études engagées à la fin des années 1990, ont permis à la Ville de Montpellier d'arrêter les objectifs de cette opération le 25 mai 2000. Le dossier de création de la ZAC (Zone d'aménagement concertée) a été approuvé le 29 septembre 2000. Le dossier de réalisation et le programme d'équipements publics correspondant ont été approuvés le 12 octobre 2001.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération, puis à Montpellier Méditerranée Métropole, suivant des modalités financières et patrimoniales fixées par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003. Initialement confiée à la SERM, elle a été concédée à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par délibération du 21 avril 2011.

La ZAC se développe sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, en offrant une surface constructible maximale de 48 000 m², dont 24 000 m² affectés à des établissements médicaux et paramédicaux, 22 000 m² à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers, et enfin 2 000 m² affectés à une centrale thermo-frigorifique. Elle est aujourd'hui entièrement commercialisée. Des permis de construire ont été délivrés sur les deux derniers lots, qui doivent être bâtis prochainement.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SA3M présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2021 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette concession, s'élève à 4 215 000 € HT, dont 227 000 € sur l'année 2021. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2021 s'élève à 6 385 000 € HT, dont 1 237 000 € en 2021 correspondant aux recettes de cessions foncières.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 7 265 000 €, sans évolution. Aucune participation du concédant n'est prévue. Un fonds de concours à verser au concédant de 1 668 000 € est prévu en 2022 afin de contribuer à la requalification des rues du Mas de Barlet et de la Cavalade.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Hippocrate, établi par SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-200393-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1920 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf
- 01920_CRAC_2021_vd.pdf
- Tableau des cessions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté Odysseum Est - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'opération Odysseum Est, située en entrée de ville, s'inscrit dans le prolongement du complexe ludico-commercial d'Odysseum, sur une superficie de 11,5 ha et proche du tramway. La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Odysseum Est a été créée par délibération en date du 26 mai 2009. Elle est aujourd'hui concédée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par une concession d'aménagement signée le 23 mai 2011. L'urbaniste Bruno FORTIER a été désigné comme urbaniste coordonnateur. Il a en charge les études de développement de ce secteur mais aussi des secteurs Odysseum et Hippocrate.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2021 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, le cumul des dépenses réalisées est de 461 000 € HT, consistant essentiellement en études techniques et urbaines, en frais de redevance d'archéologie préventive, et en travaux pour l'installation temporaire d'un « *écocirque* ». L'opération n'a pas encore enregistré de recette.

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la Métropole. Dans l'attente d'un engagement de la viabilisation et de la commercialisation, l'acquisition du foncier par le concessionnaire auprès du concédant a été prévue par une délibération du 30 juin 2011 mais a été reportée en 2023 afin de réduire les frais financiers correspondants.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 17 204 000 € HT. Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Odysseum Est établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204083-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC_2021.pdf

- BILAN SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Saint Jean de Védas - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Marcel Dassault 2^{ème} extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°11 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques (PAE) Marcel-Dassault 2^{ème} extension est situé sur la commune de Saint Jean de Védas, dans le prolongement des parcs d'activités de la Lauze et de Marcel-Dassault. Ce projet vient renforcer le pôle d'activités rayonnant que constitue l'ensemble « Lauze – Dassault » et profite d'une situation stratégique en entrée de métropole le long d'axes routiers à forte fréquentation au contact immédiat du nouvel échangeur sur l'A709.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet BOYER/PERCHERON pour la conception de ce nouveau parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce parc d'activités a été confié à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpellieraine) par une concession d'aménagement signée le 13 février 2009. Le dossier de création de ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé le 16 novembre 2007.

Cette ZAC couvre une superficie de 21 hectares dont seulement 10,5 hectares seront aménagés. Elle vient répondre à la très forte demande d'implantation des entreprises dans un secteur très bien desservi pour développer des activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Marcel Dassault 2^{ème} Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 611 000 € HT, dont 43 000 € HT pour l'année 2021 correspondant à l'achèvement des études s'attachant à appliquer la démarche « ERC » (Eviter, Réduire, Compenser) et du dossier CNPN. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 1 414 000 € HT, dont aucune recette en 2021.

Compte tenu de l'évolution du planning, un avenant n° 11 est aujourd'hui proposé précisant les dates de remboursement des rémunérations déjà perçues par l'aménageur.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 9 504 000 € HT. Il comprend un fond de concours à verser à Montpellier Méditerranée Métropole pour le financement d'une partie des mesures environnementales compensatoires ; un second fond de concours participera au financement d'une partie de la voie de liaison entre le récent giratoire de l'A709 et l'ensemble du secteur d'activités « Lauze-Dassault ». Le montant de la participation d'équilibre s'élevant à 3 410 k €, reste inchangé par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Marcel-Dassault 2^{ème} extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n° 11 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203678-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01412 BILAN SYNTHESE.pdf

- 01412 CRAC 2021 - VD.pdf

- 01412 AVENANT 11 - VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités Charles-Martel Extension est situé sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans le prolongement des parcs d'activités existants du Larzat et de Charles-Martel. Cette opération qui s'inscrit dans une polarité économique d'équilibre, bénéficie d'une très bonne connexion aux infrastructures de transports et vient compléter le pôle d'activités majeur constitué par les secteurs « Dassault – Lauze ».

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération, le cabinet FORMA 6 pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de cette ZAC a été confié à la Société d'Equipement de la Région de Montpellier (SERM) par un traité de concession signé le 5 décembre 2016. Le dossier de création de la ZAC a été approuvé le 24 décembre 2014. Le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ont respectivement été approuvés le 18 décembre 2019 et le 17 décembre 2020.

Cette ZAC couvre une superficie d'environ 10,6 hectares et prévoit l'implantation, sur une surface cessible de 6,8 hectares, d'une vingtaine d'entreprises tournées vers les activités artisanales, la petite industrie, le négoce, la petite logistique urbaine, les activités tertiaires et les services aux entreprises. Elle vient répondre à la très forte demande émanant des entreprises dans un secteur bien desservi.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Charles Martel Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 1 226 000 € HT, dont 302 000 € HT en 2021 correspondant au rachat des terrains auprès de la Métropole ou de l'Etablissement Public Foncier (EPF) de la Région Occitanie et à l'engagement des premiers travaux de viabilisation du PAE. Au 31 décembre 2021, les recettes perçues s'élevaient à 1 422 000 € HT, dont 810 000 € HT en 2021 correspondant au versement d'une participation d'équilibre par la Métropole.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 9 653 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre est maintenu à 2 763 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté « Charles Martel Extension », établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203193-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1351 CRAC 2021 Synthèse.pdf

- 01351_CRAC_2021_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zones d'activités Parc 2000 et Parc 2000 Extension - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc 2000 et Parc 2000 Extension sont situées au Nord-Ouest de la Commune de Montpellier. Elles sont destinées à accueillir de l'activité, des ateliers, des bureaux et un village d'entreprises. Cette opération a été initiée par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District ayant décidé de la réalisation de la ZAC Parc 2000 dans la zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la société N+B architectes, constituée des architectes E. NOURRIGAT, et J. BRION (désormais dénommé NBJ architectes), pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SERM par une concession d'aménagement signée en 1999. Les dossiers de création des ZAC ont été approuvés successivement par le District de l'Agglomération de Montpellier le 29 mai 2000 et le Conseil d'Agglomération du 21 juillet 2006. Dans le cadre de la ZAC Parc 2000 et par délibération du 30 mars 2000, le District de l'Agglomération de Montpellier a demandé à la SERM de prendre en charge les études et la réalisation du VEAS (Village d'Entreprises d'Activités et de Services). Ces ZAC couvrent une surface de 20 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 70 000 m² cessibles. Elles sont regroupées sous une même concession d'aménagement regroupant également le bilan du VEAS.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire des Parc 2000 et Parc 2000 Extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 19 093 000 € HT, dont 326 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 18 398 000 € HT, dont 238 000 € HT en 2021.

Les dépenses de l'année 2021 correspondent principalement à des travaux d'éclairage public, aux frais d'exploitations du VEAS et à la rémunération de la SERM.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 19 832 000 € HT, en baisse de 67 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 1 050 000 €. S'ajoutent également une participation de la Métropole au programme d'équipement public de 228 000 € HT, ainsi qu'une subvention d'équipement du VEAS de 549 000 €. Ces participations, d'un montant de 1 827 000 € HT, ont déjà entièrement été versées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 des Zones d'Aménagement Concerté Parc 2000 et Parc 2000 Extension établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à

signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204071-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC_2021_vd.pdf

- BILAN SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zones d'activités Parc 2000 2ème extension - Concession entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 5 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

La ZAC Parc 2000 2^{ème} Extension est située au Nord-Ouest de la Commune de Montpellier. Elle est destinée à accueillir de l'activité, des ateliers, des bureaux et des logements. Cette opération a été initiée par délibération du Conseil d'Agglomération de Montpellier en date du 22 décembre 2009, qui en a alors approuvé les objectifs.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la société NBJ architectes, constituée des architectes E. NOURRIGAT, et J. BRION, pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée en 2011. Le dossier de création de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été approuvé par l'Agglomération de Montpellier par délibération du 21 avril 2011. Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics (PEP) de la ZAC correspondants ont été approuvés par délibération du Conseil de Métropole du 30 septembre 2015. Cette ZAC couvre une surface de 5 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 22 000 m² cessibles et 220 logements.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 6 755 000 € HT, dont 1 105 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 2 815 000 € HT, dont 857 000 € HT en 2021.

En 2021, la Ville de Montpellier a émis le souhait d'implanter un groupe scolaire de 18 classes, pour les besoins de l'opération de renouvellement urbain de la Mosson. Après études, et en accord avec la Ville de Montpellier qui en assure la maîtrise d'ouvrage et le financement, cet équipement a été intégré dans le bilan prévisionnel de l'opération.

Par ailleurs, dans le cadre de ses compétences en terme de sécurité publique, la Ville de Montpellier souhaite réaliser un Hôtel des Protections, regroupant divers services municipaux en lien avec cette mission, notamment la Police Municipale. A l'issue d'une concertation entre Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, le site de Parc 2000 2^{ème} extension a été retenu.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre donc en recettes et en dépenses à 25 948 000 € HT, en augmentation de 18 396 000 €. Cette augmentation résulte de l'intégration du groupe scolaire au bilan de l'opération, ainsi qu'à des surcoûts liés à l'occupation des terrains jusqu'en mars 2022 et au retard pris en conséquence par l'opération.

Une participation de la Ville de Montpellier est attendue, à hauteur de 17 520 000 €, pour permettre la réalisation du groupe scolaire.

Le montant de la participation d'équilibre de la Métropole s'élève donc désormais 1 576 078 €, en augmentation de 987 000 € par rapport au dernier bilan. A fin 2021, 288 866 € ont été versés, 1 287 212 € sont à verser entre 2022 et 2024.

L'ajustement du programme de l'opération et l'occupation de certains terrains de l'opération nécessitent de prolonger la concession jusqu'au 31 décembre 2030. En conséquence, un avenant n°5 est proposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Parc 2000 2^{ème} extension, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°5 relatif à l'augmentation de la participation d'équilibre de la Métropole à l'opération, à la participation de la Ville et à la prolongation de la concession ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°5 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 29 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204072-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC_2021

- Synthèse bilan

- AVENANT N° 5 PARC 2000

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Bernadette CONTE-ARRANZ, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Yvon PELLET, Bernard TRAVIER

Hors commission - Approbation des procès-verbaux des Conseils de Métropole du 31 mai 2022 et du 26 juillet 2022

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les procès-verbaux des séances du 31 mai et du 26 juillet 2022 sont annexés à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les procès-verbaux des Conseils de Montpellier Méditerranée Métropole du 31 mai et du 26 juillet 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-207637-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV 31_05 SYNTHESE.pdf

- PV_C3M_26.07.22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Conseil du 6 décembre 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités
Territoriales

N°MD2022-413 - 29/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise Plantin Ceccotti - Prolongation de la ligne 1 de tramway - Autorisation de signature

Objet : L'opération de prolongation de la ligne 1 du tramway jusqu'à la gare Montpellier Sud de France nécessite l'occupation temporaire d'une bande de la parcelle SL 110 afin d'y prévoir une piste de passage permettant la réalisation d'un nouvel ouvrage de franchissement de l'A709 et de réaliser un mur de soutènement. Il est ainsi proposé une convention d'occupation précaire avec l'ENTREPRISE PLANTIN CECCOTTI, propriétaire, pour une durée de 24 mois.

N°MD2022-674 - 20/09/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à une convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole (3M) et l'Agence Française de Développement (AFD) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre l'Agence Française de développement (AFD) et Montpellier Méditerranée Métropole, d'une convention de financement FICOL (Facilité de financement des collectivités territoriales). Elle a pour objet d'acter le versement d'une subvention de 885 000 € à la Métropole par l'AFD dans le cadre du Projet « Kiffa-Eau ».

N°MD2022-686 - 09/09/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative au mandat d'études pour la réalisation d'études préalables au réaménagement des accès au centre commercial de Trifontaine - secteur Blanquette - Constat d'achèvement de la mission - Protocole de reddition des comptes et clôture du mandat

Objet : Il s'agit d'acter la reddition des comptes du mandat Trifontaine avec la SA3M. Elle prévoit le remboursement par la SA3M d'un solde positif de 17 754,49 € TTC au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-697 - 29/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réalisation de travaux énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution de subventions à 2 ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant total de 2 600 €.

N°MD2022-763 - 26/08/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché M1D0057DM de travaux de mise aux normes sécurité incendie des rampes d'accès au parking N-2 du Centre Commercial du Polygone à Montpellier (rampes Montmorency et ancienne mairie)

Objet : Le marché M1D0057DM de mise aux normes relatives à la sécurité incendie des rampes d'accès au parking N-2 du Centre commercial du Polygone est attribué au groupement d'entreprise INEO/CHUBB sis à Latte, pour un montant global et forfaitaire de 417 020,21 € HT et pour une durée de 5 mois (période de préparation d'un mois comprise).

N°MD2022-765 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la modification du marché M0B0057DC - Maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment annexe sur le site de l'Ecolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1

Objet : Il est proposé un avenant au marché maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment annexe sur le site de l'Ecolothèque avec l'entreprise ALEXANDRE SENAC ARCHITECTE. Le montant de l'avenant n°1 est de 14 986 € HT, portant le nouveau montant du marché à 61 976 € HT (soit une augmentation de 32%) et une prolongation de la durée initiale de 15 mois supplémentaire.

N°MD2022-772 - 23/08/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché n°M2D0005VD Réhabilitation des points propreté de Montferrier-sur-Lezet Saint Georges d'Orques - Lots 5, 6 et 7 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer 3 lots sur 7 du marché de réhabilitation des déchèteries de Montferrier-sur-Lezet et de Saint Georges d'Orques comme suit :

- lot 5 pour les équipements des quais à MP INDUSTRIES SAS, sise à Gardanne (13) pour un montant de 171 578 € HT et pour une durée de 2 mois ;
- lot 6 pour l'éclairage et la vidéo-protection au groupement FIMS PROTECTION/REEL MEDITERRANEE sis à Montpellier pour un montant de 83 847,16 € HT et pour une durée de 3 mois ;
- lot 7 pour les clôtures et les portails à ID VERDE, sise à Gigan (34) pour un montant de 43 987,30 € HT et pour une durée de 2,5 mois.

Ces durées démarrent à compter de l'ordre de service spécifique venant notifier le démarrage du délai de la période de préparation ainsi que le délai d'exécution.

N°MD2022-792 - 23/08/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la mise à disposition, auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault, d'un agent de catégorie C du 01/07/2022 au 30/06/2024.

N°MD2022-832 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la modification du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional - lot 12B : sols coulés - Avenant transactionnel

Objet : Dans le cadre de la réalisation du nouveau conservatoire, un avenant transactionnel pour un montant de 90 400 € HT est conclu avec l'entreprise EUROSINTEC, titulaire du lot 12B "sols coulés du marché de réalisation du conservatoire à rayonnement régional", portant le nouveau montant du marché à 370 812,50 € HT. La pandémie ayant entraîné des délais et dépenses supplémentaires.

N°MD2022-852 - 26/08/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à L'Association LIGHTING URBANCOMMUNITY INTERNATIONAL (LUCI) - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association LIGHTING URBANCOMMUNITY INTERNATIONAL (LUCI) afin de participer et d'être représentée aux conférences internationales, lieu de rencontres, d'échanges et de partages entre professionnels de l'éclairage urbain. Cette adhésion, dont le coût annuel est de 4 140 € TTC, est effective à compter de 2022.

N°MD2022-869 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Travaux de réalisation du square à proximité du Conservatoire à Rayonnement Régional dans le quartier Boutonnet à Montpellier - Avenants n°1 des lots 01 - VRD et lot 02 - Plantation - Mobilier - Jeux - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre du marché de travaux d'aménagement du square situé à proximité du nouveau Conservatoire, des prestations supplémentaires ont été demandées par ordre de service. Il est ainsi proposé de signer des avenants :

- Pour le lot 1 avec l'entreprise COLAS FRANCE, avenant d'un montant de 12 217,70 € HT, portant le nouveau montant du marché à 156 296,00 € HT ;

- Pour le lot 2 avec l'entreprise ID VERDE, avenant d'un montant de 11 175,00 € HT, portant le nouveau montant du marché à 208 881,29 € HT.

N°MD2022-878 - 27/09/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à la réponse à l'appel à projet de la DAECT "FOND DE SOUTIEN CONJOINT A LA COOPERATION DECENTRALISEE FRANCO-MAROCAINE"

Objet : Le projet Montpellier Vallée de l'Arghen volet tourisme est candidat à l'appel à projet de la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) « Fonds de soutien conjoint à la coopération décentralisée franco-marocaine ». Ce programme permet à Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier de financements pour mettre en œuvre un projet ce projet.

N°MD2022-890 - 29/08/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à la coopération avec le Conseil Départemental de Rufisque - Dépôt de dossier de candidature "AAP Fond Conjoint Franco-sénégalais" financé par le MEAE - Autorisation de signature

Objet : A la suite du succès du projet "fonds conjoint franco-sénégalais 2020", les partenaires proposent de poursuivre leurs actions communes en faveur des systèmes alimentaires durables des collectivités de Montpellier Méditerranée Métropole, Ville de Montpellier et Conseil Départemental de Rufisque dans le cadre du nouvel appel à projet "Fond conjoint franco-sénégalais 2022" porté par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères pour lequel il est proposé de déposer une candidature.

N°MD2022-893 - 23/08/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'avenant n°2 au marché 3814GD15 de "Nettoisement sur une partie du territoire de la ville de Montpellier hors centre-ville"

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°3814GD15 avec l'entreprise SMN sise à Montpellier. Il a pour objet de prolonger le marché de 2 mois et 2 jours afin de permettre le lancement d'une procédure transitoire en vue d'un nouveau marché. Cet avenant est d'un montant de 1 140 000 € HT.

N°MD2022-913 - 26/08/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M1C0035EP de missions d'études pour la définition de la stratégie d'application des obligations légales de débroussaillage - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M1C0035EP de mission d'études pour la définition de la stratégie d'application des obligations légales de débroussaillage au groupement d'entreprises ALCINA/PYRENNES CARTOGRAPHIE/ESKIS PAYSAGISTES sis à Montpellier. Il est conclu pour un montant global et forfaitaire de 154 825,00 € HT toutes tranches confondues. Il prend effet à compter de l'ordre de service pour une durée de 18 mois pour la tranche ferme et de 48 mois pour la tranche conditionnelle.

N°MD2022-918 - 29/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audits tripartites avec les copropriétés Pioch de Boutonnet (13 logements) et Cité Vincent (12 logements), ainsi que l'attribution de subventions aux audits de ces copropriétés pour un montant total de 2 250 €.

N°MD2022-919 - 29/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution de subventions à 3 ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant total de 3 900 €.

N°MD2022-920 - 29/08/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à la signature d'une convention de groupement de commande relatif à l'accompagnement à la démarche climat-air-énergie dans le cadre d'un renouvellement de labellisation

Objet : Un groupement de commande est constitué avec la Ville de Montpellier. Il a pour objet de désigner un prestataire accompagnateur à la démarche de renouvellement du label Climat-Air-Energie. Le coordonnateur est Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-921 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2750 boulevard Paul Valéry à Montpellier - IT80 - SCI DU PUECH

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 723 m² du bien immobilier sis 2750 boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IT n°80 appartenant à la SCI DU PUECH, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 27 216 €.

N°MD2022-923 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M2B0036DC - Prestation de transport aller et retour, emballage et déballage de mobiliers lapidaires pour l'exposition "Statues menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique" au Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Attribution

Objet : Il est proposé d'attribuer le marché n° M2B0036DC - Prestation de transport aller et retour, emballage et déballage de mobiliers lapidaires pour l'exposition « Statues menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique. » au Site archéologique Lattara - musée Henri Prades (07/10/2022 – 06/03/2023), à la Société BOVIS TRANSPORTS, sise à Fleury-Merogis (91), pour un montant global et forfaitaire révisable de 50 802,50 HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de deux ans au maximum.

N°MD2022-925 - 23/08/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché n°M1C0008VD - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi technique et financier du contrat de Délégation de Service Public d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST - attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1C0008VD d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le suivi technique et financier du contrat de Délégation de Service Public d'exploitation de l'unité de méthanisation Amétyst à l'entreprise SETEC ENERGIE ENVIRONNEMENT sise à Paris. Il est conclu pour un montant forfaitaire de 73 375 € HT et un montant maximum de 45 000 € HT pour les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre à bons de commande.

N°MD2022-927 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société CYME au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société CYME, d'une convention d'occupation du domaine public pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA du 01/09/2022 au 31/03/2023. La redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 12,00 m² qu'elle occupe s'élève à 154,56 €.

N°MD2022-933 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 3m² et 34m² de bien immobilier sis boulevard Paul-Valéry à Montpellier appartenant à la SARL Y SEM BE dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, pour un montant de 22 172 €, des emprises de 3 m² et de 34 m² du bien immobilier sis boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IL n°229 et n°230, appartenant à SARL Y SEM BE, nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway.

N°MD2022-943 - 05/09/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 94 logements privés situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé d'attribuer des subventions pour la réhabilitation de 94 logements occupés par leurs propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 439 743 €, dont 50700 € accordés au titre de la « prime PCAET » à la rénovation thermique des logements de 1 300 €.

N°MD2022-944 - 29/08/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative au marché M1C0029TE - Marché de travaux pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Jany à Jacou - Lot 1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché de travaux pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Jany à Jacou à l'entreprise EDISON sise à Saint Jean de Védas, pour un montant de 158 892,39 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification pour le lot 1. Sa durée est de 4 mois.

N°MD2022-945 - 02/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section RA n°1, au profit du Cirque Madona Bouglione - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine privé au bénéfice du CIRQUE MADONA BOUGLIONE, du 15/05/2023 au 15/09/2023 sur la parcelle cadastrée section RA n°1, d'une contenance de 9 888 m², située lieu- dit Rastouble à Montpellier. L'occupant garantit l'absence d'animaux dans le spectacle et à l'extérieur du chapiteau. La convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'un loyer de 40 €/jour soit un loyer de 4 920 € pour 123 jours.

N°MD2022-948 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association "Singulier Pluriel" - Autorisation de signature

Objet : L'association SINGULIER PLURIEL et Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique sur la thématique de la danse inclusive, pour l'année scolaire 2022/2023. La Cité des Arts met à disposition un studio de danse et l'association Singulier Pluriel viendra y pratiquer la danse et faire découvrir la danse inclusive.

N°MD2022-950 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la convention de partenariat pédagogique entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Beaux-Arts Musiques - Autorisation de signature

Objet : L'association Beaux-Arts Musiques et la Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique pour l'année scolaire 2022/2023. Les élèves de la Cité des Arts auront la possibilité de se produire dans le cadre des manifestations publiques proposées par l'école Beaux-Arts Musiques et les élèves de Beaux-Arts Musiques pourront intégrer les pratiques collectives d'ensemble proposé par la Cité des Arts.

N°MD2022-953 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché subséquent n°M2C0032DC - Lot n°2 à l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition "Djamel TATAH, le Théâtre du silence" au musée Fabre de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer un marché subséquent au lot n°2 de l'accord-cadre n°M0D0016DC à l'entreprise ANDRE CHENUE SA, sise à Nice. Il concerne le transport des œuvres de l'exposition "Djamel TATAH, le Théâtre du silence" au musée Fabre. Il est conclu pour un montant global et forfaitaire de 57 640 € HT, soit 68 592 € TTC et pour une durée de 8 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-954 - 29/08/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Bruxelles- Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le déplacement d'un membre de la Direction de la Communication, un membre de la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel ainsi qu'un membre du Service des Relations Presse et Média à Bruxelles, du 18/07/2022 au 20/07/2022, afin de participer à des rendez-vous institutionnels. Ce déplacement a aussi été l'occasion de rencontrer de nombreux acteurs culturels belges. Le montant estimé du déplacement est de 850 €.

N°MD2022-957 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de Monsieur Baudouin LEBON d'une toile d'Alain CLEMENT, Sans titre, 1980 - Convention de don - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Baudouin LEBON d'une toile d'Alain CLEMENT, Sans titre, 1980, d'une valeur de 1 500 €. Cette œuvre est conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-959 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Stéphane BORDARIER - Convention de don - Autorisation de Signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la FONDATION D'ENTREPRISE DU MUSEE FABRE d'une œuvre de Stéphane BORDARIER, 1.VII.2016, huile et acrylique sur toile, d'une valeur de 12 000 €. Cette œuvre est conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-960 - 24/08/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2203800-4 TA - SOCIETE RIXEN CABLEWAY GMBH"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS SCP CGCB à la suite du dépôt de la requête n°2203800-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la Société RIXEN CABLEWAY GMBH tendant à obtenir indemnisation à la suite de la résiliation du marché public de conception-réalisation du Parc Gérard-Bruyère sur la commune de Baillargues.

N°MD2022-961 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre et le centre Pompidou pour la publication d'un catalogue d'exposition Germaine Richier

Objet : À l'occasion de l'exposition itinérante « Germaine RICHIER » présentée au Centre Pompidou à Paris du 01/03/2023 au 12/06/2023, puis au Musée Fabre à Montpellier du 12/07/2023 au 05/11/2023, les parties ont convenu de collaborer à la publication d'un catalogue. La participation de la Métropole s'élève à 15 000 € TTC.

N°MD2022-962 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M2D0074DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'un triptyque de YAN Pei-Ming, L'Impossible rencontre, 2019 - Autorisation de Signature
Objet : Il est proposé de procéder à l'acquisition du triptyque de l'artiste YAN Pei-Ming, L'Impossible rencontre, en vente auprès de l'artiste pour un montant de 300 000 €. Ce triptyque est conservé au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-963 - 24/08/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2203605-3 - Ressources Humaines"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET MB AVOCATS devant le Tribunal Administratif à la suite du dépôt la requête n°2203605-3 par un agent de la Métropole contre les décisions du 02/06/2022 refusant la reconnaissance d'un accident de service.

N°MD2022-965 - 29/08/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés Riverain (14 lots), Jardins de la préfecture (174 lots), Saint Christophe (22 lots), Parc de la guirlande BAT D (128 lots), 16-18 rue de la merci (46 lots), ainsi que l'attribution de subventions aux audits de ces copropriétés pour un montant total de 34 560 €.

N°MD2022-967 - 24/08/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2203452-4 TA - Madame Emmanuelle RODRIGUEZ"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP à la suite du dépôt de la requête n°2203452-4 déposée le Tribunal Administratif de Montpellier le 04/07/2022 par Madame RODRIGUEZ tendant à la mise en œuvre d'une expertise médicale et à obtenir réparation des préjudices subis à la suite d'une chute à vélo dont elle a été victime sur un espace végétalisé avenue Agropolis à Montpellier.

N°MD2022-971 - 23/08/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M2D0026VD de Collecte, transport et traitement de déchets diffus spécifiques des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2 - Attributions

Objet : Il est proposé d'attribuer le marché n°M2D0026VD de Collecte, transport et traitement de déchetsdiffus spécifiques comme suit :

- Lot 1 « Ouest » à l'entreprise TRIADIS SERVICES, sise Villeneuve-lès-Béziers pour un montant maximum annuel de 350 000 € HT ;
- Lot 2 « Est » à l'entreprise SARP OSIS SUD EST, sise à Vaulx-en-Velin (69) pour un montant maximum annuel de 315 000 € HT.

L'accord-cadre prend effet à compter de la date de notification du contrat. Il est conclu pour une périodeinitiale de 12 mois avec 3 reconductions possibles.

N°MD2022-972 - 20/09/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M9D5240DS - Lot n° 6 "Peinture - Signalétique - Sols souples" - Avenant n°2 de transfert de la SARL CORNIL à la SAS CORNIL PATRIMOINE - Autorisation de signature

Objet : Considérant qu'à compter du 19/05/2022, la SARL CORNIL a cédé son fonds de commerce à la SAS CORNIL PATRIMOINE, il convient d'autoriser la signature de l'avenant n°2 de transfert du lot n°6 "Peinture - Signalétique - Sols souples" du marché M9D5240DS "Travaux d'aménagement et d'entretien desbâtiments sportifs" en vue du transfert à la SAS CORNIL PATRIMONE, des prestations exercées jusqu'alors par la SARL CORNIL.

N°MD2022-973 - 23/08/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M1C0028VD de travaux d'entretien et de réparation des bennes amovibles des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1C0028VD à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT, sise à Montpellier. Il concerne la réparation et l'entretien du parc de 230 bennes amovibles des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant maximum de 100 000 € HT et pour une durée d'un an, reconductible 3 fois un an.

N°MD2022-974 - 24/08/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une cuve à eau vétuste de marque Blanchard n°150993 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une cuve à eau d'une contenance de 600 litres de marque Blanchard, à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères

N°MD2022-975 - 24/08/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une cuve à eau vétuste de marque Cornu n°381137 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une cuve à eau vétuste d'une contenance de 600 litres de marque Cornu à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-977 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre et Radio Clapas

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre le musée Fabre et RADIO CLAPAS, d'une convention de partenariat pour 40 chroniques (créneau hebdomadaire de 5 minutes sur la saison 2022-2023) sur la thématique « Figuration ou Abstraction : Dans les coulisses des collections ».

N°MD2022-978 - 09/09/22 - Direction des Sports

Décision relative aux conventions de mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il convient, pour la saison sportive 2022-2023, de passer des conventions avec les associations demandeuses pour la mise à disposition exclusive ou non exclusive de locaux et de terrains en vue de l'organisation de manifestations et d'activités sportives dans les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole. Les conventions sont conclues à titre gratuit.

N°MD2022-980 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société UNIRIDGE pour le changement de sa dénomination sociale en société GARNASYS

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société australienne UNIRIDGE à la suite du changement de sa dénomination sociale en société GARNASYS le 07/07/2022. Aucun autre critère n'a été modifié.

N°MD2022-982 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional sur le site de l'ancienne maternité Grasset - lot 12 b : sols souples - Avenant n°1

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au lot n°12B du marché de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional conclu avec EUROSYNTEC. Le montant en moins-value est de 18 307,50 € HT portant le montant du marché pour le lot 12b à 280 412,50 € HT.

N°MD2022-983 - 08/09/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative à l'avenant n°2 du marché n°5037VD18 - Achat et maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°5037VD18 d'achat et de maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte afin de prolonger le marché de 4 mois. Ce délai permet de garantir la continuité du service aux usagers pendant la phase de consultation d'un nouveau marché.

N°MD2022-986 - 09/09/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M2B0042DS - Conduite, exploitation et maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0042DS à l'entreprise IDEX ENERGIES, sise à Gallargues-le-Montueux (30). Il concerne la conduite, l'exploitation et la maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti. Il est conclu pour des prestations faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire d'un montant de 85 024,88 € HT, et un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 89 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de trois mois.

N°MD2022-987 - 26/08/22 - Direction des Finances

Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc au budget annexe Assainissement à la suite de la Création d'une Régie Unique Eau et Assainissement

Objet : Les contrats d'emprunts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL LANGUEDOC et affectés au budget annexe Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole sont transférés à la Régie de l'Eau et de l'Assainissement au 01/01/2023.

N°MD2022-988 - 29/08/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à un avenant n°1 au marché 5103TE18 de révision et animation du plan climat en plan climat air énergie territorial, évaluation environnementale, démarche cit'ergie associée et élaboration du schéma directeur des énergies - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°5103TE18 de « révision et animation du plan climat en plan climat air énergie territorial, évaluation environnementale, démarche cit'ergie associée et élaboration du schéma directeur des énergies » avec l'entreprise mandataire BURGEAP SA, afin que la durée d'exécution du marché soit prolongée de 6 mois supplémentaires soit jusqu'au 16/03/2023. L'avenant n'a pas d'incidence sur le montant du marché.

N°MD2022-995 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public - Ancien Evêché

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec l'association EPSEDANSE, d'une convention d'occupation temporaire du domaine public d'une partie de l'Ancien Evêché pour la période du 20/08/2022 au 30/11/2022. L'association utilisera ces locaux pour dispenser les cours de danse de ces différents cursus. La redevance est de 2 891,25 € pour la période, ainsi qu'un forfait de participation aux dépenses énergétiques de 908,71 €.

N°MD2022-1000 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°2 de transfert d'activité pour la société ATLANTIDE de la pépinière d'entreprises Cap Omega vers la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 à la convention d'occupation, conclue en date du 01/10/2021 avec la Société ATLANTIDE, pour le transfert de son activité de la pépinière d'entreprises Cap Oméga vers la pépinière d'entreprises Cap Alpha, du 01/09/2022 jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30/06/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 40,71 m² qu'elle occupe s'élève à 428,26 €.

N°MD2022-1003 - 09/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et convention de faire les travaux dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer une convention de faire les travaux sur la parcelle cadastrée commune de Montpellier AS 10, appartenant à l'Etat et occupée par le CNRS, ainsi qu'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du CNRS à la TaM.

N°MD2022-1004 - 23/08/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 - Marché de travaux M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" sur la commune de Fabrègues - Lot 1 : Poste de refoulement

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au lot n°1 du marché de travaux n°M9D0020EA de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" sur la commune de Fabrègues. Le montant de l'avenant est de 22 030,32 € HT, portant le montant du marché à 271 830,32 € HT, soit un écart de 8,82 % du montant initial.

N°MD2022-1006 - 20/09/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser l'attribution de subventions à 3 ménages sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant total de 3 900 €.

N°MD2022-1013 - 24/08/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën immatriculé CE-593-AN – Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën immatriculé CE-593-AN à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1014 - 06/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 du marché M0B0112EA - Démolition de l'ancienne usine de production d'eau potable de Portaly et les opérations connexes marché de maîtrise d'œuvres - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché M0B0112EA - Démolition de l'ancienne usine de production d'eau potable de Portaly et les opérations connexes marché de maîtrise d'œuvres. Il a pour objet d'arrêter le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération. Le montant de l'avenant est de 5 926,97 € HT, soit 22,12 % du montant du marché initial, portant le nouveau montant du marché à 40 226,97 € HT et le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre à 32 726,97 € HT.

N°MD2022-1016 - 07/09/22 - Direction de la Santé et de la Prévention

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0B0090RH - Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation de handicap ou de restriction d'aptitude de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché de fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation d'handicap ou de restriction d'aptitude. Le marché, conclu avec la SARL DESIGN⁺, sise à La Crau (83), arrive à échéance le 08/09/2022 et il convient de le renouveler jusqu'au 31/12/2022. Le montant de l'avenant est de 10 % soit 4 000 € HT portant le nouveau montant maximum du marché à 44 000 € HT.

N°MD2022-1017 - 20/09/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de larénovation énergétique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer une subvention à un ménage sollicitant l'aide Plan Climat pour un montant global de 1 300 €.

N°MD2022-1018 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative au marché M2B0061DE - Mission de prospection sectorielle ciblée sur la filière des industries culturelles et créatives (Lot 1) - Mission de prospection sectorielle ciblée sur la filière agro-agri (Lot 2)

Objet : Pour favoriser l'implantation de nouvelles entreprises sur son territoire et accompagner celles en fort développement, la Métropole lance une mission de prospection d'une durée de 4 mois pour être accompagné dans cette démarche. Le lauréat des lots 1 et 2 du marché est la société ANCORIS, sise à Paris. Le marché est conclu pour un montant global de 54 300 €, soit 27 150 € HT pour le lot 1 et 27 150 € HT pour le lot 2, et pour une durée de 4 mois à compter de la notification.

N°MD2022-1024 - 02/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 64 - Avenue du Champ des Moulins - Commune de Murviel-Lès-Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition par la Métropole, auprès des époux BAULIEUX et à l'euro symbolique, de la parcelle AI 64 de 60 m² sur la commune de Murviel-Lès-Montpellier, avenue du Champ des Moulins, en régularisation de l'existant, à savoir une emprise déjà intégrée dans la voirie.

N°MD2022-1025 - 19/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de construire sur le site de l'Ecolothèque à Saint Jean de Vedas

Objet : La construction d'un hangar à foin sur le site de l'écolothèque exige le dépôt d'une demande de permis de construire auprès des services compétents

N°MD2022-1026 - 23/08/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 : Est

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 : Est pour introduire un nouveau Bordereau des Prix Unitaires (BPU). L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.

N°MD2022-1028 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique du Museum d'Histoire Naturelle de Nîmes dans le cadre de l'exposition 'Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 07/10/2022 au 6 mars 2023

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de prêt de deux objets par le Museum d'Histoire Naturelle de Nîmes au profit du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades qui organise l'exposition « Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique » du 07/10/2022 au 06/03/2023 au musée Henri Prades. Convention à titre gratuit.

N°MD2022-1029 - 06/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique du musée Fenaille de Rodez dans le cadre de l'exposition ' Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique ' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 07/10/2022 au 6 mars 2023

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer une convention de prêt d'un objet par le musée Fenaille de Rodez Agglomération au profit du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades qui organise l'exposition « Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique » du 07/10/2022 au 06/03/2023 au musée Henri Prades. Convention à titre gratuit.

N°MD2022-1031 - 26/08/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M2B0053PP - Entretien d'ouvrages hydrauliques - Fontaines et postes de relèvement d'eaux pluviales - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2B0053PP à l'entreprise VEOLIA EAU-CGE sise à Montpellier. Il concerne les entretiens des ouvrages hydromécaniques (fontaines et postes de relèvement d'eaux pluviales). Il est conclu pour un montant maximum total de 89 900 € HT et pour une durée de 9 mois.

N°MD2022-1032 - 23/08/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 : Ouest

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 : Ouest afin d'y introduire un nouveau Bordereau des Prix Unitaires (BPU). L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.

N°MD2022-1033 - 30/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AH 428 - création d'une piste cyclable - Commune de Saussan

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition par la Métropole, auprès de Monsieur et Madame ROUGE, de la parcelle AH 428 de 683 m² sur la commune de Saussan pour permettre la création de la piste cyclable le long de la RM n°27E7 et pour relier à terme Saussan et Fabrègues. Le montant total de l'acquisition s'élève à 2 049 € (à savoir 1.20 €/m² pour la terre agricole et 1.80 € /m² d'indemnités accessoires).

N°MD2022-1034 - 07/09/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision modificative relative à la décision n°2017-102 concernant un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Somali - Locaux ZAC du Mijoulan à Saint Georges d'Orques

Objet : Il s'agit de modifier l'article 3 de la décision n°2017-102 du 10/03/2017 qui doit se lire de la manière suivante : « La durée du bail est de 9 ans avec une première période ferme de 6 ans. Il prendra effet au 06/03/2017 et prendra fin au 05/03/2026 ».

N°MD2022-1035 - 26/08/22 - Direction Transition Energétique et Ecologique

Décision relative à l'adhésion à la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Occitanie délégation territoriale de l'Hérault

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, à adhérer pour l'année 2022 et pour un montant de 2 000 € à l'association LPO (LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX).

N°MD2022-1036 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°10 prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°10, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société ECOMNEWS pour une période de quatre mois à compter du 01/09/2022 et jusqu'au 31/12/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 59,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 989,19 €.

N°MD2022-1037 - 12/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la convention de mise à disposition de parcelles à la SAFER OCCITANIE - Commune de Montferrier-sur-Lez

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent la mise à disposition à la SAFER OCCITANIE, des parcelles situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez cadastrées section BE n°34 ; 116 ; 119 ; 122 et BH n° 103, pour une contenance cadastrale totale de 10 ha 60 a 87 ca, pour une durée d'un an, du 01/11/2022 jusqu'au 31/10/2023. Cette convention de mise à disposition est consentie et acceptée moyennant le versement d'une redevance annuelle de 1 000 €. Les terrains sont occupés par des brebis, ce qui permet d'entretenir les lieux et éviter le débroussaillage avant l'été.

N°MD2022-1038 - 06/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0C0007EA - Maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux d'assainissement et d'eau potable de l'avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec la société SAFEGE sise à Montpellier, d'un avenant n°1 au marché n°M0C0007EA - Maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux d'assainissement et d'eau potable de l'avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier. Il a pour objet d'intégrer au marché des prestations supplémentaires. Le montant de l'avenant est de 28 415,00 € HT, soit 19,93% du montant du marché initial, portant le nouveau montant du marché à 170 955, 00 € HT.

N°MD2022-1039 - 26/08/22 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm, la Métropole (coordonnateur) lance une consultation en groupement de commandes afin de conclure un accord cadre à bons de commande avec maximum, pour une période d'un an reconductible 3 fois.

N°MD2022-1040 - 01/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique avec la Société Archéologique du Midi de la France dans le cadre de l'exposition ' Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique ' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 07/10/2022 au 6 mars 2023- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à signer avec la SOCIETE ARCHEOLOGIQUE DU MIDI DE LA FRANCE une convention de prêt de mobilier archéologique dans le cadre de l'exposition « Statues- menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique » organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 07/10/2022 au 06/03/2023. La convention, concerne le prêt de deux objets et prend effet à compter de sa date de signature. Elle est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance clou à clou.

N°MD2022-1041 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la modification du règlement intérieur de la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver l'actualisation du Règlement Intérieur de la Cité des Arts à suite de l'emménagement dans les nouveaux locaux et de l'adaptation de son fonctionnement.

N°MD2022-1042 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'organisation d'une mission d'affaires filière technologique à Helsinki (Finlande) du 15 au 19 novembre 2022 - Participation au salon "Slush" organisé en partenariat avec Business France - Financement de la mission - Approbation

Objet : Il est proposé l'organisation d'une mission d'affaires de Montpellier Méditerranée Métropole au salon SLUSH à Helsinki, du 15/11 au 19/11/2022, pour un montant prévisionnel de 16 000 € TTC. Jusqu'à 4 start-up du territoire seront sélectionnées pour bénéficier de l'accompagnement et prise en charge proposés par Montpellier Méditerranée Métropole, accompagnées par un(e) élu(e) et un(e) technicien(ne).

N°MD2022-1043 - 26/08/22 - Pôle des Systèmes d'Information Numériques

Décision relative à un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Montpellier - Maintenance, prestations intellectuelles et acquisitions de modules complémentaires pour le logiciel de gestion du temps E-Temptation, le logiciel de gestion financière Astre et le logiciel de gestion ressources humaines E-Sedit RH - Approbation

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes pour 3 marchés relatifs à la maintenance, prestations intellectuelles et acquisitions de modules complémentaires pour le logiciel de gestion du temps E – Temptation, Astre et E - Sedit. La Métropole est désignée coordonnateur du groupement. La procédure de mise en concurrence implique le lancement de trois procédures de marchés publics, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année.

N°MD2022-1045 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une Convention de partenariat pédagogique entre la Cité des Arts et l'Institut Thérapeutique, Éducatif et Pédagogique (ITEP) Nazareth

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre L'INSTITUT THERAPEUTIQUE EDUCATIF ET PEDAGOGIQUE (ITEP) Nazareth et Montpellier Méditerranée Métropole, d'une convention de partenariat dont l'objectif est de favoriser toutes les initiatives permettant la pratique artistique des personnes en situation de handicap en privilégiant les actions inclusives dès que cela est possible. Ce partenariat concerne l'année scolaire 2022/2023.

N°MD2022-1046 - 30/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au dépôt d'une déclaration préalable de division par Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelle OC 1 - rue François Joseph GOSSEC - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit du dépôt d'une déclaration préalable de division par Montpellier Méditerranée Métropole pour détacher un lot de 8 000 m² de la parcelle OC1 dans le cadre de l'échange foncier convenu dans le protocole d'accord avec la société BRL.

N°MD2022-1048 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec l'Harmonie Montpellier Jacou pour des actions pédagogiques avec la Cité des Arts

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et L'HARMONIE MONTPELLIER JACOU, d'une convention de partenariat pédagogique afin de favoriser les échanges avec la Cité des Arts.

N°MD2022-1049 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec l'association Mozaïk pour des actions pédagogiques et la mise à disposition de locaux avec la Cité des Arts pour l'année scolaire 2022/2023

Objet : L'association MOZAÏK et la Cité des Arts conviennent d'un partenariat dont l'objectif est de favoriser toutes les initiatives permettant la danse inclusive.

N°MD2022-1050 - 09/09/22 - Direction des Sports

Décision relative à des conventions d'occupation temporaire du domaine public conclues avec les Villes de Castelnau-le-Lez, Castries, Lattes et Vendargues, portant sur l'organisation du FISE Métropole 2022 - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de son partenariat avec le FISE, Montpellier Méditerranée Métropole développe un circuit de manches qualificatives permettant d'accéder à la finale du FISE catégorie « amateur » qui se déroulera à Montpellier en mai 2023. Afin de permettre la réalisation de ces manches qualificatives dans les communes participantes (Castelnau-le-Lez, Castries, Lattes et Vendargues), des conventions de mise à disposition de leurs skate-park respectifs doivent être conclues. Les mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

N°MD2022-1051 - 14/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Energies - Opération de travaux sur la RM27 (phase 2) à Murviel-lès-Montpellier - Programme de travaux 2022 - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de l'opération de travaux sur la D27 Phase 2 à Murviel-lès-Montpellier, il convient de passer une convention avec HERAULT ENERGIES afin d'obtenir une participation financière sur cette opération. Le montant prévisionnel global du projet des travaux est de 83 252,52 € TTC.

N°MD2022-1052 - 30/08/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI TELECOM - Lots de copropriété - Parcelle CH 112 - 1 rue Louis Lumière - Parc d'Activités des commandeurs - Commune de Lattes

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole a exercé son droit de préemption en révision sur le prix sur le bâtiment propriété de la SCI TELECOM située Parc des Commandeurs à Lattes. A la suite du refus du vendeur sur le prix proposé, la Métropole a saisi le juge de l'expropriation et a consigné 15% de la valeur vénale défini par France Domaines. Les vendeurs ont refusé l'offre d'achat à la suite du jugement du juge de l'expropriation et ont retiré le bien de la vente. Il convient donc de demander la déconsignation des sommes versées.

N°MD2022-1053 - 24/08/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°21MA02990 CAA-SAS -SAS LOTI SUD

Objet : Il est nécessaire de défendre la Métropole dans le dossier n°21MA02990 déposé près la Cour Administrative de Marseille le 27/07/2021 par la SAS LOTI SUD contre le jugement du Tribunal Administratif n°2002119 du 27/05/2021 rejetant la demande d'annulation de la délibération du 28/11/2021 par laquelle de Conseil de Métropole a approuvé le plan local d'urbanisme de la Commune de Fabrègues.

N°MD2022-1054 - 05/09/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au réaménagement de 80 prêts contractés par l'OPH ACM Habitat pour la création de logements sociaux - Maintien de la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir, à hauteur de 100 %, le remboursement de deux prêts à taux fixes d'un montant total de 118 000 000 € contractés par ACM HABITAT auprès de la CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC- ROUSSILLON dans le cadre du réaménagement de 80 lignes de prêts initialement mobilisés par ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOT ET CONSIGNATIONS.

N°MD2022-1055 - 26/08/22 - Pôle des Systèmes d'Information Numériques

Décision relative à un avenant n°1 au marché M0B0035RI "Utilisation, maintenance et évolution du logiciel Visual PLANNING"

Objet : L'Acte d'Engagement – Cahier des Clauses Particulières (AE-CCP) relatif au marché n°M0B0035RI "Utilisation, maintenance et évolution du logiciel Visual PLANNING" indique dans son article 4.1 que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 01/01/2021 jusqu'au 31/12/2021. Or ce marché a été notifié le 08/02/2022. Il convient donc de conclure un avenant n°1 afin de modifier l'article 4.1 comme suit : 'L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification. La période initiale débute au 08/02/2022 et se termine 08/02/2023'.

N°MD2022-1056 - 09/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M2D0079RI ' Pilotage technique projets applicatifs MOE dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du marché n°M2D0079RI de prestations de services de chefs de projet pour la mise en œuvre du schéma directeur des systèmes d'information en passant par la convention UGAP. Le montant du marché s'élève à 500 000 €.

N°MD2022-1057 - 01/09/22 - Pôle des Systèmes d'Information Numériques

Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique

Objet : Une convention de groupement de commandes est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Elle concerne la passation d'un marché pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique. La convention prend effet à compter de sa signature jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises. L'estimation totale du besoin pour Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 240 000 € HT. La Métropole est désignée coordonnateur du groupement.

N°MD2022-1058 - 12/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°5057DC18 - Conduite, d'exploitation et de maintenance multitechnique de la médiathèque centrale Émile Zola - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°5057DC18 avec l'entreprise SERVICES MAINTENANCE ENERGIES titulaire du marché de conduite, d'exploitation et de maintenance multitechnique de la médiathèque centrale Émile Zola. Il a pour objet de prolonger de 3 mois la durée d'exécution du marché dans l'attente de la notification du marché suivant. Le montant de l'avenant est de 15 199,51 € HT portant le montant du marché à 1 154 865,77 € HT.

N°MD2022-1059 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM CDC Habitat Social, pour la construction de 33 logements sociaux - Résidence "ENIGMA", Avenue de Maguelone à Lattes - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 361 272 € sollicité par CDC HABITAT SOCIAL auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 33 logements locatifs sociaux neufs, résidence ENIGMA, avenue de Maguelone à Lattes. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1060 - 07/09/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir pour une maison d'habitation et annexes situées au 123 Route de Lattes à Saint Jean de Védas

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant une maison d'habitations et ses bâtiments annexes, sur une parcelle cadastrée BA 0080, situés au 123 routes de Lattes, lieudit Rieucoulon - Saint Jean de Védas (34).

N°MD2022-1062 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat et d'occupation du domaine public entre la Cité des Arts et l'association Les Filles du mardi - Approbation

Objet : La Cité des Arts et LES FILLES DU MARDI organisent un week-end d'hommage à Juliette GRECO, les 22 et 23 octobre 2022, avec la participation de 100 choristes associés à des élèves et enseignants de la Cité des Arts (répétitions, ateliers et concert). La convention prévoit la mise à disposition gratuite de l'auditorium.

N°MD2022-1063 - 20/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un projet : Recycled Water for LIFE (LIFE20 ENV/FR/000192 - LIFE REWA)

- Limiter les prélèvements d'eau douce naturelle grâce à l'utilisation d'eau recyclée multi-usage

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du projet de candidature de Montpellier Méditerranée Métropole - Recycled Water for LIFE afin de limiter les prélèvements d'eau douce naturelle grâce à l'utilisation d'eau recyclée multi-usage. La subvention demandée à travers cet appel à projets s'élève à 459 389 €.

N°MD2022-1064 - 14/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M2B0004EP - Construction d'un mur de soutènement au 11 rue Bellevue à Restinclières - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché M2B0004EP à la société LE MARCORY, sise à Restinclières. Il concerne la construction d'un mur de soutènement au 11 rue Bellevue à Restinclières. Il est conclu pour un montant estimatif de 89 990 € HT et pour une durée de 2 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

N°MD2022-1065 - 06/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°M0D0087EA - Marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera dans une démarche de développement durable

Objet : Il s'agit de passer un marché n°M0D0087EA avec le groupement OTV SUD/VEOLIA EAU/RAZEL BEC/GTM SUD-OUEST TP GC/BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES SAS/EGIS EAU/CABINETMERLIN/TOURRE SANCHIS/AI PROJECT sis à Saint-Maurice (94). Il concerne la modernisation de la station d'épuration MAERA dans une démarche de développement durable. Il est conclu pour un montant de 248 909 656 € HT en tranche ferme + tranche optionnelle 1 ; 237 610 887 € HT en tranche ferme + tranche optionnelle 2. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 9 ans et 3 mois.

N°MD2022-1066 - 14/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux de la parcelle privée de Monsieur Philippe CHAILLAN - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Métropole et Monsieur CHAILLAN, d'une convention d'occupation temporaire, dans le cadre des travaux d'enfouissement du réseau aérien FRANCE TELECOM, afin d'autoriser ce dernier à occuper la parcelle privée le temps des travaux. La convention est conclue pour une durée estimée à 15 jours à compter de la date de la signature.

N°MD2022-1068 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°M8D5196AJ - Souscription des contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°1 Risques automobiles - Avenant de majoration n°1

Objet : Dans le cadre du suivi annuel des résultats techniques réalisé par la compagnie d'assurance SMACL, le rapport sinistres/cotisations n'était plus équilibré. La compagnie a dénoncé le contrat au 31/12/2022, sauf modification du contrat avec une augmentation des franchises et majoration de 10% des bases tarifaires. Au regard du contexte assurantiel, il est proposé d'accepter ces nouvelles conditions.

N°MD2022-1070 - 15/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent M1D0100EP Travaux d'aménagement du parking des Libertés à Castries - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre des travaux d'aménagement du parking des Libertés à Castries, il est nécessaire de passer un avenant à la suite de la modification du choix des revêtements des places de parkings et d'une partie des trottoirs. Le montant de l'avenant n°1 est de 29 570 € HT, portant le nouveau montant du marché à 432 795,85 € HT.

N°MD2022-1071 - 20/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché M0D0013EA - Travaux de raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est

Objet : Il est proposé de signer l'avenant n°1 au marché M0D0013EA - Travaux de raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est attribué au groupement SCAM TP/EIFFAGE FONDATIONS pour y introduire des prix nouveaux. L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché. Le montant de l'avenant est de 30 544,68 € HT soit 5,01 % du montant du marché initial, soit un nouveau montant du marché de 640 534,70 € HT.

N°MD2022-1072 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 131m² de bien immobilier sis 5 rue Simone de Beauvoir à Saint Jean de Védas appartenant à Mme DURAND dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 131 m² du bien immobilier sis 5 rue Simone-de-Beauvoir à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 226, appartenant à Madame DURAND, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 35 155 €.

N°MD2022-1073 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 70m² et de 52m² de biens immobiliers sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, appartenant à l'indivision PALIES/CIESLA, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 70 m² du bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 108 et une emprise de 52 m² du bien immobilier, cadastré section BT n° 158, appartenant à l'indivision PALIES/CIESLA, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 046 €.

N°MD2022-1074 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 45m² de bien immobilier sis 110 rue Albert Viger à Montpellier appartenant à M. et Mme MAYRAND dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 45 m² du bien immobilier sis 110 rue Albert-Viger à Montpellier, cadastré section IL n° 237, appartenant à Monsieur et Madame MAYRAND, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 29 850 €.

N°MD2022-1075 - 09/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société OXELTIS dans le Biopole Euromédecine à Grabels

Objet : La candidature de la société OXELTIS est agréée en vue de la location de locaux dans le Biopole Euromédecine à Grabels. Son activité est la prestation de services en chimie médicinale. Elle est candidate à la location du lot CG 2.3 de 172 m² pour une période de 36 mois. La société emploie 31 personnes et prévoit un effectif de 37 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1076 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 2 403m² de bien immobilier sis Le Frescau à Montpellier, appartenant à l'indivision BARCELONNE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 2 403 m² du bien immobilier sis Le Frescau à Montpellier, cadastré section PK n° 65, appartenant à l'indivision BARCELONNE, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 35 363 €.

N°MD2022-1077 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 75m² de bien immobilier sis 54 route de Lavérune à Montpellier, appartenant à BANQUE CIC SUD OUEST, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 75 m² du bien immobilier sis 54, route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV n° 184, appartenant à BANQUE CIC SUD OUEST, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 32 763 €.

N°MD2022-1078 - 30/08/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 34m² de bien immobilier sis 147 rue Alber Viger à Montpellier, appartenant au syndicat des copropriétaires de la propriété dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 34 m² du bien immobilier sis 147, rue Albert-Viger à Montpellier, cadastré section IL n°234, appartenant au syndicat des copropriétaires de la propriété, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 33 364 €.

N°MD2022-1080 - 29/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une convention de financement amélioration de la défense incendie du parc d'activité Aftalion Baillargies - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SYNDICAT MIXTE DE GARRIGUES CAMPAGNE, d'une convention portant sur les modalités de reversement, au Syndicat par la Métropole, du montant des travaux pour le bouclage du réseau d'eau potable Rue Paul Cézanne sur 105 ml. La contribution financière prévisionnelle est de 38 000 € HT.

N°MD2022-1083 - 09/09/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M1C0030DS - Maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bassins et plages de la piscine Pitot de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Considérant la nécessité de confier une mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bassins et plages de la piscine Pitot de Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée prévisionnelle de vingt- quatre mois, le marché est attribué au groupement ASTER BTP/OTEIS sis à Nice, pour un taux de rémunération fixé à 10,5% et un forfait de rémunération provisoire de 168 250 € HT.

N°MD2022-1085 - 09/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés SCI 41 et SAS IGUAL dans la ZAC CharlesMartel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La candidature de la SCI 41 et de la SAS IGUAL est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone. La SCI 41 et la SAS IGUAL sont candidates à l'acquisition du lot 10 de 1 614 m². L'utilisateur final sera la société IGUAL pour une activité de distribution de produits d'entretien. Elle compte actuellement 62 collaborateurs et prévoit un effectif de 79 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1086 - 09/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés SCI 41 et SAS IGUAL dans le lotissement Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La candidature de la SCI 41 et de la SAS IGUAL est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans le lotissement Charles-Martel à Villeneuve-lès-Maguelone. La SCI 41 et la SAS IGUAL sont candidates à l'acquisition du lot 16 de 3 519 m². L'utilisateur final est la société IGUAL pour une activité de distribution de produits d'entretien. Elle compte actuellement 62 collaborateurs et prévoit un effectif de 79 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1087 - 10/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au marché n°M8D5196AJ de souscription des contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°2 "Dommages aux biens" - Avenant n°4 de majoration

Objet : Dans le cadre du suivi annuel des résultats techniques réalisé par la compagnie d'assurance SMACL, le rapport sinistres/cotisations n'était plus équilibré. La compagnie a dénoncé le contrat au 31/12/2022, sauf modification du contrat avec une augmentation de 15% des conditions tarifaires pour la dernière année d'exécution du marché (soit 3.2% sur le montant total) et des limitations de garanties. Au regard du contexte assurantiel, il est proposé d'accepter ces nouvelles conditions.

N°MD2022-1088 - 03/10/22 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à une convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et le Service Départemental d'incendie et de secours de l'Hérault pour l'acquisition de véhicules et d'équipements - Autorisation signature

Objet : Il est proposé un groupement de commandes entre le SDIS 34, Montpellier Méditerranée métropole, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault. Le Département de l'Hérault est coordonnateur.

N°MD2022-1091 - 06/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition du lot 816 sur l'assiette de la copropriété les Collines d'Estanove, située 2 rue de l'Escoutadou et 2223 boulevard Paul Valéry à Montpellier appartenant à Mme ROUZIES Eliane, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 816 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de Madame ROUZIES Eliane, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-1092 - 02/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DV 640, rue des Tulipes - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir auprès de la société VINCI IMMOBILIER, la parcelle cadastrée DV 640 d'une emprise de 236 m², permettant l'élargissement du trottoir rue des Tulipes à Montpellier. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement.

N°MD2022-1093 - 14/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M2B0055PP - Audit des Dispositifs de Retenue Routiers - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0055PP à l'entreprise ASCODE sise à Eguilles (13). Il concerne l'audit des Dispositifs de Retenue Routiers sur le territoire métropolitain. Il est conclu pour un montant global et forfaitaire de 45 500 € HT et pour une durée de 8 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-1094 - 23/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention de mandat de gestion et d'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville de Montpellier à la SPL TaM - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un acte d'engagement afin de confier à la SPL TaM les prestations de gestion et d'exploitation du parc de stationnement de l'Hôtel de Ville de Montpellier. Cette prestation est conclue pour une durée de 5 ans, à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution des prestations, et pour un montant de 1 840 603 € HT.

N°MD2022-1095 - 17/10/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision modificative relative au marché n°M9D0083VD SUIVI POST EXPLOITATION DE L'ISDND DE CASTRIES - LOTS 1, 2 ET 3

Objet : Il s'agit de corriger une erreur matérielle ? dans le marché n° n°M9D0083VD qui rend la formule de révision des prix inapplicable. La formule de révision prévoit une part fixe de 15%. Il a été omis d'indiquer la pondération de la part variable. Il convient de préciser que la pondération de la part variable est de 85%.

La décision vise également à autoriser la prolongation du marché de 4 mois. Cette prolongation permettra le lissage des prestations non réalisées pendant la période de crise sanitaire sur les 4 mois de marché supplémentaires.

N°MD2022-1097 - 21/10/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à un accord cadre à marchés subséquents pour des marchés de travaux - Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Aire de Cournonterral (2ème tranche) - Autorisation de signature du Marché Subséquent

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°7 relatif aux « travaux de réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage sur la Commune de Juvignac comme suit :

- Lot 1 « Terrassement, Voiries, pluvial, clôture » à l'entreprise JOULIE TP, sise à Cournonsec, pour un montant de 592 020,80 € HT ;
- Lot 2 « Réseaux humides sauf pluvial » à l'entreprise MALET, sise à Mauguio, pour un montant de 201 431,31 € HT ;
- Lot 3 « Réseaux secs » à l'entreprise REEL MEDITERRANEE, sise à Cournonsec, pour un montant de 316 020,60 € HT.

Les marchés prennent effet à compter de la date fixée par l'ordre de service et pour une durée de 9 mois.

N°MD2022-1098 - 09/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société TH ENERGIE dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier.

Objet : La candidature de la société TH ENERGIE est agréée en vue de la location de locaux d'activité dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier. Son activité concerne les travaux d'installation électrique de tous locaux. Elle est candidate à la location du lot A05 de 108,69 m² pour une période de 36 mois. La société emploie 3 salariés et prévoit un effectif de 4 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1099 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voirie - rue Claude Berri - commune de Montpellier

Objet : Il est proposé d'acquérir auprès de la SERM, les parcelles en nature de voirie, rue Claude Berri à Montpellier, pour permettre leur classement dans le domaine public. L'acquisition est consentie à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien acquis.

N°MD2022-1100 - 07/09/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Orange - Antenne relais située sur la parcelle AV254 à Cournonterral - Reprise de la convention par la société Totem France

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société TOTEM FRANCE à se substituer à la société ORANGE dans la convention d'occupation temporaire concernant la station relais de téléphonie mobile installée à Cournonterral lieu-dit Le Pioch, parcelle cadastrée n°AV 254.

N°MD2022-1101 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au déclassement du domaine public - emprise de 147 m² - Voie communale n° 6 - Commune de Cournonsec

Objet : Il est proposé de constater la désaffectation et de prononcer le déclassement du domaine public, d'une emprise de 147 m² située à l'intérieur de la propriété de Monsieur GAZE, derrière sa clôture, pour régulariser une situation existante. Cette emprise lui sera vendue au prix fixé par les Domaines.

N°MD2022-1102 - 14/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision modificative relative au marché n°M0D0098DM - Entretien et maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore

Objet : Le marché M0D0098DM d'entretien et de maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore étant utilisé par le Pôle Déchets et Cycle de L'eau, il est nécessaire de prendre une décision modificative permettant d'engager des dépenses sur le budget annexe de la Métropole.

N°MD2022-1103 - 12/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets lié à la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser une première série d'attribution de subventions est proposée dans le cadre de la candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture, pour les projets se déroulant depuis septembre 2022 pour un total de 251 580 €.

N°MD2022-1104 - 12/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché n°M1D0014AT - Aménagement de voirie des chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n°M1D0014AT – Aménagement de voirie des chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez, conclu avec le groupement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON/BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES. Il a pour objet la réalisation des travaux complémentaires nécessaires à la bonne exécution de l'ouvrage. Le montant de l'avenant est de 77 004,55 € HT. Le montant de la tranche ferme du marché après avenant est de 1 252 327,95 € HT, soit une augmentation de 6,55 %.

N°MD2022-1105 - 09/09/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision modificative relative à une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec le constructeur ' Pitch Immo ' pour une opération sise Quai Flora Tristan - Commune de Montpellier (parcelles cadastrées PE 02 et PE 03) - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé un avenant n°1 à la convention du Projet Urbain Partenarial avec le constructeur PITCH IMMO et la Montpellier Méditerranée Métropole pour une opération sise Quai Flora Tristan dû à la modification du nom commercial du constructeur : PICT PROMOTION est devenu PITCH IMMO. Le programme du projet, des travaux et le montant du PUP restent inchangés.

N°MD2022-1106 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Maurice DENIS (Granville 1870 - Paris 1943), La maison de cure de Palavas-les-Flots - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la FONDATION D'ENTREPRISE DU MUSEE FABRE d'une œuvre de Maurice DENIS (Granville 1870 - Paris 1943), La maison de cure de Palavas- les-Flots d'une valeur de 45 880 €. Cette toile est conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-1107 - 15/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent n°M1D0098EP - Aménagement de l'allée Constantin à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 ayant pour objet la notification de prix nouveau non présents dans l'accord cadre. L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché subséquent. Montant initial du marché : 294 473,30 € HT, montant de l'avenant 43 860,70 € HT, nouveau montant du marché : 338 334,00 € HT soit une augmentation de 14,89 %.

N°MD2022-1108 - 29/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une convention de financement - Amélioration de la défense incendie du Parc d'activité la Garrigue - Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE, d'une convention de financement - Amélioration de la défense incendie du Parc d'activité la Garrigue - Castelnau-le-Lez. Elle porte sur les modalités de reversement, au Syndicat par la Métropole, du montant des travaux pour le redimensionnement de 335 ml de réseau d'eau potable Avenue André Ampère. La contribution financière prévisionnelle est de 138 000 € HT.

N°MD2022-1109 - 26/09/22 - Direction Projet et Planification Territoriale

Décision relative à une demande de subvention dans le cadre de la participation à la Journée Nationale de la Qualité de l'Air (JNQA) 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver la demande d'une subvention auprès de la DREAL dans le cadre d'un appel à projets proposé à l'occasion de la Journée Nationale de la Qualité de l'Air 2022 pour aider la Métropole à financer ses actions. Le montant de subvention demandée est de 1 000 €.

N°MD2022-1110 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision modificative de la décision MD2022-911 - Mission d'affaires mission d'affaire à Heidelberg et l'accueil d'une mission d'entreprises de Heidelberg sur le territoire métropolitain - Financement - Approbation

Objet : Dans la décision MD2022-911 du 18/08/2022, concernant la participation à la mission d'affaires à Heidelberg, il a été prévu 4 participants: 1 élu et 3 techniciens. Il convient de modifier cette partie afin de prévoir la participation de 4 techniciens(es).

N°MD2022-1111 - 06/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à la visite des membres du Conseil d'administration du Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) en Suisse - Prise en charge des frais - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la participation et la prise en charge des frais de transport et de séjour d'un élu et d'un agent à la visite que le GART a décidé de proposer à ses administrateurs, du mardi 15/11 au 17/11/2022 en Suisse, pour étudier ses infrastructures ferroviaires, ses pratiques intermodales et sa politique tarifaire (abonnement général, titre unique), pour un montant de 3 600€ TTC.

N°MD2022-1112 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Erilia pour la construction de 17 logements sociaux - Résidence ' Polynéa ', 120 Avenue de Figuières à Lattes - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 253 866,50 € représentant 75 % du prêt souscrit par ERILIA, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 17 logements locatifs sociaux, résidence Polynéa, 120 Avenue de Figuières à Lattes. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1113 - 14/09/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société 'SCCV Mantra 34' pour une opération sise 75 rue du Fesquet sur la Commune de Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : A la suite de la création de la SCCV MANTRA 34; il s'agit d'approuver par avenant n°1 les nouveaux termes de la convention de Projet Urbain Partenarial afin de modifier la dénomination du promoteur.

N°MD2022-1114 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Alliance française de Montpellier 2022-2026 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'une convention de partenariat exprimant la volonté commune de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Association ALLIANCE FRANÇAISE DE MONTPELLIER de coopérer dans le cadre du projet « Ateliers de conversation » porté avec le Réseau des médiathèques. L'Association collaborera gracieusement avec le Réseau des médiathèques pour co-animer des ateliers de conversation en direction des nouveaux arrivants, étudiants étrangers, migrants, réfugiés et des publics éloignés de la culture.

N°MD2022-1115 - 20/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un Groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'acquisition de matériels informatiques et audio visuels - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone. Elle a pour objet l'acquisition de matériels informatiques et audio visuels. Cet accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec des montants totaux de commandes estimées à 1 232 400 € HT par an, pour ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole, désignée coordonnateur du groupement.

N°MD2022-1116 - 27/09/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n° M2C0014EA - Réhabilitation du réseau d'eaux usées et création d'un poste de refoulement d'eaux usées - Boulevard du Théron à Cournonterral

Objet : Il s'agit de conclure un marché n°M2C0014EA avec l'entreprise EHTP sise à Mauguio. Il concerne la réhabilitation du réseau d'eaux usées et création d'un poste de refoulement d'eaux usées - Boulevard du Théron à Cournonterral. Il est conclu pour un montant estimatif de 139 975 € HT et pour une durée d'exécution de 14 semaines dont 6 semaines de période de préparation.

N°MD2022-1118 - 14/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition des lots 78 à 84 au sein de la copropriété résidence d'Estanove, sise 2595 boulevard Paul Valéry à Montpellier, appartenant à PROMOLOGIS, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots 78 à 84 au sein de la copropriété résidence d'Estanove, sise 2595 boulevard Paul Valéry à Montpellier, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section IL n° 225 et 503, appartenant à PROMOLOGIS, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 81 080 €.

N°MD2022-1119 - 14/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 110m² de bien immobilier sis 34 route de Lavérune à MONTPELLIER, appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence Le Lemon, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 110 m² du bien immobilier sis 34 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV626, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence Le Lemon, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 472,50 €.

N°MD2022-1120 - 22/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour le Développement de services en ligne pour la relation aux usagers

Marché n° M2C0040RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour le développement de services en ligne pour la relation aux usagers pour un montant maximum de 180 000 € HT pour une durée d'un an à compter de la date d'effet de cette décision.

N°MD2022-1121 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la délégation du Droit de priorité de l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme à la Ville de Montpellier à l'occasion de la cession du bien de l'Etat dénommé Gymnase Jouanique

Objet : Il s'agit d'accorder la délégation du droit de priorité à la Ville de Montpellier, afin d'acquérir le foncier du gymnase Jouanique, situé rue Jacques Dalcroze dans le quartier des Cévennes à Montpellier, cadastré MS 259 et MS 260, mis en vente par l'Etat.

N°MD2022-1122 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété YAKHLAF - Local commercial avec annexes lots 49-50-65 Résidence L'Espérou - Parcelle LR 48 - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'une décision de déconsignation à la suite de la préemption d'un local commercial avec annexes, propriété de Monsieur YAKHLAF, lots 49-50-65 de la Résidence L'Espérou située 136 rue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 48. L'EPF d'Occitanie, au titre de la convention pré-opérationnelle grand projet, prend en charge directement l'acquisition de ce bien.

N°MD2022-1124 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M1D0105DC - Conduite d'exploitation et de maintenance de la médiathèque centrale Emile Zola, de la Cité des Arts et du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1,2 et 3 - Attribution

Objet : Un marché n°M1D0105DC de conduite d'exploitation et de maintenance de la médiathèque centrale Emile Zola, de la Cité des Arts et du musée Fabre lots 1,2 et 3 est attribué aux entreprises suivantes :

- CLIMATER MAINTENANCE MEDITERRANEE, sise à Vendargues, pour le lot 1 « Médiathèque Centrale Emile Zola » pour un montant forfaitaire annuel de 139 030,00 € HT et un montant maximal annuel sur BPU de 100 000 € HT ;
- SERVICE MAINTENANCE ENERGIE, sise à Montpellier, pour le lot 2 « Cité des Arts » pour un montant forfaitaire annuel de 134 827,81 € HT et un montant maximal annuel de 150 000 € HT ;
- EUROGEM, sise à Montpellier, pour le lot 3 « Musée Fabre et Hôtel Sabatier d'Espeyran » pour un montant forfaitaire annuel de 186 233,68 € HT et un montant maximal annuel de 150 000 € HT.

Les marchés sont conclus pour une durée d'un an à compter de leur notification et sont reconductibles 3 fois.

N°MD2022-1125 - 14/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 52m² de bien immobilier sis 56 route de Lavérune à MONTPELLIER, appartenant à Mme VILALTA, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 52 m² du bien immobilier sis 56 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section IV n° 185, appartenant à Madame VILALTA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 23 022 €.

N°MD2022-1126 - 21/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché M1D0093EA - Création de trois aires de remplissage et de rinçage sécurisée des pulvérisateurs - Lot n° 1 : Génie civil, réseaux et équipements

Objet : Un marché M1D0093EA relatif à la création de trois aires de remplissage et de rinçage sécurisée des pulvérisateurs - Lot n°1 : Génie civil, réseaux et équipements, est passé avec le groupement SPIE BATIGNOLLES VALERIAN/BELLE ENVIRONNEMENT sis à Vendargues. Il est conclu pour un montant de 1 153 449,75 € et pour une durée de 6,5 mois, dont 45 jours de période de préparation, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Le lot 2 étant infructueux, il sera relancé.

N°MD2022-1127 - 16/09/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Saint Jacques de Compostelle et Pontevedra - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la prise en charge du déplacement d'un élu et d'agents de la Métropole à Saint Jacques de Compostelle et à Pontevedra pour une mission technique d'observation "une ville à hauteur d'enfants" du 25 au 27/08/2022 pour un montant estimé de 5 000 €.

N°MD2022-1128 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention dans le cadre de mission d'expertise auprès de l'entreprise Paloïse pour le projet de création du musée de site des ' Colosses de Memnon ' (Egypte) - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention dans le cadre de mission d'expertise auprès de l'entreprise PALOÏSE pour le projet de création du musée des ' Colosses de Memnon ' (Egypte). Elle a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles le musée Lattara apporte au ministère son expérience et son expertise. La mobilisation porte sur 30 jours de mission entre le 01/03/2022 et le 31/12/2022 et donnera lieu au versement d'une redevance pour service rendu au profit de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 20 400 € TTC.

N°MD2022-1130 - 23/09/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau européen Eurocities - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau européen EUROCITIES afin d'augmenter la contribution des programmes européens au financement des opérations métropolitaines. L'adhésion est gratuite pour la fin de l'année 2022 puis payante lors de son renouvellement.

N°MD2022-1131 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - Consorts BEDOS"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS ACOCE consécutivement aux dépôts des déclarations d'appel n°22/03619, RG 04/223 et n°22/03605, RG 22/04307 devant la Cour d'Appel de Montpellier par les consorts BEDOS contre le jugement du Tribunal Judiciaire n° RG 21/04708 rendu le 19/07/2022 déclarant que le chemin partant de la rue du Salaison et aboutissant en impasse devant leur maison (parcelle AW 27 et 28) sis sur la commune de Castelnau-le-Lez est propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1133 - 21/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à l'accord-cadre à marchés subséquents N°M1D0064AT - Travaux de route, de voirie et d'ouvrages d'art sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 4 "ouvrages d'art" - Autorisation de signature

Objet : Le lot 4 "ouvrages d'art" de l'accord-cadre à marchés subséquents M1D0064AT "Travaux de route, de voirie et d'ouvrages d'art sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole" a été attribué aux entreprises et/ou groupements d'entreprise suivants :

- Groupement NGE GC / GUINTOLI sis à Montpellier
- COFEX Méditerranée, sise à Garons ;
- DEMATHIEU BARD Construction, sise à Montpellier ;
- RAZEL BEC (Agence Méditerranée), sise à Saint Georges d'Orques ;
- Groupement BUESA / STRAS, sis à Béziers ;
- BTPS Méditerranée, sise à Luyes (37)

Le marché est conclu pour un montant maximum total de 4 000 000 € HT et d'une durée de 4 ans :

N°MD2022-1134 - 22/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution des marchés Missions CSPS (Coordination Sécurité et Protection de la Santé) des dépôts - Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) - 8M14K et Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) - 8M14L dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des marchés 8.14K / 8.14L portant sur les 2 lots de mission CSPS (Coordination Sécurité et Protection de la Santé) des dépôts dans le cadre de la 5ème ligne de tramway :

Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) : avec l'entreprise APAVE SUD EUROPE, sise à Saint-Aunès, pour un montant global et forfaitaire de 25 760 € HT;

Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) : avec l'entreprise PRESENTS, sise à Montpellier, pour un montant global et forfaitaire de 104 160 € HT.

Les marchés sont conclus pour une durée de 7 ans à compter de leur notification.

N°MD2022-1135 - 17/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché Travaux Feeders Lot 3 n°8.42B.035 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au marché Travaux Feeders lot 3 n°8.42B.035 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway avec le groupement EHTP / GUINTOLI / REHACANA. Le montant de l'avenant est de 568 865,50 € HT, portant le montant du marché à 3 798 970 € HT.

N°MD2022-1136 - 22/09/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°05/TRAV/18 - Réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère - Lot n° 2 : Ouvrages de traitement de l'eau - Protocole transactionnel

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du protocole transactionnel pour le marché n°05TRAV18 – lot n°2 « Ouvrages de traitement d'eau » avec le groupement formé par SERPE SASU/RAZEL BEC/VÉOLIA d'un montant de 146 890 € HT. Le protocole transactionnel entrera en vigueur à compter de sa notification.

N°MD2022-1137 - 21/09/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à avenant n°2 au marché subséquent n°M9C0026AT - Travaux d'aménagement de la rue des Crouzettes à Montaud - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché subséquent n°M9C0026AT - Aménagement de la rue des Crouzettes à Montaud, conclu avec l'entreprise COLAS FRANCE. Le montant de l'avenant est de 21 301,96€ HT, portant le montant du marché 163 596,12 € HT (initialement de 142 294,16 € HT), soit une augmentation de 14,97 %.

N°MD2022-1138 - 27/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°M2B0025DC - Acquisition d'un orgue positif d'occasion

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2B0025DC d'acquisition d'un orgue positif d'occasion à l'auto-entreprise ALAIN CAHAGNE, sise à Frontignan. Il est conclu pour un montant de 51 800 € HT et pour une durée de 3 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-1139 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204125-1 - Préfecture de l'Hérault"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB et Associés à la suite du dépôt de la requête n°2204125-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/08/2022 par la Préfecture de l'Hérault contre la délibération du Conseil de Métropole du 25/01/2022 approuvant la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Baillargues.

N°MD2022-1140 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204137-5 TA - Société 3F Occitanie"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS ACOCE à la suite du dépôt de la requête n°2204137-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/08/2022 par la société 3F OCCITANIE contre l'arrêté de mise en sécurité n°MAI2022-0090 en date du 07/07/2022 de la résidence du Mas de Rochet sise sur la commune de Castelnau-le-Lez.

N°MD2022-1141 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle OI 105 - Commune de Montpellier - Constitutions de réserves foncières pour le développement d'activités économiques

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE (DSC, la parcelle cadastrée OI n°105, d'une superficie cadastrale de 4 526 m², comportant un bâtiment à usage d'activités de 2 300 m² utiles, sise commune de Montpellier, lui appartenant. La vente a lieu moyennant le prix total de 2 300 000 € toutes indemnités confondues, les frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

N°MD2022-1142 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°4983MG18 - Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°3 au lot n°1 Bâtiment administratifs et bâtiments annexes - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°3 au lot n°1 Bâtiment administratifs et bâtiments annexes du marché 4983MG18 avec la société ARC EN CIEL SUD EST afin de prolonger le marché du 05/10/2022 au 31/12/2022. L'avenant n°3 a une incidence financière sur le montant de la partie forfaitaire du marché introduisant un écart de 7%. Le nouveau montant pour la partie forfaitaire du lot n°1 est de 1 078 778,15 € HT soit 1 294 533,78 € TTC.

N°MD2022-1143 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête 2204624-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS consécutivement au dépôt de la requête n°2204624-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/09/2022 par un agent de Montpellier Méditerranée Métropole contre le montant du complément indemnitaire qui lui a été versé en avril 2022.

N°MD2022-1144 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204559-8 TA - Antoine ZAKHARY"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP consécutivement au dépôt de la requête n°2204559-8 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/09/2022 par Monsieur Antoine ZAKHARY tendant à la désignation d'un expert pour expertise médicale consécutivement à un accident dont il a été victime à la piscine Neptune sise à Montpellier.

N°MD2022-1145 - 13/10/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à manifestation d'intérêt - Approche territoriale intégrée - FEDER 2021-2027 - Autorisation

Objet : Dans le cadre de la nouvelle programmation de fonds européens 2021-2027, la Région Occitanie a lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) dit « Approche territoriale intégrée » pour lequel une enveloppe de 16 M € est prévue par la Région pour les deux Métropoles occitanes. Il est proposé de déposer une candidature pour le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole portant sur les 5 principales thématiques de l'AMI.

N°MD2022-1147 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204551-4 TA - Monsieur et Madame GUIZARD"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Gonzague PHELIP à la suite du dépôt de la requête n°2204551-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/09/2022 par Monsieur et Madame GUIZARD tendant à obtenir réparation pour préjudice subi sur leur propriété située au 24 impasse Johannes Kepler à Montpellier du fait des racines d'un arbre sis sur le domaine public métropolitain.

N°MD2022-1148 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement et autres frais annexes dans le cadre de la délégation de Montpellier à Bruxelles et Lille du 26 au 28/09/2022

Objet : Une délégation d'élus, d'agents et de personnalités extérieures se rendra à Bruxelles et Lille du 26 au 28/09/2022, dans le cadre de la candidature Montpellier capitale européenne de la culture 2028. Il s'agit d'approuver le déplacement de la délégation de Montpellier et d'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement (estimés à 5 200 €) ainsi que des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation.

N°MD2022-1149 - 20/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement - Mission Londres pour des agents de la Direction du développement économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser, dans le cadre d'une mission à Londres, organisée du 9 au 10/11/2022 par AD'OCC en partenariat avec BUSINESS FRANCE, les déplacements des agents et/ou des élus concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite d'un montant maximum de 1 500 €.

N°MD2022-1151 - 14/10/22 - Direction Générale des Services

Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un pont sous la RD66 et la création d'une continuité cyclable entre le Pays de l'Or et la Métropole

Objet : Afin d'assurer une continuité cyclable entre le Pays de l'Or et la Métropole, il est nécessaire de relier deux tronçons par un ouvrage d'art de type pont-cadre sous la RD 66. Il est proposé une convention pour confier la maîtrise d'ouvrage de cette infrastructure à la Métropole. La durée prévisionnelle de réalisation de l'ouvrage par la Métropole (date de réception) est de 30 mois à compter de la notification de la convention. Cette opération estimée à 3 525 000 € bénéficiera de 817 000€ de crédits d'État et d'une subvention du département de 352 000 €. Les coûts résiduels prévisionnels à la charge de la Métropole et du Pays de l'Or s'élèvent respectivement à 1 035 350€ et 1 242 150 €.

N°MD2022-1152 - 23/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 321m² de bien immobilier sis 3210 route de Lavérune à MONTPELLIER appartenant à Monsieur et Madame MACCHI dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 321 m² du bien immobilier sis 3210 route de Lavérune à Montpellier, cadastré section PI n° 44 appartenant à Monsieur et Madame MACCHI, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 5 008 €.

N°MD2022-1153 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de deux garages - Parcelle KS1 lots 182 et 183 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition onéreuse par la Métropole de deux garages, parcelle KS 1 lots 182 et 183, situé angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU. Acquisition au prix de 30 000 €.

N°MD2022-1154 - 04/10/22 - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau

Décision relative au marché n°M1D0067VD Acquisition de bennes amovibles pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0067VD à la SAS TAM ROCH sise à Villeneuve-lès-Maguelone. Il concerne l'acquisition de bennes amovibles pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant maximum annuel de 275 000 € HT et pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification, reconductible tacitement jusqu'à son terme 3 fois 12 mois sans excéder la durée de 48 mois.

N°MD2022-1155 - 22/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan pour l'acquisition de logiciels - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de la conclusion d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan pour l'acquisition de logiciels. Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. Le montant total de commandes est estimé à 1 500 000 € HT par an, pour ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1157 - 29/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à un marché n°M2D0002DM pour les études et réalisation de la régulation de trafic et de la priorité aux feux pour les Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2D0002DM à l'entreprise GERTRUDE SAEM sise à Bordeaux. Il concerne les missions d'études et de réalisation de la régulation de trafic et la priorité aux feux des lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu selon un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 2 000 000 € HT, et pour une durée de 8 ans à compter du démarrage fixé par la date du premier bon de commande.

N°MD2022-1158 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur l'Opéra Comédie

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt d'un permis de construire dans le cadre de travaux de mise en accessibilité du bâtiment de l'opéra Comédie.

N°MD2022-1159 - 29/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à un marché n°M2D0058DM d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour l'acquisition de bus à haut niveau de service électriques et des systèmes de recharge et de supervision - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n° M2D0058DM à l'entreprise TRANSAMO sise à Issy-les-Moulineaux. Il concerne l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'acquisition de bus à haut niveau de service électriques et des systèmes de recharge et de supervision. Il est conclu pour un montant forfaitaire de 349 784 € HT et pour un montant maximum de 55 000,00 € HT concernant les prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum. La durée du contrat démarre à sa notification jusqu'à la fin de la deuxième année de garantie du dernier véhicule mis en circulation.

N°MD2022-1160 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur le Théâtre Jean Claude Carrière - Site du domaine d'O

Objet : Un permis de construire doit être déposé dans le cadre du projet consistant à créer 2 mezzanines pour le stockage du matériel au sein du théâtre Jean Claude Carrière du Domaine d'O.

N°MD2022-1162 - 20/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°1 prorogeant l'occupation de locaux par la société MENETONCHIEN.COM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant n°1, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société EMMENETONCHIEN.COM pour une période de six mois à compter du 01/10/2022 et jusqu'au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 12,85 m² qu'elle occupe s'élève à 182,08 €.

N°MD2022-1163 - 17/10/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics - Arceaux-Peyrou - Autorisation de signature

Objet : Le marché subséquent n°2 à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Arceaux-Peyrou est attribué au groupement BASE / TECTA-EUPALINOS-QUARTIERS LUMIERES-INDDIGO-BOTANIQUE JARDINS PAYSAGE, correspondant à des prestations d'études préliminaires, pour un montant de 88 899,10 € HT. Le marché prendra effet à la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 4 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-1165 - 02/11/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent portant sur les travaux d'aménagement paysager et de déplacement d'une trémie piétonne dans l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché pour des raisons techniques ayant conduit le maître d'ouvrage à modifier le programme initial des travaux de création de fosses d'arbres sur la place de la Comédie. L'avenant a pour objet d'acter les prestations complémentaires attendues de la part du groupement attributaire de l'accord-cadre et de revoir leur rémunération. Le montant du marché est porté de 244 353,57 € HT à 356 638,28 € HT.

N°MD2022-1166 - 20/09/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce de restauration - pizzeria - Parcelle KS1 lots 182 et 183 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'acter l'acquisition onéreuse du fonds de commerce YAMMA PIZZA situé dans les garages de la rue de Las Sorbes, parcelle KS 1 lots 182 et 183, située angle rue de Las Sorbes & avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU prévue pour élargissement de voie, pour un montant de 52 000 € compatible avec l'avis des Domaines.

N°MD2022-1167 - 22/09/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un Groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Adhésion au ' Réseau des Acheteurs Hospitaliers ' (RESAH) – Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, d'une convention de groupement de commandes afin d'approuver l'adhésion au Réseau des Acheteurs Hospitaliers et le recours à son catalogue des offres. L'adhésion annuelle pour chaque membre est d'un montant de 300 €.

N°MD2022-1168 - 04/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros sur 20 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la BANQUE POSTALE à hauteur de 10 millions d'euros pour financer les investissements de la Métropole. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 2 ans indexée sur €ster + marge de 0.96%, puis une phase de consolidation de 20 ans et 1 mois au taux fixe 2.79%.

N°MD2022-1169 - 04/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros sur 25 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022.

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la BANQUE POSTALE à hauteur de 10 millions d'euros pour financer les investissements de la Métropole de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 2 ans indexée sur €ster + marge de 1.03%, puis une phase de consolidation de 25 ans et 1 mois au taux fixe 2.80%.

N°MD2022-1170 - 04/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt de 5 millions d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, pour le financement de l'opération d'acquisition de 22 rames de tramway.

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt de 5 millions d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, pour le financement de l'opération d'acquisition de 22 rames de tramway. Le contrat comporte une phase de mobilisation de 6 mois suivie d'une phase d'amortissement de 25 ans, toutes les deux indexées sur Livret A + 0.6%.

N°MD2022-1172 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement et autres frais annexes dans le cadre de la délégation de Montpellier à Porto les 3 et 4 octobre 2022 - Approbation

Objet : Une délégation d'agents de la collectivité se rendra à Porto du 03 au 04/10/2022, dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028. Il s'agit d'approuver la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement (estimés à 2 000 €) ainsi que des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation.

N°MD2022-1173 - 19/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 27 logements sociaux - Pension de Famille Jasse de Maurin, 243 rue Jasse de Maurin à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 674 249 € représentant 100 % du prêt souscrit par la 3F OCCITANIE, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 27 logements locatifs sociaux, pension de famille Jasse de Maurin, 243 rue Jasse de Maurin à Montpellier.

La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1174 - 19/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Résidences pour la construction de 37 logements sociaux - Centre d'Hébergement d'Urgence ' Jasse de Maurin', 243 Rue Jasse de Maurin à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 2 760 213 € représentant 100 % du prêt souscrit par la société 3F OCCITANIE, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 37 logements locatifs sociaux, Centre d'Hébergement d'Urgence « Jasse de Maurin », 243 rue Jasse de Maurin à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2022-1175 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au dépôt d'une demande de subventions auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie dans le cadre du Contrat Territoire Lecture

Objet : Il est demandé une subvention auprès de la DRAC dans le cadre du Contrat Territoire Lecture et visant l'élaboration du Schéma de Développement de la Lecture Publique et ainsi le financement d'un poste à hauteur de 20 000 €.

N°MD2022-1176 - 20/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société GROUNDSPACE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société GROUNDSPACE pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA et pour une période de six mois à compter du 01/10/2022 et jusqu'au 31/03/2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 24 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 309,12 €.

N°MD2022-1177 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2204787-1 TA - Georges MICHALOUD"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2204787-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 15/09/2022 par Monsieur Georges MICHALOUD et Monsieur Pierre MAURETTE-PERRUCAT contre la délibération du Conseil de Métropole n°M2022-69 du 22/03/2022 approuvant la modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier.

N°MD2022-1178 - 03/10/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2105519-4 - Monsieur Alain FERRERES"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice à la suite du dépôt de la requête n°2105519-4 le 19/10/2021 par Monsieur Alain FERRERES, Président du SYNDICAT DE CHASSE DE LA MEJANELLE, contre la décision n°MD2021-512 du 16/09/2021 portant résiliation de la convention sur l'exercice du droit de chasse consenti au bénéfice du Syndicat sur les communes de Lattes et de Montpellier.

N°MD2022-1179 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 9 logements sociaux - Résidence ' SAVANNA ' - Impasse de Babylone à Lattes - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 201 975 € sollicité par UN TOIT POUR TOUS auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 9 logements locatifs sociaux neufs, résidence « SAVANNA », Impasse de Babylone à Lattes. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et cette contrepartie par la signature d'une convention.

N°MD2022-1180 - 23/09/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 66m² de bien immobilier sis 2513 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant à la SCI LA CRECHE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 66 m² du bien immobilier sis 2513 boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastré section IL n°286, appartenant à SCI LA CRECHE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 33 230 €.

N°MD2022-1181 - 28/09/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision modificative relative au marché n°MOD0089DM - Entretien et maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore

Objet : A la suite d'une erreur matérielle sur le numéro de marché dans la décision modificative n°MD2022-1102, il convient de prendre une nouvelle décision modificative précisant que le marché concerné est bien le MOD0089DM.

N°MD2022-1183 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Institut Médico-Educatif "Les Muriers"

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association LES MURIERS, dont la mission est l'éducation professionnelle et les soins spécialisés pour enfants handicapés, d'une convention de partenariat pour accueillir 59 adolescents de 12 à 20 ans présentant un retard mental ou une déficience grave de la communication due à l'autisme ou des troubles apparentés.

N°MD2022-1184 - 20/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société DIAPPYMED au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société DIAPPYMED pour une surface locative au sein de la pépinière CAP ALPHA et pour une période de six mois à compter du 01/10/2022 et jusqu'au 31 mars 2023. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 40,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 428,90 €.

N°MD2022-1185 - 20/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant n°8 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES, d'un avenant n°8 à la convention d'occupation du domaine public, conclue pour une extension à compter du 01/10/2022. A compter de cette dernière date, la surface passe de 78,10 à 107,30 m² pour un loyer HT et HC de 1 518,29 €.

N°MD2022-1186 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de résidence artistique au sein de la résidence littéraire Lattara - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'association LA BAIGNOIRE et l'auteure Tamara SAADE, d'une convention de résidence artistique. L'auteure est accueillie à titre gratuit du 12/09 au 25/09/2022 au sein de la résidence littéraire Lattara. La Métropole met à disposition la résidence et l'association LA BAIGNOIRE accueille l'auteure pour une lecture publique.

N°MD2022-1187 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une déclaration préalable de travaux pour la pose de clôtures sur un terrain au 885 Chemin de Thermes à Castelnau-le-Lez - Parcelle BA00031

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de travaux concernant la pose de clôtures et d'un portail de clôture sur la parcelle n° BA 0031 située 885, chemin des Thermes – Serane – 34170 Castelnau-le-Lez.

N°MD2022-1188 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de démolir pour une maison et ses annexes situés au 626 rue de la Cavalade à Montpellier - Parcelle SE 0118

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant une maison d'habitation et ses bâtiments annexes situés au 626 rue de la Cavalade à Montpellier, sur une parcelle cadastrée SE 0118 à Montpellier.

N°MD2022-1190 - 05/10/22 - Direction de la Communication

Décision relative aux contrats d'image des sportifs montpelliérains dans le cadre de la campagne Zéro Déchet - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de sa politique de transition écologique et solidaire, Montpellier Méditerranée Métropole mène une stratégie « Zéro déchet » et a engagé, à ce titre, de nombreux projets et actions afin de sensibiliser le grand public à une pratique eco-citoyenne. Afin de toucher le plus grand nombre de ses citoyens, la Métropole a souhaité faire participer à cette nouvelle campagne de communication des joueurs professionnels appartenant tous à ses clubs emblématiques. La signature de contrats d'image est ainsi nécessaire avec Migna TOURÉ, Romane BERNIES, Teji SAVANIER et Nicolas LE GOFF.

N°MD2022-1191 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une déclaration préalable de travaux pour la pose de clôtures sur la parcelle CA 0002 située 2382 rue Fontaine de la Banquière à Lattes

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de travaux concernant la pose de clôtures sur la parcelle CA 0002 située 2382 rue Fontaine de la Banquière à Lattes.

N°MD2022-1192 - 27/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de GAME SOURCE STUDIO dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire (HEM) à Montpellier

Objet : La candidature de la société GAME SOURCE STUDIO est agréée en vue de la location de locaux dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est le conseil, la création, l'acquisition et le développement en informatique et produits dérivés. Elle est candidate à la location du lot B08D de 220 m² pour une durée conditionnée par la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2024. La société emploie 5 personnes et prévoit un effectif de 60 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1193 - 27/09/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Félicita Films - Site Hélios bâtiment L - Commune de Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société FELICITA FILMS, sise à Paris, pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel. La location concerne un local d'environ 172 m² dans le bâtiment L du site Hélios, Les 4 chemins RN 113 sur la commune de Fabrègues. Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 30/09/2023. Le montant mensuel de la redevance est de 501,66 € HT, soit 601,99 € TTC.

N°MD2022-1194 - 27/09/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société BIOPHILEUS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société BIOPHILEUS est agréée en vue de la location de locaux dans le VEAS Hannibal. Son activité est la recherche et développement en biotechnologie. Elle est candidate à la location du lot n°A09 de 123.31 m² pour une période de 9 ans. La société emploie 2 personnes et prévoit un effectif de 4 salariés à 3 ans.

N°MD2022-1195 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'attribution d'un marché n°M2D0013MG "Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole"

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord-cadre n°M2D0013MG « Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole » Lots 1, 2 et 3 comme suit :

- lot n°1 à la société SOCIETE DE NETTOYAGE PROVENÇAL sise à Marseille, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, avec un maximum de 1 540 000 € HT annuel ;
- lot n°2 à la société HYGIE SPHERE, sise à Montpellier, sur la base d'accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum annuel de 1 816 000 € HT ;
- pour le lot n°3 à la société HYGIE SPHERE (+sous-traitant ALPIROC) pour un montant forfaitaire de 24 897,05 € HT et sur la base d'un accord cadre à bons de commande avec un montant maximum annuel de 40 000 € HT ;

L'accord-cadre est conclu, pour les lots 1 et 2 pour une 1^{ère} période courant de sa notification au 31/12/2023, et pour le lot 3, pour une 1^{ère} période courant à compter du 02/12/2023 jusqu'au 31/12/2024, reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3 pour les lots 1 et 2 et à 2 reconductions pour le lot 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. Le terme commun aux 3 lots sera le 31/12/2026.

N°MD2022-1196 - 28/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation de déposer des demandes de subventions pour le site archéologique Lattara - Musée Henri Prades au titre de l'année 2023

Objet : En raison de la teneur et de l'importance du programme d'activités et de restauration des biens meubles et immeubles du site archéologique Lattara – musée Henri Prades, il y a lieu d'autoriser la demande de subventions les plus élevées possibles auprès de l'État, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne, à titre de soutien et d'accompagnement de cet établissement dans son développement.

N°MD2022-1197 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un avenant numéro 2 au marché n°M0D0067DC de vérifications réglementaires des installations, bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole - lot 1 : Bâtiments Culturels

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°M0D0067DC - lot 1, conclu avec SOCOTEC EQUIPEMENTS. Il a pour objet d'ajouter des vérifications périodiques en électricité pour le site des échelles de la Ville / ancienne médiathèque Fellini. Le montant de l'avenant est de 164,28 € HT par an.

N°MD2022-1198 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution du lot n°2 du marché n°M2D0040DC - Rénovation des "bâches à eau" de l'aquarium Planet Océan

Objet : Il s'agit d'attribuer le lot n°2 du marché n°M2D0040DC, de travaux de rénovation des "bâches à eau" de l'aquarium Planet Océan, à l'entreprise AQUA-TECH sise à Ablis (78). Il est conclu pour un montant de 189 844,00 € HT et pour une durée de 4 mois à compter de la notification. Le lot 1 est déclaré sans suite.

N°MD2022-1199 - 29/09/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux - Hôtel d'Aurès à l'association "Les Caractères de la Musique" le samedi 1^{er} octobre 2022

Objet : Dans le cadre du "Grand Week-end", l'association LES CARACTERES DE LA MUSIQUE organise un concert de musique baroque le samedi 01/10/22 de 19h à 20h place Sainte-Anne à Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole met, à ce titre, à disposition une salle du rez-de-chaussée et les sanitaires à disposition à des fins de loges pour les artistes. La convention règle les modalités de mise à disposition des locaux, consentie à titre gracieux.

N°MD2022-1200 - 08/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché n°8.634 - Travaux éclairage public dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Attribution

Objet : Il est proposé d'autoriser la signature du marché 8.634 portant sur les travaux d'éclairage public dans le cadre de la 5ème ligne de tramway avec le groupement SPIE CITY NETWORKS/CITEOS SAS TRAVESSET sise à Saint Jean de Védas, pour un montant de 5 887 950,86 € HT. Le marché est conclu pour une durée de 38 mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification décomposée comme suit :

- 3 mois de période de préparation;
- 35 mois d'exécution des travaux.

N°MD2022-1202 - 26/10/22 - Direction Services aux Territoires

Programme de travaux 2022 - Demande de subventions Hérault Energies - Avenue du Général Grollier à Pignan

Objet : Dans le cadre du programme de travaux 2022 d'HERAULT ENERGIES, l'opération Avenue du Général Grollier à Pignan (Pôle Plaine Ouest) peut faire l'objet de financement de la part d'HERAULT ENERGIES. Il convient de valider ce financement par l'approbation d'une convention.

N°MD2022-1203 - 12/10/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Renforcement du Poste Ecarts à Sussargues -Programme de travaux 2022 - Autorisation

Objet : Dans le cadre du programme de travaux 2022 d'HERAULT ENERGIES, l'opération Renforcement du Poste Ecarts à Sussargues (Pôle Cadoule et Bérange) peut faire l'objet de financement de la part d'HERAULT ENERGIES. Il convient de valider ce financement par l'approbation d'une convention.

N°MD2022-1204 - 12/10/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une demande de subventions auprès d'Hérault Energies - Rue du Fon de l'Hospital à Saint Jean de Védas - Programme de travaux 2022 - Autorisation

Objet : Dans le cadre du programme de travaux 2022 d'Hérault Energies, l'opération Avenue du Général Grollier à Pignan (Pôle Plaine Ouest) peut faire l'objet de financement de la part d'Hérault Energies. Il convient de valider ce financement par l'approbation d'une convention.

N°MD2022-1205 - 26/10/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Chemin du Courpouyrac à Juvignac - Programme de travaux 2022

Objet : Dans le cadre du programme de travaux 2022 d'HERAULT ENERGIES, l'opération Chemin du Courpouyrac à Juvignac (Pôle Piémonts et Garrigues) peut faire l'objet de financement de la part d'HERAULT ENERGIES. Il convient de valider ce financement par l'approbation d'une convention.

N°MD2022-1207 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ICF Sud-Est Méditerranée - Locaux immeuble Étoile Richter, place Ernest Granier à Montpellier

Objet : La Métropole signe un bail précaire de location avec ICF SUD-EST concernant des locaux commerciaux au 7^{ième} étage de l'immeuble Étoile Richter, d'une superficie de 312 m², ainsi que 5 places de parking. Le contrat est conclu pour une durée de 3 mois à compter du 01/11/2022 pour une redevance mensuelle de 7 260,85 € TTC.

N°MD2022-1208 - 10/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°M1D0040EA - Réhabilitation du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste de refoulement à Baillargues, Route Impériale / Chemin du Petit Bonheur - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant de transfert du marché n°M1D0040EA - Réhabilitation du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste de refoulement à Baillargues, Route Impériale / Chemin du Petit Bonheur à la Régie des Eaux au 01/01/2023.

N°MD2022-1209 - 13/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au déclassement du domaine public - Tronçons d'anciens chemins désaffectés - Z.A.C. CANNABE - Commune de Cournonterral

Objet : A l'intérieur du périmètre de la ZAC Cannabe sur la commune de Cournonterral, la SERM aménageur, a reconstitué de nouvelles voies d'accès permettant de desservir de nouveaux lots. Les anciens chemins ou tronçons de voiries qui ne sont plus affectés à l'usage public, doivent être déclassés. Il est proposé de constater la désaffectation de fait de 6 emprises et de prononcer leur déclassement du domaine public, pour les intégrer au domaine privé de la Métropole.

N°MD2022-1210 - 10/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DEINOVE dans le bâtiment Cap Sigma à Grabels

Objet : La société DEINOVE, dont l'activité et la recherche et le développement de nouveaux antimicrobiens et autres produits naturels, est déjà locataire des lots 0.2 (34 m²), 1.1 (728 m²), 2.1 (167 m²), 2.2 (125 m²) et 2.3 (436 m²). Elle est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ces mêmes lots. L'entreprise projette un effectif de 50 personnes dans 3 ans.

N°MD2022-1213 - 10/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société ID SOLUTIONS est agréée en vue de la prolongation du CG 3.4 de 151 m² dans l'immeuble CAP Gamma pour une période de 12 mois. ID SOLUTIONS est un laboratoire de recherche sur le diagnostic humain (développement, production, marketing, vente et assistance technique dans le domaine du diagnostic biologique). La société prévoit un effectif de 12 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1214 - 13/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention de mandat de Maîtrise d'ouvrage avec la SPL TaM pour la réalisation des études et des travaux des 5^{èmes} lignes de Bustram - autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole décide de déléguer sa maîtrise d'ouvrage à la SPL TaM, sise à Montpellier, pour la réalisation des 5^{èmes} lignes de Bustram dont le montant de l'opération est évalué à 362,5 M € HT. Le contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage est conclu pour un montant forfaitaire de 7 929 76 5€ HT, pour une durée de 9 ans à compter de sa signature par les deux parties.

N°MD2022-1215 - 10/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels

Objet : La candidature de la société ID SOLUTIONS (laboratoire de recherche sur le diagnostic humain) est agréée en vue de la prolongation de la location des lots CD 1A et 1B de 795 m² et CD 03 de 40,50 m² pour une durée de 18 mois soit jusqu'au 31/12/2023. L'entreprise projette un effectif de 33 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1216 - 10/10/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels

Objet : La candidature de la société ID SOLUTIONS (laboratoire de recherche sur le diagnostic humain) est agréée en vue de la prolongation de la location des lots CS 04, 05, 06, 07, 08, 09 et 11 représentant 272 m², pour une durée de 18 mois soit jusqu'au 31/12/2023. L'entreprise projette un effectif de 8 personnes à 3 ans.

N°MD2022-1217 - 13/10/22 - Direction Secrétariat Général

Décision relative au marché 5043SG18 - Prestations d'organisation de séjours, acquisition de titres de transport, hébergement hôtelier et prestations annexes - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à l'accord-cadre à bons de commande n°5043SG18 relatif aux prestations d'organisation de séjours, d'acquisition de titres de transport, d'hébergement hôtelier et de prestations annexes. Il a pour objet de prolonger de six mois la durée de l'accord-cadre, initialement attribué pour une période d'un an, reconductible trois fois. Il n'a pas d'incidence financière.

N°MD2022-1220 - 03/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux entre la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone et Montpellier Méditerranée Métropole - Centre technique municipal

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention de mise à disposition d'usage de locaux avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. La convention porte sur la partie de l'un des garages du Centre technique municipal de Villeneuve-lès-Maguelone d'environ 106 m². La convention de mise à disposition est conclue pour l'année 2022, renouvelable tacitement 5 fois un an. La mise à disposition de l'ensemble des biens est réalisée à titre gracieux. Les charges concernant les fluides, électricité et entretien des locaux sont évaluées pour un forfait semestriel de 2 700 €.

N°MD2022-1221 - 13/10/22 - Direction de la Santé et de la Prévention

Renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer (GEFLUC)

Objet : Il s'agit de renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANÇAISES DANS LA LUTTE CONTRE LE CANCER (GEFLUC) pour un montant de 3 500 € pour l'année 2022.

N°MD2022-1222 - 04/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à un ajout d'une dépense supplémentaire et une augmentation de l'avance - Régie d'avances Manifestations Culturelles - Pôle Culture et Patrimoine - Autorisation

Objet : Il est institué une régie d'avance auprès du Pôle Culture en raison de l'augmentation du nombre de manifestations et de leur développement. Il convient de permettre le paiement des intermittents et techniciens dans des délais raisonnables quand il y a un caractère urgent ou pouvant entraver le bon déroulement de la manifestation.

N°MD2022-1223 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au réaménagement de 80 prêts contractés par l'OPH ACM Habitat pour la création de logements sociaux - Maintien de la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir, à hauteur de 100 %, le remboursement de deux prêts à taux fixes d'un montant total de 118 000 000 € contractés par ACM HABITAT auprès de LA CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON dans le cadre du réaménagement de 80 lignes de prêts initialement mobilisés par ACM HABITAT auprès de LA CAISSE DES DEPOT ET CONSIGNATIONS.

N°MD2022-1225 - 10/10/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°G2D0027RI "Infogérance et prestations d'assistance à l'exploitation du Système d'Information (S.I.)" pour le groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier - Attribution

Objet : le marché n°G2D0027RI à prix mixte, a été attribué à l'entreprise EXPERIS FRANCE sise à Nantes (44) pour un montant forfaitaire bi- annuel de 1 176 059,53 € HT. Pour la partie à bons de commandes, les maximums sont les suivants :

- 6 000 000 € H.T pour les années N et N+1 ;
- 8 000 000 € H.T pour les années N+2 et N+4.

N°MD2022-1229 - 22/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais des auteurs invités de la 38ème Comédie du Livre et à l'autorisation du dépôt des demandes de subventions afférentes à la manifestation - Autorisation

Objet : La 38ème édition de la Comédie du Livre se tiendra en mai 2023. Cette manifestation est susceptible d'être soutenue par plusieurs organismes publics (Région, Centre National du Livre, SOFIA...), il convient d'autoriser le dépôt des demandes de subventions correspondantes.

Il convient également d'autoriser la prise en charge, directe ou sur remboursement, des frais de déplacement, hébergement et restauration des auteurs et intervenants invités pour un montant global maximum évalué à 175 000 €.

N°MD2022-1230 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets lié à la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation

Objet : Dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture, il est proposé d'attribuer 6 nouvelles subventions aux associations suivantes : les Loustics du Pic, Studio 411 Galerie, Illusion et Macadam, Line Up, les Nuits Claires et le Fonds Régional d'Art Contemporain Occitanie Montpellier. Chacune d'entre elles se voit attribuer 20 000 €, soit un total de 120 000 €.

N°MD2022-1231 - 29/09/22 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 20 millions d'euros auprès de la Société Générale - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la Société Générale à hauteur de 20 millions d'euros pour financer les investissements de la Métropole de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 24 mois indexée sur Euribor 1, 3 ou 6 mois + marge de 0.40%, puis une phase de consolidation de 20 ans indexée sur Euribor 3 mois + marge à 0.49% qui devra être réactualisée au moment de la mise en place et qui ne pourra excéder 0.55% (à défaut l'opération ne pourra être conclue).

N°MD2022-1232 - 20/10/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville à la Métropole pour la réalisation de travaux de démolition du bâtiment du poste de police et de restauration du bâtiment du Mess des Officiers en cohérence avec les aménagements d'espaces publics - Projet Comédie Esplanade

- Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole conduit une opération de rénovation et de mise en valeur de la place de la Comédie et de l'Esplanade Charles-de-Gaulle, comprenant notamment la démolition du bâtiment qui accueille la police nationale, appartenant à la Ville. Il est souhaitable que l'ensemble de l'opération soit porté par la Métropole, il est donc proposé un transfert de maîtrise d'ouvrage. Le montant des travaux est estimé à 300 000 € HT, intégralement supportés par la Métropole.

N°MD2022-1233 - 21/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition du rez-de-chaussé de l'Hôtel d'Aurès du 18 au 21 octobre 2022 à l'Association Transit/Collectif photographique

Objet : Dans le cadre des projets retenus pour Capitale Européenne de la Culture 2028, et de l'anniversaire des 20 ans de l'association, TRANSIT/COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE sollicite la mise à disposition du rez-de-chaussée de l'Hôtel d'Aurès pour organiser une soirée de projection et de présentation le jeudi 20/10/2022 de 19h à 00h. La mise à disposition du mardi 18 octobre au vendredi 21 octobre 2022 est consentie à titre gracieux.

N°MD2022-1235 - 17/10/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à l'agrément de candidature du Domaine de Lattes SC pour la réalisation d'un programme immobilier dans la ZAC Ode à la Mer acte 2

Objet : Il est proposé d'approuver la demande d'agrément de candidature de la société le DOMAINE DE LATTES, présentée par la SA3M, en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Ode à la Mer acte 2 à Lattes.

N°MD2022-1236 - 17/10/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à l'agrément de candidature de SCCV les hauts de Lattes pour la réalisation d'un programme immobilier dans la ZAC Ode à la Mer acte 2

Objet : Il est proposé d'approuver la demande d'agrément de candidature de la société SCCV les Hauts de Lattes, présentée par la SA3M, en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Ode à la Mer acte 2 à Lattes, d'une surface totale de 4841 m²

N°MD2022-1237 - 20/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°M2B0026EA - Anticipation et suivi en temps réel des événements météorologiques

Objet : Un marché n°M2B0026EA - Anticipation et suivi en temps réel des événements météorologiques est conclu avec MÉTÉO FRANCE sis à Aix en Provence (13). La durée du marché est d'un an reconductible 3 fois un an.

N°MD2022-1239 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 258m² et 132m² de bien immobilier sis 680 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, appartenant à l'indivision ARNAL dans le cadre de réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 258 m² du bien immobilier sis 680 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n° 365 et une emprise de 132 m² du bien immobilier sis 680 route de Lavérune à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°36, appartenant à l'indivision ARNAL, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 59 306 €.

N°MD2022-1240 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 28m² de bien immobilier sis 150 rue Albert Viger à MONTPELLIER, appartenant à M. et Mme REMOND dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Autorisation

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 28 m² du bien immobilier sis 150 rue Albert-Viger à Montpellier, cadastré section IL n° 236 appartenant à Monsieur et Madame REMOND, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 13 803 €.

N°MD2022-1244 - 20/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n° M2D0008EA - Fourniture et pose d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M2D0008EA à la société CENEAU sise à Teyran. Il concerne la fourniture et la pose d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux. Il est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible trois fois un an et pour un montant avec un minimum de 30 000 € HT et un maximum de 300 000 € HT par an.

N°MD2022-1246 - 20/10/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°M2D0006EA - Maintenance préventive et curative d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux

Objet : Un marché n° M2D0006EA - Maintenance préventive et curative d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux doit être passé avec la société CENEAU sise à Teyran (34). L'accord-cadre est conclu avec un minimum de 7 500 € HT et un maximum de 180 000 € HT par an. La durée de l'accord-cadre est de 1 an à compter de sa notification et il est reconductible trois fois un an.

N°MD2022-1248 - 21/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de construire sur le site de Victoire 2 à Saint Jean de Vedas

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt d'un permis de construire en vue de la réalisation de travaux d'accessibilité du Patio de la salle Victoire 2, ainsi que la construction d'une scène et de loges attenantes.

N°MD2022-1250 - 26/10/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à une convention constitutive d'un groupement de commandes permanent pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts et naturels, d'animations et de sensibilisation à l'écologie, à l'agriculture urbaine et à l'achat de produits liés à l'agriculture locale entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il apparaît nécessaire de conclure une convention constitutive d'un groupement de commandes permanent pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts et naturels, d'animations et de sensibilisation à l'écologie, à l'agriculture urbaine et à l'achat de produits liés à l'agriculture locale entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-1251 - 28/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention avec le Manoir du Crime pour la mise à disposition à titre gracieux du salon de l'espace Homère/Lire Autrement de la Médiathèque centrale Émile-Zola - Autorisation de Signature

Objet : Il est proposé une convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux entre la Métropole et l'association LE MANOIR DU CRIME, du 15/11 au 11/12/2022, afin d'organiser un escape game à la médiathèque Emile-Zola dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028.

N°MD2022-1252 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la mise à disposition des parcelles SK 149 et SK 151 Rue de la Cavalade - Travaux extension Ligne 1 du tramway - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent une convention d'occupation temporaire, à titre gratuit, pour une durée maximale de 24 mois jusqu'au 31/08/2024, pour l'installation d'une base de vie de chantier dédiée aux travaux de doublement du pont de l'autoroute nécessaire à la réalisation de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway entre la station Odysseum et la Gare Montpellier Sud de France.

N°MD2022-1253 - 13/10/22 - Direction des parcours professionnels et des compétences

Décision relative à l'accord-cadre N°G2B0049RH Prestations de formations bureautiques

Objet : Le marché de prestations de formations bureautiques est signé avec ENI SERVICE sis à Saint-Herblain (44) pour un montant sans minimum et maximum de 43 000 € HT et pour une durée d'un an renouvelable une fois un an.

N°MD2022-1255 - 20/10/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M0B0033RI "maintenance et assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS" - Avenant n°1- Autorisation de signature

Objet : Il convient d'une part de substituer le nouveau titulaire ARCHE MC2, sise Aix en Provence, à l'ancien titulaire CITIZEN SAS et d'autre part de modifier la répartition des montants annuels indiqués dans l'acte d'engagement à la suite de nouveaux besoins pour faire développer un module complémentaire pour le Fonds Solidarité Logement.

N°MD2022-1256 - 27/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un tracteur vétuste de marque Mc Cormick immatriculé DD-668-XD équipé d'une épareuse de marque Noremat - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un tracteur vétuste de marque Mc Cormick immatriculé DD-668-XD équipé d'une épareuse de marque Noremat au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1257 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au marché n° M1B0114MG Dépose et remplacement de la pompe à chaleur du site Cap Omega - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au marché M1B0114MG « Dépose et remplacement de la pompe à chaleur du site Cap Omega » avec le titulaire, la société BOUYGUES E&S FM FRANCE. L'avenant n°1 a une incidence financière de 2 329,90 € HT.

N°MD2022-1259 - 27/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location de locaux de courte durée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société "Les Associations Mutuelles Le Conservateur" - Immeuble Etoile Richter à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location de courte durée avec la société LES ASSOCIATIONS MUTUELLES LE CONSERVATEUR, locataire de locaux dans l'immeuble Etoile Richter. Le contrat de location concerne des locaux d'une superficie de 259,06 m² situés 3^{ème} étage de l'immeuble, y compris les parties communes, correspondant au lot 414, ainsi que 4 emplacements de parking situés au niveau -1 correspondant aux lots 1084 et 1087. Le contrat de location arrivera prendra effet au 01/11/2022 pour s'achever le 30/06/2023. Le contrat est consenti pour un loyer trimestriel payable d'avance de 15 775,18 TTC charges comprises.

N°MD2022-1260 - 20/10/22 - Direction des Finances

Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès du Crédit Foncier affectés au budget annexe Assainissement suite à la Création d'une Régie Unique "eau et Assainissement"

Objet : Les contrats d'emprunts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole auprès du CREDIT FONCIER et affectés au budget annexe Assainissement de la Métropole sont transférés à la Régie de l'Eau et de l'Assainissement au 01/01/2023. Deux contrats sont transférés totalement, Un contrat partiellement.

N°MD2022-1262 - 26/10/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Marché M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art Décision modificative

Objet : Il est nécessaire de prendre une décision modification relative au marché M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art pour en modifier l'imputation budgétaire de façon à y intégrer les budgets annexes.

N°MD2022-1267 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de résidence artistique de l'auteur Philippe MALONE au sein de la résidence littéraire Lattara - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Métropole, l'association LA BAIGNOIRE et l'auteur Philippe MALONE d'une convention de résidence artistique. L'auteur est accueilli à titre gratuit du 27/11/ au 11/12/2022 au sein de la résidence littéraire Lattara. La Métropole met à disposition la résidence et l'association LA BAIGNOIRE accueille l'auteur pour une soirée d'échanges et deux lectures publiques

N°MD2022-1268 - 20/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Programmation muséographique et technique pour l'extension du Musée Fabre de Montpellier - Attribution

Objet : Un accord cadre à bons de commande d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la programmation muséographique et techniques pour l'extension du musée Fabre est conclu avec AB PROGRAMMATIONS, sis à Paris, pour un montant maximum de 190 000 € HT et une durée de 4 ans à compter de la notification.

N°MD2022-1270 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Boulevard Paul Valéry à Montpellier, IT81 - PLANES

Objet : La Métropole acquiert une emprise de 160 m² du bien immobilier sis boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastré section IT n° 81 appartenant à l'indivision PLANES, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 16 925 €.

N°MD2022-1271 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI SODECLA

Objet : La Métropole acquiert les lots 830 et 855 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de la SCI SODECLA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 300 €.

N°MD2022-1281 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Commune de Lattes - Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section CI n°36

Objet : La société GRAND SUD, sur la commune de Lattes, est propriétaire d'une parcelle cadastrée section CI n°36 située lieu-dit "les commandeurs" d'une superficie de 2 235 m² aménagée en voirie. Il est nécessaire pour la Métropole d'acquérir au prix de 60 345 € ce bien afin de régulariser la propriété foncière du domaine public routier dans ce secteur.

N°MD2022-1284 - 20/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la vente de trois emprises - Ancien chemin déclassé - Rue de l'Abreuvoir - Commune de Saussan

Objet : Il est proposé de vendre un ancien chemin déclassé du domaine public en impasse débouchant rue de l'Abreuvoir à Saussan au propriétaire riverain. Découpé en 3 nouvelles parcelles, ce chemin sera cédé au prix des Domaines, à savoir 50 €/m², soit une recette pour la Métropole de 3 350 €.

N°MD2022-1285 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223 boulevard Paul Valéry à Montpellier - lot 852 - IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - propriété de la SC INOVE

Objet : La Métropole acquiert le lot 852 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de la SC INOVE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-1286 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - lots 814 et 815 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI ADMG IMMO

Objet : La Métropole acquiert les lots 814 et 815 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SCI ADMG IMMO, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 400€.

N°MD2022-1288 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - Lots 828 et 829 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI ARIELLE REMY

Objet : La Métropole acquiert les lots 828 et 829 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SCI ARIELLE REMY, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 300 €.

N°MD2022-1289 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - lot 833 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI LES THOUARINES

Objet : La Métropole acquiert le lot 833 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier, propriété de la SCI LES THOUARINES, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 4 200 €.

N°MD2022-1290 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la Halle de l'Innovation - Quartier Cambacérès à Montpellier

Objet : La Métropole a confié un mandat à la SA3M pour la réalisation d'un bâtiment dénommé la Halle de l'Innovation dans le quartier Cambacérès à Montpellier. Ce bâtiment, à usage de bureaux, d'une surface de plancher de 7 650 m² et une surface utile de 6 419 m², est destiné à accueillir une cinquantaine d'entreprise dans le domaine de l'innovation. Il est proposé d'acquérir ce bâtiment au prix de 14 767 000 €.

N°MD2022-1293 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'autorisation d'accès aux emprises ferroviaires - Ligne Le Crès Vendargues - Études préalables pour la réalisation du Bustram

Objet : Le tracé du Bustram prévoit la mobilisation de l'ancienne voie ferrée entre Le Crès et Vendargues. SNCF a lancé la procédure de fermeture administrative des voies pour conclure le transfert de gestion au profit de la Métropole et permettre ainsi le passage du Bustram. La Métropole a sollicité SNCF pour l'autoriser à pénétrer sur les emprises ferroviaires en anticipation de la signature du transfert de gestion, pour la réalisation des études préalables nécessaires dans le cadre des travaux d'aménagement du Bustram. Cette autorisation d'accès est consentie sans contre-partie financière.

N°MD2022-1294 - 17/10/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - Lots 830 et 855 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI SODECLA

Objet : La Métropole acquiert les lots 830 et 855 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul-Valéry à Montpellier, propriété de la SCI SODECLA, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway pour un montant total de 8 300 €.

N°MD2022-1295 - 02/11/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à des mandats spéciaux - Présentation d'une mission opérationnelle à Heidelberg - Autorisation

Objet : Il est proposé l'organisation d'une mission exploratoire à Heidelberg du 11/09 au 13/09/2022 en présence de 3 élus et d'un agent. Ce déplacement a pour objectif de renforcer et d'étendre les axes de coopération dans les domaines de la mobilité, de l'aménagement urbain, du sport et de la jeunesse. Il est proposé la prise en charge des frais estimés à 3 000 €.

N°MD2022-1296 - 20/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de l'adresse de la régie du Parking de l'Hôtel de Ville à la suite du changement de prestataire

Objet : L'adresse de la régie du parking de l'Hôtel de Ville est modifiée à la suite de la nouvelle attribution par marché au prestataire TaM. Cette régie est désormais installée dans les locaux de la TaM, 125 rue Léon-Trotsky – 34075 Montpellier.

N°MD2022-1299 - 20/10/22 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie d'avances des Moyens Généraux et des Bâtiments - Augmentation du montant de l'avance

Objet : Pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances des Moyens Généraux et des Bâtiments, il convient d'augmenter le montant de l'avance. Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 3 000 € (contre 1 500 € précédemment).

N°MD2022-1301 - 25/10/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI LE CAP - Terrain supportant une station de lavage automobiles - Parcelle BC 67 - 570 route de Nîmes - Commune de Le Crès

Objet : Décision de préemption à l'occasion de la vente par SCI LE CAP, d'un terrain occupé supportant une station de lavage automobiles, situé 570 route de Nîmes, cadastré section BC 67, au prix révisé de 250.000 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire afin de réaliser le projet de requalification de la RM 613 afin d'accueillir le Bustram.

N°MD2022-1305 - 20/10/22 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau Centre Français des Fonds et fondations (CFF)

Objet : Il est proposé l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau CFF pour l'année 2022 dans le cadre du développement de l'activité mécénat de la Métropole. L'adhésion s'élève à 500 €.

N°MD2022-1306 - 27/10/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie d'emprunts d'opérations d'investissement et de réaménagement de dette réalisés par l'OPH ACM Habitat - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 100 % le remboursement de deux prêts d'un montant total de 20 000 000 € contractés par ACM HABITAT auprès de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS dans le cadre du réaménagement de prêts initialement mobilisés auprès de LA CAISSE DES DEPOT ET CONSIGNATIONS.

N°MD2022-1307 - 28/10/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès à la Ville de Montpellier pour l'événement Cœur de Ville en Lumières du 23 au 27 novembre 2022 - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de Cœur de Ville en lumières organisé par la Ville de Montpellier, l'Hôtel d'Aurès verra sa façade être le théâtre de video-mapping les 25 et 26/11/2022. Pour assurer ces projections, la Ville a besoin d'accéder à l'Hôtel d'Aurès du 23 au 27/11/2022 (branchements électriques et installations et démontage). La Métropole autorise donc la mise à disposition du lieu à titre gracieux.

N°MD2022-1310 - 26/10/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Beaulieu Chemin du Ginestet - Modification de la convention - Approbation

Objet : A la suite d'une modification de l'opération de travaux d'électricité sur la commune de Beaulieu (chemin du Ginestet) financée initialement à 100% par HERAULT ENERGIES, une nouvelle convention intégrant des travaux d'éclairage public doit être approuvée. Le montant initial prévisionnel des travaux de 22 872,57 € TTC est désormais de 39 081,22 € TTC, dont 4 350,47 € TTC à charge de la Métropole.

N°MD2022-1314 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé 190-APV-34 - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Clio au Centre 113 de Vendargues. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1315 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EE-514-YL - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Clio au Centre 113 de Vendargues. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1316 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EP-092-HZ - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Clio au Centre 113 de Vendargues. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1317 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé EH-452-LP - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé EH-452-LP au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1318 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule de marque Renault Kangoo immatriculé EL-543-HJ Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1319 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé AG-396-KQ - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1320 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé FB-210-XK - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1322 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Trafic immatriculé CZ-149-YK - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Trafic au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1323 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Twingo immatriculé XQ-430-AP - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Twingo au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1324 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Mégane immatriculé 292-APX-34 - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Mégane au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1325 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën Jumper immatriculé EP-061-LP - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Citroën Jumper au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1326 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën C2 immatriculé 682-AGW-34 - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Citroën C2 au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1327 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Iveco polybenne immatriculé EL-183-HJ - Centre 113 à Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Iveco Polybenne au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1328 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën C2 immatriculé 681-AGW-34 - Centre 113 Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Citroën C2 au Centre 113. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2022-1332 - 24/10/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'occupation précaire de locaux entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société RAZEL-BEC - Locaux 3 avenue Georges-Clemenceau à Montpellier

Objet : La Métropole signe une convention d'occupation précaire avec RAZEL-BEC. La convention porte sur un espace de bureaux, cellier et parking de 181 m² situé avenue Georges-Clemenceau à Montpellier. Le bail prendra effet à compter de sa signature jusqu'au 31/08/2023. Ce local permettra à la société de mener des travaux dans le cadre du projet de la ligne 5 du tramway, à ce titre, le bail est consenti moyennant une redevance à l'euro symbolique.

N°MD2022-1336 - 26/10/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réhabilitation de l'école Joseph Deltheil - Autorisation de signature

Objet : La commune de Grabels souhaite réhabiliter l'école Joseph Deltheil ainsi que son parvis. Ce projet s'accompagne d'aménagements des espaces publics attenants relevant de la compétence de la Métropole. A ce titre, la commune de Grabels et la Métropole ont décidé de passer une convention de co maîtrise d'ouvrage désignant la commune de Grabels comme maître d'ouvrage unique de l'opération. Le montant des travaux de voirie et de réseaux divers s'élève à 791 704,50€ HT dont 142 000€ HT à la charge de la Métropole.

N°MD2022-1344 - 02/11/22 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel
Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Daejon en Corée
- Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la participation d'un élu au 7ème congrès mondial des dirigeants locaux et régionaux à Daejon en Corée du 10 au 14/10/2022, pour un montant estimé à 5 000 €.